

Des outils pour le changement

Une approche critique en études du développement



**Sous la direction de Henry Veltmeyer
avec la participation de Nasser Ary Tanimoune**

Les Presses de l'Université d'Ottawa

Page blanche conservée intentionnellement

Des outils pour le changement

Page blanche conservée intentionnellement

Sous la direction de
Henry Veltmeyer
avec la participation de
Nasser Ary Tanimoune

Des outils pour le changement

Une approche critique en études du développement

Les Presses de l'Université d'Ottawa
2015

Les Presses de l'Université d'Ottawa (PUO) sont fières d'être la plus ancienne maison d'édition universitaire francophone au Canada et le seul éditeur universitaire bilingue en Amérique du Nord. Fidèles à leur mandat original, qui vise à « enrichir la vie intellectuelle et culturelle », les PUO proposent des livres de qualité pour le lecteur érudit. Les PUO publient des ouvrages en français et en anglais dans les domaines des arts et lettres et des sciences sociales.

Les PUO reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour leurs activités d'édition. Elles reconnaissent également l'appui du Conseil des arts du Canada, du Conseil des arts de l'Ontario et de la Fédération canadienne des sciences humaines par l'intermédiaire des Prix d'auteurs pour l'édition savante. Nous reconnaissons également avec gratitude le soutien de l'Université d'Ottawa.

Traduction : Denise Veilleux
Révision linguistique : Marie-Noëlle Germain
Correction d'épreuves : Nadine Elsliger
Mise en page : Édiscript enr.
Maquette de la couverture : Édiscript enr.
Photo de la couverture : Dieter Telemans/PANOS

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Critical development studies handbook. Français

Des outils pour le changement / sous la direction de Henry Veltmeyer avec la participation de Nasser Ary Tanimoune.

(Développement international et mondialisation)

Traduction de : The critical development studies handbook.

Comprend des références bibliographiques.

Publié en formats imprimé(s) et électronique(s).

ISBN 978-2-7603-2212-7 (couverture souple)

ISBN 978-2-7603-2192-2 (pdf)

ISBN 978-2-7603-2193-9 (epub)

1. Développement économique. 2. Changement social – Aspect économique. I. Veltmeyer, Henry, éditeur intellectuel II. Ary Tanimoune, Oumarou el-Nasser, 1970-, éditeur intellectuel III Titre. IV. Collection: Études en développement international et mondialisation

HD75.C7514 2015

338.91

C2015-904548-7

C2015-904549-5

Copyright©2011 by Fernwood Publishing

First published in English by Fernwood Publishing, Black Point, Nova Scotia, 2011.

C2013-906084-7

Dépôt légal :

Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2015, licence Creative Commons, (CCBy-NC-SA3.0).

Table des matières

Dédicace	xi
Remerciements.....	xi
Un recueil aux multiples usages	xii
Préface.....	xiii
Avant-propos de l'édition française	xvii
Avant-propos.....	xix
Section 1	
Une introduction	1
Module 1	
L'évolution d'une idée.....	5
Section 2	
Le retour de l'histoire.....	15
Module 2	
Un retour en arrière	17
Module 3	
L'histoire à la lumière d'une approche critique du développement	30
Module 4	
L'histoire réorientée.....	35
Section 3	
Une réflexion critique sur le développement	41
Module 5	
Les théories du développement	43
Module 6	
Les théories du développement vues de l'Amérique latine	48
Module 7	
Les théories critiques du développement.....	52
Section 4	
Un système en crise.....	59
Module 8	
Le capitalisme contemporain	61
Module 9	
La mondialisation, l'impérialisme et le développement	66
Module 10	
Une étude critique de la mondialisation.....	72

Module 11	
L'effondrement mondial	77
Section 5	
La dimension internationale	85
Module 12	
Le développement et les relations internationales.....	86
Module 13	
Les Nations Unies et le développement	95
Module 14	
Les organisations multilatérales dans le nouvel ordre mondial néolibéral.....	102
Module 15	
Le cadre stratégique international.....	106
Module 16	
L'aide, la dette et le commerce	111
Section 6	
L'État, les classes sociales et le développement	115
Module 17	
Les classes sociales au centre d'une approche critique en études du développement.....	118
Module 18	
Le pouvoir et le développement	123
Module 19	
La dimension politique du développement	129
Module 20	
La guerre et le développement.....	133
Section 7	
La problématique de la pauvreté.....	141
Module 21	
La Banque mondiale	143
Module 22	
La crise de l'inégalité	147
Module 23	
La dynamique des politiques de lutte contre la pauvreté.....	152
Section 8	
Vers un nouveau paradigme.....	157
Module 24	
Le capital social et le développement local	160
Module 25	
L'approche des moyens d'existence durables.....	165
Module 26	
Le développement humain en théorie et en pratique	170

Section 9

Le pouvoir et le développement : les dimensions du genre et de la classe sociale.....	177
Module 27	
Une analyse sociale critique du développement.....	179
Module 28	
Le genre, l'autonomisation et le développement.....	190
Module 29	
L'intégration du genre dans l'économie.....	194

Section 10

La culture, les connaissances et l'éducation pour le développement	199
Module 30	
La matrice culturelle du développement et du changement.....	202
Module 31	
Le savoir et la technologie pour le développement	209
Module 32	
L'éducation pour le développement.....	216

Section 11

La transformation de l'agriculture et le développement rural	223
Module 33	
Une approche critique de l'étude du développement rural	225
Module 34	
Le développement rural dans une perspective latino-américaine.....	229
Module 35	
Les politiques foncières contemporaines et les luttes pour la terre	233

Section 12

Le développement capitaliste et le marché du travail	237
Module 36	
Le travail, le capitalisme et les classes sociales	239
Module 37	
La migration et le développement.....	245
Module 38	
Le développement urbain dans les pays du Sud	253

Section 13

La nature, l'énergie et le développement	259
Module 39	
Le courant dominant du développement durable.....	261
Module 40	
La durabilité dans les sciences sociales.....	269
Module 41	
L'écologie politique	274

Module 42	
L'énergie et le développement	283
Section 14	
Le développement en marge.....	287
Module 43	
L'Afrique en développement.....	290
Module 44	
Le développement et le changement en Amérique latine et dans les Antilles.....	297
Module 45	
Le développement et le changement en Asie	301
Module 46	
La réémergence de la Chine.....	307
Section 15	
Un regard dans le rétroviseur, puis en avant !	313
Module 47	
La modification des dynamiques régionales.....	316
Module 48	
Le socialisme et le développement	321
Module 49	
Des voies pour un changement progressiste et pour un autre développement	326
Bibliographie.....	339

Dédicace

Notre recueil rend hommage à la vie et à l'œuvre de Kari Polanyi Levitt, éminente économiste du développement au Canada, qui a fondé l'Association canadienne d'études du développement international (ACÉDI) et le Critical Development Studies Network (réseau CDS), où elle siège d'ailleurs encore à titre de membre. Auteure de l'ouvrage précurseur *Silent Surrender* (publié en 1970 et réédité en 2003) et coauteure du tout aussi important *Essays on the Theory of Plantation Economy* (publié en 2009), elle prépare l'ouvrage très attendu *History of Development Economics*. Pour un grand nombre d'entre nous, elle est en outre une amie et une collègue précieuse.

Pour obtenir des informations ou pour vous joindre au réseau CDS, voici nos coordonnées:

Tél.: 902-420-5870 (Canada) – 52-492-998-1029 (Mexique).

Site Internet: <<http://www.critdev.org>>.

Remerciements

Le directeur et les coauteurs expriment leur gratitude au Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Son généreux soutien a permis la mise sur pied d'un réseau de chercheurs et de praticiens qui veulent proposer une autre forme de développement, plus inclusif et plus équitable sur le plan social, plus durable pour l'environnement et les moyens de subsistance, mais aussi propice à l'autonomisation des pauvres. Dans notre réseau et dans le domaine interdisciplinaire des études du développement international, les chercheurs et les militants (les chercheurs militants, pourrait-on dire) ont pour rôle de favoriser la pensée critique et un changement social profond, c'est-à-dire des manières différentes de penser et de réaliser le développement. Le présent recueil et le travail de notre réseau de chercheurs militants auraient été impossibles sans l'appui précieux du CRDI, en particulier celui de Luc Mougeot, responsable du projet.

Au nom de tous les coauteurs, je désire mentionner le soutien inestimable d'un grand nombre d'autres membres de l'Association canadienne d'études du développement international (ACÉDI) et du Critical Development Studies Network (réseau CDS). Certains de ces chercheurs militants ont accepté de produire de nombreux recueils dans les divers domaines d'une approche critique en études du développement.

Enfin, à titre de directeur du recueil, je veux souligner le soutien des groupes Capital mondial et développement alternatif et Migration et développement, qui font tous deux partie du programme de doctorat en études du développement de l'Université autonome de Zacatecas, au Mexique.

Un recueil aux multiples usages

La crise mondiale actuelle marque le point culminant d'une longue période de politiques de développement axées sur le commerce qui ont engendré une situation d'instabilité et de grands bouleversements partout dans le monde, mais en particulier dans les pays en développement. Cette crise exige une approche plus proactive et plus critique pour l'étude du développement international. Relever le défi de la conception et de la diffusion d'une telle approche critique, voilà le projet du Critical Development Studies Network (réseau CDS), qui ne cesse de prendre de l'ampleur à l'échelle internationale. Ses membres sont des chercheurs dans le domaine du développement qui s'efforcent d'utiliser leurs travaux pour favoriser de vastes changements sociaux.

Notre recueil est d'ailleurs le fruit du travail du réseau CDS. Il s'agit d'un ouvrage de référence pour les théoriciens, les professeurs, les étudiants, les chercheurs, les militants et le grand public qui s'intéressent à une approche critique en études du développement. Les professeurs d'université pourront s'en servir pour la conception d'un programme d'études, que ce soit sous la forme de cours, de séminaires, d'ateliers ou de conférences. Le recueil comprend 49 courts modules abordant chacun plusieurs grands thèmes. Un bref article expose les aspects essentiels de chaque thème et propose des textes choisis.

Comme ouvrage de référence général, ce recueil permettra de mesurer l'étendue du champ des études du développement dans une approche critique fondée sur la nécessité d'opérer un changement substantiel pour atteindre un progrès véritable et durable. Bref, les chercheurs, les théoriciens, les praticiens et les militants engagés dans l'action en vue d'apporter un changement social – qu'ils travaillent au sein du gouvernement, des universités, des mouvements sociaux ou des organisations non gouvernementales – trouveront ici une source d'inspiration indispensable pour guider leurs recherches, leurs études, leur enseignement ou leurs interventions.

Bon nombre des textes énumérés dans la bibliographie se trouvent sur le site Internet du réseau CDS. En temps et lieu, ils seront mis à jour en ligne. Les textes les plus importants seront regroupés par thème, puis publiés sous la forme d'une collection de recueils qui réuniront 12 textes incontournables pour chaque thème.

Préface

Charmain Levy

Comme le soulignent d'emblée Raúl Delgado Wise et Henry Veltmeyer dans l'avant-propos de la version originale de cet ouvrage, le monde se dirige vers une crise planétaire aux dimensions multiples et à moins de revoir profondément le modèle de développement actuel et d'y apporter des mesures correctives, les perspectives d'avenir de l'humanité demeurent sombres.

Il est donc urgent de repenser le développement, la manière de le concevoir, de l'étudier et de l'appliquer. C'est pourquoi des chercheurs et des militants se sont réunis pour réfléchir à la nature du problème et revoir les approches privilégiées par les théories et les pratiques de développement habituelles. Ce réseau qui prend rapidement de l'ampleur (<http://www.critdev.org>), estime que la lutte mondiale contre la pauvreté n'a pas été gagnée malgré les efforts et les ressources intellectuelles et financières colossales qui y ont été consacrées au cours des 30 dernières années. On en vient à constater que le projet même du développement comporte de graves lacunes et soulève les questions suivantes : les outils et les armes pour mener la lutte contre la pauvreté et le sous-développement s'avèrent-ils inadéquats ou encore, cette lutte est-elle livrée de la mauvaise manière – et fait fausse route ?

Version française du livre *The Critical Development Studies Handbook. Tools for change*, le présent ouvrage propose surtout des textes d'auteurs anglophones, mais aussi des contributions d'auteurs latino-américains et asiatiques membres d'un réseau de chercheurs établi par Henry Veltmeyer et Raúl Delgado Wise. La version originale est déjà le résultat d'une pollinisation croisée entre différentes disciplines et diverses origines des auteurs. La version française vise à poursuivre dans cette direction en proposant à un public francophone des auteurs venus d'ailleurs et des textes traduits de l'anglais pour rendre ces idées et ces hypothèses plus accessibles à ce public qui est déjà bercé par une documentation francophone critique. Ce recueil est donc le fruit d'une collaboration entre des chercheurs membres du Critical Development Studies Network.

En France et dans la francophonie en général, nous retrouvons des auteurs renommés comme Alain Gresh et Gilbert Rist, qui adoptent une optique historique pour comprendre le développement; François Chesnais, qui étudie la mondialisation du capital; Nicos Poulantzas est incontournable pour l'étude de l'État; Pierre Salama a produit plusieurs textes importants sur la pauvreté; Claude Meillassoux a contribué au débat sur le genre et le développement avec son œuvre *Femmes, grenier et capitaux*; et le livre *Culture et développement* de Guy Hermet reste un classique. Les francophones ont contribué fortement à l'anthropologie et aux études africanistes; citons par exemple Maurice Godelier, Jean-Pierre Olivier de Sardan, Pierre-Philippe Rey et Maxime Haubert.

D'emblée, ces recherches ont été influencées par le contexte de la décolonisation (et notamment des conflits comme ceux en Algérie et au Viêt Nam) et de la mise en place des nouveaux États indépendants en Afrique. Il s'agissait essentiellement pour les chercheurs francophones d'analyser les défis de la décolonisation en ce qui concerne le développement des potentialités des pays du Sud. Dans les années 1960-1970, le faible apport venant du Sud

(de l'Afrique et de l'Amérique latine, notamment) ainsi que les perspectives critiques du Nord ont intégré aux études francophones sur le développement une plus grande convergence entre diverses écoles de pensée, de la modernisation à l'École de la dépendance en passant par les perspectives du « post- » ou même de l'« anti- » développement. Sur le plan économique, matrice des études en développement si on peut dire, les recherches francophones ont eu un effet particulier, car, comme l'explique Philippe Hugon :

Nous avons besoin d'une révolution de la pensée et de l'action pour intégrer les interactions entre les activités économiques sociales, politiques, culturelles et la biosphère, et pour prendre en compte les différents pas de temps entre les logiques marchandes, les reproductions de l'homme et celles des biosphères. Le champ de l'économie et de la marchandise doit être replacé au sein des activités humaines et de la biosphère. La valeur n'est pas réductible à la valeur d'échange exprimée par l'offre et la demande. Il y a nécessité d'une révolution conceptuelle concernant la marchandise, une économie bouclée sur elle-même conçue à l'instar de la mécanique (Hugon, P. s/d, p.13).

Tout en étant bien ancrées dans le domaine de l'économie, les recherches francophones ont énormément progressé en anthropologie, en sociologie, en histoire, en géographie, en études féministes et en bien d'autres disciplines et champs. La clé du développement, pensent maintenant la plupart des chercheurs, se trouve dans l'intégration des diverses dimensions pertinentes. Selon Samir Amin :

Le développement ne peut être réduit à sa dimension de stratégie économique, elle-même définie par la croissance, fut-elle associée à des politiques de répartition sociale du revenu jugées acceptables (« la justice sociale »). Il ne peut non plus être conçu comme la juxtaposition de ces stratégies économiques et de projets « politiques » comme celui de la démocratie. Le développement est un concept sociétair (sociétal), qui intègre dans un ensemble cohérent toutes les dimensions de la vie sociale (2002, 31, p.13-40).

Ce livre s'ouvre sur une introduction qui retrace l'évolution de l'idée du développement – un bref historique des multiples concepts et théories dans le champ en expansion des études du développement international. Il se poursuit avec une série de modules traitant de domaines stratégiques pour une approche critique en études du développement. Ces modules signalent les plus importants domaines nécessaires à un examen critique approfondi du processus de développement, ils précisent les thèmes majeurs à développer dans chacun des domaines choisis et proposent des textes incontournables sur ces thèmes. Résultat : 49 brefs modules élaborés par d'éminents chercheurs spécialistes du développement. Ce recueil peut servir de manuel pour divers cours dans différentes disciplines, par exemple : l'étude du développement international ; l'économie politique des relations internationales ; la mondialisation et le développement ; la sociologie ou la politique du développement ; et l'économie du développement. Il peut également appuyer des recherches différentes ou parallèles et constituer un ouvrage de référence précieux pour réaliser des études indépendantes sur certains enjeux très importants auxquels sont confrontés, aujourd'hui, les étudiants, les chercheurs, les décideurs politiques, les praticiens et les militants. Il faut signaler que les chapitres de ce livre sont les mêmes que ceux de la version originale auxquels

nous avons ajouté des références à des ouvrages rédigés en français pour qu'ils puissent être utilisés comme manuel de cours et servir lors de séminaires dans des établissements francophones.

Page blanche conservée intentionnellement

Avant-propos de l'édition française

Nasser Ary Tanimoune

« Aussi longtemps que les lions n'auront pas leur propre conteur, les récits de chasse tourneront toujours à l'avantage des chasseurs. » Ce proverbe africain illustre parfaitement, il me semble, la lettre et l'esprit de ce manuel.

D'abord, dans le fond. On le sait bien, le développement est, par essence, multidimensionnel. Or, du fait des contingences sociopolitiques, dans l'analyse du *développement* – tout au moins dans sa pratique et dans les solutions apportées –, la tendance aux « pensées uniques » devient la norme. Ainsi, cet ouvrage donne une autre perspective, notamment en fournissant des outils pour élargir la réflexion sur le développement. Les nombreux thèmes couverts, ainsi que les points de vue exprimés donneront aux lecteurs, je l'espère, un éventail de repères théoriques et analytiques.

Ensuite, dans la forme. Ce manuel n'est pas que la version française de l'édition originale, en anglais. Le manuel est plutôt une version traduite enrichie. En effet, les textes originaux ont été traduits en français, mais ils ont été aussi enrichis par des références publiées en français. *Une autre perception* est donc possible. Le lecteur saura alors se retrouver plus aisément dans une littérature complémentaire.

Enfin, une autre originalité de ce manuel en français, et certainement pas la moindre, réside dans le processus de sa coédition. En effet, il est peut-être nécessaire de préciser que je suis un économiste, formé dans la pure tradition – si tant est qu'il en ait une ! – de la *science économique*. À l'opposé, mes quelques années d'enseignement à l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa et mes expériences dans la gestion de la *Revue canadienne d'études en développement*, à titre de coéditeur francophone, m'ont fait explorer les autres perspectives théoriques du développement. En outre, mon environnement (formation, enseignement et recherche) a toujours été en français, ou disons, francophone ! Dans ce sens, ma collaboration avec Henry Veltmeyer me paraît exprimer la beauté et la complémentarité – trop souvent ignorées – des études en développement.

Ainsi, à ce triple titre, il m'a été donné l'occasion d'apprécier à sa juste valeur la richesse et la diversité des contributions de ce manuel. Je ne doute pas un seul instant qu'il constitue une contribution importante au vaste champ d'études en développement international.

Remerciements

Un merci singulier à Henry Veltmeyer qui m'a donné cette formidable chance de prendre part à cette expérience de coédition. De même, ma participation effective tient aussi, pour une large part, à la disponibilité de Charmaine Levy qui dirige la collection « Études en développement international et mondialisation » aux Presses de l'Université d'Ottawa. Aussi, une reconnaissance particulière à Denise Veilleux, la traductrice. De nos nombreux moments de discussion, j'en ai retiré une connaissance et une richesse inestimables. Finalement, nous voulons remercier François Bana, étudiant à la maîtrise en sciences sociales du développement territorial à l'Université du Québec en Outaouais, pour avoir compilé une liste de références en français. Enfin, aux membres de l'équipe des Presses de l'Université d'Ottawa, notamment Dominique Thomas, pour leur disponibilité... et surtout leur professionnalisme.

Page blanche conservée intentionnellement

Avant-propos

Raúl Delgado Wise

*Université autonome de Zacatecas (Mexique) et coprésident
du Critical Development Studies Network (réseau CDS)*

Henry Veltmeyer

*Université Saint Mary's (Canada), Université autonome de Zacatecas (Mexique)
et coprésident du Critical Development Studies Network (réseau CDS)*

Malgré une économie mondiale en croissance rapide, le monde se dirige, selon beaucoup d'observateurs, vers une crise planétaire aux multiples dimensions – financière, économique, sociale, écologique et politique. À moins de revoir profondément le modèle de développement actuel et d'y apporter des mesures correctives, les perspectives d'avenir pour l'humanité semblent sombres. Pour venir à bout des forces qui propulsent le monde vers cette crise annoncée, il est essentiel de trouver des moyens de combler l'écart croissant entre les riches et les pauvres, entre les puissants et les sans-pouvoirs.

C'est ainsi qu'en 1970, « les pays développés » (selon la classification du Fonds monétaire international) reçoivent 68 % des revenus mondiaux, tandis que « le reste du monde » n'en recueille que 32 %, alors qu'en 2000, « les pays développés » perçoivent ou s'approprient 81 % des revenus mondiaux, et que « le reste du monde » en obtient seulement 19 %. Durant cette période de 30 ans, la proportion de la population mondiale vivant dans les pays développés diminuera, passant de 20 % à 16 %. La mondialisation, pourtant annoncée avec la promesse de prospérité générale, fera peu pour réduire la pauvreté écrasante d'une grande partie de la population mondiale. Trente ans d'efforts concertés pour parvenir à un développement plus inclusif, plus équitable, plus participatif et plus durable ne réussiront pas à changer la structure fondamentale des économies et des sociétés. Or, cette structure continue de reproduire la pauvreté partout sur la planète. Certains organismes des Nations Unies signalent certes quelques progrès en vue de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement tels que l'élimination de l'extrême pauvreté d'ici 2015. Toutefois, ni la mondialisation ou la localisation du développement, ni l'ancien ou le nouveau paradigme du développement, ni aucune des multiples idées, stratégies ou actions mises en œuvre par diverses organisations depuis 50 ans ne réussiront à améliorer significativement les conditions de vie et les moyens d'existence des pauvres – ces 2,5 milliards de personnes vivant encore dans la pauvreté et la misère représentent le tiers de la population mondiale.

Selon de nombreux observateurs, le monde est sur le point de sombrer dans une nouvelle triple crise, si ce n'est pas déjà fait. Pour des milliards de personnes dont les ressources et les revenus sont limités, cette crise va fortement réduire leur capacité d'obtenir de l'eau potable, des aliments nutritifs et des logements abordables, ce qui les plongera encore davantage dans les affres de la faim. Ces problèmes économiques, politiques et écologiques auront des répercussions politiques : ils vont exacerber les conflits pour les ressources rares ; créer des conditions propices à des perturbations violentes ; et augmenter les populations contraintes de quitter leurs terres et leurs communautés, voire entraîner le déplacement de

sociétés entières. Le nombre total de migrants a d'ailleurs déjà plus que doublé en 20 ans de développement et de mondialisation, pour atteindre le sommet historique de 200 millions en 2008. De plus en plus de travailleurs sont forcés de quitter les pays du Sud pour se rendre dans les pays du Nord afin d'échapper aux situations d'insécurité et d'exclusion socioéconomique qui frappent la plupart des pays sous-développés.

Dans ce contexte, il faut repenser sérieusement la manière dont nous concevons, étudions et mettons en pratique le développement. Devant un monde au bord du désastre, beaucoup de chercheurs et de militants se sont réunis pour réfléchir collectivement à la nature du problème et chercher des solutions réalistes, bref pour proposer une approche différente des théories et des pratiques actuelles du développement. Selon les membres du réseau CDS¹, si la lutte mondiale contre la pauvreté n'est pas encore gagnée après plus de 30 ans d'efforts concertés, malgré les énormes ressources intellectuelles et financières de centaines de milliers de décideurs, de chercheurs et de praticiens, c'est que le projet même du développement comporte de graves lacunes. De deux choses l'une: soit les outils et les armes pour mener la lutte mondiale contre la pauvreté et le sous-développement sont inadéquats; soit, de manière plus probable, cette lutte est livrée de la mauvaise manière parce qu'elle fait fausse route quant à la nature du problème, au meilleur moyen de le régler, aux types de changements nécessaires, à leur ampleur et à leurs acteurs.

1. Un aller-retour de Zacatecas à Halifax

Un réseau de chercheurs engagés dans une approche critique en études du développement et un consortium d'établissements ont été mis sur pied afin de tenter de répondre à des problèmes qui menacent de se transformer en crise mondiale. Les premières étapes de la formation du réseau ont été franchies à Mexico, en 2004, dans le cadre du premier programme doctoral en études du développement de l'Université autonome de Zacatecas, au Mexique – et l'un des très rares programmes de ce type dans toute la région. Avec la collaboration active de chercheurs du Canada, d'Europe et d'Amérique latine, le germe de l'idée d'un réseau mondial pour une approche critique en études du développement a été transplanté à Halifax, en Nouvelle-Écosse. C'est d'ailleurs à l'Université Saint Mary's, en octobre 2006, qu'a eu lieu la fondation officielle du Critical Development Studies Network (réseau CDS).

Durant la conférence organisée à cette occasion, les participants ont formulé un plan d'action pour favoriser diverses activités afin de changer la conception, l'étude et la pratique du développement international. Ce plan d'action doit permettre de créer un nouvel espace consacré à la construction du savoir. Il vise aussi à renforcer les programmes d'éducation supérieure dans le domaine à partir des éléments suivants: 1) un vaste et profond dialogue Sud-Nord et Sud-Sud entre chercheurs et praticiens; 2) des recherches concertées sur des enjeux importants du développement; 3) une approche interdisciplinaire pour réaliser des analyses et des recherches répondant au caractère multidimensionnel du développement; 4) une approche critique à l'égard du modèle et des cadres théoriques du développement, mais surtout une approche orientée vers des changements substantiels pour en arriver à un progrès véritable et à une forme de développement vraiment équitable, participatif, inclusif et durable; et 5) le partage de ressources humaines, intellectuelles et institutionnelles

1. <<http://www.critdev.org>>.

(bases de données bibliographiques et autres), des partenariats institutionnels, mais aussi des recherches et des études coopératives.

2. L'école d'été du réseau cds

Avec le généreux soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), l'Université autonome de Zacatecas, à Mexico, et l'Université Saint Mary's, à Halifax, ont conclu un partenariat pour organiser une école d'été du réseau cds. Cette école d'été prend la forme d'un cours de deuxième ou de troisième cycle sur divers thèmes dans plusieurs domaines d'une approche critique en études du développement et elle s'adresse aux diplômés des pays du Sud comme du Nord. Elle a fait l'objet d'un projet pilote à Zacatecas, en août 2008, avec la participation de 6 membres du corps professoral et de 32 étudiants du Mexique et d'autres pays d'Amérique latine et des Antilles, du Canada, d'Europe et d'Asie. On peut lire le programme et les résultats de l'école d'été sur le site Internet du réseau cds².

3. Une approche critique en études du développement

Ce recueil a vu le jour grâce à la collaboration de chercheurs membres du réseau cds. Il s'ouvre avec une introduction qui retrace l'évolution de l'idée du développement, ce qui dresse un bref historique des multiples concepts et théories dans le champ en expansion des études du développement international. Il se poursuit avec 14 autres sections consacrées aux domaines stratégiques à explorer pour un examen critique approfondi du processus du développement. Chaque section se compose de courts modules que signent d'éminents spécialistes et chaque module propose divers textes incontournables sur les thèmes abordés. Notre recueil peut donc enrichir des cours dans différents domaines comme l'étude du développement international, l'économie politique des relations internationales, la mondialisation et le développement, la sociologie ou la politique du développement et l'économie du développement. Il peut également appuyer des recherches novatrices et servir d'ouvrage de référence pour réaliser des études indépendantes sur certains enjeux majeurs auxquels se trouvent aujourd'hui confrontés étudiants, chercheurs, décideurs, praticiens et militants.

2. <<http://www.critdev.org>>.

Page blanche conservée intentionnellement

Section 1

Une introduction

Adopter une approche critique en études du développement suppose de repenser les théories et les pratiques du développement, de réexaminer les concepts servant à décrire le monde réel, mais aussi les hypothèses et les croyances derrière ces concepts. Cela suppose aussi de revoir les théories formulées afin d'expliquer les réalités de l'ordre établi, en particulier les inégalités structurelles et les injustices profondément enracinées. L'analyse sociale critique est *scientifique* dans le sens le plus large du terme, car la réalité sert de base à la théorie et cette dernière est ensuite mise à l'épreuve au moyen de nouvelles recherches empiriques. Elle se montre toutefois *critique* à l'égard des grands récits explicatifs (idéologies) qui décrivent la structure sociale de manière à présenter les « perdants » de l'entreprise sociale comme les complices de leur propre exploitation parce qu'ils ont été socialisés à accepter la supériorité des « gagnants ». L'un des buts d'une approche critique en études du développement consiste justement à révéler la fonction sociale de ces récits et les contrevérités fondamentales qu'ils transmettent au sujet de la réalité sociale.

Le premier module de cette section retrace l'évolution des théories du développement. Il examine les concepts fondamentaux et les idées maîtresses du changement et du développement, puis il révèle leur application dans les analyses et dans les pratiques. Il s'agit là d'une tâche essentielle parce que ces concepts et ces idées façonnent profondément la manière dont nous percevons la problématique du développement, déterminons la forme d'analyse appropriée et envisageons l'action sociale possible, voire souhaitable. Trop souvent, ces concepts et ces idées ne proviennent pas d'une démarche scientifique de confrontation continue entre les théories et les faits. Ils découlent plutôt d'une idéologie formulée afin de justifier l'ascendance et la domination d'une classe sociale ou d'un groupe, d'ouvrir la porte à l'appropriation des ressources par cette classe ou ce groupe et de motiver la dépossession structurelle des classes ou des groupes subalternes.

Dans le module 27, Anthony O'Malley explore ce thème en examinant les principales conceptions du développement et les principales formes d'analyse critique. Sa question centrale concerne les concepts de *structures sociales* et d'*action sociale*. Le terme « structure » désigne la manière dont la société est organisée, y compris les pratiques institutionnelles qui façonnent les comportements sociaux et qui déterminent les limites des actions individuelles ou des stratégies sociales dictées par la conscience. Bien qu'il soit possible d'envisager le « développement » comme le résultat des actions sociales entreprises en empruntant les « passages » ouverts à l'intérieur des *structures sociales et institutionnelles*, les analystes ou les chercheurs ont tendance à mettre l'accent sur l'une ou l'autre de ces deux dimensions.

L'analyse du développement peut se faire dans une perspective *stratégique*: le développement est alors considéré comme le résultat des actions conscientes d'un acteur ou agent; il devient une question de buts, de moyens et d'actions sociales. Les analyses et les théories adoptant une perspective stratégique ont généralement tendance à minimiser l'importance et les caractéristiques de la structure sociale qui déterminent ou conditionnent les actions. Elles privilégient plutôt la liberté, le désir, la volonté, les buts et les objectifs des individus. Cette conception des êtres humains à l'œuvre dans la société est souvent appelée le volontarisme.

L'analyse du développement peut également se faire dans une perspective *structurelle*: le développement est alors considéré comme le résultat de forces échappant au contrôle des individus et découlant des structures sociales et institutionnelles. Certaines théories privilégient l'intentionnalité, les actions et les stratégies des individus. Elles mettent l'accent sur les comportements orientés vers des buts et sur les instruments que se donnent les individus ou les petits groupes afin d'atteindre ces buts. C'est ce que signifie la notion d'« action sociale ». La perspective structurelle étudie donc les actions sociales et les acteurs sociaux créateurs de l'organisation sociale, laquelle résulte de la combinaison des désirs et des buts des individus exprimés dans un contexte où évoluent d'autres acteurs individuels agissant de manière délibérée.

Les auteurs du présent recueil adoptent une approche critique pour proposer une réflexion rigoureuse sur les interactions complexes et incroyablement dynamiques entre les individus et la société, entre l'action sociale et les structures sociales. Ils soulignent constamment l'importance du conditionnement et, à divers degrés selon les auteurs, les aspects déterminants des structures sociales et des processus connexes du changement et du développement dans un lieu précis et à une époque donnée. Ils peuvent ainsi examiner les inégalités structurelles clairement présentes dans les rapports de production et étudier les relations de pouvoir qui déterminent les expériences, les chances et les possibilités d'épanouissement des individus : bref, « qui obtient quoi ». L'analyse structurelle est la seule méthode efficace pour appréhender l'existence très réelle d'une structure mondiale au sein de laquelle évoluent les peuples de tous les pays, une structure qui délimite et conditionne en grande partie les trajectoires possibles pour le développement individuel ou collectif.

L'extrait suivant, tiré du texte « Gregory Mankiw ou le Tao du néoconservatisme », illustre bien le pouvoir de l'idéologie dans l'analyse du développement. D'après cet extrait, Mankiw, l'un des économistes les plus réputés de notre époque, manifeste une profonde ignorance de la réalité empirique, en particulier celle du « vrai monde » des sociétés en développement. Son ignorance aurait de quoi surprendre si elle n'était parfaitement compréhensible dans son cadre idéologique. En fait, l'idéologie de Mankiw a pour effet global – et même pour but, dirait-on moins charitablement – de recouvrir d'un voile d'idées fausses la situation réelle du monde en fournissant une sorte de fable sociale pour justifier les configurations, les politiques et les actions sociales qui, une fois soumises à la vérification d'une analyse critique plus attentive, apparaissent dans toute leur vérité : des régimes politiques et des actions sociales servant les intérêts de la minorité – les riches et les dominants – au détriment de la majorité – les pauvres et les dominés.

Gregory Mankiw ou le Tao du néoconservatisme par Gilles Raveaud

Peut-être n'avez-vous jamais entendu parler de Gregory Mankiw. Pourtant, ce professeur d'économie de Harvard et ancien conseiller de George W. Bush est reconnu comme l'un des plus brillants économistes de notre génération. C'est aussi l'un des propagandistes les plus efficaces et les plus talentueux de notre époque. Sa cible : les jeunes étudiants d'économie. Son champ d'action : les universités du monde entier.

Son arme: le manuel le plus vendu au monde, 36 chapitres et 800 pages de jolis graphiques en couleurs, de récits captivants et d'anecdotes intéressantes.

Le plus troublant dans ce manuel c'est que Mankiw y présente l'économie comme une discipline unifiée, entièrement vouée au programme appelé le [...] « néolibéralisme ». Mankiw pense que le marché offre la solution universelle [...] Si un problème persiste, c'est uniquement pour l'une des deux raisons suivantes: ou bien le marché est imparfait ou bien il est inexistant [...].

Pour [...] Mankiw, le chômage existe uniquement en raison [...] des prestations de chômage, des syndicats et du salaire minimum. En fait, de tels instruments de « protection » sociale *accentuent* le chômage. Mankiw expose sa vision comme si elle faisait consensus parmi les économistes. En réalité, un bon nombre d'entre eux admettent que le marché du travail est un « marché » très particulier. En effet, le prix du produit qu'est la main-d'œuvre – le salaire – n'est pas fixé de la même manière que le prix des autres « biens » [...] par les forces de la concurrence s'exprimant dans le jeu de l'offre et de la demande.

La pollution offre un autre exemple des imperfections du marché ou, dans certains cas, d'un marché inexistant. Mankiw reconnaît que, parfois, le marché ne garantit pas que l'environnement reste propre; il en résulte alors une pollution excessive (que les économistes appellent, en termes techniques, une « externalité négative »). Mais où se trouve la solution? Selon Mankiw, il suffit de définir le droit de polluer comme une forme de propriété susceptible de faire l'objet d'un commerce – ce qui revient à transformer la pollution en marchandise et à établir un système d'échange pour en assurer le commerce. Les autorités publiques accordent alors à des entreprises polluantes des « permis de polluer » (qui les autorisent à produire une certaine quantité de pollution). Les entreprises achètent et vendent ces permis sur le marché, selon la quantité de pollution qu'elles comptent produire durant l'année. Moins il y a de permis, plus leur prix est élevé, donc plus l'incitation à réduire la pollution devient forte [...] Le problème tient au fait que Mankiw [...] minimise le rôle des règlements que le gouvernement met en place pour régir la production polluante, diminuer la consommation ou gérer les déchets. Il ne soulève pas davantage la possibilité d'utiliser les énergies renouvelables. Mankiw soutient même que nous ne sommes pas en train d'épuiser nos ressources parce que, si tel était le cas, le prix du pétrole serait beaucoup plus élevé. Le changement climatique est un autre problème crucial, imputable à la croissance constante de l'activité économique, qui ne mérite même pas une mention dans l'index de son manuel.

Dans le chapitre où il traite de la croissance, Mankiw aborde seulement deux forces de production: le capital et le travail. Il n'y est faite aucune mention de la connaissance ou de la technologie en tant que forces de production. Les travailleurs et les entreprises n'utilisent pas la terre ou l'électricité, le gaz ou le charbon [...] L'énergie et les ressources naturelles étant absentes du modèle de Mankiw, elles ne peuvent poser problème – du moins, pour les économistes.

[...] Puisque le marché est un bon moyen d'organiser l'activité économique, l'offre et la demande sont à peu près tout ce qu'il faut savoir de l'économie. Tout ce

que vous désirez, vous pouvez l'acheter sur le marché, qu'il s'agisse de tomates, d'un logement, d'une voiture ou de soins de santé. Voilà pour la demande. De l'autre côté [...], les entreprises se livrent concurrence pour offrir aux consommateurs les dernières nouveautés en fait de vêtements, de logements ou de téléphones cellulaires. Voilà pour l'offre. Lorsque l'offre dépasse la demande, les prix diminuent [...] Lorsque la demande dépasse l'offre, les prix augmentent (p. ex. une guerre en Côte d'Ivoire réduit l'offre de cacao) [...].

Mankiw habitue ses lecteurs à accorder une place centrale à l'idée des choix et des désirs individuels. Il emploie rarement les termes « les pauvres » et « les riches ». Fait plus surprenant, il ne mentionne aucunement le pouvoir des grandes entreprises [...]. C'est que le monde de Mankiw se compose de petites entreprises fonctionnant à l'intérieur d'un marché parfaitement concurrentiel [...].

Mankiw minimise les inégalités, même si l'écart grandissant entre riches et pauvres depuis une décennie retient l'attention de plus en plus d'économistes, même de ceux du courant dominant [...] Il est évident [...] que le véritable intérêt de Mankiw n'est pas de former les étudiants afin qu'ils saisissent les complexités de l'économie, mais plutôt de façonner les esprits [...] des citoyens et futurs leaders partout dans le monde. Le métathéorème qui traverse tout son manuel est celui du volontarisme: il n'existe aucune structure sociale globale et déterminante. Le monde se compose plutôt d'une foule d'individus isolés, acteurs de leur propre destin, poussés par leurs désirs, le tout formant un système *sui generis*. Dans ce [...] monde fantasmé, la justice et l'équité règnent: chacun obtient ce qu'il mérite et peut librement faire des choix dans un contexte d'égalité des chances. C'est aussi un monde où, grâce à la magie du marché, de l'entreprise privée et du droit de propriété, le niveau de vie augmente sans cesse. « C'est un monde merveilleux. » En fait, ce serait le cas, si seulement ce monde existait.

Module 1

L'évolution d'une idée

Une approche critique en études du développement

Jane Parpart

Université Dalhousie, Canada; Université des Antilles, Jamaïque

Henry Veltmeyer

Université Saint Mary's, Canada; Université autonome de Zacatecas, Mexique

Selon Wolfgang Sachs (1992), l'idée du « développement » a vu le jour dans le cadre d'un projet géopolitique visant à éloigner du communisme les pays libérés du joug colonial et à les guider vers la voie capitaliste déjà tracée par les démocraties d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Dans ce contexte, Tucker (1999) parle du développement comme d'une forme d'impérialisme culturel, c'est-à-dire le fait d'imposer une idée pour protéger les intérêts de la domination impériale. Quoi qu'il en soit, il est possible de distinguer six « décennies de développement » qui s'échelonnent de 1948, date à laquelle le président Truman a lancé son programme en quatre points, jusqu'à nos jours. Dans ce module, les auteurs retracent l'évolution des idées qui ont été associées au projet du développement durant toutes ces décennies. Ils examinent les contextes changeants qui ont façonné ces idées, puis entraîné des transformations notables dans les théories et les pratiques (voir l'article de Parpart et Veltmeyer [2004] consacré entièrement à ce thème).

1. À l'origine de l'idée du développement : les théories des années 1950 et 1960

Comme domaine d'études ou comme projet géopolitique des gouvernements et des organisations internationales, « le développement » apparaît à la fin des années 1940 sous la forme de deux grands courants. Des théoriciens comme Walter Rostow (1960) et sir Arthur Lewis (1954), qui s'intéressent au « développement économique » à l'intérieur du système capitaliste, dominant alors la théorie et la pratique. Des économistes politiques marxistes comme Paul Baran (1957) et des « structuralistes latino-américains » comme Raúl Prebisch et Fernando Cardoso ont moins d'influence dans les milieux du développement, mais ils jettent tout de même les bases des perspectives critiques qui émergeront dans les années 1970 (voir à ce sujet les modules 5 à 7).

Plusieurs facteurs ont créé un contexte propice à l'évolution de la théorie du développement, qu'il s'agisse des mouvements de lutte anticoloniale et des mouvements nationalistes connexes, de l'émergence d'un affrontement idéologique Est-Ouest ou encore de la guerre froide. De plus, le cadre institutionnel des accords de Bretton Woods, qui a défini « l'ordre économique mondial », a favorisé une période de croissance sans précédent. D'ailleurs, des historiens français ont appelé cette longue période « les Trente Glorieuses » et d'autres auteurs l'ont célébrée en la qualifiant d'« âge d'or du capitalisme » (Marglin et Schor, 1990).

Dans ce contexte géopolitique et dans ce cadre institutionnel, le développement représente, sur le plan des conditions matérielles, un *progrès* relatif de la *croissance économique* par habitant et, sur le plan des structures, il signifie l'*industrialisation* et la *modernisation*. Conçu ainsi, le développement présente les caractéristiques suivantes : 1) une augmentation des taux d'épargne et d'investissement, c'est-à-dire l'accumulation du capital physique et financier ; 2) l'investissement de ce capital dans l'industrie : chaque unité de capital investi rapporte, en théorie, jusqu'à cinq fois le rendement du capital investi en agriculture, ce qui a des effets multiplicateurs importants sur les revenus et les emplois ; 3) en l'absence d'une classe capitaliste endogène forte, l'État assure les « fonctions fondamentales du capital » dans le processus de production, c'est-à-dire l'investissement, l'entrepreneuriat et la gestion ; 4) la nationalisation d'entreprises dans des industries et des secteurs stratégiques ; 5) l'orientation interne de la production qui, avec l'augmentation des salaires sur une longue période, permet l'expansion du marché intérieur ; 6) la réglementation des marchés, intérieurs et autres, ainsi que la protection ou le versement de subventions pour les entreprises produisant pour le marché intérieur, ce qui les met à l'abri de la concurrence mondiale ; et 7) la modernisation de l'État, des appareils de production et des institutions sociales afin de les réorienter vers des valeurs et des normes fonctionnelles pour assurer la croissance économique.

2. La protection du capitalisme contre lui-même : une décennie de réformes

Durant les années 1970, dans le contexte d'une crise de la production généralisée, le projet du développement sera fortement remis en question : contesté par la gauche, qui propose des changements révolutionnaires, comme par la droite, qui suggère de retirer aux travailleurs et aux paysans ou petits producteurs les gains qu'ils ont arrachés au capital et à la classe des propriétaires. À la même époque, des chercheurs et des militants commencent à réclamer une approche participative, au service des populations, pour régler les problèmes de développement dans le tiers monde (Hollnsteiner, 1977 ; Rahman, 1991).

La gauche propose une réflexion parallèle fondée sur la conviction de la nécessité d'opérer plutôt un changement radical. Les tenants de cette idée se tournent vers le marxisme et le « structuralisme » latino-américain pour construire ce qui deviendra « la théorie de la dépendance » (voir à ce sujet le module 6). À partir du modèle des rapports entre les pays du centre et ceux de la périphérie, la théorie de la dépendance soutient que le développement et le sous-développement constituent les deux côtés d'une même médaille, car les conditions socioéconomiques d'un pays sont inextricablement liées à sa position à l'intérieur du « système capitaliste mondial ». Dans les années 1970, la théorie de la dépendance, sous ses diverses formulations, fera l'objet d'un certain consensus dans les milieux universitaires, mais pas dans les cercles des décideurs. Des voix dissidentes parmi la droite politique remettent en question les solutions étatiques conçues afin de régler les problèmes du développement et elles commencent à affirmer que le libre-échange mondial est le moteur de la croissance économique (Bauer, 1982 ; Lal, 1983). Les pressions exercées afin de considérer la pauvreté à partir de la perspective des individus directement touchés ont également pris de l'ampleur. D'après un nombre croissant de chercheurs et de militants, le développement permettra de résoudre les problèmes des pauvres uniquement s'il permet que ces derniers deviennent les acteurs de leur propre développement (Cohen et Uphoff, 1977).

Devant ces revendications contradictoires, le projet du développement est réorienté vers des réformes libérales afin d'atténuer les pressions pour un changement plus radical

ou une révolution sociale et capable d'étouffer les appels à abandonner le développement comme champ d'études. Parmi ses principales caractéristiques, le nouvel objectif politique confié à l'État un rôle plus poussé par rapport aux mesures suivantes : 1) des programmes pour créer les conditions sociales favorables au développement (éducation, santé, sécurité sociale) ; 2) une stratégie de lutte contre la pauvreté pour combler les besoins essentiels des pauvres ; 3) des réformes pour améliorer l'accès des pauvres aux ressources productives de la société (la réforme agraire) ; 4) des politiques de redistribution pour assurer « une croissance équitable », c'est-à-dire la fiscalité afin de répartir de manière plus équitable les revenus tirés du marché ; et 5) un programme intégré de développement rural pour corriger des politiques publiques trop favorables aux villes qui négligent l'agriculture.

Durant les années 1970, le modèle de la « croissance équitable » ou de « l'approche des besoins essentiels » des populations jaillira d'un large débat, parfois vif, sur le rôle des inégalités dans les processus de croissance et de développement. Ce débat concerne aussi les priorités et les compromis nécessaires en matière de politiques, c'est-à-dire « une croissance efficace » par opposition à « une croissance équitable ». Simon Kuznets (1953), un pionnier de la théorie de la croissance économique, soutient qu'avec la croissance, les inégalités dans les pays pauvres s'accroîtront inévitablement avant de s'estomper par la suite. Un autre pionnier du développement économique, l'économiste antillais sir Arthur Lewis (1963), avancera un argument similaire, précisant que l'aggravation des inégalités constitue le prix à payer par les pays pauvres s'ils veulent, un jour, connaître le développement économique et la prospérité¹.

3. Le développement capitaliste dans sa phase de mondialisation néolibérale

Dans de nombreux pays en développement où la classe capitaliste est absente ou faible, l'État est devenu le principal agent du développement en exerçant le rôle que la théorie économique assigne au « secteur privé ». Il convient de noter que les économistes inspirés des théories de la croissance économique et de la modernisation ne partagent pas tous cet intérêt nationaliste à l'égard de l'« État promoteur² » lorsque la classe capitaliste nationale est absente ou faible. Certains, comme Lewis et Rostow, continuent de miser sur le secteur privé pour répondre à leurs espoirs d'« expansion du noyau capitaliste ».

Dans les années 1980, devant une crise de la production généralisée, une crise budgétaire latente et une décennie de réformes aux résultats négligeables en fait de développement, les réformistes libéraux abandonnent le terrain. Cet abandon ouvre un espace théorique et politique propice à l'émergence d'une « contre-révolution » dans les théories et les pratiques dominantes du développement. Sur le plan politique, la contre-révolution s'appuie sur l'idéologie néoconservatrice et sur les régimes à sa solde, ceux de Reagan et de Thatcher. Sur le plan économique, elle repose sur le modèle néolibéral du « marché mondial » affranchi des contraintes réglementaires de l'État-providence et de l'État promoteur, un marché agissant comme moteur de la croissance. D'un côté, le secteur privé – la classe capitaliste et les entreprises multinationales – assume la responsabilité de diriger la croissance. De l'autre, les « forces de la liberté » – la liberté pour les individus de poursuivre

1. Le modèle de Lewis allait devenir l'outil analytique de plusieurs générations de décideurs.

2. Voir Evans (1995), Weiss (2000) et Woo-Cumings (1999) sur la notion de « l'État promoteur ».

leurs intérêts particuliers, d'accumuler du capital et de profiter de leurs investissements – alimentent le processus de croissance. Le développement devient ainsi relégué au rôle de sous-produit accessoire de la croissance économique.

Les économistes de la Banque mondiale ont reçu le mandat de concevoir un « nouveau modèle économique » pour promouvoir le développement capitaliste (Bulmer-Thomas, 1986). Ce modèle s'inspire de l'idée de « la mondialisation », c'est-à-dire l'intégration de toutes les économies nationales dans le système capitaliste mondial ou le « nouvel ordre économique mondial » (Ostry, 1990). La série de réformes structurelles lancée par la Banque mondiale doit faciliter cette intégration dans le nouvel ordre néolibéral du libre marché capitaliste (voir les modules 9, 14 et 15).

Le nouveau modèle imposé par le Fonds monétaire international (FMI) comporte sept grands éléments : 1) un taux de change *réaliste* (une dévaluation des devises) et des mesures de *stabilisation* de l'économie (des politiques budgétaires et monétaires strictes) ; 2) la *privatisation* des moyens de production et des sociétés d'État en annulant la nationalisation d'industries stratégiques ; 3) la *libéralisation* des marchés financiers en abandonnant les politiques publiques de protection, mais aussi en favorisant l'ouverture des entreprises nationales à la libre concurrence et aux forces du libre marché ; 4) la *déréglementation* de l'activité économique privée en réduisant les conséquences des lois et règlements publics sur le fonctionnement des forces du marché ; 5) la *réforme du marché du travail* en réduisant la réglementation et la protection des emplois, en diminuant le salaire minimum, en restreignant la négociation collective et en diminuant les dépenses publiques ; et 6) la *réduction* et la *modernisation* de l'appareil gouvernemental, la *décentralisation* des pouvoirs décisionnels et leur transfert aux gouvernements provinciaux et municipaux en permettant une forme de développement plus démocratique et plus participatif. Le dernier élément de cette « descente aux enfers » – selon l'expression de Joseph Stiglitz (2002), ancien économiste en chef de la Banque mondiale et l'un des principaux critiques des politiques néolibérales du FMI – est 7) le *libre marché* pour le capital financier, mais aussi pour le commerce des biens et services, d'abord à l'échelle régionale, puis à l'échelle mondiale.

Durant toute la décennie 1980, les économistes de la Banque mondiale se sont cramponnés à l'idée selon laquelle les politiques de stabilisation et d'ajustement structurel fournissent le cadre nécessaire à de « bonnes politiques » et à une « bonne gouvernance » (Stiglitz, 2002). Selon le consensus de Washington (Williamson, 1990), ces mesures apportent les ingrédients nécessaires pour stimuler la croissance économique, un *credo* repris dans tous les rapports annuels de la Banque mondiale. Des pays comme le Zimbabwe ont ainsi dû adopter des politiques d'ajustement structurel avec la perspective d'une croissance économique garantie, mais surtout comme condition à respecter en contrepartie d'une aide financière étrangère (voir les modules 9, 15 et 16). Toutefois, peu de ces politiques ont apporté la croissance promise.

La décennie « perdue pour le développement » (aucun progrès en Amérique latine ni en Afrique subsaharienne) a engendré d'énormes écarts en matière de santé, de revenus et de ressources productives, mais elle a aussi fait naître de larges mouvements de contestation et de résistance. Cette situation a conduit les économistes et les dirigeants de la Banque mondiale à reconnaître la nécessité d'apporter d'autres réformes pour donner un « visage humain » à l'ajustement structurel et au programme néolibéral. Appelé l'après-consensus de Washington, ce nouveau programme politique plus durable comprend diverses mesures :

1) une « nouvelle politique sociale » pour les pauvres; 2) une forme décentralisée de gouvernance afin d'amener le gouvernement à se rapprocher du peuple pour créer une forme plus participative de développement local ou communautaire, qui accorde plus de pouvoir aux communautés grâce à l'accumulation du « capital social » en mettant à profit le seul actif dont les pauvres sont censés disposer en abondance (au sujet de ce nouveau paradigme, voir le module 24); et 3) le « renforcement de la société civile » pour qu'elle devienne un partenaire stratégique du processus de développement avec la participation des organisations non gouvernementales (ONG) de ce « troisième secteur » pour offrir de « l'assistance ».

4. La quête d'« un autre développement »³

Durant les années 1970, les pressions en faveur des réformes ont atteint un sommet dans le courant dominant des théories et des pratiques du développement. Ces pressions ont incité de nombreux auteurs à chercher une autre forme de développement (Goulet, 1989; Rahman, 1991). Bien que cette quête se soit amorcée au début des années 1970, c'est seulement vers le milieu des années 1980 qu'il deviendra possible de discerner le virage vers un nouveau paradigme de développement (Chopra, Kadekodi et Murty, 1990; Veltmeyer et O'Malley, 2001).

À partir des idées tirées du paradigme d'un « autre développement », les partisans des réformes bricoleront un nouveau modèle : un développement dont l'initiative viendra « de l'intérieur et de la base » (des communautés) au lieu « d'en haut » (du gouvernement) ou « de l'extérieur » (des organisations internationales ou des « associations de développement outre-mer »). Cet « autre développement » sera désormais conçu de manière à être inclusif sur le plan social, équitable, humain tant par sa forme que par son envergure, durable pour l'environnement et les moyens de subsistance, mais surtout basé sur la participation communautaire ou populaire. L'approche de l'autre développement s'inspire des idées de Paulo Freire (1970), des travaux féministes sur l'autonomisation (Antrobus, 1995; Kabeer, 1994; Moser, 1993), mais aussi des recherches et des pratiques communautaires (Chambers, 1987).

Certains auteurs réclament plutôt un modèle rétablissant le rôle de l'État afin de réglementer l'activité économique dans l'intérêt public. Ce modèle, censé améliorer l'accès des pauvres aux ressources productives de la société, comme la terre, les technologies et le capital (sous la forme du crédit), doit aussi permettre une redistribution équitable de ces ressources et des fruits du développement. Cependant, d'autres chercheurs et militants misent sur la dimension « locale ». Ils se montrent sceptiques par rapport à la possibilité de transformer les États faibles, trop souvent corrompus, de certains pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne (Parpart, Rai et Staudt, 2002, chap. 1).

Une forme différente de cet « autre développement » – très populaire dans certains milieux universitaires et organismes des Nations Unies – repose sur la notion « des moyens d'existence durables » (voir le module 25). L'approche des MED se distingue par son intérêt pour les actifs *sociaux* des pauvres des milieux ruraux, c'est-à-dire le « capital social » qu'ils accumulent grâce à leur capacité à réseauter, à coopérer de manière constructive et à travailler de manière collective (Woolcock et Narayan, 2000). Contrairement aux formes de capital naturel, physique ou financier, le *capital social* n'exige ni réformes agraires, ni politiques

3. Amalric, 1998; Chambers, 1987; Helmore et Singh, 2001; Liamzon *et al.*, 1996; Veltmeyer et O'Malley, 2001.

de redistribution, ni réformes structurelles radicales; il met plutôt à profit une ressource abondante dont disposent déjà les pauvres. Il produit une *autonomisation sociale* qui donne aux individus et aux groupes la capacité de participer activement à la prise des décisions qui touchent leurs moyens d'existence. L'autonomisation sociale mise sur les ressources et les connaissances des pauvres ainsi que sur leur participation active aux processus de développement et de transformation sociale. Elle ressemble à l'approche du développement « pour les gens d'abord » ou « au service des gens », formulée par Chambers (1987) et Korten et Klaus (1984), mais aussi à l'approche « genre et autonomisation » de Moser (1993) et de féministes comme Kabeer (1994) et Antrobus (1995).

Dans une perspective critique (voir le module 33), l'approche MED n'est absolument pas une « autre » forme de développement. En plaçant sur le même pied chacun des cinq types d'« actifs » mentionnés, elle laisse en effet entendre que les pauvres peuvent faire mieux simplement en procédant à une « réaffectation » de leur portefeuille d'actifs. Comme le note Akram-Lodhi dans le module 25, cela revient à suggérer aux pauvres de « se grouiller » pour se prendre en main ! L'approche MED ne tient aucun compte des inégalités fondamentales en ce qui concerne l'accès aux ressources et leur répartition, incluant le pouvoir. Pourtant, il est absurde de croire que tous les actifs ont essentiellement la même valeur ou qu'il suffit aux pauvres de concentrer leurs efforts sur des actifs comme le « capital social » auxquels ils ont facilement accès. En insistant sur les moyens par lesquels les ménages pauvres peuvent s'aider eux-mêmes et en négligeant les fondements sociaux et structurels de la pauvreté, l'approche MED conduit à un individualisme méthodologique ou, selon la formule de Terry Byres (2004a), à un « néopopulisme néoclassique ».

L'une des forces de l'approche MED (voir le module 25) réside précisément dans cette focalisation sur l'autonomisation sociale des pauvres qui se produit grâce à leur participation à leur propre développement. En même temps, la question du pouvoir constitue son talon d'Achille. Comme c'est le cas pour toutes les formes d'« autre développement », la plus grande faiblesse de l'approche MED vient de ce qu'elle omet de tenir compte du *pouvoir politique*, qui désigne la capacité à prendre des décisions et à déterminer les politiques publiques en procédant à « l'affectation autoritaire des ressources productives de la société ». Les partisans d'un autre développement présument en effet que les classes et les groupes occupant une position dominante sont prêts à céder leur pouvoir ou à le partager, notamment avec les pauvres.

Cette hypothèse constitue le cœur du problème, comme l'a reconnu, de manière intéressante, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le *Rapport mondial sur le développement humain* de 2002. Il s'agit du point faible de la majorité des efforts de développement déployés jusqu'ici. Pour les pauvres, contrairement à l'accumulation du capital social, l'accumulation du capital politique (le pouvoir décisionnel) et d'autres formes de capital (financier, naturel ou physique) exige un changement structurel radical. Cela signifie donc une nécessaire confrontation directe avec la structure de pouvoir, avec ceux qui détiennent les leviers du pouvoir économique ou politique et qui accaparent une part disproportionnée des ressources productives. Comme nous l'avons mentionné, les riches et les puissants ne céderont pas facilement leur richesse ou leur pouvoir. Pour eux, le partage du pouvoir se résume à ce que prône la Banque mondiale : laisser les pauvres participer aux décisions prises au sein des structures locales, mais sans toucher aux structures de pouvoir plus larges.

5. L'après-développement : une nouvelle façon de penser ou la fin du développement⁴?

Dans les années 1980, l'approche structuraliste a subi les attaques de divers courants, d'où l'affirmation selon laquelle la théorie du développement se trouve dans une impasse. Les détracteurs de l'approche structuraliste s'inspirent fortement de l'épistémologie et de la méthodologie poststructuralistes, mais aussi des perspectives théoriques du postmodernisme. Les auteurs critiques à l'égard des théories du développement, comme Frans Schuurman (1993) et Michael Edwards (1993), utilisent une analyse postmoderne des notions structurelles du progrès linéaire et de la modernité pour dénoncer les théories et les pratiques courantes du développement. Ils voient le développement comme un projet occidental négligeant les « rapports fondés sur la différence » et occultant la dynamique complexe de la diversité culturelle ; bref, comme un projet faisant pression sur les pays et sur les peuples du monde entier pour les contraindre à se conformer aux notions occidentales de « progrès ».

Le courant critique à l'égard de l'approche structuraliste reprend également à son compte l'intérêt du poststructuralisme pour le langage et le discours. Puisque cette école de pensée reconnaît le pouvoir du discours de façonner la pensée et la pratique, elle juge nécessaire de déconstruire le langage pour en découvrir le sens caché (Escobar, 1995). La tendance des praticiens et des théoriciens occidentaux à négliger les voix des populations marginalisées dans les pays du Sud et les pays du Nord est alors apparue comme une lacune majeure du projet de développement. Les tentatives en vue de réduire au silence les subalternes deviennent donc une préoccupation importante (Mallon, 1994). Les travaux de Foucault, notamment son analyse du caractère capillaire, généralisé et relationnel du pouvoir, ont incité les auteurs critiques à soutenir qu'une analyse plus nuancée révélerait le pouvoir des personnes marginalisées, en particulier des femmes (Mallon, 1994 ; Parpart, Rai et Staudt, 2002 ; Ferguson, 1991). Même si la réflexion poststructuraliste et postmoderne continue de susciter des débats quant à son utilité pour le développement, elle a fait émerger deux courants de pensée importants : l'antidéveloppement et le développement alternatif critique.

Inquiets devant l'impasse observée, des chercheurs ont en effet conclu que les idées entourant le projet et le processus du développement sont profondément viciées. Pire encore, selon la plupart des théoriciens du développement à l'époque, ces chercheurs ont remis en question le projet même du développement. Des auteurs comme Wolfgang Sachs et ses collègues du « postmodernisme populaire » (Esteva et Prakash, 1998) ou de « l'après-développement » (Rahnema et Bawtree, 1998) ont considéré que le développement est une entreprise bancale dans un tel contexte intellectuel.

De leur point de vue, les grandes idéologies et les métathéories construites pour expliquer le processus du changement historique et pour alimenter une succession de projets de transformation sociale ont perdu leur pertinence. Les forces systémiques sont considérées comme étant entièrement négatives et le développement est perçu tout simplement comme une tentative de l'Occident d'imposer ses institutions, ses hypothèses et ses pratiques aux démunis dans les pays appauvris du Sud. D'après Escobar, l'un des principaux défenseurs de l'antidéveloppement, le développement fonctionne comme un discours qui « crée un espace à l'intérieur duquel seules certaines choses peuvent être dites ou même imaginées »

4. Griesgaber et Bernard Gunter, 1996 ; Munck et O'Hearn, 1999 ; Schuurman, 1993.

(traduction libre ; Escobar, 1997, p. 85). Le discours du développement a donc façonné la réalité sociale en lui assignant des interprétations qui expriment la compréhension et la signification de ses concepteurs, c'est-à-dire les experts du développement dans les pays du Nord et d'autres sympathisants dans les pays du Sud souvent formés dans les institutions du Nord. Selon Escobar (1997), le développement – à la fois comme discours et comme pratique – ne peut émanciper les populations du Sud non seulement parce qu'il occulte les contextes sociaux et culturels, mais aussi parce qu'il cherche (parfois inconsciemment) à s'approprier les institutions et les croyances locales pour leur substituer une vision globalisante du monde à partir d'un modèle occidental de la « normalité ». De plus, soutient Escobar, le développement dans sa forme actuelle ne pourra jamais entraîner une transformation sociale. En fait, selon Escobar et d'autres auteurs, il faut abandonner le développement pour diverses raisons : ses discours et ses pratiques aboutissent à un cul-de-sac ; les personnes marginalisées ne sauraient compter que sur elles-mêmes, car elles peuvent, mais surtout elles doivent, bâtir leur avenir à partir de leur imaginaire politique et de leurs ressources culturelles (Esteva et Prakash, 1998 ; Rahnema et Bawtree, 1998).

Certains auteurs ont assimilé l'antidéveloppement à l'après-développement, mais le premier n'est qu'un courant du second. D'autres auteurs éprouvent de la sympathie pour l'argument d'Escobar, mais reconnaissent qu'il ne suffit pas d'espérer la disparition des problèmes qui minent la réflexion sur le développement. L'aile alternative ou populiste de l'après-développement se montre ainsi profondément critique par rapport au caractère hiérarchique, hégémonique, de la plupart des discours et des pratiques du courant dominant du développement. Ses tenants réclament une approche plus près de la base, plus participative, où les « experts » du développement deviennent des facilitateurs ou cèdent la place à des facilitateurs qui travaillent avec les pauvres au lieu de seulement les diriger en faisant valoir leur position de détenteurs du savoir (Munck, 1999a). Pour ces auteurs, le développement ne doit pas être simplement « donné » aux pauvres ; il exige de tenir compte de la sagesse et des connaissances accumulées à l'échelle locale, d'établir un partenariat respectueux et d'adopter des pratiques participatives. Cette façon de procéder permettra l'autonomisation des pauvres, car elle leur donnera la possibilité de déterminer eux-mêmes les buts, les problèmes et les solutions en matière de développement (Friedmann, 1992 ; Parpart, 2002). La participation et l'autonomisation sont donc devenues des éléments essentiels à la mise en place d'une forme de développement transformateur, à partir de la base et au service des gens. Du moins, c'est ce qu'avancait la théorie.

Les approches de l'antidéveloppement et du développement alternatif critique soulèvent des questions importantes. Elles offrent de nouvelles façons d'étudier le rôle du pouvoir et de l'autonomisation, même dans les communautés les plus marginales. Elles ont néanmoins été la cible de critiques en raison de leur vision romantique de la dimension locale et de la possibilité pour les personnes marginalisées d'opérer des transformations dans un monde qui se ligue de plus en plus contre elles. Une autre critique concerne le fait que les deux approches en question négligent les rapports et les structures du pouvoir économique et politique, notamment ceux de l'État et des transnationales.

6. Vers une approche critique en études du développement⁵ ?

Au terme de presque 60 années de développement, où en est la théorie ? La source de la réflexion ne semble pas encore tarie. Elle continue d'engendrer des idées qui inspirent les politiques publiques et qui orientent les actions des divers acteurs dans ce domaine vaste et complexe. En même temps, bon nombre des idées formulées ne se transforment pas en actions. Elles servent plutôt à alimenter une foule de débats théoriques, sans issue et sans fin, dans les milieux universitaires. À cet égard, la théorie du développement, sous ses diverses formes et dimensions, a prouvé sa résilience, car elle ne s'est pas coulée dans un seul et unique moule.

En regroupant plusieurs paradigmes, il est en effet possible de distinguer huit grandes écoles de pensée. Chacune situe le développement dans une perspective théorique particulière et chacune offre une boîte à outils d'idées utiles pour orienter les politiques et les actions publiques. Ces écoles de pensée correspondent aux catégories suivantes : 1) les théories de la croissance et de la modernisation, dans leurs formulations classiques, actuelles ou nouvelles, et la « nouvelle théorie de la croissance » (Hounie, Pittaluga, Porcile et Scatolin, 1999) ; 2) le « néostructuralisme » (Sunkel, 1993) ; 3) le développement humain durable et les formes de développement local axé sur les communautés, qui s'inscrivent dans le cadre du « nouveau paradigme » (Cornia, Jolly et Stewart, 1987 ; PNUD, 1990, 1996, 2002) ; 4) l'économie politique du développement et du sous-développement, c'est-à-dire la théorie néomarxiste de la dépendance dans sa version reformulée de « théorie des systèmes-monde » (Wallerstein, 1979) ; 5) la « nouvelle économie politique » inspirée du paradigme néoclassique du libre marché mondial et du modèle du choix rationnel dans les comportements économiques et politiques (Krueger, 1974 ; Bates, 1981) ; 6) « l'économie politique internationale » sous diverses formes théoriques, par exemple la théorie des crises, le réglementarisme, la gouvernance et la transformation ; 7) « l'autre développement » sous diverses formes, mais à l'initiative « de la base » et « au service des gens » ; un développement propice à l'intégration sociale des individus, indépendamment du genre, de l'ethnicité et de la pauvreté ; un développement participatif, à dimension humaine, durable pour l'environnement et pour les moyens de subsistance (Antrobus, 1995 ; Chambers, 1987, 1995) ; et 8) l'après-développement et le « postmodernisme populaire » (Esteva et Prakash, 1998 ; Escobar, 1997 ; Parpart, Rai et Staudt, 2002 ; Munck, 1999a).

À en juger par toute la gamme d'idées proposées dans ces diverses écoles de pensée, les études du développement international semblent bien vivantes. En même temps, le monde se trouve aux prises avec une crise systémique ou mondiale dont l'explication pose un grand défi aux théoriciens du développement. Certains ont tenté de le relever. Nous avons toutefois encore besoin d'une réflexion novatrice pour explorer les incidences de cette crise sur le développement, car un échec pourrait mettre en péril le projet dans lequel sont généralement engagés théoriciens et praticiens.

En 1968, l'effervescence révolutionnaire et la dernière grande offensive du travail contre le capital ont fait naître la profonde conviction qu'un changement fondamental est possible, voire nécessaire, et qu'il ne faut pas seulement compter sur des réformes cumulatives. De nos jours, à la suite du démembrement de l'Union soviétique, qui incarnait le socialisme « réellement existant », et du triomphe apparent du capitalisme, cet élan révolutionnaire a

5. Munck et O'Hearn, 2009 ; Parpart et Veltmeyer, 2004.

perdu de sa vigueur. Même la vaste opposition au capitalisme dans sa phase de mondialisation néolibérale et le quasi-consensus quant à la nécessité de dépasser ou d'abandonner le capitalisme n'ont pas réussi à ranimer la ferveur révolutionnaire ni à stimuler la capacité à imaginer un autre avenir et à passer à l'action pour y parvenir.

La fin du dernier millénaire a vu naître un mouvement international d'opposition à la mondialisation et de nombreuses formes de résistance au modèle néolibéral dominant. La première décennie du nouveau millénaire a toutefois freiné ce mouvement mené par les paysans et les communautés autochtones dans les pays du Sud. La conclusion est claire : l'étude du développement a besoin d'une approche plus critique. Il faut la réorienter vers un changement fondamental et une transformation sociale, la centrer davantage sur les besoins et les intérêts des exclus, des opprimés, des exploités. L'étude du développement doit délaissier la sphère des politiques publiques pour passer à la mise en application, transformer les belles paroles et les excellentes politiques en changements progressistes et libérateurs. Bref, nous avons besoin d'une approche critique en études du développement et d'actions inspirées des résultats de ces recherches critiques.

Quelques textes de référence en français

- BERR, Eric et Jean-Marie HARRIBEY (2006). « Où en est le développement aujourd'hui ? », dans Eric Berr et Jean-Marie Harribey (dir.), *Le développement en questions*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, p. 28-190.
- GUICHAOUA, André et Yves GOUSSAULT (1993). *Sciences sociales et développement*, Paris, Armand Colin.
- HASLAM, Paul Alexander (2014). « Enjeux théoriques : mutations, cycles, bifurcations », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 9-30.
- PEEMANS, Jean-Philippe (2002). *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Paris, L'Harmattan.

Section 2

Le retour de l'histoire

Ces dernières années, les universités ont enregistré une forte hausse des inscriptions dans les programmes de premier cycle en développement international. Ces programmes attirent certains des plus brillants étudiants, dont beaucoup se spécialisent dans l'une des autres disciplines des sciences humaines. Il s'agit principalement de femmes et un bon nombre d'entre elles viennent de familles originaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Beaucoup d'étudiants souhaitent travailler dans des organisations gouvernementales ou non gouvernementales à l'échelle nationale ou internationale. Très motivés et très idéalistes, ils veulent changer les choses. Sauf exception, les programmes offerts en développement international ne rendent toutefois justice ni à la qualité des étudiants ni à la complexité de la matière.

Le contenu des programmes de premier cycle varie selon les intérêts des professeurs qui les élaborent et selon les ressources dont disposent leurs universités. En général, les programmes comprennent un cours d'introduction interdisciplinaire et des cours obligatoires sur les aspects politiques, sociologiques et économiques du développement. Ils exposent les théories du développement, y compris les théories de la modernisation, de la dépendance et du marxisme, en plus des approches institutionnelles et écologiques. D'habitude, ces théories sont présentées d'une manière très abstraite, sans préciser le contexte historique ou géographique dans lequel elles ont été formulées. Puisque le postmodernisme a dévalorisé les métarécits et que le développement a été ramené à une simple question de lutte contre la pauvreté, les cours en développement international sont souvent thématiques. Ils mettent l'accent sur la mondialisation et proposent une critique des institutions internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce.

Sur le plan micro, les programmes d'études du développement international insistent en général sur divers projets de développement, par exemple : des projets de microcrédit favorisant l'autonomisation des femmes ; des projets faisant des liens entre divers problèmes de santé, dont le VIH/sida ; et, de façon plus globale, des projets de développement économique communautaire préparant les collectivités à « faire du développement ». Le discours du développement se limite en grande partie aux politiques sociales, notamment celles relatives à l'éducation et à la santé, qui font partie des Objectifs du millénaire pour le développement des Nations Unies. En résumé, le principal sujet d'attention semble concerner la transmission efficace de l'aide au développement par les organismes officiels ou les organisations non gouvernementales. Pourtant, de nos jours, l'aide au développement représente un apport minime par comparaison aux larges flux de capitaux privés sous la forme de placements de portefeuille ou d'investissements directs étrangers. Les ressources financières du système des Nations Unies sont, elles aussi, minimes. Par exemple, durant la crise alimentaire de 2008, le Programme alimentaire mondial (PAM) est parvenu avec difficulté à amasser 500 millions de dollars¹, alors que les profits d'un

1. Conférence de presse du directeur général du PAM des Nations Unies, « La crise des prix des aliments », 24 avril 2008, <http://www.un.org/News/briefings/docs/2008/080424_WFP.doc.htm>.

seul conglomérat céréalier ont atteint 1,3 milliard de dollars durant le premier trimestre².

Aucun des thèmes mentionnés dans les programmes d'études du développement international n'aborde le problème fondamental du développement, c'est-à-dire la capacité d'une société à mobiliser ses ressources humaines et naturelles afin d'augmenter sa capacité de production. Le développement, au plein sens du terme, suppose en effet d'opérer une transformation économique et sociale pour éliminer les injustices du passé attribuables à l'impérialisme ou à la tradition. Le développement est donc un processus interne ; il ne peut être ni programmé ni imposé de l'extérieur. Il s'agit d'un processus social créatif qui jaillit de la culture, c'est-à-dire du mode de vie des gens ordinaires. En fin de compte, le développement ne se résume pas à une question de capital physique ou d'accès aux marchés des devises. Il concerne plutôt la capacité d'une société à puiser profondément dans la créativité populaire, à libérer les populations et à favoriser leur autonomisation afin qu'elles utilisent leur intelligence et leur sagesse collectives. La diversité culturelle, source de cette créativité, constitue donc un patrimoine aussi précieux que la diversité des plantes et des animaux. Cette réserve de sagesse collective nourrit la capacité des individus et des sociétés à survivre à l'adversité et à renouveler leur engagement envers les générations futures.

La présente section explore, en trois modules, la dimension historique d'une approche critique en études du développement. Dans le module 2, Kari Polanyi Levitt dessine, de façon magistrale, le paysage historique du développement en nous invitant à « remonter le fil du temps ». Dans les modules 3 et 4, Isaac Saney et Alain Gresh signalent quelques-uns des plus graves problèmes de « l'histoire du développement » et décrivent comment cette histoire a été construite. Le module 3 souligne entre autres le rôle important de l'impérialisme. Il expose la dynamique de son déploiement, c'est-à-dire la projection du pouvoir étatique par laquelle des peuples ou des États cherchent à en dominer d'autres et à subordonner la trajectoire du développement de ces autres peuples ou États à leurs intérêts nationaux. Il traite aussi de la dynamique historique de l'impérialisme associée au développement du capitalisme (le module 9 en examine la dynamique contemporaine). Le module 4 expose une conception bien différente de l'impérialisme – ce que des théoriciens critiques considèrent comme une fausse conscience historique, à savoir la construction de l'histoire selon le point de vue idéologique du pouvoir dominant. Il tente de corriger ainsi le parti pris occidental fondamental dont fait preuve le milieu universitaire en histoire. Dans cette vision historique dominante, « les voix des subalternes » et les perspectives des opprimés ont été refoulées ou perdues. De plus, l'histoire extrêmement riche de l'Orient pour le développement a été entièrement passée sous silence. Dans un tel contexte, il devient nécessaire – comme l'a souligné André Gunder Frank (1998) – de « réorienter l'histoire » et, pourrions-nous ajouter, l'étude du développement.

2. Lisa Clemens, « Cargill reports third-quarter fiscal 2008 gains », 14 avril 2008, <<http://www.cargill.com/news-center/news-releases/2008/NA3007634.jsp>>.

Module 2

Un retour en arrière

Kari Polanyi Levitt

Université McGill, Canada

Ni l'aide étrangère ni les projets locaux ne peuvent remplacer un État promoteur agissant dans l'intérêt public de la majorité. Seul un gouvernement national efficace peut assurer à tous ses citoyens le cadre nécessaire à la mise en place des services modernes essentiels, y compris l'approvisionnement en eau potable pour chaque foyer, un réseau complet de transport public, l'éducation primaire et secondaire gratuite, et l'accès universel à des services de santé.

Les politiques libérales de mondialisation économique visaient et visent encore à créer un « monde sans frontières » pour le capital, mais pas pour la main-d'œuvre. Le capital ainsi mondialisé n'a ni adresse, ni pays, ni responsabilité sociale. Les individus vivent, au contraire, dans des sociétés dont les caractéristiques géographiques, historiques et culturelles, mais aussi les systèmes de soutien particuliers, leur permettent de surmonter l'adversité et d'exprimer leur solidarité pour améliorer collectivement leurs conditions de vie. Il n'y a rien de tel dans le cas de la société mondiale. « Penser globalement, agir localement », clament les militants dans les domaines du développement et de l'environnement. Cette approche pose toutefois problème parce qu'à l'échelle mondiale, le pouvoir réside dans le capital. Les mouvements sociaux dans les communautés ne peuvent atteindre leurs objectifs sans un gouvernement apte à défendre la société contre la capacité destructrice du marché mondial qui tente de s'appropriier, de réorganiser et d'exploiter les ressources humaines et naturelles. Lorsque les pays sont trop petits, ils doivent compter sur la coopération régionale.

1. La priorité au développement

Le développement est devenu une priorité avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, à la veille de la décolonisation des pays d'Asie et d'Afrique. Des leaders des luttes de libération menées pour affranchir les colonies du contrôle impérialiste, mais aussi des économistes réfugiés des pays de l'Europe continentale, se sont alors regroupés à Londres, à Cambridge et à Oxford. Les premiers travaux publiés sur l'économie du développement sont attribuables à des chercheurs indépendants. Beaucoup d'entre eux viennent de Scandinavie (Frisch, Myrdal, Nurkse), d'Europe de l'Ouest (Hirschman, Mandelbaum, Perroux, Singer, Tinbergen), d'Europe centrale et d'Europe de l'Est (Bauer, Georgescu-Roegen, Kaldor, Kalecki, Rosenstein-Roden, Streeten, Schumacher). D'autres proviennent de Grande-Bretagne (D. Seers), de Russie (Gerschenkron, Kuznets, Leontieff), de l'Inde (V.K.R.V. Rao, Chakravarty, Mahalanobis), de Birmanie (Myint), d'Argentine (Prebisch), d'Égypte (S. Amin), du Brésil (Furtado), des Antilles (W.A. Lewis) et des États-Unis (Chenery, Rostow). Dans le contexte propice de ses premières années d'existence, l'Organisation des Nations Unies a convoqué d'importantes conférences internationales à New Delhi, à Rio de Janeiro et au Caire.

En 1945, les États-Unis et l'Union soviétique ont atteint le rang de superpuissances mondiales. Ces pays respectés exercent alors leur influence en Europe et en Asie, mais, au départ, aucun des deux ne se préoccupe du développement des régions sous-développées. Dès les premières années d'après-guerre, la menace communiste en Europe et en Asie constitue le premier souci des États-Unis, dont l'objectif secondaire concerne la dissolution des sphères d'influence économique préférentielles et des zones d'échange de devises de la Grande-Bretagne et de la France. Avec l'injection d'une gigantesque aide financière inconditionnelle, le plan Marshall permettra de restreindre l'influence soviétique dans les pays satellites d'Europe de l'Est où des gouvernements communistes ont été installés en 1948, après une brève période de régimes démocratiques multipartistes. Au lendemain de la défaite du Japon, en 1945, la victoire de la révolution communiste de Mao, en Chine, en 1949, ébranle la position hégémonique des États-Unis en Asie. Le reste des forces de Chiang Kai-shek ayant battu en retraite à Taïwan, les États-Unis reconnaîtront les forces nationalistes de Taïwan comme gouvernement légitime de la Chine, avec droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies, une reconnaissance qu'ils ont maintenue durant 30 ans. Lors de la guerre de Corée, qui oppose la Chine et une force des Nations Unies sous la direction des États-Unis, le pays a été divisé en deux : d'un côté, la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) et, de l'autre, la République de Corée (Corée du Sud), où un contingent de 30 000 soldats demeure en position à la frontière. D'ailleurs, la Septième flotte de la marine américaine patrouille en permanence dans les eaux au large du Japon, de la Corée et de Taïwan.

En Asie du Sud-Est, des forces anti-impérialistes de plus en plus nombreuses luttent pour libérer la région de l'occupation japonaise et pour obtenir l'indépendance politique de leurs pays alors sous le joug colonial britannique, français ou hollandais. L'Inde britannique obtient ainsi son indépendance en 1947, après la tragique partition du sous-continent en deux pays, soit l'Inde et le Pakistan. L'Inde noue alors des relations amicales avec l'Union soviétique, tandis que le Pakistan évolue vers la sphère d'influence des États-Unis. En 1956, parce que le président de l'Égypte, Gamal Abdel Nasser, a nationalisé le canal de Suez, les États-Unis refusent de soutenir une intervention de la Grande-Bretagne et de la France.

En 1955, Soekarno, le premier président de la République d'Indonésie, convoque, avec les présidents Nehru de l'Inde, Nasser d'Égypte et Nkrumah du Ghana, une conférence des pays non alignés d'Asie et d'Afrique, à Bandung. Zhou Enlai, alors premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Chine, dirige la délégation chinoise, car à l'époque, les relations de son pays avec la Russie se sont détériorées. Le rôle joué par Tito dans le mouvement des pays non alignés, officialisé à Belgrade en 1961, souligne que l'initiative de Bandung cherche à préserver leur indépendance par rapport à Moscou et à Washington.

Les États-Unis utiliseront tous les moyens à leur disposition pour remplacer des gouvernements nationaux laïcs et de gauche, y compris en aidant des extrémistes religieux fondamentalistes comme ils l'ont fait en Afghanistan dans les années 1980. Ce sera notamment le cas avec le renversement du régime Mossadegh et l'installation du shah en Iran, avec le massacre, ordonné par le général Soeharto, d'un million de partisans du régime Soekarno en Indonésie en 1965, avec la guerre au Viêt Nam, de 1965 à 1975, ou encore avec le soutien massif accordé au régime Marcos aux Philippines, site d'une importante base militaire américaine. Pour le gouvernement américain, l'Asie représente le trophée à remporter. L'aide au développement officielle a donc été attribuée de manière à obtenir des gains dans cette région.

2. Le projet du développement prend forme

Durant les années 1950, les programmes d'études du développement s'institutionnalisent. Le Département d'État des États-Unis retient alors les services des grandes universités américaines pour concevoir des programmes de développement économique. Il confie l'Inde à Harvard et l'Indonésie au Massachusetts Institute of Technology (MIT), mais il accorde le mandat principal de l'Amérique latine à l'Université de Chicago. En 1960, le professeur W.W. Rostow, du MIT, publie *Les étapes de la croissance économique: un manifeste non communiste*. Rostow y affirme que n'importe quel pays pourra connaître des progrès économiques fulgurants, c'est-à-dire passer du «décollage» jusqu'à la croissance autonome et à la consommation de masse, pourvu qu'il surmonte les obstacles culturels et historiques nuisant aux pratiques commerciales modernes. Avec ce modèle économique attrayant, l'approche de la modernisation dominera l'étude du développement dans les domaines de la sociologie et des sciences politiques.

Dans les années 1950, les États latino-américains entretiennent des relations amicales si étroites avec les États-Unis que ce dernier pays peut toujours compter sur leurs votes aux Nations Unies. Il importe toutefois de noter que les États-Unis n'exercent pas de pressions afin d'amener les gouvernements latino-américains à respecter les traités de libre-échange. Le Brésil s'est d'ailleurs montré particulièrement efficace dans la mise en œuvre des politiques d'industrialisation. Lors de la Révolution cubaine, en 1959, les États-Unis ont réagi en lançant l'Alliance pour le progrès. Ils imposent à Cuba un embargo commercial et tentent, à de nombreuses reprises, de modifier le régime politique de l'île, mais sans succès. En 1962, Cuba est suspendu de l'Organisation des États américains, et seuls le Mexique et le Canada maintiennent leurs relations diplomatiques avec le pays. La fin de la substitution facile des importations accentuera les tensions politiques. En 1964, un gouvernement militaire prend le pouvoir au Brésil et force à l'exil des milliers d'intellectuels et d'autres opposants. En 1973, avec l'appui des États-Unis, un coup d'État militaire renverse le gouvernement Allende démocratiquement élu au Chili. En 1976, des dictatures militaires meurtrières prendront le pouvoir en Argentine et en Uruguay. Durant les années 1970, le contexte favorable sur les marchés des produits primaires favorise une forte croissance. L'Amérique latine profitera alors d'un large afflux de capitaux des banques commerciales américaines à la recherche de rendements supérieurs à ceux possibles aux États-Unis. Cette situation jettera les bases de la crise de l'endettement qui se produira dans les années 1980.

Pendant qu'un nombre croissant de pays d'Afrique et des Antilles accèdent à l'indépendance politique, les Nations Unies établissent, en 1964, la Conférence sur le commerce et le développement (CNUCED), dont elles confient la direction à Raúl Prebisch. La CNUCED a alors pour mandat de régler les problèmes des pays périphériques dépendants des exportations. C'est toutefois l'Organisation des pays exportateurs de pétrole au Moyen-Orient (avec le Venezuela) qui exercera un contrôle réel sur les matières premières.

Dans les années 1970, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte un programme d'action pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Par la suite, de nombreuses conférences internationales vont se succéder, mais aucune n'obtiendra des concessions importantes de la part des pays du Nord. L'époque où les Nations Unies peuvent vraiment faire entendre les aspirations des pays en développement se termine alors. En 1979, W. Arthur Lewis, célèbre économiste du développement, reçoit le prix Nobel. Dans son discours d'acceptation, il souligne qu'un nouvel ordre économique international verra

le jour seulement lorsque les pays du Sud pourront développer leurs ressources, individuellement et collectivement, afin d'augmenter leur production alimentaire et d'employer leurs populations dans des industries et des services productifs. Selon Lewis, puisque les « moteurs de la croissance » commencent à ralentir dans les pays industrialisés, la dépendance persistante des pays du Sud par rapport aux exportations vers ces pays les empêchera de sortir de la pauvreté. La mise en place d'un ordre économique international plus équitable devra toutefois attendre la montée en puissance des pays du Sud.

Avec l'arrivée au pouvoir de la première ministre Thatcher (en 1979) et du président Reagan (en 1980), un changement de régime économique s'amorce en Grande-Bretagne et aux États-Unis. L'objectif est de rétablir la discipline du capital sur le travail dans les pays industrialisés et de réduire les pouvoirs des gouvernements dans les pays en développement. À la suite d'un coup d'État idéologique, la Banque mondiale congédie des économistes de tendance libérale, y compris Streeten et ul Haq, qui ont conçu une approche du développement axée sur les besoins essentiels. La Banque met alors en place une équipe de néolibéraux intraitables, dont plusieurs économistes spécialistes du commerce. Les politiques d'industrialisation nationales qui ont permis aux pays du Sud d'atteindre des taux de croissance semblables à ceux des pays industrialisés, de 1950 à 1980, sont maintenant jugées inefficaces et contraires aux principes de l'avantage comparatif dans le domaine du commerce international. Le développement orienté vers les exportations devient la nouvelle panacée. Les pionniers de l'économie du développement ont alors été diabolisés et qualifiés de « structuralistes », une hérésie s'apparentant au socialisme.

3. Le droit au développement

Nul besoin désormais d'une économie du développement, affirment certains auteurs, car, dans le nouvel ordre mondial, les lois économiques sont universellement valides, donc indépendantes des différences structurelles ou historiques. À l'époque, deux importants pionniers de l'économie du développement, Albert Hirschman (1981) et Dudley Seers (1979), ont rédigé des éloges funèbres où ils évoquent la « grandeur et la décadence » et « la naissance, la vie et la mort de l'économie du développement ».

En adoptant la *Déclaration sur le droit au développement*, en 1986, les Nations Unies prennent une mesure défensive afin de confirmer le droit des pays en développement d'entreprendre des stratégies de transformation économique et sociale. La *Déclaration universelle des droits de l'Homme*, proclamée en 1948, comprend des droits sociaux et économiques. Sous l'influence de la vague néolibérale, elle sera réinterprétée afin d'en faire une doctrine des droits individuels, ce qui aura pour effet d'exclure le droit collectif au développement. Pendant 25 ans, les politiques d'ajustement structurel imposées aux pays débiteurs, en Afrique et en Amérique latine, limiteront systématiquement la souveraineté des États par rapport à la réalisation des objectifs de développement humain pour leurs citoyens. Le développement cédera la place à des mesures d'ajustement structurel et macroéconomique répondant aux exigences des créanciers privés et publics. Le consensus de Washington, qui prescrit la déréglementation, la libéralisation et la privatisation, deviendra le remède universel. Les auteurs de l'histoire officielle des Nations Unies, *U.N. Contribution to Development Thinking and Practice*, reconnaissent que l'initiative de la réflexion théorique et de la formulation des mesures politiques pour le développement est passée aux mains du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale durant les années 1980. Les Nations Unies sont alors « incapables de proposer un programme permettant

de remédier à de nouveaux problèmes tout en préservant les buts sociaux et humains du développement qu’elles ont défendus» (traduction libre; Jolly, Emmerij, Ghai et Lapeire, 2004, p. 150). Bref, les Nations Unies sont devenues de plus en plus impotentes.

Au début des années 1980, la flambée des taux d’intérêt plonge les pays d’Amérique latine dans une crise de l’endettement qui durera toute une décennie. Le FMI et le Trésor américain viennent alors à la rescousse des banques commerciales qui se sont trop exposées aux risques. Ils ont ainsi socialisé la dette privée en l’ajoutant à la dette publique. Ils ont ensuite blâmé les pays débiteurs pour la crise de l’endettement et imposé aux populations de ces pays la totalité des coûts de l’ajustement structurel.

L’Afrique a été transformée en un immense laboratoire où les expériences de libéralisation économique ont fait tomber de nombreux pays sous la tutelle du FMI et de la Banque mondiale. L’élimination des subventions aux fermiers a réduit les productions alimentaires nationales parce que des ressources rares comme l’eau sont désormais réservées aux produits exotiques, comme les fraises et les fleurs destinées aux marchés européens. Lorsque les produits agricoles tropicaux comme le coton font concurrence aux productions des États-Unis, les exportations africaines sont frappées d’un embargo. En Afrique, peu d’économistes souscrivent à ces politiques, mais le désespoir les force à s’y plier.

Durant les années 1970 et 1980, la Corée a, au contraire, instauré des politiques industrielles où elle combine la substitution des importations et la promotion des exportations. Elle confie cette tâche à de grands organismes de planification efficaces qui jouissent du soutien complet et de la participation directe des autorités politiques. L’organisation économique corporatiste de la Corée s’inspire du modèle japonais et elle repose sur des relations étroites entre les grandes entreprises de production et les banques nationales de développement. Des restrictions s’appliquent aux investissements directs étrangers. À Taïwan, le gouvernement favorise les entreprises de taille moyenne. Les économies vibrantes des pays qualifiés de « tigres » ne doivent rien au FMI ou à la Banque mondiale, mais elles profitent des intérêts géopolitiques des États-Unis, qui leur permettent d’appliquer des politiques d’intervention industrielle contraires à la doctrine néolibérale. La Malaisie, la Thaïlande, l’Indonésie puis le Viêt Nam ont ainsi adopté des politiques combinant l’industrialisation nationale et l’exportation de produits manufacturés, mais avec certaines variations dans les mesures prises pour encourager les investissements directs étrangers. Dans tous ces pays, les entreprises nationales jouent un rôle essentiel pour assurer le succès du développement économique. Vers la fin des années 1970, la Chine lance un programme de réformes économiques où les entreprises publiques et privées forment un modèle unique d’économie de marché socialiste. Le pays connaît alors une croissance fulgurante et sans précédent en raison d’un très fort taux d’investissements nationaux et étrangers (ces capitaux étrangers venant surtout d’Asie du Nord et du Sud-Est). Grâce au dense réseau des relations commerciales régionales tissées autour de la Chine, les produits manufacturés en Europe et en Amérique du Nord ont accès à ces marchés d’exportation complémentaires. Au début des années 1990, la Chine et l’Inde, dans une moindre mesure, deviennent de nouveaux pôles de croissance pour l’économie mondiale.

4. L’État-nation et le développement

Parmi les pays qui connaissent une industrialisation tardive au XIX^e siècle, par exemple l’Allemagne, les États-Unis et la Russie, aucun n’a atteint un certain développement économique

sans avoir d'abord construit un État-nation moderne et efficace. Aucun de ces pays n'a réussi à établir une base industrielle viable sans protéger ses industries contre l'importation illimitée de biens et de capitaux. Dans tous les cas d'industrialisation tardive, le développement économique est un projet politique qui exige un État jouissant de l'autorité et de la légitimité nécessaires pour concilier les intérêts contradictoires des classes sociales et des régions.

Après la victoire de l'Occident marquant la fin de la guerre froide et après l'implosion de l'Union soviétique, les gouvernements sociaux-démocrates d'Europe ont embrassé les doctrines et les politiques anglo-américaines de privatisation. Le socialisme est désormais une idéologie en déroute et l'État-providence se retrouve sur la défensive. En Russie, une nouvelle oligarchie formée d'anciens fonctionnaires soviétiques a acquis, à rabais, les actifs de l'État. Dans cette situation chaotique de capitalisme sauvage, certains ont amassé des fortunes colossales, tandis que des millions de personnes sombraient dans la pauvreté et que l'espérance de vie chutait. Des politiques semblables ont transformé les pays d'Europe de l'Est : ces derniers ont cessé d'être des satellites soviétiques, mais sont devenus des clients économiques et politiques des pouvoirs occidentaux. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord a déplacé en Europe de l'Est ses installations militaires qui se trouvaient auparavant en Europe de l'Ouest. Le démantèlement de l'ex-Yougoslavie a ensuite garanti le contrôle de la région des Balkans. En 1991, les États-Unis ont lancé la première guerre du Golfe, en Iraq, un pays qu'ils ont pourtant soutenu dans sa guerre contre l'Iran.

Dans le reste du monde, la projection du pouvoir économique occidental vise à obtenir l'accès aux marchés et aux ressources naturelles, mais surtout à protéger les investissements étrangers contre la réglementation et les mesures de contrôle des gouvernements nationaux. Avec l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) tente pour la première fois de rédiger un traité privilégiant les droits de l'investisseur plutôt que les droits souverains des pays. La campagne internationale menée par des organisations non gouvernementales a toutefois permis de bloquer l'AMI. Les accords de commerce négociés en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ont été confiés à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont les règles et les mécanismes d'application obligatoires touchent tous les pays membres. Désormais, ces règles et ces mécanismes visent non seulement les services et la propriété intellectuelle, mais aussi les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

Malgré leur position de négociation désavantageuse, les pays en développement ont pu utiliser leurs votes pour empêcher un nouvel élargissement de l'accord en vue d'englober les investissements, la concurrence et l'approvisionnement des gouvernements, ce qui aurait alors consacré les privilèges des transnationales. Ils ont aussi bloqué des propositions qui auraient accordé aux investisseurs étrangers des droits plus étendus en vertu d'accords de libre-échange plus vastes comme l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Après sa signature, en 1994, l'ALÉNA a servi de modèle à la Zone de libre-échange des Amériques et à tous les accords de libre-échange subséquents. Lorsqu'un pays signe de tels accords avec les États-Unis ou des accords de partenariat économique avec la Communauté européenne, il prend des engagements bien plus poussés que les pays membres de l'OMC.

Au début des années 1990, un nouveau terme apparaît dans les communications pour décrire un phénomène que l'on présente alors comme une tendance historique irréversible

vers une économie mondiale sans frontières. Il s’agit du terme « mondialisation ». Les pays en développement ne semblent avoir aucune autre possibilité que de souscrire à cette intégration plus étroite dans les circuits du commerce et des mouvements de capitaux. Au sortir de la crise de l’endettement des années 1980, les gouvernements d’Amérique latine suivent les conseils des économistes formés aux États-Unis, mais alors en poste dans leurs banques centrales et leurs ministères des Finances. Ils instaurent des réformes néolibérales, dont les plus radicales sont celles adoptées en Argentine. En Afrique, l’allègement de la dette n’a pas réussi à renverser une situation où la somme versée pour le service de la dette excède la somme reçue au titre de l’aide officielle au développement. Certains affirment qu’il n’y a aucune solution de rechange à la mondialisation et avancent des allégations extravagantes au sujet des résultats positifs de celle-ci.

Selon l’édition de 1995 du *Rapport sur le développement dans le monde*, rédigé par la Banque mondiale, dont le thème est *Workers in an Integrating World*, la mondialisation promet un retour à « l’âge d’or » des années 1870 à 1914. Le rapport prédit aussi une prospérité inédite aux pays en développement, pourvu qu’ils ouvrent, sans restriction, leurs économies aux importations et aux mouvements de capitaux. Son thème évoque l’idée que les travailleurs pourront être les principaux bénéficiaires de la mondialisation. Les auteurs de cette publication vedette de la Banque mondiale semblent toutefois oublier que la période de 1870 à 1914 a aussi été l’âge de l’Empire, c’est-à-dire l’époque de l’expansion impérialiste européenne qui a balayé toute l’Afrique et une grande partie de l’Asie. Durant cette période, l’exploitation de la main-d’œuvre coloniale dans les mines et les plantations a favorisé l’accumulation du capital dans les pays industrialisés, mais elle a détérioré les conditions des échanges commerciaux. Les colonies africaines et asiatiques sont devenues des marchés captifs pour les produits textiles de la Grande-Bretagne et des autres pays européens. Leurs économies agricoles traditionnelles ont été transformées de manière à fournir aux métropoles le coton, le caoutchouc, l’indigo, le jute, l’huile de palme, des minéraux et divers produits agricoles.

Quand Adam Smith publie *La richesse des nations*, en 1776, le niveau de vie d’un paysan indien se rapproche de celui d’un ouvrier agricole anglais; la Chine est alors considérée comme le modèle d’une civilisation prospère et stable. Quant à l’Inde britannique, elle n’a pas cessé de régresser à partir du moment où la Compagnie anglaise des Indes orientales a conquis le Bengale, puis durant tout le XIX^e siècle jusqu’au début du XX^e siècle. Pendant cette période, l’Inde, qui jouissait auparavant d’une économie agricole viable, est devenue un pays sous-développé et appauvri. À la fin des années 1870, puis de nouveau à la fin des années 1890, l’absence de pluie durant la mousson a entraîné les plus graves famines de toute l’histoire en Inde, mais aussi dans le nord de la Chine. Les autorités britanniques n’ont pas réussi à fournir l’aide nécessaire pour soulager la famine, mais elles ont pourtant continué à expédier à Londres de grandes quantités de céréales en utilisant les chemins de fer dont elles avaient imputé les coûts de construction au gouvernement indien. Les autorités coloniales britanniques ayant négligé de conserver le mode indien traditionnel pour la gestion de l’eau, des canaux, des puits et des citernes, qui permettait de parer aux périodes de sécheresse, plusieurs millions de personnes sont mortes, sans raison, de faim et de maladies. En Chine, l’opium introduit par la Compagnie anglaise des Indes orientales, au début du XIX^e siècle, a causé une désintégration sociale et affaibli la capacité du gouvernement à aider les victimes de la famine dans le nord du pays, qui fit de 8 à 20 millions de morts. En Inde comme en Chine, les politiques impériales britanniques, qui avaient imposé l’ouverture aux

« marchés mondiaux », ont transformé des sécheresses dévastatrices en véritables désastres humanitaires (Davis, 2002a).

À la lumière de ces faits, il est difficile de comprendre comment la Banque mondiale, qui doit servir au développement, peut prôner un retour à la mondialisation du xix^e siècle comme remède pour assurer le développement au xxi^e siècle. Les affirmations de l'édition de 1995 du *Rapport sur le développement dans le monde* ne sauraient être le résultat d'un simple oubli. La Banque mondiale continue en effet d'exhorter les pays à augmenter leurs exportations, à encourager les importations pour faire concurrence à leurs entreprises nationales afin d'améliorer l'efficacité de ces dernières, à s'ouvrir sans restriction aux mouvements de capitaux et, en général, à s'intégrer davantage dans l'économie mondiale.

5. La financiarisation du développement et la crise mondiale

La plus grave crise à survenir depuis la grande dépression de 1929 a frappé le plus fortement les pays les plus étroitement intégrés aux réseaux financiers du capitalisme. L'épicentre de la crise se trouve aux États-Unis, mais les pays les plus vulnérables sont notamment le Royaume-Uni, l'Australie, la Suisse, les pays de la zone euro, l'Europe de l'Est et la Corée du Sud, membre de l'OCDE. Parmi les moins vulnérables figurent les grands pays en développement, dont la Chine, l'Indonésie et le Nigeria. Pour la première fois depuis les années 1970, le FMI élargit ses programmes de sauvetage pour venir en aide à des pays européens, dont l'Islande (12 milliards de dollars), la Hongrie (20 milliards), la Lettonie et d'autres pays baltes qui ont contracté des dettes auprès des banques occidentales. En revanche, parmi les pays en développement, seuls le Pakistan et la Turquie demanderont l'aide du FMI.

Durant les années 1990, le monde subit des crises financières plus fréquentes et plus graves que celles des années 1930. Ces crises n'ont pas encore touché le cœur du capitalisme, mais elles frappent le Mexique, la Turquie, le Brésil, l'Argentine, la Russie et, surtout, l'Extrême-Orient. Dans certains cas, elles font chuter les revenus non pas de 2 % ou de 5 %, mais bien de 20 % et même de 30 % d'un seul coup. En 1997-1998, le FMI vient à la rescousse des principales banques internationales qui ont subi des pertes en Extrême-Orient. Il facilite le transfert d'entreprises industrielles nationales à des investisseurs étrangers. Après l'intervention de la Réserve fédérale américaine pour sauver un immense fonds spéculatif de New York qui menace d'entraîner dans sa chute le système financier mondial, des auteurs signalent la nécessité d'établir une nouvelle architecture pour superviser et contrôler les marchés financiers. La panique s'est toutefois rapidement dissipée. En 1999, l'administration Clinton répond aux pressions de Wall Street et révoque la loi qui avait été promulguée durant la grande dépression afin d'interdire aux banques de dépôt commerciales de vendre des actions, des obligations ou des assurances et de consentir des prêts hypothécaires. Cette décision aura pour effet d'abattre la cloison étanche qui sépare encore les banques commerciales et les banques d'investissement. Durant les 10 années suivantes, les banques construiront une pyramide inversée d'actifs financiers et de créances avec les millions d'épargnes investies dans les régimes de retraite, les fonds communs de placement, les primes d'assurance, les titres et les placements immobiliers, dont la valeur semblait augmenter sans cesse. Durant ses années au pouvoir, l'administration Bush supprimera toutes les autres restrictions encore en place pour réglementer les transactions financières.

Depuis le milieu des années 1980, les rendements des placements de portefeuille et les occasions de gains en capital dépassent les rendements des placements dans les entreprises

non financières. Les grandes entreprises ont donc déplacé vers les secteurs de la distribution et des finances les actifs qu'elles auraient auparavant investis dans la production. Elles ont eu recours à la réduction des effectifs, à la sous-traitance et à l'externalisation vers des pays offrant une main-d'œuvre à moindre coût pour rehausser la valeur des avoirs de leurs actionnaires et pour faire concurrence aux services financiers sur les marchés boursiers. Au milieu des années 1980, près de 40 % du profit total des grandes entreprises provient du secteur financier. Au début des années 2000, les finances, les assurances et l'immobilier représentent 20 % du produit intérieur brut (PIB) aux États-Unis et en Grande-Bretagne, alors que le secteur manufacturier constitue respectivement 13 % et 11 % du PIB. Par contre, les salaires médians n'ont pas augmenté depuis 25 ans.

Des millions de personnes occupent des emplois dans le secteur improductif du transfert des droits de propriété des créances. Promoteurs, initiés et opérateurs de marché ont ainsi empoché des milliards de dollars dans ce casino virtuel où des produits financiers exotiques ont transféré les ressources des producteurs et des contribuables vers les détenteurs des titres juridiques sur une partie de la production de l'économie réelle. À l'échelle nationale et internationale, toutes ces transactions ont favorisé l'instabilité et aggravé les inégalités.

Dix ans après la crise asiatique, l'effondrement financier inévitable atteint le cœur du capitalisme prédateur anglo-américain. Si l'épicentre se trouve aux États-Unis et en Grande-Bretagne, le séisme, lui, cause des dommages en Europe et secoue les institutions financières de nombreux autres pays. Le laxisme permet une accumulation extraordinaire de dettes publiques et privées grâce à l'afflux de capitaux venus du reste du monde pour couvrir le déficit de 6 % du compte courant extérieur des États-Unis. Depuis 1971, année où ce pays a abandonné la convertibilité en or, le dollar américain est la principale monnaie de réserve mondiale. Les banques ont pu accumuler des passifs en dollars sans être contraintes de respecter les taux de réserve officiels.

La plus grande crainte de Keynes est que la finance en vienne à détruire le capitalisme. Il entend sûrement par là que le pouvoir illimité du capital financier puisse corrompre le capitalisme qui organise la production de biens ou services utiles et qui utilise la technologie pour rehausser le niveau de vie de la population. De nos jours, les gouvernements occidentaux versent des milliards dans les coffres gigantesques des banques pour sauver une forme de capitalisme rapace qui, de toute évidence, n'a pas su respecter ses promesses. Les idéologues et les institutions prêchant leurs doctrines de « réformes » conçues de manière à assujettir les sociétés et les pays à la république mondiale du capital ont perdu toute légitimité. Dorénavant, la crise doit offrir à la population majoritaire des pays en développement une occasion de reprendre le contrôle économique et politique des gouvernements.

La mondialisation, comme nous l'avons souvent mentionné, comporte des défis et des bonnes occasions, des gagnants et des perdants. L'histoire réserve toutefois des surprises. Les défenseurs de la mondialisation n'ont certes pas imaginé que le principal bénéficiaire de la libéralisation du commerce serait la Chine communiste. Ils n'ont pas non plus prévu que l'échec des politiques de libéralisation appliquées en Amérique latine entraîne l'élection d'une nouvelle génération de leaders politiques de gauche. Ils ne s'attendaient sans doute pas davantage à ce que la déréglementation des puissantes institutions financières déclenche la plus grave crise économique et financière depuis la grande dépression.

Les autorités n'ont pas réussi à comprendre les effets de la financiarisation des principales économies capitalistes. Ce fait s'est confirmé lorsque le FMI a dû réviser fortement

à la baisse ses estimations de croissance pour 2009. Voici les taux de croissance révisés : l'ensemble des pays avancés (le taux est tombé de $-0,3$ à $-2,0$ %) ; États-Unis (de $-0,7$ à $-1,6$ %) ; Royaume-Uni (de $-1,3$ à $-2,0$ %) ; zone euro (de $-0,5$ à $-2,0$ %) ; et Japon (de $-0,2$ à $-2,6$ %). Les taux de croissance positifs ont, eux aussi, cédé la place à des taux négatifs pour la Russie (le taux est tombé de $3,5$ à $-0,7$ %), l'Europe du centre et de l'Est (de $2,2$ à $-0,4$ %), le Canada (de $0,3$ à $-1,5$ %), la Corée et les autres nouveaux pays avancés d'Asie (de $2,1$ à $-3,9$ %). D'après les projections révisées pour 2010, l'ensemble des pays avancés devrait retrouver un taux positif de $1,1$ %. Il pourrait toutefois s'agir d'une estimation excessivement optimiste.

Le FMI a prévu un recul de la production dans les « pays capitalistes avancés » et dans les « économies de marché émergentes » de Russie et d'Europe de l'Est. Toutefois, ses révisions pour les pays en développement montrent une croissance moindre, mais encore notable, dans diverses régions : en Asie (Chine, de $8,5$ à $6,7$ % ; Inde, de $6,3$ à $5,1$ % ; dans les pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est [ANASE], de $4,2$ à $2,7$ %) ; au Moyen-Orient (de $5,4$ à $3,9$ %) ; et en Afrique (de $4,8$ à $3,4$ %). En ce qui concerne l'Amérique latine (de $2,5$ à $1,1$ %), le taux de croissance projeté pour le Brésil est de $1,8$ % (auparavant $3,0$ %), tandis que celui de $-0,3$ % prévu pour le Mexique (auparavant $0,9$ %) correspond aux projections négatives pour ses partenaires de l'ALÉNA. Dans toutes les régions en développement, la diminution des revenus tirés des exportations et l'annulation des projets d'investissement ont fortement réduit les taux de croissance par rapport à ceux de 2007, mais les moteurs de l'économie continuent de tourner. En fait, les pays en développement soutiennent maintenant une croissance mondiale de $0,5$ %.

Pendant plus d'une centaine d'années, la croissance des pays de la périphérie, fournisseurs de matières premières, a été à la remorque de celle des grands centres industriels. Cette relation de dépendance s'est transformée de manière importante à mesure que les pays et les régions en développement sont parvenus à soutenir une certaine croissance autonome. Les taux de croissance divergents des pays du Sud projetés pour 2009 révèlent une vulnérabilité moindre à la crise économique en cours, bien que cette affirmation soit discutable. Comme nous l'avons mentionné, les économies les plus fragiles sont souvent celles qui sont les plus étroitement intégrées dans les circuits internationaux des métropoles pour le commerce et la finance. Les pays dépendant des exportations, mais disposant de marchés extérieurs et régionaux diversifiés, comme les pays de l'ANASE, semblent moins vulnérables que les pays d'Amérique latine. Il est d'ailleurs révélateur de comparer la faible performance du Mexique, signataire d'un accord d'intégration économique avec les États-Unis et le Canada, avec celle du Brésil, qui jouit d'une forte base industrielle et de marchés extérieurs diversifiés en Europe, au Japon et en Amérique du Nord. Les pays en développement d'Asie fournissent le tiers de la production mondiale et ils sont actuellement le principal pôle de croissance avec un taux impressionnant de $5,5$ %.

Fait intéressant à noter, en 1950, l'Amérique latine jouissait d'un PIB par habitant proche de celui des pays de l'Europe du Sud et elle représentait la moitié du commerce des pays en développement. De 1960 à 1980, elle a enregistré une croissance de $6,1$ %. Il convient alors de s'interroger sur la raison ayant induit une décennie sans croissance dans les années 1980 et l'incapacité de cette région à retrouver un rythme de croissance dans les années 1990. La plus grande différence entre l'Amérique latine et l'Extrême-Orient réside dans les inégalités extrêmes en matière de revenu et de propriété foncière dans les pays latino-américains.

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont opéré une vaste réforme agraire au Japon, en Corée et à Taïwan. En Chine, la révolution communiste a dépossédé les propriétaires fonciers et réorganisé l'agriculture, mais elle a maintenu la propriété de l'État sur les terres. Fait à souligner, en Chine et dans les anciennes colonies du Japon, les producteurs agricoles ont pu profiter de la croissance économique nationale. En Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande, il règne une bien plus grande égalité en matière d'actifs et de revenus qu'en Amérique latine. Les Philippines sont le seul pays d'Asie où les héritages coloniaux espagnol et américain ont produit des inégalités de propriété foncière proches de celles notées en Amérique latine.

Dans les pays latino-américains, les énormes clivages entre les classes sociales et les groupes ethniques tirent leur origine de la conquête et de la dépossession des peuples autochtones, il y a 500 ans. Ils sont toutefois aussi tributaires du commerce des esclaves, qui a fourni la main-d'œuvre africaine aux plantations du Brésil et des Antilles, et de l'installation des populations européennes sur les terres volées. Depuis le début du XIX^e siècle, des oligarchies terriennes contrôlent les exportations de matières premières et elles en tirent les profits. Plus récemment, les classes moyennes et supérieures qui supportent une répartition très inégale des revenus ont bénéficié de la politique nationale d'industrialisation par substitution des importations. Partout en Amérique latine, sauf au Brésil, les classes d'affaires n'ont pas développé d'industries manufacturières capables d'affronter la concurrence sur les marchés internationaux. Elles ont préféré placer leurs épargnes à l'étranger, dans des institutions financières à Miami, New York ou Toronto. Il y a donc un manque de cohésion nationale dans les pays latino-américains. Les élites de ces pays ne paient, en fait, aucun impôt; pas plus d'ailleurs que la majorité de la population engagée dans l'immense secteur de l'économie informelle, où la perception des impôts se révèle impossible. L'État se trouve ainsi constamment en situation de déficit budgétaire. Les gouvernements, largement sous le contrôle des milieux d'affaires, accueillent à bras ouverts les grandes multinationales et ils liquident rapidement le patrimoine national des entreprises d'État, parfois simplement pour couvrir les salaires des fonctionnaires.

La privatisation a été plus vaste en Amérique latine qu'en Extrême-Orient ou en Inde (avant la crise asiatique de 1997-1998, la Corée interdisait les investissements directs étrangers). Dans les sociétés latino-américaines, les fréquentes crises économiques et politiques, mais aussi la tentation des gouvernements populistes de régler, avec la planche à billets, les conflits dus à la répartition des revenus, viennent de problèmes restés sans solution depuis la conquête. La récente affirmation politique des peuples autochtones dans la région des Andes marque toutefois une rupture avec le passé. Elle laisse présager que les pratiques et les institutions culturelles longtemps réprimées dans les Amériques pourraient faire surgir des formes inédites de gouvernance démocratique et d'organisation économique.

6. De la crise mondiale à la reconfiguration des rapports de pouvoir internationaux

Il est clair que la crise économique déclenchée par l'implosion des institutions financières, en 2008, va profondément transformer les rapports de pouvoir au sein de l'ordre économique mondial. Les États-Unis continueront certes de jouer un rôle important, mais sans conserver leur hégémonie; le dollar américain perdra sa primauté à mesure que les pays diversifieront les avoirs de leur réserve officielle. Il pourrait toutefois s'avérer difficile de

relancer l'économie américaine, car 30 ans de politiques néolibérales ont fortement réduit la part du PIB que constituent les revenus tirés des salaires, de sorte que cette part est maintenant inférieure aux niveaux atteints dans les années 1960 et 1970. Le moteur de l'économie américaine demeure la croissance des dépenses de consommation. Depuis la fin des années 1990, ces dépenses ont toutefois progressé seulement grâce à l'augmentation du taux d'endettement des ménages, qui représente maintenant 140 % de leurs revenus. Les dépenses de consommation vont désormais diminuer, tout comme les investissements nationaux, car tant que les autres économies demeureront embourbées dans la récession, les perspectives d'exportation resteront sombres. Seules des dépenses publiques massives peuvent sortir les États-Unis du marasme économique, mais alors qui comblera le déficit budgétaire devenu encore plus colossal ? Les investisseurs étrangers voudront-ils encore acheter des titres américains dont la valeur diminuera avec un dollar plus faible ?

Pendant des années, le marché américain a stimulé les exportations des pays en développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine. L'accès à son marché a servi de principal argument au cours des négociations en vue d'étendre les accords de libre-échange ou de faire adopter des programmes élargis d'assistance. La diminution des gains tirés des exportations va-t-elle encourager la production pour le marché intérieur ? Les pays en développement inquiets de leur sécurité alimentaire vont-ils soutenir l'agriculture nationale pour combler une plus large part des coûts de la nourriture ? S'engageront-ils dans la gestion du commerce non marchand ? Vont-ils maintenant mettre sur pied des institutions régionales pour se donner une assistance financière mutuelle ? Ces questions donnent une idée des possibilités qu'offre la crise.

Nul ne sait ce que l'avenir réserve, mais le monde est clairement devenu plus diversifié et plus interdépendant. Nous vivons tous sur la même planète, une planète sur laquelle planent de graves menaces en raison du changement climatique et de la dégradation des fleuves, des océans et de la terre, dont dépend notre survie. Les observateurs s'accordent sur l'échec du capitalisme prédateur qui a dominé le commerce et la finance à l'échelle internationale. Ils ne s'entendent toutefois pas sur une solution de rechange pour remplacer le mode d'organisation économique.

Toutes les économies modernes sont des systèmes mixtes qui combinent, de diverses façons, des entreprises d'État nationales, régionales ou municipales, des entreprises privées, des coopératives, des entreprises d'économie sociale ou communautaire, des associations sans but lucratif, sans oublier la quantité de travail effectué à l'intérieur des ménages. Toutes les sociétés ont néanmoins besoin d'un État efficace possédant l'autorité et la légitimité nécessaires pour concilier des intérêts nationaux contradictoires. Tout comme il existe de nombreuses formes d'organisation économique, il existe de nombreuses formes de gouvernance démocratique. Le gouvernement représentatif formé de partis politiques n'est pas nécessairement la forme la plus adéquate pour une société particulière. La crise économique invite donc à innover en matière d'organisation politique et sociale, à la lumière de l'héritage historique et culturel particulier des divers peuples. Cette approche beaucoup plus intéressante de l'étude du développement international nous invite à explorer l'histoire et la culture de différentes sociétés.

Quelques textes de référence en français

- ALCOUFFE, Alain (dir.) (2000). « Quels concepts? Quels outils? », dans Alain Alcouffe *et al.* (dir.), *Efficacité versus équité en économie sociale*, vol. 2, Paris, L'Harmattan, p. 103-159.
- BARRÈRE, Alain (1973). *Histoire de la pensée économique et analyse contemporaine*, Paris, Les cours de droit.
- BENOT, Yves (1973). *Qu'est-ce que le développement?*, Paris, Maspero.
- BOLOUVI, William (2007). « La genèse et l'évolution de la théorie du développement », dans William Bolouvi, *Quel développement pour l'Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, p. 37-48.
- CALVÈS, Anne-Emmanuèle (2009). « *Empowerment*: généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers monde*, vol. 200, n° 4, p. 735-749.
- COQUERY-VIDROVITCH, Catherine *et al.* (dir.) (1988). *Pour une histoire du développement: États, sociétés, développement*, Paris, L'Harmattan.
- DELEPLACE, Ghislain (2007). *Histoire de pensée économique: du royaume agricole de Quesnay au monde à la Arrow-Debreu*, Paris, Dunod.
- GUICHAOUA, André et Yves GOUSSAULT (1993). *Sciences sociales et développement*, Paris, Armand Colin, chap. 6.
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Paul (1995). *Anthropologie et développement. Essai en socioanthropologie du changement social*, Paris, Karthala.
- POLANYI, Karl (2009). *La grande transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.

Module 3

L'histoire à la lumière d'une approche critique du développement

Isaac Saney

Université Dalhousie, Canada

C'est un des problèmes majeurs de notre monde moderne [...] [l']oubli. La victime n'oublie jamais. Demandez à un Irlandais ce que lui ont fait les Anglais en 1920 et il vous dira le nom de chaque homme qu'ils ont tué, quel jour et à quelle heure. Demandez à un Iranien ce que les Anglais lui ont fait en 1953 et il vous le dira. Son fils vous le dira. Son petit-fils vous le dira. Et quand il en aura un, son arrière-petit-fils vous le dira aussi. Mais demandez à un Anglais [...] S'il a jamais su, il a oublié. *Allez de l'avant!* nous dites-vous. *Allez de l'avant!* Oubliez ce que nous vous avons fait! *Demain est un autre jour!* Mais ce n'est pas vrai [...] *Demain* a été créé hier, voyez-vous [...] Et aussi avant-hier. Ignorer l'histoire, c'est ignorer le loup qui attend derrière la porte (John Le Carré, *Un homme très recherché*, 2008, p. 296-297).

1. Une vision critique de l'histoire¹

La principale caractéristique d'une approche critique du développement est de souligner la nécessité non seulement « d'apprendre l'histoire », mais aussi de « réapprendre l'histoire », notamment en ce qui concerne la logique et la dynamique à l'œuvre dans l'inexorable expansion du capitalisme. Bien qu'il soit possible de retracer les événements depuis des millénaires, le présent module s'attarde seulement à l'histoire moderne du développement capitaliste. Cette période relativement courte, d'environ 500 ans, s'amorce au milieu du xv^e siècle avec l'arrivée de la « civilisation » européenne dans le « Nouveau Monde » et se poursuit avec la dynamique du colonialisme. Durant cette période d'« accumulation primitive [initiale] » (Marx, 1976), les communautés autochtones agricoles ont été dépossédées de leurs terres et de leurs moyens de production. En général, elles ont été expropriées par la violence brutale, mais aussi par l'adoption de mesures législatives. Dans certains contextes, les communautés autochtones ont été réduites à l'esclavage, colonisées, voire victimes d'un génocide culturel ou physique.

À partir de cette amorce déplorable, les historiens ont retracé les bouleversements attribuables au processus du développement capitaliste et de la mondialisation (Wallerstein, 1979). Ce processus correspond globalement aux sept grandes périodes suivantes :

1. Hallward, 2007 ; Rist, 2002 ; Kothari, 2005 ; Harman, 2008 ; Mallon, 1994 ; Parker et Rathborne, 2007 ; Rolph-Trouillot, 1995, chap. 1 ; Wallerstein, 2006, chap 1.

- 1450-1800: une période d’accumulation primitive, d’expropriations violentes, de piraterie et de pillage à grande échelle, de colonialisme sous l’emprise du capital marchand des compagnies commerciales européennes disposant d’une charte de la Couronne;
- 1800-1870: une période caractérisée par la montée du capitalisme industriel en Europe de l’Ouest, y compris une «révolution industrielle», la consolidation de l’État-nation, une révolution sociale et politique qui a déplacé l’oligarchie terrienne au pouvoir, et la mise en place d’une structure économique fondée sur le rapport de classes capital-travail;
- 1870-1914: une période vécue sous le signe de «la mondialisation» – un vaste mouvement international de capitaux et de main-d’œuvre – et de l’impérialisme; une période durant laquelle d’immenses territoires, maintenant appelés les pays du Sud, ont été dominés, colonisés, puis soumis à un processus de développement capitaliste (une transformation de l’activité productive et sociale);
- 1914-1944: l’entre-deux-guerres, une période de 30 ans marquée par une crise majeure du système capitaliste et un processus de réformes sociales réalisées à l’initiative de l’État – «l’apprivoisement du capitalisme», selon l’expression de Surendra Patel (2007);
- 1944-1970: «l’âge d’or du capitalisme», une autre période de 25 à 30 ans de croissance économique rapide pour l’ensemble du système libéral capitaliste; la suprématie économique incontestée de la *Pax Americana*; la guerre froide Est-Ouest opposant le système capitaliste dirigé par les États-Unis au système socialiste dirigé par l’Union soviétique; un processus de décolonisation et d’édification de la nation dans de nombreux pays du Sud; et le lancement d’un projet de coopération internationale pour le développement (capitaliste);
- 1970-1983: une période de transition, le passage d’un développement national sous la direction de l’État à un nouvel ordre de mondialisation néolibérale;
- 1983 jusqu’à nos jours: un nouvel ordre mondial caractérisé par plusieurs cycles de réformes structurelles ou politiques, l’intégration croissante des pays dans le processus général de la mondialisation, l’effondrement du bloc socialiste, le recul de l’hégémonie américaine et l’élargissement du fossé Nord-Sud en matière de développement².

2. Dans les interstices du colonialisme et de l’impérialisme : la dynamique de «l’accumulation primitive³»

Durant les années 1980, un grand débat quant aux origines et à la nature du capitalisme oppose les marxistes et les théoriciens du système-monde (la «théorie de la dépendance», à l’époque). Le débat concerne les caractéristiques et les dynamiques déterminantes de l’économie de marché qui définissent le capitalisme selon les théoriciens du système-monde. Pour les marxistes, la formation des rapports sociaux de production demeure la question

2. Il existe diverses variantes de cette chronologie, dont chacune signale ou précise différentes tendances. Le choix des tendances utilisées pour représenter ou caractériser le processus du développement durant chaque période relève en grande partie de la perspective théorique adoptée. Voir, par exemple, Desai (2000).

3. Goody, 2006; Marx, 1965, p. 159-170; Perelman, 2000.

principale. Néanmoins, les deux camps s'entendent sur l'importance de la période de 1500 à 1900 vécue sous la domination du « capital mercantile », c'est-à-dire les maisons de marchands qui ont financé les activités des compagnies titulaires d'une charte de la Couronne dans ce que nous appelons aujourd'hui « les pays du Sud ». Les activités commerciales réalisées durant la période que Marx qualifie de « période capitaliste [...] d'accumulation primitive » ne se sont pas limitées au commerce et à la piraterie. Comme Marx l'a décrit avec tant d'éloquence dans *Le Capital* (vol. 1, partie VIII, chap. 26, 1965), ces activités ont aussi pris la forme d'une violente expropriation des producteurs directs arrachés à leurs moyens de production, du viol, du « commerce » et du vol pur et simple, de l'esclavage et du génocide, du massacre de peuples entiers (Wright, 1993). Dans ces conditions « d'accumulation primitive [initiale] », soutient Marx, le capitalisme s'est formé sur la base de l'échange de la force de travail fournie par le « prolétariat » (la classe disponible à l'embauche) contre un salaire de subsistance : bref, sur la base du *rapport capital-travail*.

3. La conquête, l'esclavage et le génocide⁴

L'ascension de l'Europe durant le processus de l'accumulation primitive et du développement capitaliste a suscité de nombreuses questions et recherches sur la dynamique du colonialisme et sur le « modèle colonial de développement ». L'élément controversé de ce modèle concerne les conditions qui vont stimuler « le développement » dans de nombreux pays du Nord, mais favoriser le « sous-développement » dans de nombreux pays du Sud, puis créer le fossé Nord-Sud. André Gunder Frank (1967) a essuyé de vives critiques pour sa formulation théorique de cette relation inégale et polarisée qu'il appelle « le développement du sous-développement », mais qui signale un aspect majeur du développement capitaliste. La dynamique mondiale de l'esclavage et du colonialisme, c'est-à-dire le « modèle de développement des colonisateurs », reflète d'autres dimensions importantes du processus d'accumulation du capital. Williams (1944) et Rodney (1973) ont ainsi démontré l'ampleur et le rôle essentiel de l'esclavage et du commerce des esclaves pour la mise en place des conditions du sous-développement.

4. La « grande transformation⁵ »

Les textes proposés amorcent un examen des idées qui ont servi à établir une chronologie du développement social et capitaliste afin d'en préciser les principales étapes ou phases. Cet examen est important parce qu'il permet de situer le contexte pour analyser le changement social : 1) les conditions objectives du développement capitaliste, c'est-à-dire les conditions déterminées par les structures ; 2) les conditions subjectives et politiques du développement capitaliste, c'est-à-dire les idées ou les formes de conscience sociale ; et 3) les conditions historiques et conjoncturelles particulières impossibles à définir de manière théorique et devant donc être mises en évidence au moyen d'une analyse concrète de certaines situations historiques.

4. Blackburn, 1998 ; Rodney, 1973, chap. 2-4 ; Williams, 1944 ; Wright, 1993.

5. Desai, 2000 ; Mayhew, 2000 ; Hall et Chase-Dunn, 2006 ; Polanyi, 1944 [1957, 1968].

5. De la *Pax Britannica* à la *Pax Americana*, le long siècle (1890-1990)⁶

L’époque de l’impérialisme associé au processus du développement capitaliste peut se diviser en deux grandes phases: 1) l’impérialisme britannique (l’expropriation et la dépossession), y compris la colonisation et la résistance des pays du Sud; et 2) la domination économique, la domination culturelle et l’hégémonie idéologique des États-Unis, c’est-à-dire le passage du colonialisme (dans le contexte de l’hégémonie américaine et de la guerre froide) au néocolonialisme (que des auteurs considèrent comme «la fin de l’histoire» dans le cadre d’un nouvel ordre mondial).

6. Un aperçu de la mondialisation néolibérale durant la dernière décennie du xx^e siècle⁷

Pour une approche critique en études du développement, les sujets à analyser sont complexes et nombreux. Ils comprennent notamment les questions et les thèmes suivants: 1) Comment peut-on le mieux décrire les années 1990: comme «la fin de l’histoire» (le triomphe de l’idée de liberté sous la forme de la démocratie libérale) ou comme une nouvelle conjoncture de pouvoir impérial et d’hégémonie américaine? 2) Quelle est la nature du développement capitaliste à l’époque de la mondialisation néolibérale et du nouvel impérialisme? 3) Le contexte de l’après-guerre froide dans le tourbillon du «nouvel impérialisme»: la construction idéologique de «l’ennemi» et de la stratégie «anti-insurrectionnelle» – le communisme international auparavant, mais le terrorisme maintenant. 4) Du Viêt Nam à l’Iraq ou les leçons de l’impérialisme américain: expansion excessive ou faiblesse d’un géant aux pieds d’argile? 5) L’hégémonie américaine et le rêve impérial néoconservateur: le «Projet pour un nouveau siècle américain». 6) La Bande des Cinq de la Maison-Blanche et la dynamique du pouvoir américain mondial. 7) Le nouveau monde unipolaire: le passage du multilatéralisme et de la diplomatie à l’unilatéralisme et à la guerre. (Pour en savoir plus sur la nature de l’impérialisme actuel, voir notamment les interprétations d’Ellen Meiosis Wood et de David Harvey, dont traite l’article très intéressant de Bob Sutcliffe, 2006.)

Haïti offre un microcosme révélateur de l’histoire contemporaine pour une approche critique du développement, c’est-à-dire pour une vision critique «de la sauvagerie impériale et de la résistance héroïque» qui caractérisent le développement capitaliste depuis 500 ans et plus. Le cas d’Haïti illustre bien comment les pauvres du pays le plus pauvre de tout l’hémisphère ont livré une lutte héroïque, mais désespérée, pour la dignité, malgré les forces cachées sous la bannière de la liberté qui s’opposaient à leur lutte. Peter Hallward (2007) consacre à ce pays l’ouvrage *Damning the Flood*. Son récit brillant et bien documenté est un incontournable pour les amateurs d’histoire, mais aussi pour quiconque s’intéresse aux théories et aux pratiques du «développement international».

Quelques textes de référence en français

- ABED, Sanaâ (2008). *Apports et spécificités de la pensée et des pratiques francophones sur le développement*, thèse de doctorat, Paris, Université Paris II.
- CHOQUET, Catherine et al. (1993). *État des savoirs sur le développement. Trois décennies de sciences sociales en langue française*, Paris, Karthala.

6. Leys, 1975; Nkrumah, 1965; Rodney, 1973, chap. 5-6; Amin, 1973; Amin, 1999, p. 17-31.

7. Hallward, 2007; Harvey, 2005, p. 64-86; Federici, 1992, 2002; Sutcliffe, 2006.

- COPANS, Jean (2010). *Sociologie du développement*, 2^e éd., Paris, Armand Colin.
- GUICHAOUA, André et Yves GOUSSAULT (1993). *Sciences sociales et développement*, Paris, Armand Colin, chap. 2 et 8.
- KUPPER, Frédéric (2009). « Le développement durable en questions », dans Fabien Grumiaux et Patrick Matagne (dir.), *Le développement durable sous le regard des sciences sociales et de l'histoire*, vol. 2, Paris, L'Harmattan, p. 229-240.
- SACHS, Wolfgang et Gustavo ESTEVA (1996). *Des ruines du développement*, Montréal, Ecosociété.

Module 4

L'histoire réorientée

Alain Gresh

Le Monde diplomatique, *France*

En 1927, Henri Massis (1886-1970), écrivain prolifique et influent, part en croisade contre les périls qui s'amoncellent sur les valeurs et l'esprit européens – qu'il identifie largement à ceux de la France :

Le destin de la civilisation d'Occident, le destin de l'homme tout court sont aujourd'hui menacés. [...] Tous les voyageurs, tous les étrangers qui vivent depuis longtemps en Extrême-Orient nous l'affirment : en dix années, les esprits ont plus profondément changé qu'en dix siècles. À l'antique et facile soumission a succédé une hostilité sourde, et parfois une véritable haine qui n'attend que l'heure propice pour passer à l'action. De Calcutta à Shanghai, des steppes mongoles aux plaines anatoliennes, toute l'Asie est travaillée par un sourd désir de libération. La suprématie à laquelle l'Occident était accoutumé depuis le jour où Jean Sobieski eut définitivement arrêté la ruée des Turcs et des Tartares sous les murs de Vienne, cette suprématie n'est plus reconnue par les Asiates. Ces peuples aspirent à refaire leur unité contre l'homme blanc dont ils proclament le désastre (Gresh, 2009a, p. 22-23).

Au fond, Massis n'avait pas tout à fait tort : partout se profilait le soulèvement des peuples colonisés.

1. Le retour des anciennes peurs

Dans un contexte bien différent de celui de l'après-Première Guerre mondiale, les mêmes peurs ressuscitent : fin de la guerre froide, attentats du 11-septembre, guerres d'Irak et d'Afghanistan, etc., et, surtout, la réorganisation du monde au profit de puissances nouvelles comme la Chine ou l'Inde. Empruntant à une conception manichéenne de l'histoire comme affrontement sans cesse recommencé entre civilisation et barbarie, nombre d'auteurs, souvent prestigieux, nous embarquent dans une machine à remonter le temps pour trouver les racines de cette « guerre de deux mille cinq cents ans », selon le sous-titre d'un ouvrage d'Anthony Pagden, *Worlds at War*, qui ensanglante aujourd'hui la planète.

Ce professeur a enseigné dans les plus prestigieuses universités – Oxford, Cambridge et Harvard. Il peint, en quelque 500 pages, un tableau grossier de l'histoire mondiale.

Une flamme a été allumée à Troie qui devait brûler de manière permanente à travers les siècles, alors qu'aux Troyens succédaient les Perses, aux Perses les Phéniciens, aux Phéniciens les Parthes, aux Parthes les Sassanides, aux Sassanides les Arabes, aux Arabes les Turcs. [...] Les lignes de l'affrontement se sont modifiées, l'identité des adversaires aussi. Mais la manière dont les deux parties comprenaient ce qui les séparait est restée stable, s'appuyant

comme toujours sur des perceptions, sur des mémoires historiques accumulées, certaines assez justes et d'autres entièrement fausses (Gresh, 2009a).

Malgré cette petite réserve sur les mémoires « entièrement fausses », l'auteur reprend, au fil de son raisonnement, une vision binaire dont l'épisode fondateur serait l'affrontement entre les Grecs et les Perses, rapporté par l'historien grec Hérodote.

Hérodote montre [selon Pagden] que ce qui sépare les Perses des Grecs ou les Asiatiques des Européens était plus profond que de petits conflits politiques. C'était une vision du monde, une compréhension de ce que c'était d'être et de vivre comme un être humain. Et alors que les cités grecques, et plus largement celles de l'« Europe », avaient des personnalités très diverses, différents types de sociétés étaient trop contentes de se trahir les unes les autres si cela les arrangeait, elles n'en possédaient pas moins des éléments communs de cette vision. Elles pouvaient toutes faire la différence entre l'esclavage et la liberté, et toutes, elles partageaient ce que nous considérons aujourd'hui comme une vision individualiste de l'humanité (Gresh, 2009a).

2. La bataille qui a changé le monde

Paul Cartledge, professeur d'histoire grecque à l'Université de Cambridge, ne dit pas autre chose dans son livre sur les Thermopyles (480 av. J.-C.), cette « bataille qui a changé le monde ».

Cet affrontement [écrit-il dans l'introduction], l'affrontement entre les Spartiates et les autres Grecs d'un côté et la horde perse (qui incluait des Grecs), était un affrontement entre la liberté et l'esclavage et était perçu comme tel aussi bien à l'époque que depuis. [...] Le combat des Thermopyles, en résumé, était un tournant non seulement de l'histoire de la Grèce classique, mais dans l'histoire du monde (Gresh, 2009a).

N'est-ce pas l'économiste John Stuart Mill, au milieu du XIX^e siècle, qui affirma que la bataille de Marathon était « plus importante que la bataille d'Hastings, même pour l'histoire britannique » ?

Dans sa préface, Cartledge ne cache pas sa perspective idéologique : « Les événements du 11-septembre à New York et du 7-juillet à Londres ont donné à ce projet [comprendre le sens de la bataille des Thermopyles] une urgence et une importance nouvelles dans le cadre de la rencontre culturelle entre l'Orient et l'Occident. » Une « rencontre » qui n'est rien d'autre que le choc entre « despotisme » et « liberté »...

Cette représentation universitaire a été popularisée dans le film sur la bataille des Thermopyles sorti en 2007, *300*, de Zack Snyder, repris d'une bande dessinée du même nom, de Frank Miller et Lynn Varley. Le film, un succès au box-office américain, dure deux bonnes heures, ressemble à un jeu vidéo dominé par de beaux mâles musclés, dopés aux amphétamines, affrontant des barbares (noirs ou de « type proche-oriental ») féminisés que l'on peut tuer sans états d'âme. « *Pas de prisonniers* », lance le héros, le roi Léonidas, celui-là même qui, au début du film, tue l'ambassadeur perse : les sauvages ne méritent pas que leur soient appliquées les lois les plus sacrées de l'humanité.

La civilisation, c'est donc l'extermination des barbares ! Déjà, en 1898, Heinrich von Treitschke, un expert allemand en science politique, soutenait ce qui, pour nombre de ses contemporains, apparaissait comme une banalité :

Le droit international ne devient que des phrases si l’on veut également en appliquer les principes aux peuples barbares. Pour punir une tribu nègre, il faut brûler ses villages ; on n’accomplira rien sans faire d’exemple de la sorte. Si, dans des cas semblables, l’empire allemand appliquait le droit international, ce ne serait pas de l’humanité ou de la justice, mais une faiblesse honteuse.

Et les Allemands ne feront pas preuve de « faiblesse » quand ils extermineront les Hereros, dans le Sud-Ouest africain (actuelle Namibie), entre 1904 et 1907, perpétrant le premier génocide du xx^e siècle qui, avec bien d’autres, servira de modèle et de précurseur au génocide des Juifs par l’Allemagne nazie.

Cartledge prétend qu’il n’existe pas de récit perse des guerres médiques, aucun Hérodote autochtone. Pourtant, de nombreuses connaissances ont été accumulées sur les empires perses, qui modifient les perspectives. Touraj Daryaee, professeur d’histoire ancienne à l’Université d’État de Californie (Fullerton), rappelle notamment que l’esclavage y était peu pratiqué, alors qu’il existait à une grande échelle en Grèce ; que le statut de la femme n’y était pas « inférieur » à celui qu’elle avait en Grèce ; que la première charte connue des droits de la personne a été rédigée par Cyrus le Grand (vi^e siècle av. J.-C.) ; que les Nations Unies ont décidé en 1971 de la traduire dans toutes les langues ; et qui contient notamment la tolérance religieuse, l’abolition de l’esclavage, la liberté du choix de la profession, etc.

3. « La vraie religion de la démocratie »

Que les Grecs aient présenté – notamment à travers Hérodote, pourtant moins caricatural que ses héritiers – leur triomphe comme une victoire sur la barbarie, quoi de plus normal ? Depuis que les guerres existent, les protagonistes se drapent dans de magnifiques principes. Les guerres menées par les États-Unis en Irak ou en Afghanistan ne sont-elles pas, pour les dirigeants du moins, celles du Bien contre le Mal ? Pourtant, une question se pose : pourquoi sommes-nous, 2 500 ans plus tard, si obsédés par les Grecs ?

Marcel Detienne, professeur à l’Université Johns Hopkins (Baltimore) et directeur d’études à l’École pratique des hautes études, apporte une réponse ironique :

Que « notre histoire commence avec les Grecs », voilà, écrivait Lavisce dans ses *Instructions*, ce qu’il faut apprendre aux élèves des écoles secondaires, et sans qu’ils s’en aperçoivent. Notre histoire commence avec les Grecs, qui ont inventé la liberté et la démocratie, qui nous ont apporté le beau et le goût de l’universel. Nous sommes les héritiers de la seule civilisation qui ait offert au monde l’« expression parfaite et comme idéale de la liberté ». Voilà pourquoi notre histoire doit commencer avec les Grecs.

À cette première croyance est venue s’en ajouter une autre, aussi forte que la première : « Les Grecs ne sont pas comme les autres. » Comment d’ailleurs le pourraient-ils alors qu’ils sont au commencement de notre histoire ? Deux propositions essentielles pour une mythologie nationale qui fait le plein des humanistes traditionnels et des historiens férus de nation (Gresh, 2009a).

Et l’auteur conclut que l’on aime à croire

non seulement que la ou le politique est tombé du ciel, un beau jour, et donc, dans l'Athènes « classique », sous la forme miraculeuse et authentifiée de la démocratie, mais qu'il va de soi qu'une histoire divinement linéaire nous conduit par la main depuis la révolution américaine et en passant par la « Révolution française » jusqu'à nos sociétés occidentales, si heureusement convaincues que leur mission est de convertir tous les peuples à la vraie religion de la démocratie (Gresh, 2009a).

4. La marginalisation de l'Est

C'est cette conception d'une Europe « exceptionnelle », d'une généalogie directe entre l'Antiquité classique et l'Europe actuelle, en passant par la Renaissance – terme inventé, rappelons-le, par l'historien Jules Michelet au XIX^e siècle –, que plusieurs ouvrages anglo-saxons ont ébranlée sans que, le plus souvent, leur message ait touché les rivages français.

Dans son livre intitulé *The Eastern Origins of Western Civilisation*, John M. Hobson montre qu'il est impossible de comprendre l'histoire du monde en oubliant l'Orient. Cet « oubli » reflète trois omissions majeures.

D'abord, l'Orient a connu son propre développement économique après l'an 500. Ensuite, il a créé et maintenu une économie mondiale. Enfin et surtout, l'Orient a contribué de manière active et importante à l'émergence de l'Occident en inventant et exportant en Europe ses technologies, ses institutions, ses idées (Gresh, 2009a).

Qui sait que la première révolution industrielle s'est amorcée au XI^e siècle, dans la Chine des Song? Le royaume produisait 125 000 tonnes de fer en 1078, alors qu'il fallut attendre 1788 pour que la Grande-Bretagne atteigne 76 000 tonnes. Les Chinois maîtrisaient des techniques avancées, notamment la production de fonte, et ils avaient déjà substitué le coke au charbon de bois pour résoudre les problèmes de déforestation. On assiste aussi durant cette période à une révolution dans les transports, dans l'énergie (avec les moulins à eau), dans le développement de l'impôt et d'une économie du commerce, dans l'extension des grandes villes, à une révolution verte avec une productivité agricole que l'Europe ne rattrapera qu'au XX^e siècle. Parmi les grandes puissances, la Chine est restée *primus inter pares* (« le premier entre ses égaux ») jusqu'en 1800, l'économie mondiale ayant été décrite par certains comme sinocentrée. Nombre de ses techniques, de ses idées et de ses institutions ont atteint, elles, les rivages de l'Europe et aidé à l'avènement du capitalisme moderne. La révolution industrielle britannique aurait été impossible sans l'apport de la Chine. On pourrait en dire autant sur la place des grands empires musulmans (lire « Islam et capitalisme »).

Pour Hobson (2004), les chercheurs « eurocentristes » posent deux types de questions : Qu'est-ce qui a permis à l'Occident la percée vers la modernité capitaliste? Qu'est-ce qui a empêché l'Orient d'effectuer cette percée? Or ces questions supposent que la domination de l'Occident était inévitable; elles amènent l'historien à chercher tout ce qui dans le passé explique cette domination. « La montée de l'Occident est ainsi comprise dans une logique d'immanence qui ne peut être analysée que par des facteurs endogènes à l'Europe », ce qui conduit à considérer l'Orient et l'Occident comme deux entités séparées par une muraille de Chine culturelle, cette barrière nous protégeant des invasions barbares.

5. La peur des barbares

Mais qui sont ces « barbares » ? Critiquant Claude Lévi-Strauss, pour lequel est barbare celui qui croit à la barbarie, Tzvetan Todorov réplique : « C’est celui qui croit qu’une population ou un être n’appartient pas pleinement à l’humanité et qu’ils méritent des traitements qu’il refuserait résolument de s’appliquer à lui-même. » Dans son nouveau livre, *La peur des barbares* (2008), Todorov poursuit une réflexion entamée depuis longtemps, notamment dans *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine* (1998), un ouvrage fécond qu’il faudrait mettre entre toutes les mains. « La peur des barbares, écrit-il en introduction, est ce qui risque de nous rendre barbares. Et le mal que nous ferons dépassera celui que nous redoutions au départ [...] »

Pendant longtemps, note-t-il, la pensée des Lumières a servi de source d’inspiration à un courant réformiste et libéral, qui combattait le conservatisme au nom de l’universalité et du respect égal pour tous. On sait qu’aujourd’hui les choses ont changé et que se réclament de cette pensée les défenseurs conservateurs de la pensée occidentale supérieure, qui se croient engagés dans un combat contre le « relativisme », qui serait issu de la réaction romantique, au début du XIX^e siècle. Ils ne peuvent le faire qu’au prix d’une amputation de la véritable tradition des Lumières, qui savait articuler universalité des valeurs et pluralité des cultures.

Il faut sortir des clichés : cette pensée ne se confondait ni avec le dogmatisme (ma culture doit s’imposer à tous) ni avec le nihilisme (toutes les cultures se valent) ; la mettre au service d’un dénigrement des autres pour s’autoriser à les soumettre ou à les détruire représente un véritable kidnapping des Lumières (Gresh, 2009a).

S’agit-il d’un « kidnapping » ou certains éléments de la pensée des Lumières ont-ils favorisé ce détournement ? Pour Hobson, la construction de l’identité européenne des XVIII^e et XIX^e siècles a permis l’affirmation d’une « exceptionnalité » qu’aucune autre civilisation n’a jamais revendiquée. « Les Européens n’ont pas cherché à refaire le monde parce qu’ils le pouvaient (comme le disent les explications matérialistes), mais parce qu’ils croyaient qu’ils le devaient. Leurs actions étaient dictées par leur identité et ils jugeaient l’impérialisme comme une politique moralement acceptable. » Pourtant, de nombreux Européens, solidaires des luttes anticoloniales ou des peuples du Sud, ont refusé cette vision, souvent au nom des Lumières. Quoi qu’il en soit, le débat mérite d’être poursuivi.

6. Une approche rationnelle et progressiste¹

Imaginez que nous vivions vers l’an 900. À cette époque, le Moyen-Orient et l’Afrique du Nord islamiques sont le berceau de la civilisation. Cette région, la plus avancée sur le plan économique, est au centre de l’économie mondiale. Elle connaît une forte croissance, peut-être enregistre-t-elle même une augmentation du revenu par habitant – la condition apparemment indispensable du capitalisme moderne. Si nous ouvrons alors une université et si nous désirions étudier les causes du progrès économique islamique, nous pourrions proposer la réponse suivante : le Moyen-Orient ou l’Afrique du Nord connaissent le progrès parce qu’ils bénéficient d’un ensemble unique d’institutions rationnelles et progressistes.

1. Jabu-Lughod, 1991 ; Goody, 2006 ; Frank, 1998 ; Hobson, 2004 ; Pomeranz, 2000.

Premièrement, il s'agit d'une région pacifiée, dotée de villes où des capitalistes font du commerce à l'échelle mondiale. Deuxièmement, les marchands islamiques ne sont pas uniquement des commerçants, ce sont aussi des investisseurs capitalistes rationnels qui s'adonnent à des activités capitalistes de commerce, d'investissement et de spéculation à l'échelle mondiale pour obtenir des profits maximums. Troisièmement, la région dispose d'un ensemble suffisant d'institutions rationnelles, notamment : un système de compensation ; des banques engagées dans des activités comme le change des devises, les dépôts et les prêts à intérêt ; un type spécial de comptabilité en partie double ; des partenariats ; et un régime de droit contractuel. Or, toutes ces activités présupposent un grand climat de confiance. Quatrièmement, la pensée scientifique s'est développée rapidement après l'an 800. Cinquièmement, l'Islam joue un rôle très important dans la stimulation du capitalisme à l'échelle mondiale. Dans un tel contexte, aucun auteur n'aurait envisagé d'écrire un ouvrage intitulé *L'éthique chrétienne et l'esprit du capitalisme* où il aurait affirmé que l'Islam étouffait la croissance.

Cet auteur aurait probablement écrit plutôt *L'éthique islamique et l'esprit du capitalisme* pour prouver, de manière concluante, que seul l'Islam était capable de favoriser des progrès économiques substantiels et que l'Europe chrétienne était à jamais condamnée à stagner au stade agraire. Nous pourrions aussi souscrire à l'affirmation suivante de l'auteur contemporain Sa'id al-Andalusi (plus tard reprise par Ibn Khaldun) : l'Europe étant un territoire au climat froid et tempéré, ses habitants sont ignorants, manquent de curiosité scientifique et accuseront toujours un retard (Hobson, cité dans Gresh, 2009a).

Quelques textes de référence en français

- AUSTRY, Jacques (1965). *Le scandale du développement*, Paris, Rivière.
- COMELIAU, Christian (1986). *Mythes et espoirs du tiers-mondisme*, Paris, L'Harmattan.
- DO NASCIMENTO, José (2000). *La renaissance africaine comme alternative au développement : les termes du choix politique en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- MARIE HENRY, Gérard (2009). *Histoire de la pensée économique*, Paris, Armand Colin
- RIST, Gilbert (1996). *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po.
- RIST, Gilbert, Majid RAHNEMA et Gustavo ESTEVA (1992). *Le Nord perdu : repères pour l'après-développement*, Lausanne, Éditions d'En Bas.
- ROSTOW, Walt Whitman (1997). *Les étapes de la croissance économique : un manifeste non communiste*, Paris, Economica.

Section 3

Une réflexion critique sur le développement

Le développement peut s'inscrire dans une *conception structurelle* où il représente un processus, ou dans une *conception stratégique* où il constitue un projet. Dans un cas comme dans l'autre, il désigne le fait d'améliorer de façon notable les conditions de vie d'une partie croissante de la population mondiale, mais aussi d'opérer les changements institutionnels et structurels nécessaires pour parvenir à un « progrès véritable ». Deux facteurs et principes importants du développement sont l'*équité* et l'*inclusion sociale*, qui permettent d'élargir la portée du progrès de manière à améliorer la situation des personnes encore aux prises avec la pauvreté et le sous-développement, donc à tenir compte des exclus. Selon des estimations, près de deux milliards de personnes du côté « Sud » du fossé du développement (au sens métaphorique et non géographique du terme) demeurent incapables de répondre à leurs besoins essentiels, physiques et spirituels, même après 50 ans d'efforts de développement. Ces personnes sont privées des ressources et des débouchés nécessaires pour vivre et pour travailler collectivement, dans la dignité et la justice, afin d'assurer leur épanouissement en tant qu'êtres sociaux. Pour une approche critique en études du développement, le problème fondamental consiste à trouver les moyens de mettre fin à un tel sous-développement et de parvenir à un progrès véritable, à « un autre monde », dans le vocabulaire de cette approche critique.

Au fil des ans, les théories et les pratiques du développement ont été centrées sur la dimension économique, sur les dynamiques de la croissance de la production économique (le développement des forces de production) et sur l'évolution résultante des habitudes de consommation. À cet égard, les théories du développement visent surtout à repérer, puis à analyser les dynamiques relatives à divers aspects : 1) les principaux facteurs de production et de croissance (le capital, le travail, la terre et la technologie) ; 2) le rôle et la capacité d'agir (*agency*¹) de l'État et du marché ; et 3) le contexte historique dans lequel ces deux acteurs du développement ont fonctionné pour s'adapter aux nouvelles situations.

Au cours des années, plusieurs changements de paradigmes – de nouvelles manières d'envisager, de théoriser et d'analyser le développement, puis de le mettre en pratique – ont révélé les dimensions sociales, culturelles, écologiques et politiques du développement. Dans la présente section, trois modules examinent un aspect important de cette problématique : réfléchir, de manière critique, au développement.

Dans le module 5, James Cypher expose brièvement les principales théories construites au fil des années pour discerner, puis expliquer les dynamiques changeantes du processus du développement : 1) les forces motrices ; 2) les facteurs propices ; 3) les éléments de structure (les pratiques institutionnalisées) favorables ou nuisibles ; et 4) les acteurs les plus aptes à opérer des changements sociaux et les stratégies les plus efficaces pour y arriver.

1. Ndt : Le concept d'*agency* est très fréquent dans les textes en langue anglaise, mais à peu près absent dans les textes en langue française. Traduire ce terme pose donc un problème particulier. La solution adoptée s'inspire des articles de Jérôme Vidal (<<http://jeromevidal.blogspot.ca/2010/07/la-question-de-lagency-puissance-et.html>>) et Serge Proulx (<<http://pro.ovh.net/~iskofran/pdf/isko2009/PROULX.pdf>>), consultés le 17 décembre 2012.

Dans le module 6, Cristóbal Kay traite plus directement des contributions majeures que les sciences sociales de l'Amérique latine ont apportées aux connaissances dans le domaine du développement international. Il examine l'apport latino-américain au corpus des théories formant le champ des études du développement.

Dans le module 7, Ronaldo Munck établit une distinction entre le corpus d'idées construit dans le champ des théories et des pratiques dominantes du développement international et celui développé en marge par divers courants secondaires. Il reconstruit ainsi le domaine grandissant des « théories critiques du développement » qui fournit, selon lui, une importante boîte à outils pour repenser le développement, c'est-à-dire pour opérer des changements sociaux, parvenir à un progrès véritable et faire naître « un autre monde » de développement véritable.

Module 5

Les théories du développement Une perspective économique critique

James Cypher

Université autonome de Zacatecas, Mexique

Depuis la fin des années 1970, les perspectives et les analyses orthodoxes du développement économique dominent les politiques des institutions financières internationales, mais aussi celles des pays « développés » et de certains pays du côté Sud du fossé du développement, un fossé qui ne cesse d'ailleurs de s'élargir. Cette vision orthodoxe est habituellement appelée « le néolibéralisme » – une doctrine économique reposant sur l'idéologie du capitalisme de libre marché. Elle représente, au moins en partie, un retour aux formulations de la période précédant la Seconde Guerre mondiale. À cette époque, les économies de nombreux pays du Sud ont été colonisées, puis structurées de manière à exporter des produits primaires sans chercher à préserver la cohérence interne du petit secteur des exportations et de l'économie nationale. Ce contexte de « dualisme » a désarticulé la structure économique des pays non industrialisés du « tiers monde », ce qui les a rendus incapables de profiter de la vigueur du secteur dynamique des exportations.

De nos jours, comme dans le passé, les néolibéraux veulent accroître le potentiel des exportations, qu'ils considèrent comme le moteur essentiel de la croissance. La théorie néolibérale fonctionne en effet à l'intérieur des cadres d'une « monoéconomie » où il n'existe aucune distinction structurelle entre les pays dits « développés » et les pays dits « en développement ». L'analyse néolibérale opère donc dans un vide historique qui omet d'examiner les politiques, les méthodes et les stratégies de développement dont se servent les pays industrialisés pour atteindre leur position de pays développés (Chang, 2007). Cette analyse nie aussi les effets historiques des structures économiques coloniales et néocoloniales sur les régions en développement.

Sauf dans de rares cas, l'émergence du « développement économique » après la Seconde Guerre mondiale a coïncidé avec la montée en force des théories interdisciplinaires « hétérodoxes ». Des marginaux au sein de l'École de Chicago – comme Arnold Harberger, Harry G. Johnson et Theodore Shultz – ont amorcé une « guerre contre le développementalisme » dans les années 1950. Le « développementalisme » englobe alors toute une gamme de perspectives, y compris celles que l'on qualifiera plus tard d'« hétérodoxes », comme le postkeynésianisme, le structuralisme, la théorie de la dépendance et le néomarxisme. À l'époque, il est parfois difficile de discerner les frontières entre chaque variante de la perspective hétérodoxe ou développementaliste, car les tenants de ces larges cadres théoriques empruntent souvent des éléments à d'autres traditions.

Tous ces théoriciens s'accordent, au moins dans une certaine mesure, dans leur opposition à ce qui deviendra « le néolibéralisme ». Ils partagent en effet une profonde méfiance envers les doctrines économiques fondées sur la « main invisible », mais néanmoins active,

des forces autonomes et non réglementées du marché. Il ne fait aucun doute que le moment de la naissance historique du « développement économique » – préparé par le triple désastre de la Première Guerre mondiale, de la grande dépression et de la Seconde Guerre mondiale – a incité les premiers praticiens et analystes du développement à exprimer diverses critiques devant certaines formulations économiques inspirées des forces du « libre » marché. La plus connue de toutes ces formulations néoclassiques ou libérales est sans doute la « loi » de l'avantage comparatif de Ricardo. Jusqu'au début de la grande dépression, elle a d'ailleurs servi de matraque politique pour écraser toute opposition à l'idée selon laquelle « le commerce est synonyme de développement ».

La grande dépression ayant entraîné la fermeture du marché des exportations, beaucoup de pays « en développement » – surtout en Amérique latine – ont rapidement entrepris une réorganisation de leur économie. Comme il leur était impossible d'envisager des économies extraverties axées sur les exportations, ils ont opté pour des économies introverties axées, à divers degrés, sur un marché interne de masse. Malheureusement, l'expression « industrialisation par substitution des importations » (ISI) désignant ce virage des politiques économiques reflète assez peu l'ampleur réelle de l'approche adoptée. À titre d'exemple, le rôle essentiel de l'État dans la création d'une nouvelle base industrielle a été trop souvent oublié ou intentionnellement déformé (Amsden, 2007), car le projet d'ISI ne se borne pas simplement à « substituer » la production nationale aux biens autrefois importés. Dans l'ensemble, comme l'a documenté Alice Amsden (2007), « l'époque d'ISI », malgré son appellation incorrecte, a remporté un succès remarquable. Si remarquable, en fait, qu'elle a pris fin seulement au début des années 1980 en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine. En Asie, l'époque « des politiques industrielles », pour employer un terme plus exact, ne donne pas encore le moindre signe de ralentissement. Grâce à ses recherches, Robert Wade (1990) a montré que cette époque se caractérise par la « réglementation du marché ». Le néolibéralisme a néanmoins centré son opposition sur l'idée d'un État interventionniste que tous les tenants de la perspective hétérodoxe voient comme la *variable essentielle* du développement économique.

Ce module propose de revoir et de réinterpréter la critique néolibérale adressée aux perspectives développementalistes ou hétérodoxes, puis de découvrir des analystes contemporains qui forgent une nouvelle théorie critique du développement. Cette démarche se fera en examinant six thèmes fondamentaux et interdépendants qui ont une grande importance pour faire avancer l'approche critique en études du développement.

1. L'origine des perspectives critiques de l'économie du développement¹

Les textes proposés pour amorcer la réflexion examinent attentivement certaines formulations économiques classiques des théories critiques du développement. L'objectif est de présenter une série d'éléments essentiels communs qui ont influencé de nombreuses tentatives en vue d'appliquer une stratégie de développement dans les « pays en voie de développement » durant les années 1950 et 1960. Vu l'abondance des analyses produites durant cette période importante, il serait impossible d'examiner même les plus influentes. La première partie du module a pour fonction d'élargir l'éventail des textes examinés. Pour ce faire, elle aborde les sujets suivants : 1) les structuralistes de la Commission économique pour l'Amérique latine

1. Alavi, 1982, p. 289-307 ; Kay, 2005, p. 1201-1207 ; Sunkel, 1990, p. 29-40.

et les Caraïbes, en particulier Raúl Prebisch ; 2) la théorie de la dépendance, en particulier la version néomarxiste ; et 3) la perspective institutionnaliste originale.

2. La place de l'État dans le processus du développement²

Souvent dénigré, négligé, voire omis dans les analyses orthodoxes du développement économique, l'État peut néanmoins être un important agent de changement dans beaucoup de pays du tiers monde. Il l'a certainement été dans le passé et il le demeure aujourd'hui.

3. Les politiques industrielles ou le « libre-échange » pour sortir de l'industrialisation par substitution des importations³

L'attaque néolibérale contre l'État-providence ou l'État promoteur cible notamment les distorsions attribuables aux interventions des gouvernements dans le marché. Elle dénonce les coûts excessifs que le développement et la sécurité sociale représentent pour les recettes publiques. Elle signale en outre les effets négatifs d'une stratégie et d'une approche de développement introverti. Selon l'argument avancé, la stratégie d'ISI accorde une protection indue à des entreprises inefficaces, ce qui constitue un obstacle majeur à l'application d'une stratégie efficace de développement. La théorie postulant la fin de la stratégie d'ISI qui a pourtant bien fonctionné auparavant, quoique dans des situations différentes, a soulevé une série de débats toujours d'actualité. Ces débats concernent les avantages et les inconvénients de la mondialisation, mais aussi les conditions politiques nécessaires pour assurer l'intégration dans le « nouvel ordre mondial ».

4. La nouvelle économie du développement : l'émergence de l'après-consensus de Washington⁴?

L'insatisfaction à l'égard des formules du consensus de Washington a suscité des changements minimes dans les institutions financières internationales et dans les « hautes sphères » chargées de l'élaboration des politiques économiques pour le développement. C'est du moins ce qu'ont révélé les interventions de Joseph Stiglitz (2002, 2005, 2006) et la mise au point d'un nouveau modèle « de développement humain durable et de bonne gouvernance » (Programme des Nations Unies pour le développement, 1997a, 1997d). Dans les milieux universitaires, les formules de l'après-consensus de Washington correspondent à sept grandes catégories :

1. des propositions en faveur d'un « néolibéralisme plus inclusif » qui repose sur i) une nouvelle politique sociale pour les pauvres ; ii) des institutions locales vouées à la réduction de la pauvreté ; et iii) des politiques ciblées et des dépenses budgétaires consacrées à des services de santé et d'éducation pour assurer une inclusion sociale équitable (l'égalité des chances) et pour renforcer la capacité d'autonomie ;
- 2, un « État décentré, mais capable », doté d'une « gouvernance décloisonnée et décentralisée » (Craig et Porter, 2006) ;
3. un nouveau paradigme pour le développement reposant sur la gouvernance décentralisée, l'accumulation du capital social et le développement local afin d'autonomiser les pauvres et de les aider à agir pour eux-mêmes (Atria *et al.*, 2004) ;

2. Cypher et Dietz, 2008b ; Chang, 2003b, p. 41-60 ; Chang, 2007b, p. 1-18.

3. Amsden, 2007, p. 71-133 ; Rodrik, 2007, p. 99-152 ; Chang, 2007a, p. 1-17 ; Shaik, 2005, p. 41-49.

4. Stiglitz, 2005, p. 14-32 ; Ocampo, 1998, p. 7-28 ; Van Waeyenberge, 2006, p. 21-45 ; Banque mondiale, 2007, p. 39-42 ; Craig et Porter, 2006, chap. 3-4 ; Fine, 2006, p. 1-20 ; Ocampo, 2007, p. 1-31.

4. la revendication d'un « meilleur équilibre entre l'État et le marché » (Ocampo, 2007) ;
5. l'instauration d'un « régime social-démocrate » capable de « concilier [...] la croissance due aux marchés mondialisés avec l'élargissement des droits politiques, économiques et sociaux » (traduction libre ; Sandbrook, Edelman, Heller et Teichman, 2007, p. 3) ;
6. un cadre de développement intégré (CDI) assorti d'un nouvel outil d'élaboration des politiques – le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) – présenté pour la première fois à la « communauté du développement » lors du Sommet du G8, en 1999 ;
7. l'autonomisation des pauvres visant à renforcer leur capacité d'agir pour eux-mêmes afin d'en faire les acteurs fondamentaux du développement.

Dans le cadre de l'après-consensus de Washington, le CDI reflète la prise de conscience selon laquelle les « pays en développement doivent élaborer leur propre combinaison de politiques pour la réduction de la pauvreté afin de tenir compte de leurs priorités nationales et de leurs réalités locales » (traduction libre ; Banque mondiale, 2000-2001, p. 7). Dans ce contexte, les CSLP relatifs à l'allègement de la dette sont conçus de manière à inciter les pays en développement à souscrire aux « réformes structurelles » macroéconomiques prescrites dans le *Guide pour les stratégies de réduction de la pauvreté* de la Banque mondiale. Le rôle de l'État se borne alors à fournir un cadre institutionnel stratégique qui est approprié et facilitant. La responsabilité fondamentale du développement revient ainsi aux pauvres eux-mêmes, qui doivent « s'approprier » leur développement.

5. Quel rôle joue la mondialisation dans la problématique du développement⁵ ?

Le terme « mondialisation » s'emploie maintenant dans tellement de contextes et avec des significations tellement diverses qu'il n'a plus aucun contenu implicite. Des preuves abondantes signalent toutefois l'émergence d'un nouveau contexte de production mondiale dont les caractéristiques sont une très grande mobilité des capitaux à l'échelle internationale et une interdépendance croissante, voire une intégration des économies nationales des pays des deux côtés du fossé du développement. Différentes théories s'attardent à ce phénomène. Certaines le voient comme la poursuite du processus du développement économique à long terme (Nayyar, 2006). D'autres le considèrent comme une nouvelle forme d'impérialisme (Federici, 2002 ; Petras et Veltmeyer, 2001, 2003).

6. L'Amérique latine à un carrefour : vers un nouveau paradigme du développement⁶ ?

Durant les années 2000, plusieurs gouvernements de centre gauche (au sens large) sont arrivés au pouvoir dans toute l'Amérique latine : en Argentine, au Brésil, au Chili, en Équateur, au Nicaragua, au Paraguay, en Uruguay et au Venezuela. Ce virage à gauche offre-t-il de nouvelles leçons pour le développement économique ? Annonce-t-il un nouveau paradigme ou un nouveau modèle de développement national qui dépasserait le cadre théorique sur lequel s'étaient entendus les défenseurs du néolibéralisme et du néostructuralisme au moment de l'après-consensus de Washington ?

5. Nayyar, 2006, p. 71-99 ; Keping, 2007, p. 44-60 ; Cypher et Delgado Wise, 2007, p. 27-43 ; Amsden, 2005, p. 216-232 ; Cypher et Dietz, 2008b.

6. Girvan, 2009 ; Kay, 2002, p. 1173-1202 ; Cypher, 2007, p. 31-61 ; Rocha, 2007, p. 132-161.

Pour certains théoriciens et militants (par exemple Girvan, 2009), les événements de la « Révolution bolivarienne » survenus au Venezuela, en Bolivie et en Équateur, et l'instauration de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, une entente inédite de commerce régional, laissent entrevoir un modèle de développement tout à fait différent. Il s'agit de la perspective d'« un autre monde » qui surgit non pas d'une réforme du néolibéralisme, mais bien d'une rupture fondamentale avec celui-ci pour réaliser le « socialisme du XXI^e siècle », selon la conception d'Hugo Chávez, président du Venezuela. Cette question soulève clairement des controverses et des débats. Elle doit donc faire l'objet d'études plus poussées à l'aide d'une approche critique du développement. Les modules 48 et 49 proposent des textes et des pistes de réflexion à cette fin.

Quelques textes de référence en français

- AMIN, Samir (1973). *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Minuit.
- AMIN, Samir (2002). *Les théories économiques du développement*, Paris, La Découverte.
- ARGHIRI, Emmanuel (1975). *Un débat sur l'échange inégal: salaires, sous-développement, impérialisme*, Paris, Maspero.
- AZOULAY, Gérard (2002). *Les théories du développement. Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- GUILLAUMONT, Patrick (1985). *Économie du développement*, Paris, Presses universitaires de France.

Module 6

Les théories du développement vues de l'Amérique latine

Cristóbal Kay

Institut d'études sociales, Pays-Bas

Le champ des études, des recherches et des politiques relatives au développement est apparu après la Seconde Guerre mondiale. Depuis, il n'a cessé de prendre de l'ampleur comme matière, un fait que confirment non seulement l'augmentation constante des inscriptions dans les programmes en études du développement ou du développement international, mais aussi l'abondance des articles publiés dans un nombre croissant de revues. Dans cette discipline comme dans d'autres, des écoles de pensée rivales ont émergé. Il serait impossible de rendre justice à toute cette richesse théorique, même en accordant la priorité à l'approche critique ou hétérodoxe. Dans ce module, on s'attarde donc à la contribution de l'Amérique latine, qui a surtout formulé une critique des théories orthodoxes du développement. Il s'agit là d'une importante source d'inspiration pour repenser le développement.

1. Un survol des théories du développement¹

L'approche interdisciplinaire des études du développement est le produit des années 1970 et 1980 en ce sens qu'elle a apporté une solution analytique pour combler les lacunes des approches unidisciplinaires comme «l'économie du développement». Pour bien comprendre les perspectives théoriques et les diverses significations du développement qui ont émergé durant ces années, il faut les situer dans leur contexte historique, en particulier la Révolution cubaine de 1959 et la crainte des gouvernements, des organisations internationales et des institutions financières de voir se répandre les revendications révolutionnaires de changements. Dans les années 1970, les théories et les pratiques du développement subissent l'emprise de l'idéologie libérale réformatrice, c'est-à-dire la volonté de réformer le système capitaliste au lieu de le transformer.

Les textes proposés explorent les grandes questions et controverses soulevées par rapport à ce processus de réforme. Selon la formulation de James Petras (Petras et Zeitlin, 1968), la principale question politique se pose alors sous la forme d'une alternative: «*la réforme ou la révolution*».

2. L'école structuraliste²

La contestation des théories orthodoxes du développement est surtout venue des tenants de plusieurs théories inspirées du modèle des rapports «centre-périphérie» à l'intérieur du système capitaliste mondial. Elle s'est produite à la suite de l'appel de l'Assemblée générale

1. Leftwich, 2000, p. 40-70; Pieterse, 2000, p. 197-214; Hettne, 1995, p. 21-66.

2. Kay, 1989, p. 1-57; Rodríguez, 1977, p. 195-239; Furtado, 1964; Love, 1980, p. 45-72.

des Nations Unies à créer un « nouvel ordre économique international ». Le modèle « centre-périphérie » et ses théories dérivées ont plus tard constitué un nouveau paradigme de développement. Le paradigme centre-périphérie est associé au « structuralisme latino-américain », l'école de pensée de la Commission économique pour l'Amérique latine (la CELA, renommée la CEPALC après l'ajout des Antilles à sa zone d'intervention), mais aussi à la « théorie de la dépendance » inspirée du cépalisme et du néomarxisme.

Les textes proposés abordent les grands débats théoriques et politiques entre les tenants de ce nouveau paradigme du développement. Ces débats concernent les termes de l'échange entre le centre et la périphérie du système mondial, la stratégie du développement introverti et la politique d'industrialisation par substitution des importations.

3. Le colonialisme interne et la marginalité³

Le structuralisme latino-américain et la théorie de la dépendance ont en commun un intérêt pour les conditions du « sous-développement » ou du « développement capitaliste dépendant » que produit la structure centre-périphérie du système capitaliste mondial. Les théoriciens de ces deux écoles de pensée ont d'ailleurs subi des critiques générales à propos de leur focalisation sur les facteurs « externes », qui les ont conduits à négliger les conditions et les rapports « internes » d'exploitation et de dépendance économiques. Certains théoriciens de la dépendance ont adopté une approche plus sociologique au lieu de l'approche structuraliste économique. Ils ont soutenu qu'il faut aussi appliquer les principes et les concepts de la « dépendance » aux conditions et aux rapports présents « à l'intérieur » des pays. Ces théoriciens ont formulé, à cet effet, les concepts de « colonialisme interne », de « marginalité » et de « main-d'œuvre excédentaire ». Les textes proposés passent en revue les débats utiles sur ces questions et d'autres.

4. Les approches structuralistes de la dépendance⁴

Les théories latino-américaines du développement et du sous-développement appartiennent à deux grandes écoles de pensée : le structuralisme latino-américain (SLA) et la théorie de la dépendance. Selon la thèse principale du SLA, la structure centre-périphérie du commerce mondial se caractérise par l'exportation de matières premières et de produits primaires en échange de biens manufacturés. Cette structure se révèle nuisible pour les pays de la périphérie en raison de la structure monopolistique du commerce des biens manufacturés qui entraîne une détérioration des termes de l'échange pour les exportateurs de la périphérie. La solution à ce problème, affirme Raúl Prebisch, fondateur du SLA, consiste à adopter une politique d'industrialisation par substitution des importations pour briser la dépendance à l'égard du secteur de la consommation et pour créer les conditions nécessaires à une croissance économique autonome. De 1950 à 1980, les tenants du SLA domineront le débat qui oppose les économistes libéraux et structuralistes dans le milieu de l'économie du développement, notamment au sujet du poids relatif à accorder à l'État et au marché. À partir de 1990, la CEPALC publiera une série d'importantes études (Sunkel, 1993) dans lesquelles elle amorce une « exploration des points communs et des divergences » qui laisse présager l'émergence d'un après-consensus de Washington reconnaissant la nécessité d'un

3. Kay, 1989, p. 58-124; Stavenhagen, 1965, p. 53-77; Stavenhagen, 1968, p. 13-31.

4. Kay, 1989, p. 125-139; Sunkel, 1990, p. 29-39.

« meilleur équilibre entre l'État et le marché » (Sunkel, 1990). Les économistes de la Banque mondiale ont en effet admis qu'ils « sont allés trop loin » dans le sens du libre marché. La position de la CEPALC signale un changement par rapport à son opposition structuraliste au libéralisme et une certaine convergence théorique avec le néolibéralisme en matière de politiques macroéconomiques.

Le principal argument des théoriciens de la dépendance ou du « système-monde » est que la structure centre-périphérie gêne le développement capitaliste des économies des pays de la périphérie, entraînant donc leur « sous-développement ». Cette notion de sous-développement désigne, entre autres, la désarticulation de la structure de production capitaliste, l'approfondissement des inégalités sociales à l'échelle mondiale et l'élargissement du fossé social entre la frange de riches (à l'intérieur de la classe capitaliste transnationale) et la multitude de pauvres (les producteurs directs et la classe ouvrière). Selon la théorie centrale de cette école de pensée, le système mondial de production capitaliste fonctionne à l'avantage des pays du centre, mais à l'encontre des pays de la périphérie. En fait, la position occupée dans le système capitaliste mondial est le facteur structurel déterminant qui explique le développement de certaines économies et le sous-développement des autres.

5. Les approches néomarxistes de la dépendance⁵

La principale différence entre le SLA et la théorie néomarxiste de la dépendance tient au fait que cette dernière envisage la structure économique (centre-périphérie) du capitalisme mondial comme un rapport d'exploitation économique. Pour les néomarxistes, ce rapport d'exploitation permet aux capitalistes du centre du système d'extraire une plus-value ou un surplus économique des producteurs directs et des travailleurs de la périphérie. Essentiellement, soutient la théorie néomarxiste, ni les salaires ni le prix des biens sur le marché mondial ne reflètent la valeur réelle produite. Les biens sont vendus et la main-d'œuvre est rémunérée, mais à des taux d'exploitation, voire de « surexploitation », parce que les salaires et les prix ne correspondent même pas aux coûts de production.

Il s'agit d'un rapport d'« échange inégal » et d'une situation de « dépendance » qui comprennent divers mécanismes, dont le commerce et l'investissement de capitaux sous différentes formes, même celle de « l'aide » (Hayter, 1971). Dans un tel contexte, « le développement » au centre (dans les pays capitalistes avancés) signifie en même temps « le sous-développement » (Gunder Frank, 1967, 1971) ou « le développement connexe dépendant » (Cardoso, 1972) en périphérie (dans les pays du tiers monde ou du Sud).

Les diverses variantes de la théorie néomarxiste et ses diverses formulations latino-américaines et antillaises (Kay, 1989; Palma, 1978) subiront de vives attaques dans les années 1970 et 1980. Ces attaques viennent de théoriciens de la tradition marxiste orthodoxe (le capitalisme comme force à la fois progressiste et destructrice), mais aussi des tenants d'une perspective plus courante du développement économique. Les critiques concernent l'émergence d'un groupe de « pays nouvellement industrialisés » à la périphérie du système capitaliste mondial qui constitue un sérieux test pour la théorie de la dépendance. Cette dernière a donc fait l'objet de diverses reformulations (principalement la théorie des systèmes-monde) dans les années 1980.

5. Kay, 1989, p. 139-196; Palma, 1978, p. 881-924; Munck, 1999b, p. 56-74.

6. Continuer d'avancer sur le plan théorique⁶?

Au début des années 1980, il s'est produit une offensive conservatrice contre les réformes et les gains progressistes réalisés en matière de développement durant les années 1970 (Toye, 1987). Cette offensive a favorisé l'avènement d'un nouvel ordre mondial où le projet initial du développement a été écarté au profit d'une approche totalement différente: la réactivation du processus d'accumulation du capital et de croissance économique. Pour les économistes de la Banque mondiale, le nouveau « projet du développement » offre un moyen d'améliorer la vie des pauvres de la planète. Il hypothèque toutefois l'avenir de ces mêmes pauvres en subordonnant leurs moyens d'existence aux occasions de faire fortune des riches et des puissants.

Dans un contexte radicalement transformé par l'explosion de la dette extérieure, les crises financières et la persistance de la crise de la production, sans oublier les ajustements structurels du « nouvel ordre mondial », les théories du développement aboutiront à une « impasse ». Cette situation provoquera un sérieux réexamen de l'ensemble du projet de développement qui a incité les théoriciens à élargir ou à reformuler diverses approches dominantes ou secondaires. Dans un tel contexte de renouvellement théorique, « le néo-structuralisme » offrira un moyen utile d'avancer et assurera un « renouveau des études du développement » grâce à la reformulation de différentes théories latino-américaines ou antillaises du sous-développement et du développement.

Quelques textes de référence en français

- ANDRÉ GUNDER, Frank (1972). *Le développement du sous-développement : l'Amérique latine*, Paris, Maspéro.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (2002). « À la recherche d'une nouvelle interprétation », dans Luiz Carlos Bresser-Pereira, *Crise économique et réforme de l'État au Brésil: pour une nouvelle interprétation de l'Amérique latine*, Paris, La Maison des sciences de l'Homme, p. 1-14.
- CARDOSO, Fernando Henrique et ENZO FALETTO (1978). *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, Anthropos.
- FURTADO, Celso (1966). *Développement et sous-développement*, Paris, Presses universitaires de France.
- FURTADO, Celso (1970). *Théorie de développement économique*, Paris, Presses universitaires de France.
- FURTADO, Celso (1984). *Le mythe du développement économique*, Paris, Athropos.
- FURTADO, Celso (1989). *Brève introduction au développement*, Paris, Publisud.
- LÖWY, Michaël et Michel PRIGENT (2007). *L'Amérique latine en lutte hier et aujourd'hui*, Paris, Presses universitaires de France.

6. Kay et Gwynne, 2000, p. 49-69; Kay, 1993, p. 691-702; Ramos et Sunkel, 1993, p. 5-19; Bernstein, 2005, p. 111-137; Girvan, 2006, p. 327-350; Kay, 1989, p. 197-227; Levitt, 2005, p. 355-368; Levitt, 2009; Nixon, 2006, p. 967-981; Schuurman, 2000, p. 7-20.

Module 7

Les théories critiques du développement

Ronaldo Munck

Université de Dublin, Irlande

La théorie critique, au sens le plus large ou œcuménique du terme, commence avec Karl Marx et l'École de Francfort, puis elle passe à Michel Foucault, avant de prendre diverses formes, notamment celles du féminisme, de l'écologisme et du postcolonialisme parmi différents élans de libération. Il s'agit essentiellement d'une vision critique de la modernité. Dans la version de l'École de Francfort, la théorie critique se distingue de la théorie traditionnelle par son objectif particulier et pratique. En effet, une théorie sociale est critique dans la mesure où elle vise l'émancipation humaine, c'est-à-dire libérer les êtres humains de l'oppression. Ce type de théorie tente donc d'expliquer les situations asservissantes et de jeter les fondements normatifs de recherches sociales qui permettraient de réduire la domination et d'accroître la liberté sous toutes leurs formes. Selon moi, «les théories critiques du développement» servent à expliquer les lacunes de l'ordre social actuel. Elles désignent les acteurs du changement social et proposent des objectifs pratiques pour opérer des transformations sociales. Ce module examine les théories critiques du développement à partir de six grands thèmes.

1. La modernité et le développement¹

Dans les pays du Nord, les prolifiques écrits polémiques d'André Gunder Frank (1967) ont quelque peu codifié, voire simplifié la théorie critique de la dépendance. En Amérique latine, toutefois, les sciences sociales inspirées de cette théorie ont permis d'approfondir notre compréhension de la voie initiale qu'a empruntée le développement capitaliste dans les pays en périphérie. Parmi les divers sujets soulevés dans les débats entourant la théorie de la dépendance figurent : 1) la manière dont la vulnérabilité aux facteurs exogènes influence le développement ; 2) le poids de la dette étrangère ; 3) la dépendance financière et technologique ; 4) l'aggravation de la marginalité ; et 5) l'expansion du secteur informel. Dans leur version de cette théorie, Cardoso et Faletto (1979) procèdent à un examen poussé des rapports entre l'accumulation du capital, le développement des classes sociales et les processus politiques.

À la lumière des théories critiques contemporaines, l'approche de la dépendance semble comporter de graves lacunes (Palma, 1981). La plupart des visions ou des perspectives avancées étant économicistes, elles négligent le rôle des classes sociales et des luttes politiques. Elles tiennent certainement peu compte des mécanismes précis du développement dépendant. Pour la plupart des tenants de la théorie de la dépendance, le choix se pose ainsi : sous-développement ou révolution. Par conséquent, le grand bond en avant des pays nouvellement industrialisés, dans les années 1970, a marqué un grave recul théorique.

1. Cardoso et Faletto, 1979 ; Palma, 1981.

Cet événement vient en effet contredire l'intuition selon laquelle le capitalisme retardataire suivrait la voie graduelle que Marx lui avait tracée.

Si la théorie de la dépendance des années 1960 semble aussi éloignée des débats actuels sur le développement que les débats sur l'industrialisation soviétique des années 1920, alors quelle pertinence peut-elle avoir pour la construction ou la reconstruction contemporaine d'une théorie critique du développement? Tout d'abord, depuis l'année 2000, les théories de l'impérialisme sont de retour, quoique sous une forme conservatrice et postmoderne. Pour comprendre la dynamique des processus de la mondialisation, nous avons un besoin pressant d'une théorie solide et renouvelée de l'impérialisme. Quant au « structuralisme latino-américain » et à la « théorie de la dépendance », ils sont tous deux réapparus sous la forme du « néostructuralisme » (Sunkel, 1993 ; Leiva, 2008). Au lieu de contester le paradigme néolibéral hégémonique, le néostructuralisme a, au contraire, convergé avec lui. À titre d'exemple, dans le mode de développement dominant, le Projet du millénaire des Nations Unies et ses objectifs largement diffusés s'inspirent du paradigme de la modernisation. Ce paradigme est toutefois atténué parce qu'il reconnaît explicitement les « contraintes structurelles » au développement, les racines exogènes des problèmes du développement et l'écart croissant entre pays riches et pays pauvres. Or, ces facteurs faisaient tous auparavant partie des éléments fondamentaux de la théorie de la dépendance.

2. L'écologie et les théories du développement²

L'ajout de l'écologie aux théories du développement a été le résultat d'un parcours parfois similaire à celui qui a entraîné l'introduction du genre dans ces théories (pour un survol utile de cette question, voir Adams, 1990). La dimension écologique a toutefois bénéficié d'un accueil bien plus favorable que celle du genre. En fait, la principale critique adressée au courant dominant de l'écologisme concerne son conservatisme intrinsèque, qui a pour effet de laisser intactes les structures sociales. Durant les années 1970, le caractère souhaitable de la croissance, sur le plan écologique, a été constamment remis en question, mais de façon très différente. Les praticiens du courant radical réclament l'autonomisation et le développement communautaire, mais ceux du courant dominant, qui appartiennent à « la machine du développement », adoptent plutôt comme leitmotiv la notion édulcorée du « développement durable ». La déclaration d'intention fondamentale à cet égard figure dans *Notre avenir à tous*, qui suit les traces du keynésianisme mondial prôné dans le *Rapport Brandt*. Le développement durable est censé s'attaquer aux facteurs environnementaux et aux facteurs de pauvreté responsables de la crise écologique en proposant une stratégie destinée à satisfaire « les besoins essentiels » et en reconnaissant les « limites environnementales » attribuables à la technologie et à l'organisation sociale.

L'approche critique en études du développement intègre de nombreux courants associés aux théories écologistes critiques. Bien des théoriciens de tradition radicale tenteront de jeter un pont entre l'écologie et le socialisme moderniste. D'après Michael Redclift (1984), l'inquiétude croissante devant la crise environnementale dans les pays du Sud, durant les années 1970, ne s'accompagne toutefois pas d'une compréhension des rapports économiques et du partage inégal des ressources entre les différents groupes sociaux partout dans le monde. D'une certaine manière, cette vision peut être qualifiée de synthèse verte et rouge.

2. Adams, 1990 ; Redclift, 1984 ; Sachs, 1999.

Pour d'autres auteurs comme Sachs (1999), l'intégration de l'écologie dans les théories et la planification du développement doit signifier bien plus qu'un souci de protection de l'environnement. Elle doit aussi tenir compte des dimensions politiques du développement et de la nécessité d'autonomiser les pauvres afin qu'ils puissent déterminer eux-mêmes l'avenir de leur milieu. Outre ce scénario, les tenants de « l'écologie radicale » proposent des modèles écocentristes et biocentristes de développement. Ils formulent une critique fondamentale, voire fondamentaliste des conceptions utilitaristes, réformistes et gestionnaires.

3. Le genre et les théories du développement³

Un courant de l'approche « genre et développement » a examiné attentivement le patriarcat, le travail et l'accumulation du capital. Il s'est beaucoup intéressé à la division sexuelle du travail et au milieu familial comme site des rapports inégalitaires entre hommes et femmes. Les premières études rejettent, toutes, la notion selon laquelle la position subordonnée des femmes à l'intérieur de la société capitaliste deviendra chose du passé si ces dernières obtiennent un accès égal au marché, c'est-à-dire des emplois, un salaire égal et des services de garderie. Dans le rapport dialectique entre classe sociale et oppression de genre, cette dernière est jugée plus déterminante. Par la suite, des travaux féministes ont analysé le caractère sexospécifique des politiques macroéconomiques et l'impact des programmes d'ajustement structurel imposés dans les années 1980 (Bakker, 1994). Durant les années 1990, la réflexion féministe sur les discours et les pratiques du développement s'est tournée vers les politiques concrètes que devraient adopter la Banque mondiale et des organisations semblables pour tenir compte du genre dans la planification du développement. Dans ce cas, les progrès accomplis pour faire intégrer le facteur genre ont constitué une certaine domestication des politiques auparavant jugées radicales (Rai, 2005).

Comme l'a montré Chandra Mohanty (2002), les défis soulevés par les féministes noires et du tiers monde dans les années 1990 ont sans conteste représenté un facteur de déstabilisation pour le courant théorique dominant du développement. Ces féministes ont en effet signalé la voie à suivre pour proposer une politique féministe plus précise de transformation. La critique féministe adressée à la théorie dominante du développement a pris diverses formes, notamment : 1) le féminisme marxiste tiers-mondiste, qui conteste la vision orthodoxe du développement (Sen et Grown, 1988) ; 2) la critique féministe poststructuraliste, qui remet en question le projet totalisant du capitalisme mondial ; et 3) l'intégration ou la réintégration créative, dans l'économie politique mondiale, des facteurs de production et de reproduction ainsi que des facteurs virtuels.

4. La culture et les théories du développement⁴

Dans les années 1980, la culture constitue un aspect important de la gestion du développement, même si elle peut servir aussi à en contester les notions dominantes. De nombreux théoriciens et praticiens ont alors répondu à l'invitation de Peter Worsley (1984) afin d'élaborer le « concept manquant » de culture (Tucker, 1997). Vincent Tucker s'est attelé à cette tâche en soutenant que « toute réflexion à propos du développement doit reposer sur une conceptualisation de la culture en tant que processus dynamique et conflictuel » (traduction

3. Bakker, 1994 ; Rai, 2005 ; Sen et Grown, 1988.

4. Alvarez, Dagnino et Escobar, 1998 ; Escobar, 1995 ; Tucker, 1997.

libre; Tucker, 1999, p. 17). La meilleure façon d'interpréter ce changement d'orientation consiste sans doute à considérer que les théoriciens ont introduit les aspects politiques de la culture dans les théories critiques du développement ou qu'ils ont proposé une critique culturelle du développement. De cette manière, la critique culturelle du développement a rejoint la théorie des mouvements sociaux qui offre une riche compréhension « des aspects culturels de la politique et des aspects politiques de la culture » (traduction libre; Alvarez, Dagnino et Escobar, 1998).

Pour critiquer le courant dominant du développement, les auteurs ont décidé de se « tourner vers le langage », comme le proposait Foucault, afin d'opérer une déconstruction radicale du concept même de développement. Ce virage linguistique des études culturelles a dirigé l'attention vers le rôle essentiel de la discursivité et de la textualité. Escobar affirme ainsi: « La pensée critique devrait aider à reconnaître le caractère omniprésent du développement en tant que paradigme autodéfini » (traduction libre; Escobar, 1995, p. 215). L'approche linguistique a certes produit une critique du développement en tant que discours; elle a toutefois donné des résultats bien différents de ceux obtenus avec la critique formulée dans la perspective de l'économie politique. À partir du XIX^e siècle, mais surtout après la Seconde Guerre mondiale, le discours du développement a créé l'objet du développement où « l'autre » a pris diverses formes: « le sous-développement », mais aussi les « sans-terre », « les pauvres », « les femmes du tiers monde » ou toutes les personnes façonnées et marquées par le regard totalisant du développement.

5. La théorie de l'après-développement⁵

Avec le « virage culturel », le discours du développement s'est ouvert à des options au-delà de la modernité. Dans les années 1990, l'adoption explicite de la perspective de « l'après-développement » a permis de franchir un pas de plus. Gustavo Esteva situe le plus clairement cette perspective hypercritique lorsqu'il déclare :

Si vous vivez à Mexico aujourd'hui, vous devez être riche ou stupide pour ne pas remarquer que le développement est infect [...] les trois « décennies de développement » ont été une immense et irresponsable expérimentation qui, d'après l'expérience de la majorité de la population dans le monde, s'est soldée par un échec lamentable (traduction libre; Esteva, 1987, p. 138).

Pourtant, de nos jours, les habitants de la Chine et de l'Inde témoignent, au contraire, du dynamisme et de « la destruction créatrice » qui demeurent le *modus operandi* du capitalisme avec tous ses effets contradictoires. Même en Amérique latine, après la « décennie perdue » des années 1980, le développement, sous la forme de l'accumulation capitaliste, s'est poursuivi à un rythme accéléré. Bien entendu, il s'est fait de manière inégale et il a, en se déployant, produit de graves situations d'exclusion sociale. Bref, le développement se révèle peut-être « infect », mais il est loin d'être mort ou de devoir sa survie au discours habile de la Banque mondiale.

Alors, où nous mènent les théoriciens de l'après-développement avec leur critique sociale du développement dominant? Des tendances très distinctes se dégagent de leurs

5. Crush, 1995; Esteva, 1992; Fforde, 2009; Pieterse, 2001.

travaux sur le sujet. Certaines versions ou modalités reprennent, à de nombreux égards, les critiques antimodernes classiques ou les critiques romantiques de la modernité. Après un demi-siècle au cours duquel « le développement » n'a pas rempli ses promesses optimistes initiales, il est parfaitement compréhensible que des théoriciens critiques veuillent trouver une source d'inspiration en se tournant vers une époque préalable au développement. Mis à part un certain sentiment de satisfaction, cette perspective particulière apporte toutefois bien peu aux débats actuels sur la mondialisation et sur la manière dont les réseaux sociaux d'opposition pourraient contrer, dans la pratique, les effets négatifs de cette mondialisation. La théorie de l'après-développement n'offre certainement pas une stratégie de rechange plausible (pour une vision critique de cette théorie, voir Pieterse, 2001).

Certaines modalités de l'après-développement, ne sauraient être qualifiées de critiques antimodernes, romantiques et conservatrices. Rist (2002) propose ainsi une critique de l'après-développement qui mérite une lecture attentive. Il retrace l'évolution de l'idée du développement depuis son émergence dans les conditions particulières du xvii^e et du xviii^e siècle jusqu'à l'entreprise qui l'incarne depuis sa réinvention ou sa construction sociale après la Seconde Guerre mondiale. Dans la reconstruction de Rist, le développement, comme idée et comme pratique, est le fruit d'une tentative visant à transformer en marchandises la nature et le travail. Il a pour but de transposer aux rapports sociaux les lois régissant la nature (la physique newtonienne) et de coloniser l'esprit des habitants des pays encore non développés afin de justifier des interventions conçues pour profiter surtout aux pays du Nord.

Adam Fforde (2009) formule une analyse plus conventionnelle, inspirée d'une perspective critique plutôt que de la théorie de l'après-développement, mais tout aussi sceptique et acerbe. Pour ce faire, il déconstruit de manière éclairante les principales hypothèses par défaut – et fausses, dans une large mesure – sur lesquelles reposent les théories et les pratiques du développement.

6. Les dimensions politiques des théories du développement⁶

Relever le défi que posent les théories critiques du développement ne signifie pas dépasser le développement ou l'abandonner, mais plutôt imaginer et mettre en pratique le développement d'une manière différente. L'eurocentrisme reste sans doute le plus grand obstacle à surmonter pour y parvenir. C'est la raison pour laquelle il faut élaborer une épistémologie du Sud en termes d'espace ou de géographie. Boa Santos signale, avec justesse, l'obstacle puissant que constitue la pensée des Lumières par ce qu'il appelle la « monoculture » de la connaissance, de la classification et du temps linéaire. Cette monoculture produit « l'inexistant » prémoderne ou sous-développé pour répondre à l'objectif explicite de la modernité. Une nouvelle théorie sociale critique des omissions tente donc de trouver des solutions de rechange aux pratiques eurocentriques hégémoniques. Elle propose des moyens concrets pour qu'un autre monde devienne bel et bien possible.

Si nous voulons offrir une solution de rechange efficace au capitalisme mondial « réellement existant », nous devons réintroduire la dimension politique et même l'idéologie dans les théories critiques du développement (pour un exposé passionné sur le sujet, voir Saul, 2006). *La politique désigne l'art de répondre aux demandes et de défendre les intérêts*

6. Corbridge, 2007, p. 179-211 ; Munck et O'Hearn, 1999 ; Kothari et Minogue, 2002 ; Saul, 2006.

des personnes que l'on se propose de représenter. La dimension politique du développement pose toutefois un problème, car elle exige de déterminer quelles sont les personnes dont on défend les intérêts au moyen du développement. Saul (2006) soutient que nous sommes en train de dépasser l'étape « facile » de la mondialisation qui, dans les années 1990, prévoyait une propagation sans heurts de l'homogénéisation économique et de la démocratisation politique sur toute la planète. Si tel est bien le cas, il y a peut-être lieu de ranimer l'approche critique du développement. Quels intérêts seraient alors représentés? Il ne fait guère de doute que la mondialisation est l'idéologie au service des intérêts de la « classe dirigeante mondiale », comme l'a soutenu Petras dans divers travaux (voir le module 9). À l'opposé, l'altermondialisme défend les intérêts des classes subordonnées à cette classe dirigeante.

La seule option de rechange au néolibéralisme ou à « la mondialisation réellement existante » n'est pas une vague époque utopique de l'après-développement, mais plutôt une *approche critique du développement* qui remet en question la mondialisation. De cette manière, *l'approche critique en études du développement* rejoint *l'approche critique en études de la mondialisation* (voir le module 10). Elle permet de sortir du nationalisme méthodologique et du désir de développement national pour relever les nouveaux défis d'un nouveau siècle. Toutefois, ni la mondialisation néolibérale ni l'après-développement ne sont suffisants pour y arriver. Ce qu'il faut c'est à la fois une critique de la mondialisation et une critique du développement.

Quelques textes de référence en français

- ABDELMALKI, Lahsen et Claude COURLET (1996). *Les nouvelles logiques de développement*, Paris, L'Harmattan.
- CANET, Raphael (2014). « Développement et post-développement », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 55-74.
- COMELIAU, Christian (2000). *Les impasses de la modernité. Critique de la marchandisation du monde*, Paris, Seuil, coll. « Économie humaine ».
- CONTRERAS OSORIO, Rodrigo (2009). *Les limites du libéralisme latino-américain*, Paris, L'Harmattan
- GILL, Louis (1996). *Fondements et limites du capitalisme*, Montréal, Boréal.
- JAQUEMOT, Pierre (dir.) (1981). *Économie et sociologie du tiers monde: un guide bibliographique et documentaire*, Paris, L'Harmattan.

Page blanche conservée intentionnellement

Section 4

Un système en crise

Pour les tenants d'une approche critique du développement, les principales tendances du développement économique et politique des quatre dernières décennies découlent de la propension intrinsèque du système capitaliste mondial à connaître des crises. Avant les années 1990, il y avait deux systèmes, l'un capitaliste et l'autre socialiste, et trois mondes en termes de développement (Worsley, 1984). Pour de nombreuses raisons encore obscures, le système socialiste a succombé à une crise politique et structurelle qui a causé une restructuration économique et politique au cours de laquelle de multiples formes de socialisme « réellement existant » se sont effondrées. Cela s'est produit en Union soviétique et en Europe de l'Est, mais aussi en Chine et ailleurs en Asie. En ce qui concerne l'Afrique, le socialisme n'y a jamais été plus qu'une idée, car les conditions de sa mise en place n'existent pas. Quant à Cuba, ce pays a été victime des forces déclenchées avec l'effondrement du socialisme, mais il a réussi à survivre à la crise en procédant à une restructuration radicale du modèle socialiste.

Sous l'influence d'un système capitaliste restructuré à l'échelle mondiale, les autres pays, en Amérique latine et ailleurs, ont vu leur développement national soumis à diverses forces résultant d'une crise et d'une restructuration économiques dont les origines remontent aux années 1970. La crise de la production amorcée au début de cette décennie inaugure en effet une longue période de restructuration aux multiples dimensions : 1) une révolution technologique, qui a entraîné une transformation de la production et une conversion technologique majeure de l'appareil de production ; 2) un déplacement spatial ou géographique des capitaux et de la production, qui a engendré une nouvelle division du travail à l'échelle internationale et l'apparition de pays nouvellement industrialisés dans le Sud ; 3) une restructuration des politiques macroéconomiques visant à rénover le système capitaliste mondial, qui a affranchi les forces économiques des contraintes réglementaires de l'État-providence et de l'État promoteur ; et 4) une restructuration politique parallèle, sous la forme d'une contre-révolution néoconservatrice, qui a réduit le pouvoir de l'État centralisé et du mouvement syndical par rapport au capital, puis entraîné une décentralisation et un processus de « re-démocratisation » (selon l'expression de nombreux chercheurs dans les années 1980).

Cette restructuration multidimensionnelle, qui s'est échelonnée sur près de 40 ans, a surtout été marquée par le passage de l'État-providence et de l'État promoteur à l'État néolibéral et à l'ordre néolibéral mondial. Pour David Harvey (2005) et d'autres auteurs, cette période constitue une « brève histoire du néolibéralisme » correspondant à quatre cycles de développement :

1. dans les années 1970, une première ronde de politiques « néolibérales » de libre marché sorties de l'imagination d'une nouvelle génération d'économistes « formés à l'École de Chicago », puis mises en œuvre au Chili, sous le régime militaire d'Augusto Pinochet ;
2. dans les années 1980, une deuxième ronde de réformes politiques apportées en réponse à l'invitation à créer un « nouvel ordre mondial » ; durant cette ronde, les

régimes néoconservateurs (de Thatcher, de Reagan, etc.) ont soumis leurs politiques nationales au programme de réformes structurelles que les économistes de la Banque mondiale ont conçu à partir du modèle mis à l'essai au Chili, dans le cadre du consensus de Washington ;

3. dans les années 1990, une troisième ronde de réformes structurelles dans le cadre de l'après-consensus de Washington qui reconnaissait la nécessité d'un néolibéralisme plus inclusif, plus durable et plus gérable grâce à une répartition mieux équilibrée des rôles respectifs de l'État et du marché dans le processus du développement ;
4. au début du xxi^{e} siècle, un programme politique néolibéral pragmatique pour faire face à une première crise de la production, à une financiarisation de la production, à un boom des matières premières (de 2003 à 2008) propulsé par la demande de ressources énergétiques et naturelles de la Chine et de l'Inde, et à une crise mondiale dans les domaines de la finance et de la production.

Les textes proposés examinent en détail la dynamique du développement durant le processus de crise et de restructuration décrit ci-dessus. Dans le module 8, Guillermo Foladori et Raúl Delgado Wise théorisent la dynamique fondamentale du développement capitaliste dans le contexte désormais connu sous l'appellation de « nouvel ordre mondial ». Après plus de 20 années de développement, une expression décrit toutefois mieux cet ordre : « la mondialisation néolibérale ». Dans le module 9, James Petras aborde la dynamique du développement dans un contexte de mondialisation et d'impérialisme au sein de cet « ordre mondial », qui désigne la série de règles établies pour encadrer les « relations internationales » des principaux acteurs sur la scène mondiale (ce thème fait l'objet de la section 5). Dans le module 10, Barry K. Gills utilise « l'approche critique des études de la mondialisation », dont il est un des principaux théoriciens, pour décrire la dynamique du développement. Enfin, dans le module 11, Walden Bello analyse la dynamique de la crise dans le processus de la mondialisation.

Module 8

Le capitalisme contemporain

Le développement dans le contexte de la mondialisation néolibérale

Guillermo Foladori et Raúl Delgado Wise

Université autonome de Zacatecas, Mexique

Pour étudier l'économie politique du développement capitaliste, il faut tenir compte des différentes phases de cette forme de développement. C'est la raison pour laquelle plusieurs théoriciens du courant radical en économie politique ont construit une chronologie facilitant cette analyse. Par exemple, la première partie du module 3 décrit les sept phases du capitalisme, à partir de la période d'accumulation primitive (1450-1800) jusqu'à l'époque de la mondialisation néolibérale (1983 à nos jours).

Il est possible, voire essentiel, de diviser l'époque néolibérale en trois autres phases (à ce sujet, voir Petras et Veltmeyer, 2007b). La première phase des réformes structurelles entreprises dans le cadre du consensus de Washington (1983-1989) présente diverses caractéristiques: 1) le retrait de l'État du secteur de l'économie; et 2) un double processus de démocratisation: d'un côté, le rétablissement de « la primauté du droit » et de régimes civils élus; et, de l'autre côté, une décentralisation administrative accompagnée d'un renforcement de la société civile. La deuxième phase des réformes structurelles a constitué une « décennie perdue pour le développement » en raison d'une absence d'investissements productifs due au remboursement de la dette, qui a absorbé plus de 50 % des recettes des exportations après l'ouverture forcée au marché mondial. La troisième phase des réformes structurelles a été une décennie de développement inégal présentant les caractéristiques suivantes: 1) l'afflux massif d'investissements directs étrangers attirés davantage par la possibilité d'acquérir les actifs privatisés d'entreprises publiques lucratives que par un quelconque « marché émergent »; 2) une légère reprise de la croissance économique; 3) l'amorce d'une crise financière suivie d'une profonde crise de la production; et 4) l'élargissement et l'approfondissement des réformes structurelles dans le contexte du nouveau programme d'action de l'après-consensus de Washington.

Au cours des années 1990, de puissants mouvements sociaux ont également émergé; certains dirigés par des travailleurs ruraux sans terre (au Brésil), mais d'autres par des paysans et des communautés autochtones (au Chiapas, en Bolivie, en Équateur). Ces mouvements ont mobilisé avec vigueur les forces de résistance et ils ont réussi sinon à renverser, du moins à stopper ou à ralentir le programme néolibéral de la plupart des gouvernements latino-américains (Petras et Veltmeyer, 2005). Leur dynamisme a légèrement fléchi au début des années 2000, un résultat attribuable en partie au fait que la gauche a délaissé la mobilisation sociale et la politique d'opposition pour se tourner plutôt vers l'appareil électoral de la classe politique de centre gauche (Petras et Veltmeyer, 2009).

D'après certains auteurs, la première décennie du nouveau millénaire a été une période post-néolibérale. Ses caractéristiques sont un désenchantement général à l'égard du

néolibéralisme, l'effondrement de ce dernier et l'arrivée au pouvoir de gouvernements de centre gauche profitant de la vague antinéo-libérale dans un contexte de boom des matières premières (2003-2008). Cette récente phase semble tirer à sa fin avec le début d'une crise financière mondiale dont les graves répercussions affectent l'économie réelle. La crise a en effet ébranlé la structure des pratiques institutionnalisées et elle a engendré de nouvelles forces de résistance contre les auteurs du coup d'État au Honduras, mais aussi contre la poursuite des politiques néolibérales de certains autres gouvernements dans la région (Pérou, Colombie, Mexique). Les effets déstabilisants de la crise financière ont produit une ouverture à d'autres formes d'intégration régionale et à ce que le président Chávez, du Venezuela, a qualifié de « socialisme du XXI^e siècle ». Dans ce contexte, les gouvernements et les organisations internationales ont pris diverses mesures politiques afin de sauver le capitalisme et rétablir une forme plus inclusive de néolibéralisme. Dans le tourbillon de la crise financière mondiale (voir le module 11), l'époque néolibérale semble toucher à sa fin.

1. La grande transformation¹

Avec le passage d'une société précapitaliste agraire traditionnelle à un système capitaliste industriel moderne, le développement capitaliste a été, selon les théoriciens, un processus de transformation des forces productives et sociales. Karl Polanyi (1944) l'a d'ailleurs appelé « la grande transformation ». L'interprétation que les auteurs donnent à la dynamique du développement capitaliste dépend de leur perspective théorique. Comme le signale le module 27, les historiens et les sociologues de l'économie ont formulé trois métathéories pour expliquer cette dynamique à partir de nouvelles idées sur « la modernisation », « l'industrialisation » et « le développement capitaliste » (le processus au cours duquel les paysans ou les petits producteurs agricoles ont été transformés en prolétariat ou en classe ouvrière). Karl Polanyi a aussi analysé le processus historique durant lequel l'économie de marché s'est détachée des institutions sociales et politiques à l'intérieur desquelles elle était enracinée jusque-là.

2. La théorie marxiste des lois du développement capitaliste²

Le capitalisme est, par définition, un système de salariat qui sert à la production des biens et dont le moteur est la recherche implacable du profit privé. De nos jours, puisque le capitalisme fonctionne à l'échelle mondiale, il constitue un système-monde. Sur le plan systémique, il comprend essentiellement quatre institutions fondamentales. 1) La première est la propriété privée des moyens de production, une institution juridique intégrée à l'État capitaliste. 2) La deuxième institution est le rapport social du salariat qui crée deux classes fondamentales : les propriétaires des moyens de production ou la classe capitaliste (la bourgeoisie) et le prolétariat (les travailleurs qui possèdent uniquement leur force de travail et doivent l'échanger contre un salaire de subsistance). 3) La troisième institution est l'État, formé lui-même d'un ensemble complexe d'institutions conçues de manière à créer les conditions nécessaires à l'accumulation du capital. Au strict minimum, l'État comprend les éléments suivants, mais d'autres peuvent s'y ajouter au besoin : une infrastructure économique et sociale destinée à favoriser le processus d'accumulation du capital, à assurer la reproduction du système étatique et à donner de

1. Desai, 2000 ; Harvey, 2005 ; Sachs, 1999a, 1999b, p. 90-101.

2. Amin, 1972 ; Lénine, 1969 ; Mandel, 2002 ; Wood, 1994, p. 14-40.

la légitimité aux mécanismes fondamentaux de ce système; une législature consacrée à l'élaboration des lois et règlements; un gouvernement élu et doté d'un appareil administratif; et un appareil de répression chargé de régler les conflits relatifs à la propriété et d'assurer le maintien de l'ordre. 4) La quatrième institution est le marché, le mécanisme des échanges économiques qui sert à l'affectation autoritaire des ressources de la société et à la répartition des revenus; ce marché peut être libre, mais il est le plus souvent soumis à la réglementation de l'État.

Il est possible d'expliquer la dynamique du développement capitaliste à l'aide de diverses «lois» qui décrivent des ensembles de faits ou de tendances, c'est-à-dire les événements qui se produiront probablement dans des conditions objectives données. Parmi les différentes théories du développement capitaliste, la plus importante et la plus utile est sans doute celle de Karl Marx. La théorie marxiste énonce quatre grands postulats:

1. Le capitalisme est un système de production de biens; la valeur d'un bien s'exprime par son prix sur le marché et elle correspond au temps de travail socialement nécessaire pour le produire.
2. Le développement capitaliste repose sur l'exploitation du travail, car le travailleur ne reçoit pas la pleine valeur produite par son travail. Cette plus-value, c'est-à-dire l'excédent par rapport à ce qui s'avère nécessaire pour assurer la survie du travailleur et de sa famille, est la source du profit capitaliste (la théorie de la plus-value).
3. La migration du capital d'un secteur vers un autre produit un taux de profit moyen dans l'ensemble du système et ce taux tend à diminuer avec le temps (la loi de la baisse tendancielle du taux de profit).
4. Le développement capitaliste répond à la «loi générale de l'accumulation du capital», qui comporte une double tendance. D'un côté, le capital (le bassin des fonds d'investissement) se concentre; il prend la forme de la corporation et du monopole. De l'autre côté, les producteurs directs sont séparés de leurs moyens de production au cours de «l'accumulation primitive du capital», ce qui entraîne la «multiplication du prolétariat» ou la transformation des petits producteurs agricoles en classe ouvrière. Avec l'accroissement de la composition organique du capital, une part grandissante du travail devient excédentaire pour les besoins du capital, ce qui entraîne la formation d'une vaste «armée de réserve industrielle» composée de travailleurs sans emploi.

Dans la mesure où ces diverses lois ont commencé à s'appliquer à l'échelle mondiale, le capitalisme peut désormais être conçu comme un «système-monde», selon l'expression d'Immanuel Wallerstein (1979) et d'autres théoriciens du système mondial.

3. Le système capitaliste³

Qualifier un système économique et social de «capitaliste» signifie le définir en fonction de son mode de production fondamental: une combinaison particulière de «forces productives» à une certaine étape de leur développement historique et les «rapports de production» correspondants que tous les membres de la société entretiennent nécessairement au cours du processus d'organisation de la production. Selon la conception marxiste du matérialisme historique, la totalité de ces rapports constitue la structure économique de la

3. Berberoglu, 2003, 2005, 2007, 2009; Regalado, 2007; Saad-Filho, 2003.

société et cette structure forme la base sur laquelle s'édifie la superstructure idéologique et l'appareil étatique.

Une approche critique du développement souligne l'importance d'abandonner le plus rapidement possible la lecture abstraite du capitalisme que présentent les discours purement théoriques (voir, par exemple, l'excellente introduction de Mandel [2002] aux théories économiques marxistes). Il faut plutôt soumettre la dynamique du développement capitaliste contemporain à une analyse de classes. Les textes proposés offrent un point de départ utile pour comprendre cette dynamique.

4. L'accumulation du capital et le développement économique⁴

L'accumulation du capital à partir de la plus-value extraite des producteurs directs constitue le moteur du développement capitaliste. Au début du processus que Marx nomme « l'accumulation primitive », les producteurs directs sont séparés des moyens de production à la suite d'une dépossession et d'une prolétarianisation qui transforment une société de petits producteurs « paysans » en classe ouvrière. À la fin du processus d'accumulation, le capital sert à l'investissement productif et au financement de l'activité productive ou du « développement ». Une activité est « productive » lorsque le capital – sous la forme d'argent, mais aussi de ressources matérielles, naturelles et humaines – est investi dans de nouvelles technologies pour augmenter la productivité du travail (l'amélioration du rendement par unité de force de travail utilisée et d'argent investi), ce qui entraîne le développement des forces de production.

Les « fonds de développement » ou le « capital financier » sont accumulés, puis investis au moyen de divers mécanismes institutionnels tels que la bourse et les marchés bancaires. En ce qui concerne le développement économique et les progrès révolutionnaires des technologies de l'information, le « capital » ou les « fonds de développement » sont très mobiles. Ils prennent principalement la forme de « capitaux privés » ou de « flux de ressources internationales ». Ces capitaux ou ressources que gèrent diverses institutions financières internationales circulent d'un pays à l'autre, mais aussi à l'intérieur de chaque pays et partout dans le monde, à la recherche de débouchés rentables ou de rendements pour le capital investi. Les textes proposés adoptent une approche critique pour analyser les dynamiques du développement et de la mondialisation des flux de ressources financières.

5. Les dynamiques structurelles et politiques de la mondialisation néolibérale⁵

L'internationalisation (ou la mondialisation) du capital se caractérise par la présence d'un pouvoir dominant dans les relations économiques. Sur le plan idéologique, elle s'exprime dans l'idée de la mondialisation néolibérale : la nécessité pour les pays d'adapter leurs politiques aux exigences d'un nouvel ordre mondial à l'intérieur duquel les « forces de la liberté économique » (le marché, la propriété privée, le capitalisme) échappent aux contraintes de l'État-providence, de l'État promoteur ou de l'État socialiste. Les politiques néolibérales prescrivent les mesures suivantes : 1) équilibrer les budgets nationaux et la balance des paiements, et contrôler l'inflation ; 2) « obtenir des prix adéquats » en réduisant les interventions et les ingérences du gouvernement dans le marché ; 3) privatiser les moyens de production et

4. Saxe-Fernández et Núñez, 2001 ; Petras et Veltmeyer, 2004, 2009.

5. Amin, 1997 ; Chase-Dunn et Gills, 2005 ; Hahnel, 2008, p. 11-28.

les entreprises publiques ; 4) déréglementer le capital, la production et le marché du travail ; 5) libéraliser le commerce et la circulation des capitaux d'investissement ; et 6) démocratiser les relations entre l'État et la société civile, et décentraliser le gouvernement de manière à créer des conditions propices au développement participatif et à la bonne gouvernance.

Les chantres de la mondialisation l'ont présentée comme un fait inévitable et désirable afin de justifier et de légitimer les politiques néolibérales exigées en échange d'une aide financière et d'un accès aux marchés mondiaux de capitaux, mais aussi afin d'assurer la gouvernabilité des sociétés. Ils ont qualifié la mondialisation de meilleure, sinon de seule, voie à suivre pour atteindre la « prospérité générale ». Ensemble, le néolibéralisme et la mondialisation ont ainsi façonné les politiques fondamentales du développement capitaliste dans les années 1980 et 1990. Ils ont servi à promouvoir le développement et à faciliter la mise en place de cadres environnementaux et institutionnels. Les « réformes structurelles » néolibérales successives correspondent à plusieurs cycles qui ont chacun engendré des dynamiques sociales et politiques particulières, mais aussi des forces de résistance (Petras et Veltmeyer, 2005a).

Les politiques sociales du néolibéralisme et leurs dynamiques constituent un aspect essentiel pour une approche critique en études du développement. Les principaux enjeux des politiques prônées dans l'après-consensus de Washington concernent : 1) les attentes et les promesses par rapport à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté ; 2) les changements structurels et les transformations sociales connexes ou résultantes qui offrent diverses voies pour sortir de la pauvreté, à savoir le travail, la migration et l'agriculture (Banque mondiale, 2008) ; 3) une forme décentralisée de gouvernance et de développement à l'échelle locale ; et 4) un cadre général et complet de développement assorti d'un nouvel outil politique – le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) – présenté à la « communauté du développement » à l'occasion du Sommet du G8, en 1999.

Quelques textes de référence en français

- BENETTI, Carlo (1974). *L'accumulation dans les pays capitalistes sous-développés*, Paris, Anthropos.
- BERGERON, Richard (1992). *L'antidéveloppement : le prix du Libéralisme*, Paris, L'Harmattan.
- BOLTANSKI, Luc et Eve CHIAPELLO (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- CONSEIL DE L'EUROPE (1973). *Halte à la croissance : rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard.
- CROCHET, Alain (1996). « Le concept de globalisation : mythes et réalités », dans Martine Azuelos (dir.), *Le modèle anglo-saxon à l'épreuve de la globalisation*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle, p. 31-46.
- LAL, Deepak (1977). *Le chômage et l'inflation salariale dans les économies industrielles*, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques.
- RIVIÈRE, Jean (1996). « Le modèle économique anglo-saxon à l'épreuve du capitalisme réel », dans Martine Azuelos (dir.), *Le modèle anglo-saxon à l'épreuve de la globalisation*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle, p. 17-30.
- SERGEANT, Jean-Claude (1996). « Le commerce des armes : les limites de la globalisation », dans Martine Azuelos (dir.), *Le modèle anglo-saxon à l'épreuve de la globalisation*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle, p. 101-110.

Module 9

La mondialisation, l'impérialisme et le développement

James Petras

Université Saint Mary's, Canada

Il est désormais courant d'employer le terme « mondialisation » pour décrire l'économie mondiale et les relations politiques internationales. La mondialisation aurait maintenant succédé à l'impérialisme, cette époque où une poignée de grands États dirigeaient ouvertement et directement la majeure partie du monde. En juillet 1998, *The Economist* a d'ailleurs publié un long article intitulé « The new geopolitics » dans lequel il décrit ainsi cette transformation présumée: « L'époque impériale est une période où les pays A, B et C ont pris la direction du gouvernement des pays X, Y et Z. » Toutefois, poursuit l'article, « le but est maintenant d'aider les peuples des pays X, Y et Z à se gouverner eux-mêmes, à se libérer des voyous locaux qui leur nient ce droit » (traduction libre; *The Economist*, 1998).

Beaucoup d'auteurs de gauche ont adopté cette description du « nouvel ordre mondial », mais avec une vision critique. Leur idée maîtresse est que la croissance des multinationales marque la fin de l'époque de l'impérialisme à laquelle succéderait maintenant le règne plus abstrait, mais tout aussi puissant, du capital affranchi de toute attache à un État: bref, l'empire du capital corporatif (voir Hardt et Negri, 2000). De nombreux chercheurs, dont Petras et Veltmeyer (2003, 2007b), ont toutefois démystifié cette idée en prouvant que l'État est loin d'être mort et que l'impérialisme, comme projet de domination mondiale mené par l'État, se porte en fait très bien. Cet impérialisme se profile derrière la poussée du capital des entreprises des pays avancés qui cherchent à dominer l'économie mondiale au nom de la liberté.

Comme les chercheurs l'ont constaté, de nos jours, l'impérialisme reçoit le soutien du pouvoir militaire de l'État et il prend diverses formes: l'hégémonie culturelle de l'idéologie du néolibéralisme et de la mondialisation; et les réformes politiques et les ajustements structurels pour imposer la privatisation et la dénationalisation – les activités et les investissements directs des multinationales qui entraînent le pillage des ressources, mais produisent d'énormes profits (Petras et Veltmeyer, 2007b). Dans ce contexte, le développement sert de gant de velours pour cacher la main de fer de la force militaire sous la direction des États-Unis.

Le régime néoconservateur de George W. Bush a d'ailleurs proposé le Projet pour un nouveau siècle américain afin d'étendre unilatéralement le pouvoir de l'État américain et de rétablir son hégémonie par tous les moyens, y compris la force militaire. Les néoconservateurs eux-mêmes, comme un nombre croissant d'analystes de la politique étrangère américaine, qualifient cette politique de « nouvel impérialisme ». Petras et Veltmeyer (2003) ainsi que d'autres auteurs critiques parlent d'un « impérialisme militaire ».

1. La mondialisation, l'impérialisme et le développement¹

«La mondialisation sert de camouflage à l'impérialisme américain, qui bénéficie non pas aux Américains aux dépens des étrangers, mais plutôt aux dirigeants des entreprises aux dépens de la classe ouvrière et des pauvres partout où ils se trouvent» (traduction libre; Johnson, 2004).

Pour de nombreux auteurs adoptant diverses perspectives théoriques, un nouvel ordre néolibéral mondial est apparu dans les années 1980. Les «forces de la liberté» (les marchés, le secteur privé) ont alors échappé aux contraintes de l'État-providence et de l'État promoteur. Elles ont ensuite bénéficié de l'État néolibéral élagué et apparemment vidé de sa substance. Ce type de développement (la mondialisation) a profité des «réformes structurelles» appliquées aux politiques nationales, c'est-à-dire le «programme d'ajustement structurel» néolibéral adopté dans le cadre du consensus de Washington (Williamson, 1990). Dans les années 1990, une situation contradictoire s'est toutefois produite. D'un côté, la chute du communisme et la libéralisation subséquente des marchés financiers et des marchés des produits de base à l'échelle internationale ont inauguré un nouvel âge d'or pour le capitalisme magouilleux. De l'autre côté, l'émergence de puissantes forces de résistance et l'expression de graves inquiétudes quant à la viabilité écologique du modèle économique néolibéral ont suscité divers efforts pour dépasser le consensus de Washington, donc concevoir une mondialisation plus durable et plus gérable à l'aide d'un nouveau «paradigme du développement» (Ocampo, 2007).

D'après plusieurs auteurs, dont Petras et Veltmeyer (2001), la mondialisation sert de couverture idéologique à l'impérialisme des États-Unis. Pour la Banque mondiale et d'autres acteurs, il s'agit d'un programme de développement économique, de lutte contre la pauvreté et de prospérité générale. En fait, la mondialisation sert davantage d'outil pour légitimer les réformes néolibérales du programme d'ajustement structurel.

2. Vers un nouvel ordre mondial: de l'État promoteur à l'État néolibéral

Durant les années 1970 et au début des années 1980, l'ordre libéral mondial de Bretton Woods reposant sur la capacité d'agir (*agency*²) de l'État promoteur a cédé la place à un nouvel ordre mondial reposant sur la capacité d'agir de l'État néolibéral et du secteur privé (la classe capitaliste à l'intérieur de ce secteur) désormais libéré des contraintes réglementaires et des interventions étatiques. Ce passage a eu lieu dans le contexte de multiples crises: crise de la production à l'échelle mondiale, crise budgétaire générale et crise émergente de la dette dans les pays du Sud. Pour comprendre le développement qui s'est produit durant les 20 dernières années, il faut donc examiner les dynamiques de la mondialisation néolibérale. Il est possible de consulter des travaux universitaires sur cette question et diverses études critiques sur les rapports entre la guerre et la mondialisation sur le site Internet de l'Action mondiale des peuples³. Il s'agit d'une excellente source pour une approche critique en études du développement.

1. Kiely, 2007; Ocampo, 2007, p. 1-31.

2. Ndt: Le concept d'*agency* est très fréquent dans les textes en langue anglaise, mais à peu près absent dans les textes en langue française. Traduire ce terme pose donc un problème particulier. La solution adoptée s'inspire des articles de Jérôme Vidal (<<http://jeromevidal.blogspot.ca/2010/07/la-question-de-lagency-puissance-et.html>>) et Serge Proulx (<<http://pro.ovh.net/~iskofran/pdf/isko2009/PROULX.pdf>>), consultés le 17 décembre 2012.

3. <<http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/indexfr.htm>>.

3. Les multinationales : agentes du développement, du mal-développement ou de l'Empire⁴?

Il ne fait aucun doute que l'économie mondiale subit l'emprise des multinationales ou des transnationales, dont la plupart ont leur siège social aux États-Unis et en Europe de l'Ouest. Toutefois, un nombre croissant d'entre elles se trouvent aussi au Japon et ailleurs en Asie. Cette situation soulève la question du pouvoir économique des multinationales par rapport à l'État-nation qui était, jusqu'ici, le principal acteur des relations économiques internationales. Certains auteurs voient les multinationales comme les principales agentes d'un nouvel « empire » mondial qui a essentiellement remplacé l'impérialisme du système de l'État-nation (Hardt et Negri, 2000). D'autres considèrent, au contraire, que les multinationales et le système de l'État impérial travaillent main dans la main : tous deux sont des instruments sous le contrôle de la « nouvelle classe dirigeante mondiale » ou des « nouveaux maîtres du monde » (Pilger, 2002).

Quoi qu'il en soit, la question principale demeure de savoir si les multinationales sont les agentes du développement ou du sous-développement. Peuvent-elles contribuer au processus du développement ou y être intégrées de manière utile, comme l'affirment les institutions financières internationales et les Nations Unies depuis 1989? Sont-elles plutôt les unités opérationnelles du système capitaliste mondial, comme le soutiennent Petras et Veltmeyer (2001, 2003, 2007b), donc d'importants mécanismes d'exploitation économique et de transfert des excédents qui pompent les ressources et la plus-value (le capital potentiel) de la périphérie pour assurer l'accumulation du capital au centre?

4. Les dynamiques sociales de la mondialisation néolibérale, sources d'inégalités⁵

Il existe de multiples textes où les auteurs se demandent si la mondialisation entraîne la croissance et la prospérité économiques, comme le promettent ses défenseurs. D'autres auteurs se demandent si, comme l'accusent ses critiques, elle exacerbe au contraire les inégalités sociales jusqu'au point d'engendrer une forte concentration de la richesse à un pôle et un appauvrissement généralisé à l'autre. Puisque le débat demeure d'actualité, il importe d'examiner les formes précises mais diverses que prennent les politiques néolibérales, puis d'en déterminer les résultats et les conséquences sociales dans différents contextes. À cet égard, peu importent ses formes ou ses politiques, le développement génère toujours des conséquences différentes : parfois profitables aux uns, parfois nuisibles aux autres. Bref, il y a toujours des gagnants et des perdants, comme l'affirment souvent les néolibéraux. Du moins, c'est normalement le cas dans le capitalisme, chaque fois que le système établi prend la forme d'une concurrence effrénée et que les règles du jeu sont fixées de manière à avantager certains individus.

Une approche critique doit donc non seulement déterminer les « cibles » présumées de toute politique de développement, mais elle doit aussi en déterminer les bénéficiaires véritables. Cette approche est particulièrement nécessaire pour étudier le néolibéralisme dont les programmes prétendent viser le développement, mais font tout le contraire. En effet, pour certains auteurs critiques, la lutte contre la pauvreté que mène la Banque mondiale

4. Chang, 1998; Petras et Veltmeyer, 2004, p. 31-52; Cypher et Dietz, 2008b.

5. Petras et Veltmeyer, 2007a, p. 180-209; Benn et Hall, 2000; Grandin, 2006; Jomo et Baudot, 2007.

avec tant d'efforts, de tapage et de ressources est, en fait, une lutte contre les pauvres. Malgré les arguments et les protestations à l'encontre de cette affirmation, les politiques « favorables à la croissance » sont rarement « favorables aux pauvres ».

5. Le nouvel impérialisme : la tyrannie du néolibéralisme⁶

L'impérialisme désigne les efforts de certains États et de leur classe dirigeante pour dominer le monde et pour imposer leur volonté. Il repose sur la perspective de diverses formes de pouvoir étatique, notamment le pouvoir économique et idéologique, avec la possibilité ultime de recourir à la force militaire. Durant la période de la *Pax Britannica* (l'Empire britannique qui dura des années 1880 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale), tout comme durant les empires antérieurs, le centre de l'Empire dicte les politiques publiques et exerce un contrôle colonial direct par l'intermédiaire d'États substitués et de clients. L'impérialisme suppose aussi le contrôle d'une division internationale du travail où les pays de la périphérie se trouvent enfermés dans un système où ils doivent fournir à l'Empire les biens nécessaires, surtout les ressources naturelles. Cet impérialisme se poursuivra après la Seconde Guerre mondiale, mais avec d'importants changements par rapport, entre autres, au site du pouvoir impérial et au rêve immémorial de domination mondiale. Il se maintiendra grâce à ce que le théoricien Gramsci a appelé « l'hégémonie », cette domination culturelle ou idéologique qui consiste à convaincre le reste du monde que l'exercice du pouvoir d'État repose sur de bonnes intentions et vise le bien commun de l'humanité. Dans le nouvel ordre économique de la mondialisation néolibérale et de la société postmoderne, l'impérialisme a pris une « nouvelle » forme, disent certains auteurs. Ce constat les incite à parler de « néo-impérialisme » dans les années 1980, puis de « nouvel impérialisme » dans les années 1990.

Diverses perspectives théoriques et politiques, mais aussi un nombre croissant d'études, permettent d'examiner ce « nouvel impérialisme », dont la principale caractéristique est la projection unilatérale de la force militaire de la seule superpuissance restante : les États-Unis. L'hégémonie du pouvoir américain repose sur l'idée de « liberté » et s'exprime dans la foi en la mondialisation et en la démocratie ; elle a toutefois été érodée et affaiblie, voire entièrement perdue. C'est la raison pour laquelle le régime néoconservateur au pouvoir a poursuivi ses visées impériales avec le Projet pour un nouveau siècle américain et il a défendu son « intérêt national » par tous les moyens, y compris la force militaire (Petras et Veltmeyer, 2003, chap. 11).

6. La dimension politique du développement dans le nouvel ordre mondial⁷

Le passage de l'État-providence keynésien (instauré dans les années 1930 dans les pays du Nord) et de l'État promoteur (instauré dans les années 1950 dans les pays du Sud) au libéralisme et à l'État néolibéral (des années 1980) provoque une contre-révolution dans les théories et les pratiques du développement (Toye, 1987). Il fait aussi émerger un « nouvel ordre mondial » et produit une transformation fondamentale des acteurs du développement. Jusqu'aux années 1950, l'État constitue le principal acteur du changement et du développement. Le nouvel ordre mondial le conduit toutefois à abandonner sa « fonction relative au capital » (propriété,

6. Cammack, 2006, p. 229-260 ; Petras et Veltmeyer, 2003 ; Biel, 2000 ; Veltmeyer, 2008 ; Petras et Veltmeyer, 2005 ; Saad-Filho et Johnston, 2005.

7. Petras et Veltmeyer, 2003, chap. 10 ; Veltmeyer, 2007a, chap. 4 ; Bebbington, Hickey et Mitlin, 2008 ; Kothari et Minogue, 2001, chap. 7 ; Ocampo, 2007, p. 1-31.

investissement, entrepreneuriat et gestion d'entreprises), c'est-à-dire sa responsabilité par rapport à l'accumulation du capital et à la croissance économique. L'État abandonne également sa « fonction relative au développement », qu'il réaménage de manière à la partager avec « la société civile » constituée de multiples organisations non gouvernementales. On ne le juge pas responsable de la crise budgétaire qui frappe presque tous les gouvernements du système capitaliste ni de l'incapacité à combler le fossé du développement entre pays du Nord et pays du Sud. On considère plutôt l'État comme intrinsèquement rentier et sujet à la corruption. Pour assurer la transparence des politiques publiques, on renforce donc la société civile de manière à favoriser son engagement et à la transformer en partenaire du développement, à la fois comme catalyseur et agent du changement. Ce processus se déroule dans le cadre du consensus de Washington, qui souligne la nécessité de procéder à une « réforme structurelle » pour favoriser le capitalisme de libre marché et pour affranchir les forces de « la liberté économique » des contraintes réglementaires de l'État-providence et de l'État promoteur.

Dans les années 1990, il se produit toutefois un virage dans les politiques. Ainsi, l'après-consensus de Washington insiste sur la nécessité de « ramener l'État » et de parvenir à un « meilleur équilibre entre l'État et le marché » (Ocampo, 2007). Pour ce faire, ses architectes proposent d'adopter une « nouvelle politique sociale » afin que les politiques publiques « favorables à la croissance » se révèlent « favorables aux pauvres » (voir le module 5).

Quelques textes de référence en français

- DROUET, Michel (2004). « Serbie : quelle transition économique après une décennie de sanctions et de guerre ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 35, n^{os} 1-2, p. 85-116, <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/receo_0338-0599_2004_num_35_1_1645>.
- DUDZINSKI, Andrzej et Krystyna SZYMKIEWICZ (2002). « Une décennie de cheminement vers le capitalisme en Pologne », dans Wladimir Andreff (dir.), *Analyses économiques de la transition postsocialiste*, Paris, La Découverte, p. 165-194, <http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=DEC_ANDRE_2002_01_0165>.
- EYENE MBA, Jean-Rodrigue Élisée (2001). *Démocratie et développement en Afrique face au libéralisme : essai sur la refondation politique*, Paris, L'Harmattan, chap. 1-2, p. 17-56.
- FROGER, Géraldine (dir.) (2006). *La mondialisation contre le développement durable?*, Bruxelles, Ecopolis.
- LATOUCHE, Serge (2004). *Survivre au développement : de la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Mille et une nuits.
- MAESTRI, Edmond (2007). « La mondialisation et ses risques », dans Edmond Maestri, *Les grandes questions de l'histoire contemporaine*, Paris, Les Guides de l'étudiant, chap. 5, p. 83-100.
- MBONGO, Nsame (2009). « La mondialisation : dogmatique de la totalisation ou dialectique de la collectivisation », dans Ébénézer Njoh Mouellé (dir.), *La philosophie et les interprétations de la mondialisation en Afrique*, Yaoundé, L'Harmattan, p. 67-86.
- MESTRUM, Francine (2002). *Mondialisation et pauvreté : de l'utilité de la pauvreté dans le nouvel ordre mondial*, Paris, L'Harmattan.
- PAGÉ, Jean-Pierre (2000). « Europe de l'Est : économie politique d'une décennie de transition », *Critique internationale*, n^o 6, <<http://www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci06p81-99.pdf>>.

TOKO NGALANI, René (2010). *Mondialisation ou impérialisme à grande échelle?*, Paris, L'Harmattan.

Module 10

Une étude critique de la mondialisation

Barry K. Gills

Université de Newcastle, Royaume-Uni

La mondialisation devient un concept qui occupe une place de plus en plus importante dans les théories en économie et en sciences sociales. Ce concept se prête toutefois à de multiples usages et interprétations. Pour certains auteurs, la mondialisation est déjà un paradigme « dominant » ou « dominateur ». Pour d'autres, elle désigne un processus fondamental unique. D'autres encore prétendent qu'il existe plutôt une pluralité de processus que l'on peut appeler des « mondialisations ». Enfin, des auteurs contestent même l'idée de la mondialisation comme « objet » ; ils affirment qu'il s'agit simplement d'une théorie, d'un « espace » de débat et de conceptualisation. Alors, sommes-nous en présence d'un certain type de concept « global » ? Au XIX^e siècle, plusieurs ont tenté de formuler une « méta-théorie » expliquant l'ensemble des changements et des événements sociaux. La mondialisation correspond-elle à une nouvelle tentative moderne de créer une « notion totalisante » pour englober tous les types d'actions sociales ? Pourra-t-il vraiment y avoir, un jour, une théorie unique de la mondialisation ? Ne serait-il pas plus judicieux de reconnaître qu'aucun consensus ne pourra jamais vraiment se dégager des débats ?

La mondialisation marque-t-elle une rupture nette avec l'histoire économique et sociale, une discontinuité historique radicale ? Renferme-t-elle des éléments fondamentaux de continuité en ce qui concerne, par exemple, la modernité, la civilisation urbaine et le développement du capitalisme ? Les processus de la mondialisation correspondent-ils simplement à une intensification de tendances déjà présentes ou à une évolution historique logique ? Certains auteurs trouvent dangereux d'assigner à la mondialisation des attributs qui lui confèrent une sorte de déterminisme historique ou qui supposent une « loi de l'histoire », une forme d'inévitabilité, voire des dimensions téléologiques. Pour d'autres auteurs, la mondialisation désigne un ou des processus ouverts sur le plan historique parce que ces processus ne sont pas prédéterminés, mais qu'ils sont, au contraire, socialement contestés. Selon cette dernière vision, les résultats de la mondialisation demeurent imprévisibles et la perspective d'une transformation radicale devient possible selon ce que les acteurs sociaux feront ou non dans les années à venir.

Depuis longtemps, des analystes de la mondialisation qui étudient la « transnationalisation » du capital et des classes sociales proposent de nouvelles thèses au sujet de la future structure sociale du monde. Il existe ainsi d'abondantes analyses à propos d'une classe capitaliste transnationale et d'une transnationalisation du travail. À la suite des importants changements survenus dans la politique mondiale, les études théoriques et empiriques sur la société civile transnationale ou mondiale et les mouvements sociaux transnationaux ont retenu de plus en plus l'attention.

Pour certains, la mondialisation semble être une idéologie (en particulier celle de l'élite) parfois étroitement liée au néolibéralisme et à l'hégémonie mondiale des États-Unis ou des

entreprises. Une telle « mondialisation hégémonique » se heurte toutefois à de nombreuses formes de résistance intellectuelle et politique. Pour les critiques radicaux, la mondialisation hégémonique néolibérale représente les intérêts privés des entreprises et l'idéologie de « l'économie de marché », mais elle incarne aussi un mode de pensée économiciste et apolitique. Certains auteurs défendent l'idée selon laquelle ces forces ont entraîné le monde entier dans un ordre économique et social homogène, mais d'autres s'y opposent farouchement. Par ailleurs, les processus complexes désignés sous le terme de « mondialisation » comportent des éléments d'homogénéisation, mais aussi des tendances contraires, à savoir une différenciation, une fragmentation et une « hétérogénéisation » ou « hybridation » plus poussées.

Selon une autre thèse, la mondialisation correspond à une certaine forme de conscience historique et elle représente un type précis de « globalité historique » propre à l'époque contemporaine. Certains auteurs soutiennent qu'au fond, elle concerne la gouvernance mondiale et les événements historiques susceptibles de contribuer à l'émergence d'une politique mondiale, sous une forme ou une autre. Pendant un certain temps, la thèse selon laquelle la mondialisation regroupait un ensemble de forces minant ou affaiblissant l'État national a occupé l'avant-scène de l'économie politique internationale. Toutefois, ont rétorqué les critiques, les États ne sont pas de simples récepteurs passifs de la mondialisation, ils sont des acteurs qui en façonnent aussi les tendances. Les États n'arrivent donc pas à leur « fin » historique. Ils ont plutôt subi diverses formes de « réorganisation », à l'intérieur de leurs frontières comme à l'extérieur, et ils pourraient encore subir d'autres changements.

La récente volte-face des théories et des politiques dominantes sur des questions majeures comme la réglementation du secteur financier ou les politiques budgétaires et monétaires nationales signalent à quel point les modes intellectuelles peuvent changer. Il se produit soudainement un retour du pendule. Dans le contexte de la crise financière mondiale, l'interventionnisme de l'État et la réglementation internationale redeviennent des priorités. La question centrale est de savoir si les anciennes idées et politiques économiques dominantes au sujet de la mondialisation ont, en fait, conduit à cette crise et à ce « déséquilibre » systémique. Bref, l'avenir de la mondialisation continue à soulever bien des débats et des contestations politiques partout dans le monde.

1. La mondialisation et l'économie politique internationale : une introduction critique¹

Le concept de « mondialisation » a suscité beaucoup de controverses et inspiré une avalanche de travaux de recherche. Des auteurs défendent le sens et les usages de ce concept, mais d'autres les critiquent. Les textes proposés permettent d'examiner les questions abordées dans une perspective critique.

2. La trajectoire et la dynamique de la mondialisation néolibérale : l'Empire contre la cosmopole²

Les textes proposés interrogent la manière dont les États-Unis hégémoniques et les États européens ont défendu leurs intérêts économiques par l'intermédiaire des organisations

1. Bowles, 2008 ; *Cambridge Review of International Affairs*, 2000 (les articles de Desai, de Gen, de Sklair, de Lal et de Petras et Veltmeyer) ; Rodrik, 2002.

2. Gills, Rocamora et Wilson, 1993 ; Gills, 2008 ; Chomsky, 2003 ; Kiely, 2005 ; Bowles *et al.*, 2007.

multilatérales. Parmi d'autres thèmes importants abordés, mentionnons : 1) l'évolution du nouvel ordre mondial ; 2) le passage de l'État promoteur à l'État néolibéral ; 3) la reconfiguration du pouvoir économique et politique ; et 4) la transformation de la gouvernance mondiale.

Le recueil de Bowles et ses collaborateurs (2007) comprend 24 essais de spécialistes de divers pays et de diverses régions. Les auteurs traitent des formes nationales et régionales de « mondialisation » pour souligner le fait que la mondialisation, comme le capitalisme, prend de multiples formes : il faut donc comprendre à la fois sa complexité et ses aspects généraux.

3. Un système en crise : la quête d'une gouvernance mondiale³

Chase-Dunn (2007) décrit la transformation de la gouvernance mondiale sur plusieurs siècles en situant, dans une perspective historique internationale, les propositions et les mouvements contemporains en faveur d'une démocratisation. La gouvernance mondiale a en effet évolué vers la formation d'un État mondial et elle a entraîné une certaine démocratisation. L'abolition de l'esclavage à large échelle et la fin du colonialisme officiel, la promulgation d'un régime international des droits de l'homme et la multiplication des gouvernements nationaux plus démocratiques offrent autant d'exemples de ce mouvement général vers une gouvernance démocratique mondiale. Toutefois, la mondialisation continue aussi de soulever des contestations et de servir de camouflage idéologique pour masquer l'offensive persistante des États-Unis afin d'étendre leur domination et leur impérialisme sur toute la planète. Malgré cela, l'idéal de la démocratie ne cesse de susciter l'adhésion des peuples, et ce, plus rapidement que l'idée d'une démocratisation de la gouvernance mondiale.

Pour Chase-Dunn (2007), les institutions contemporaines de gouvernance mondiale font piètre figure, même au regard des définitions les plus mièvres de la démocratie. La majorité des individus ont en effet peu voix au chapitre dans ces institutions qui sont généralement sous l'emprise de « l'élite dirigeante mondiale ». Cette « superclasse » gère les relations internationales et assure la stabilité du système mondial au moyen d'une gouvernance mondiale résolument non démocratique, malgré sa bannière de « démocratie et liberté ».

La démocratie constitue certes un objectif louable. Toutefois, le simple fait d'ajouter les États-nations démocratiques ne produit pas une démocratie mondiale. Les institutions actuelles de gouvernance mondiale sont nées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Elles ont fortement besoin de subir des réformes ou de céder la place à des institutions démocratiques légitimes qui seront capables d'aider les peuples à relever les nouveaux défis du *xxi*^e siècle, des défis attribuables à la propension du capitalisme à subir des crises multidimensionnelles d'envergure mondiale.

4. La mondialisation et le mouvement syndical⁴

Dans les années 1990, de nombreux stratèges et analystes du mouvement syndical ont probablement pensé assister au commencement de la fin du rôle des syndicats comme acteurs politiques majeurs. « Il n'y a pas d'alternative » n'est pas seulement devenu le slogan de la droite politique. À l'époque, cette affirmation exprime un sentiment général palpable. Au

3. Chase-Dunn, 2007 ; Bello, 2008a, chap. 5 ; O'Brien, Goetz, Scholte et Williams, 2000.

4. Munck, 2002, 2007.

tournant du siècle, l'humeur commence toutefois à changer à mesure que le mouvement syndical regagne du terrain après la longue période d'attaques néolibérales. Peut-être cette situation augure-t-elle le début d'une nouvelle époque où les travailleurs et leurs organisations auront de l'influence sur le nouvel ordre mondial qu'ils ont aidé à faire naître. C'est la prémisse de la présente partie du module. Il ne s'agit pas d'une vision faussement triomphaliste, mais plutôt d'une évaluation réaliste des défis de la mondialisation et des réactions possibles de la part du mouvement syndical (Munck, 2008).

5. La mondialisation du capital et la crise écologique⁵

Le système capitaliste mondial traverse une grave crise aux multiples dimensions : crise financière, crise de la production, crise écologique, crise sociale et crise politique. La crise financière menace les épargnes et les investissements des individus et des ménages des classes moyenne et supérieure dans tous les pays développés. Elle mine aussi les moyens de subsistance et les perspectives de développement des peuples dans tous les pays du Sud, même dans les communautés les plus marginalisées et les milieux les plus reculés où vivent les pauvres ruraux et citadins. La possibilité qu'en se propageant, la crise financière vienne élargir et approfondir la crise de la production soulève des interrogations à propos des dynamiques fondamentales du développement capitaliste. Elle incite à s'interroger également sur les moyens stratégiques et politiques de réagir aux forces résultant de ces dynamiques. Le texte proposé explore certains aspects de ce thème dans le contexte actuel.

6. L'anticapitalisme et l'altermondialisme : la résistance se mobilise⁶

Le développement capitaliste est un processus à long terme de transformation productive et sociale comportant diverses caractéristiques. Outre une propension à la crise, il a une tendance au développement inégal et à la polarisation sociale. Autre caractéristique importante, chacune des avancées du développement capitaliste engendre en même temps des forces de résistance. Les textes proposés analysent la dynamique de la résistance au développement capitaliste dans sa plus récente phase de mondialisation néolibérale.

Quelques textes de référence en français

BALLET, Jérôme et Roland GUILLON (2006). « De l'ajustement au capital social : quelle gouvernance face à la mondialisation ? », dans Géraldine Froger (dir.), *La mondialisation contre le développement durable?*, Bruxelles, Ecopolis, p.133-150.

COMELIAU, Christian (dir.) (2006). *Le défi social du développement. Globalisation et inégalités*, Genève et Paris, Institut universitaire d'études du développement et Karthala.

FROGER, Géraldine (2006). « Mondialisation et développement durable : enjeux et ambiguïtés », dans Géraldine Froger (dir.), *La mondialisation contre le développement durable?*, Bruxelles, Ecopolis, p. 11-21.

GÉRADIN, Hubert et Jacques POIROT (2006). « Pour promouvoir le développement durable, l'intégration régionale constitue-t-elle un rempart contre les excès de la mondialisation ? », dans Géraldine Froger (dir.), *La mondialisation contre le développement durable?*, Bruxelles, Ecopolis, p. 101-126.

5. Bello, 2008.

6. Gills, 1999; Munck, 2007; Veltmeyer, 2008 (en particulier, les essais de Chomsky, de Teivainen et de Veltmeyer).

- HUSSON, Michel (2014). «La mondialisation, la crise et le développement», dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 101-122.
- KOHL, Richard (dir.) (2003). *Mondialisation, pauvreté et inégalité*, Paris, Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.
- LAPEYRE, Frédéric (2006). «Mondialisation, néo-mondialisation et devenirs: un autre regard sur les pratiques populaires», dans Géraldine Froger (dir.), *La mondialisation contre le développement durable?*, Bruxelles, Ecopolis, p. 151-162.
- LATOUCHE, Serge (2008). *Entre mondialisation et décroissance: l'autre Afrique*, Paris, À plus d'un titre.
- LATOUCHE, Serge (2011). *Vers une société d'abondance frugale: contresens et controverses de la décroissance*, Paris, Mille et une nuits.
- MOREAU-DESFARGES, Philippe (2002). *La mondialisation*, Paris, Presses universitaires de France, coll. «Que sais-je».
- PETIT, Olivier (2006). «Introduction à la deuxième partie: quelles gouvernances du développement durable dans les pays en développement face à la mondialisation», dans Géraldine Froger (dir.), *La mondialisation contre le développement durable?*, Bruxelles, Ecopolis, p. 127-132.
- RIST, Gilbert (1997). *La mondialisation des anti-sociétés: espaces rêvés et lieux communs*, Paris, Presses universitaires de France.
- SERFATI, Claude (2003). *Enjeux de la mondialisation: un regard critique*, Toulouse, Octarès.

Module 11

L'effondrement mondial

Walden Bello

Focus on the Global South, Thaïlande

1. La crise fondamentale¹

La science économique classique a depuis longtemps cessé d'être d'une quelconque utilité pour comprendre la crise financière mondiale en cours. Par contre, l'économie hétérodoxe offre des visions extraordinairement éclairantes quant aux causes et à la dynamique de cette crise. Dans cette perspective progressiste, la situation actuelle correspond à l'intensification de l'une des principales crises ou « contradictions » du capitalisme mondial : la *crise de la surproduction* aussi appelée « suraccumulation » ou « surcapacité ». Il s'agit de la tendance du capitalisme à bâtir, dans un contexte de concurrence accrue entre capitalistes, une capacité productive formidable, supérieure à la capacité de consommation de la population à cause des inégalités de revenus limitant le pouvoir d'achat. Il en résulte une érosion de la profitabilité, qui provoque alors un ralentissement de l'économie.

Pour comprendre l'effondrement actuel, il faut revenir à « l'âge d'or » du capitalisme contemporain, de 1945 à 1975 (Marglin et Schor, 1990). Durant cette période, les économies des pays du centre et des pays sous-développés ont connu une croissance rapide. Cette croissance est attribuable non seulement aux efforts massifs de reconstruction menés en Europe et en Extrême-Orient après la dévastation de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi aux nouveaux accords et instruments socioéconomiques issus d'une entente de classes entre le capital et le travail. Cette entente historique a ensuite été institutionnalisée à l'intérieur du nouvel État keynésien.

La période de forte croissance s'est toutefois terminée au milieu des années 1970 lorsque les économies du centre se sont trouvées aux prises avec la stagflation, c'est-à-dire l'effet combiné d'une stagnation de la croissance et d'une inflation des prix, un phénomène pourtant jugé impossible selon les théories économiques néoclassiques. En fait, la stagflation révèle seulement l'existence d'un problème plus profond. La reconstruction de l'Allemagne et du Japon, couplée à la croissance rapide des économies en voie d'industrialisation comme celles du Brésil, de Taïwan et de la Corée du Sud, a fortement accru la capacité productive et exacerbé la concurrence mondiale. En même temps, les inégalités de revenus, à l'intérieur des pays et entre eux, ont limité le pouvoir d'achat et la demande, réduisant donc la profitabilité. De plus, la flambée des prix du pétrole est venue aggraver la situation dans les années 1970.

Avant cet effondrement, la crise de la surproduction la plus douloureuse a sans doute été la récession qui a secoué le monde au début des années 1980. Cette récession sera elle-même la plus grave crise économique internationale depuis la grande dépression des années 1930.

1. Foster et Magdoff, 2008 ; McNally, 2008.

2. Des voies pour sortir de la crise de la surproduction²

Le capitalisme a essayé trois voies de sortie pour venir à bout du problème de la surproduction : la *restructuration néolibérale*, la *mondialisation* et la *financiarisation*.

La *restructuration néolibérale* a pris la forme du reaganisme et du thatchérisme dans les pays du Nord, mais elle a pris celle des ajustements structurels dans les pays du Sud. Le but de cette restructuration est de raviver l'accumulation du capital par divers moyens : 1) en supprimant les contraintes que l'État impose à la croissance, mais aussi à l'usage et au mouvement des capitaux et de la richesse ; et 2) en redistribuant aux riches les revenus tirés des classes pauvres et moyennes, selon la théorie d'après laquelle les riches sont alors incités à investir et à relancer la croissance. Le problème de cette formule vient du fait que, pour pouvoir redistribuer les revenus aux riches, il faut d'abord couper les revenus des classes moyennes et pauvres. Cette mesure réduit alors la demande sans pour autant encourager les riches à investir davantage dans la production. Par conséquent, la restructuration néolibérale qui a touché les pays du Nord et du Sud durant les décennies 1980 et 1990 a engendré une faible croissance. En effet, le taux de croissance mondial moyen était de 1,1 % dans les années 1990 et de 1,4 % dans les années 1980, alors qu'il a atteint 3,5 % dans les années 1960 et 2,4 % dans les années 1970, deux périodes au cours desquelles les politiques publiques interventionnistes ont occupé une place prépondérante.

La deuxième voie de sortie empruntée par le capital mondial afin de contrer la stagnation sera « l'accumulation extensive » ou la *mondialisation*, c'est-à-dire l'intégration rapide des zones semi-capitalistes, non capitalistes et précapitalistes dans l'économie de marché mondiale. Rosa Luxembourg, célèbre économiste radicale allemande, a entrevu ce phénomène dont elle traite dans son célèbre ouvrage *L'accumulation du capital*. Elle y montre que l'intégration sera nécessaire pour consolider le taux de profit des économies des métropoles. De quelle manière ? En obtenant l'accès à une main-d'œuvre bon marché, à de nouveaux marchés (quoique limités) et à de nouvelles sources de produits agricoles et de matières premières à bas prix, mais aussi en créant de nouveaux secteurs d'investissement dans les infrastructures. L'intégration s'accomplit par divers moyens : la libéralisation du commerce ; la suppression des obstacles à la mobilité du capital mondial ; et l'abolition des barrières aux investissements étrangers. La Chine offre l'exemple le plus remarquable d'une zone non capitaliste qui s'est intégrée dans l'économie capitaliste mondiale au cours des 25 dernières années. Au milieu de la première décennie du XXI^e siècle, de 40 % à 50 % des profits des entreprises américaines proviennent de leurs activités et de leurs ventes à l'étranger, surtout en Chine.

La voie de la mondialisation empruntée pour sortir de la stagnation pose problème parce qu'elle exacerbe la surproduction en augmentant la capacité productive. La Chine a ainsi énormément accru sa capacité de fabrication, ce qui a fait chuter les prix et les profits. Fait peu surprenant, vers 1997, les profits des entreprises américaines commencent à plafonner. Selon un calcul, les entreprises classées dans le palmarès Fortune 500 ont vu leurs taux de profit chuter de 7,15 % (1960-1969) à 5,30 % (1980-1990), puis à 2,29 % (1990-1999) et à 1,32 % (2000-2002). Vers la fin des années 1990, avec une capacité excédentaire dans presque tous les secteurs d'activité, l'économie a connu le plus grand écart entre les ventes et la capacité productive depuis la grande dépression.

2. Bello, 2006, p. 1345-1368.

Devant les succès limités obtenus grâce à la restructuration néolibérale et à la mondialisation pour contrer l'effet dépressif de la surproduction, la troisième voie de sortie – la *financiarisation* – est devenue essentielle pour maintenir, voire augmenter, la profitabilité. Puisque les investissements dans les activités industrielles et agricoles donnent peu de profits en raison de la surcapacité de production, d'énormes quantités de fonds excédentaires seront mises en circulation et investies ou réinvesties dans le secteur financier. Bref, le secteur financier s'est replié sur lui-même.

Cette situation a eu pour résultat d'élargir l'écart entre une économie financière hyperactive et une économie réelle stagnante. Comme le confiait alors au *Financial Times* un cadre dans le domaine des finances: «Il existe un fossé grandissant entre l'économie réelle et le secteur financier, ces dernières années. L'économie réelle a connu une certaine croissance [...], mais nullement comparable à celle du secteur financier – jusqu'à l'implosion de ce secteur» (traduction libre; Bello, 2009). Cet observateur ne précise toutefois pas que le fossé entre l'économie réelle et le secteur financier n'a rien d'accidentel. En fait, ce secteur a explosé précisément pour compenser la stagnation attribuable à la surproduction de l'économie réelle.

Un indicateur illustre bien la surprofitabilité du secteur financier: lorsque le taux de profit des entreprises manufacturières a atteint 1 % du PIB américain, celui du secteur financier était de 2 % (Bello, 2008a, 2009; voir aussi Foster et Magdoff, 2008). En voici un autre exemple: le secteur financier représente 40 % de tous les profits des entreprises américaines dans les secteurs financier et non financier, même s'il représente seulement 5 % du PIB américain (un pourcentage probablement surestimé) (Bello, 2008a, 2009; voir aussi Foster et Magdoff, 2008).

Le problème de l'investissement dans le secteur financier tient au fait que cela revient à encore extraire de la valeur d'un actif qui a déjà une valeur. De telles transactions peuvent engendrer un profit, mais elles ne créent aucune nouvelle valeur. Les activités industrielles, l'agriculture, le commerce et les services sont les seuls à produire une nouvelle valeur. Puisque le profit dans le secteur financier ne se fonde pas sur la valeur créée, les transactions deviennent très volatiles; les prix des titres, des obligations et des autres formes d'investissement peuvent ainsi s'écarter très fortement de leur valeur réelle. Par exemple, les titres des jeunes entreprises Internet, poussés en grande partie par la spirale de la valorisation financière, peuvent grimper et atteindre des sommets sans précédent. Les profits dépendent alors de la possibilité de tirer parti de l'écart à la hausse entre le prix et la valeur des produits pour ensuite les vendre avant que la réalité exige une « correction », c'est-à-dire une chute marquant le retour à la valeur réelle. L'augmentation radicale du prix d'un actif bien au-delà de sa valeur réelle correspond à une « bulle » et celle-ci peut se transformer en « ballon ».

Puisque la profitabilité dépend des activités spéculatives, il est peu surprenant de voir le secteur financier voguer d'une bulle à l'autre. Étant donné que le capitalisme financier vit au rythme des manies spéculatives, il a subi environ 100 crises depuis la déréglementation et la libéralisation des marchés de capitaux dans les années 1980. Avant la crise du début du XXI^e siècle, la crise asiatique de 1997 avait été la plus grave.

3. L'implosion des prêts hypothécaires à risque et l'effondrement de l'économie réelle³

L'effondrement de Wall Street vient de l'éclatement de la bulle technologique survenu à la fin des années 1990, lorsque les titres des jeunes entreprises Internet ont grimpé en flèche, puis chuté brutalement, provoquant ainsi la perte de 7 billions d'actifs et la récession de 2001-2002 (Bello, 2008a, 2009). Les politiques monétaires laxistes du Trésor des États-Unis, que dirige alors Alan Greenspan, ont encouragé la création de cette bulle technologique. En juin 2003, lorsqu'elle a éclaté et plongé le pays dans la récession, Greenspan a réduit le taux d'intérêt préférentiel à 1,0 %, son plus faible niveau en 45 ans. Il l'a ensuite maintenu ainsi pendant plus d'un an, ce qui a eu pour effet de favoriser la formation d'une nouvelle bulle, immobilière cette fois, qui a éclaté durant l'été 2007. Cette « crise des prêts hypothécaires à risque » n'a rien à voir avec une offre supérieure à la demande réelle. La « demande » résulte en effet de l'obsession spéculative des promoteurs et des financiers qui veulent engranger d'énormes profits (et qui y sont bel et bien parvenus) grâce à l'accès aux capitaux étrangers, surtout ceux d'Asie (particulièrement ceux de Chine), qui ont inondé les États-Unis durant la décennie précédente.

La crise financière et la crise subséquente de la production ont pour cause les activités spéculatives et la cupidité incontrôlée du capital, c'est-à-dire des investisseurs – une cupidité incontrôlée en raison de la déréglementation du système financier prescrite dans le modèle néolibéral. L'idée consiste à effectuer une vente rapide, à obtenir l'argent immédiatement et à empocher un profit intéressant tout en « refilant » le risque aux pauvres dupes au bout de la chaîne, en l'occurrence, les centaines de milliers d'institutions et d'investisseurs individuels qui ont acheté des titres adossés à des créances hypothécaires. Cette procédure « de répartition du risque » semble être une bonne pratique, car elle allège le bilan des institutions financières et leur permet de consentir d'autres prêts.

Les banques et les autres institutions financières se sont toutes adonnées à la manie spéculative. Au lieu de s'acquitter de leur tâche primordiale d'accorder des prêts pour faciliter les activités productives, les banques ont retenu leurs liquidités ou acquis leurs rivales afin de renforcer leur base financière. Fait peu surprenant, avec le blocage du système de circulation du capitalisme mondial, c'est seulement une question de temps avant que l'économie réelle se contracte, comme elle l'a fait à un rythme effréné. À titre d'exemple, Woolworth, magasin de détail emblématique de la Grande-Bretagne, a fermé ses portes. L'industrie automobile des États-Unis est aux soins intensifs et même la puissante multinationale Toyota a subi une baisse sans précédent de ses profits. Avec la forte chute de la demande des consommateurs américains, la Chine et l'Extrême-Orient ont vu leurs produits pourrir dans les ports, ce qui a provoqué une vive contraction de leur économie et des mises à pied massives.

Ironiquement, avec la mondialisation, les économies qui ont vécu ensemble l'expansion ont connu ensemble la récession à une vitesse jamais atteinte précédemment.

4. Les dimensions de la crise dans les pays du Sud⁴

Le capitalisme a une nette propension à la crise, même si la fréquence des crises semble s'accroître d'une décennie à l'autre. Une crise financière ne provoque pas nécessairement

3. Bello, 2008a ; Foster et Magdoff, 2008 ; Hanieh, 2009 ; McNally, 2008.

4. Engdahl, 2008 ; Hanieh, 2009 ; Paul et Wahlberg, 2008.

une crise de la production, mais elle le fait chaque fois qu'elle est assez grave et assez profondément enracinée dans l'économie réelle, comme ce sera le cas en 2007. La crise financière entraîne une grave récession aux États-Unis et dans les principaux pays au centre du système capitaliste. Elle compromet aussi les moyens d'existence et les perspectives de développement économique des populations dans l'ensemble des pays en développement. Un phénomène illustre bien cette crise financière doublée d'une crise de la production. Les travailleurs et en particulier les pauvres – qui se sont appauvris davantage à cause de la concentration excessive de la richesse après 20 ans de laissez-faire capitaliste – se trouvent désormais incapables de satisfaire leurs besoins essentiels. Ils ont notamment de la difficulté à se procurer de la nourriture, car celle-ci a été complètement « transformée en marchandise ». Les dynamiques de cette crise alimentaire mondiale suscitent un vif intérêt chez les tenants d'une approche critique en études du développement. La crise systémique mondiale s'accompagne en outre d'une crise écologique, car la base écologique du système de production mondiale, voire de la vie même, s'avère incapable de soutenir le niveau actuel et prévu de croissance économique sans fin, qui résulte de l'incessante impulsion des capitalistes d'accumuler du capital. Les modules 8 à 11 examinent la dynamique de cette crise écologique.

Plusieurs études soulignent diverses causes pour expliquer la crise alimentaire mondiale, mais toutes l'attribuent aux dynamiques économiques, écologiques et politiques de la production capitaliste. Un facteur déterminant est le recours à la biotechnologie pour transformer des ressources alimentaires en agrocarburants. En 2008, William Engdahl publie sur cette question *OGM: semences de destruction – L'arme de la faim*. En 2007, dans son précédent ouvrage à succès intitulé *Pétrole, une guerre d'un siècle: l'ordre mondial anglo-américain*, il a rendu public un rapport secret de la Banque mondiale prouvant que la production d'agrocarburants est l'une des principales causes de la pénurie alimentaire et de la hausse des prix des aliments de base. Selon ce rapport, les prix de la nourriture sur les marchés mondiaux ont doublé, voire triplé, en trois ans. Avec cette hausse, 100 millions de personnes supplémentaires se sont retrouvées sous le seuil de pauvreté. Cette situation a d'ailleurs déclenché des émeutes de la faim au Bangladesh et en Égypte, mais aussi en Haïti.

Le rapport de la Banque mondiale prouve que la production d'agrocarburants a provoqué une triple distorsion sur les marchés des denrées alimentaires. Premièrement, elle a détourné la production des céréales destinées à la nourriture vers la production de carburants. Plus du tiers du maïs américain sert maintenant à fabriquer de l'éthanol et environ la moitié des huiles végétales de l'Union européenne sert à la production du biodiesel. Deuxièmement, les agriculteurs ont été incités à réserver des terres à la production d'agrocarburants. Troisièmement, cette production a déclenché une spéculation sur les céréales, ce qui a fait encore grimper les prix. Engdahl (2008) note que le rapport de la Banque mondiale est le premier document à tenir compte de ces trois facteurs de distorsion. Cet auteur observe toutefois l'omission des visées géopolitiques à plus long terme qui se profilent derrière les présentes crises mondiales des produits alimentaires et des ressources énergétiques. À son avis, « la visée à long terme des puissants cercles de dirigeants en Occident [...] représentés au sein de fondations privées exonérées d'impôt, comme les fondations Rockefeller, Ford et Gates, et les fortunes privées derrière celles-ci [...] [est de] réduire la population dans l'intérêt des élites économiques et financières mondiales » (traduction libre; Engdahl, 2008).

5. Des réponses stratégiques à la crise : sauver le monde ou sauver le capitalisme⁵?

Diverses forces inhérentes au système capitaliste et résultant du processus d'accumulation du capital ont tendance à provoquer des crises. Pour faire face à ces crises, il existe quelques réponses structurelles qui ne découlent pas d'activités consciemment conçues ou planifiées, par exemple la « conversion technologique » ou « la transformation de l'appareil de production », et la relocalisation spatiale de l'appareil de production, qui entraîne une « nouvelle division internationale du travail ». Bien entendu, ces diverses formes de restructuration comportent des éléments attribuables à des actions conscientes. Cependant, comme c'est le cas dans la nouvelle division internationale du travail, ces éléments résultent d'une multitude de décisions individuelles que prennent des milliers de présidents-directeurs généraux pour assurer le « bénéfice net » de leur entreprise et non la survie du système dans son ensemble. Il ne s'agit pas alors d'une réflexion et d'une action stratégiques.

Dans la crise mondiale actuelle, il ne semble y avoir aucune limite aux diverses tentatives, parfois frénétiques, afin de *concevoir* et de *planifier* un moyen de sortir de la crise. Parmi les réponses stratégiques envisagées se trouve la « démondialisation », c'est-à-dire la tentative de faire dérailler le projet néolibéral qui a favorisé la crise (Bello, 2004). La principale stratégie ou proposition consiste toutefois à chercher une solution à l'intérieur du système capitaliste : rétablir un cadre réglementaire pour régir les mouvements de capitaux grâce à une nouvelle « architecture financière mondiale » ou à une nouvelle forme de gouvernance mondiale. Cette proposition soulève plusieurs questions : Quel serait l'acteur responsable d'exercer une telle contrainte réglementaire ? Quelle forme organisationnelle prendrait celle-ci ? Quels moyens permettraient de démocratiser les processus décisionnels relatifs aux accords internationaux nécessaires ? Les institutions internationales conçues à cette fin sont en effet notoirement non démocratiques. C'est d'ailleurs ce qui a inspiré une lutte, voire un mouvement, à l'échelle mondiale en faveur d'une « bonne » gouvernance, c'est-à-dire démocratique.

Dans le contexte actuel, les organisations et les gouvernements des pays du Nord s'efforcent de trouver une sortie de crise en effectuant une autre restructuration du rapport capital-travail. Il s'agit, cette fois, de réduire la capacité de la main-d'œuvre à obtenir une part des revenus tirés de la production mondiale, mais aussi d'affaiblir sa capacité à s'organiser et à résister aux solutions proposées par le capital en réponse à la crise. Les organisations populaires de la société civile mondiale en émergence commencent, elles aussi, à s'organiser – avec d'autres forces anticapitalistes – pour trouver une solution de rechange systémique au néolibéralisme et à la crise. À ce titre, les mouvements sociaux engagés dans l'action politique en Amérique latine offrent des leçons particulièrement utiles qui méritent un examen attentif pour une approche critique en études du développement (voir à ce sujet la discussion et les textes proposés dans le module 49).

Quelques textes de référence en français

AMIN, Samir (1973). *Le développement inégal, essai sur les formations du capitalisme périphérique*, Paris, Éditions de Minuit.

AMIN, Samir (1980). *L'échange inégal; essai sur les formations du capitalisme périphérique*, Paris, Éditions de Minuit.

5. Abya Yala, 2009 ; Bello, 2008a ; Oakland Institute, 2009 ; Petras et Veltmeyer, 2009.

- AMIN, Samir et François HOUTART (2002). « État des lieux-état des luttes », dans François Houtart et Samir Amin, *Mondialisation des résistances et des luttes*, Paris, L'Harmattan, p. 13-189.
- CARDEBAT, Jean-Marie (2002). *La mondialisation et l'emploi*, Paris, La Découverte.
- COMELIAU, Christian (2006). *La croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable*, Paris, Seuil, coll. « Économie humaine ».
- COMELIAU, Christian, Stéphane GILLIOZ et Michel CARTON (2006). *Le défi social du développement, globalisation et inégalités*, Paris, Karthala.
- GÉLINAS, Jacques B. (2000). *La globalisation du monde : laisser faire ou faire ?*, Montréal, Ecosociété.
- KLEIN, Naomi (2008). *La stratégie du choc : la montée d'un capitalisme du désastre*, Arles, Actes Sud.
- LATOUCHE, Serge (2001). *La déraison de la raison économique : du délire d'efficacité au principe de précaution*, Paris, Albin Michel.
- LATOUCHE, Serge (2006). *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard.
- MASSIAH, Gustave (2003). « Samir Amin et la critique de l'économie politique de la mondialisation », dans Bernard Founou-Tchuigoua et al. (dir.), *Pensée sociale critique pour le XXI^e siècle, mélanges en l'honneur de Samir Amin*, Paris, L'Harmattan, p. 121-130.
- ROSSIAUD, Jean (2003). « De l'anti à l'altermondialisation », *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, p. 99-116.
- SIMÉANT, Johanna (2004). « Une mondialisation du sans-frontiérisme humanitaire », dans Johanna Siméant et Pascal Dauvin (dir.), *ONG et humanitaire*, Paris, Presses universitaires de France, p. 9-29.
- STIGLITZ, Joseph Eugène (2002). *La grande désillusion*, Paris, Fayard.
- TERRE DES HOMMES FRANCE (1998). *La mondialisation de la pauvreté : la conséquence des réformes du FMI et de la Banque mondiale*, Paris, Karthala.

Page blanche conservée intentionnellement

Section 5

La dimension internationale

Aux fins d'analyse, il est possible de distinguer les dynamiques fondamentales et les principaux acteurs du développement sur quatre plans : 1) mondial ou international ; 2) régional ; 3) national ; et 4) infranational (régional et local). La responsabilité première de favoriser le développement a toujours incombé à l'État de concert avec le marché, ce dernier étant la principale institution du développement capitaliste. Les modules 2 à 4 de la section 2 soulignent que le développement a toujours comporté une dimension internationale en raison des conditions qu'engendrent la structure et les dynamiques changeantes de l'économie mondiale.

Pour une approche critique en études du développement, voici les facteurs essentiels à examiner : 1) la nature et la dynamique des relations économiques et politiques entre les États-nations formant l'ordre mondial à l'intérieur duquel ils doivent aussi fonctionner, ce que les politologues nomment « les relations internationales » (un thème traité dans le module 12) ; 2) les organisations constituées au sein du système des relations internationales, ce que les spécialistes des études du développement nomment « les organisations internationales » (un thème traité dans les modules 12, 13 et 14) ; 3) le cadre stratégique et institutionnel pour promouvoir le développement international ainsi que les diverses conceptions de ce cadre (un thème traité dans le module 15) ; et 4) les conditions dynamiques et changeantes de l'aide, de la dette et du commerce qui découlent du cadre stratégique et institutionnel (un thème traité dans le module 16).

Module 12

Le développement et les relations internationales

Timothy Shaw

Université des Antilles, Trinidad

Henry Veltmeyer

Université autonome de Zacatecas, Mexique

Une bonne question à poser c'est de savoir dans quelle mesure [...] [le] fossé Nord-Sud dominera les relations internationales au cours du XXI^e siècle [tout comme] la division Est-Ouest a été un sujet de préoccupation au cours de la seconde moitié du XX^e siècle» (traduction libre; Reuveny et Thompson, 2007, p. 557).

Historiquement, la domination des connaissances a fait partie intégrante des relations Nord-Sud [...]. Le renouvellement des connaissances permet d'interpréter les contradictions et les réalités changeantes afin de réagir aux remises en question du discours hégémonique de manière à maintenir les hiérarchies du pouvoir. Les dispositifs utilisés à cette fin comprennent la cooptation linguistique, l'innovation conceptuelle ou théorique et la révision des priorités politiques (traduction libre; Girvan, 2007, p. 6-7).

Alors que l'économie politique mondiale arrive au terme de la première décennie du XXI^e siècle, l'étude des relations internationales est en pleine mutation dans un contexte de désordre et d'incertitude quant à la manière de représenter théoriquement divers faits: 1) les guerres en Iraq et en Afghanistan; 2) l'agitation du secteur financier durant la dernière décennie; 3) la défaite apparente de la mondialisation dans sa forme néolibérale; 4) les dynamiques et l'éclipse présumée de l'hégémonie américaine; et 5) la prolifération des conditions susceptibles de causer des conflits internationaux. La mutation en cours dans l'économie politique mondiale et dans l'étude des relations internationales se manifeste aussi par le biais de la difficulté à expliquer certains faits ou événements au moyen du paradigme dominant. Ce contexte a favorisé l'émergence de plusieurs courants révisionnistes chez des analystes qui adoptent pourtant des perspectives aussi différentes que Collier, Duffield, Klein, Naim, Soros, Stiglitz et d'autres comme les auteurs dont les textes figurent dans la collection de Routledge Mondial Institutions¹ et dans celle de Palgrave Macmillan sur l'économie politique internationale².

1. <<http://www.tandf.co.uk>>.

2. <<http://www.palgrave.com>>.

Les études de la tradition révisionniste abordent les six grands thèmes exposés dans ce module. La quatrième édition du recueil de Baylis, Smith et Owens (2008) traite de cette tradition et mentionne un centre de ressources en ligne.

1. L'économie politique des relations internationales : perspectives théoriques³

Bien que l'étude des relations internationales comporte des différences transversales sur des questions épistémologiques (réalisme, etc.), elle peut correspondre à trois grandes catégories idéologiques : 1) l'*idéologie libérale réformiste*, qui s'intéresse essentiellement à la liberté individuelle par rapport aux contraintes sociales et politiques ; 2) l'*idéologie radicale*, qui insiste sur l'égalité sociale et sur la nécessité d'opérer un changement fondamental dans la structure des relations internationales et le système politique sous-jacent ; et 3) l'*idéologie conservatrice*, qui se préoccupe avant tout de l'ordre social et qui voit le changement non pas comme un facteur progressiste ou libérateur, mais plutôt comme une perturbation de l'ordre établi.

À partir de cette division idéologique, mais avec certaines exceptions, il est possible de distinguer trois écoles de pensée contemporaines donnant chacune lieu à de multiples courants, variantes et formes d'analyse : 1) l'approche libérale réformiste ou sociale-démocrate opère une distinction entre l'économie et la politique ; elle accorde relativement moins d'importance au rôle du pouvoir dans la détermination de la structure et de la dynamique des relations internationales (Soros, Stiglitz) ; 2) l'approche de l'économie politique radicale repose sur une analyse critique des classes sociales, une analyse gramscienne de l'hégémonie ou une analyse des systèmes-monde ; elle examine les dynamiques politiques des relations internationales et du développement international (Gills, Petras, Robinson) ; et 3) l'approche de la « nouvelle économie politique », c'est-à-dire le complément politique de l'économie néoclassique selon laquelle la société se compose, d'une part, des individus – qui font des calculs rationnels et agissent en fonction de leurs intérêts personnels ou de leurs intérêts de classe – et, d'autre part, de l'État – principal détenteur du pouvoir politique, que les individus peuvent exercer s'ils sont en mesure de le faire, et qui est structuré en conséquence.

Selon la perspective réformiste contemporaine (le libéralisme social), il est possible de régler les problèmes de développement attribuables à la structure des relations internationales en procédant à une réforme démocratique. Cela signifie combiner le capitalisme et la démocratie, démocratiser les rapports entre la société et l'État, et renforcer la capacité de la société civile à participer au développement et aux processus politiques. Des analystes libertariens de tradition réformiste adhèrent à l'hypothèse commune selon laquelle l'État est surtout un appareil prédateur dont les individus au pouvoir se servent pour défendre leurs intérêts, ce qui entraîne la corruption, la recherche de rentes et la mauvaise gouvernance (Banque mondiale, 1994).

Pour l'économie politique radicale, la question fondamentale de l'étude des relations internationales concerne la concentration du pouvoir économique et politique exercé dans l'intérêt de ceux que divers auteurs contemporains ont appelés « les maîtres du monde » (Pilger, 2002), « la classe capitaliste transnationale » (Robinson, 2003), « les cerveaux du nouvel ordre mondial » (Salbuchi, 2000) et « la classe dirigeante mondiale » (Petras, 2007).

3. Baylis, Smith et Owens, 2008 ; Reuveny et Thompson, 2007, p. 556-564 ; Robinson, 2003.

L'analyse inspirée de l'économie politique radicale – une nouvelle forme « d'études transnationales » reposant sur le nouveau « modèle des transitions du tiers monde » – envisage l'économie mondiale sous l'aspect du rapport dialectique entre l'État-nation et la mondialisation (Robinson, 2003).

Quant au conservatisme politique dans sa version « néoconservatrice » actuelle, sa doctrine économique adhère paradoxalement, mais de façon étroite, à une interprétation fondamentaliste de l'individualisme libéral. Ce néoconservatisme s'exprime dans les théories et les politiques du « nouvel impérialisme », c'est-à-dire la conviction que les États-Unis ont le droit et le devoir d'exercer la prérogative de leur pouvoir étatique de manière unilatérale, y compris par le recours à la force, au besoin.

2. Le triangle Chine-Inde-Asie : le développement mondial et les « nouveaux régionalismes⁴ »

Un changement de cap important et profond s'opère aujourd'hui dans l'économie mondiale. La première moitié du XXI^e siècle se vivra sans doute sous l'influence du nouveau dynamisme asiatique. La Chine deviendra probablement la deuxième économie du monde d'ici 2016 et l'Inde, la troisième d'ici 2035. Cette ascension de la Chine et de l'Inde au rang de puissances économiques et politiques mondiales est l'une des plus importantes transformations de notre époque. D'autres pays dans la région asiatique connaissent une croissance rapide. Ces économies dynamiques sont désignées collectivement sous l'appellation de « locomotives asiatiques du changement mondial » (traduction libre ; Kaplinsky et Messner, 2008, p. 197). *The Economist* décrivait ce phénomène ainsi :

Un virage historique est en cours sur la scène mondiale. Les économies de toute l'Asie se transforment, elles passent du rôle de simples observateurs de la mondialisation à celui de partenaires dans la conduite de celle-ci. En 2000, des entreprises indiennes ont fait 50 acquisitions d'une valeur totale de 957 millions de dollars US. En 2006, elles en ont fait 146 pour une valeur de 20,2 milliards. En 2000, des entreprises chinoises ont acheté 27 entreprises étrangères d'une valeur totale de 1,8 milliard de dollars américains. En 2006, elles en ont acheté 85 pour une valeur de 15,5 milliards (traduction libre ; *The Economist*, 2008, p. 58).

Selon *The Economist* : « L'Amérique et la Chine seront les principaux acteurs des domaines qui retiendront l'attention du monde entier en 2008 » (traduction libre ; « The World in 2008 »). Par exemple, l'économie mondiale ne dépendra plus de la vigueur de l'économie américaine, mais plutôt de celle de l'économie chinoise. En effet, depuis plus d'une décennie, la Chine enregistre un taux de croissance annuel supérieur à 10 %, qui entraîne de grandes transformations sociales dans ce pays. La croissance chinoise occasionne aussi une vaste réorganisation de l'économie mondiale qui a des conséquences considérables sur les pays du Sud et sur la structure des relations internationales. Ce thème devient donc important pour l'étude des relations internationales, comme le signalent Humphrey et Messner : « L'émergence de la Chine et de l'Inde comme acteurs majeurs dans les milieux de la gouvernance mondiale et sur la scène politique internationale soulève une

4. Kaplinsky et Messner, 2008, p. 197-344 ; Soderbaum, 2004 ; Breslin, 2007 ; Humphrey et Messner, 2006, p. 107-114 ; Schmitz, 2007, p. 51-58.

série de questions pour l'élaboration des politiques de développement et pour l'avenir de la gouvernance mondiale» (traduction libre; Humphrey et Messner, 2006, p. 108).

3. Le syndrome de la sécurité et la dynamique des risques géopolitiques⁵

L'insécurité, ou le désordre politique, qui constitue l'un des principaux thèmes de l'étude des relations internationales, désigne les problèmes associés aux diverses situations de conflit et aux risques géopolitiques. De telles situations naissent de facteurs comme la projection du pouvoir, le déséquilibre des rapports de force et la recherche d'un avantage dans les relations internationales, c'est-à-dire le rêve de certains États d'exercer un rôle hégémonique ou une domination mondiale. Les conflits résultent aussi de différents autres facteurs : 1) les affrontements ethniques ou religieux (guerres culturelles) ; 2) les luttes de classes pour des ressources rares ou convoitées ; 3) l'affectation ou la répartition extrêmement inégale de ces ressources et de la richesse ; et 4) les conditions géopolitiques d'insécurité.

L'étude des relations internationales a traditionnellement examiné les risques géopolitiques et les problèmes de sécurité résultant des forces contradictoires qu'engendre la structure même des relations internationales. Dans le présent contexte, les relations entre les États-Unis et l'Iran à propos des ambitions nucléaires du gouvernement iranien sont l'une des principales sources de risques géopolitiques dont s'inquiètent les décideurs et les chercheurs dans les domaines des relations internationales et du développement international. Le mouvement de Taïwan pour obtenir son indépendance représente un autre risque géopolitique élevé qui agite le spectre d'un conflit, voire d'une guerre à l'échelle internationale, et qui exige donc des efforts diplomatiques ou une gestion négociée du conflit. Aucune de ces deux situations n'a toutefois d'influence directe sur le développement. La situation en Iran pourrait avoir une incidence indirecte si la technologie nucléaire servait à la production d'électricité, car il s'agit là d'un facteur de développement économique.

De nombreuses études ont traité d'autres risques pour la sécurité et d'autres facteurs qui touchent le développement de manière plus évidente, par exemple les problèmes écologiques mondiaux, et les inégalités en matière d'accès aux moyens de production alimentaire, à des emplois décents et bien rémunérés, et à des services publics capables de répondre aux besoins essentiels. À l'échelle mondiale, un nombre effarant de personnes se trouvent en situation de vulnérabilité et d'insécurité par rapport à un ou plusieurs besoins essentiels à cause de désastres d'origine naturelle ou « d'origine humaine », de conflits pour l'accès à des ressources limitées, de l'inégalité des chances ou de diverses formes d'exclusion sociale. L'étude du développement international et l'approche critique en études du développement ont donc pour principal objet la dynamique contextuelle précise, mais variable, des forces et des facteurs d'ordre structurel, naturel ou politique.

4. La gestion des conflits et la gouvernance mondiale : sauver le capitalisme et faire fonctionner la mondialisation⁶

En ce qui concerne les incidences du développement, l'économie politique des relations internationales étudie généralement, sinon principalement, la gestion des forces qu'engendrent la structure de la production mondiale et les relations internationales. Elle ne

5. Isaak, 2005 ; Karl, 2000, p. 149-156.

6. Cavanagh et Mander, 2004a ; Stiglitz, 1998.

s'intéresse pas au système comme tel (sa structure institutionnelle fondamentale et les piliers de cette structure). Elle s'attarde plutôt aux possibilités d'améliorer les conditions socioéconomiques d'un pays selon la position qu'il occupe dans la division internationale du travail et dans la structure des relations internationales. D'après les tenants de la mondialisation néolibérale, si un pays veut accroître son niveau de développement (mesuré d'après l'augmentation annuelle de la production globale ou du produit intérieur brut par habitant), il doit intégrer son économie et sa société dans le processus de la mondialisation afin de tirer parti des avantages présumés de cette intégration.

De vifs débats opposent toutefois les chercheurs à ce sujet. Pour certains, la mondialisation économique néolibérale entraîne le développement et la prospérité pour tous les pays au sein du système. Pour d'autres, cette mondialisation produit, au contraire, un développement extrêmement inégal, un monde où il y a peu de gagnants, mais beaucoup de perdants. Un large consensus se dégage néanmoins parmi les chercheurs quant à l'importance d'établir une architecture mondiale d'arrangements et d'accords institutionnels (la gouvernance mondiale) pour préserver «l'ordre», c'est-à-dire offrir une méthode ordonnée pour la gestion des relations internationales. Sur cette question, au moins deux perspectives théoriques et idéologiques s'affrontent. Selon la première, «l'ordre», ou «la gouvernance», devrait être démocratique, donc reposer sur des relations internationales d'égalité relative, des relations entre égaux sans égard à la taille du pays, à son importance dans l'économie mondiale ou à son pouvoir étatique. Les tenants de cette perspective mettent l'accent sur le multilatéralisme comme mécanisme institutionnel de maintien de l'ordre et sur le partage de la responsabilité de la gouvernance avec divers acteurs non étatiques : entreprises multinationales, organisations internationales et organisations de la société civile mondiale. La seconde perspective, «réaliste», dite de *realpolitik*, insiste sur le rôle majeur que jouent la hiérarchie et le pouvoir dans les relations internationales. Elle signale, à cet égard, la formation de blocs et d'alliances stratégiques entre les grands États, l'organisation de forums politiques et de rencontres au sommet entre les fonctionnaires et les principaux représentants de ces États, des rencontres moins axées sur le multilatéralisme et sur l'Organisation des Nations Unies (ONU).

La perspective réformiste libérale et la préoccupation technocratique à l'égard de la «gestion» des relations internationales ressortent dans les études consacrées aux thèmes suivants : 1) le règlement des conflits ; 2) la réponse aux diverses crises dont souffre le système de temps à autre, à savoir une crise de la production, une crise financière, une crise de la dette ou une crise politique ; 3) la mise en œuvre des politiques de croissance économique dans un contexte de développement durable (technologies vertes et pratiques de conservation) au moyen d'accords internationaux et de forums mondiaux ; et 4) les propositions de bonne gouvernance pour les grandes entreprises et pour le système international afin de maintenir l'ordre non pas grâce à un gouvernement mondial, mais plutôt grâce à une architecture d'arrangements et d'accords entre divers acteurs internationaux, y compris les grandes entreprises et la société civile internationale.

Pour la coopération internationale et pour la recherche de consensus, l'insécurité économique que crée le changement climatique est un des grands sujets d'intérêt. Le Programme des Nations Unies pour le développement a d'ailleurs consacré à la lutte contre le changement climatique son édition de 2007-2008 du *Rapport mondial sur le développement humain*. Un autre thème majeur concerne les «diasporas modernes» qui se forment en raison des migrations forcées dans divers contextes, par exemple : 1) les désastres

naturels, le changement climatique, les situations de conflits pour des ressources limitées ou les guerres responsables du déplacement de populations réfugiées; 2) le développement inégal, sur les plans social et économique, attribuable à la mondialisation néolibérale; et 3) les conflits de classes dus à l'écart croissant entre riches et pauvres.

À ce dernier égard, la mondialisation néolibérale entraîne de profonds clivages, comme l'atteste clairement sa dynamique sociale. Elle récompense quelques individus – les riches et les puissants, ce qui est peu surprenant –, mais elle exclut le plus grand nombre. La mondialisation néolibérale s'avère donc insoutenable, car elle suscite de vastes mouvements de mécontentement social et de résistance politique (Karl, 2000; Kapstein, 1996). Dans un rapport qu'il avait commandé, le ministère de la Défense du Royaume-Uni a signalé avec éloquence les profondes répercussions politiques du fossé mondial en matière de richesse et de développement qui fait naître « des forces de résistance » et qui entraînera probablement « la résurgence des idéologies anticapitalistes [...], mais aussi le populisme et la renaissance du marxisme » (traduction libre; UK Ministry of Defence, 2007, p. 3).

D'autres parties du présent module et d'autres travaux, notamment ceux de Klein (2007), de Mittelman et Othman (2000) et de Stiglitz (1998, 2006), examinent divers aspects de la gouvernance qui se répercutent sur le développement: 1) la projection unilatérale du pouvoir de l'État ou l'ambition impérialiste de domination mondiale; 2) le changement climatique; 3) les diasporas modernes; 4) les inégalités sociales au sein de l'ordre néolibéral mondial; et 5) les effets déstabilisants de « la stratégie de choc » des néoconservateurs.

Adoptant la perspective de l'économie politique, les auteurs des textes proposés explorent certains aspects de la structure des relations internationales. Ils examinent aussi les forces et les facteurs de changement associés à cette structure.

5. Les dynamiques politiques des conflits et de la guerre⁷

Parmi les grandes questions qu'aborde l'étude des relations internationales figurent les facteurs susceptibles de causer des conflits entre certains États et d'autres acteurs sur la scène mondiale du développement (voir le module 20). Les chercheurs se réclamant de l'économie politique radicale ont tendance à analyser surtout les conditions sociales et les dynamiques du développement associées à diverses formes de conflits: 1) les luttes pour des ressources limitées; 2) les luttes de classes et les conflits communautaires tribaux ou ethniques; et 3) les guerres interétatiques ou culturelles et les incursions impérialistes qui viennent souvent compliquer d'autres conflits. Les politologues et les décideurs dans le domaine des relations internationales semblent se préoccuper des moyens de régler les conflits, mais sans tenir compte des facteurs qui les produisent ou des formes qu'ils prennent.

La fin pacifique de la guerre froide, après l'effondrement de l'Union soviétique et le démantèlement du bloc soviétique, a suscité de grandes remises en question par rapport aux politiques et aux stratégies mondiales de développement. La perception qu'une révolution venait de se produire dans la structure du système international a fait surgir de nouvelles idées à propos de la nature des conflits et des guerres dans le nouvel ordre mondial, mais aussi à propos des répercussions de ces conflits ou guerres sur le développement.

Les dynamiques des conflits qui touchent le développement et les relations internationales prennent différentes formes selon le lieu et l'époque. De nos jours, l'une des grandes

7. Duffield, 2001; Kaldor, 1999; Karl, 2000, p. 149-156.

préoccupations des spécialistes des relations internationales concerne ce que Samuel Huntington (1993) a appelé le « choc des civilisations ». D'autres auteurs considèrent toutefois que la situation correspond plutôt à un « nouvel impérialisme ». Ils entendent par là les efforts de l'administration américaine pour rétablir sa domination et pour propager « la démocratie » sur toute la planète – dans le contexte du 11 septembre 2001, de la guerre au « terrorisme international » en Afghanistan et en Iraq, de la question palestinienne au Moyen-Orient –, mais aussi pour défendre ses intérêts nationaux en contrôlant « le grand jeu » pour le pétrole dans la région du Golfe et en Eurasie. Les travaux publiés montrent que, dans ce domaine comme dans bien d'autres, les apparences sont souvent trompeuses. Une contribution importante de l'approche critique en études du développement a d'ailleurs été de révéler la dynamique du développement qui sous-tend la structure des relations internationales. Ce faisant, elle a déchiré la voile rhétorique et idéologique jeté sur les relations internationales.

Dans les domaines de l'étude des relations internationales et de « l'économie politique de la mondialisation », un nombre croissant de travaux examine ainsi le « choc des civilisations », les « guerres culturelles », les fondamentalismes religieux émergents et leurs dynamiques politiques, qui peuvent être à la fois politisés et criminalisés (dans la loi américaine contre le terrorisme, voire dans le droit international). Un thème majeur de ces travaux concerne les liens entre ces dynamiques politiques et le processus du développement dans les pays du Sud, entre autres l'acheminement de « l'aide publique au développement » et la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU.

6. Les reconfigurations du pouvoir dans l'ordre ou le désordre néolibéral mondial⁸

Pour les chercheurs qui étudient les relations internationales sous l'angle du développement ou de l'économie politique, le thème paradigmatique est la structure de pouvoir qui fait partie intégrante des relations entre différents regroupements d'États-nations. Le nouvel ordre mondial a toutefois provoqué une vaste restructuration de ces relations qui a réduit le rôle des États dans le système mondial et restreint leur capacité à assurer le développement à l'intérieur de l'espace politique où s'exerce leur pouvoir souverain. Sous certaines de ses formes, la mondialisation a conduit l'État à céder des pouvoirs et prérogatives à des organisations internationales, en vertu d'accords internationaux, mais aussi à des organisations de la société civile qui ont pris le relais de certaines de ses fonctions. En fait, l'État a été restructuré, réduit et vidé de sa substance, du moins pour les fonctions relatives au développement économique et à la sécurité sociale.

Ce changement politique a favorisé l'apparition d'autres acteurs pour occuper la place laissée vacante par l'État, une situation dont on ne connaît pas encore toutes les répercussions sur le développement. Ce fait souligne la nécessité de réaliser plus de recherches dans une perspective critique. Selon plusieurs études récentes, les nouveaux acteurs sont d'horizons très divers : il s'agit d'organisations internationales, d'institutions financières internationales et d'entreprises multinationales, mais aussi d'une multitude d'organisations formant une « société civile mondiale ». La plupart des organisations gouvernementales et non gouvernementales cherchent une forme plus humaine de capitalisme, une forme plus éthique de mondialisation et une forme plus équitable de développement : bref, elles sont en quête

8. Bello, 2008a ; Cox, 2001, p. 3-28.

d'« un autre monde ». Elles ont aussi été intégrées dans les processus du développement et dans le système des relations internationales avec l'espoir de parvenir à une forme durable de gouvernance mondiale. Divers exemples illustrent bien l'importance de cette question pour les chercheurs qui étudient les relations internationales et l'économie politique mondiale : la huitième édition de la publication annuelle *Global Civil Society*; le travail d'institutions comme le Centre for Civil Society, de la London School of Economics; et la collection de la maison d'édition Routledge consacrée à diverses institutions internationales. Le thème de la gouvernance mondiale fait d'ailleurs l'objet d'une vaste gamme d'études inspirées de diverses perspectives théoriques (Welch et Nuru, 2006; Banque mondiale, 1994).

Nous sommes encore loin de connaître le rôle exact que jouent les acteurs non étatiques sur la scène des relations internationales, sans parler du rôle des accords et des arrangements institutionnels ou des rapports de pouvoir économiques et étatiques entre le Nord et le Sud à l'intérieur desquels ces acteurs doivent naviguer. Il s'agit là d'un autre thème où l'approche critique en études du développement peut se diviser en deux grandes catégories : 1) la première offre un soutien critique aux nombreux efforts concertés en vue de réformer, d'humaniser et de sauver le capitalisme pour parvenir à une forme plus équitable de développement et à une forme plus éthique de mondialisation ; 2) la seconde affirme que le capitalisme ne saurait résoudre les problèmes endémiques qu'il engendre, car ces problèmes exigent une restructuration fondamentale du système, voire son abandon, donc le rejet du capitalisme, de l'impérialisme et du néolibéralisme.

Chaque cycle des réformes néolibérales apportées en matière de politiques macro-économiques a fait surgir diverses formes de résistance (Petras et Veltmeyer, 2005b, 2009; Mittelman et Othman, 2000). Durant le troisième cycle de ces réformes, les forces de résistance ont, selon des auteurs, subi une transnationalisation avec la formation d'une large coalition d'organisations des classes populaires et moyennes ainsi que la mise sur pied d'un vaste « mouvement altermondialiste ». Beaucoup d'études ont d'ailleurs examiné la dynamique complexe des relations internationales associées aux forces de résistance et au mouvement altermondialiste.

Quelques textes de référence en français

- BESSIS, Sophie (1997). « Les nouveaux enjeux et les nouveaux acteurs des débats internationaux dans les années 1990 », *Revue Tiers monde*, vol. xxviii, n° 151, p. 659-675.
- BOUVERSSSE, Jacques (1990). *Droits et politique du développement et de la coopération*, Paris, Presses universitaires de France.
- BRUNEL, Sylvie (1997). *La coopération Nord-Sud*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ».
- CAMPBELL, Bonnie et Marie MAZALTO (2004). « Multilatéralisme et développement international : nouveaux enjeux, nouvelles pratiques », *Revue canadienne d'études du développement international*, vol 25, n° 1, p. 101-117.
- CARDEBAT, Jean-Marie et Jean-Louis AMELON (2010). *Les nouveaux défis de l'internationalisation : quel développement international pour les entreprises après la crise?*, Bruxelles, De Boeck.
- FINO, Daniel (1996). « De l'aide internationale au renforcement des capacités nationales », dans Daniel Fino, *Impasses et promesses. L'ambiguïté de la coopération au développement*, Paris, Presses universitaires de France, p. 13-26.

- FUCHS, Yves (1973). *La coopération : aide ou néocolonialisme?*, Paris, Éditions Sociales.
- GABAS, Jean-Jacques (2002). *Nord-Sud : l'impossible coopération?*, Paris, Presses de Science Po.
- HANSEN, Alain (1989). *Le désenchantement de la coopération : enquête au pays des mille*, Paris, L'Harmattan.
- MARCHESIN, Philippe (2001). *Les nouvelles menaces. Les relations Nord-Sud des années 1980 à nos jours*, Paris, Karthala.
- NAHAVANDI, Firouzeh (2003). *Repenser le développement et la coopération internationale : état des savoirs universitaires*, Paris, Karthala.

Module 13

Les Nations Unies et le développement

Krishna Ahooja-Patel

Institute on Equity and Development, Inde

La Charte des Nations Unies que rédigèrent les représentants de 50 pays soucieux de développement et de sécurité collective, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, comprend un préambule commençant ainsi : « Nous, peuples des Nations Unies [...] ». La Charte marquait la première étape d'une démarche entreprise pour faire adopter le concept de « famille des Nations », un système multilatéral de règlement des conflits et un ordre mondial plus équitable. Ce document des Nations Unies, conçu comme une Charte des peuples, exprimait les « buts communs » de l'humanité. L'un de ses principaux buts était d'appliquer des mécanismes multilatéraux de négociation pour promouvoir le progrès économique et social de tous les peuples. À cette fin, diverses organisations au sein du système des Nations Unies ont reçu le mandat de veiller sur différentes questions : la décolonisation ; le désarmement ; le progrès économique et social ; le commerce mondial ; la dette et l'environnement ; l'industrie et le travail ; la science et la technologie ; la finance et les opérations de change ; les femmes et le développement ; et, plus récemment, le maintien de la paix. Plus d'un demi-million de fonctionnaires de 170 pays se consacrent à la réalisation du mandat onusien.

Durant la dernière décennie du xx^e siècle, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a orchestré une série de conférences internationales, toutes destinées à favoriser le développement ; ces conférences ont abordé les thèmes de l'environnement, de la population, des droits de la personne et de la situation des femmes. Au même moment, les gouvernements des pays du Nord comme du Sud ont amorcé un parcours sans balises pour reconstruire l'ordre mondial et pour l'orienter vers une forme plus équitable de développement. Dans ce contexte, l'ONU a organisé, en décembre 2000, le Sommet du millénaire afin de fixer des cibles mondiales pour atteindre des normes minimales de « développement » et pour établir un « pacte entre les pays pour éradiquer la pauvreté humaine » (PNUD, 2003).

À ce carrefour historique des efforts concertés en vue de redessiner l'ordre mondial, d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement et d'établir les institutions d'une nouvelle gouvernance mondiale plus démocratique, un ensemble de structures économiques et sociales est apparu sur la scène internationale. Le discours courant sur l'équité, le développement, la mondialisation, la liberté, la démocratie et la bonne gouvernance pré-suppose toutefois l'existence d'« un autre monde », c'est-à-dire un système de rechange à la mondialisation néolibérale en place depuis le début des années 1980. Cette vision d'un « nouvel » ordre mondial vraiment progressiste ne se borne pas aux structures sociales ni aux institutions de l'ordre mondial néolibéral. Elle signale les actions urgentes à entreprendre pour atteindre les Objectifs du millénaire et pour faire naître un nouveau monde de progrès véritable.

Les textes proposés passent en revue puis analysent les divers efforts en ce sens des organisations clés du système onusien, notamment la Conférence des Nations Unies sur

le commerce et le développement (CNUCED) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le module 6 explore le rôle de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) dans l'émergence d'une importante école de pensée et d'un corpus de connaissances appliquées pour le développement.

L'ONU est la plus importante instance de coordination pour les organisations engagées dans le « projet » du développement international. Une approche critique en études du développement doit donc examiner les efforts que l'ONU a déployés aux fins de ce projet.

1. Le rôle des Nations Unies en matière de développement¹

Que ce soit comme idée ou comme projet pour réaliser une meilleure société tournée vers le progrès, la liberté et l'égalité, le développement apparaît en Europe (notamment en France et en Écosse) à l'époque des Lumières, au XVIII^e siècle. Pour les auteurs du présent recueil, le projet du développement débute essentiellement à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1944, au moment de la construction d'un ordre mondial conçu afin de relancer le processus d'accumulation du capital au moyen d'un commerce international relativement libre. Ce nouvel ordre mondial comprend diverses mesures: 1) l'adoption d'un ensemble de règles, établies lors de la conférence de Bretton Woods, pour régir les relations internationales entre les États-Unis et leurs alliés européens; 2) l'instauration du Fonds monétaire international pour aider les pays à faire face à tout déficit temporaire de leur balance des paiements; 3) la mise sur pied de la Banque mondiale, d'abord sous le nom de Banque internationale pour la reconstruction et le développement, afin d'aider les pays dans leurs efforts d'édification de la nation et de développement économique; et 4) l'établissement d'un forum pour la négociation du libre-échange, c'est-à-dire l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce².

En 1945, l'instauration de cet ordre mondial (dont la dynamique politique traitée au module 15) permettra d'établir un système réunissant des organisations chargées d'assurer le maintien de la paix (au sein d'un organe de sécurité des Nations Unies) et d'aider les pays accusant un retard économique, ceux que l'on appellera plus tard « pays du tiers monde » (non alignés ni avec le bloc capitaliste ni avec le bloc socialiste). La même année, les principaux gouvernements représentés à la conférence initiale de l'ONU ratifieront la *Charte des droits de l'Homme*, une *Magna Carta* reconnaissant 29 droits et devoirs collectifs afin de prévenir toute action unilatérale d'un pays pour défendre son « intérêt national »³.

Il faut comprendre qu'au début, le système des organisations internationales des Nations Unies n'offre pas un cadre assurant le « progrès » ou le « développement » d'un nombre croissant d'États-nations désireux d'obtenir leur indépendance. L'intérêt pour le

1. Jolly, Emmerij, Ghai et Lapeire, 2004.

2. L'idée initiale était de mettre sur pied une organisation de commerce international, mais cette dernière n'a pas vu le jour à cause des pressions protectionnistes exercées sur le gouvernement américain et à l'intérieur de celui-ci. L'organisation a été instaurée 50 ans plus tard, soit en 1994, sous l'appellation « Organisation mondiale du commerce » (OMC). Son but implicite était de servir de rempart contre la CNUCED, que de nombreux décideurs, conseillers et politiciens américains considéraient comme un instrument du « communisme international », c'est-à-dire un frein à la liberté de l'entreprise économique.

3. Le Congrès des États-Unis a refusé de ratifier la Charte des Nations Unies, car celle-ci affirmait que des emplois décentes ou satisfaisants et bien rémunérés, des logements et des services de santé et d'éducation constituaient des droits fondamentaux que l'État devait garantir et protéger au lieu de les laisser aux « forces de la liberté économique » (le marché, l'entreprise privée, etc.).

développement économique a d'abord cédé le pas aux vives inquiétudes pour la sécurité mondiale. Il faut en effet réglementer les efforts de différents pays en vue de défendre leurs intérêts nationaux et assurer, au moyen d'une démarche multilatérale, la résolution de tout conflit susceptible de se produire. C'est seulement à partir des années 1960 que la CNUCED jouera un rôle actif dans le processus du développement. Il existe divers récits sur le sujet, mais le plus précieux pour une approche critique en études du développement est sans doute l'histoire des Nations Unies que signent Richard Jolly et ses collaborateurs (2004).

2. La CNUCED, le groupe des 77 et la réglementation du capitalisme⁴

La CNUCED a vu officiellement le jour en 1964 comme organisme de recherche sur les politiques relatives au commerce et au développement. Elle avait pour mandat d'incarner un projet de développement national pour l'ensemble des pays, mais aussi de défendre plus particulièrement les intérêts et les préoccupations du « groupe des 77 ». En fait, la CNUCED est la seule institution onusienne à faire rapport directement à l'Assemblée générale de l'ONU au sujet des recherches et des prescriptions politiques relatives au développement adressées aux gouvernements des pays du Sud. En ce sens, elle s'apparente à l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), formée en 1961, d'abord pour promouvoir les intérêts de 27 pays. L'OCDE est alors considérée comme le « club des pays riches », c'est-à-dire les démocraties capitalistes d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et du Japon. Raúl Prebisch, premier directeur de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (la CEPALC, auparavant appelée la CPAL), participera activement à la mise en place de la CNUCED et en sera le premier directeur.

Durant les années 1980, la CNUCED et son organe opérationnel, le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (UNCTC), ont subi les attaques des partisans d'un « nouvel ordre mondial ». En fait, l'Heritage Foundation prévoit « l'élimination de l'UNCTC » au second point de son programme en cinq étapes en vue d'instaurer le nouvel ordre mondial. L'UNCTC est en effet considéré comme un ennemi des « forces de la liberté », car il donne des conseils politiques aux gouvernements des pays du Sud quant aux meilleurs moyens de réglementer les multinationales, les « institutions financières internationales », le flux des investissements directs étrangers, etc. La CNUCED veut aider ces gouvernements à protéger leurs travailleurs et leurs communautés, mais aussi à tirer certains avantages de leurs transactions financières. Aux yeux des architectes et des gardiens du nouvel ordre mondial, ces conseils politiques et cette réglementation publique – sans oublier l'appel de la CNUCED à créer un « nouvel ordre économique international » – constituent une ingérence directe et intolérable dans le jeu des forces du marché qui nuit à des intérêts économiques vitaux. Lorsque l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) prône un « nouvel ordre d'information international », l'organisme connaît le même sort. Le gouvernement américain perçoit cet appel comme le signe d'un détournement opéré par des « groupes d'intérêt » à l'intérieur de l'ONU et il attaque l'UNESCO.

Avec l'appui de l'Heritage Foundation, de groupes similaires de spécialistes néoconservateurs et de forums politiques installés à Washington, le gouvernement américain réussira finalement à décapiter puis à neutraliser l'UNCTC. Il parviendra aussi à marginaliser

4. Jolly, Emmerij, Ghai et Lapeire, 2004; Patel, 2007.

la CNUCED, qu'il a essentiellement écartée, en 1994, avec la mise sur pied de l'Organisation mondiale du commerce chargée de défendre les « forces de la liberté économique ».

3. L'ONU et le processus du développement : un développement à visage humain⁵

Dans les années 1960, l'ONU établira, outre la CNUCED, un ensemble d'organisations chargées d'opérationnaliser l'idée du développement. Parmi elles figurent : l'UNRISD (Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social) ; l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme ; le Programme des Nations Unies pour l'environnement ; l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) ; l'Organisation mondiale de la santé ; l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; et l'organisation la plus importante pour le développement, c'est-à-dire le PNUD.

Le PNUD innove en proposant le concept du « développement humain » et en élaborant l'indice de développement humain pour évaluer et classer les résultats des pays à cet égard. Il fait état de ce classement chaque année dans le *Rapport mondial sur le développement humain* lancé en 1990. Le nouveau concept du PNUD s'oppose à celui utilisé par la Banque mondiale dans le *Rapport sur le développement dans le monde*, où elle définit le développement en fonction uniquement de la croissance économique mesurée d'après les variations annuelles du produit intérieur brut (revenu total) par habitant. Le PNUD tient certes compte de cet aspect économique, mais il y ajoute des dimensions sociales et politiques comme la santé, l'éducation et la participation sociale, grâce auxquelles les individus obtiennent les ressources nécessaires pour réaliser leur plein potentiel et pour mener une vie épanouissante. Le module 26 examine en détail les théories et les pratiques du développement humain dont traitent les rapports du PNUD et les autres textes proposés sur ce thème. À l'instar de la Banque mondiale et de la CEPALC, le PNUD compile des bases de données sur le développement. L'une d'elles donne facilement accès à des informations sur le développement humain pour n'importe quel pays et elle permet de fabriquer des tableaux⁶. Depuis 1990, le PNUD examine les aspects importants de la problématique du développement humain dans son édition annuelle du *Rapport mondial sur le développement humain*.

4. L'ONU, le genre et le développement⁷

Depuis la promulgation de la Journée internationale de la femme, en 1975, suivie de la proclamation de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985), diverses méthodes servent à mesurer les progrès de la condition féminine à l'échelle mondiale. Quatre conférences internationales de l'ONU, organisées en 1975, en 1980, en 1985 et en 1995, ont dressé un bilan de la situation sociale des femmes et de leur contribution à l'économie. En septembre 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies a aussi convoqué une session spéciale afin d'évaluer l'avancement des femmes dans le monde.

En 1985, lorsque les déléguées de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes ont adopté les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, un débat politique a surgi à propos d'une proposition visant à changer le

5. Annan, 2000 ; Krasno, 2004 ; OIC, 1994, 2003 ; PNUD, 1990, 1996, 2002, 2003a ; UNRISD, 1995.

6. <<http://hdrstats.undp.org/fr/tableaux/>>.

7. Ahooja-Patel, 2007.

terme « femme » pour celui de « genre ». Depuis, beaucoup de résolutions utilisent « genre » au lieu de « femme ». Pour les opposants à cette substitution, l'emploi du terme « genre » dans les politiques et les lois brouille la réalité de la vie des femmes. Pour ses défenseurs, ce terme sociologique désigne les rapports sociaux entre hommes et femmes. Une étude « genre et développement » exige ainsi d'analyser ces rapports à tous les niveaux : à l'intérieur de la communauté et des groupes sociaux, mais aussi sous l'angle de la participation aux instances nationales et internationales.

Dix ans plus tard, les questions de genre touchent clairement l'ensemble de la société. C'est ce qu'a montré la stratégie mondiale pour la promotion de l'égalité des genres inscrite dans le Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes. Selon le PNUD : « le terme genre est apparu comme un outil analytique à la suite d'une prise de conscience plus vive des inégalités dues aux structures institutionnelles », mais « l'objectif final est d'améliorer la situation de la femme dans la société avec l'égalité des genres [...] » (traduction libre ; PNUD, 2003a, p. 8).

En 2000, les indicateurs du développement (les tendances et les données) que recueillent les Nations Unies et d'autres organisations couvrent tous les aspects de la condition féminine presque partout dans le monde. Avec ces informations, il est possible de dresser, pour différentes régions, des profils statistiques signalant les domaines où il faut modifier les politiques et adopter des mesures législatives. D'après ces données mondiales, les domaines de recherche les plus pertinents sont la démographie, la santé, l'éducation, l'emploi, la politique, la situation des femmes et des hommes à l'intérieur des ménages, et les droits humains des femmes.

Il convient toutefois de noter que ce sont les femmes elles-mêmes qui ont transformé leur situation économique et sociale grâce à leurs revendications et à leurs luttes dans leurs mouvements nationaux durant tout le xx^e siècle, mais surtout après les deux guerres mondiales. Les luttes politiques pour l'indépendance en Asie, en Afrique et en Amérique latine ont été nettement associées à la lutte économique en faveur de l'égalité des femmes et à l'intégration croissante des femmes dans le marché du travail. Des données empiriques montrent clairement qu'il sera impossible d'atteindre les Objectifs du millénaire fixés par la communauté internationale, en 2000, si l'on ne favorise pas la participation active des femmes et si l'on ne tient pas compte de leurs points de vue à tous les paliers décisionnels. L'un des changements remarquables survenus au cours du xx^e siècle est d'ailleurs l'augmentation du taux de participation des femmes à l'économie, et ce, partout dans le monde. Ce phénomène a, en retour, transformé la vie des femmes de façon permanente.

5. Le problème des inégalités :

un développement social et humain sans changement social⁸ ?

Selon Wolfgang Sachs et ses collègues (1992) qui souscrivent aux théories de l'après-développement, l'idée du développement a été « inventée » comme reformulation de la notion de « progrès », mais dans un sens strictement économique, afin de contrôler les actions et les réactions des peuples dans les régions accusant un « retard » économique. Pour qualifier le projet visant à promouvoir cette idée du développement, ces auteurs ont parlé d'impérialisme, de subjugation et de colonisation des esprits. Les organisations

8. ONU, 1995, 2000, 2005 ; PNUD, 2003a, 2006 ; UNRISD, 1995.

internationales du système onusien conçoivent toutefois le développement d'une manière bien différente, c'est-à-dire comme un véritable progrès qui assure le respect des droits humains fondamentaux de chaque individu dans toutes les sociétés et qui accorde de l'importance aux dimensions sociales du développement. Dans la perspective de ces organisations internationales, le principal obstacle au développement humain ou social vient d'une structure et d'un système où certains, en raison de leur pouvoir et de leur plus grand accès aux ressources, peuvent s'approprier la majeure partie de la production nationale et mondiale ou de la richesse des nations (selon l'expression d'Adam Smith). D'après le *Rapport mondial sur le développement humain* (PNUD, 1996), moins de 400 personnes disposent d'autant de richesse et de revenu que tous les pauvres représentant 40 % de la population totale. Dans le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 2005: la crise de l'inégalité*, l'ONU a documenté, puis analysé, dans une certaine mesure, les dimensions nationales et internationales du « problème des inégalités ». Elle a décrit cette « situation grotesque » où quelques-uns se sont approprié tant de richesse qu'ils ont creusé un fossé du développement sans précédent. Ils ont ainsi condamné à la pauvreté 1,7 milliard de personnes, surtout dans les sociétés en marge du processus du développement; ces personnes sont devenues incapables de satisfaire leurs besoins fondamentaux et encore moins de mener une vie épanouissante.

Le diagnostic ne fait guère de doute. Quel remède permettra alors de régler le problème? Quelle réponse institutionnelle apporte l'ONU? Pour une approche critique du développement, le « problème des inégalités » révèle les lacunes du modèle d'élaboration des politiques dont se servent les gouvernements. Ce problème reflète en outre le mode de fonctionnement du système économique et la structure sociale résultant de ce système qui se perpétue par le biais de rapports de pouvoir économiques et politiques. Est-ce la perspective des économistes et des sociologues travaillant au sein de l'ONU ou pour l'ONU et ses organismes opérationnels de développement? Si tel n'est pas le cas, pourquoi ne partagent-ils pas cet avis? Quelle est alors leur perspective?

6. L'ONU dans le nouveau millénaire : capitalisme ou développement⁹

L'ONU a conceptualisé et institutionnalisé l'idée du développement dans sa dimension sociale, mais aussi dans sa dimension politique : 1) l'engagement fondamental à l'égard du respect des droits humains universels inscrits dans la Charte des Nations Unies de 1945 ; et 2) la participation à la prise des décisions et à l'élaboration des politiques relatives au développement, c'est-à-dire l'intégration de divers acteurs qui doivent non seulement être consultés, mais aussi participer activement au processus du développement.

Durant les années 1990, le PNUD a beaucoup approfondi sa connaissance de la dimension politique du développement humain. Dans ses rapports, il a fait de la gouvernance démocratique un élément fondamental de son modèle de développement humain durable. Pour mettre en place les conditions propices à cette « gouvernance démocratique », il faut : 1) assurer des chances égales d'avancement individuel ; 2) rendre plus inclusifs les services d'éducation et les autres services publics ; 3) favoriser l'autonomisation des pauvres afin qu'ils puissent agir pour eux-mêmes ; 4) renforcer la société civile ; et 5) établir un mécanisme de participation populaire aux prises de décisions publiques et aux efforts de développement.

9. Esping-Anderson, 1994 ; Solimano, Sunkel et Blejer, 1993 ; PNUD, 1996, 1997a, 1997b, 1997c, 1997d.

En fait, le PNUD veut régler le « problème des inégalités » et la « problématique du développement humain », donc lever les obstacles empêchant chaque personne de réaliser son plein potentiel et de mener une vie épanouissante. Sa « solution » consiste à rebâtir et à humaniser les mécanismes du système capitaliste pour créer une forme plus inclusive, plus équitable et plus participative de développement capitaliste (Solimano, Sunkel et Blejer, 1983). Cette solution dont le but est de « reconstruire le capitalisme » de l'intérieur doit être méticuleusement déconstruite à l'aide d'une approche critique du développement.

Quelques textes de référence en français

- AZOULAY, Gérard (2011). « Les nouvelles formes de l'aide publique au développement et l'éventuel retour de l'État dans les pays d'Afrique subsaharienne », *Mondes en développement*, vol. 153, n° 1, p. 57-70.
- BANQUE MONDIALE (2008). *L'appui de la Banque à l'agriculture en Afrique subsaharienne, Examen de l'IEG*, Washington, Banque mondiale.
- GUILLAUMONT, Patrick (1985). *Croissance et ajustement : les problèmes de l'Afrique de l'Ouest*, Paris, Economica.
- PNUD (2001). *Rapport mondial sur le développement humain 2001. Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain*, <<http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2001/>>.
- PNUD (2003). *Les Objectifs du millénaire pour le développement : un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine*, <<http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2003/>>.
- PNUD (2008). *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008. La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, <<http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2007-8/>>.

Module 14

Les organisations multilatérales dans le nouvel ordre mondial néolibéral

Walden Bello

Focus on the Global South, Thaïlande

Dans ce module, l'auteur examine la structure et la dynamique du système de gouvernance multilatérale mondiale depuis ses origines, en 1944, jusqu'à nos jours. Il s'attarde aux piliers économiques du système multilatéral régissant les relations internationales : le G8, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le module exclut en bonne partie le système onusien (traité dans le module 13), mais il évoque parfois la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Programme des Nations Unies pour le développement.

En situant le système multilatéral à l'intérieur du système capitaliste mondial sous l'emprise d'une puissance hégémonique, les États-Unis, il examine la manière dont ce pays et les États européens ont favorisé leurs intérêts économiques par l'intermédiaire des organisations multilatérales. Le conflit entre les intérêts divergents des pays du Nord et du Sud cause une vive préoccupation, surtout parce qu'il a miné la légitimité des organisations multilatérales, en particulier le FMI. Le module traite d'abord des approches différentes des administrations Clinton et Bush à l'égard du multilatéralisme, puis il passe en revue les positions de l'Union européenne et des autres pays du G8.

Enfin, le module aborde les solutions de rechange que proposent différents acteurs par rapport à ce multilatéralisme hégémonique. Il examine ainsi la manière dont les individus, dans différentes régions, peuvent contribuer à l'instauration d'un système multilatéral équitable.

1. De Bretton Woods à la mondialisation néolibérale : des perspectives divergentes¹

Le système multilatéral des relations internationales au sein du système capitaliste mondial repose sur les piliers institutionnels suivants : la Banque mondiale et le FMI, tous deux constitués à Bretton Woods, en 1944 ; et l'OMC, d'abord établie comme forum de négociation commerciale (l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), mais constituée officiellement en 1994 avec la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain. Les textes proposés analysent, à partir de diverses perspectives théoriques, la mise en place du système de Bretton Woods.

1. Ellwood, 2001, chap. 2 ; Frieden, 2006, p. 253-300 ; Gowan, 1999, p. 8-18.

2. Le FMI, l'OMC et la Banque mondiale: les dynamiques de l'organisation internationale et de l'action multilatérale²

Les institutions de Bretton Woods ont sans conteste offert un cadre institutionnel favorable au processus d'accumulation du capital et de croissance économique qui s'est amorcé à la fin des années 1940, puis s'est poursuivi durant la période que les historiens ont appelée « l'âge d'or du capitalisme ». Le moteur de la croissance économique et du développement capitaliste connaîtra toutefois des ratés vers la fin des années 1960 et le début des années 1970. L'ensemble du système subit alors une grave crise de la production, qui inspirera une série de stratégies afin de rénover et de restructurer le système pour sortir de la crise.

À cette fin, on proposera diverses stratégies: 1) l'exportation du capital bancaire sous la forme de prêts aux gouvernements pour financer les programmes de développement, pour atténuer simultanément la crise de la surproduction et de la sous-consommation (la saturation des produits manufacturés sur les marchés des pays du Nord et l'incapacité des pays du Sud d'acheter ces produits), mais aussi pour écouler l'excédent de liquidités (les pétrodollars); 2) la relocalisation des industries à l'étranger, plus près des sources de main-d'œuvre à moindre coût, ce qui a eu pour conséquence imprévue de créer une « nouvelle division internationale du travail »; 3) la conversion technologique de l'appareil de production mondial grâce à un nouveau mode de réglementation du travail (le postfordisme); et 4) le « nouvel ordre mondial » néolibéral où le marché et les « forces de la liberté économique » sont affranchis des contraintes de l'État promoteur.

De concert avec le FMI, puis avec l'OMC, la Banque mondiale assumera le mandat principal de promouvoir le programme de la mondialisation. À cet égard, le *Rapport sur le développement dans le monde*, publié en 1995 sur le thème *Workers in an Integrating World* (Les travailleurs dans un monde de plus en plus intégré), constitue un véritable manifeste capitaliste. La Banque mondiale y souligne le caractère nécessaire, inévitable et désirable de la mondialisation comme seule voie possible pour parvenir à la prospérité générale. Elle insiste sur « l'ajustement structurel » comme seul cadre stratégique pour accéder au nouvel ordre mondial.

3. La dynamique des politiques d'ajustement structurel pour instaurer le « nouvel ordre mondial »³

Au milieu des années 1980, le programme de la mondialisation remplace l'appel à la création d'un « nouvel ordre économique international » lancé par l'Heritage Foundation et d'autres fondations, institutions financières et forums politiques installés à Washington. La mondialisation servira alors de couverture idéologique à la Banque mondiale et à son programme de réformes politiques en permettant de justifier le fait d'imposer « des réformes structurelles » aux gouvernements comme condition pour recevoir de l'aide financière et comme prix pour obtenir l'admission dans le nouvel ordre mondial. En 1983, les politiques de stabilisation du FMI s'ajoutent aux réformes structurelles de la Banque mondiale (privatisation, déréglementation, décentralisation, libéralisation des finances et du commerce, etc.) dans le cadre du consensus de Washington (Williamson, 1990).

2. Bello, 2005, p. 101-128; Stiglitz, 2002, p. 89-179; Woods, 2006, p. 39-64, 84-103, 141-178.

3. Bienefeld, 2000, p. 27-43; Stiglitz, 1998, p. 1-32.

4. La crise de l'ordre mondial néolibéral⁴

L'une des principales caractéristiques du développement capitaliste est sa propension à la crise, qui menace les moyens de subsistance et les perspectives de développement des populations partout dans le monde. Cette propension met aussi en péril le système comme tel.

Le monde traverse actuellement une autre de ces graves crises aux multiples dimensions : financière, de production, écologique, sociale et politique. Dans ses dimensions financières, la crise représente un danger pour les épargnes des particuliers et des ménages des classes moyenne et supérieure dans les pays industrialisés. Elle menace aussi les moyens de subsistance et le développement futur des populations dans le monde entier. La possibilité, voire la perspective d'une propagation de la crise financière qui viendrait élargir et approfondir la crise de la production soulève des questions au sujet des dynamiques fondamentales du développement capitaliste. Elle incite également à s'interroger sur les solutions stratégiques et politiques adoptées pour contrer les forces que déclenchent ces dynamiques.

5. La réforme libérale comme solution de rechange : la recherche d'une « gouvernance mondiale⁵ »

L'ordre libéral mondial établi en 1944 reposait sur le cadre institutionnel multilatéral de Bretton Woods, le système des Nations Unies et l'OCDE (l'alliance occidentale trilatérale des États d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon). Cet ordre libéral reposait également sur l'État-nation souverain. Le nouvel ordre mondial est toutefois structuré différemment : il se fonde sur l'intégration des économies nationales dans une économie mondiale qui force même les plus puissants États-nations à concéder – à contrecœur, dans le cas des États-Unis – certains de leurs pouvoirs à des institutions transnationales publiques et à « la société civile mondiale ». Dans ce contexte, la fonction du maintien de l'ordre revient non pas à un gouvernement mondial ou à un État supranational, mais plutôt à une forme de « gouvernance » mondiale qui, par définition, comprend des acteurs non étatiques en plus des États. La question principale est alors : Le maintien de l'ordre est-il le résultat d'un rapport de pouvoir inégalitaire entre les États participant au système, ou l'architecture du système peut-elle prendre une forme plus démocratique ? Pour certains auteurs comme Stiglitz, la solution se résume à « faire fonctionner la mondialisation ». Pour d'autres, puisque le problème concerne l'exercice démocratique du pouvoir, il faut démocratiser le pouvoir décisionnel au sein des institutions transnationales comme le FMI et la Banque mondiale. Sans une telle démocratie dans leurs mécanismes de représentation, leur fonctionnement interne et leur mode de reddition des comptes, ces institutions deviennent de simples compléments du pouvoir de l'État au service de l'ambition impérialiste.

6. Des solutions de rechange systémiques radicales : démondialisation, anti-impérialisme et transformation sociale⁶

Pour une approche critique en études du développement, l'ordre mondial actuel soulève des questions qui vont bien au-delà de la bonne gouvernance ou de la réforme du système de pouvoir établi. Sans vouloir dire les choses trop simplement, ce système a été conçu afin de favoriser certains puissants intérêts qui disposent de la propriété et de la richesse (la

4. Bello, 2006, p. 1345-1368 ; Onis, 2006, p. 239-263.

5. Held, 2004, p. 94-116 ; Stiglitz, 2006, p. 3-102, 245-292.

6. Cavanagh et Mander, 2004, p. 3-102 ; Bello, 2004.

propriété privée des moyens de production à l'échelle mondiale), mais aussi afin de maintenir la structure extrêmement inégalitaire qui leur assure ces avantages. Les riches et les puissants ont une capacité disproportionnée à « gouverner » l'ensemble du système, donc à s'ériger en « nouveaux maîtres du monde » (Pilger, 2002). Cette classe dirigeante mondiale peut recourir à divers mécanismes pour contrôler le processus de la mondialisation néolibérale, l'un d'eux étant le contrôle de l'appareil étatique des pays les plus puissants comme les États-Unis. Pour décrire ce contexte où le pouvoir étatique s'appuie sur le pouvoir économique des grandes entreprises, voire se combine avec lui, de nombreux analystes ont employé les termes « impérialisme » et « hégémonie » pour désigner un système de domination économique, politique et idéologique (Petras et Veltmeyer, 2001, 2005).

Lorsqu'on envisage le problème sous l'angle du pouvoir impérial ou des efforts de certains États pour établir ou pour conserver leur hégémonie, la préoccupation n'est plus de démocratiser ou d'humaniser le système. Elle concerne plutôt les moyens de le renverser ou de le transformer d'une manière radicalement différente. La possibilité de s'opposer à la mondialisation économique néolibérale en proposant une solution de rechange radicale réside dans un mouvement altermondialiste ou de démondialisation qui unira les forces de résistance du Nord et du Sud, c'est-à-dire non seulement une « société civile mondiale » issue des pays du Nord, mais aussi les mouvements populaires issus des pays du Sud. Ce constat incite à se demander de quelle manière, dans quelles conditions et à quel endroit ces deux forces de résistance peuvent s'unir pour faire naître « un autre monde ».

Quelques textes de référence en français

- BESSIS, Sophie (1981). *L'arme alimentaire*, Paris, Maspero.
- BOUTAUD, Daniel et Christian DEBLOCK (1990). *Ajustement structurel et choix de développement*, Montréal, Groupe de recherche et d'étude sur les transformations sociales et économiques, Université de Montréal/Université du Québec à Montréal.
- FILLION-LAUZIÈRE, Catherine (2010). *Évolution de l'aide publique au développement : le cas du Canada*, Montréal, Chaire C.A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement, <http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-poissant&id_article=5718>.
- FREUD, Claude (1988). *Quelle coopération : un bilan de l'aide au développement*, Paris, Karthala.
- HOFMANN, Elisabeth et Annie NAJIM (2003). *L'agent de développement et le Sud*, Paris, Karthala.
- JEAN, François (1997). « Le triomphe ambigu de l'aide humanitaire », *Revue Tiers monde*, vol. xxxviii, n° 151, p. 641-658.
- MAPPA, Sophia (2010). « Les apories de l'appropriation de la diversité culturelle de la planète », dans Sophia Mappa, *L'aide publique au développement : quelles justifications ?*, Paris, Groupe de recherches et d'échanges technologiques.
- MENDE, Tibor (1975). *De l'aide à la recolonisation*, Paris, Seuil.
- PLIHON, Dominique (2014). « Les institutions financières internationales », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 167-182.
- SOGGE, David (2014). « L'ONU, les agences multilatérales et le développement », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 183-202.

Module 15

Le cadre stratégique international

Manfred Bienefeld

Université Carleton, Canada

L'auteur propose, dans ce module, une vaste analyse de l'évolution des principaux aspects du cadre stratégique international qui régit la manière dont les marchés, les systèmes de production et les systèmes financiers nationaux sont reliés au « monde extérieur ». Bien entendu, ce cadre évolue en fonction de certains paramètres politiques qu'il faut aussi comprendre. C'est la raison pour laquelle la première et la dernière partie du module traitent des facteurs politiques qui servent à déterminer le cadre stratégique international, même si ces facteurs subissent en retour l'influence du cadre modifié.

Le module examine la période qui s'étend de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours et qui comporte trois phases plus ou moins distinctes. La première, de 1945 à 1973, a été une phase « keynésienne » relativement nationaliste appelée Bretton Woods I. La deuxième, de 1973 à 1994, a été une phase néolibérale internationaliste appelée Bretton Woods II; ce nouveau régime a conservé, voire renforcé, les institutions de Bretton Woods I mises sur pied en 1944; celles-ci ont toutefois été radicalement transformées, même si elles ont gardé leur nom. La troisième phase, Bretton Woods III, a débuté en 1994, mais elle est généralement connue sous l'appellation de « nouvel ordre mondial » (néolibéralisme et mondialisation). Elle constitue le prolongement logique de Bretton Woods II, car elle a enraciné encore davantage l'ordre mondial néolibéral en élargissant le pouvoir et les responsabilités des institutions internationales par rapport à ceux des États-nations. Pour terminer, le module offre une réflexion sur les récents événements où ces institutions internationales transfèrent de plus en plus aux marchés leurs pouvoirs de coordination.

Après avoir précisé les principales caractéristiques et conséquences de chaque phase du cadre stratégique international, le module propose différentes interprétations de l'évolution et des résultats de ce cadre. Il demande dans quelle mesure les changements de cap opérés ont accru la prospérité et la stabilité à l'échelle mondiale ou reproduit la situation chronique d'instabilité et de conflit des années 1920 et 1930.

1. L'érosion de la souveraineté nationale¹

La montée du capitalisme a été étroitement liée à l'ascension de l'État-nation moderne. Or, un monde d'États-nations a besoin d'un cadre stratégique international pour gérer les tensions inévitables entre les institutions nationales et internationales. Les États-nations doivent disposer de pouvoirs souverains s'ils veulent permettre à leurs citoyens de bâtir la société répondant à leurs souhaits. Ils doivent toutefois accepter aussi de renoncer à un certain degré de souveraineté pour vivre en paix les uns avec les autres et pour tirer parti de relations mutuellement bénéfiques. En fin de compte, l'équilibre instable de ces objectifs

1. Bienefeld, 1988, p. 332-350; Gill, 1995, p. 65-99; Panitch, 1994, p. 9-43.

contradictoire constitue la principale caractéristique de tout cadre stratégique international. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, cet équilibre a constamment changé. De nos jours, le pouvoir se trouve ainsi davantage entre les mains des institutions internationales qu'entre celles des institutions nationales, au grand plaisir de certains, mais au grand désespoir des autres.

Les textes proposés explorent différentes interprétations des événements. Certains auteurs sont convaincus de la rationalité supérieure des marchés par rapport à celle de l'État-nation, mais d'autres déplorent l'affaiblissement et la perte de souveraineté de l'État. Bienefeld (1991) n'entrevoit aucune autre solution que de trouver des moyens de reconstruire les souverainetés nationales, bien que cela soit devenu assez difficile. Selon Gill (1995), de telles options « nationales » n'existant plus, il faut se concentrer sur la construction de mouvements politiques internationaux plus efficaces. D'après Helleiner (1994), les États-nations conservent souvent plus de contrôle que l'on ne pense. Cet auteur est en effet impressionné de constater que l'érosion de la souveraineté nationale s'est produite de manière inégale et que les États-nations ont d'eux-mêmes conclu des accords restreignant leur souveraineté. Panitch (1994) passe en revue le débat sur le sujet. Il rappelle que toute véritable solution de rechange doit contester la logique intrinsèque de la mondialisation néolibérale, mais qu'aucun État ne pourra y arriver en agissant de manière isolée, ce qui ramène la discussion au point de départ. James (2006) salue les efforts déployés pour tenter d'établir un système quasi judiciaire de coopération internationale à partir des principes économiques néolibéraux. Panitch (1994) et les autres auteurs, à leur façon, voient la nécessité de s'atteler à la même tâche, mais à l'aide d'une série différente de principes. Il reste donc à savoir s'il s'agira des principes essentiellement « sociaux-démocrates » inscrits dans l'accord initial de Bretton Woods ou d'autres principes « internationalistes » ou « socialistes ».

2. Le système de Bretton Woods²

Il est ici question des premières années du système de Bretton Woods, soit la période durant laquelle le programme relativement prudent et pragmatique de Bretton Woods I s'est avéré trop « libéral » pour faire face aux défis de la reconstruction de l'Europe de l'Ouest. Cette situation a exigé le recours au plan Marshall, encore plus pragmatique et plus « généreux », pour combler les lacunes. C'est la raison pour laquelle Milward (1984) soutient que c'est une erreur d'attribuer à la libéralisation économique les succès imprévus de la reconstruction. En fait, souligne cet auteur, la reconstruction reposait sur des politiques fortement nationalistes et interventionnistes parce que Bretton Woods I, malgré son pragmatisme, aurait exigé un degré inacceptable de libéralisation dans l'Europe politiquement précaire de l'après-guerre. Le plan Marshall a ainsi apporté une aide considérable, mais sans exiger l'abandon des stratégies interventionnistes de développement qui s'avéraient efficaces. Ces stratégies de croissance pragmatiques, nationalistes et interventionnistes ont paradoxalement jeté les bases de l'intégration ultérieure de l'Europe – voire de la libéralisation économique –, parce qu'elles ont permis au processus de se poursuivre sous une forme et à une vitesse adaptées aux conditions sociales et politiques de l'époque. Ce bref rappel historique souligne que, dans le domaine des politiques publiques, la plus courte distance entre deux points est rarement la ligne droite.

2. Helleiner, 1994, p. 51-77, 81-100; Bienefeld, 1991, p. 3-28.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'économie de toute la planète se trouve dans un état précaire. Beaucoup de pays ont subi d'énormes pertes et enregistrent des déséquilibres budgétaires; les tensions politiques sont vives presque partout. Selon l'opinion courante, les conditions de l'après-guerre donnent naissance à un monde dangereusement instable, au bord de l'explosion. Ce n'est toutefois pas le cas. La période de 1948 à 1973 sera, bien au contraire, un quart de siècle de croissance et de stabilité sans précédent durant lequel la vie des travailleurs dans les pays industrialisés s'améliorera radicalement. Même dans les pays en développement, de solides bases seront jetées pour stimuler le développement. S'il est bien sûr impossible d'affirmer que ces réalisations sont uniquement attribuables à Bretton Woods I, il n'en reste pas moins qu'elles se sont produites durant cette période et qu'elles ont commencé à diminuer dès la suppression des mesures de protection fondamentales accordées par ce régime.

3. La gestion du chaos par Bretton Woods II³

Durant le démantèlement de Bretton Woods I, les défenseurs des réformes néolibérales soutiennent que l'adoption de taux de change flottants produira une plus grande stabilité. À leur avis, les taux de change « réels » deviendront plus stables lorsque les taux nominaux pourront s'adapter librement aux fluctuations des facteurs économiques fondamentaux. En fait, ces rêves ne se matérialiseront jamais. L'effondrement de Bretton Woods I marquera plutôt le début d'une période de forte instabilité, de ralentissement de la croissance, de diminution des investissements et d'augmentation du chômage et de l'inflation. Les efforts visant à recréer un cadre stratégique international géré de manière coopérative échouera alors, se heurtant à l'opposition des États-Unis et des grandes entreprises, ce qui fera émerger, essentiellement par défaut, un système chaotique axé sur le marché. Le système de Bretton Woods II ne fera jamais l'objet de négociation ni d'entente. S'il conserve les mêmes institutions et s'il continue de porter le même nom, il subit néanmoins une transformation de ses principales caractéristiques. Alors que Bretton Woods I a été explicitement conçu afin de protéger l'économie internationale contre l'instabilité financière, Bretton Woods II accorde du pouvoir aux mécanismes du marché jugés largement responsables de favoriser la volatilité. Au fond, le monde vient de boucler la boucle. Le nouveau Bretton Woods II néolibéral incarne tout ce qu'ont craint les architectes originaux des accords de Bretton Woods. De leur point de vue, cela mène tout droit au désastre.

Bretton Woods II a fortement déréglementé les marchés financiers et leur a accordé plus de pouvoir, mais ses concepteurs reçoivent maintenant le mandat de réglementer ces marchés et de contenir leur volatilité potentielle bien connue. Cette tâche se révélera très difficile, car les mouvements de capitaux à court terme ne cessent d'augmenter; « l'innovation financière » ne cesse d'accroître la complexité des transactions et des instruments financiers; et la puissance des institutions financières et des grandes entreprises ne cesse de grandir. Dans ces conditions, la réaction officielle pour contrer la volatilité se bornera à améliorer la qualité des informations offertes aux acteurs du marché, à accroître la transparence des transactions et à promouvoir une meilleure réglementation des banques. Malgré tout cela, le problème persiste.

3. Bienefeld, 1993b, p. 347-370; Duménil et Lévy, 2002, p. 245-274; CNUCED, 1998, p. 83-110.

4. La réanimation de l'Organisation internationale du commerce : la naissance de l'Organisation mondiale du commerce⁴

La troisième institution de Bretton Woods, conçue dans les années 1940, était l'Organisation internationale du commerce (OIC), mais elle n'a jamais vu le jour sous cette appellation ; elle est plutôt devenue l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Aux États-Unis, l'idée d'une réglementation internationale du commerce a toutefois soulevé des inquiétudes irrépressibles par rapport à la souveraineté du pays, de sorte que l'accord n'a pu obtenir la ratification du Congrès américain. Le monde a donc dû « se contenter » de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, une structure volontaire beaucoup plus souple et moins interventionniste pour promouvoir un commerce plus libéral. Dans les années 1980, l'intégration internationale croissante de la production, des investissements et du commerce, mais aussi le pouvoir croissant des grandes entreprises, ont soulevé un flot de revendications pour la création d'une institution plus forte et plus efficace qui serait capable d'harmoniser les politiques relatives au commerce à l'échelle mondiale. Ces revendications ont abouti à la mise sur pied de l'OMC, le 1^{er} janvier 1995, mais son mode de fonctionnement se rapproche étroitement de ceux du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

5. La dynamique politique de la mondialisation néolibérale : avantages et inconvénients des ajustements structurels⁵

Il est ici question de nombreux textes du Structural Adjustment Participatory Review International Network (SAPRIN) portant sur la contestation citoyenne contre les ajustements structurels⁶. Ces textes examinent, dans une perspective critique, les politiques d'ajustement vantées par la Banque mondiale. Leurs auteurs remettent en question les arguments habituellement invoqués en faveur des ajustements néolibéraux. À leur avis, ces politiques ont eu de graves conséquences, en ce sens qu'elles ont souvent été une cause de destruction et de déstabilisation. Il est possible d'évaluer les arguments et les preuves qu'avancent les deux camps pour en arriver à une conclusion « équilibrée » et fondée.

6. Et maintenant, que faire??

Les textes proposés dans cette dernière partie du module reviennent sur les débats et ils examinent les options possibles pour le système mondial. Ils reprennent la discussion sur le rôle futur de l'État-nation pour faciliter l'élaboration légitime et politiquement transparente des cadres stratégiques à l'intérieur desquels doivent fonctionner les forces du marché pour préserver l'intérêt public et humain. Il existe toutefois une tension entre le besoin de souveraineté nationale pour faire les choix nécessaires et le besoin simultané d'intégration et d'harmonisation à l'échelle internationale. De grandes questions demeurent, par exemple : Que doit-on tenir pour acquis lorsqu'on réfléchit à des solutions de rechange ? Qu'est-ce qui est réversible et qu'est-ce qui ne l'est pas ? À quel prix ? Quels sont les risques et les coûts si nous acceptons de poursuivre simplement la trajectoire actuelle ?

4. Gowan, 2003, p. 295-321 ; FMI, 1994, p. 1-26.

5. Agarwala et Schwartz, 1994, p. 1-32 ; Easterly, 2002, p. 88-103 ; Rodrik, 1990, p. 933-947 ; SAPRIN, 2001 ; Weisbrot *et al.*, 2000.

6. <<http://www.saprin.org>>.

7. Bienefeld, 1994, p. 44-79 ; Wade, 2002.

Quelques textes de référence en français

- BASSIROU, Diene (1993). *L'encadrement international du développement local: les cas de la Banque mondiale, de l'UNESCO et de la FAO*, mémoire de maîtrise, Saguenay, Université du Québec à Chicoutimi, <<http://constellation.uqac.ca/1373/>>.
- CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (2005). *Rencontres avec la société civile et le secteur privé*, rapport, Genève, CNUCED, <http://archive.unctad.org/fr/docs/tdb52d9_fr.pdf>.
- HUGON, Philippe (2006). «Le renouveau de l'économie du développement dans un contexte de mondialisation», dans Philippe Hugon, *La mondialisation contre le développement durable?*, Bruxelles, Ecopolis, p. 29-52.
- LATOUCHE, Serge (2003). *Justices sans limites: le défi de l'éthique dans une économie mondialisée*, Paris, Fayard.
- PEEMANS, Jean-Philippe (2002). «La modernisation et la reconstruction de l'ordre des choses au Nord», dans Jean-Philippe Peemans, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Paris, L'Harmattan, p. 25-55.
- TAHAR, Mansour, Michel GUIROLAN et Abdul H. RAHMAN (1995). *Guide de l'investisseur: les actions, les obligations, l'immobilier, les fonds mutuels*, Montréal, Éditions économiques.

Module 16

L'aide, la dette et le commerce

Dans le tourbillon du développement capitaliste

Luciano Vasapollo

Université de Rome «La Sapienza», Italie

1. Le cadre stratégique de l'ordre mondial néolibéral¹

Quel cadre stratégique et institutionnel (multilatéral ou bilatéral) sert à fournir l'aide étrangère? Quelle est la justification de la politique d'aide étrangère? Comment cette politique s'articule-t-elle avec la coopération internationale pour le développement, avec la politique étrangère des États donateurs ou avec les canaux multilatéraux ou bilatéraux? Quel rôle jouent les organisations non gouvernementales dans le processus du développement? Au cours des années 1980, le nouvel ordre mondial a vu le jour grâce aux politiques d'ajustement structurel de Washington, qui prévoyaient les mesures suivantes: la privatisation; la libéralisation du commerce des biens et des capitaux; la déréglementation du marché des biens et des capitaux, mais aussi du marché du travail; la décentralisation administrative et l'intégration de la société civile dans le processus d'élaboration des politiques relatives au développement et à la démocratie. À la fin des années 1980, il est devenu évident que ces politiques se révèlent dysfonctionnelles sur le plan économique et insoutenables sur le plan social ou politique. Cette situation inspirera diverses démarches en vue d'établir un nouveau consensus pour remplacer l'après-consensus de Washington (Saad-Fihlo, 2005).

2. L'aide étrangère et la dynamique du développement²

Quels sont les avantages et les inconvénients d'utiliser l'aide étrangère aux fins du développement puisqu'une grande partie de cette contribution vise seulement l'aide humanitaire ou le secours en cas de catastrophe? Pourquoi les donateurs «donnent-ils» de l'aide et pourquoi les pays bénéficiaires en «demandent-ils»? L'aide étrangère sert-elle de catalyseur de croissance ou d'agent de l'impérialisme? Quel est son degré d'efficacité? Qui en bénéficie?

Ces questions dont traitent de nombreux travaux suscitent des débats entre les tenants de diverses écoles de pensée. Jeffrey Sachs (2005) a été un architecte des mesures de stabilisation et du programme novateur d'ajustement structurel appliqués en Bolivie dans les années 1980. Pour cet économiste et d'autres auteurs, l'aide étrangère peut, malgré ses lacunes, servir de catalyseur de développement lorsqu'elle prend la forme d'une «assistance» financière et technique, comme ce fut le cas dans la révolution verte en Inde et comme c'est le cas dans une bonne partie de l'aide en Afrique subsaharienne. L'assistance devient alors un outil indispensable aux «transferts de ressources internationales» pour stimuler le développement.

1. Chang, 2006; Dasgupta, 1998; Stiglitz, 1998; Ocampo, 2007; Saad-Fihlo, 2005, p. 113-119.

2. Petras et Veltmeyer, 2002, 2005; Pilger, 2005, p. 5-30.

Divers auteurs ont toutefois soutenu la position contraire. C'est notamment le cas de William Easterly (2006), professeur d'économie à l'Université de New York, ancien économiste chercheur de la Banque mondiale et auteur de l'ouvrage *The White Man's Burden*. À son avis, l'aide étrangère favorise la corruption et les rapports de dépendance; elle a aussi des effets délétères sur les économies et les sociétés des pays bénéficiaires, car elle déforme les mesures incitatives de ces pays ou encore leur impose des conditions qui limitent leur développement au lieu de le faciliter. Theresa Hayter (1971) et, plus récemment, Petras et Veltmeyer (2002) vont même plus loin. Selon ces auteurs, l'aide est conçue et fonctionne comme un mécanisme d'exploitation impérialiste. Elle s'avère donc un catalyseur de détérioration et non de développement, car elle profite davantage aux pays donateurs qu'aux pays bénéficiaires. L'aide étrangère constitue en outre un obstacle important au développement économique et social.

3. Les dynamiques structurelles et politiques de la dette du tiers monde³

Quelles sont les causes profondes, structurelles, économiques et politiques de la dette extérieure des pays du tiers monde? Quelles en sont les dynamiques économiques, sociales et politiques? Les principaux problèmes viennent du caractère explosif de la dette extérieure colossale de nombreux pays du Sud, sans oublier le fardeau des paiements pour la rembourser. Les auteurs se sont toutefois assez peu attardés à la manière dont la dette sert aussi de levier pour exercer le pouvoir et pour créer la dépendance – un levier de péonage ou d'impérialisme, disent certains. Le Conseil de sécurité des Nations Unies est un mécanisme bien connu par lequel les grandes puissances contrôlent l'Organisation des Nations Unies, donc les interventions militaires. Il existe cependant des mécanismes similaires, mais moins connus, grâce auxquels les grandes puissances impériales, notamment les États-Unis, peuvent contrôler l'économie mondiale sans recourir aux armes. Une fois cette révélation faite, l'idée de la mondialisation apparaît simplement comme un mauvais tour de passe-passe servant à masquer la domination impérialiste et à détourner l'attention.

L'énorme dette du tiers monde est un aspect du contrôle économique qui a beaucoup retenu l'attention du public, voire des chercheurs, quoique de façon indirecte, avec la campagne Jubilé 2000 pour l'annulation de la dette «impayable». Cette campagne a remporté un énorme succès puisqu'elle a mobilisé des dizaines de milliers de personnes. En Irlande seulement, 800 000 personnes ont signé la pétition. Il est toutefois rarement question du rôle central que joue la dette pour permettre aux puissances occidentales de dicter comment organiser les économies du tiers monde. En fait, au début des années 1980, la crise de la dette a fourni un levier idéal à l'Occident (par l'intermédiaire du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, ces deux alliés des gouvernements les plus puissants du monde) pour imposer le «libre-échange» au tiers monde. Cela s'est produit lorsque les pays du Sud n'ont pas honoré leurs prêts parce qu'ils étaient pris en tenaille entre une baisse de leurs recettes et une augmentation des taux d'intérêt, deux facteurs échappant à leur contrôle.

Auparavant, bien des pays ont suivi une politique de «substitution des importations» en essayant de fabriquer les biens qu'ils importaient autrefois. Sans prétendre que cette politique offre une bonne solution de rechange, il faut convenir qu'elle présente un grand inconvénient pour les puissances impérialistes, car elle a tendance à leur nier l'accès à des

3. Buckley, 2002-2003; Focus on the Global South, 2004; George, 1998, p. 47-57, 119-140; Langdon, 1999.

marchés et à des matières premières bon marché. Or, les puissances impérialistes veulent, et obtiennent essentiellement, un système où le tiers monde fournit les matières premières et la main-d'œuvre bon marché, mais sert aussi de marché de consommation pour les produits des entreprises des pays impérialistes. Tout cela au nom de « l'échec » largement évoqué ou présumé attribuable semble-t-il à la substitution des importations, au protectionnisme, à l'ingérence des gouvernements et au développement dirigé par l'État. Pour des raisons évidentes, l'approche occidentale n'obtient pas la faveur des populations du tiers monde, sauf peut-être chez la poignée d'individus qui touchent une part des profits pour assurer l'administration du système. Les textes proposés explorent certaines dynamiques du piège de la dette et du sous-développement subséquent.

4. L'aide étrangère ou le commerce⁴?

D'après de nombreux auteurs, « l'aide étrangère » constitue un piège bien plus qu'un catalyseur de développement. En effet, au moins la moitié de toute l'aide étrangère accordée dans le cadre du projet de coopération internationale n'a aucune fonction de développement ; elle sert à fournir une « assistance humanitaire » qui est essentielle et doit être élargie selon les besoins. Quant à « l'aide aux fins du développement », plusieurs théoriciens et praticiens continuent de soutenir que, sous la forme d'une assistance technique et d'un financement supplémentaire, elle peut servir de catalyseur pour déclencher un processus de développement et, à certaines conditions, elle peut y contribuer de façon importante. Pour les théoriciens critiques, vu ses nombreux et graves problèmes, l'aide étrangère est plus susceptible de devenir un obstacle au développement ou un catalyseur de régression (Petras et Veltmeyer, 2002).

Les problèmes associés à l'aide étrangère comprennent le fait qu'il s'agit généralement d'un prêt, au lieu d'une subvention, dont les conditions sont conçues de manière à profiter davantage au pays donateur qu'au pays bénéficiaire. Parmi ces conditions figurent : 1) la nécessité pour le pays bénéficiaire d'acheter des biens et services du pays donateur, ce qu'on appelle « l'aide conditionnelle » ; et 2) l'obligation de mettre en œuvre des « réformes structurelles » particulières, comme la libéralisation, la privatisation et la déréglementation, qui affaiblissent la capacité du gouvernement national à poursuivre la stratégie de son choix ou à adopter des politiques publiques. Dans ce contexte, certains auteurs considèrent l'aide comme une forme d'« impérialisme » ou de « dépendance », c'est-à-dire un moyen d'établir un rapport de pouvoir ou de domination avec le pays bénéficiaire. En tenant compte de ces critiques et d'autres du même type, beaucoup de théoriciens en viennent à conclure (Chang, 2006) que les coûts de l'aide dépassent ses avantages présumés et que le commerce serait une stratégie de développement bien plus efficace et souhaitable.

5. Le libre-échange ou le commerce équitable⁵?

Selon de nombreux analystes de politiques et théoriciens du développement, la solution au sous-développement réside dans le commerce plutôt que dans l'aide. Il ne s'agit toutefois pas du commerce tel qu'il se pratique actuellement ou à l'intérieur des régimes de « libre-échange », parce qu'un tel commerce récompense ou avantage toujours le pays plus puissant

4. Chang, 2006 ; Petras et Veltmeyer, 2002.

5. Chang, 2008 ; Daviron et Ponte, 2005 ; Fridell, 2007 ; Saguier, 2007, p. 251-265.

ou en meilleure position. Ce qu'il faut c'est un commerce équitable soumis aux règles d'un ordre mondial différent qui assurent l'égalité des chances. Or, en ce moment, les règles du commerce mondial créent un contexte inégalitaire. Ainsi, lorsqu'un pays en développement jouit d'un avantage comparatif pour ses produits d'exportation – agricoles, en général –, des pays comme les États-Unis érigent des barrières protectionnistes, insistent pour soustraire leurs exportations à tout contrôle, mais veillent à protéger leurs producteurs contre toutes les importations concurrentes.

Cette approche ne s'applique évidemment pas à la Chine. Sa demande insatiable de toutes sortes de ressources naturelles, énergétiques et primaires, mais aussi la taille gigantesque de ses industries nationales et de son marché intérieur, lui assurent une position très différente sur l'échiquier du commerce mondial. La plupart des pays en développement exportateurs ne possèdent toutefois ni les moyens de négociation ni le pouvoir économique de la Chine. Ils ne peuvent compter sur l'appui de leurs gouvernements, comme c'est le cas pour la Chine et les puissances impérialistes.

Les textes proposés explorent divers aspects de ce thème en comparant les dynamiques politiques et systémiques du libre-échange avec les dynamiques du commerce équitable, lequel signifie essentiellement la protection des petits producteurs et des communautés autochtones du tiers monde contre le pouvoir et les pratiques rapaces des multinationales dominantes. Pour Fridell (2007), le commerce équitable désigne l'organisation sociale de la production – de manière coopérative – qui permet au producteur de traiter directement avec le consommateur, sans laisser toutes sortes d'exploitants s'approprier une part indue des revenus.

L'idée de la production coopérative et du commerce équitable soulève de graves questions quant aux possibilités et aux limites des réformes menées à l'intérieur du capitalisme. Il est cependant simple d'organiser des petits producteurs de café pour qu'ils forment des coopératives et qu'ils accroissent leur capacité à produire, à transporter, à transformer et à exporter leur café de grande qualité en échange d'un prix équitable. Ils peuvent ainsi échapper à l'emprise des « coyotes » ou intermédiaires. Ils retrouvent de la dignité, reprennent le contrôle de leur vie et regagnent l'espoir d'un avenir meilleur.

Quelques textes de référence en français

AMIN, Samir (1970). *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Antropos.

BROWN, Stephen (2014). « Le développement face à l'aide bilatérale », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 147-166.

GÉLINAS, Jacques B. (1994). *Et si le tiers monde s'autofinçait : de l'endettement à l'épargne*, Montréal, Ecosociété.

KABOU, Axelle (1991). *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, Paris, L'Harmattan.

TANIMOUNE, Nasser Ary (2014). « La dette », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 247-260.

Section 6

L'État, les classes sociales et le développement

L'économie libérale est une forme d'économie politique, une approche centrée sur l'économie de marché et l'État ou les politiques publiques. Pourtant, les chercheurs de cette tradition ont tendance à étudier séparément l'économie et la politique. Au contraire, les tenants de l'approche critique en études du développement et de la théorie sociale radicale analysent ces deux dimensions dans une perspective intégrée « d'économie politique ». Pour ce faire, ils ont recours à ce que C.W. Mills a appelé « l'imagination sociologique », c'est-à-dire le fait de considérer la situation des individus à l'intérieur du cadre plus large des rapports sociaux déterminés par les conditions qu'ils ont en commun avec les autres individus occupant la même position sociale ou appartenant à la même classe ou au même groupe social. Dans cette « perspective sociologique » (dont traite le module 27), « la politique » désigne essentiellement un système établi pour déterminer ou décider « qui obtient quoi » lors de la distribution du produit de l'activité collective, c'est-à-dire le produit social. Quant à l'approche critique en études du développement, son examen de la politique prend deux formes principales : l'*analyse centrée sur l'État* et l'*analyse centrée sur les classes sociales*.

Dans le module 17, Berch Berberoglu confirme le rôle central des classes sociales dans l'approche critique. Il reconnaît aussi le rôle déterminant de l'État capitaliste qui, au cours du xx^e siècle, a été l'acteur fondamental de l'ordre mondial postcolonial instauré avec les accords de Bretton Woods. Pour Berberoglu, il faut examiner le développement sous l'angle des classes sociales en posant les questions suivantes : Quelles *classes* tirent avantage d'une orientation particulière du processus du développement ? Comment le *caractère de classe de l'État* influence-t-il la trajectoire du développement ? Quelles *forces de classe* particulières lancent le processus du développement ou y participent ? Comment les résultats de ce processus servent-ils à déterminer les *classes gagnantes* et les *classes perdantes* ? C'est dans ce contexte de domination de classe qu'il faut situer l'État pour interpréter les types de développement en cours dans un pays.

Au fil des siècles, l'État a pris diverses formes, mais l'État-nation a coïncidé avec le processus du développement capitaliste dont il est un acteur fondamental. En théorie, l'État assume les fonctions suivantes : 1) assurer la sécurité juridique de chaque individu et de sa propriété (garantir la propriété privée des moyens de production) ; 2) fournir l'infrastructure essentielle à la croissance économique (la fonction d'accumulation du capital) ; 3) assurer l'élaboration des lois et l'administration (le gouvernement) ; et 4) maintenir l'ordre politique (la sécurité intérieure et extérieure). L'État a aussi la charge de décider « qui obtient quoi » en veillant à l'attribution de rendements satisfaisants aux divers facteurs de production. Ce dernier rôle suscite toutefois des débats constants.

Dans la pratique, le marché et l'État se partagent le rôle d'attribution des rendements. D'un côté, les néolibéraux privilégient le marché libre. De l'autre, les keynésiens libéraux, mais défenseurs d'une réglementation du marché et d'un État interventionniste, font pression afin d'élargir le rôle étatique. Outre les fonctions énumérées ci-dessus, l'État peut assumer, à divers degrés, la responsabilité de fournir les services relatifs au « bien-être »

de la population : éducation, santé, sécurité sociale et autres « besoins essentiels ». Dans les années 1950, le poids de cette responsabilité était devenu si lourd dans les pays capitalistes européens que l'on a défini l'État par rapport à cette caractéristique en l'appelant « État-providence ».

Dans les pays du Sud, la fragilité relative des institutions du marché et la faiblesse de la classe capitaliste capable d'assumer sa fonction théorique d'accumulation du capital ont incité les théoriciens du développement économique à se tourner vers l'État pour exercer cette fonction. Dans les années 1980, cet « État promoteur » et l'État-providence ont été systématiquement démantelés, dépouillés de leurs responsabilités en ce qui concerne le développement et le bien-être collectif. Dans le module 18, James Petras fait un survol des dynamiques du développement qui reviennent à l'État dans le contexte de la mondialisation néolibérale. Il note ainsi qu'au cours des années 1980 et 1990, ces fonctions ont été confiées à « la société civile » ou partagées avec elle. Cette situation s'est produite à l'intérieur d'un modèle néolibéral de développement participatif donnant aux pauvres les moyens de se prendre en charge afin d'agir pour eux-mêmes et de se convertir en « acteurs » ou en « sujets » : bref, de devenir des agents du processus du développement. Dans son analyse, Petras examine « la politique de l'Empire » et de « l'État impérial », ce dernier comprenant l'État promoteur des années 1950 à 1970, mais aussi l'État néolibéral des années 1980 et 1990. Il va toutefois plus loin que Berberoglu dans l'analyse de classe à laquelle il soumet l'État capitaliste sous sa forme récente de mondialisation néolibérale.

L'État n'est toutefois pas le seul site des luttes politiques ni de la *politique*, c'est-à-dire, au sens le plus général, le moyen de déterminer « qui obtient quoi » ou l'art d'exercer le pouvoir. Ainsi défini, le pouvoir signifie la capacité à prendre des décisions au nom d'un groupe ou, comme le pensait Weber, « toute chance de faire triompher, au sein d'une relation sociale, sa propre volonté, même contre des résistances, peu importe sur quoi repose cette chance ». Selon la définition wébérienne, la politique n'est pas nécessairement une question d'État ou de classe sociale, elle concerne plutôt la relation entre démocratie et développement. Dans le module 19, John Harriss examine la dimension politique du développement, en particulier « la démocratie et la démocratisation, et [...] le discours contemporain sur la bonne gouvernance » (p. 129). Dans sa construction, Harriss note que, ces dernières années, un changement s'est amorcé dans le discours sur le développement dans lequel le terme « gouvernance » a remplacé celui de « gouvernement ». Ce changement traduit un souci d'élargir la participation à la prise des décisions et à l'élaboration des politiques en déplaçant ces fonctions, auparavant entre les mains de la classe politique et des acteurs politiques, de manière à les confier à des acteurs non étatiques et à la société civile.

Selon Berberoglu et Petras, l'État est à la fois le site d'une lutte des classes et la source fondamentale du pouvoir de classe. C'est un instrument aux multiples fonctions dont se sert la classe dirigeante, dans son propre intérêt, afin de maintenir l'ordre et d'arbitrer divers conflits sociaux. Pour assurer le maintien de l'ordre, l'État peut recourir à différents instruments, y compris le système judiciaire, pour administrer la loi et la justice. Il peut aussi employer ce que les théoriciens politiques ont conceptualisé comme un « appareil de répression », c'est-à-dire la police et les forces armées grâce auxquelles l'État conserve le monopole de l'usage de la violence pour résoudre les conflits. Dans le module 20, Michael Clow examine plus en détail comment l'État recourt à la violence et à la force armée afin d'entreprendre et de régler un type particulier de conflit : la guerre. Selon la définition

de Clow, «les guerres sont des luttes armées au cours desquelles des groupes organisés emploient la violence pour parvenir à des fins politiques». Il va sans dire que la guerre – la politique exercée sous forme de violence ou de lutte armée – peut prendre et prend diverses formes : guerre civile, guerre de classes et guerres entre pays. Dans son module, Clow explore les dimensions à la fois simples et complexes du lien entre guerre et développement ou «la guerre dans sa dynamique de développement».

Module 17

Les classes sociales au centre d'une approche critique en études du développement

Berch Berberoglu

Université du Nevada, États-Unis

Pour analyser le développement dans le tiers monde, la plupart des spécialistes des sciences sociales ont employé, jusqu'à récemment, des approches institutionnelles, transnationales ou culturelles et d'autres approches similaires compatibles avec la théorie de la modernisation. Ces auteurs ont négligé d'étudier la dynamique de classe inhérente au développement et les changements attribuables à l'économie politique d'un système mondial en mutation depuis le XVIII^e siècle. Ils ont plutôt centré leurs analyses sur les manifestations superficielles des relations interétatiques dans un cadre institutionnel. Ce faisant, ils ont omis les rapports sociaux de classe et la lutte des classes, qui ont pourtant façonné en grande partie l'histoire des pays en développement durant plusieurs siècles.

Dans ce module, l'auteur examine les principaux thèmes d'une approche critique en études du développement. Pour ce faire, il a recours à une analyse de classe qui repose sur une compréhension critique du processus du développement et de ses contradictions. Une telle analyse fait ressortir la dynamique de classe sous-jacente du développement et elle offre une nouvelle façon d'aborder cette question (voir aussi le module 27).

1. Les approches analytiques¹

Les économistes du courant dominant concentrent souvent leurs analyses sur les processus institutionnels macroéconomiques, par exemple les importations, les exportations, le produit intérieur brut, la fabrication, la balance commerciale ou la balance des paiements, la croissance de la production, le degré d'industrialisation et d'autres indicateurs de la performance économique. Ils n'accordent toutefois aucune attention sérieuse aux classes sociales ou aux rapports de classe. Dans leur souci de noter les statistiques des comptes nationaux, les économistes du courant dominant oublient d'examiner quelles sont les classes gagnantes et les classes perdantes dans les processus en question. Quelle relation les classes sociales ont-elles avec l'État et quelle place occupent-elles dans les rapports de pouvoir au sein de la société? Quelle est la nature des luttes que se livrent différentes forces de classe par rapport à l'État? Pour les économistes du courant dominant, de telles questions ne sont pas pertinentes, car elles n'ont aucune influence apparente sur la structure et la dynamique de la société à l'intérieur de l'économie politique mondiale.

D'autres spécialistes des sciences sociales comme les anthropologues, les sociologues, les historiens et les politologues du courant dominant succombent aussi à la tentation de négliger l'analyse de classe. Les sociologues et les anthropologues s'attardent souvent aux phénomènes

1. Berberoglu, 1992; Callinicos, 1987.

culturels et sociaux sous l'angle des valeurs, des croyances, des religions, du nationalisme et d'autres formes de superstructures institutionnelles pour expliquer la vie sociale dans divers États du tiers monde. Pour décrire la nature des États et leurs orientations sociales ou politiques, les politologues étudient presque exclusivement les formes de l'État et de la bureaucratie, le rôle de l'armée, les factions politiques issues de la rivalité entre les superpuissances et, plus récemment, les formes de terrorisme, y compris le terrorisme d'État. Enfin, les historiens ont produit une simple chronique des événements des dernières décennies surtout consacrée à l'histoire des États-nations. Dans ce cadre, ils se sont bornés à étudier des régimes et des leaders particuliers sans s'attarder aux classes sociales ni à la lutte des classes.

De telles approches contribuent peu à forger une compréhension des forces *réelles* à l'œuvre dans les conflits et les crises qui affligent de nombreux pays du tiers monde. À titre d'exemple, des analyses institutionnelles abstraites sur les tendances du commerce, la structure des importations et des exportations, les dettes contractées auprès des banques occidentales, les crises de la balance des paiements et d'autres données globales du même type aident à catégoriser la performance économique des États et à déterminer leur position par rapport à d'autres États pour certaines variables. Toutefois, ces analyses nous *en apprennent bien peu* sur la nature des crises politiques, l'équilibre des forces de classe, les alliances nationales et internationales, les mouvements sociaux ou politiques et les autres forces qui contribuent à dessiner le paysage social – des forces qui sont liées, en fin de compte, à la nature des *classes sociales* et à la *lutte des classes*.

2. L'analyse de classe et l'approche critique du développement²

Pour trouver des solutions aux problèmes des pays du tiers monde, il faut étudier les rapports de classe qui découlent des rapports de production, mais aussi la superstructure qui s'exprime d'abord et avant tout dans l'État. Les pays du tiers monde n'échappent pas à la nécessité de procéder à une analyse scientifique rigoureuse et critique du développement, surtout dans le contexte des crises et des conflits en cours. Les rapports de classe, les luttes de classes et le rôle de l'État sont en effet des éléments essentiels pour examiner le pouvoir et les luttes de pouvoir au sein de toute société.

Selon les spécialistes des sciences sociales inspirés de l'économie politique marxiste, il faut analyser les phénomènes sociaux sous l'angle des caractéristiques de classe. Sans une telle analyse de classe, il s'avère impossible d'expliquer entièrement des notions abstraites comme la modernisation, le développement et le sous-développement, le colonialisme et l'impérialisme, les conflits entre des États-nations ou entre des États et des mouvements nationaux, et d'autres phénomènes similaires qui ont influencé le cours de l'histoire mondiale. Dans ce contexte, diverses questions se posent : Quelles *classes* tirent avantage d'une orientation particulière du processus du développement ? Comment le *caractère de classe de l'État* influence-t-il la trajectoire du développement ? Quelles *forces de classe* particulières lancent le processus du développement ou y participent ? Comment les résultats de ce processus servent-ils à déterminer les *classes gagnantes* et les *classes perdantes* ? Quelles dynamiques *associées aux rapports de classe* ont suscité l'expansion coloniale et impérialiste dans le monde entier au cours des siècles ? Comment ces dynamiques ont-elles évolué en fonction des changements historiques survenus dans la *structure de classe* des colonies et

2. Burris, 1988 ; Wright, 2005 ; Zweig, 2004.

des centres impériaux? Quelles conséquences les interactions des colonies avec les centres impériaux ont-elles eu sur les *classes sociales*? Quelles classes ou quels groupes ont profité ou souffert de ces interactions *à la fois* dans les centres coloniaux ou impériaux et dans les colonies ou les néocolonies? Quelle est la *teneur des rapports de classe* noués entre différents États? Quelle est la nature des classes *aux commandes de l'appareil gouvernemental dans les États impérialistes*? Quelle position, *motivée par leur appartenance de classe*, ces classes dirigeantes adoptent-elles à l'égard des mouvements de libération nationale menés par d'autres classes ou par une alliance de classes dont les intérêts contrecarrent, voire menacent, leurs propres intérêts à l'intérieur des États impérialistes et des néocolonies?

3. Les outils théoriques et méthodologiques du matérialisme historique³

Omettre d'étudier attentivement les questions soulevées dans la partie précédente, comme l'ont fait la plupart des théoriciens et des spécialistes, limite gravement notre compréhension de la nature et des contradictions du processus du développement. Cette omission déforme aussi beaucoup l'histoire des transformations sociales en cours dans le monde entier. La présente partie du module examine, dans une perspective critique, les théories dominantes et radicales du développement. Elle propose une conceptualisation différente à l'aide des outils théoriques et méthodologiques de l'approche marxiste du matérialisme historique. À partir d'une analyse des rapports de classe et de la lutte des classes, cette approche permet d'expliquer les structures historiques et contemporaines du développement. Il est alors possible d'étudier la structure de classe interne des États et des sociétés partout dans le monde. Le cadre analytique marxiste permet également de saisir la nature et les effets des relations établies entre les États coloniaux et les États impérialistes. Il sert enfin à évaluer l'incidence de ces relations sur les perspectives de changement et de développement dans les pays du tiers monde.

4. Un nouveau défi pour la théorie du développement⁴

Les tenants de la théorie du développement font maintenant face à un nouveau défi. Ils peuvent se cramponner aux analyses et aux solutions périmées du développementalisme du milieu du xx^e siècle – désormais totalement discréditées aux yeux des intellectuels et des masses partout dans le monde – et adopter une reformulation libérale, inspirée « des Lumières », de la problématique de la dépendance qui alimentera les débats intellectuels autour de la question Nord-Sud. Ils ont aussi la possibilité, comme nous le proposons, d'aider plutôt à dégager le terrain pour assurer la consolidation paradigmatique d'une théorie des classes sociales inspirée d'une conception matérialiste de l'histoire.

Les conflits et les luttes continuent d'augmenter partout dans le tiers monde, et le *caractère de classe* de l'État transparait de plus en plus dans ses actions. Pour que la théorie du développement devienne un outil viable pour expliquer les changements en cours, elle doit, elle aussi, progresser en adoptant une analyse de classe à la fois critique, concrète et située sur le plan historique.

Lorsque nous utilisons cette analyse critique pour étudier des sociétés et des États, nous devons préciser leur nature, leurs dynamiques et leurs contradictions en termes de classes

3. Berberoglu, 2005 ; So, 1990 ; Veltmeyer, 2010 ; Tabb, 2004.

4. Beams, 1998 ; Chilcote, 1982 ; Howe, 1982.

sociales. Nous devons tenir compte de leur position dans le contexte plus large des relations avec les États impérialistes engagés dans le processus du développement. Pour connaître les dynamiques du colonialisme et de l'impérialisme dans les États du tiers monde autrefois dominés, nous devons examiner la structure de classe et les rapports de classe de ces États. Nous pourrions ainsi comprendre clairement leur nature de classe et leur trajectoire future en matière de développement.

5. Les classes sociales et la lutte des classes dans le contexte de l'impérialisme et du néocolonialisme⁵

La méthodologie de l'analyse des classes sociales permet d'utiliser une théorie du néocolonialisme pour conceptualiser la dépendance persistante des États capitalistes moins développés à l'égard des États impérialistes et leur collaboration continue avec ces derniers. Vu sous cet angle, le processus du développement aide à identifier les agents de classe internes de la domination néocoloniale que l'impérialisme impose aux sociétés moins développées pour atteindre les objectifs de la mondialisation néolibérale du capital transnational et du capitalisme impérialiste. Une analyse de classe s'avère essentielle pour démêler ces relations complexes et pour obtenir une compréhension claire et précise du processus du développement.

C'est aussi la marche à suivre pour comprendre le rôle des principales institutions nationales ou internationales qui semblent être neutres, mais qui servent, en réalité, des intérêts de classe. Il est possible de considérer que les institutions militaires, économiques et politiques d'une société sont au service des intérêts de l'ensemble de « la nation ». Toutefois, une dictature militaire au pouvoir dans un pays du tiers monde peut, en fait, défendre les intérêts de certaines classes dirigeantes (capitalistes, propriétaires fonciers, etc.) qui utilisent les forces armées pour écraser l'opposition des organisations et des partis politiques associés à une classe rivale cherchant à s'emparer du pouvoir étatique. C'est clairement le cas lors d'une lutte entre classes opposées. Cela se produit parfois aussi lorsque des factions rivales au sein d'une même classe, qui représentent les intérêts d'un segment ou d'une fraction de cette classe, entrent en conflit avec les politiques des élites liées aux militaires ou à d'autres institutions politiques ou juridiques servant à légitimer la domination d'une fraction ou l'autre de la classe dirigeante.

6. La mondialisation néolibérale et le développement capitaliste⁶

À l'instar des institutions nationales, les grandes institutions internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce donnent l'apparence d'être des organisations neutres qui adoptent, correctement ou incorrectement, diverses politiques pour faciliter le développement en finançant des projets et en réglementant le commerce. Dans la réalité, elles peuvent toutefois servir les intérêts à long terme d'un système particulier qui avantage une classe particulière. Par conséquent, elles imposent parfois des politiques contraires aux intérêts des populations, lesquelles deviennent alors victimes d'un processus de développement inégal et inégalitaire. De telles politiques facilitent l'accumulation du capital pour une petite minorité qui profite

5. Chandra, 1975; Petras, 1978, 1981.

6. Berberoglu, 1987, 2003, 2009.

directement du projet de la mondialisation néolibérale dont la supervision revient aux institutions conçues de manière à protéger les objectifs impérialistes.

Une analyse de classe confronte ces diverses réalités, s'attaque à ces grandes institutions et expose leur véritable nature. Elle peut donc contribuer grandement à expliquer les problèmes relatifs au processus du développement. Elle permet de mieux comprendre pourquoi les États du tiers monde ne parviennent pas à surmonter une myriade de problèmes lorsqu'ils luttent contre la pauvreté massive et les autres conséquences du système capitaliste néolibéral mondial au sein duquel ils sont désormais intégrés.

Il est indispensable d'analyser les classes sociales et les luttes de classes, à l'échelle nationale et internationale, en adoptant une perspective sociologique inspirée du matérialisme historique, c'est-à-dire la conception marxiste de la société et des rapports sociaux. Cette forme d'analyse de classe est également nécessaire pour appréhender les questions économiques, politiques et idéologiques qui forment la base même d'une approche critique en études du développement. Ce module aura, espérons-le, aidé à préciser les grands thèmes nécessaires pour examiner, d'une manière critique, la nature, les dynamiques et les contradictions du processus du développement à l'échelle nationale et internationale.

Quelques textes de référence en français

- AMIN, Samir (1979). *Classe et nation dans l'histoire et la crise contemporaines*, Paris, Minuit.
- BADDACHE, Farid (2004). *Entreprises et ONG face au développement durable: l'innovation par la coopération*, Paris, L'Harmattan.
- BOURDIEU, Pierre (2000). *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil.
- CORSINO, Daniel (1998). « La part des ONG dans la coopération internationale », dans Centre tricontinental, *Les ONG: instruments du néolibéralisme ou alternatives populaires?*, Paris, L'Harmattan, p. 35-60.
- LATOUCHE, Serge et Emmanuel ARGHIRI (1985). *La dynamique des inégalités*, Paris, Anthropos.
- MANDEL, Ernest (1974). *Classes sociales et crise politique en Amérique latine*, Paris, Maspero.
- MATTEI, George M. (1966). *Brésil: pouvoir et luttes des classes*, Paris, Cujas.
- PIROTTE, Gautier (2010). « La notion de société civile dans les politiques et pratiques du développement », *Revue de la régulation*, n° 7, p. 2-15.
- POLANYI, Karl (dir.) (1990). *Un siècle de marxisme*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- REY, Pierre-Philippe (1973). *Les Alliances de classes, sur l'articulation des modes de production*, suivi de *Matérialisme historique sur la lutte des classes*, Paris, Maspero.

Module 18

Le pouvoir et le développement

La politique de l'Empire

James Petras

Université Saint Mary's, Canada

1. L'impérialisme et le développement :

le passage de l'État-providence et de l'État promoteur à l'État néolibéral¹

Dans les années 1930, au lendemain de la grande dépression dans les pays du Nord, l'État a assumé la responsabilité d'offrir ce que les économistes qualifient de services relatifs au « bien-être » de la population : éducation, santé, sécurité sociale, assurance emploi et logements sociaux. Auparavant, l'État avait les mandats fondamentaux suivants : 1) la protection de la propriété et de chaque citoyen ; 2) la sécurité juridique de la propriété privée des moyens de production ; 3) l'élaboration et l'administration des lois ; 4) la mise en place de l'infrastructure nécessaire à la croissance de la production économique dont il laisse la responsabilité au marché et à la classe capitaliste au sein du secteur privé ; et 5) le maintien de l'ordre politique par la force, au besoin.

Dans les années 1960, l'État élargit son rôle de manière à assumer la responsabilité primaire du « développement », c'est-à-dire l'amélioration de la qualité de vie matérielle grâce à une croissance économique et à une transformation structurelle qui ont fait passer la société précapitaliste agraire traditionnelle au système capitaliste industriel moderne. Cet « État promoteur » assume les fonctions traditionnelles de l'État capitaliste, mais, dans les pays du Sud, il exerce en outre les fonctions suivantes : 1) l'élaboration de politiques pour améliorer l'accès des pauvres aux ressources productives comme la terre, le crédit (les capitaux) et l'assistance technique (la technologie) ; 2) la nationalisation de secteurs économiques stratégiques et la mise sur pied de sociétés d'État dans un contexte de pénurie de capitaux (en raison des dysfonctionnements des marchés et de l'absence d'une classe disposée à investir dans la production) ; 3) la protection des producteurs nationaux contre les forces du marché mondial ; 4) la redistribution des fruits de la croissance engendrée par le marché en adoptant des programmes sociaux et des programmes de développement qui assurent le transfert des revenus des riches vers les pauvres afin de combler les besoins essentiels de ces derniers ; et 5) la responsabilité de l'infrastructure sociale pour assurer un processus de développement social ou intégré.

Dans les années 1980, l'État-providence et l'État promoteur ont toutefois été systématiquement mis en pièce sous l'égide des architectes et des gardiens du nouvel ordre néolibéral. L'État a alors abandonné sa responsabilité par rapport à la croissance économique et à l'accumulation du capital, qu'il a cédée aux « forces de la liberté économique » (selon la doctrine de sécurité nationale de George W. Bush en 2002). Les fonctions relatives au

1. Bienefeld, 1993b ; Petras et Veltmeyer, 2005a ; Saul, 2006 ; Veltmeyer, 2005a, p. 89-106.

« bien-être » et au « développement » ont été décentralisées, puis réaffectées aux gouvernements municipaux, sous réserve d'une « participation populaire » et d'un partage des responsabilités avec « la société civile ». Le rôle de l'État en matière de développement s'est alors borné à fournir un cadre institutionnel et politique adéquat et facilitant. L'État ayant perdu sa capacité d'agir (*agency*²), la responsabilité du développement est alors passée aux mains des organisations populaires ou communautaires de manière à autonomiser les pauvres en renforçant leur capacité d'agir pour eux-mêmes.

2. La mondialisation, le développement et l'impérialisme³

Au début des années 1980, la Banque mondiale a proposé un nouveau modèle économique pour le développement. En général, ce modèle « favorable à la croissance » a servi à promouvoir la mondialisation, qui est un aspect fondamental du nouvel ordre mondial. Il n'a toutefois pas amélioré la situation socioéconomique des populations, comme le montre un examen plus attentif des dynamiques du développement et du changement social associées au néolibéralisme. Le nouveau modèle a plutôt servi à promouvoir les intérêts d'une classe capitaliste transnationale qui régit le monde et ceux des États-nations qui dominent le système mondial. Les politiques néolibérales d'ajustement structurel que les gouvernements ont dû adopter pour se plier au nouvel ordre mondial s'apparentent ainsi à une forme d'impérialisme.

L'impérialisme désigne le projet de domination mondiale que divers États européens, sous la direction de la Grande-Bretagne, ont entrepris à l'époque du capitalisme international, au XIX^e siècle. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce sont les États-Unis qui ont pris la direction de ce projet. Vers la fin des années 1940, ils accaparent la majeure partie des ressources productives et de la capacité de production industrielle de la planète. Ils détiennent ainsi 50 % des ressources financières (l'or et les réserves monétaires) consacrées au développement et 38 % de la production industrielle. Depuis lors, les gouvernements américains demeurent obsédés par le rêve impérial : la conviction de leur droit à exercer une domination mondiale, une conviction ancrée dans leur sentiment de supériorité et leur idéologie de « destinée manifeste », c'est-à-dire une mission reposant sur une conscience très claire du *pouvoir économique et politique de l'État* (Chomsky, 1998 ; Petras et Veltmeyer, 2005b).

Toutefois, le rêve impérial américain a dû composer avec les forces d'opposition pour éviter de connaître le sort de l'Empire britannique en déclin. Il a aussi dû composer avec le désir des États capitalistes alliés d'empêcher la projection unilatérale du pouvoir d'un État cherchant à exercer une domination mondiale. Cette préoccupation a d'ailleurs inspiré la formation de l'Organisation des Nations-Unies et d'un système multilatéral conçu de manière à empêcher tout État d'établir et d'imposer son hégémonie à l'échelle mondiale. Les États-Unis ont participé aux négociations en vue d'instaurer le système onusien, mais,

2. Ndt : Le concept d'*agency* est très fréquent dans les textes en langue anglaise, mais à peu près absent dans les textes en langue française. Traduire ce terme pose donc un problème particulier. La solution adoptée s'inspire des articles de Jérôme Vidal (<<http://jeromevidal.blogspot.ca/2010/07/la-question-de-lagency-puissance-et.html>>) et Serge Proulx (<<http://pro.ovh.net/~iskofran/pdf/isko2009/PROULX.pdf>>), consultés le 17 décembre 2012.

3. Chomsky, 1998 ; Egan et Chorbajian, 2005 ; Little et Smith, 2005 ; Petras et Veltmeyer, 2001, 2003, 2005a ; Pilger, 2002.

comme l'ont révélé leur politique étrangère et des événements subséquents, ils n'ont jamais vraiment abandonné le rêve impérial de la *Pax Americana* ni le projet politique pour parvenir à cette fin. En réalité, les gouvernements américains successifs ont orienté leur politique étrangère de manière à obtenir un ordre mondial conçu pour défendre leurs intérêts nationaux.

3. L'impérialisme dans le nouvel ordre mondial⁴

Pour Wolfgang Sachs (1992) et ses collègues de l'après-développement, l'idée du développement est un moyen qu'a inventé l'Occident (c'est-à-dire l'ensemble des États-nations sortis victorieux de la Seconde Guerre mondiale) pour imposer sa volonté aux pays accusant un retard économique au sortir de la période de domination coloniale européenne et pour les obliger à suivre une voie capitaliste afin d'assurer leur développement.

De manière similaire, il est possible d'affirmer que le projet de coopération internationale lancé pour encourager un développement rural intégré dans les années 1960, notamment en Amérique latine, a été conçu afin d'empêcher un autre Cuba (voir à ce sujet Veltmeyer et Petras, 2005a). En 1950, ce pays a en effet cédé aux revendications du peuple et des forces sociales réclamant un changement révolutionnaire. Dans ce contexte, le développement réalisé au moyen d'une alliance stratégique entre des États capitalistes occidentaux a pour but d'attirer les pauvres des milieux ruraux pour les détourner des mouvements révolutionnaires émergents. Il doit les convaincre des vertus des réformes et du capitalisme en les orientant vers une politique de dialogue et de négociation, au lieu de la confrontation violente, et vers le libre marché et le développement local, au lieu de la conquête du pouvoir étatique.

Dans ce nouveau contexte politique, qui pourrait se résumer dans la formule «réforme ou révolution», l'impérialisme a pris diverses nouvelles formes :

1. une coopération internationale pour le développement, c'est-à-dire un projet bilatéral et multilatéral d'assistance apparemment orienté vers l'amélioration des conditions socioéconomiques, mais aussi vers un processus d'édification de la nation et de développement capitaliste pour les pays désirant échapper au retard économique et au colonialisme européen ;
2. un soutien aux banques et aux entreprises multinationales américaines en quête de profits et d'occasions d'investir à l'étranger ;
3. une aide étrangère (sous la forme d'aide humanitaire, de secours en cas de catastrophe et de fonds pour le développement local autonome) pour atténuer la ferveur révolutionnaire dans les campagnes d'Amérique latine avec l'appui stratégique d'organisations bénévoles privées et d'organisations non gouvernementales en vertu de contrats conclus avec le gouvernement américain ;
4. des politiques ciblées, de la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales sous le contrôle ou la domination des États-Unis, pour adapter les économies des pays en développement aux exigences du nouvel ordre mondial conçu à Washington ;
5. des politiques particulières pour assurer la servilité d'une série d'États satellites ou clients qui peuvent et veulent protéger les intérêts économiques et politiques des États-Unis ;

4. Veltmeyer et Petras, 2005a ; Petras et Veltmeyer, 2003, 2005a ; Sachs, 1992.

6. le recours à la force militaire, chaque fois que c'est nécessaire et partout, comme dans la région du Golfe, en Iraq et en Afghanistan.

4. Les guerres pour les ressources naturelles : l'économie politique du pillage mondial⁵

L'histoire du développement capitaliste relate le processus de « l'accumulation primitive [initiale] » où les producteurs directs ont été séparés de leurs moyens de production. Dans un sens plus large et systémique, il s'agit de l'histoire du processus de clôture et de privatisation de « la commune mondiale », cette réserve de ressources naturelles et productives du monde entier. Le processus d'accumulation du capital donne lieu au pillage et à la privatisation de ces ressources. Il conduit aussi à octroyer des prérogatives et des droits relatifs à la propriété privée afin que les propriétaires des moyens de production puissent disposer du produit social et extraire, par divers moyens (dont le travail salarié), un surplus économique du travail des producteurs directs. Toutefois, l'accumulation du capital s'accompagne de conflits de classe entraînant divers types de guerres de classe (voir le module 20). Dans le contexte de la mondialisation néolibérale, ces guerres de classe comprennent ce que Maude Barlow (2007) qualifie de « lutte future pour le droit à l'eau ».

À cet égard, Brecher et Costello (1994), comme bien d'autres auteurs de gauche, soutiennent qu'il faut mettre au point diverses formes de résistance et d'organisation pour lutter contre la mondialisation néolibérale, contre le « pillage mondial ».

5. L'État, la société civile et le nouvel ordre mondial : la démocratisation du développement et la bonne gouvernance⁶

Le processus d'ajustement structurel et de mondialisation qui s'est déroulé durant la brève histoire du néolibéralisme, à partir des années 1980, a produit de nouvelles formes d'exclusion, de pauvreté et d'inégalité. Cette situation a, en retour, fait surgir de nouvelles formes de résistance politique qui ont menacé l'ordre politique, rendant ainsi de nombreuses économies et sociétés difficiles à gouverner, voire ingouvernables. Devant ce problème, la réponse stratégique des gardiens du nouvel ordre mondial consiste à mettre en place de nouvelles formes de « gouvernance » pour rétablir l'ordre. Selon la vision et le modèle du néolibéralisme, « le gouvernement » est « mauvais ». Il est en effet jugé responsable du ralentissement de l'économie et de l'incapacité des sociétés, partout dans le monde, à développer leurs forces de production. Dans ce contexte, la recherche d'une « bonne gouvernance » a été orientée vers le renforcement de « la société civile », c'est-à-dire la démocratisation de la relation des organisations sociales ou civiles avec l'État et leur engagement dans un processus participatif de développement et d'action politique. Les textes proposés reconstruisent la réflexion sous-jacente à ce processus.

L'après-consensus de Washington a vu le jour dans les années 1990 en réponse aux dysfonctionnements évidents et à la déstabilisation politique attribuables au développement capitaliste de marché (le néolibéralisme). Il consiste essentiellement à encourager « la société civile » à partager la responsabilité du développement social et politique, c'est-à-dire une politique de « développement humain durable » fondé sur la « bonne gouvernance » et

5. Brecher et Costello, 1994; Barlow, 2007.

6. Veltmeyer, 2007a, 2007b.

des initiatives venues « de la base et de l'intérieur » : bref, un développement participatif et équitable assurant l'autonomisation des pauvres.

6. L'ouverture de la voie au changement :

la politique électorale, les mouvements sociaux et le développement local⁷

Dans un rapport commandé par le ministère de la Défense du Royaume-Uni (2007), des auteurs ont signalé un problème susceptible de faire dérailler l'ensemble du système capitaliste. Reprenant les analyses d'un nombre croissant de critiques de la mondialisation néolibérale corporatiste, ces auteurs affirment que les écarts extrêmes de richesse et de revenu engendrent des forces d'opposition et de résistance susceptibles d'entraîner l'effondrement ou le renversement du système. Comme ils l'observent alors, le fossé mondial en matière de richesse et de développement fait naître « des forces de résistance » et entraîne probablement « la résurgence des idéologies anticapitalistes [...], mais aussi le populisme et la renaissance du marxisme » (traduction libre ; UK Ministry of Defence, 2007, p. 3).

Les textes proposés examinent les réponses stratégiques et politiques par lesquelles des groupes, des classes sociales et des organisations du secteur populaire contestent le pouvoir de classe et s'opposent aux dynamiques de la mondialisation néolibérale. Les réponses adoptées (notamment dans le contexte des changements sociaux et des événements politiques en Amérique latine) correspondent à trois grandes catégories.

La première catégorie est la *politique électorale*, c'est-à-dire la recherche du pouvoir politique à l'intérieur du cadre institutionnel et des rouages de la démocratie libérale. La deuxième prend la forme des mouvements sociaux, c'est-à-dire la *mobilisation massive* des forces de résistance contre les politiques du gouvernement et le système sous-jacent. À la différence des partis politiques, les mouvements sociaux ne s'organisent pas pour capturer le pouvoir étatique, mais ils ont tout de même tendance à faire de l'État la principale cible de leurs confrontations politiques. La troisième catégorie pour « faire de la politique » ou pour apporter des changements sociaux est le *développement local*, qui fait appel au capital social présent dans les réseaux de coopération où règnent des relations d'échanges et une culture de solidarité. Cette façon particulière d'apporter des changements est l'approche du « non-pouvoir », qui signifie « apporter des changements sans exercer le pouvoir étatique », selon la conceptualisation de Holloway (2002). D'autres l'ont aussi appelé « faire de la politique autrement ». L'approche du non-pouvoir consiste à tenter d'améliorer la vie des populations au moyen d'un développement local ou communautaire qui renforce la capacité des pauvres à agir pour eux-mêmes dans leurs communautés et leurs municipalités.

Pour les tenants de l'approche du non-pouvoir, le changement social vient de l'accumulation d'un « capital social » au lieu de naître de la confrontation directe avec les détenteurs du pouvoir politique. Le capital social désigne « le souci, la considération, le respect ou le sens du devoir qui incite un individu ou un groupe à vouloir le bien-être d'un autre individu ou groupe et à lui procurer un bénéfice, un avantage ou un traitement préférentiel supérieur à ceux qui seraient possibles dans une relation d'échange [économique] » (traduction libre ; Atria *et al.*, 2004, p. 14). Ce type de capital se trouve et s'accumule à l'intérieur des réseaux sociaux qui se forment autour de normes de réciprocité, dans le cadre de relations de confiance, de solidarité et d'échanges sociaux ; certains ont conceptualisé ces

7. Petras et Veltmeyer, 2005b ; Veltmeyer, 2007b.

relations en parlant d'une « économie solidaire » (Razeto, 1993), mais d'autres ont, plus récemment, utilisé l'expression « économie sociale ». Cette forme de développement tente de changer la manière dont les gens se sentent et de renforcer leur capacité d'agir pour eux-mêmes et de participer à leur propre développement.

L'approche électorale de la démocratie politique dicte de respecter les règles de la « classe politique », alors que l'approche du « non-pouvoir » mise sur le développement local pour opérer un changement social. Pour leur part, les mouvements sociaux adoptent une approche plus axée sur la confrontation, qui consiste à mobiliser les forces d'opposition et de résistance afin d'obtenir des changements. Diverses formes de cette approche de confrontation ont surgi dans l'histoire politique récente de plusieurs pays latino-américains, en particulier au Brésil, en Bolivie et en Équateur, dans les hauts plateaux des Andes et à certains endroits au Mexique. Les actions politiques menées dans ces pays, depuis une décennie, pour résister aux politiques publiques calquées sur le modèle néolibéral ne diffèrent pas des mouvements sociaux antérieurs. En fait, l'élément « nouveau » vient des conditions objectives et subjectives qui produisent des dynamiques de développement et des dimensions politiques particulières. Les textes proposés éclairent certaines de ces dynamiques.

Quelques textes de référence en français

- BADIÉ, Bertrand (1992). *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard.
- BEAUDET, Pierre et Amadou Abdoul Sow (2014). « L'État et le développement », dans Pierre Beudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 31-54.
- BRAUDEL, Fernand (1985). *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion.
- CAMPBELL, Bonnie (2001). *Les non-dits de la bonne gouvernance*, Paris, Karthala.
- CAMPBELL, Bonnie (2005). *Qu'allons-nous faire des pauvres?*, Paris, L'Harmattan.
- CHARLIER, Sophie (2004). *Une solidarité en actes : gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, Louvain, Presses universitaires de Louvain.
- GIRAUD, Pierre-Noël (1966). *L'inégalité du monde. Économie du monde contemporain*, Paris, Gallimard.
- PEEMANS, Jean-Philippe (2002). « Démocratie, ordre politique, contrôle social et développement », dans Jean-Philippe Peemans, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Paris, L'Harmattan, p. 326-361.
- PETITHOMME, Mathieu (2009). « Colonialisme et post colonialisme : regard sur des réalités croisées », dans Mathieu Petithomme, *Les élites postcoloniales et le pouvoir en Afrique : la politique contre le développement*, Paris, L'Harmattan, chap. 1.
- POULIGNY, Béatrice (2004). *Ils nous avaient promis la paix. Opérations de l'ONU et populations locales*, Paris, Presses de Sciences Po.
- RIST, Gilbert (dir.) (2002). *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris-Genève, Presses universitaires de France.

Module 19

La dimension politique du développement

John Harriss

Université Simon Fraser, Canada

Dans ce module, l'auteur aborde la dimension politique du processus du développement, en particulier la démocratie et la démocratisation, et – ce qui n'est pas sans lien – le discours contemporain sur la « bonne gouvernance ». La modification du discours sur le développement, où le terme « gouvernance » a remplacé celui de « gouvernement », traduit le souci d'élargir la participation à la prise des décisions et à l'élaboration des politiques en déplaçant ces fonctions, auparavant entre les mains de la classe politique et des acteurs politiques, de manière à les confier à des acteurs non étatiques. Cette modification reflète également la volonté d'intégrer la société civile (les multiples organisations sociales et institutions non étatiques) dans le processus d'élaboration des politiques relatives à l'attribution des ressources productives : bref, d'assurer la participation de la société civile aux décisions relatives à « qui obtient quoi ».

Normalement, ces questions relèvent de l'État (la sphère strictement politique où se prennent les décisions collectives), de concert avec le marché (l'institution constituée de l'ensemble des décisions économiques individuelles). Toutefois, la bonne gouvernance est censée concerner la démocratie, c'est-à-dire le fait d'inciter les organisations intéressées de la société civile à assumer la responsabilité du maintien de l'ordre.

1. Qu'est-ce que la démocratie ?

Comment fonctionne-t-elle dans les pays en développement¹ ?

Dans les récents discours sur le développement, la démocratie comporte deux dimensions essentielles. La première concerne les dispositions institutionnelles autorisant les citoyens à participer au processus électoral en vue de former un gouvernement constitutionnel. Ces dispositions s'inspirent de trois principes : la *participation*, la *représentation* et la *reddition de comptes*. La seconde dimension essentielle de la démocratie concerne le fait d'inciter les individus à s'engager plus activement dans le processus collectif officiel de prise des décisions et d'élaboration des politiques publiques. Ce processus économique et social, plutôt que politique, repose sur la décentralisation, c'est-à-dire le transfert, aux gouvernements des paliers inférieurs (municipaux et régionaux), des responsabilités que le gouvernement central assumait auparavant par rapport aux processus décisionnels et à l'administration des programmes (Rondinelli, 1989 ; Rondinelli, McCullough et Johnson, 1989).

1. Carrothers, 1999 ; Khan, 2005, p. 704-724 ; Rueschemeyer *et al.*, 1992, chap. 3 ; Bratton et Can de Walle, 1997 ; Patomäki et Teivainen, 2004 ; Rondinelli, 1989, p. 181-207 ; Rondinelli, McCullough et Johnson, 1989, p. 57-87 ; Welch et Nuru, 2006.

2. La démocratie et le développement : accords et désaccords²

À partir de l'émergence de la théorie du développement (dans les années 1940) jusqu'à l'avènement du nouvel ordre mondial (dans les années 1980), l'idée dominante voulait que des gouvernements autoritaires et non démocratiques créent des conditions plus favorables au développement économique, qu'il s'agisse d'un développement capitaliste ou socialiste.

Dans les années 1980, toutefois, la nouvelle façon de penser postule que la démocratie ou le libéralisme politique entraîne la liberté économique, et vice versa. Cette idée cède désormais la place à la notion néolibérale selon laquelle la démocratie et le capitalisme sont intrinsèquement liés, et cette union offre le meilleur moyen de promouvoir le développement. Le terme « capitalisme » signifie un marché libéré des contraintes réglementaires de l'État-providence et de l'État promoteur, mais aussi un secteur privé (en particulier la classe capitaliste) aux commandes de l'économie. Par ailleurs, le terme « démocratie » signifie un gouvernement constitutionnel (élu au cours d'élections libres) et une société civile renforcée participant à la fois au développement et aux processus politiques.

Inspiré de la perspective libérale démocratique qui domine les sciences politiques, le texte de Chan (2001) offre un bon aperçu du rapport entre démocratie et développement. Les textes de Petras et Veltmeyer (2001) et de Veltmeyer (2007) examinent les mêmes thèmes, mais dans une perspective plus critique.

3. Qu'est-ce que l'État promoteur³?

La notion d'« État promoteur » désigne surtout les responsabilités que les gouvernements des pays du Sud assumeront après la Seconde Guerre mondiale dans un contexte où leur marché intérieur est faible, voire inexistant. Ces gouvernements pourront toutefois compter sur une classe sociale disposée à assumer la « fonction du développement ». Pour l'État, la fonction du développement signifie : 1) la propriété d'entreprises publiques ou la nationalisation d'entreprises dans des secteurs stratégiques ; 2) la mise en place d'infrastructures économiques et sociales nécessaires à la production ; 3) des investissements productifs, en particulier dans les activités industrielles ; 4) la protection des entreprises et des producteurs nationaux contre les forces du marché mondial ; 5) la réglementation des divers marchés (des produits, des capitaux et du travail) ; et 6) la redistribution secondaire des revenus tirés des marchés grâce à des politiques d'imposition progressive pour financer les fonctions relatives au développement et au bien-être de la population (avec des programmes sociaux et de développement).

4. Une « société civile vibrante » fait-elle naître une *politie* démocratique réceptive⁴?

Dans les années 1980, dans le domaine du développement, un changement politique fondamental se produit lorsque la libéralisation économique et politique est associée à un double processus de démocratisation. Le premier processus vise à rétablir la primauté du droit et des élections démocratiques. Le second processus tend à démocratiser la relation de l'État

2. Bardhan, 1993, p. 40-86 ; Chan, 2001 ; Sen, 1999b, chap. 6 ; Petras et Veltmeyer, 2001 ; Veltmeyer, 2007a, chap. 4.

3. Doner *et al.*, 2005, p. 327-361 ; Evans, 1992, 1995 ; Bardhan, 2005, chap. 1 ; Kohli, 2004 ; Woo-Cumings, 1999.

4. Chatterjee, 2004, chap. 2-3 ; Fernandes, 2006 ; Harriss, 2007, p. 2716-2724.

avec la société civile en renforçant cette dernière pour qu'elle puisse participer davantage à la prise de décisions et assurer la transparence de l'élaboration des politiques publiques, donc une « bonne gouvernance ».

5. Des espaces pour opérer un changement ? Des perspectives de gouvernance participative⁵ ?

Les politiques de décentralisation administrative, largement adoptées dans les années 1980, ont pour but d'encourager la participation de la société civile au processus du développement et à la responsabilité du maintien de l'ordre. En théorie, ces politiques doivent ouvrir à la participation populaire les espaces où se formulent les politiques publiques et accroître ainsi la transparence de la prise de décisions. À partir de perspectives différentes, mais généralement critiques, les textes proposés examinent la dynamique des théories et des pratiques relatives à la décentralisation.

6. Qu'est-ce qu'un « bon » gouvernement ou une « bonne » gouvernance⁶ ?

Dans les années 1980, le discours politique sur le développement connaîtra un changement fondamental avec le remplacement du terme « gouvernement » par celui de « gouvernance ». Ce changement répond en partie à une conception négative du gouvernement, qui s'exprime dans la vision de la « nouvelle économie politique » (Kreuger, Bates). Pour les tenants de cette vision assez proche de celle d'Adam Smith, l'État est prédateur, enclin au rentiérisme et vulnérable à la corruption. Ils ont donc introduit la notion de « bonne gouvernance » comme moyen d'inciter la société civile à assumer la responsabilité d'élaborer les règles qui régiront les relations nationales et internationales en définissant le cadre de la participation démocratique à la prise des décisions dans divers contextes institutionnels.

Dans son ouvrage *Good Government in the Tropics*, Judith Tandler (1997) remet en question les idées courantes sur les raisons pour lesquelles les gouvernements obtiennent si souvent une piètre performance et sur les facteurs susceptibles de les inciter à s'améliorer. Analysant quatre organes bureaucratiques d'un gouvernement d'État novateur au Brésil, Tandler dégage des constats utiles pour les débats actuels sur divers facteurs : 1) l'organisation du milieu de travail dans le secteur public ; 2) la prestation des services publics ; 3) la décentralisation ; et 4) les interactions entre le gouvernement et la société civile. Ses études de cas concernent quatre secteurs qui, en général, disposent tous de leurs propres experts, documents et organismes publics : 1) les soins de santé préventifs en milieu rural ; 2) le développement des petites entreprises ; 3) le développement de l'agriculture pour les petits producteurs ; et 4) les travaux publics de construction pour créer des emplois et lutter contre la sécheresse. Tandler soulève aussi des questions au sujet des conseils politiques que prodigue la communauté des donateurs internationaux. Elle détourne le débat généralement centré sur la méfiance envers le gouvernement pour tenter plutôt de comprendre quelles conditions font en sorte que les fonctionnaires s'engagent vraiment dans leur travail et que les services publics s'améliorent grandement.

5. Fung et Wright, 2003 (les chapitres de Baiocchi, de Heller et d'Isaac) ; Heller, 2001, p. 131-163 ; Baiocchi, 2005 ; Veltmeyer, 1997a ; Weber, 2002.

6. Moore, 2001 ; Tandler, 1997, introduction, chap. 6 ; Banque mondiale, 1994.

Quelques textes de référence en français

- ATLANTI-DUAULT, Laëtitia et Laurent VIDAL (2009). *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement: des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*, Paris, Armand Colin.
- BARÉ, Jean-François et David RECONDO (2006). *Paroles d'experts: études sur la pensée institutionnelle du développement*, Paris, Karthala.
- BOITEUX, Marcel (2003). *L'homme et sa planète: problème du développement durable*, Paris, Presses universitaires de France.
- BRUNEL, Sylvie (2008). *À qui profite le développement durable?*, Paris, Larousse.
- CHEVALIER, Jean-Marie et Patrice GEOFFRON (2011). *Les nouveaux défis de l'énergie: climat, économie, géopolitique*, Paris, Economica.
- COULOM, Steve (2012). *Le nouvel équilibre mondial et les pays émergents: démocratie, énergie, technologie*, Paris, Technip.
- COUTROT, Thomas, David FLACHER et Dominique MÉDA (2011). *Pour en finir avec ce vieux monde: les chemins de la transition*, Paris, Utopia.
- DE RIVERO, Oswaldo (2003). *Le mythe du développement: les économies non viables du xx^e siècle*, Montréal, Écosociété.
- ÉTIENNE, Gilbert (2003). *Le développement à contrecourant*, Paris, Presses de Sciences Po.
- GERMOND-DURET, Céline (2011). *Banque mondiale, peuples autochtones et normalisation*, Genève, Karthala.
- GÉRONIMI, Vincent (2008). *Savoirs et politiques de développement: questions en débat à l'aube du xx^e siècle*, Paris, Karthala.
- HAUT CONSEIL DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE (2001). *Les non-dits de la bonne gouvernance: pour un débat politique sur la pauvreté*, Paris, Karthala.
- JOURDE, Cédric (2014). «Démocratie et développement», dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 381-396.
- MALHERBE, Michel (2008). *Les cultures de l'humanité: le développement est une question de culture*, Paris, L'Harmattan.
- MATOUK, Jean (2008). *La croissance économique en question*, Toulouse, Milan.
- MEHROTRA, Santosh K. (2001). *Le développement à visage humain: la voie qui mène au développement social et la croissance économique*, Paris, Economica.
- MOURJI, Fouzi, Bernard DECALUWÉ et Patrick PLANE (2006). *Le développement face à la pauvreté: réseau analyse économique et développement*, Ottawa, Centre de recherches pour le développement international.
- PASQUIER, Romain et Vincent SIMOULIN (2007). *La gouvernance territoriale: pratiques, discours et théories*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- PEEMANS, Jean-Philippe (2002). *Le développement des peuples face à la modernisation du monde: essai sur les rapports entre l'évolution des théories du développement et les histoires du développement réel dans la seconde moitié du xx^e siècle*, Paris, L'Harmattan.
- STIGLITZ, Joseph (2007). *Pour un commerce mondial plus juste: comment le commerce peut promouvoir le développement*, Paris, Fayard.
- THWAITES, James Douglas (2000). *La mondialisation: origines, développement et effets*, Paris, L'Harmattan.
- WALLERSTEIN, Immanuel (2003). *L'après libéralisme: essai sur un système-monde à réinventer*, France, Éditions de l'Aube.

Module 20

La guerre et le développement

Michael Clow

Université St. Thomas, Canada

Les guerres sont des luttes armées au cours desquelles des groupes organisés emploient la violence pour parvenir à des fins politiques. La violence politique entre des États-nations est appelée *guerre internationale*; la guerre entre des groupes politiques organisés au sein d'un État est appelée *guerre civile*. En général, l'étude des guerres internationales relève des politologues. L'étude des guerres civiles entre des mouvements organisés qui représentent des classes sociales ou des groupes ethniques ou tribaux cherchant à exercer le pouvoir étatique intéresse plutôt les sociologues.

En pratique, toutefois, de nombreuses guerres chevauchent ces deux catégories. Certaines guerres civiles visent ainsi la prise du pouvoir, afin de déterminer quel groupe politique national dirigera le pays. D'autres sont des guerres de sécession qui tendent à morceler l'État en place pour former plusieurs États plus petits. Des *guerres de libération nationale* ont été livrées à l'intérieur des territoires coloniaux des empires internationaux, opposant, d'un côté, les partisans armés des mouvements d'indépendance nationale et, de l'autre, les forces armées impériales et les partisans coloniaux de l'Empire. Les États-nations ont aussi déclenché ou soutenu des guerres civiles afin d'influencer un autre État. Dans les années 1980, les contras, avec l'appui des États-Unis, ont ainsi fait la guerre au gouvernement révolutionnaire sandiniste du Nicaragua afin de redonner le pouvoir à la classe capitaliste nationale et de ramener le pays à la place qu'il occupait au sein de l'empire américain avant la révolution. Des guerres internationales peuvent aussi déclencher involontairement des guerres civiles, par exemple: les affrontements religieux et ethniques en Iraq après l'invasion américaine et le morcellement de la Somalie en diverses factions après les guerres de ce pays avec l'Éthiopie.

Dans ce module, l'auteur examine des études théoriques et empiriques sur la dynamique des liens entre la guerre et le développement. Ces études sont regroupées sous divers grands thèmes qui problématisent la relation guerre-développement et qui soulèvent des questions sous un angle critique.

1. La guerre comme institution sociale¹

Derrière les divers objectifs et paramètres des guerres particulières, dans toute leur complexité, se profile l'*institution de la guerre*. En effet, la guerre n'est pas livrée parce qu'elle est naturelle. Elle vient de l'activation délibérée d'une pratique sociale établie, très destructrice, à laquelle se livrent les leaders de pays ou les organisations politiques dont les relations sont conflictuelles. En fait, la guerre est tellement familière que nous avons cessé de la voir comme une invention, comme une manière très particulière de faire de la politique. Au

1. Dyer, 2005.

cours de l'histoire, elle a servi à régler des différends de toutes sortes, mais elle constitue un moyen destructeur et imprévisible d'arriver à cette fin.

La violence – le recours à la force et la menace du recours à la force – joue un rôle important dans bon nombre d'affaires humaines. Elle peut se déployer à de nombreux niveaux : entre des individus, entre des petits groupes ou entre des sociétés entières. Le recours à la force ou la menace du recours à la force concerne normalement le pouvoir politique, c'est-à-dire la capacité à dicter aux autres les conditions de leur relation. Il n'existe en effet aucun « argument » plus puissant que la violence. C'est d'ailleurs pourquoi les accords obtenus par la coercition ne sont juridiquement pas contraignants en droit civil. La violence politique est un moyen de persuader les autres de se plier à votre volonté ou de les sanctionner pour leur refus d'obéir (Caringella-MacDonald et Humphries, 1991). Lorsque la violence entre en jeu, il faut y répondre par la force et régler le différend en s'opposant à ceux qui sont prêts à employer la violence. Souvent, il existe un énorme déséquilibre entre les différents groupes ou pays en fait d'accès aux instruments de la force armée. Par exemple, l'État a habituellement le monopole de l'usage autoritaire de la force pour régler les différends qui surgissent dans les situations de conflit.

Une des grandes fonctions de l'État est justement d'établir des règles pour faciliter le règlement des différends susceptibles de survenir entre des factions politiques, des classes sociales, des communautés ethniques ou des régions. À cette fin, l'État tente de conserver le monopole du recours à la violence politique pour régler les différends internes au moyen des processus politiques et judiciaires établis. Les guerres civiles proviennent d'une défaillance de cette structure étatique, car le recours à la violence sert alors à atteindre des buts politiques à l'extérieur des institutions politiques nationales.

Sur la scène internationale, il règne une situation d'anarchie, car il n'y a aucune forme de gouvernance mondiale pour régler efficacement les différends entre les pays. En l'absence d'une police mondiale efficace qui serait capable d'exercer le monopole de la violence politique, les dirigeants de certains États sont libres d'utiliser la force – de faire la guerre – et de tenter le tout pour le tout en usant de leur force militaire pour régler leurs différends avec d'autres États. Dans le climat anarchique des affaires « internationales », les États souverains ont uniquement deux voies pour parvenir à une solution : la négociation (la diplomatie) ou la violence (la guerre). Les guerres internationales ne sont donc pas attribuables à une défaillance de cet ordre anarchique du monde. Elles constituent, au contraire, l'une des institutions fondamentales servant à « structurer » les relations internationales.

Comme le signale Dyer (2005) dans *Futur imparfait*, l'un des grands objectifs de l'instauration de l'Organisation des Nations Unies (ONU), au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est non seulement de limiter le droit des pays de s'engager librement dans une guerre pour imposer leur volonté, mais aussi de restreindre le droit des classes dirigeantes d'essayer de réaliser leur rêve de domination mondiale. Une préoccupation majeure du système onusien est de dissuader tout pays de tenter d'établir son hégémonie sur l'ensemble du monde par la projection unilatérale de sa force armée. Fait peu surprenant, l'Organisation des Nations Unies s'est intéressée surtout à la possibilité d'une guerre entre les grandes puissances dotées de l'arme nucléaire. Elle a voulu établir des règles du jeu relativement équitables sur la scène internationale où s'affrontent des intérêts économiques et politiques divergents. L'ONU a créé le Conseil de sécurité comme mécanisme institutionnel pour remédier à cette situation. Elle a en outre mis sur pied diverses institutions comme la Conférence des Nations

Unies sur le commerce et le développement et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour promouvoir un partage plus équitable des ressources productives et financières mondiales. Ces diverses mesures viennent du constat montrant qu'à cause du fossé du développement, plus d'un milliard de personnes sont incapables de satisfaire leurs besoins essentiels, mais aussi que la « crise de l'inégalité » est la principale source des conflits violents, actuels et éventuels entre des groupes et des pays. En d'autres termes, le développement est une question de sécurité qui englobe la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et des moyens d'existence durables, la promotion du bien-être et de la liberté pour permettre aux individus de faire des choix et d'avoir une vie épanouissante.

2. La guerre et le développement²

S'il est facile de s'interroger sur le rapport entre la guerre et le développement, il est moins facile de trouver des réponses. Le concept de « développement » comporte, en effet, des connotations politiques impossibles à éviter. Il a vu le jour surtout pour expliquer la croissance économique fulgurante de l'Europe durant l'époque moderne, mais aussi les succès et les échecs des tentatives visant à reproduire ailleurs ce processus sans précédent.

La théorie dominante du développement libéral soutient les ententes sociales, économiques et politiques existantes. Dans la tradition libérale, le développement signifie la croissance économique à l'intérieur des économies « de marché ». Il conduit au « progrès », c'est-à-dire une expansion continue de la production, une abondance croissante de biens matériels toujours plus diversifiés et plus novateurs sur le plan technologique. Ce faisant, le progrès économique suscite l'émergence d'institutions politiques démocratiques libérales, l'urbanisation et la laïcisation au sein d'une société essentiellement harmonieuse. Dans cette vision libérale, la guerre et la violence politique apparaissent comme des événements fortuits qui font irruption dans le processus du développement. La guerre ne découle pas de ce processus, elle le freine.

Les marxistes conçoivent plutôt le développement comme un processus qui émerge des conflits de classe et des conflits internationaux : la guerre des classes et les guerres de libération nationale. Dans la vision marxiste, guerres civiles et répressions, conquêtes, occupations et intégration dans le système capitaliste, guerres de libération nationale et luttes entre capitalistes de différents pays impérialistes ont toutes créé des situations propices à la guerre. En d'autres termes, la guerre a souvent été un moyen de mener les luttes politiques du développement capitaliste. Il n'existe toutefois aucune relation claire, unique et universelle entre la guerre et le développement économique. Dans les luttes politiques associées au processus du développement national et international, les guerres ont joué un rôle complexe et variable selon les conditions historiques.

Cette relation complexe entre guerre et développement se présente sous au moins trois aspects : 1) le recours à la guerre durant les luttes relatives aux trajectoires du développement ; 2) les effets du développement sur le recours à la guerre ; et 3) les effets involontaires de la guerre sur le développement. Quelques exemples peuvent illustrer comment la guerre a contribué à façonner le système économique mondial.

En effet, le recours à la guerre permet parfois d'imposer des trajectoires de développement particulières. Le fait que l'économie mondiale actuelle ait commencé vers les années

2. Caringella-MacDonald et Humphries, 1991 ; Dyer, 2004 ; Pearce, 1981.

1500 avec la conquête, par les Européens, d'autres peuples, puis leur intégration forcée dans les économies coloniales des empires européens en fournit l'illustration la plus évidente. De plus, en Europe, le prolétariat a vu le jour à la suite de l'expulsion des agriculteurs de leurs terres. Enfin, la répression des ouvriers qui ont résisté aux conditions du nouveau système des manufactures a fait partie intégrante de l'émergence d'une vaste industrie capitaliste.

Depuis lors, le recours à la violence politique à grande échelle se poursuit. Les États-Unis ont ainsi envahi et subverti de nombreux pays du Sud où ils ont financé des coups d'État militaires pour protéger les intérêts du capital. Cette façon de procéder a d'ailleurs jeté les bases de leurs relations extérieures. Dans les pays du Sud, la répression et les guerres civiles sont souvent directement liées aux luttes pour exproprier les terres et s'approprier les ressources, par exemple le pétrole au Nigeria et les terres agricoles en Amérique centrale dans les années 1970. Par comparaison, les guerres de libération qui ont accéléré la décolonisation et permis la résistance à l'impérialisme ont eu pour but de créer un espace de développement autonome. Les guerres civiles révolutionnaires, comme celle de Fidel Castro à Cuba ou encore celle des sandinistes au Nicaragua, ont parfois ouvert la voie à des formes plus égalitaires de développement économique et social.

Les guerres ont aussi servi à régler les rivalités des puissances européennes engagées dans ce que nous appellerions aujourd'hui «le développement». Les conflits militaires entre les puissances européennes clairement associées à l'émergence du capitalisme s'amorcent ainsi avec les expéditions des pirates et des corsaires grâce auxquelles l'Angleterre et la France mettent la main sur les richesses pillées par l'Espagne dans le Nouveau Monde. Les guerres aideront à «régler» la concurrence des empires mercantilistes européens pour la possession des territoires, des ressources, de la main-d'œuvre et des marchés du monde, du *xvi*^e au *xviii*^e siècle.

Depuis cette époque, les guerres et les autres formes de violence politique attribuables à la lutte internationale pour l'accumulation du capital se poursuivent. Les deux grandes guerres mondiales du *xx*^e siècle auront été le résultat de cette concurrence entre les capitalistes monopolistes nationaux en quête de croissance économique, de marchés captifs et de ressources coloniales à faible coût. Ces deux guerres affaibliront toutefois tellement les sociétés européennes que les États-Unis se hisseront au rang de superpuissance capitaliste mondiale. La défaite des pays européens et la perte d'une grande partie de leurs colonies asiatiques après leur intégration au Japon feront voler en éclats le mythe de la supériorité européenne. Cet affaiblissement des États européens enhardira les nationalistes des colonies à réclamer et à obtenir la décolonisation officielle du tiers monde, ce qui marquera le début de l'empire américain et de son néocolonialisme.

S'il n'existe aucune relation claire, unique et universelle entre la guerre et le développement économique, il y a bel et bien des liens étroits et complexes entre les deux. Les prochaines parties du module examinent plus en profondeur plusieurs de ces liens.

3. Les conflits, sources de changement social ou pièges de développement³?

La théorie sociale marxiste considère généralement les conflits de classe comme un facteur de changement, un moyen de régler les contradictions du développement dans les sociétés

3. Collier, 2004, p. 1125-1145; Overton, 2000; Andersen, 2000; Collier, 2003; Von Meijenfeldt, 2001.

en proie aux divisions de classe. La théorie du développement ne conçoit pas les conflits comme une question de développement ; en fait, elle en avait peu traité jusqu'à récemment. Les diverses formes de conflits comme la guerre pour les ressources, la guerre de classe, la guerre impérialiste, la guerre culturelle et la guerre contre le terrorisme font plutôt figure d'enjeux politiques. Ces questions sont donc laissées aux spécialistes des relations internationales ou des conflits sociaux. Malgré tout, les conflits et les situations connexes ont fini par toucher la conscience de certains théoriciens du développement et de nombreux praticiens, car ces derniers doivent souvent composer avec les effets des conflits. Lors de conflits violents, il devient en effet difficile de fournir de l'aide au développement ou de l'aide humanitaire. Les interventions nécessaires pour assurer la consolidation de la paix durant ou après de tels conflits soulèvent les mêmes préoccupations que les interventions pour favoriser le développement. Après des conflits qui ont gravement endommagé, voire détruit les infrastructures économiques et sociales, le développement se trouve au cœur des actions nécessaires. Selon Collier (2004), pour progresser dans de telles situations, il faut sortir du « piège du conflit ».

Une partie du problème réside en l'absence d'analyse systématique des sources structurelles et politiques des conflits. Cette analyse devrait tenir compte du rôle presque toujours déterminant de l'État lorsque ce dernier cède aux pressions internationales et applique des politiques empêchant tout développement. Dans le *Rapport mondial sur le développement humain*, publié en 2003, le PNUD exprime sa vive inquiétude devant les conflits armés, violents et militaires comme les guerres interétatiques et les guerres civiles. Il ne tient pourtant aucun compte du fait que ces types de conflits peuvent contrecarrer les objectifs du développement. Il semble que cette attitude soit en train d'évoluer. Du moins, c'est ce que laisse entrevoir la publication *Comprehensive Development Framework and Conflict-Affected Countries* (Von Meijenfeldt, 2001), dans laquelle la Banque mondiale examine la possibilité de soutenir le développement dans des situations de conflit. Quoi qu'il en soit, comme le notera le PNUD : « il existe un rapport de réciprocité entre les conflits et le développement humain [...] parce que ces conflits créent un environnement défavorable et des conditions difficiles en ce qui concerne les capacités et le revenu » (traduction libre ; PNUD, 1996, p. 37). Dans l'étude *Development in Chaos*, John Overton (2000) aborde également cette question.

4. La guerre et la mondialisation : l'impérialisme et les guerres pour la libération nationale et pour la justice sociale⁴

D'abord vinrent les banquiers étrangers pressés d'accorder des prêts à des taux d'intérêt abusifs, ensuite les contrôleurs financiers pour veiller au paiement de ces intérêts, puis des milliers de conseillers étrangers pour prélever leur part. Enfin, lorsque les pays se trouvèrent en faillite et sans défense, le moment était venu d'envoyer les troupes étrangères pour « sauver » le dirigeant de son peuple « rebelle ». Une dernière bouchée, et le pays avait disparu (traduction libre ; Pakenham, 1992, p. 126).

4. Federici, 1992, 2002 ; Globalization & War, <<http://www.agp.org/>>, <<http://www.all4all.org/>> ; Johnson, 2001 ; Le Billon, 2001, p. 561-584.

Diverses études réalisées dans une perspective théorique critique examinent les relations entre la mondialisation et la guerre. Certaines, surtout en langue anglaise, se trouvent sur le site Internet de l'Action mondiale des peuples⁵. Il s'agit d'une excellente source d'analyses critiques.

La prolifération des conflits en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient ainsi que l'appétit des États-Unis pour les interventions militaires durant toutes les années 1980 et 1990⁶ montrent que la guerre demeure d'actualité sur le plan mondial. Selon Silvia Federici (2002), cette situation vient du fait que la nouvelle phase d'expansion capitaliste exige « la destruction de toute activité économique qui n'est pas subordonnée à la logique de l'accumulation, il s'agit donc d'un processus nécessairement violent ». Le capital des grandes entreprises, ajoute-t-elle, « ne peut étendre son emprise sur les ressources de la planète – des océans aux forêts en passant par le travail humain et même jusqu'à notre patrimoine génétique – sans engendrer une intense résistance dans le monde entier ». De plus, « le caractère de la présente crise capitaliste fait en sorte que [...] la planification du développement dans le tiers monde ouvre la voie à la guerre⁷ » (traduction libre ; Federici, 2002).

Nous ne faisons généralement aucun lien entre la guerre et la mondialisation (l'intégration dans l'économie mondiale) parce que, selon Federici :

la mondialisation actuelle, même si elle poursuit essentiellement le projet colonial de la fin du XIX^e siècle, se présente surtout sous l'aspect d'un programme économique [de développement] [...] Ses premières armes, et les plus visibles, sont les programmes d'ajustement structurel, la libéralisation du commerce, la privatisation et les droits de propriété intellectuelle. [...] Ces politiques sont responsables d'un immense transfert de richesses du tiers monde vers les métropoles, mais, comme elles n'exigent pas de conquête territoriale, elles sont censées fonctionner par des moyens purement pacifiques⁸ (traduction libre ; Federici, 2002).

Dans le contexte de la mondialisation néolibérale, les interventions militaires prennent souvent de nouvelles formes afin de les présenter sous le couvert d'initiatives bienveillantes comme « l'aide alimentaire » et « le secours humanitaire » ou, en Amérique latine, « la guerre contre la drogue ». Un autre facteur masque en partie le rapport étroit entre la guerre et la mondialisation (la forme actuelle de l'impérialisme), et c'est le fait que la plupart des nouvelles « guerres de la mondialisation » sont livrées sur le continent africain. Or, les médias déforment systématiquement l'histoire de ce continent en imputant chaque crise à de

5. <<http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/9-11/indexauthorc.html>>.

6. En 1999, 75 pays étaient en proie à une forme de guerre ; de ce nombre, 33 faisaient partie des 43 pays du continent africain. C'est à cette « Quatrième Guerre mondiale » contre les pauvres du monde que le sous-commandant Marcos fait souvent allusion dans ses textes (note tirée du texte de Federici, 2002).

7. Pour une description de cette nouvelle phase du capitalisme soulignant la disparition des médiations entre les classes, voir Federici (2002), selon laquelle l'expression « nouvelle clôture » montre que « l'objectif du capitalisme contemporain est d'annihiler toutes les garanties de subsistance que les États socialistes, postcoloniaux ou keynésiens avaient reconnues dans les années 1950 et 1960 ». Or, « pour réussir, ce processus doit être violent » (traduction libre ; Federici, 2002).

8. On trouve d'abondantes descriptions de ce transfert de richesses dans la volumineuse documentation sur les ajustements structurels, la mondialisation et le néolibéralisme. Voir Brecher et Costello (1994) et Federici (1992).

supposés facteurs africains comme « le retard », « le tribalisme et l'incapacité à établir des institutions démocratiques ».

5. La guerre et la paix : le genre, le développement et les dimensions sociales⁹

La plupart des spécialistes présument que les conflits, sous la forme de guerres civiles, d'affrontements interethniques ou de luttes de classes, empêchent le développement. Ils entendent par là que le développement exige le règlement des conflits (la paix) comme condition préalable à la reconstruction et à la reprise de l'aide au développement. Bereket Selassie (2001) abonde dans le même sens : « Il est de règle de considérer la paix comme l'état social normal et la guerre comme une situation anormale parce que, pour la plupart des sociétés, c'est un événement aberrant qui vient perturber le cours des relations humaines habituelles. S'il y a eu, dans l'histoire, des cas où la guerre a servi à stimuler l'innovation technique, dans la majorité des cas, la paix a été une condition préalable essentielle au progrès humain » (traduction libre ; Selassie, 2001). Plusieurs raisons expliquent ce dernier constat, notamment le fait que « tous les individus qui sont des agents du progrès humain ont besoin d'un climat de paix pour se concentrer sur leur travail » et que « les situations de conflit détournent les ressources affectées au développement » (traduction libre ; Selassie, 2001).

Moe Espen (2006) soutient qu'en réalité, la guerre peut parfois créer des conditions propices au développement, c'est-à-dire qu'elle « aidera le processus de changement structurel et entraînera un taux de croissance accéléré une fois la guerre terminée » (traduction libre ; Espen, 2006). Ces conditions propices au développement sont un consensus politique et une cohésion sociale. Dans un tel contexte, « la guerre devient une force de changement non seulement pour le système international à long terme, mais aussi pour le système économique » (traduction libre ; Espen, 2006). Espen fonde son argument sur un cadre théorique combinant les idées de Mancur Olson et de Joseph Schumpeter. Il affirme ainsi que les seules guerres qui ont été propices au développement ont été celles qui ont coïncidé avec un changement économique structurel.

Le lien entre les conflits et le développement constitue un champ d'études relativement neuf. Depuis quelques années, beaucoup d'organisations internationales et d'organismes gouvernementaux insistent sur l'importance d'étudier davantage ce lien. Elles soulignent la nécessité d'accorder la priorité à un accroissement des retombées du développement pour les plus pauvres, qui sont habituellement aussi les plus vulnérables. Si l'objectif est de créer un climat propice à la réduction de la pauvreté, alors la prévention et la fin des conflits seront plus profitables que tous les dispendieux programmes d'aide.

6. La dynamique du développement dans les guerres de classes et de libération nationale¹⁰

L'évolution du capitalisme ne provient pas tellement de ce que les chercheurs ont considéré, aux fins d'analyse, comme les « lois du développement capitaliste ». Elle est surtout

9. Bessell, 2001 ; Byrne, 1996 ; Espen, 2006 ; Kumar, 2000 ; Manchanda, 2001 ; Moser, 2001 ; Tsjear, Frerks et Bannon, 2005 ; PNUD, 2003a.

10. Broad, 2008 ; Collier, 2003 ; War & Globalization, <<http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/9-11/indexauthor.html>> ou <<http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/indexfr.htm>>.

le résultat de la lutte des classes, une lutte découlant des rapports conflictuels entre deux classes fondamentales : d'un côté, la bourgeoisie ou la classe capitaliste ; et, de l'autre, le prolétariat ou la classe ouvrière. Dans certains contextes, par exemple après 1968, cette lutte a pris la forme et l'ampleur d'une guerre de classes. Jeffrey Faux (2005)¹¹ a étudié cette guerre à l'intérieur des États-Unis, ce pays au centre du système capitaliste mondial et siège des principales organisations des « nouveaux maîtres du monde », y compris l'appareil étatique de cet État hégémonique. Pour prendre connaissance des guerres de classes dans le nouvel ordre de la mondialisation, les meilleures sources critiques se trouvent sur le site Internet de l'Action mondiale des peuples¹² sous l'onglet « Guerre ». Le site donne accès à toute une gamme d'études utiles sur ces sujets.

Quelques textes de référence en français

- AMIN, Samir (1976). *L'impérialisme et le développement inégal*, Paris, Éditions de Minuit.
- CAMBREZY, Mélanie et Marie-Joelle ZAHAR (2014). « Développement et États fragiles », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 295-314.
- FAUCHER, Albert (2006). « Le caractère continental de l'industrialisation au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 6, n° 3, p. 219-236.
- WALLERSTEIN, Immanuel (1991). *Impenser la science sociale pour sortir du XIX^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France.

11. Fondateur de l'Economic Policy Institute, Faux (2005) critique à la fois les démocrates et les républicains qui ont protégé les multinationales « en abandonnant le reste d'entre nous à un marché mondial déréglementé, donc brutal et sans pitié » (traduction libre ; Faux, 2005). Il décrit comment le libre-échange et la mondialisation ont encouragé les entreprises à devenir apatrides, détachées du bien-être économique de quelque pays que ce soit, au détriment de tous, sauf des élites transnationales.

12. <<http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/indexfr.htm>>.

Section 7

La problématique de la pauvreté

En 1968, alors que la Banque mondiale a pour président Robert McNamara, elle découvre que deux personnes sur cinq dans le monde sont incapables de satisfaire leurs besoins essentiels. À partir de ce moment, le développement sera surtout orienté vers la réduction de la pauvreté ou la lutte contre la pauvreté. La Banque mondiale a d'ailleurs pris la direction de cette lutte depuis lors. Cette situation soulève toutefois de nombreuses questions, par exemple comment expliquer les si piètres résultats obtenus après 35 années durant lesquelles tant de ressources humaines et financières ont été consacrées à la poursuite de cet objectif. En effet, même d'après le seuil de pauvreté très modéré de la Banque mondiale (2\$ par jour ou 1\$ par jour pour l'indigence), le pourcentage de la population mondiale souffrant de pauvreté et de privation matérielle est demeuré à peu près identique. Le nombre de pauvres a néanmoins augmenté de plusieurs millions pour atteindre trois milliards de personnes, dont 1,4 milliard dans un état d'extrême pauvreté. En fin de compte, la pauvreté reste aussi profondément enracinée que jamais dans les structures économiques et sociales. Ses répercussions demeurent surtout très graves sur le plan humain.

Les modules 21 à 23 exposent, puis déconstruisent de manière critique les questions complexes (mais assez simples à certains égards) qu'il faut étudier non seulement pour comprendre la pauvreté sur le plan théorique, mais aussi pour y remédier dans la pratique. Dans un cas comme dans l'autre, la question centrale concerne l'ampleur et la diversité des inégalités sociales en matière de richesse et de revenus. Cette situation que les Nations Unies (2005) ont qualifiée de « crise de l'inégalité » existe à l'échelle nationale et internationale. Elle se manifeste toutefois le plus dramatiquement dans le fossé Nord-Sud du développement, c'est-à-dire les écarts extrêmes de richesse et de pauvreté entre pays du Nord et du Sud. Selon la théorie économique néoclassique et la théorie sociologique structuro-fonctionnaliste, l'inégalité sociale est un mécanisme par lequel la société ou le marché récompense l'effort en offrant un incitatif qui motive les personnes les plus débrouillardes et les plus talentueuses à faire les efforts nécessaires pour accroître la production et pour créer de la richesse. Dans cette perspective, l'égalité sociale n'est ni libératrice ni progressiste, elle est simplement un idéal utopique, car les inégalités de richesse et de revenus se révèlent indispensables au bon fonctionnement des institutions économiques. Pour les tenants d'une approche critique, cette vision est loin d'être scientifique. Il s'agit plutôt d'une idéologie, d'une croyance complaisante formulée de manière à dissimuler les intérêts socioéconomiques en jeu et à justifier le fait qu'une poignée de puissants s'approprie la richesse produite collectivement par le plus grand nombre – les producteurs directs et la classe ouvrière.

Les trois modules de la présente section explorent les principales dimensions de la problématique de la pauvreté. Le module 21 signale le rôle de la Banque mondiale comme appareil idéologique responsable de la construction d'un ensemble de politiques et d'un discours théorique pour assurer son hégémonie culturelle. La Banque cherche ainsi à faire accepter l'idée que la mondialisation est inévitable et souhaitable, la seule voie vers la

« prospérité générale ». Elle tente de justifier l'infect programme de réformes structurelles néolibérales en affirmant qu'elles sont « favorables à la croissance ». Ce faisant, la Banque mondiale justifie les inégalités criantes entre riches et pauvres qu'engendrent ces réformes. Le module 22 examine plus en détail « la crise de l'inégalité ». Il demande s'il faut revendiquer puis appliquer des politiques accordant des incitations financières pour favoriser les investissements productifs et pour encourager « l'entrepreneuriat », car ces politiques ont aussi pour effet de créer et d'exacerber les inégalités sociales. Le module 23 explore les dynamiques politiques du projet du développement et de la lutte contre la pauvreté.

Module 21

La Banque mondiale Développement, hégémonie et pauvreté

David Moore

Université du KwaZulu-Natal, Afrique du Sud

Encore faut-il tenir compte du fait qu'à ces rapports internes d'un État-nation se mêlent les rapports internationaux, ce qui crée de nouvelles combinaisons originales et historiquement concrètes. Une idéologie née dans un pays plus développé se répand dans les pays moins développés, non sans incidences sur le jeu local des combinaisons (Antonio Gramsci, *Textes, 1917-1934*, p. 165, <http://classiques.uqac.ca/classiques/gramsci_antonio/textes/gramsci_textes.pdf>, consulté le 17 décembre 2012).

Dans son recueil consacré à la Banque mondiale, David Moore (2007b) déconstruit l'idéologie dominante de la mondialisation néolibérale. Il offre une interprétation constructiviste gramscienne de la manière dont « le pouvoir en place » ou les « nouveaux maîtres du monde » (Pilger, 2002) ont fabriqué puis utilisé cette idéologie pour instaurer leur hégémonie mondiale. Les diverses études réunies dans le recueil de Moore cherchent ainsi à briser ce projet d'hégémonie, c'est-à-dire utiliser la compréhension résultant de cette déconstruction pour s'opposer au « pouvoir en place » dans l'espoir que « le pouvoir à venir » sera « plus réceptif à ses sujets » (traduction libre; Moore, 2007b, p. 16). La Banque mondiale mérite un module entier en raison de la fonction essentielle que joue l'idéologie néolibérale, mais aussi en raison du rôle majeur de ses « intellectuels organiques » dans la construction de cette idéologie. Les intellectuels de la Banque ont en effet formulé, diffusé, puis imposé les idées néolibérales à propos du développement capitaliste et de la mondialisation.

1. La Banque mondiale et « l'effet Gramsci » :

la construction d'une idéologie et d'un discours hégémonique¹

Dans le chapitre 1 de son recueil, Moore (2007) déconstruit le discours hégémonique de la Banque mondiale à l'aide du cadre d'analyse d'Antonio Gramsci. Dans le chapitre 13, il examine plus en détail les stratégies constructivistes adoptées par la Banque pour obtenir « l'effet Gramsci » de son discours idéologique. Dans le chapitre 7, il reconstruit les éléments du « projet » néolibéral qui se dégage de ce discours.

Au centre de son cadre d'analyse, Gramsci a placé le concept de « l'hégémonie » pour expliquer les succès et les échecs du socialisme à l'échelle mondiale. Il s'en est servi pour proposer un programme réalisable en vue de concrétiser une vision socialiste dans les

1. Moore, 2007a, p. 27-62; Moore, 2007b, p. 387-412.

conditions existant à l'époque. Parmi ces conditions figurent la montée, puis le triomphe du fascisme et le désarroi subséquent de la gauche. Gramsci a formulé d'autres concepts pertinents pour la théorie comme pour la pratique, par exemple ceux d'« intellectuel organique » et de « bloc historique » auxquels il a donné une signification radicalement nouvelle. Les concepts gramsciens ont inspiré des générations de théoriciens marxistes dont les analyses ont abordé divers thèmes : 1) les forces dynamiques de résistance au développement capitaliste sous ses diverses formes et à divers moments ; 2) la lutte pour l'hégémonie idéologique (le leader du « monde libre », les « forces de la liberté ») ; 3) la domination culturelle (la supériorité du « mode de vie américain ») ; et 4) la dynamique du pouvoir idéologique (analysée par Moore²).

2. La construction de l'espace économique : l'*homo œconomicus*, le marché et l'État³

Les textes proposés abordent le discours du développement centré sur la notion libérale de l'*homo œconomicus*, cet « individu » qui, selon la théorie, calcule rationnellement les coûts et les avantages de chaque action ou décision pour son intérêt personnel. Cette notion constitue le cœur idéologique de la conception du développement que prône la Banque mondiale. Elle est au centre de la stratégie actuelle visant à autonomiser les pauvres afin qu'ils puissent agir pour eux-mêmes et mobiliser le seul actif qu'ils possèdent en abondance, soit le « capital social », pour se transformer en acteurs de leur propre développement. Ben Fine (2007) montre comment cette idéologie sert à dépolitiser les pauvres en les détournant d'une politique de confrontation qui s'exprimerait dans l'action collective directe (le module 24 explore davantage la dynamique de ce « nouveau paradigme du développement »).

3. La construction des pauvres et la lutte contre la pauvreté⁴

Les textes proposés braquent d'abord les projecteurs sur « la lutte contre la pauvreté » lancée par la Banque mondiale, puis ils montrent comment elle constitue plutôt une « lutte contre les pauvres ». L'arme majeure de cette lutte contre les pauvres est la construction sociale de « la pauvreté », qui crée les conditions autorisant et incitant les pauvres à se considérer comme pauvres pour justifier une intervention extérieure. Wolfgang Sachs (1992) et ses corédacteurs adoptent la perspective critique de l'après-développement pour « déconstruire » le discours socialement construit du « développement » qui imprègne profondément les théories et les pratiques.

4. Le langage écologique : le pouvoir des connaissances, « le développement durable » et « la question agraire »⁵

Les textes proposés explorent et déconstruisent le discours de la Banque mondiale sur « le développement durable », c'est-à-dire la croissance économique, que viendront faciliter les recherches scientifiques, les solutions technologiques et une meilleure gestion des ressources. Les deux auteurs déconstruisent également la conception de la Banque mondiale

-
2. Pour une analyse critique différente du pouvoir idéologique de la Banque mondiale par rapport à l'idée de la mondialisation, voir le texte de Veltmeyer (1997a).
 3. Williams, 2007, p. 95-120 ; Fine, 2007, p. 121-144.
 4. MacWilliam, 2007, p. 63-94 ; Pithouse, 2007, p. 413-452 ; Schech et van Dev, 2007, p. 63-94.
 5. Wanner, 2007, p. 145-170 ; Bernstein, 2007, p. 343-368.

quant aux trois voies possibles pour aider les pauvres des milieux ruraux à sortir de la pauvreté : le travail, la migration et l'agriculture. L'édition de 2008 du *Rapport sur le développement dans le monde*, dont le thème est « L'agriculture au service du développement », traite de ces voies de sortie. En résumé, la solution que propose la Banque mondiale passe par le développement capitaliste de l'agriculture : accélérer le processus actuel de transformation productive et sociale pour convertir certains paysans en entrepreneurs capitalistes et d'autres en migrants ruraux.

5. Le discours de la Banque mondiale sur la mondialisation, le développement et la gouvernance : un manifeste capitaliste⁶

David Moore (2007) déconstruit le discours idéologique de la Banque mondiale sur « la mondialisation » et « la bonne gouvernance » en tant que conditions nécessaires du « développement » en Afrique. Dans l'édition de 1995 du *Rapport sur le développement dans le monde* dont le thème est *Workers in an integrating world*, la Banque mondiale offre une formulation différente de cette idéologie que l'on pourrait qualifier de « manifeste néolibéral ».

6. L'art (et la science) du maintien du paradigme et la construction d'un discours antihégémonique⁷

Les textes proposés explorent l'art et la science du maintien du paradigme. La nécessité de préserver le paradigme vient de diverses situations : 1) la propension évidente du capitalisme à connaître des crises ; 2) le modèle asiatique de développement ; et 3) le discours antihégémonique des défenseurs d'une société civile mondiale.

Quelques textes de référence en français

- BARTOLI, Henri (1990). « Progrès et pauvreté : les concepts et leur dialectique selon les civilisations et les cultures », dans Henry Paul-Marc (dir.), *Pauvreté, progrès et développement*, Paris, L'Harmattan, p. 19-60
- BENG, Mekinda (2000). « Relecture des composantes socio-économiques de la pauvreté de l'Afrique », dans Centre tricontinental (dir.), *Comment se construit la pauvreté*, Paris, L'Harmattan, p. 109-126.
- CHOSSUDOVSKY, Michel (1998). *La mondialisation de la pauvreté : la conséquence des réformes du FMI et de la Banque mondiale*, Montréal, Ecosociété.
- DE BERNIS, Gérard (1990). « Développement ou paupérisation et marginalisation sociale. De quelques processus concrets de marginalisation », dans Paul-Marc Henry (dir.), *Pauvreté, progrès et développement*, Paris, L'Harmattan, p. 85-130
- DIOUBATÉ, Badara (2008). *La banque mondiale et les pays en développement : de l'ajustement structurel à la bonne gouvernance*, Paris, L'Harmattan.
- FROGER, Géraldine et Philippe MÉRAL (2007). « Vers une évaluation économique multicritère des dispositifs de gestion communautaire », dans Christian Chaboud, Géraldine Froger et Philippe Méral (dir.), *Madagascar face aux enjeux de développement durable, des politiques environnementales à l'action collective locale*, Paris, Karthala, p. 109-144.

6. Moore, 2007, p. 227-266 ; Harrison, 2007, p. 369-386 ; Banque mondiale, 1995.

7. Wade, 2007, p. 267-316 ; Berger et Beeson, 2007, p. 317-342 ; Bond, 2007, p. 479-506.

- GILLIES, David (1993). *Droits humains, démocratie et bon gouvernement : pour repenser les politiques de la Banque mondiale*, Ottawa, Centre international des droits de la personne et du développement démocratique.
- KAPADIA, Karin (2000). « L'économie politique de la pauvreté : genre, caste et classe dans les régions rurales du Sud de l'Inde », dans Centre tricontinental (dir.), *Comment se construit la pauvreté*, Paris, L'Harmattan, p. 163-184.
- MILLET, Damien et Eric TOUSSAINT (2008). *60 questions, 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, Paris, Syllepse.
- OSMONT, Annick (1995). *La banque mondiale et les villes : du développement à l'ajustement*, Paris, Karthala.
- SCHOLTYS, Britta (2000). « Au Mexique : la femme, la pauvreté et le travail informel », dans Centre tricontinental (dir.), *Comment se construit la pauvreté*, Paris, L'Harmattan, p. 157-162.
- TARAZONA, Dante Salazar (2000). « Comment remédier à la pauvreté résultant de la coopération internationale? », dans Centre tricontinental (dir.), *Comment se construit la pauvreté*, Paris, L'Harmattan, p. 47-62.
- TEJADA, Aurelio Alonso (2000). « Pauvreté, démocratie et lutte sociale en Amérique latine », dans Centre tricontinental (dir.), *Comment se construit la pauvreté*, Paris, L'Harmattan, p. 81-96.

Module 22

La crise de l'inégalité

Henry Veltmeyer

Université autonome de Zacatecas, Mexique; Université Saint Mary's, Canada

Au cours des années 1980, la contre-révolution néolibérale opérée dans les théories et les pratiques du développement a creusé encore davantage le fossé mondial en matière de revenu et de richesse. Comme les Nations Unies l'ont montré dans le rapport de 2005 intitulé *The Inequality Predicament*, cette contre-révolution a aussi approfondi les inégalités à l'intérieur des pays du Nord et du Sud. Les inégalités de revenus ont toutefois connu une augmentation relativement plus rapide dans les pays qui ont adhéré à la doctrine néolibérale. Des analystes ont noté dans ces pays, en particulier aux États-Unis, un écart grandissant entre les très riches et les très pauvres avec, en outre, une diminution rapide de la classe moyenne (Chang et Grabel, 2001, p. 21).

L'écart croissant des revenus à l'intérieur des pays ainsi que le lien entre cette tendance et le virage stratégique vers le néolibéralisme apparaissent dans d'autres contextes. La *base des données mondiales sur les inégalités de revenus* montre que les inégalités ont diminué à l'intérieur de la plupart des pays développés, des pays en développement et des pays à économie planifiée durant la période de 1950 à 1970. Toutefois, cette diminution a plafonné à partir des années 1980. Dans de nombreux pays, les écarts de revenus se sont alors accentués, parfois de manière spectaculaire. Cornia et Kiiski (2001) ont ainsi découvert que le démantèlement de l'État dans les pays de l'ancien bloc socialiste a eu pour effet direct d'accroître les inégalités de revenus de 10 à 20 points Gini en moyenne, de 1989 à 1996. Le nombre de pauvres a en outre grimpé de 14 à 147 millions durant la même période.

Les textes du présent module explorent les dynamiques politiques des inégalités sociales. Ils examinent les liens entre ces dynamiques et le processus d'accumulation du capital dans le contexte de la mondialisation néolibérale.

1. La sociologie du développement : des perspectives théoriques sur les inégalités sociales¹

Adopter une perspective sociologique du changement social exige d'examiner l'organisation sociale à l'intérieur de laquelle les individus nouent des rapports sociaux avec d'autres individus qui appartiennent aux mêmes groupes sociaux ou qui occupent différentes positions de classe dans le système de production. À l'intérieur des sociétés capitalistes, la structure sociale repose sur le rapport capital-travail qui définit deux classes sociales fondamentales : les propriétaires des moyens de production (la classe capitaliste) et ceux qui sont dépossédés de leurs moyens de production, sauf leur force de travail qu'ils doivent vendre en échange d'un salaire de subsistance. Bien entendu, il existe aussi plusieurs classes et groupes d'individus qui n'occupent aucune position à l'intérieur du rapport

1. Chossudovsky, 1997 ; Munck, 2005 ; Rapley, 2004.

capital-travail. Toutefois, ce rapport social est censé constituer la principale caractéristique structurelle des sociétés capitalistes et expliquer, plus que tout autre facteur, ce qui se passe dans ces sociétés.

Un des grands thèmes de l'analyse sociologique concerne les rapports et les situations d'inégalité, notamment la répartition de la richesse et des revenus, c'est-à-dire les fruits de l'activité économique collective ou coopérative. Nancy Birdsall (1997), ancienne économiste en chef de la Banque mondiale, est maintenant vice-présidente exécutive de la Banque interaméricaine de développement. À son avis, les facteurs déterminants du développement et de la pauvreté sont la répartition inégale des actifs productifs de la société, comme la terre et l'éducation, et l'accès inégal à ces actifs. Cette situation crée un « cercle vicieux » qu'elle décrit ainsi : « la forte inégalité initiale freine l'accumulation des actifs, ce qui piège les pauvres, mais elle limite aussi la croissance globale, ce qui réduit la capacité de la société à aider les pauvres [et la capacité des pauvres à s'aider eux-mêmes, aurait-elle pu ajouter] » (traduction libre ; Birdsall, 1997).

2. La crise de l'inégalité : la répartition de la richesse et des revenus²

De nombreux débats opposent les économistes à propos de la relation entre le développement et les inégalités sociales. Nancy Birdsall (1997) soutient à ce sujet que « le problème fondamental ne vient pas de la répartition des revenus comme telle, mais plutôt d'un facteur encore plus fondamental, à savoir la répartition des actifs et des possibilités, en particulier l'incidence de cette répartition sur les pauvres » (traduction libre ; Birdsall, 1997). Birdsall s'interroge sur les raisons pour lesquelles « la croissance a été constamment supérieure et la réduction de la pauvreté tellement plus marquée en Extrême-Orient qu'en Amérique latine » (traduction libre ; Birdsall, 1997). Son explication pour l'Amérique latine est « l'inégalité destructrice ». Quant aux cas de croissance rapide et au « miracle asiatique », elle invoque « la croissance à partir de la base, stimulée par la productivité croissante des pauvres [...] où la répartition des possibilités [est] relativement égale » (traduction libre ; Birdsall, 1997).

Birdsall poursuit son explication ainsi :

Avec la répartition des actifs – de la terre et de l'éducation – dont profitait l'Extrême-Orient en 1960, l'Amérique latine [aujourd'hui] compterait la moitié moins de pauvres [qu'elle en a]. [...] en Amérique latine, les banques multilatérales de développement ont longtemps décrié les transferts populistes... [mais] il existe une solution de rechange : centrer l'intervention sur des programmes mettant des actifs productifs entre les mains des pauvres. Cela signifie non seulement offrir plus d'années d'éducation, mais aussi rendre cette éducation plus accessible [...] (traduction libre ; Birdsall, 1997).

Cela démontre que « pour accroître l'accès des pauvres aux actifs productifs, il faut chercher d'autres mécanismes en plus de l'éducation : la réforme agraire, la réforme des systèmes judiciaires, le crédit et la concurrence loyale » (traduction libre ; Birdsall, 1997). Toutes ces solutions peuvent créer de nouvelles possibilités dans des sociétés auparavant inégalitaires en éliminant les privilèges cachés dont les riches ont profité historiquement sur le marché des actifs. D'après Birdsall, ces privilèges sont indirectement, sinon directement,

2. Milanovic, 2004 ; Birdsall, 1997 ; Bulmer-Thomas, 1986 ; Collins, Hartman et Sklar, 1999.

responsables du taux élevé de pauvreté, mais aussi du faible niveau de développement, voire de l'absence de développement.

Selon l'interprétation de Birdsall, la problématique de la pauvreté concerne donc les inégalités sociales sur le plan de l'accès aux ressources productives et de la répartition du produit social (la richesse et les revenus). C'est ce que les Nations Unies ont qualifié de « crise de l'inégalité » dans une étude de 2005. D'après la construction théorique de l'Organisation des Nations Unies, cette crise se manifeste (et doit être analysée) à différents niveaux : à l'intérieur des pays et entre les pays, mais aussi dans le fossé Nord-Sud qui constitue le grand thème d'une approche critique en études du développement.

Bien des recherches inspirées de la théorie dominante du développement et bien des rapports publiés à l'issue de diverses conférences internationales signalent une convergence des revenus. Ces documents indiquent une réduction du fossé mondial en matière de richesse et de revenus, mais aussi en matière de développement. Cependant, lorsque les données pour la Chine et l'Inde sont retirées des calculs, les chiffres révèlent, au contraire, une augmentation des inégalités de revenus à l'échelle mondiale. En effet, l'écart entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres s'est creusé durant la période néolibérale de la mondialisation du capital et du néo-impérialisme.

Les données des recherches sur la question (Petras et Veltmeyer, 2007b) montrent une augmentation des disparités dans la répartition des revenus à l'échelle internationale. Elles établissent un lien entre l'augmentation notée et le virage vers les politiques néolibérales. Dans le recueil *Atlas of Social Exclusion* (Atlas de l'exclusion sociale) que Pochman et ses collègues publient depuis 20 ans, 28 pays ont amélioré leur position par rapport à un indice des inégalités sociales et de l'exclusion. Tous ces pays développés, au centre de l'économie mondiale, représentent 14 % de la population totale, mais ils accaparent 52 % des revenus annuels mondiaux (et un pourcentage bien supérieur de la richesse dont la majeure partie ne provient pas d'un revenu gagné et n'est donc pas mesurée dans les statistiques existantes) (Pochman *et al.*, 2004). Par ailleurs, 60 pays représentant 36 % de la population totale obtiennent seulement 11 % des revenus mondiaux.

3. Les inégalités et le fossé Nord-Sud : la répartition des revenus entre les pays³

Le présent thème concerne les disparités croissantes dans la répartition des revenus et des ressources productives à l'échelle internationale, c'est-à-dire les inégalités entre régions et entre pays, mais aussi à l'intérieur de ces régions et de ces pays au sein du système capitaliste mondial. En effet, le débat continue à savoir si les revenus mondiaux divergent ou convergent dans le contexte des politiques néolibérales adoptées depuis 20 ans (Jomo, 2007, p. xvii-xxv, 1-98). Les preuves sont toutefois assez claires : les politiques d'ajustement structurel imposées aux pays pour se conformer au nouvel ordre mondial ont causé une augmentation spectaculaire des diverses formes d'inégalités sociales. Avec ce type de développement, elles ont creusé davantage l'écart mondial en matière de richesse et elles ont produit de nouvelles formes de pauvreté, de privation et d'exclusion sociale.

En 2005, trois importantes publications ont d'ailleurs traité des inégalités de revenus visibles à divers niveaux : à l'échelle mondiale, entre les diverses régions, entre les

3. Jomo et Baudot, 2007, chap. 1-5, 10-15 ; Berry et Serieux, 2004 ; Petras et Veltmeyer, 2007b, chap. 4.

pays du Nord et du Sud, mais aussi à l'intérieur des pays. La première publication est le rapport du Secrétariat des Nations Unies intitulé *World Social Situation: The Inequality Predicament* (UNESCO, 2005) qui a reçu un accueil enthousiaste. La deuxième est l'édition de 2005 du *Rapport mondial sur le développement humain* où le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) examine les mêmes sujets. Ce rapport est paru peu avant le sommet de septembre 2005 chargé d'évaluer les progrès accomplis par rapport aux Objectifs du millénaire pour le développement. Il a été rapidement suivi de ce que certains considèrent comme la meilleure édition du *Rapport sur le développement dans le monde*, où la Banque mondiale (2006) aborde le thème de l'équité et du développement.

Les divers auteurs du recueil de K.S. Jomo (2007) traitant du même thème présentent une incroyable gamme de travaux critiques consacrés à l'économie politique et à la dynamique politique de la répartition mondiale des revenus. Il s'agit de textes importants pour comprendre la dynamique mondiale du développement et du sous-développement. Ils méritent donc une lecture très attentive.

4. Les dimensions sociales de l'inégalité: la classe, le genre et la race⁴

Les inégalités sociales attribuables à la répartition de la richesse et des revenus prennent diverses formes. Elles varient en fonction de l'appartenance à différents groupes sociaux, mais aussi en fonction de différentes caractéristiques associées aux rapports de classe, de genre et de race.

Les textes proposés examinent les faits relatifs à la répartition sociale, c'est-à-dire l'inégalité des conditions sociales liées à la richesse, aux revenus et au pouvoir. Ils explorent les dynamiques sociales en jeu.

5. Pour combler le fossé, passer de l'exclusion sociale au développement équitable⁵

Dans le débat où ils s'opposent depuis longtemps, les économistes spécialistes du développement se posent une question cruciale quant au moyen le plus efficace d'améliorer les conditions de vie des populations dans les pays du Sud. Ce moyen consiste-t-il à adopter des politiques « favorables à la croissance » axées sur le marché où chaque personne est libre de poursuivre son intérêt particulier? Le moyen le plus efficace réside-t-il, au contraire, dans l'intervention des gouvernements qui permet d'affecter les ressources productives et de répartir les revenus de manière à favoriser l'équité?

Les textes proposés explorent diverses combinaisons théoriques et politiques à propos de la problématique de la croissance et de la répartition. Dans quelle mesure ces deux objectifs sont-ils conciliables? Par exemple, une préoccupation à l'égard de l'équité et de la répartition des revenus freine-t-elle la croissance économique? Est-il possible d'obtenir des résultats optimaux avec une approche de « croissance équitable »? Les textes proposés permettent d'examiner, dans une perspective critique, les récents débats sur ce thème. Ils abordent aussi les théories et les pratiques associées aux modèles de développement économique que des organisations comme la Banque mondiale, la Commission économique

4. Ahojja-Patel, 2007; Portes et Hoffman, 2003.

5. Deininger et Squire, 1998, p. 259-287; Ferreira et Walton, 2005, p. 34-37.

pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le PNUD et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont construits au fil des années.

6. La pauvreté du développement : des constats d'échec⁶

Depuis plus de 30 ans, la Banque mondiale dirige une coalition de puissantes organisations internationales de développement engagées dans la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement. Pourtant, le problème demeure plus présent que jamais. Il semble même plus grave aujourd'hui à la lumière des données sur la croissance que compile la Banque mondiale. Un examen plus détaillé des programmes que cette dernière préconise aboutit au même constat quant à leurs répercussions sur les populations les plus pauvres dans les pays en développement. En fait, la réalité de la pauvreté est venue à bout de tous les efforts que la Banque mondiale et la « communauté internationale » (un assemblage d'organisations, de gouvernements et d'individus) ont déployés afin d'éliminer progressivement ce problème majeur des sociétés en développement. Pourtant, cet objectif demeure hors de portée, malgré les énormes ressources financières et humaines qui y ont été consacrées jusqu'ici. Même les observateurs bienveillants ont dû admettre, à regret, que la campagne menée pendant des décennies s'est soldée par un échec mesurable. Les textes proposés explorent la dynamique de cet échec.

Quelques textes de référence en français

- BOCCELLA, Nicola Maria et Abdrea BILLI (2005). *Développement, inégalités, pauvretés*, Paris, Karthala.
- BRESSON, Maryse et François DE SINGLY (2007). *Sociologie de la précarité*, Paris, Armand Colin.
- BRYANT, Coralie et Christina KAPPAZ (2008). *Paix et pauvreté : un développement équitable pour réduire les conflits*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer.
- CAMPEAU, Robert (1998). *Individu et société : introduction à la sociologie*, Québec, Gaëtan Morin éditeur.
- COHEN, Daniel (2000). *Richesse du monde, pauvretés des nations*, Paris, Flammarion.
- THEDE, Nancy (2014). « Le développement peut-il se réconcilier avec les droits humains ? », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 361-380.

6. O'Malley et Veltmeyer, 2006 ; Petras et Veltmeyer, 2007a, p. 180-209 ; Burkett, 1990, p. 20-31

Module 23

La dynamique des politiques de lutte contre la pauvreté¹

John Harriss

Université Simon Fraser, Canada

La plupart des recherches sur la pauvreté s'inspirent d'un modèle de connaissances dont le but est de construire un savoir scientifique capable de déterminer la nature et les causes du problème de la pauvreté. Ce modèle affirme, implicitement ou explicitement, que des politiques éclairées doivent s'appuyer sur un tel savoir. Il présuppose la possibilité d'apporter une réponse définitive à des questions comme celle de savoir si les réformes économiques de l'Inde ont joué un rôle dans la réduction de la pauvreté. Enfin, ce modèle de connaissances incite à nier la valeur des études de cas sensibles au contexte (ou à leur offrir un semblant d'éloge) parce qu'elles ne permettent pas de formuler des généralisations.

L'auteur s'inspire ici de l'affirmation de Bent Flyvberg (2001) et d'autres chercheurs selon laquelle le fait d'imiter les sciences naturelles pour étudier la société ne peut que causer des déceptions. Les lacunes des connaissances dans le domaine des sciences sociales en fournissent d'ailleurs un bon indice. En ce qui concerne plus particulièrement le savoir sur la pauvreté, la « science normale » encourage les chercheurs à centrer leurs recherches sur des facteurs mesurables, ce qui a les a incités à définir la pauvreté en fonction des caractéristiques des individus ou des ménages. Même des études récentes sur « la dynamique de la pauvreté » analysent encore ces caractéristiques, mais elles négligent les processus structurels produisant les facteurs désignés comme les causes immédiates ou connexes de la pauvreté. Ces facteurs sont pourtant responsables des mouvements d'entrée dans la pauvreté et de sortie de la pauvreté.

La mesure de la pauvreté au Viêt Nam fait partie des exemples illustrant les limites de la « science normale » à cet égard. Selon des enquêtes successives sur les niveaux de vie, ce pays aurait enregistré une forte réduction de la pauvreté à la suite de son intégration dans l'économie mondiale. Pincus et Sender (2006) reconnaissent l'existence d'améliorations, mais signalent que ces enquêtes ont systématiquement exclu beaucoup de travailleurs migrants parce que leurs cadres d'échantillonnage utilisaient des listes de ménages d'où étaient exclus de nombreux migrants. Une enquête pilote a aussi révélé la présence de beaucoup de travailleurs migrants pauvres même dans une partie du Viêt Nam censée ne compter presque aucun pauvre. Le fait que les migrants sont susceptibles d'être omis de l'enquête est bien connu dans ce pays. C'est la raison pour laquelle Pincus et Sender affirment que cette intention fait partie intégrante de la conception de l'enquête. De plus, au Viêt Nam, la « science normale » attribue la pauvreté à des facteurs comme la géographie, l'ethnicité, l'éducation et la taille des ménages. Elle aboutit donc à des recommandations comme encourager les

1. Little, 2003, p. 1-32; Hulme, 2006.

entreprises privées à domicile, mieux cibler les services de base et donner la parole aux membres des minorités ethniques. Vu l'industrialisation et l'urbanisation rapides en cours au Viêt Nam, il est étonnant que l'enquête omette d'examiner l'occupation d'un emploi salarié stable, car bien des recherches considèrent qu'il s'agit du meilleur moyen de sortir de la pauvreté. Dans ce contexte, il semble surprenant que si peu de recherches étudient la dynamique du marché du travail.

L'instrument statistique préféré pour tracer des profils de la pauvreté est l'enquête sur les moyens d'existence des ménages. Il y a toutefois d'autres moyens de tracer ces profils d'une manière plus économique et plus efficace. Pour expliquer la fréquence de la pauvreté et les mouvements d'entrée dans la pauvreté et de sortie de la pauvreté, beaucoup d'études soulignent l'importance des facteurs suivants: 1) les caractéristiques des ménages, en particulier la proportion de personnes à charge et la présence de femmes chefs de famille; 2) les divers types d'actifs détenus, y compris l'éducation; 3) la nature des emplois occupés – l'emploi salarié régulier des membres d'un ménage, qu'ils vivent au sein du ménage ou travaillent à l'extérieur, s'avère souvent un facteur déterminant pour sortir de la pauvreté, entre autres parce qu'il assure une protection contre des facteurs conjoncturels comme les périodes de maladie; et 4) dans certains cas, l'origine ethnique ou la situation géographique qui, comme d'autres facteurs importants, influence l'accès aux biens publics.

Combien de recherches faudra-t-il encore pour décrire les facteurs immédiats du bien-être économique des individus et des ménages? Les organismes de développement et les institutions de recherche qui dépendent d'eux ou d'une poignée de fondations ont encouragé de telles recherches, car ils croient possible de formuler des politiques à partir de connaissances scientifiques apparemment «dépourvues de jugement de valeur». Même si telle n'était pas nécessairement l'intention, cette conviction a eu pour effet de dépolitiser la lutte contre la pauvreté. Elle a aussi découragé les efforts en vue de comprendre les processus de l'économie politique responsables du problème, c'est-à-dire les processus d'accumulation qui, dans le cadre du capitalisme, créent sans cesse simultanément de la pauvreté et de la richesse. Diverses recherches sur l'économie politique de l'agriculture ont ainsi décrit en détail les nombreuses activités par lesquelles les ménages appartenant à différentes classes sociales se reproduisent. Elles ont aussi expliqué l'économie politique sous-jacente des rapports entre ces différents ménages. Des recherches de ce type ne reçoivent toutefois pas d'encouragement, sans doute parce qu'elles ne sont pas considérées comme la sorte de science dépourvue de jugement de valeur nécessaire pour formuler des politiques éclairées.

Comme le montre le présent module, lorsque les analyses de la pauvreté inspirées des théories dominantes se transforment en politiques, elles ont pour effet d'établir des approches qui servent à gérer la pauvreté et à discipliner les pauvres (Flyvberg, 2001).

1. La conceptualisation de la pauvreté²

Pour les économistes, la conception classique de la pauvreté, qui est définie en matière de privation, concerne ses aspects les plus faciles à mesurer, c'est-à-dire le flux des revenus et de la consommation. Il importe toutefois de comprendre en quoi consistent les mesures utilisées et comment elles sont construites pour pouvoir lire, avec une vision critique, les

2. Chambers, 1988; Harriss, 2007; Reddy et Pogge, 2002; Saith, 2005, p. 4601-4610.

travaux inspirés du courant dominant. Il importe aussi d'examiner d'autres interprétations ou dimensions de la pauvreté et de trouver d'autres moyens de les étudier. Pour ce faire, il faut réfléchir aux problèmes méthodologiques des recherches sociales et aux relations entre les études quantitatives et les études qualitatives.

2. Les tendances en matière de pauvreté et d'inégalité³

Selon une opinion courante, la pauvreté et les inégalités diminuent à cause des processus de la mondialisation et des phénomènes économiques connexes. Les textes proposés examinent les preuves et les arguments logiques invoqués à l'appui de ces affirmations. Leurs auteurs comparent ces affirmations avec les résultats de recherches ethnographiques sur les impacts de la mondialisation et du libéralisme économique. Ils évoquent les raisons pour lesquelles il ne faut pas sous-estimer l'importance des inégalités, comme le fait l'affirmation fréquente selon laquelle « le niveau de vie des pauvres s'améliore ».

3. La dynamique de la pauvreté : pourquoi certaines personnes s'en sortent, mais pas d'autres⁴

Beaucoup de travaux de recherche s'intéressent aux déterminants de la pauvreté pour savoir comment et pourquoi des personnes deviennent pauvres, voire plus pauvres ou, à l'inverse, « sortent de la pauvreté ». Les textes proposés permettent de comparer certaines recherches axées sur les individus ou les ménages avec les résultats d'une économie politique de l'agriculture qui tient compte du genre. Ces résultats éclairent les conditions structurelles susceptibles de produire et de reproduire la pauvreté.

4. La dynamique de la pauvreté : perspectives critiques⁵

Au début du xx^e siècle, « les connaissances sur la pauvreté » aux États-Unis ont montré que le problème de la pauvreté est lié aux processus du développement du capitalisme et aux modes de fonctionnement du marché du travail. Durant tout le xx^e siècle, les recherches sur la pauvreté, dont le financement dépend souvent des grandes fondations privées, sont devenues sans cesse plus complexes sur le plan technique. Ce faisant, elles ont été peu à peu dépolitisées. Puisque la pauvreté était associée à des caractéristiques individuelles particulières, elle a été de plus en plus considérée comme le résultat de choix individuels. Les textes proposés reprennent les arguments en faveur d'une vision structurelle de la pauvreté qui situe ce problème dans le contexte du capitalisme, du marché du travail, des rapports de genre et, plus globalement, des rapports de pouvoir.

5. La pauvreté et les politiques publiques⁶

Dans quelles circonstances sommes-nous parfois parvenus à réduire la pauvreté ? Quelles sont les relations entre la politique, la croissance économique et la réduction de la pauvreté ? Selon un sommet organisé à Beijing sur la lutte contre la pauvreté et sur les progrès réalisés par rapport à cet aspect des Objectifs du millénaire pour le développement (IFPRI, 2007), le

3. Breman, 2001, p. 4804-4821 ; Cornia, 2003 ; Thompson, 2004 ; Chronic Poverty Research Centre, 2004 ; Deaton et Kozel, 2005 ; Ravallion, 2003, p. 739-753 ; Thorbecke et Nissanke, 2006.

4. Harriss, 2006 [1980], p. 33-64 ; Whitehead, 1981.

5. Harriss, 2007 ; O'Connor, 2001.

6. Harriss, 2003 ; IFPRI, 2007 ; Johnson et Start, 2001 ; Klasen, 2003.

taux mondial de pauvreté a fortement diminué. Cette amélioration serait en grande partie attribuable à la croissance économique rapide et soutenue en Chine. Ce constat relance le vieux débat politique opposant la croissance (la croissance d'abord) et la répartition (une croissance redistributive ou équitable).

En général, il est évident qu'une politique « favorable à la croissance » n'est pas nécessairement « favorable aux pauvres ». Dans bien des cas – par exemple en Amérique latine, mais aussi en Afrique et en Asie du Sud –, les pauvres n'ont absolument pas profité de la plupart des « politiques favorables à la croissance », une expression codée pour parler du néolibéralisme. D'après l'expérience de la dernière décennie, il faut des mesures politiques particulières pour qu'une position « favorable à la croissance » devienne « favorable aux pauvres » (Klasen, 2003). Cette leçon a inspiré plusieurs changements dans les politiques publiques et l'élaboration du cadre de développement intégré (CDI) que le président de la Banque mondiale a rendu public au Sommet du G8, en 1999. Le CDI comprend aussi un nouvel outil : le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP).

Pour une approche critique en études du développement, il est important d'évaluer le CSLP que les pays doivent utiliser pour obtenir de l'aide. Cette condition vient s'ajouter aux politiques de stabilisation et d'ajustement structurel, mais aussi à un régime de bonne gouvernance. Vu la grande quantité de travaux sur cette question, nous recommandons les textes de Lopez (2004) et de Veltmeyer (2007), où ces auteurs tentent principalement d'analyser le CDI et le CSLP, puis d'évaluer le degré de succès des stratégies de réduction de la pauvreté après une décennie d'interventions.

Le retour à la réduction de la pauvreté comme principe directeur de toutes les activités de la Banque mondiale soulève de nombreuses questions étroitement liées : 1) Dans quelle mesure les stratégies de réduction de la pauvreté marquent-elles une rupture avec le paradigme néolibéral du consensus de Washington ? 2) L'après-consensus de Washington est-il simplement une forme de néolibéralisme idéologiquement légitime ou y a-t-il des différences importantes de contenu entre les politiques des programmes d'ajustement structurel et celles du CSLP ? 3) Qu'est-ce qui explique le passage de la notion de « réduction de la pauvreté » à celle de « lutte contre la pauvreté » ? 4) Quels ont été les effets positifs ou négatifs du CSLP sur les pauvres, surtout en Afrique, en Asie et en Amérique latine ? Quels effets différenciés selon le genre ont entraîné les modifications apportées aux politiques de la Banque mondiale ? 5) À quel point le CSLP a-t-il réussi à régler les problèmes de pauvreté et d'exclusion ?

6. La gestion de la pauvreté et le contrôle des pauvres : les politiques de développement international⁷

Dans leur mission, la Banque mondiale et d'autres organisations internationales de développement prétendent réduire la pauvreté, voire l'éliminer un jour. Ce but est maintenant aussi inscrit dans les Objectifs du millénaire pour le développement que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptés en 2000. Pour les atteindre, la Banque mondiale fait pression sur les pays pauvres afin qu'ils utilisent des instruments comme le CSLP. Parmi les moyens censés réduire la pauvreté figurent les initiatives de microcrédit en vue de transformer les pauvres en entrepreneurs.

7. Cammack, 2002 ; Craig et Porter, 2006 ; Collier, 2007 ; Sachs, 2005, chap. 3, p. 11-13.

Les textes proposés examinent les politiques de développement international mises en place pour arriver à une réduction de la pauvreté. Ils montrent comment ces politiques peuvent aussi être envisagées comme une façon de gérer la pauvreté en disciplinant les pauvres dans l'intérêt de l'accumulation du capital.

Quelques textes de référence en français

- ANDRIAMAHEFAZAFY, Fano, Philippe MÉRAL et Jean-Roger RAKOTOARIJONA (2007). « La planification environnementale: un outil pour le développement durable », dans Christian Chaboud, Géraldine Froger et Philippe Méral (dir.), *Madagascar face aux enjeux de développement durable, des politiques environnementales à l'action collective locale*, Paris, Karthala, p. 23-50.
- AUDET, François (2014). « Ordre et désordre humanitaire », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 315-332.
- DESTREMAU, Blandine, Agnès DEBOULET et François IRETON (2004). *Dynamiques de la pauvreté en Afrique du Nord et au Moyen Orient*, Paris, Karthala.
- FAVREAU, Louis (2002). *La lutte contre la pauvreté aujourd'hui: quelles stratégies*, Gatineau, Centre de recherche en développement communautaire.
- FUSCO, Alessio (2007). *La pauvreté: un concept multidimensionnel*, Paris, L'Harmattan.
- GILLES, Marie-Odile et Michel LEGROSM (1995). *Politiques sociales: l'épreuve de la pauvreté: entretiens et paroles*, Paris, CREDOC.
- GOGUEL D'ALLONDANS, Alban (2003). *L'exclusion sociale: les métamorphoses d'un concept, 1960-2000*, Paris, L'Harmattan.
- KABEER, Naila et Catherine EGO (2005). *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du millénaire pour le développement manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention*, Paris, L'Harmattan.
- KARZ, Saül et Michel AUTÈS (2000). *L'exclusion, définir pour en finir*, Paris, Dunod.
- LEFÈVRE, Sylvain, Gérard BOISMENU et Pascale DUFOUR (2011). *La pauvreté: quatre modèles sociaux en perspective*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- MESTRUM, Francine (2014). « La lutte contre la pauvreté », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 261-278.
- MUZAR, Paul (2000). *En finir avec la guerre contre les pauvres: pour le développement de tous*, Paris, Le Temps des cerises.
- PAUGAM, Serge (1996). *L'exclusion: l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- POULIN, Richard et Pierre SALAMA (1998). *L'insoutenable misère du monde: économique et sociologie de la pauvreté*, Québec, Vents de l'Ouest.
- PRÉZEAU, Carl (1995). *Échec à la guerre et à la pauvreté: perspectives nouvelles et contemporaines*, Sherbrooke, Cogito.
- SHÉRIEF, Teresa et Guy GIROUX (2001). *Pauvreté et pratiques novatrices d'intervention en protection de la jeunesse*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux.

Section 8

Vers un nouveau paradigme

En 2007, les économistes de la Banque mondiale ont effectué un réexamen stratégique de leurs théories à propos « des défis du développement mondial » pour le nouveau millénaire. Voici comment ils ont alors conceptualisé l'évolution des théories et des pratiques :

Il y a 60 ans [...] [le développement [était] synonyme de croissance économique générale [...] résult[ant] essentiellement de l'accumulation des facteurs de production – surtout le capital et le travail – et des progrès techniques largement déterminés de l'extérieur. L'État jou[ait] un rôle clé dans la planification et le contrôle de l'activité économique pour tirer parti des économies d'échelle et pour prévenir les déficiences du marché. Il n'[existait] qu'un seul modèle de développement – celui adopté, dans le passé, par les pays industrialisés.

Les opinions [...] à propos de chacune de ces affirmations ont beaucoup évolué, au gré des événements et des crises. Pendant que la théorie du développement [...] évoluait graduellement, les positions extrêmes par rapport aux politiques de développement [...] se sont succédé au fil du temps. Durant les années 1960, un changement s'est ainsi produit dans le paradigme dominant afin de tenir compte des facteurs du changement économique et social. L'éradication de la pauvreté est alors devenue un objectif majeur du développement, qui s'est exprimé dans l'approche des besoins essentiels. On a également insisté davantage sur les retombées possibles de la croissance et du développement pour assurer une répartition des revenus. Ce fut notamment le cas dans l'important rapport de la Banque mondiale intitulé *Redistribution with Growth* et publié en 1974.

Vers la fin des années 1970, la crise déclenchée par la flambée des prix du pétrole a provoqué de graves déséquilibres macroéconomiques dans le monde entier. Au début des années 1980, ces déséquilibres ont, à leur tour, entraîné un grave endettement dans la plupart des pays en développement [...] La réaction « néolibérale » a consisté à miser sur le rôle central des marchés et du secteur privé. Les organismes de développement ont graduellement exigé diverses conditions, par exemple de vigoureuses mesures d'ajustement structurel, en échange des prêts consentis pour rétablir l'équilibre macroéconomique et pour relancer la croissance dans les pays les plus endettés. Outre des mesures de rigueur monétaire et budgétaire, les conditions imposées prévoyaient la libéralisation du commerce et des investissements directs étrangers, la privatisation des entreprises publiques inefficaces, l'élimination de la distorsion des prix, la déréglementation des marchés et la protection des droits de propriété. Les principes en question ont plus tard été réunis sous le nom de « consensus de Washington » (Williamson, 1990).

Durant les années 1990, les ajustements structurels ont eu des résultats décevants, car les nombreux pays qui s'étaient soumis pendant plusieurs années aux exigences ne parvenaient pas à accélérer ou à relancer la croissance. Il a fallu alors admettre que le marché et le secteur privé ne peuvent, à eux seuls, orienter le développement sans un contexte propice. Il a notamment fallu reconnaître les effets d'une réglementation laxiste et d'un mauvais fonctionnement du marché immobilier, du marché du travail et du marché du crédit. L'attention

s'est de nouveau tournée vers la pauvreté et la répartition de la richesse. Le consensus de Washington était désormais considéré comme une stratégie de développement simpliste et restreinte, car il accordait peu de place aux interventions des gouvernements. Il négligeait aussi de tenir compte de la manière dont les contextes extrêmement variables d'un pays à l'autre se répercutaient sur les politiques publiques.

Vers la fin des années 1990 et au début des années 2000, la réflexion sur le développement et la réduction de la pauvreté s'est élargie avec la prise de conscience que, pour parvenir à une croissance partagée grâce aux marchés, il faut reconnaître les aspects institutionnels de ces derniers. C'est une chose d'établir des politiques publiques pour stimuler la croissance et pour réduire la pauvreté, mais c'en est évidemment une autre de garantir que les gouvernements les appliqueront correctement. Pour ce, il faut en effet que certaines conditions soient présentes. Les gouvernements doivent avoir une bonne gouvernance : respecter la primauté du droit, limiter la corruption, encourager la concurrence et l'expression de diverses voix, et soutenir l'entrepreneuriat. À la même époque, la notion de pauvreté a été élargie de manière à comprendre non seulement le niveau de vie, mais aussi la prestation de services sociaux – santé, éducation et certaines infrastructures collectives – et la participation des pauvres à la prise des décisions qui auront un impact sur leur vie (traduction libre ; Banque mondiale, 2007, p. 39-42).

Les trois modules de la présente section exposent les principales dimensions de la « synthèse naissante » appelée « l'après-consensus de Washington ». Dans le module 24, Henry Veltmeyer décrit le passage du développement national au développement local. Il examine la manière dont le marché et l'État ont été délaissés comme acteurs du développement afin de miser plutôt sur l'autonomisation des pauvres, c'est-à-dire le développement de leur capacité d'agir (*agency*¹) pour eux-mêmes grâce à leur « capital social » – le seul actif qu'ils sont censés posséder en abondance.

Dans le module 25, Haroon Akram-Lodhi évalue l'approche des moyens d'existence durables (MED), qui occupe une place prépondérante dans la recherche et l'analyse des politiques, mais aussi dans les revendications relatives au développement rural. Il conclut que c'est essentiellement une méthode sans théorie. En effet, l'intérêt accordé à la capacité d'agir des individus facilite la recherche empirique, mais cette dernière n'est pas située sur le plan théorique. Par conséquent, la recherche omet d'étudier les contraintes structurelles qui limitent non seulement la capacité d'agir des individus, mais aussi les possibilités d'action collective et de réaction politique.

Dans le module 26, Joseph Tharamangalam et Ananya Mukherjee Reed se tournent vers le modèle différent du Programme des Nations Unies pour le développement : le développement humain durable. Qu'il puisse être ou non considéré comme un paradigme de rechange au néolibéralisme, ce modèle a néanmoins fourni des outils pour évaluer les succès ou les échecs du marché et des politiques néolibérales. Les textes proposés déconstruisent la notion du « développement humain » avant d'aborder certains cas de réussite dans le

1. Ndt : Le concept d'*agency* est très fréquent dans les textes en langue anglaise, mais à peu près absent dans les textes en langue française. Traduire ce terme pose donc un problème particulier. La solution adoptée s'inspire des articles de Jérôme Vidal (<<http://jeromevidal.blogspot.ca/2010/07/la-question-de-lagency-puissance-et.html>>) et Serge Proulx (<<http://pro.ovh.net/~iskofran/pdf/isko2009/PROULX.pdf>>), consultés le 17 décembre 2012.

tiers monde, en particulier à Cuba et au Kerala. Ces deux États – dont le premier est un État-nation et l'autre, un État à l'intérieur d'un État – offrent de bons exemples de développement humain. Ces deux cas soulèvent des interrogations par rapport aux dimensions de la pauvreté et du développement qui ne sont pas liées au revenu. Ils remettent en question l'hypothèse d'une interdépendance, voire d'une corrélation, entre la croissance économique et le développement social ou humain.

Module 24

Le capital social et le développement local

Henry Veltmeyer

Université autonome de Zacatecas, Mexique; Université Saint Mary's, Canada

L'auteur traite, dans ce module, des théories et des pratiques relatives aux processus du développement et du changement social dans le contexte de la mondialisation néolibérale. Ces théories et ces pratiques laissent présager des formes différentes de développement ou un « autre développement », selon l'expression populaire actuelle. Les processus du développement et du changement social peuvent être analysés sur les plans international, national, régional et local. Le module s'attarde aux dynamiques locales et communautaires, en particulier aux expériences menées en Amérique latine.

1. Un nouveau paradigme¹

Pour réfléchir de façon critique au changement social et au développement, il faut sortir du paradigme dominant du développement capitaliste dans sa phase de mondialisation néolibérale. Au cours des années 1980, des chercheurs et des décideurs souscrivant à ce paradigme ont adhéré au consensus de Washington. Ils ont accepté le nouvel ordre mondial du capitalisme de marché et de la mondialisation néolibérale. Pendant la même période, un nouveau mouvement est apparu et il a proposé de repenser le développement pour favoriser « un autre développement » qui ne serait pas mis en branle *de l'extérieur* (par la Banque mondiale, etc.) et appliqué *du haut vers le bas* (par le gouvernement). Cet « autre développement » surgirait plutôt *de l'intérieur et à partir de la base* (de la « société civile »). Ce développement dirigé par les individus serait plus participatif, plus humain, plus inclusif sur le plan social, mais aussi durable pour l'environnement et les moyens de subsistance des pauvres. Dans les années 1990, l'échec flagrant et largement reconnu du « nouveau modèle économique » (le capitalisme de marché) a fait converger le courant dominant du développement avec divers courants secondaires. Cette convergence a pris la forme de l'après-consensus de Washington, soulignant la nécessité d'un développement plus inclusif, plus équitable et plus durable : bref, un « nouveau paradigme pour le développement ».

2. Le développement local et communautaire dans un monde néolibéral²

De nouvelles formes de développement local, communautaire et participatif sont devenues possibles avec l'arrivée d'un mouvement qui, dans les années 1980, a réclamé une « démocratisation » ou une « redémocratisation » de l'État en ce qui concerne l'élaboration des politiques et des services publics, mais aussi les relations avec la société civile. À l'époque, les pays du Nord et du Sud ont bien accueilli cette politique de démocratie institutionnelle et le « développement participatif » qu'elle favorise.

1. Veltmeyer, 2007a, chap. 2; Bebbington, 2001, p. 7-17; Atria *et al.*, 2004; Boisier, 2005; Gore, 2000, p. 789-804.
2. Palma Carvajal, 1995, p. 39-53; Veltmeyer et O'Malley, 2001, chap. 1-2.

Dans les années 1990, la politique de démocratisation et le cadre de l'après-consensus de Washington ont inspiré plusieurs tentatives en vue de proposer un « nouveau paradigme pour le développement ». La caractéristique essentielle de ce paradigme est l'objectif d'autonomisation des pauvres afin de renforcer leur capacité d'agir pour eux-mêmes et de chercher une manière pour se sortir de la pauvreté. En collaboration avec les organismes de coopération internationale et les organisations non gouvernementales, le gouvernement doit maintenant assumer les rôles suivants: 1) établir un cadre institutionnel et politique approprié; 2) assurer « des règles du jeu équitables », c'est-à-dire l'égalité des chances ou « l'équité »; et 3) garantir un accès aux services publics essentiels. Le rôle d'acteurs du développement et du changement social revient aux pauvres; ils le réalisent à l'échelle locale, au sein de leurs organisations « populaires » ou communautaires. Ce cadre politique exige un renforcement de la société civile, une plus grande participation populaire à la prise des décisions, mais aussi une « bonne gouvernance », c'est-à-dire inciter les organisations de la société civile à s'engager dans l'action publique grâce à « un modèle participatif d'élaboration et de planification des budgets ».

3. Le capital social et le développement local³

Le nouveau paradigme du développement se distingue de l'ancien parce qu'il tente de ramener « le social » dans le processus du développement local ou communautaire. Le principal moyen proposé pour y parvenir est le « capital social », c'est-à-dire la capacité des pauvres à recourir à une forme de coopération et d'organisation sociale fondée sur des normes de réciprocité et sur une culture de solidarité. Plusieurs économistes et sociologues conçoivent cette capacité comme une « force productive », un actif que les pauvres sont censés posséder en abondance.

Le concept de « capital social » a fait l'objet d'un examen attentif et il a suscité de nombreux débats. Les textes proposés ont pour but d'étudier, dans une perspective critique, les avantages et les inconvénients de cet élément clé du nouveau paradigme du développement. Les tenants d'une approche critique en études du développement ont signalé les difficultés conceptuelles relatives à la définition du concept de capital social, mais ils ont aussi jugé sévèrement ses conséquences politiques. Ce concept présuppose en effet que les pauvres ne contesteront ni la structure économique ni le pouvoir politique et qu'ils se contenteront de s'occuper du développement et du changement social (la lutte contre la pauvreté, etc.) dans les structures locales de pouvoir. De plus, le concept de capital social entraîne une démobilisation politique. Il mine les efforts des pauvres qui tentent d'obtenir des changements en s'organisant et en formant des mouvements sociaux ou en adhérant à ces mouvements.

Le capital social joue un rôle central dans le nouveau paradigme du développement, mais il est aussi important dans l'après-consensus de Washington, qui a reconnu la nécessité de sortir des cadres de l'État et du marché pour atteindre les pauvres dans leurs milieux et leurs communautés. C'est pourquoi ce concept doit faire l'objet d'un examen attentif pour déterminer sa valeur et ses divers usages. En fait, il s'agit du concept le plus important à explorer pour une approche critique en études du développement. Les textes proposés sont utiles à cette fin.

3. Harriss, 2006; Veltmeyer, 2007a, chap. 3, 2008; Bebbington *et al.*, 2006; Durston, 1998, 2001; Edwards, 2006, p. 91-107; Kliksberg, 1999, p. 83-102; Woolcock et Narayan, 2000.

4. L'approche du déficit en matière de développement : l'exclusion sociale et la lutte contre la pauvreté⁴

L'approche dominante du développement consiste à procéder d'abord à une évaluation des besoins ou des lacunes d'une communauté ou d'une population. Bref, il s'agit d'une sorte d'approche du « déficit » ou des « lacunes ». Dans ce contexte, le développement a essentiellement pour but de combler ou d'aider à combler le vide ou la pénurie, qu'il s'agisse de capitaux d'investissement, de connaissances, de technologies, d'entrepreneuriat, de ressources humaines, d'une attitude favorable au changement ou d'une aptitude à profiter des occasions d'avancement personnel.

Les textes proposés signalent les progrès, les usages et les limites de cette approche du déficit ou des lacunes dans le domaine du développement. Ils méritent donc un examen critique. La Banque mondiale, mais aussi d'autres institutions financières et organisations bilatérales ou multilatérales engagées dans le projet de la coopération internationale pour le développement, ont constitué une vaste base de données. Le public et la communauté universitaire peuvent consulter les études de cas et les évaluations de projets, publiées ou non, qui s'y trouvent, par exemple *What has the Bank (and We) Learned?* et *What is to be done?* Il importe toutefois d'éviter de prendre au pied de la lettre ces études et ces autoévaluations institutionnelles ; il faut, au contraire, les soumettre à une déconstruction attentive et critique.

5. Les approches fondées sur les actifs et sur les moyens d'existence durables⁵

En ce qui concerne les pratiques du développement, l'approche du déficit a essuyé un échec. Pendant 35 longues années, la Banque mondiale a en effet appliqué diverses stratégies de lutte contre la pauvreté sans obtenir de succès apparent. Cet échec a incité les défenseurs d'« un autre développement » à concevoir puis à proposer diverses formes d'une approche fondée sur les « actifs », qui consiste à dresser d'abord un bilan des actifs d'une communauté ou d'une population pour faciliter la conception de projets de développement mieux adaptés.

Il faut évaluer de manière critique les conditions nécessaires pour appliquer l'approche fondée sur les actifs et ses « meilleures pratiques ». Dans le module 25, Akrahm-Lodhi expose, puis évalue divers concepts et modèles inspirés de cette approche, notamment : « le développement communautaire fondé sur les actifs » ; « le développement économique communautaire » ; « le développement économique local » ; « la municipalisation du développement » ou « la municipalité productive » ; et l'approche des moyens d'existence durables.

6. Le coopératisme, le microcrédit et l'économie sociale : l'économie de solidarité sociale⁶

Il existe essentiellement trois approches de niveau macro pour faire face aux contradictions du développement capitaliste. La première consiste à rénover le système et à réaffirmer l'adhésion idéologique aux « principes du marché » et à « une économie mondiale ouverte » (Maison-Blanche, 2008). Il s'agit de la position des promoteurs du capitalisme de marché

4. O'Malley et Veltmeyer, 2006 ; Johnson et Start, 2001 ; Rückert, 2007.

5. Bebbington, 1999 ; Brocklesby et Fisher, 2003, p. 185-197 ; Mathie et Cunningham, 2004.

6. Bowman et Stone, 2005, 2007 ; Weber, 2002.

et de la mondialisation néolibérale. La deuxième approche consiste à réformer le système en l'orientant vers l'équité et la démocratie afin de créer un développement capitaliste plus équitable, plus inclusif sur le plan social et, en fin de compte, plus durable. Les tenants de cette approche réformiste comprennent des critiques de la mondialisation néolibérale comme Joseph Stiglitz (2006), qui veulent « faire fonctionner la mondialisation », mais aussi d'autres qui préconisent plutôt une « gouvernance démocratique mondiale », c'est-à-dire la participation de la « société civile mondiale » aux processus de gouvernance et de prise de décisions. La troisième approche repose sur la conviction que le système capitaliste mondial est intrinsèquement vicié et instable, donc incapable de résoudre ou de gérer les problèmes qu'il engendre et qui menacent de provoquer une crise.

À l'intérieur de cet espace théorique et politique contesté, les praticiens et les défenseurs d'« un autre développement » ont cherché une autre voie pour parvenir au changement que de rénover ou de réformer le système ou encore de mobiliser les forces de résistance afin d'exercer des pressions pour obtenir un changement systémique. Ils ont plutôt décidé de trouver des espaces propices à l'action à l'intérieur de la structure de pouvoir capitaliste, puis d'ouvrir et de mettre à profit ces espaces pour assurer le développement local ou communautaire. Leur but est simple. Il consiste à créer, au milieu de l'océan capitaliste, des îlots de quasi-socialisme : le coopératisme ou la solidarité économique ; et une économie sociale fondée sur le capital social et sur une forme d'organisation sociale collectiviste. Le coopératisme dans le secteur de la production (pas seulement dans la mise en marché) est une forme organisationnelle de cet « autre développement ».

Le coopératisme a connu une histoire mouvementée, avec des hauts et des bas, mais avec aussi des réussites sur le terrain comme à Mondragon, dans la région basque, en Espagne. Évidemment, beaucoup de recherches et de travaux traitent de la relation entre coopératisme et capitalisme, mais le texte de Bowman et Stone (2005) en offre un bon aperçu. Le microcrédit ou le microfinancement est une approche de développement local plus contrôlée ni coopérative ni capitaliste. Les textes proposés en font une évaluation critique.

7. Une évaluation critique du nouveau paradigme⁷

L'après-consensus de Washington reconnaît la nécessité de « ramener l'État » dans l'économie et de créer une forme de néolibéralisme plus inclusif sur le plan social : « l'ajustement structurel à visage humain », « la transformation productive équitable », etc. Il s'inspire d'un nouveau paradigme du développement misant sur l'autonomisation des pauvres afin de renforcer leur capacité d'agir pour eux-mêmes en mettant à profit un actif qu'ils sont censés posséder en abondance, le capital social. Les pauvres peuvent utiliser leur capital social grâce à un cadre institutionnel propice mis en place par le gouvernement et grâce à un « nouveau programme politique » (Ocampo, 2004). Les textes d'O'Malley et Veltmeyer (2006) et de Veltmeyer (2007b) évaluent, de manière critique, ce nouveau paradigme.

Quelques textes de référence en français

BÉLANGER, Jean-Pierre, Robert SULLIVAN et Benoît SÉVIGNY (2000). *Capital social, développement communautaire et santé publique : réflexions sur l'amélioration de la santé et du bien-être de la population*, Montréal, Association pour la santé publique du Québec.

7. O'Malley et Veltmeyer, 2006 ; Veltmeyer, 2007b, chap. 4 ; Jomo et Fine, 2006 ; Weber, 2002.

- CERNEA, Michael (dir.) (1999). *La dimension humaine des projets de développement. Les variables sociologiques et culturelles*, Paris, Karthala.
- CHAMBERS, Robert (1990). *Développement rural: la pauvreté cachée*, Paris, Karthala.
- DUBRESSON, Alain et Yves-André FAURÉ (2005). « Décentralisation et développement, un lien à repenser », *Revue Tiers monde*, n° 181, p. 7-20.
- FAVREAU, Louis et Louise FRÉCHETTE (2014). « L'économie sociale et solidaire : mondialiser au profit de tous », dans Pierre Beudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 397-414.
- FAY, Claude (dir.) (1999). *Le sida des autres: constructions locales et internationales de la maladie*, Paris, Éditions de l'Aube.
- SACHTER, Hugues et Jean-Claude VÉREZ (1997). *Développement économique et reconversion industrielle: études*, Arras, Artois Presses Université.

L'approche des moyens d'existence durables

Haroon Akram-Lodhi

Université Trent, Canada

1. Un nouveau cadre théorique¹

Durant la première décennie des années 2000, un nouveau cadre théorique est apparu dans le domaine de l'étude du développement rural. L'approche des « moyens d'existence durables » est depuis parvenue à dominer aussi bien la recherche et l'analyse des politiques que les revendications. L'auteur explore brièvement, dans ce module, cette approche dans une perspective critique.

La notion des « moyens d'existence » apparaît dans les travaux sur le développement rural au début des années 1990 (Bernstein, Crow et Johnson, 1992). À l'époque, il sert de terme descriptif pour exprimer la complexité particulière de la vie en milieu rural où les individus et les communautés entreprennent toute une gamme d'activités de production et de reproduction parmi lesquelles l'agriculture n'est qu'un élément (O'Laughlin, 2004). Vers la fin des années 1990, surtout après la publication de *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries* (Ellis, 2000), ce terme désigne désormais un cadre global pour l'analyse de la pauvreté, qui consiste à dresser un bilan des « actifs » des pauvres, puis à tenter d'accroître ces actifs au moyen de politiques favorisant la réduction de la pauvreté.

2. L'approche des moyens d'existence en théorie²

Dans le discours courant actuel, les « moyens d'existence » sont censés comprendre les capacités, les activités et les actifs grâce auxquels un ménage peut gagner sa vie. L'approche des moyens d'existence repose donc sur le postulat selon lequel les pauvres possèdent divers types d'actifs :

- un capital *naturel* comme la terre et l'eau ;
- un capital *matériel* comme les outils et l'équipement, les infrastructures et les moyens de transport, le logement, l'énergie et les installations sanitaires ;
- un capital *financier* comme le revenu, les épargnes et le crédit ;
- un capital *humain* comme l'éducation, la santé, les compétences et les connaissances ;
- un capital *social* comme les ménages, les réseaux, les groupes formels, les institutions et l'information.

Les individus utilisent ces actifs pour élaborer une « stratégie des moyens d'existence » qui leur permettra d'améliorer leur capacité à gagner leur vie. Pour ce faire, ils doivent souvent s'engager dans de multiples activités de production et de reproduction, selon le portefeuille d'actifs dont ils disposent. Ils peuvent donc entreprendre simultanément diverses activités et chercher à atteindre divers buts, dont certains sont parfois contradictoires. Le

1. Bernstein, Crow et Johnson, 1992 ; Chambers et Conway, 1998 ; Ellis, 2000.

2. Bebbington, 1999 ; Brocklesby et Fisher, 2003, p. 185-197 ; Helmore et Singh, 2001.

constat est clair : les individus, surtout les pauvres, ne s'adonnent pas à une seule activité ; ils ne sont pas définis passivement par les cadres sociaux et culturels à l'intérieur desquels ils évoluent. Au contraire, les individus sont des acteurs capables de tracer les limites de leurs capacités. En même temps, l'éventail des actions possibles pour bâtir leur vie est conditionné par les institutions, les politiques et les processus de l'État et de la société civile qui influencent la manière dont ils peuvent utiliser leurs actifs.

Plusieurs constats découlent de cet exposé, certes simpliste, de l'approche des moyens d'existence. Premièrement, tous les individus ont des actifs. Deuxièmement, les différents types d'actifs sont identiques sur le plan analytique. Troisièmement, l'unité d'analyse pertinente dans les études sur les moyens d'existence sera un groupe social bien défini : l'individu, un ménage, une communauté, un groupe ethnique, une caste, un groupe d'âge, une catégorie de genre ou une classe sociale. Quatrièmement, étant donné l'existence de groupes sociaux bien définis, il doit y avoir des formes de division sociale à l'intérieur des populations ou des ménages. D'ailleurs, pour beaucoup d'auteurs, une force particulière de l'approche des moyens d'existence réside dans sa reconnaissance explicite du fait que les rapports entre hommes et femmes sont la source d'une grande partie des inégalités sociales dans les pays pauvres.

Par définition, un moyen d'existence est durable lorsqu'il permet d'absorber les chocs externes, de préserver les capacités personnelles et d'accroître les actifs disponibles, mais sans nuire à l'environnement à l'intérieur duquel s'élabore la stratégie de survie. Pour être considérés comme durables, les moyens d'existence doivent respecter quatre grandes dimensions :

1. la *durabilité écologique*, c'est-à-dire accroître la productivité des ressources environnementales de manière à ce qu'elles puissent être utilisées dans les années à venir ;
2. la *durabilité économique*, c'est-à-dire maintenir un niveau donné de dépenses ou un niveau acceptable de bien-être économique à long terme ;
3. la *durabilité sociale*, c'est-à-dire réduire l'exclusion sociale au minimum et augmenter l'équité sociale au maximum ;
4. la *durabilité institutionnelle*, c'est-à-dire avoir des structures et des processus institutionnels, formels et informels, permettant d'améliorer les moyens d'existence à long terme.

Pour les tenants de l'approche des moyens d'existence, les mesures de réduction de la pauvreté doivent respecter les stratégies des individus par rapport à leurs moyens d'existence, le milieu social dans lequel ils élaborent ces stratégies et leur capacité à s'adapter aux changements dans le contexte économique et social. Cette position a clairement des conséquences sur le plan méthodologique. L'approche des moyens d'existence peut ainsi servir à réaliser des travaux de recherche, à inspirer des politiques et à orienter les revendications. Il faut alors analyser les composantes des moyens d'existence et leur évolution dans le temps, tout en soulignant la manière dont les individus définissent eux-mêmes les forces et les faiblesses de leurs stratégies. Il existe donc une relation étroite entre l'approche des moyens d'existence et les méthodes de recherche participative. L'analyse entreprise doit prendre en considération un ensemble d'arrangements institutionnels et de processus d'élaboration des politiques qui influencent les stratégies de survie. Il faut ainsi chercher à connaître les buts des individus, des ménages et des communautés par rapport à leurs moyens d'existence. Il faut également créer un contexte à l'intérieur duquel les institutions et les décideurs tiendront pleinement compte de ces buts.

3. Les forces de l'approche des moyens d'existence³

L'approche des moyens d'existence compte de nombreux défenseurs: des organisations multilatérales comme l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture; des organisations bilatérales comme le ministère du Développement international du Royaume-Uni; des établissements universitaires comme l'Institute of Development Studies; des institutions de recherche comme l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires; et des organisations non gouvernementales internationales comme Oxfam International. Aux yeux de ses défenseurs, l'approche des moyens d'existence bénéficie de trois grandes forces.

La première vient du fait que cette approche est *axée sur les individus*. La priorité des recherches, des politiques et des revendications doit donc être de soutenir leurs stratégies de survie afin d'accroître la durabilité de leurs moyens d'existence à long terme; ce critère devrait d'ailleurs servir à évaluer les interventions faites en ce sens. La deuxième force réside dans son caractère *holistique*. Elle repose en effet sur l'idée que divers facteurs interdépendants peuvent favoriser ou limiter la capacité à élaborer des stratégies de survie. Ces facteurs ne peuvent être étudiés de manière isolée, mais doivent, au contraire, être approchés d'une manière globale. Par conséquent, l'approche des moyens d'existence cherche à comprendre les multiples relations économiques et sociales qui influencent les individus et leurs stratégies de survie. Cette approche doit être multidimensionnelle parce que ces stratégies ont de multiples dimensions et qu'elles subissent l'influence d'une variété d'acteurs dans les communautés locales, la société civile et le secteur privé, sans oublier les gouvernements municipaux, régionaux et nationaux. Dans un tel contexte, les individus ont recours à divers moyens pour assurer leur subsistance. Toutefois, ce n'est ni l'État ni la société civile qui déterminent les résultats visés, ce sont les individus eux-mêmes. Enfin, la troisième force de l'approche des moyens d'existence vient de son caractère *dynamique*. Les individus adaptent leurs stratégies de survie en fonction d'un enchaînement itératif d'événements et de relations de causalité, complexes en soi, car ils veulent tirer parti de tout changement favorable dans leur contexte de vulnérabilité. Ils veulent aussi réduire l'impact des chocs externes et des tendances négatives prévisibles dans l'environnement où se déploient leurs moyens d'existence.

L'approche des moyens d'existence sert donc à analyser les stratégies des individus, des ménages et des communautés dans un contexte institutionnel où les organisations de la société civile et les gouvernements municipaux doivent respecter les limites du cadre stratégique national. L'approche en question fonctionne donc clairement sur un terrain que balise une multitude d'intervenants dans le domaine du développement international. Elle permet de comprendre dans quelle mesure les individus peuvent influencer ou non le processus d'élaboration des politiques et la manière dont ce processus les touche dans la pratique.

4. Les faiblesses de l'approche des moyens d'existence⁴

Malgré sa position hégémonique dans le domaine de l'étude du développement rural, l'approche des moyens d'existence fait l'objet de nombreuses critiques. La première concerne l'aspiration clairement modeste, voire très limitée, de cette approche à fournir un cadre

3. Norton et Foster, 2001; Turton, 2000a, 2000b; PNUD, 2006b.

4. Amalric, 1998, p. 31-44; O'Laughlin, 2004, p. 385-392; Veltmeyer, 2007a, chap. 5.

conçu pour faciliter l'analyse de la pauvreté. Focaliser l'attention sur les manières dont les pauvres peuvent mieux utiliser leurs actifs pour améliorer leur niveau de vie revient à insister sur l'idée qu'ils doivent s'aider eux-mêmes (O'Laughlin, 2004). Ce faisant, on omet de tenir compte du contexte macroéconomique à l'intérieur duquel s'élaborent les cadres stratégiques généraux, en particulier les grandes approches budgétaires et monétaires. La deuxième critique découle de la première. Auparavant, les approches du développement rural soulignent l'importance d'analyser les arrangements sociaux relatifs à la production et à la reproduction. Maintenant, l'approche des moyens d'existence insiste sur l'importance pour les individus d'entreprendre de multiples activités afin de réduire leurs risques. Elle reprend donc clairement la logique de maximisation prônée dans la théorie économique néoclassique orthodoxe, même s'il s'agit d'un néoclassicisme teinté d'une dose d'analyse anthropologique. Cette accusation de néoclassicisme soulève une troisième critique à propos de l'idée selon laquelle tous les individus ont des actifs et tous les actifs ont essentiellement la même valeur.

Cette idée esquivait en effet trois questions importantes. 1) Pourquoi certains individus ont-ils des actifs particuliers, mais d'autres, non ? 2) Pourquoi certains actifs sont-ils plus importants pour certains groupes et relativement moins importants pour d'autres groupes ? 3) Y a-t-il des relations causales entre les individus qui ont davantage d'actifs plus importants et les individus qui en ont moins ? De toute évidence, l'hypothèse selon laquelle tous les actifs sont d'égale valeur devrait faire l'objet d'une démonstration au lieu d'être présupposée (comme le font les défenseurs de l'approche des moyens d'existence). Cette observation soulève une quatrième critique à propos du fait que cette approche n'étudie pas la manière dont les groupes sociaux établissent des relations. Puisque l'approche des moyens d'existence omet de distinguer ou de prioriser les actifs, elle ne parvient pas à révéler les rapports d'inégalité sociale à l'intérieur des ménages ou entre les ménages, ni les rapports de classe et les divisions de classe à l'intérieur ou à l'extérieur des communautés (Veltmeyer, 2007a, chap. 5). Pourtant, l'ensemble de ces relations forme la structure sous-jacente des processus de pauvreté.

Le fait que l'approche des moyens d'existence se focalise sur les individus, les ménages et les communautés peut probablement faciliter les revendications en vue d'obtenir des mesures de redistribution. Cela constitue toutefois aussi son talon d'Achille. Pour trouver des solutions au problème de la pauvreté, il faut en effet abandonner ou dépasser une approche qui, par sa conception, voire par son intention, est loin de prescrire un changement structurel. L'approche des moyens d'existence vise certes à encourager l'action collective des pauvres, mais pas une action dirigée contre la structure de pouvoir qui soutient et reproduit leur pauvreté.

O'Laughlin affirme ainsi avec justesse que la recherche sur les moyens d'existence « se présente comme une méthode sans théorie. Elle ne formule aucune question » (traduction libre ; O'Laughlin, 2004, p. 387). Cela résume bien le problème. L'intérêt accordé à la capacité d'agir des individus facilite la recherche empirique, mais cette dernière n'est pas située sur le plan théorique. En général, elle omet d'étudier les contraintes structurelles qui limitent la capacité d'agir des individus, tout comme elle néglige d'étudier les possibilités d'actions collectives et de réponses politiques. L'approche des moyens d'existence mise donc sur la maximisation des capacités individuelles à l'intérieur d'un ensemble de contraintes actives produisant un ensemble de choix. Elle présume que des recherches, des

politiques et des revendications peuvent permettre de reformuler cet ensemble de choix de manière à obtenir de meilleurs résultats. Bref, cette approche totalement néoclassique procure une compréhension limitée des fondements structurels de l'inégalité et des conflits dans bien des milieux ruraux des pays en développement.

Quelques textes de référence en français

GRUMIAUX, Fabien et Patrick MATAGNE (dir.) (2009). *Le développement durable sous le regard des sciences sociales et de l'histoire*, Paris, L'Harmattan.

JACKSON, Tim (2010). *Prosperité sans croissance: la transition vers une économie durable*, Belgique, Etopia.

WACKERNAGEL, Mathis et William REES (2008). *Notre empreinte écologique: comment réduire les conséquences de l'activité humaine sur la terre*, Montréal, Ecosociété.

Module 26

Le développement humain en théorie et en pratique¹

Joseph Tharamangalam

Université Mount Saint Vincent, Canada

Ananya Mukherjee Reed

Université York, Canada

En tant que nouvelle approche du développement, le développement humain est apparu comme une remise en question importante du néolibéralisme. Que cette approche soit considérée ou non comme un paradigme de rechange au néolibéralisme (Jolly, 2004; Kuonqui, 2006), elle offre néanmoins des moyens de faire ressortir les succès ou les échecs du marché et des politiques néolibérales. Elle a également suscité une vive attention de la part des médias à l'échelle internationale. En 2004, le *Rapport mondial sur le développement humain*, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a ainsi été téléchargé un million de fois durant la semaine suivant sa parution (Kuonqui, 2006). Même la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont repris en bonne partie le discours du développement humain. Cette situation peut en inquiéter certains, mais elle justifie surtout de procéder à une évaluation critique du nouveau programme politique de l'après-consensus de Washington (voir le module 5).

Le présent module traite des théories et des pratiques du développement humain. Il en explore les aspects théoriques, puis il tire des leçons de certaines expériences couronnées de succès dans les pays du tiers monde, à la lumière des cas de Cuba et de l'État indien du Kerala. Ces deux pays ressortent parmi la poignée d'États bien connus ou d'États à l'intérieur d'un État plus large qui ont obtenu de bons résultats en matière de développement humain, malgré leur faible croissance économique. Ce constat contredit la théorie selon laquelle la croissance économique et le développement social ou humain vont de pair, le second élément étant à la remorque du premier. Dans un monde qui condamne un cinquième de la population mondiale à la pauvreté chronique et à la misère endémique, les succès prennent certes une dimension historique. Ils prouvent qu'il est possible d'éliminer une telle souffrance, mais surtout que cette souffrance est, en fait, inutile.

Les premières réussites observées ont incité le PNUD à produire un rapport annuel et d'autres études sur le développement humain. Bien que son approche théorique et méthodologique ait provoqué une certaine controverse, le premier rapport du PNUD (publié en 1990) souligne que le revenu par habitant d'un pays n'entraîne pas automatiquement le développement humain. Cette notion plus large du bien-être tient certes compte du revenu par habitant (un indicateur de la capacité des ménages à avoir accès au bien-être matériel),

1. Adelman, 1986, p. 493-507; Lebowitz, 2007; Streeten, 1984.

mais elle comprend en outre les progrès réalisés en matière d'éducation (alphabétisme) et de santé (espérance de vie), et les indicateurs d'un « éventail plus large de possibilités de choix » (la liberté d'agir) pour chaque individu. Le PNUD a mis au point le désormais célèbre « indice de développement humain » (IDH) pour classer les pays en fonction de leurs résultats. Citant en exemple des sociétés comme le Costa Rica et le Sri Lanka, le tout premier rapport sur l'IDH posait la question suivante: « Quelles politiques ont entraîné [et entraînent] de tels résultats? »

Les auteurs de ce module examinent non seulement ces politiques, mais aussi les transformations sociales et culturelles qui ont permis aux pays en question de les élaborer, puis de les appliquer. En résumé, dans ces sociétés, les niveaux de développement humain atteints sont attribuables aux pratiques transformatrices du gouvernement et de la société civile.

À Cuba et au Kerala, les pratiques transformatrices ont nécessité de longues luttes pour la justice sociale, par exemple organiser des mouvements en faveur du socialisme et prendre le pouvoir étatique pour réaliser le projet de transformation. Il est donc possible d'affirmer que c'est le rapport dialectique des luttes populaires et des interventions de l'État (avec une certaine synergie entre les deux) qui a donné à ces deux sociétés un degré de « sécurité fondée sur l'appui », pour reprendre l'expression d'Amartya Sen.

Le module passe en revue la théorie du développement humain, dont les principaux architectes sont les auteurs des rapports du PNUD sur ce thème, surtout Amartya Sen et Mahbub ul Haq qui ont dirigé l'équipe de production des cinq premiers rapports annuels. Ils se sont fortement inspirés de la « théorie de la capabilité » de Sen, mais ils ont aussi emprunté des éléments à l'approche des besoins essentiels qui dominait les théories et les pratiques du développement dans les années 1970. Dans leur volonté de remettre les individus au centre du développement, Sen et ul Haq ont défini le développement comme un processus visant à améliorer les capacités humaines, à élargir l'éventail des choix et à accroître les libertés. Cependant, l'approche du développement humain a parfois été accusée d'être simplement une théorie libérale prônant l'égalité des chances et la création de règles du jeu plus équitables (Lebowitz, 2007).

D'après certains auteurs, l'approche du développement humain est dépolitisée, en ce sens qu'elle évite de formuler une théorie politique du développement. Toutefois, plusieurs raisons justifient de l'intégrer dans une approche critique en études du développement. Elle offre une solution de rechange appréciable au néolibéralisme, car les rapports annuels influents du PNUD où sont présentés les résultats du développement humain servent à un double usage: ils permettent d'évaluer l'impact social des politiques économiques, mais ils aident aussi à formuler des revendications au nom des pauvres et des démunis. Par ailleurs, l'approche du développement humain est plus globale et plus multidimensionnelle que l'approche limitée de la Banque mondiale centrée sur le concept d'équité au sens de l'égalité des chances.

Les textes proposés examinent, dans une perspective critique, la manière dont le PNUD a utilisé la théorie du développement humain dans ses rapports et ses politiques. Ils tentent d'en évaluer la pertinence et l'utilité dans les discours et les pratiques du développement. Les textes traitent du rôle de la mobilisation sociale et de la participation populaire pour favoriser le développement social et pour obtenir des résultats positifs en matière de développement humain. Ils peuvent servir à déterminer dans quelle mesure ce modèle et d'autres du même type se sont révélés durables dans le contexte de la mondialisation et des

réformes néolibérales. Enfin, les textes proposés permettent d'évaluer dans quelle mesure et de quelle manière l'approche du développement humain pourrait jeter les bases d'une croissance économique plus poussée dans les pays à faible revenu.

1. Le concept du développement humain²

La notion du développement humain remonte au XVIII^e siècle, à l'époque des Lumières où les notions de liberté et d'égalité étaient considérées comme les caractéristiques déterminantes de la « condition humaine », mais aussi comme les principes organisationnels pour la création d'un « autre monde ». Les penseurs des Lumières, comme Marx dans ses œuvres de jeunesse (1842-1844), étaient des philosophes *humanistes*. Ils accusaient leur société de violer « l'essence humaine » en produisant des conditions contraires à la nature essentielle des individus (ces conditions contraires étant l'absence de liberté ou d'égalité sociale).

Dans les années 1980, Sen et d'autres auteurs ont soutenu que le développement est principalement une affaire de « libertés » : l'accroissement des possibilités de choix, mais aussi la capacité d'agir pour réaliser son potentiel créatif et ses capacités individuelles. Dans ce contexte, les « capacités » (selon l'expression de Sen) ont une valeur intrinsèque. Ainsi, l'éducation et la santé qui permettent aux individus de réaliser leur liberté fondamentale – l'accroissement des choix, selon l'édition de 1990 du *Rapport mondial sur le développement humain* du PNUD – deviennent non pas des moyens, mais bien des fins en soi.

La « théorie des capacités » de Sen comporte des dimensions sociales et éthiques, à savoir « l'admissibilité » ou les droits. Elle a souvent été intégrée à une théorie du développement sous l'angle de « l'action publique », c'est-à-dire l'engagement de l'État et de la société civile à assumer le rôle du développement ou la responsabilité d'apporter les transformations nécessaires pour réaliser des composantes de « la condition humaine », soit « la liberté » (selon la définition des libéraux) et « l'égalité » (selon la définition des socialistes)³.

Sen et ul Haq ont signalé que la notion du développement humain, au sens de la réalisation du plein potentiel de l'individu, existe depuis longtemps dans la pensée sociale occidentale. En fait, elle remonte à des penseurs comme Aristote et Marx. Pour ce dernier, il s'agissait certainement de la question fondamentale, à savoir donner à chaque être humain la possibilité de s'épanouir en développant au maximum son potentiel, mais aussi faire disparaître les conditions nuisibles à cet épanouissement, donc toutes les sources d'exploitation et d'*aliénation*. D'après Marx, pour atteindre cet objectif, il faut des luttes et des *pratiques transformatrices* (Lebowitz, 2007).

2. L'État et la société civile, acteurs du développement humain⁴

La plus importante question que soulève le développement humain est celle de la capacité d'agir. Dans le cadre des accords de Bretton Woods I, de 1944 à 1980, le rôle d'acteur du développement (au sens de croissance économique) revient à l'appareil administratif

2. Anand et Sen, 2000, p. 2029-2049 ; ul Haq, 1995 ; Sen, 1989, 1999b, p. 13-34.

3. Dans la perspective libérale, « la liberté » est le fondement éthique et conceptuel du « développement humain durable », tandis que « l'égalité » est le fondement du modèle socialiste du développement humain. Cette thèse s'appuie sur l'idée que « le développement » est la synthèse et le résultat des actions entreprises en fonction de certaines idées – le progrès, la liberté et l'égalité –, et que les actions orientées vers la liberté et l'égalité s'inspirent respectivement des idéologies libérales et socialistes.

4. Dreze et Sen, 2002 ; Roman, 2003 ; Khan, 2004 ; O'Leary, 2004.

de l'État, c'est-à-dire au gouvernement. Dans la perspective des « besoins essentiels » et du « développement humain » (le développement au sens de liberté, d'après la définition de Sen), le rôle fondamental revient aux individus et il dépend de leur capacité de participer activement aux prises de décisions qui les touchent (l'action autonome). Cette perspective soulève la question de la « participation populaire », c'est-à-dire l'engagement de la « société civile » dans le processus du développement. Le Kerala a institutionnalisé cette notion sous la forme de « l'action publique », qui combine les actions du gouvernement (les politiques publiques) et les actions des organisations de la société civile (la mobilisation sociale).

3. Le développement humain comme changement de paradigme⁵

Après la Seconde Guerre mondiale, l'idée du développement, mais aussi les stratégies, les projets et les programmes mis en œuvre à cette fin s'inspirent du paradigme dominant. Or, ce paradigme présuppose l'existence du cadre institutionnel du système capitaliste, même s'il remet en question l'importance et les rôles respectifs de l'État et du marché. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, deux virages fondamentaux se sont toutefois produits dans les théories et les pratiques du développement (voir le module 1). Le premier virage concerne l'orientation vers le capitalisme de marché, c'est-à-dire essentiellement le rejet du développement conçu comme une répartition plus équitable de la richesse et des ressources productives de la société. Le second virage consiste à aller au-delà de l'État et du marché afin d'inclure la « société civile », les communautés et les milieux « des individus » pour effectuer du développement « de l'intérieur » et « à partir de la base ». Les deux virages mentionnés et la perception de la nécessité d'une transformation systémique pour passer du capitalisme au socialisme ont entraîné un changement de paradigme. Sur le plan théorique, ce changement s'est exprimé dans le modèle du « développement humain durable » proposé par le PNUD (1996, 1997a, 2006). Il s'est aussi manifesté dans l'institution du « pouvoir populaire » au cours de la Révolution cubaine (Saney, 2004) et dans la nouvelle constitution de la Révolution bolivarienne au Venezuela (Lebowitz, 2006, 2007).

4. Les voies du développement humain : Cuba et le Kerala⁶

De nombreux textes traitent du développement humain à Cuba et au Kerala, mais aussi d'autres cas similaires. Ils adoptent diverses perspectives théoriques allant des travaux de Sen sur « l'action des collectivités » à ceux de Peter Roman (2003) sur « le pouvoir populaire » à Cuba. Cependant, il est tout aussi important d'examiner en détail le rôle de l'État, l'autre pôle de « l'action des collectivités ». Il convient d'étudier les données empiriques sur le sujet, car l'action de l'État s'est montrée essentielle, en particulier dans le tiers monde, pour parvenir à un développement humain plus inclusif et relativement équitable. Il faut enfin examiner la relation entre l'État et la société, entre l'intervention de l'État et la participation des groupes sociaux, puisque ni l'un ni l'autre de ces acteurs ne peut obtenir le résultat désiré sans une certaine « synergie » de leurs actions.

Les textes proposés traitent des forces culturelles qui ont incité les sociétés de Cuba et du Kerala à s'engager dans des « pratiques transformatrices ». Ces forces ont provoqué une révolution culturelle, une transformation de la conscience humaine et un changement de

5. Fukuda-Parr et Kumar, 2004 ; Jolly, 2004 ; Kuonqui, 2006 ; Lebowitz, 2006 ; Stewart, 2008.

6. Jolly et Mehrotra, 2000 ; Lebowitz, 2007 ; Parayil, 2000 ; Roman, 2003 ; Tharamangalam, 2008.

paradigme par rapport aux valeurs et aux idéaux de la société. Ce changement se manifeste à travers l'engagement des individus en faveur de la justice sociale et distributive, de l'admissibilité et des droits humains, mais aussi à travers leurs aspirations pour leurs enfants et pour eux-mêmes. Un engagement profond de l'État et de la société est très important pour que la recherche du bien commun devienne le but fondamental de l'action collective : une volonté collective de forger une « nouvelle société » qui, selon Che Guevara (2007), exige une révolution culturelle pour créer « un homme nouveau et une femme nouvelle ».

Sur les chemins historiques que le Kerala et Cuba ont empruntés, il est possible de repérer des « jalons décisifs » semblables à la promulgation de la *Déclaration des droits de l'Homme* à l'époque des Lumières, en Europe. Le concept du « droit à l'échange » (*entitlement*) formulé par Sen est particulièrement utile à cet égard. Pour cet auteur, les famines représentent des « échecs du droit à l'échange ». Le fait que Cuba ait su éviter la famine ou la malnutrition grave, malgré les efforts nécessaires pour surmonter une profonde crise économique, offre donc un exemple remarquable de « succès du droit à l'échange ».

5. Les leçons du développement humain⁷

La première édition du *Rapport mondial sur le développement humain* (1990) a clairement montré que le revenu par habitant d'un pays n'entraîne pas automatiquement le bien-être de sa population lorsque ce bien-être est mesuré au moyen d'indicateurs comme les connaissances, la qualité de vie ou la possibilité d'une vie longue et en santé. À l'aide de la nouvelle mesure du « développement humain », le rapport cite l'exemple de pays relativement pauvres, comme le Costa Rica et le Sri Lanka, qui ont néanmoins obtenu des niveaux élevés de développement humain par rapport à leur revenu. Ce constat rappelle un fait simple, mais très important sur les plans humain, politique et éthique, qu'ont signalé les premiers théoriciens de l'approche du développement humain comme Amartya Sen et Mahbub ul Haq : les pays pauvres peuvent réduire, voire éliminer, la pauvreté chronique et le dénuement endémique tout en assurant un certain bien-être à leur population s'ils apportent certains changements sociaux. À propos des exemples de réussite notés, la première édition du *Rapport mondial sur le développement humain* pose la question suivante : « Quelles politiques ont entraîné de tels résultats ? » (PNUD, 1990, p. iii).

Cette question reste importante de nos jours. Deux décennies environ après le « consensus de Washington », il y a probablement plus, et non moins, de pauvreté et de dénuement. Les progrès accomplis pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement des Nations Unies demeurent loin de la cible et de nombreux projets similaires semblent n'avoir guère remporté plus de succès. Avec la crise alimentaire mondiale attribuable, du moins en partie, aux politiques du consensus de Washington, 100 millions de personnes sont venues grossir les rangs des 850 millions d'affamés de la planète. Cuba, petit pays d'à peine 11 millions d'habitants, a traversé une crise économique comparable à la grande dépression – une diminution de 15 % de son produit intérieur brut (PIB) et de 30 % des produits alimentaires disponibles (Tharamangalam, 2008). Pourtant, il a réussi à éviter la famine ou la malnutrition grave. Il est aussi parvenu à maintenir ses résultats en matière de développement humain et à préserver ses programmes sociaux, malgré l'embargo des États-Unis et sans avoir recours à l'aide étrangère (Saney, 2004). L'État du Kerala, en Inde, a

7. Jolly et Mehrotra, 2000 ; Ghai, 2000 ; Fukuda-Parr, 2003.

retenu l'attention du monde grâce, notamment, aux travaux d'Amartya Sen. Il a atteint des niveaux de développement humain assez proches de ceux de nombreux pays développés, malgré son PIB inférieur au PIB moyen assez lamentable de l'Inde. La réussite de Cuba et du Kerala incitent à se demander comment ces deux pays ont pu réussir là où d'autres ont échoué et quelles leçons le monde, mais surtout les pauvres, peuvent en tirer. Les textes proposés traitent de cette grande question et ils abordent le rôle de l'État par rapport au développement humain.

Ce rôle de l'État soulève toutefois de vifs débats parmi les spécialistes du développement et les théoriciens des sciences sociales (voir le module 1). Les fondamentalistes néolibéraux voient l'État comme un obstacle et des théoriciens de la mondialisation considèrent qu'il est désormais dépassé en raison de la puissance des forces mondiales. Pourtant, comme le signale Joseph Tharamangalam (2008), un fait indéniable demeure : chacune des sociétés qui ont obtenu des résultats élevés de développement humain a pu compter, pour y parvenir, sur l'intervention de l'État au cours de son histoire. C'est clairement le cas du Kerala et de Cuba, où les peuples se sont « emparés » de l'État à la suite de luttes populaires ou d'une révolution menées par les classes défavorisées, pour ensuite le reconstituer de manière à agir en leur nom. Il s'agit d'un point important pour comprendre le rôle de l'État en matière de développement, par exemple la prestation des services publics d'éducation, de santé, d'alimentation et de sécurité sociale à toute la population, mais aussi l'adoption de politiques pour favoriser l'autonomisation des pauvres et le renforcement de leurs capacités. Pour que l'État puisse s'acquitter de ce rôle, il doit toutefois être restructuré de manière à servir les intérêts de l'ensemble de la population et non seulement ceux de la classe dirigeante.

Le développement humain, sous sa forme capitaliste ou socialiste, exige une synergie entre un État interventionniste et une population activement mobilisée. Pedro Stedile, leader du plus puissant mouvement social de l'Amérique latine dont la base est constituée de paysans sans terre, a souligné à ce sujet que « sans une mobilisation active de la population et un engagement actif dans la “lutte des classes plus large”, le gouvernement n'offre rien [aux masses populaires et aux pauvres] » (entrevue avec James Petras, Sao Paulo, 6 mai 2002).

6. Le développement humain a-t-il déçu ?

Une réponse sous la forme d'une analyse du pouvoir social⁸

Malgré les efforts concertés de la lutte contre la pauvreté à l'échelle mondiale, les progrès accomplis en matière de développement humain ont été très inégaux. Un nombre appréciable de pays (54) ont même subi une « détérioration sans précédent de leur développement » (traduction libre ; Mukherjee Reed, 2008, p. 1). D'ailleurs, l'un des aspects les plus déplorable de cette situation est que les progrès réalisés s'accompagnent d'une forte exclusion sociale, qui se manifeste notamment dans les rapports hommes-femmes, malgré l'engagement de la « communauté internationale du développement » à réduire les disparités entre les sexes. L'exclusion touche aussi d'autres catégories de différences comme la race, l'ethnicité, la religion et la classe sociale. Selon Ananya Mukherjee Reed (2008), le problème vient du fait que certaines personnes sont exclues des processus décisionnels dans les sphères économiques et politiques : il s'agit donc essentiellement d'une affaire de « pouvoir

8. Mukherjee Reed, 2008, chap. 1, 3, 6 ; Tharamangalam, 2006, 2008.

social ». D'après Tharamangalam (2008), chaque exemple de réussite en matière de développement humain a été le fruit d'un État interventionniste et d'une population activement mobilisée pour veiller à ce que ce dernier soit un instrument au service de l'intérêt collectif pour apporter des changements sociaux profonds. Tel a été le cas même à Cuba et au Kerala, où la réussite dépend peu de l'économie vu le taux relativement faible de croissance de ces deux pays.

Quelques textes de référence en français

BRUNEL, Sylvie (2008). *À qui profite le développement durable?*, Paris, Larousse.

NOYA, Antonella et Emma CLARENCE (2009). *Pour une économie sociale: créer de la richesse par l'intégration sociale*, Paris, Economica.

Section 9

Le pouvoir et le développement : les dimensions du genre et de la classe sociale

Il est possible d'affirmer que la dynamique du développement et du changement social repose sur des rapports de pouvoir. Dans la conception de Max Weber, l'exercice du pouvoir désigne « toute chance de faire triompher, au sein d'une relation sociale, sa propre volonté, même contre des résistances ». Ce qui pose problème c'est que l'économie, comme discipline, se montre particulièrement incapable de conceptualiser les questions économiques en ce qui concerne les rapports de pouvoir¹. Le domaine des sciences politiques se préoccupe davantage du pouvoir, qu'il définit en général comme « l'affectation autoritaire » des ressources productives de la société par des représentants élus ou autoproclamés (le marché offre un mécanisme non autoritaire d'affectation des ressources). Dans ce sens « politique », les rapports de pouvoir existent dans toute la société : de la cellule familiale jusqu'à la scène internationale. Cependant, la plupart des politologues ont autant tendance que les économistes à omettre ces rapports de pouvoir lorsqu'ils analysent les processus du développement et du changement social. Pour examiner le pouvoir en tant que rapport social, il faut adopter une perspective sociologique.

Les auteurs de la présente section conceptualisent le pouvoir dans une perspective sociologique et féministe, sous l'angle des rapports entre classes sociales, mais aussi des rapports entre hommes et femmes. L'analyse de classe examine les rapports des individus avec les moyens de production et les instruments du pouvoir de classe, notamment l'État, principal détenteur du pouvoir économique et politique dans les sociétés capitalistes. Le pouvoir économique repose sur la propriété privée des moyens de production sociaux, mais l'État sert essentiellement à légitimer et à faire respecter ce pouvoir économique en exerçant son pouvoir politique.

1. Lourdes Benería (2003), éminente économiste féministe de l'Université Cornell, avance le même argument : « Les mathématiques donnent l'impression que l'économie est scientifique, de sorte que vous ne pouvez la remettre en question. Vous devez toutefois creuser pour en dévoiler les hypothèses. Par exemple, regardez le domaine appelé "l'économie domestique". D'après l'hypothèse néoclassique utilisée pour établir [...] les modèles [dans ce domaine], les hommes et les femmes sont des individus libres et égaux qui négocient rationnellement ce qui convient le mieux pour le ménage. Selon certains modèles, les décisions sont prises par un patriarche bienveillant qui comprend ce qui convient le mieux pour le ménage et pour chaque membre du ménage. Aucune émotion ni aucun amour n'entrent en jeu dans les décisions fondées sur la rationalité économique. En réalité, comme l'ont signalé les féministes, dans un ménage, les hommes et les femmes peuvent être [et sont souvent] des sujets très inégaux. Leurs décisions ne sont donc pas uniquement rationnelles [et ne sont certainement pas prises sur un même pied]. Les hommes ont souvent eu plus de possibilités de s'instruire; ils peuvent être propriétaires de terrains, contrôler l'argent et, en général, avoir plus de pouvoir. Ainsi, le portrait de la réalité que tracent ces modèles est fortement empreint de préjugés masculins. Il est donc possible de sous-estimer l'impact différentiel que les politiques inspirées de ces modèles auront sur les hommes et sur les femmes » (traduction libre, « Gender, Development and Globalization: Economy as if People Mattered » [Genre, développement et mondialisation: l'économie comme si les gens avaient de l'importance], Beneria, 2003, citée par l'auteure dans Adbusters <[http://www.adbusters.org/magazine/85/lourdes-bener % C3 % AD.html](http://www.adbusters.org/magazine/85/lourdes-bener%C3%AD.html)>, 15 juillet 2009).

Dans le module 27, Anthony Holland O'Malley examine la dynamique du pouvoir de classe dans une perspective de « sociologie du développement et du changement social ». Pour cet auteur, le développement signifie une forme de changement social dans une direction progressiste. Dans les modules 28 et 29, Jane L. Parpart et Fiona MacPhail offrent une perspective féministe des rapports de genre à l'intérieur des processus du développement et du changement social. Si le changement social est une affaire de rapports de classe, « le développement » est principalement une affaire de pouvoir, un rapport social entre hommes et femmes qui semble exister dans presque tous les contextes historiques et sociaux, y compris la phase actuelle de la mondialisation néolibérale du développement capitaliste. Pour Parpart et MacPhail, l'intégration du genre dans le développement et le changement social ne dépend pas du pouvoir relatif entre hommes et femmes, mais plutôt de « l'autonomisation » des femmes. Cela signifie que les femmes doivent renforcer, par elles-mêmes, leur capacité à s'organiser et à agir collectivement en tant que femmes pour améliorer leur statut social et pour faire intégrer la question du genre dans le développement. Cette démarche les conduira, avec d'autres femmes, à cesser d'être des victimes ou des objets pour se transformer en actrices ou en sujets.

Une analyse sociale critique du développement

Anthony Holland O'Malley
Université Saint Mary's, Canada

1. Des visions théoriques de la société, du changement et du développement

Au cœur de ce que C.W. Mills a appelé «l'imagination sociologique» se trouve la nécessité d'établir des liens entre, d'une part, les préoccupations et les comportements individuels et, d'autre part, les caractéristiques de la structure sociale, à savoir les «variables structurelles» et les conditions limites de diverses formes d'organisation sociale. L'analyse sociale inspirée de «l'imagination sociologique» est scientifique dans le sens le plus large du terme, car elle cherche à faire avancer les connaissances en combinant les théories sur l'organisation sociale avec des données empiriques. Les chercheurs des sciences sociales ne considèrent pas tous leur démarche comme une science; certains courants d'«interprétation» nient les fondements empiriques de la pensée sociale. Toutefois, les tenants des traditions inspirées de Mills et de la tradition scientifique effectuent leurs analyses en suivant trois étapes: 1) à partir de données de base, ils élaborent une théorie à propos de la structure sociale à l'intérieur de laquelle se situent les acteurs individuels et à propos des institutions sociales plus larges au sein desquelles ces acteurs agissent; ils examinent aussi l'ensemble des rapports sociaux particuliers que ces acteurs entretiennent; 2) à l'aide de travaux de recherche, ils collectent des données empiriques pertinentes pour valider, élargir ou modifier la théorie; et 3) ils confrontent les données de recherche avec la théorie, ils dégagent des tendances en ce qui concerne les actions et les comportements sociaux, puis ils tentent d'établir des liens avec les conditions structurelles objectives de l'action sociale; enfin, ils se servent des liens vérifiés de manière empirique pour prévoir les résultats sur le plan social ou, pour l'exprimer dans un sens plus dynamique, pour prévoir le changement social. L'action sociale individuelle peut être vécue comme une action volontaire, orientée vers un but et soumise uniquement au libre arbitre de l'acteur. Cependant, toute action se réalise forcément à l'intérieur du cadre défini par les structures et les conditions limites d'une société donnée. Sauf pour la proverbiale exception à la règle, la «position» qu'occupe un individu ou un groupe au sein de la structure sociale permet donc souvent de prévoir le répertoire des comportements sociaux individuels, c'est-à-dire l'action sociale ou la capacité d'agir (*agency*¹). Cela signifie simplement que la structure sociale *circonscrit*, de manière prévisible, l'action individuelle sans toutefois la déterminer complètement. C'est d'ailleurs cette caractéristique de prévisibilité qui permet à l'analyse sociale d'être scientifique.

1. Ndt: Le concept d'*agency* est très fréquent dans les textes en langue anglaise, mais à peu près absent dans les textes en langue française. Traduire ce terme pose donc un problème particulier. La solution adoptée s'inspire des articles de Jérôme Vidal (<<http://jeromevidal.blogspot.ca/2010/07/la-question-de-lagency-puissance-et.html>>) et Serge Proulx (<<http://pro.ovh.net/~iskofran/pdf/isko2009/PROULX.pdf>>), consultés le 17 décembre 2012.

L'analyse sociale scientifique sert à comprendre l'organisation sociale et, très souvent, à opérer des changements sociaux. Elle peut alors correspondre à trois types ou traditions : l'analyse de l'organisation sociale, l'analyse du changement social et l'analyse du développement.

1.1. L'analyse de l'organisation sociale

Pour l'*approche marxiste* du matérialisme historique, la division en classes sociales constitue la structure fondamentale de toute société. Au niveau le plus élémentaire, les *classes sociales* découlent du rapport des individus avec les moyens de production permettant à la société d'obtenir ce dont elle a besoin pour survivre ou ce qu'elle juge le plus précieux. Bien que les rapports sociaux ne soient pas uniquement de nature économique (matérielle), ils subissent les contraintes structurelles des rapports économiques sous-jacents : l'action est donc « circonscrite ». L'analyse marxiste offre une compréhension complexe mais très subtile des classes sociales, de la position de classe et de l'appartenance de classe. Dans sa forme la plus générale, cette analyse affirme l'existence de deux classes fondamentales : d'un côté, la classe des propriétaires (les possédants, les manipulateurs) des moyens de production essentiels à une société ; et, de l'autre, la classe des producteurs qui travaillent avec les moyens de production, mais qui sont « dépossédés », car privés de l'accès aux droits, aux privilèges, aux prérogatives sociales et, en fin de compte, à la richesse et à la propriété. Dans le contexte du capitalisme industriel, ces deux classes sont la classe capitaliste et la classe ouvrière. En vertu de leur position sociale, les membres de la classe ouvrière sont obligés d'offrir leur force de travail à la classe capitaliste propriétaire pour pouvoir survivre. Les théoriciens marxistes n'affirment pas que la classe ouvrière ne peut jamais négocier en vue d'améliorer le prix de sa force de travail (le salaire), car certaines circonstances permettent d'obtenir un tel résultat (et cela s'est d'ailleurs bel et bien produit). À partir de données probantes, ces théoriciens postulent plutôt que les périodes de crise révèlent le plus clairement, aux yeux de tous, les véritables rapports structurels – les rapports de classe – présents dans une société. Les théoriciens marxistes accordent donc une attention théorique particulière aux conflits sociaux, présents ou futurs.

L'*approche structuro-fonctionnaliste* considère la société surtout comme une structure exprimant une forme d'*ordre social*. Sur les plans empirique et théorique, cette approche cherche à connaître les institutions ou les ensembles de comportements qui, à l'intérieur d'une société, contribuent à la perpétuation fonctionnelle de cette dernière. Les sociologues inspirés du structuro-fonctionnalisme considèrent la société, dans sa forme rudimentaire, comme une sorte d'organisme dont les diverses parties (institutions) sont interreliées et forment un système où chaque partie prise individuellement et toutes les parties prises collectivement répondent aux « besoins » du système. Ces sociologues théorisent la structure sociale à partir d'une division sociale du travail et d'une structure de classe fondée sur la profession à l'intérieur de laquelle chaque individu reçoit une récompense à la mesure de sa contribution à la société. Pour Durkheim, l'un des théoriciens classiques du structuro-fonctionnalisme, la classe est simplement l'un des nombreux « groupements professionnels » au sein d'une structure sociale qui se maintient par des liens de « solidarité organique ». Dans la vision durkheimienne, la structure sociale que constituent les groupements professionnels correspond à une hiérarchie des valeurs où chaque groupe social est associé à un « coefficient de bien-être » particulier selon la valeur de sa contribution. Il en résulte un

système de stratification sociale. La tradition marxiste braque plutôt les projecteurs sur les fondements structurels du pouvoir, donc de l'inégalité sociale. Pour la tradition structuro-fonctionnaliste ou durkheimienne, la fonction de chaque classe et sa valeur proportionnelle à l'intérieur de l'ordre social sont, au fond, « naturelles » ou « méritées » ou, à tout le moins, appropriées sur le plan fonctionnel.

L'*approche théorique wébérienne* envisage les groupements sociaux non pas sous l'angle du rapport de l'individu avec la production, mais plutôt sous l'angle du rapport avec la consommation. Weber ayant fait de la consommation la caractéristique fondamentale de l'action sociale, son éventail de groupements sociaux est assez large, tout comme celui de la tradition durkheimienne, et il comprend des catégories telles que les « groupements selon le statut social ». Dans la tradition wébérienne, la position sociale ou les « chances dans la vie » d'un individu dépendent des différentes capacités de consommation. Pour Weber, la classe, dans le sens politico-économique marxiste, s'intègre à d'autres types de groupements importants, comme les groupes de statut, qui correspondent aux catégories générales suivantes: « classe inférieure », « classe moyenne inférieure », « classe moyenne supérieure » et « classe supérieure ». Weber est économiste de formation, mais sa contribution la plus durable à l'analyse sociologique est une approche théorique qui accorde moins d'importance au rôle des conditions matérielles de la vie sociale, en particulier à la production de ces conditions. Cette approche tient compte d'autres aspects de l'action sociale qui, pour Weber, font partie des « conditions limites » de la structure sociale à l'intérieur de laquelle l'individu est contraint d'agir, mais d'une manière non déterministe, dans sa vie quotidienne.

Les trois traditions théoriques décrites représentent les principales interprétations de l'organisation sociale dans l'analyse sociologique. Comme il faut s'y attendre, il existe diverses variantes et combinaisons de ce schéma général en trois parties, mais aussi de ses éléments. Dans leurs analyses, de nombreux auteurs cherchent en effet à combiner des éléments de plusieurs traditions, car certains éléments de chacune touchent des aspects empiriques vérifiables de la structure sociale. À titre d'exemple, un chercheur voulant explorer le rapport fondamental salariat-travail fondé sur la propriété de l'appareil de production se tournerait vers la théorie marxiste qui examine les rapports entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Un autre, désirent étudier le rôle de la classe moyenne et les rapports entre l'indice de consommation et l'avancement selon la classe sociale, pourrait se tourner vers la théorie wébérienne. Un autre encore, voulant expliquer le mouvement des groupes professionnels à l'intérieur d'une société stratifiée, pourrait utiliser une approche durkheimienne. Un sociologue souhaitant expliquer la trajectoire de la classe moyenne au sein d'une société engagée dans une dynamique de changement et caractérisée par de solides rapports entre la classe capitaliste et la classe ouvrière voudrait peut-être emprunter des éléments à la fois à la théorie marxiste et à la théorie wébérienne, et ainsi de suite.

Peu importe comment de telles synthèses analytiques ou théoriques sont produites, elles se heurtent aux problèmes habituels que pose la nécessité de concilier différents grands concepts à l'intérieur d'une seule analyse. Toutefois, les différences entre les trois traditions théoriques ressortent le plus clairement dans leurs visions très distinctes de la nécessité du changement social et dans les méthodes préconisées pour opérer un tel changement.

1.2. L'analyse du changement social

Pour les marxistes, la dynamique fondamentale du changement à large échelle et à long terme passe par la lutte des classes et les conflits de classes. Les conditions objectives (structurelles) et subjectives (individuelles) surgissent des changements historiques qui affectent les forces de production. Avec le temps, ces changements tendent à se propager à l'ensemble de la structure sociale et aux rapports sociaux de production, préparant ainsi le terrain pour le changement social. Le conflit à la source de la dynamique sociale du changement naît des luttes dues aux inégalités de pouvoir, de richesse et de privilège découlant de la propriété exclusive des actifs productifs essentiels à la survie. Dans la théorie marxiste, le problème du changement social prend donc un double aspect : d'un côté, la *description* de la dynamique du changement social dans un lieu donné et à un moment précis ; et, de l'autre, la *prescription* du changement à opérer pour progresser vers une structure sociale plus juste et plus égalitaire.

Les structuro-fonctionnalistes mettent l'accent sur l'ordre et sur la fonction à l'intérieur de la structure sociale globale. C'est pourquoi ils envisagent le changement social essentiellement sous l'angle de l'évolution et de l'adaptation. Pour eux, l'adaptation aux changements que le milieu naturel ou social impose aux conditions objectives peut être réussie ou non. En général, le processus d'évolution et d'adaptation vise avant tout le retour à l'équilibre ou l'établissement d'un nouvel ordre social. Ce nouvel équilibre annonce la mise en place d'un nouveau système de fonctions à l'intérieur de la structure sociale. Dans ce contexte, la mission du chercheur dans le domaine des sciences sociales consiste à comprendre les nouvelles fonctions des éléments structurels et leur contribution au maintien de l'équilibre social global. Puisque les structuro-fonctionnalistes centrent leur attention sur l'ordre et l'équilibre, ils ont tendance à écarter de leurs analyses les conflits et les luttes, qu'ils relèguent au simple rôle de moyens de transition nécessaires entre l'ancien et le nouvel ordre social. À leurs yeux, les inégalités structurelles découlent de la valeur que la société accorde à certaines formes de travail ou de contribution. Même si de telles inégalités sont douloureuses, elles sont considérées comme le résultat naturel ou inévitable de l'intégration des fonctions dans la structure sociale. Une telle approche réduit donc beaucoup la nécessité d'apporter un changement structurel profond pour régler des inégalités structurelles profondes.

Aux yeux des wébériens, les marxistes et les structuro-fonctionnalistes négligent les comportements intentionnels des acteurs individuels parce qu'ils s'intéressent surtout aux conditions objectives de l'action sociale, qu'il s'agisse des classes sociales ou des rôles fonctionnels dans l'ordre social. Weber a beaucoup écrit sur le rôle des idées et des « idéaux-types » comme déterminants de l'action sociale. Pour cet auteur, les idées peuvent inciter un acteur individuel à se comporter d'une manière contraire à ce que les marxistes prévoient pour un membre de sa classe d'origine, mais aussi d'une façon contraire à ce que les structuro-fonctionnalistes anticipent pour un individu occupant son rôle social ou sa fonction sociale. Dans la mesure où de telles idées peuvent expliquer l'action sociale indépendamment de la classe ou de la fonction occupée au sein de l'ordre social, elles doivent être considérées comme une source importante de changements. Weber est en effet convaincu que cet idéalisme social permet d'expliquer les anomalies de l'analyse historique qui semblent échapper à la dynamique constamment décrite dans les théories marxistes et structuro-fonctionnalistes. Il affirme ainsi que, dans certains cas, le

changement ne découle pas directement de la lutte des classes ou d'une forme d'adaptation qui entraîne un ordre social modifié. Selon Weber, le changement peut apparaître *sui generis* lorsque des individus, qui se forgent certaines idées, trouvent ensuite à les exprimer dans leur praxis sociale. Les ouvrages de Weber sur le protestantisme et sur la rationalité bureaucratique offrent les meilleurs exemples de ce virage idéaliste dans la théorie sociologique scientifique. Weber a cherché à expliquer comment certaines idées influencent la création d'institutions et de structures sociales, donc ce qui se produit lorsque les acteurs sociaux donnent naissance à de nouvelles idées. Il a toutefois été incapable d'expliquer l'apparition de ces idées elles-mêmes dans le cours de l'histoire (comme Hegel pensait y être parvenu). En fin de compte, l'apparition des idées – un facteur essentiel de changement selon les wébériens – demeure aléatoire et échappe donc aux explications. Au contraire, les analystes marxistes et structuro-fonctionnalistes cherchent à expliquer le changement, que ce dernier soit positif ou négatif. Par ailleurs, l'analyse théorique wébérienne a été qualifiée de « sociologie compréhensive » (*verstehen*) en raison du rôle central qu'elle accorde aux idées – donc au sens que leur donne l'individu – dans l'action sociale et dans le changement social.

1.3. L'analyse du développement

En général, le développement est considéré comme un processus de changement planifié qui vise, avec le temps, à améliorer les conditions politiques et socioéconomiques d'au moins trois dimensions de la vie sociale: 1) les conditions matérielles globales de la société (grâce notamment à la croissance économique et à la prospérité générale); 2) la part de chaque individu dans l'entreprise sociale qui produit ces conditions matérielles (la justice sociale); et 3) la capacité de l'individu à s'exprimer et à agir afin d'obtenir sa part dans l'entreprise sociale (l'admissibilité et les libertés). Sauf pour les théories fortement teintées de darwinisme social, comme celles strictement axées sur le marché et la libre entreprise, la plupart des analyses sociales ont été construites de manière à intégrer une grande composante de *justice sociale* dans leur définition du développement. Ainsi, pour que le développement soit véritable, il doit améliorer non seulement la première des trois dimensions mentionnées, mais aussi les deuxième et troisième.

Pour expliquer la dynamique du développement à large échelle et à long terme, les chercheurs marxistes, structuro-fonctionnalistes et wébériens ont construit trois métathéories:

1. le *développement capitaliste*: le passage d'une société et d'une économie précapitalistes à un système fondé sur le mode de production capitaliste, qui a transformé la classe des producteurs directs en prolétariat, à savoir une classe d'individus dépossédés de tout moyen de production et forcés d'entrer dans un rapport salariat-travail avec le capital;
2. la *modernisation*: le passage d'une société traditionnelle, fondée sur une technologie relativement simple et une culture communautariste, à une société moderne individualiste, fondée sur les valeurs modernes de liberté et de réalisation personnelles (la recherche de l'épanouissement et de l'avancement des individus) et sur l'élargissement des possibilités de choix;
3. l'*industrialisation*: le passage d'une société et d'une économie agraires à une forme de production industrielle fondée sur une division du travail à grande échelle et sur la construction sociale d'un marché autonome.

2. La place et le rôle des individus à l'intérieur de la structure sociale : des questions pour une analyse de classe²

Les trois métathéories mentionnées ci-dessus ont la particularité de grouper les personnes d'après les conditions qu'elles partagent avec d'autres. Ces métathéories considèrent que « la société » se compose non pas d'individus poursuivant des buts personnels, mais plutôt de membres de groupes sociaux. En retour, les conditions existant dans la société influencent et façonnent les comportements et les actions de ces groupes sociaux. Dans l'analyse sociale, ce « principe de regroupement » complète le « principe de typologie », c'est-à-dire le besoin de distinguer, aux fins d'analyse, les caractéristiques sociales de l'individu et de les comparer avec une typologie théoriquement établie. Dans la pratique, toute analyse repose sur la notion des groupes sociaux et celle des types sociaux, mais la première est généralement jugée plus importante parce qu'elle a plus de probabilité de varier en fonction des facteurs structurels d'une société. Toutefois, de vastes débats sont en cours afin de déterminer quelles catégories seraient les plus utiles pour effectuer des regroupements sociaux.

Au cours de l'histoire, le concept de « classe » a été la principale catégorie qui a servi à établir ces groupements sociaux. Bien que les auteurs aient défini ce concept de différentes manières, ils ont eu recours à trois grandes approches pour analyser la société : 1) l'approche marxiste, qui repose sur le concept de classe sociale, c'est-à-dire la totalité ou la structure des rapports sociaux des individus avec le mode de production ; 2) l'approche inspirée de la théorie de l'organisation économique et sociale de Max Weber, qui analyse les rapports sociaux des individus non pas à travers la production, mais plutôt par la consommation ou le marché ; ces rapports déterminent les « chances dans la vie » ou la « situation de classe » des individus, c'est-à-dire leur appartenance à la classe supérieure ou privilégiée, à la classe moyenne ou à la classe inférieure ; et 3) l'approche inspirée de la tradition structuro-fonctionnaliste d'Émile Durkheim qui, elle, analyse les rapports des individus dans le contexte de l'organisation du travail, c'est-à-dire la division du travail et les groupes professionnels formés au cours de ce processus.

Dans la pratique, les chercheurs en sciences sociales combinent souvent des catégories dérivées de différentes théories. Toutefois, peu importe comment ces chercheurs définissent « la classe », ils ont tous recours à quatre grands paramètres dans leurs analyses : 1) la *dimension structurelle*, qui situe les individus au sein de l'organisation sociale selon leur participation à un type de groupe ; 2) la *dimension sociale*, qui concerne la composition de la société ou la répartition de diverses caractéristiques servant à définir divers groupements, en particulier le genre, la race et l'ethnicité ; 3) la *dimension économique*, qui examine dans quelle mesure les « chances offertes à un individu au cours de sa vie » (Weber), les conditions et les occasions socioéconomiques liées à son statut professionnel (Durkheim) ou les conditions économiques de sa classe sociale (Marx) déterminent ses probabilités de réussite ; et 4) la dimension politique, qui concerne le rapport des individus avec la structure du pouvoir, donc les questions fondamentales à propos de « qui obtient quoi ».

3. La dynamique de la pauvreté et des inégalités sociales

Pour une analyse sociologique critique du développement et du changement social, le centre d'intérêt n'est pas tant la « nature humaine » que la manière dont la structure sociale

2. Portes et Hoffman, 2003 ; Veltmeyer et Petras, 2005b.

modèle la *nature sociale* des êtres humains et la façon dont ces deux dimensions se soutiennent mutuellement. Puisque les êtres humains vivent essentiellement à l'intérieur et par l'intermédiaire de leurs formes d'organisation sociale, il s'agit là d'un thème important. Les théoriciens critiques évitent toutefois de recourir à des notions essentialistes comme l'idée d'une nature humaine qui serait, d'une certaine façon, donnée ou figée pour toujours. Un autre exemple d'essentialisme est la notion de Durkheim selon laquelle les individus poursuivent surtout des buts égoïstes ; la société se doit donc d'exercer un contrôle ou d'imposer une réglementation pour préserver l'ordre social.

Pour les théoriciens de la tradition libérale ou radicale inspirée des Lumières du XVIII^e siècle, la nature humaine sociale s'avère très malléable et elle résulte en grande partie des conditions présentes dans la structure sociale. Selon cette perspective, les inégalités de richesse, de revenus, de pouvoir et de possibilités ne sont pas le résultat d'une situation sociale inévitable ou d'une nature humaine acquise, ni de l'obsession de chaque individu pour son avancement ou son intérêt personnel. Au contraire, les inégalités sociales reflètent le pouvoir structuré ou organisé que certains exercent sur d'autres. Dans le contexte actuel des sociétés où le mode de production est capitaliste, ces inégalités découlent du privilège de la propriété privée, c'est-à-dire le pouvoir accordé aux propriétaires des moyens de production de profiter du travail d'autrui.

Les textes proposés appartiennent à la tradition de l'analyse sociale critique. Ils explorent les conséquences d'une structure sociale fondée sur la propriété privée des moyens de production dans les sociétés contemporaines, en particulier du côté « Sud » du fossé du développement qui sépare les pays riches et les pays pauvres dans le système capitaliste mondial. Les modules 22 et 23 analysent la dynamique responsable de ce fossé.

4. Les rapports sociaux et la dynamique politique du pouvoir³

Pour les marxistes, « la classe sociale » constitue le rapport essentiel que les individus entretiennent ; c'est le facteur déterminant de l'existence sociale, mais aussi la forme fondamentale de l'organisation sociale et du changement social. Pour les auteurs de tradition wébérienne, le rapport social fondamental est plutôt « le pouvoir », qu'ils définissent comme la capacité à faire triompher sa propre volonté ou à prendre des décisions au nom d'un groupe. Au sens wébérien, le pouvoir est un attribut qui appartient aux individus et non à des groupes sociaux ou à des classes sociales, comme le soutiennent les marxistes et les politologues de la tradition « réaliste ». Marx et Weber ont contribué, plus que tous les autres théoriciens, à formuler une conception scientifique du pouvoir en tant que rapport social. Cependant, peu importe la perspective théorique adoptée aux fins d'analyse, le pouvoir s'exerce dans de nombreux contextes institutionnels : de la famille jusqu'à l'appareil de l'État et aux relations internationales. Il prend aussi diverses formes : il est principalement idéologique (le pouvoir des idées et des croyances), mais aussi économique (les décisions par rapport à la production) et politique (les décisions par rapport à « qui obtient quoi » ou l'affectation autoritaire des ressources de la société).

Pour les tenants d'une approche critique en études du développement, le pouvoir est essentiellement un problème structurel ou politique attribuable à la formation d'une « classe capitaliste transnationale », c'est-à-dire ceux que Pilger (2002) appelle les « nouveaux maîtres

3. Petras et Veltmeyer, 2007a, p. 180-209 ; O'Malley et Veltmeyer, 2006 ; Pilger, 2002.

du monde». Il prend les diverses formes suivantes : 1) le *pouvoir idéologique*, c'est-à-dire le pouvoir des idées reçues et le rapport entre le savoir « légitime » et le développement ; 2) le *pouvoir économique*, c'est-à-dire surtout le pouvoir de classe qu'exercent les multinationales et les institutions financières (le capital des multinationales) dans l'économie mondiale ; et 3) le *pouvoir politique*, c'est-à-dire le contrôle ou l'influence prédominante des grandes entreprises et du capital financier sur l'appareil de l'État et sur les organisations internationales chargées de fixer les règles des relations internationales et de l'économie mondiale.

Parmi les études consacrées à la dimension idéologique du rapport entre pouvoir et développement, mentionnons la collection publiée sous la direction de Wolfgang Sachs (1992), qui examine comment l'idée du développement a servi au contrôle idéologique, au colonialisme ou à la domination culturelle. Dans l'édition de 1995 du *Rapport sur le développement dans le monde*, la Banque mondiale offre un exemple parfait, presque paradigmatique, de cet exercice du pouvoir idéologique dans le domaine du développement. Il est en effet possible de considérer son rapport à la fois comme un manifeste capitaliste (Veltmeyer, 1997a) et comme un outil idéologique destiné à convaincre les travailleurs du monde entier que la mondialisation est une forme de développement et la meilleure façon, sinon la seule, de parvenir à la prospérité générale. Petras et Veltmeyer (2001) ont réalisé une vaste étude sur l'usage de la mondialisation comme idéologie pour justifier et légitimer un programme néolibéral de réformes des politiques publiques en présentant cette mondialisation comme une forme de développement international. Saxe-Fernández et Núñez (2001) proposent une analyse similaire pour l'Amérique latine. Dans l'ouvrage *The New Rulers of the World*, Pilger (2002) présente des études pertinentes sur les formes politiques et économiques que prend le pouvoir de classe (le capital des grandes entreprises) dans le développement international et dans l'économie mondiale.

5. L'économie politique du développement capitaliste néolibéral : les nouveaux maîtres du monde⁴

Les tenants d'une approche critique en études du développement ont observé de près les entreprises multinationales ou transnationales qui sont les pièces maîtresses du système économique mondial, notamment à cause de leur pouvoir désormais supérieur à celui des États-nations. Ces observateurs critiques s'inquiètent du fait que les organisations multilatérales et les gouvernements des pays du « Nord » considèrent ces entreprises comme les principales agentes du développement parce qu'elles possèdent le capital (les investissements directs étrangers) et la capacité de transfert technologique. D'abondantes preuves permettent toutefois d'avancer une perspective différente selon laquelle les multinationales sont l'avant-garde de l'impérialisme du « Nord », servent à la création et à l'accumulation du capital à l'échelle mondiale, et jouent le rôle de mécanismes institutionnels pour le transfert des ressources excédentaires et de la plus-value du « Sud ».

Les données empiriques sur le fonctionnement des multinationales dans les pays en développement doivent faire l'objet d'une analyse critique approfondie. Plusieurs cadres théoriques permettent d'interpréter les informations relatives aux activités de ces entreprises. Par exemple, la taille des multinationales dépasse celle de tous les pays, sauf les pays industriels les plus avancés. Dans les tableaux comparant les revenus bruts, elles se trouvent

4. Petras et Veltmeyer, 2007b.

en bonne position parmi les 100 plus importantes «économies» du monde, dont celles de nombreux États-nations. L'expansion et la pénétration sans relâche des multinationales au cours des années 1990 ont été bien documentées. Selon des institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international, les investissements directs étrangers (IDE) sont les «piliers du financement du développement». Ces IDE ont grimpé de 200 milliards de dollars en 1990 à près de 1,2 trillion en 2000, avant de chuter à 600 milliards en 2001 avec le ralentissement de l'économie mondiale, qui durera près de trois ans. Plus tard, la reprise a été stimulée par l'augmentation de la demande de ressources naturelles, de ressources énergétiques et de produits primaires, augmentation attribuable à la Chine, à l'Inde et à plusieurs autres pays asiatiques (Petras et Veltmeyer, 2009).

Durant les années 1990, les investissements directs étrangers ont été en bonne partie improductifs, car ils n'ont pas visé à accroître la production ou à augmenter la productivité au moyen d'investissements dans les nouvelles technologies. Ils ont plutôt servi à acheter les entreprises publiques mises en vente au cours d'une vague de privatisations frénétiques et à alimenter un processus de fusions et d'acquisitions transfrontalières. Alors que la valeur de ces fusions et acquisitions est d'à peine 200 milliards de dollars en 1990, elle atteint 1,2 trillion en 2000, représentant 80 % du flux total des investissements directs étrangers (Petras et Veltmeyer, 2007b).

Selon les estimations, il y aurait plus de 65 000 multinationales, mais ces dernières comptent plus de 850 000 compagnies affiliées. En 2005, les multinationales ont ajouté à la production mondiale une valeur estimée à 3,5 trillions de dollars avec des ventes totales de 18,5 trillions, alors que la valeur des exportations mondiales s'élevait à 7,4 trillions. La production est toutefois fortement concentrée et un nombre relativement restreint de multinationales monopolise les ventes. À titre d'exemple, les 500 premières multinationales ont *triplé* leurs ventes entre 1990 et 2000, tandis que les 100 premières ont vu leurs ventes grimper de 3,2 trillions de dollars à 4,8 trillions (Petras et Veltmeyer, 2007b).

6. La compréhension des mouvements sociaux et des forces de résistance⁵

D'après l'interprétation de Max Weber, les *partis politiques* sont des organisations cherchant à prendre le pouvoir plutôt qu'à apporter des changements ou, pour être plus précis, cherchant à apporter des changements dans le seul but de prendre le pouvoir. Selon cette perspective, les partis politiques concentrent leur énergie sur le renversement du gouvernement ou du régime en place; c'est seulement en dernier recours, voire jamais, qu'ils visent à opérer des modifications structurelles substantielles. Cette situation tient au fait que la structure même à l'intérieur de laquelle ils fonctionnent légitime la prise du pouvoir et, plus encore, la conservation du pouvoir à long terme.

Contrairement aux partis politiques, les *mouvements sociaux* représentent une forme d'organisation plus efficace pour opérer des changements structurels plus poussés, donc «révolutionnaires». En général, ces mouvements s'organisent pour mobiliser les forces de résistance aux structures du pouvoir économique et politique. Ils veulent contester ce pouvoir en adoptant le point de vue des classes et des groupes marginalisés, désavantagés, exploités, opprimés et dominés. Devant les «déformations structurelles» qui ont produit des formes extrêmes de privation d'ordre économique, politique, culturel et social,

5. McMichael, 2006; Petras et Veltmeyer, 2005b.

les mouvements sociaux tentent de trouver des solutions structurelles à des inégalités structurelles.

En Amérique latine, durant les années 1990, les communautés autochtones et les organisations paysannes ont incarné les forces du changement social. Elles ont su très efficacement mobiliser la résistance aux politiques des gouvernements soumis à la philosophie sociale néolibérale, au concept connexe du libre marché et aux prescriptions de la concurrence capitaliste pour le développement (le consensus de Washington). Jusqu'ici, les mouvements sociaux paysans demeurent l'une des principales forces de résistance face au pouvoir hégémonique que le capital mondial exerce sur la répartition des terres, mais aussi sur l'affectation et l'usage des ressources. D'autres mouvements sociaux – organisations étudiantes, groupes de femmes et organisations non paysannes – ont prouvé leur capacité d'apporter de véritables changements. Ils ont également démontré les limites intrinsèques de la démarche électorale des partis politiques. Ces limites réduisent fortement la capacité du système électoral à appliquer les solutions structurelles nécessaires pour régler divers problèmes comme l'appauvrissement, le manque de justice sociale et la restriction des droits et libertés fondamentaux.

7. Une approche critique du développement en action⁶

Pour les tenants d'une approche critique en études du développement, « l'idée n'est pas seulement d'interpréter le monde différemment, mais bien de le transformer ». Fidèles à cette devise, les chercheurs en sciences sociales tentent de formuler des théories et des explications applicables aux structures sociales observées et aux capacités d'action individuelles qui en découlent. Ils veulent aussi utiliser ces théories et ces explications pour apporter des changements qui pousseront la société vers des formes d'organisation plus justes et plus équitables.

À cet égard, le marxisme et ses outils d'analyse de classe s'avèrent particulièrement précieux, car la volonté de changer le système capitaliste fait partie intrinsèque de son cadre théorique. Récemment, les études sur le genre et sur l'ethnicité ont aussi permis de nombreuses avancées dans l'analyse sociale, qui vise à faire naître une société plus juste. Il n'en demeure pas moins que, sur le plan structurel, la classe sociale joue, la plupart du temps, un rôle prépondérant par rapport aux autres facteurs, comme le genre et l'origine ethnique, qui conditionnent les comportements sociaux. Lorsque les tenants d'une approche critique en études du développement examinent en même temps les questions urbaines et nationales (ou même régionales) et le développement rural, ils constatent l'utilité de l'analyse de classe et celle des rapports entre travailleurs et capitalistes. Ces deux types d'analyse continuent d'offrir les meilleurs outils pour alimenter la réflexion et la discussion en vue d'opérer un changement social.

Quelques textes de référence en français

- BEN NÉFISSA, Sarah (2003). « ONG, gouvernance et développement dans le monde arabe », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 119-132.
- CAREN, Lévy (2003). « La gouvernance avec une perspective de genre: implications pour la Division Gouvernance de la coopération suisse », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 65-74.

6. Berberoglu, 2009; Burris, 1988; Petras et Veltmeyer, 2010; Veltmeyer, 2010.

- DECARRO, Marina (2003). « Quelques réflexions sur la marche mondiale des femmes, le forum social mondial et la place des femmes dans le mouvement altermondialiste », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 159-164
- DIITTING, Gisela (2003). « Les dimensions politiques du mouvement international des femmes », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 165-178.
- JAYAPADMA, R.V. et Liby JOHNSON (2003). « Créer des espaces de changement des relations de genre dans les communautés rurales patriarcales en Orissa », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 227-234.
- KABEER, Naila (2003). « Réflexions sur la mesure de l'empowerment des femmes », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 253-274.
- KERR, Joanna (2003). « Comment les mouvements internationaux de femmes peuvent-ils avoir une influence sur les principaux centres de décision », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 151-158.
- LAGARDE, Marcela (2003). « Les résistances au changement », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 49-54.
- LÉON, Magdalena (2003). « Le renforcement du pouvoir des femmes et l'importance du rapport entre genre et propriété », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 29-36.
- LEVY, Charmain et Gabriel DE SANTIS FELTRAN (2014). « ONG et mouvements sociaux », dans Pierre Beudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 223-240.
- MARI TRIPP, Aili (2003). « La politique des droits des femmes et la diversité culturelle en Ouganda », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 179-192.
- MEILLASSOUX, Claude (1975). *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero.
- MOYLNEUX, Maxime et Shahra RAZAVI (2003). « Droits des femmes, culture et justice », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 275-283.
- OSPINA, Sofi (2003). « Femmes au Timor-Oriental: de la lutte pour la libération nationale à la lutte pour l'égalité », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 95-106.
- RÉGNIER, Philippe et Florent SONG-BANA (2014). « Secteur privé et développement », dans Pierre Beudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 203-220.
- RUIZ, Patricia et Bravo LOPEZ (2003). « Identités féminines, culture et développement: étude comparative dans le milieu rural péruvien », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 193-208.
- SEN GUPTA, Rina (2003). « Contrôle des services de santé au Bangladesh par la population, et notamment les femmes », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 221-226.
- TINE, Davids et Francien VAN DRIEL (2003). « Les trois dimensions de l'analyse de genre », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 75-80.
- VERSCHUUR, Christine (2003). « L'empowerment, des approches contrastées; études de cas en Amérique latine », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 235-252.
- WALTER, Sandra (2003). « Limites et potentiel de la participation des femmes dans les gouvernements locaux en Inde », *Cahiers Genre et développement*, n° 4, p. 91-94.

Module 28

Le genre, l'autonomisation et le développement

Jane L. Parpart

Université des Antilles, Jamaïque

Les débats au sujet du développement ont d'importantes répercussions sur les pratiques et les analyses inspirées de l'approche « genre et développement », y compris les théories féministes et les études sur la masculinité. Certains auteurs plaident en faveur de solutions néolibérales axées sur le marché pour régler les inégalités de genre. D'autres soutiennent que des changements dans les rapports de genre se produiront seulement lorsque les femmes et les hommes auront été mieux outillés pour comprendre leurs difficultés et pour travailler ensemble afin de trouver leurs propres solutions. Il s'agit, dans ce dernier cas, d'une approche critique d'autonomisation très populaire auprès de certains praticiens du développement (Moser, 1993) et de féministes spécialistes des questions de genre (Antrobus, 1995; Parpart, Rai et Staudt, 2002). L'auteure du présent module examine, dans une perspective critique, les débats en cours avec la conviction que les formulations théoriques ont une grande incidence sur les politiques et les actions. Ces théories sont donc importantes pour quiconque tente de reconfigurer les rôles et les rapports de genre afin de donner aux femmes et aux hommes davantage d'occasions d'utiliser pleinement leurs talents et leurs capacités dans un monde où l'insécurité va grandissant.

1. La conceptualisation du pouvoir des femmes¹

Dans les années 1980, le structuralisme en tant qu'analyse sociale scientifique subit les attaques de divers courants, ce qui incite des auteurs à affirmer que les théories du développement se trouvent dans une impasse. Ces critiques recourent fortement à l'épistémologie et à la méthodologie poststructuralistes, notamment à l'analyse du discours, qui consiste à déconstruire le langage pour trouver le texte caché et pour démasquer le pouvoir des discours de façonner et de contrôler aussi bien les théories que les pratiques (Escobar, 1995). Adoptant cette perspective critique, une nouvelle génération de théoriciennes et de praticiennes féministes dans le domaine du développement (comme Jane Parpart, 1995) souligne l'importance de « l'autonomisation ». Le « pouvoir » désigne la capacité de certains à prendre des décisions au nom d'un groupe ou à « faire triompher sa propre volonté [...], même contre des résistances ». Par contre, l'autonomisation désigne le renforcement des connaissances ou des compétences, c'est-à-dire la capacité de l'individu à décider et à agir pour lui-même ou avec d'autres à l'intérieur du groupe social auquel il appartient ou s'identifie. Les travaux de Foucault, notamment son analyse de la capillarité, omniprésente et relationnelle, du rapport savoir-pouvoir, ont aussi influencé les auteurs critiques. Selon ces auteurs, une analyse plus nuancée du pouvoir en tant que rapport social révélera le pouvoir potentiel des personnes marginalisées et pauvres, en particulier celui des femmes.

1. Rathgeber, 1990, p. 489-502; Cleaver, 2002; Parpart et Marchand, 1995.

2. Les femmes, le genre et l'autonomisation : trouver une approche critique²?

Les défenseurs d'« un autre développement » inspiré de la réflexion critique de « l'après-développement » s'intéressent particulièrement au pouvoir des discours et des connaissances de façonner la manière dont les individus pensent. Ces auteurs contestent l'idée selon laquelle le discours sur le développement rend impossibles certaines manières de penser et d'agir. Ils insistent sur les connaissances des pauvres, en général, et des femmes, en particulier, ces groupes dont les voix ont été réduites au silence au cours d'un processus de dépossession. Ils y voient un potentiel qui, s'il est mobilisé, peut grandement contribuer aux processus du développement et de la transformation sociale, soit pour planifier le développement des femmes, comme l'a proposé Moser (1993), soit pour participer à la prise de décisions, comme l'a proposé Karl (1995). Pour sa part, Krishna Ahooja-Patel (1982, 2007) adopte une perspective féministe du développement pour explorer la dynamique du processus de planification à l'intérieur des Nations Unies.

3. Comment la culture influence-t-elle et assure-t-elle l'autonomisation des femmes³?

L'autonomisation désigne essentiellement le fait de renforcer la capacité des individus à agir pour eux-mêmes afin de changer leur position subalterne et de s'engager dans un processus de transformation sociale. Ce qui est en cause dans ce processus, c'est le pouvoir des connaissances ou, selon la conception de Foucault, le rapport savoir-pouvoir: la mobilisation d'une ressource (les connaissances) qui, dans certaines conditions, peut devenir un puissant moteur de changement. La question de savoir en quoi consistent ces conditions a soulevé beaucoup de débats chez les féministes qui adoptent une approche critique par rapport aux théories et aux pratiques dominantes du développement. Leurs débats concernent les questions de culture, de savoir et de pouvoir. En effet, même si l'autonomisation comporte une dimension psychologique, sous l'aspect du renforcement des capacités, elle est surtout considérée comme une question culturelle. Elle touche donc les ressources enracinées dans la culture d'une société et l'extraction de ces ressources afin de les mettre à la disposition des individus qui s'en serviront pour agir collectivement pour eux-mêmes comme groupe social.

4. L'activité économique ou la participation politique aide-t-elle à autonomiser les femmes⁴?

Les chercheuses féministes prônant un autre développement s'entendent, dans une large mesure, pour dire que l'autonomisation est une condition essentielle du développement et de la transformation sociale. Un autre élément de consensus concerne le fait que les femmes et les pauvres sont les principaux acteurs du développement. Il n'y a toutefois aucune entente quant à la stratégie la plus adéquate ou la plus efficace pour favoriser l'autonomisation; ce sujet devra donc faire l'objet de réflexions et de discussions plus

2. Rowlands, 1997, chap. 2, 7; Mosedale, 2005, p. 243-257; Kabeer, 2003; Parpart, Rai et Staudt, 2002; Kabeer, 1994; Sen et Grown, 1988; Karl, 1995.

3. Mohanty, 2002, p. 499-536; Racioppi et O'Sullivan, 2000.

4. Lairap-Fonderson, 2002; Mahmud, 2003, p. 577-605; Rai, 2002; Freeman, 2001, p. 1007-1037; Kabeer, 2001; Weber, 2002.

poussées. Le microcrédit ou le microfinancement soulève d'autres interrogations. Aide-t-il à autonomiser les femmes, comme le soutiennent les théoriciens du courant dominant, ou contribue-t-il à les priver de leur pouvoir en raison de son effet de démobilisation, comme l'affirme Heloise Weber (2002)? Ce sont les débats sur cette question importante que Kabeer (2001) passe en revue.

5. L'éducation et la santé sont-elles des conditions du développement humain ou de l'autonomisation⁵?

L'éducation et la santé sont des conditions essentielles du développement social, mais ce sont aussi des facteurs importants du « développement humain » (voir le module 26). Il est donc possible de concevoir l'éducation comme une forme de capital, une ressource productive qui, lorsqu'elle est mise à profit, peut accroître le développement économique et, dans une perspective féministe, favoriser beaucoup l'autonomisation. En effet, la scolarisation des jeunes filles et des femmes élargit radicalement leurs possibilités de choix; elle renforce leur capacité d'agir pour elles-mêmes. La question de la santé s'avère plus controversée. Il ne fait toutefois aucun doute qu'une mauvaise santé, l'un des effets de la pauvreté, limite fortement la liberté des femmes et l'éventail de leurs choix. En ce sens, améliorer l'état de santé devient une condition du développement humain (selon la perspective dominante) et une source d'autonomisation (selon la perspective féministe).

6. Les ONG peuvent-elles être une source d'autonomisation⁶?

Selon l'après-consensus de Washington (voir le module 5), pour être durable, le développement doit être participatif et favoriser l'autonomisation des pauvres afin de les transformer en acteurs de leur propre développement. Dans ce contexte, il incombe au gouvernement de fournir un cadre stratégique et institutionnel facilitant. Selon le nouveau paradigme d'« un autre développement », les organisations non gouvernementales (ONG) formant la « société civile » dans les pays du Nord et du Sud doivent servir d'intermédiaires entre les organisations internationales de développement, les donateurs de l'aide au développement et les organisations locales ou communautaires des pauvres. Les ONG doivent prêter assistance à ces divers acteurs pour qu'ils renforcent la capacité des pauvres à agir pour eux-mêmes. C'est en ce sens qu'il est possible de les considérer comme une source d'autonomisation. Petras et Veltmeyer (2001) offrent toutefois une vision assez différente et bien plus critique du rôle des ONG dans le processus du développement.

Quelques textes de référence en français

- BISILLIAT, Jeanne (2000a). « Des mots échoués sans contexte », *Cahiers Genre et développement*, n° 1, p. 69-76.
- BISILLIAT, Jeanne (2000b). « Lutttes féministes et développement: une perspective historique », *Cahiers Genre et développement*, n° 1, p. 19-30
- DAGENAIS, Huguette et Denise PICHÉ (2000). « Conceptions et pratiques du développement: contributions féministes et perspectives d'avenir », *Cahiers Genre et développement*, n° 1, p. 31-40

5. Stambach, 1998; Longwe, 1998, p. 19-26; Heward et Bunwaree, 1998.

6. Shehabuddin, 1999, p. 1011-1044; Mindry, 2001, p. 1187-1211; Parpart, 2002.

- ELSON, Diane (2000). « Les préjugés masculins dans le processus de développement : généralités », *Cahiers Genre et développement*, n° 1, p. 95-104.
- INDA, Norberto (2000). « L'homme: le sexe surévalué », *Cahiers Genre et développement*, n° 1, p. 77-86
- KABEER, Naila (2000). « Triples rôles, rôles selon le genre, rapports sociaux: le texte politique sous-jacent de la formation à la notion de genre », *Cahiers Genre et développement*, n° 1, p. 155-174.
- MARTINEZ, Andrea (2014). « Égalité de genre, décolonisation et développement », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 75-100.
- OVERHOLT, Catherine, Kathleen CLOUD, Mary B. ANDERSON et James E. AUSTIN (2000). « Femmes dans le développement: cadre pour un projet d'analyse », *Cahiers Genre et développement*, n° 1, p. 201-2014.
- PONK, Jan (2000). « Femmes dans le développement, le chemin vers l'autonomie », *Cahiers Genre et développement*, n° 1, p. 87-94.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT – PNUD (2000). « La révolution de l'égalité entre les sexes », *Cahiers Genre et développement*, n° 1, p. 105-116
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT – PNUD (2000). « Le renforcement du pouvoir des femmes », *Cahiers Genre et développement*, n° 1, p. 117-122.

Module 29

L'intégration du genre dans l'économie

Des incidences pour les théories et les pratiques critiques du développement

Fiona MacPhail

Université de la Colombie-Britannique, Canada

L'économie féministe est un champ de recherche relativement neuf. Elle s'appuie sur les visions et les questions critiques issues des recherches dans le domaine de l'économie et d'autres disciplines, dont les théories féministes, mais elle les pousse plus loin. Le présent module illustre la contribution qu'apporte l'économie féministe à une approche critique en études du développement. Il permet de comprendre les limites et les partis pris des théories économiques dominantes du développement, mais aussi d'examiner les avancées des théories économiques féministes sur les ménages et sur les enjeux macroéconomiques. Il révèle enfin le potentiel de transformation que recèlent ces théories féministes pour des questions comme la méthodologie, le développement et la position des femmes.

1. Qu'est-ce que l'économie féministe ? Le genre et la théorie du développement¹

Bien que l'économie féministe soit apparue dès les années 1970, la recherche dans ce domaine s'est accélérée seulement à partir des années 1990. Cette approche met toutefois à profit diverses recherches antérieures comme : les études de l'économie néoclassique à propos de la discrimination salariale fondée sur le genre ; les études de l'économie marxiste sur le travail domestique ; et les études sur les rôles de genre dans le développement économique. L'économie féministe s'inspire aussi des théories féministes et des visions d'autres disciplines. Elle examine, dans une perspective critique, les théories néoclassiques, marxistes et économiques institutionnelles. Elle propose des manières différentes de réfléchir aux conditions matérielles, à l'économie et au bien-être, mais elle tente avant tout d'offrir une explication à la position subordonnée des femmes.

Une des principales caractéristiques de l'économie féministe est sa vision du genre comme construit social qui varie selon le lieu et l'époque. La notion de genre diffère toutefois selon les auteures : pour certaines, il s'agit de rôles sociaux ; pour d'autres, les rapports sociaux de genre se situent à l'intérieur des rapports sociaux de race et de classe. Dans la même veine, les analyses portant sur les sources des inégalités de genre s'intéressent à l'absence d'intégration des femmes dans l'économie de marché ; elles examinent aussi les interactions entre patriarcat et capitalisme. Parmi les autres caractéristiques de l'économie féministe, mentionnons : 1) une méthodologie plus large qui reconnaît l'influence de l'ordre social sur la teneur de la réflexion intellectuelle ; 2) des questions de recherche qui ne

1. Benería, 2003 ; Kabeer, 1994 ; Parpart, Connelly et Barriteau, 2000.

se bornent pas uniquement à la dimension du marché; et 3) une reconnaissance du potentiel transformateur que recèlent les recherches féministes.

2. Les rapports de genre à l'intérieur des ménages²

Cette partie du module aborde la grande question de savoir si un meilleur accès aux ressources facilite l'autonomisation des femmes. S'éloignant de la vision statique et harmonieuse des ménages dans l'économie néoclassique, les économistes féministes reconnaissent que l'accès aux ressources peut être précieux aux yeux des femmes, sans forcément les aider à s'autonomiser. Comme le signale Bina Agarwal, les normes peuvent limiter les objets de négociation possibles, restreindre le pouvoir de négociation, définir les « objets de la négociation » et influencer « la manière dont se déroule le processus de négociation » (traduction libre; Agarwal, 1997, p. 15). La recherche empirique dans ce domaine offre des résultats particulièrement riches et informatifs. Elle étudie la négociation et diverses questions semblables, par exemple le crédit, la migration et les biais sexistes des ratios de population dans divers contextes, comme les zones franches industrielles.

Il est possible d'étudier les textes sur ces thèmes pour évaluer la manière dont ils analysent la nature des rapports sociaux de genre à l'intérieur des ménages. Parmi les textes éclairants figurent ceux de Kabeer (2001) et de MacPhail et Dong (2007), dans lesquels les auteures examinent la dynamique des rapports sociaux de genre au sein des ménages dans divers contextes. Ces documents de référence permettent de discuter de l'utilité des diverses approches féministes et de l'incidence de l'accès aux ressources économiques sur l'autonomisation des femmes.

3. La dynamique du genre et la macroéconomie³

La libéralisation économique bat son plein en Afrique subsaharienne depuis le début des années 1980, soit l'époque où de nombreux pays adoptent des mesures de stabilisation et de restructuration d'une ampleur sans précédent afin de satisfaire aux conditions de la Banque mondiale et des institutions financières internationales pour leur accorder d'autres prêts. Durant toute la décennie 1990 et les premières années du nouveau millénaire (au moins jusqu'à la crise financière mondiale de 2008), les pays du Sud continueront de libéraliser leurs régimes commerciaux, d'encourager les investissements privés et de maintenir leur discipline budgétaire. À partir de 1999, les prêts des institutions financières internationales seront étroitement liés au cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) de la Banque mondiale. Il s'agit d'une reconnaissance explicite du fait que les ajustements structurels n'ont pas réussi à sortir les gens de la pauvreté.

Les décennies d'ajustements structurels seront marquées autant par les mouvements de contestation contre les politiques adoptées et leurs effets que par les politiques elles-mêmes. Si la position critique à l'égard des ajustements structurels est minoritaire vers la fin des années 1980 et au début des années 1990, elle deviendra plus courante par la suite. Il est désormais admis que les taux de croissance prévus n'ont pas été au rendez-vous et que la stimulation souhaitée de la production, du changement technologique et de la recomposition de l'économie s'est montrée pour le moins limitée. Les débats à ce sujet sont très

2. Agarwal, 1997, p. 1-51; Kandiyoti, 1998; Elson et Pearson, 1981, p. 87-108.

3. Elson et Cagatay, 2000, p. 1347-1364; Elson, 1990; Folbre, 1995, p. 73-92; Whitehead, 2005.

importants pour le secteur agricole et pour les habitants des milieux ruraux de l'Afrique. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, une forte proportion de la population vit dans les zones rurales, dépend de l'agriculture pour assurer sa subsistance et connaît des situations de pauvreté. Une autre caractéristique de cette population est que la famille ou, plus exactement, le ménage constitue une institution centrale de l'économie rurale (Whitehead, 2005). L'incidence d'une division du travail fondée sur le genre et la génération s'ajoute donc aux effets de la libéralisation économique. Toutefois, les hommes ou les femmes et les générations subissent d'une manière différente les changements opérés dans le contexte macroéconomique de la production agricole et dans les institutions chargées de fournir les intrants et de répartir les extrants. Whitehead (2005) présente un survol de ces impacts différenciés selon le genre.

Malgré les effets différenciés évidents des politiques macroéconomiques, la conception dominante en macroéconomie – qui étudie l'ensemble des dépenses de consommation, des investissements et des dépenses publiques – semble neutre au point de vue du genre. Il faut donc effectuer une analyse sexospécifique dans une perspective critique et féministe du développement pour révéler le fonctionnement de l'économie selon le genre. Diane Elson et Nilüfer Cagatay (2000) distinguent trois approches pour reconstruire, sur le plan théorique, le fonctionnement d'une macroéconomie tenant compte du genre :

1. l'examen des répercussions différenciées pour les femmes des changements macroéconomiques, notamment les investissements étrangers ainsi que la libéralisation du commerce et du secteur financier ;
2. l'analyse du rapport entre les inégalités de genre dans un secteur donné (p. ex. le marché du travail, l'accès au crédit et aux terres) et les résultats macroéconomiques ;
3. des théories explicatives plus complexes pour rendre compte de la reproduction sociale dans la théorie macroéconomique.

S'inspirant de la troisième approche, Nancy Folbre (1995) analyse les motivations sous-jacentes du travail des soins (*carving*), c'est-à-dire l'altruisme, la réciprocité et le sens des responsabilités. Ces motivations vont à l'encontre de la vision économique néoclassique, où le travail non rémunéré est envisagé uniquement sous l'angle de la prestation d'un service. Encore une fois, il est possible d'aborder les textes proposés en effectuant un survol des progrès marqués dans le domaine de la théorie macroéconomique féministe, puis en analysant des études de cas empiriques.

4. Les femmes et le bien-être : omissions et partis pris sexistes⁴

Par rapport aux questions de pauvreté et de bien-être, les économistes féministes ont apporté une précieuse contribution aux approches théoriques de la « capacité », de l'exclusion sociale et des droits humains, qui tranchent toutes nettement avec les approches traditionnelles axées sur le revenu et divers autres indicateurs. L'approche basée sur la « capacité », formulée par Amartya Sen pour analyser la pauvreté et le développement, comporte de nombreuses améliorations par rapport à l'approche traditionnelle de l'utilité et des ressources. Toutefois, selon Martha Nussbaum (2003), il faut préciser davantage les idées de Sen. Ingrid Robeyns (2003) pousse plus loin cette thèse et décrit une méthode efficace pour discuter des indicateurs de la « capacité » tout en tenant compte du genre. L'approche de

4. Kabeer, 2006, p. 64-78 ; Nussbaum, 2003, p. 33-59.

l'exclusion sociale illustrée par Naila Kabeer (2006) examine comment divers mécanismes sociaux, dont la classe, la caste et l'emploi, appauvrissent les femmes.

Une approche critique en études du développement permet d'examiner et d'évaluer, sous l'angle de l'économie féministe, les effets sur les femmes du CSLP de la Banque mondiale. Les textes de Whitehead (2005) et de Zuckerrman (2003) offrent une évaluation féministe critique du CSLP. Il est possible de les utiliser comme documents de référence, puis de soumettre à une analyse de genre le cadre stratégique d'un pays particulier.

5. Des politiques et des outils économiques sexospécifiques⁵

Cette partie du module concerne les politiques et les outils économiques utiles pour analyser les inégalités de genre. Ces politiques et ces outils économiques pourraient aider à améliorer la position des femmes, car ils donnent un aperçu des actions à l'échelle nationale et internationale, des transferts directs aux femmes et aux services publics, et des réseaux de femmes.

La communauté du développement utilise ainsi le budget établi à partir d'une « analyse comparée selon le sexe » pour comprendre comment les politiques macroéconomiques peuvent influencer les inégalités de genre. Des gouvernements nationaux (p. ex. en Afrique du Sud) et des organisations non gouvernementales (p. ex. au Mexique) utilisent l'analyse comparée selon le sexe pour préparer leurs budgets. Diane Elson (2004) note que ces types de budgets font de plus en plus l'objet d'études, mais qu'ils ont parfois une influence limitée lorsqu'il s'agit d'apporter des améliorations dans un contexte où « les gouvernements, surtout dans les pays du Sud, contrôlent de moins en moins les décisions relatives aux finances publiques » (traduction libre; Elson, 2004). Puisque de nombreux pays élaborent leurs budgets à partir d'une « analyse comparée selon le sexe », il est possible d'examiner les différents aspects de ces budgets et de mesurer les degrés variables de succès de diverses expériences nationales.

Pour améliorer les conditions des travailleurs dans le secteur formel, des auteurs proposent différents moyens : 1) l'application de normes internationales par divers mécanismes, y compris la possibilité d'ajouter des sanctions commerciales à l'Organisation mondiale du commerce; 2) des mesures comme le bilan social, effectué par des organisations non gouvernementales; et 3) les pressions du public. Certaines économistes féministes, dont Kabeer (2004), considèrent que les normes internationales du travail sont une forme de protectionnisme du Nord susceptible de causer des pertes d'emplois ou leur déplacement vers le secteur informel. D'autres économistes féministes privilégient certains types d'outils et d'actions en matière de politiques économiques.

Afin de tenir compte des problèmes auxquels se heurtent les femmes dans le processus du développement, les gouvernements ont modifié les politiques publiques sous trois aspects : 1) les budgets (élaborés à l'aide d'une analyse comparée selon le sexe); 2) les conditions de travail (soumises aux normes internationales du travail); et 3) l'état des revenus (le revenu de base). Les textes proposés explorent les répercussions de ces politiques publiques

5. Budlender, 2000, p. 1365-1378; Budlender, Elson, Hewitt et Mukhopadhyay, 2002; Elson, 2004, p. 623-642. [budgets de base]; Berik et Van der Meulen Rodgers, 2007; Kabeer, 2004, p. 3-35 [normes internationales du travail]; Robeyns, 2007; McKay, 2007, p. 337-348 [revenus de base]; Benería et Bisnath, 2003; DAWN, 1995, p. 2001-2004; Moghadam, 2005b; Rowbotham et Linkogle, 2001 [réseaux transnationaux].

sur la situation des femmes, sur leurs rapports avec les hommes et sur leur participation au processus du développement. Fait important à souligner, ce sont les femmes elles-mêmes qui ont entrepris des actions pour tirer parti des occasions. Par leurs actions et leurs organisations collectives, elles ont renforcé leurs capacités. Elles se sont mobilisées afin de défendre leurs droits et de protéger leurs moyens d'existence, surtout en formant des réseaux internationaux et transnationaux (Moghadam, 2005b).

Un texte de référence en français

AYESHA, Imam, Amina MAMA et Fatou Sow (2004). «L'analyse de genre et les sciences sociales en Afrique», dans Imam Ayesha, Amina Mama et Fatou Sow (dir.), *Sexe, genre et société, engendrer les sciences sociales africaines*, Paris-Dakar, CODESRIA-Karthala, p. 48-71.

Section 10

La culture, les connaissances et l'éducation pour le développement

Durant les années 1960 et 1970, les théoriciens du développement ont formulé des approches critiques en s'inspirant du paradigme de « l'économie politique radicale » dont le cadre analytique et explicatif exclut, dans une large mesure, la culture. Peter Worsley a été l'un des premiers critiques à combler cette lacune en publiant *The Three Worlds* en 1984. Cet ouvrage d'une portée extraordinaire, d'une vision inouïe et d'un grand éclectisme théorique est bien plus qu'une étude du tiers monde contemporain. Il examine les aspects culturels, économiques et politiques du développement dans le monde entier, de la préhistoire à nos jours. Pour cette raison, l'ouvrage de Worsley mérite de figurer parmi les classiques incontournables pour une approche critique en études du développement.

Dans son ouvrage, Worsley passe d'abord en revue les théories du développement, puis il opère une synthèse des approches marxistes et anthropologiques. À son avis, la culture – c'est-à-dire l'ensemble des valeurs et des croyances communes d'une société – est un élément clé, mais absent des approches traditionnelles de la sociologie du développement. La même observation s'applique aux approches traditionnelles de l'économie du développement qui négligent non seulement la culture, mais aussi les dimensions politiques et sociales. Pour sa part, Worsley place au centre de son analyse des thèmes tels que les rapports entre ethnicité, nationalisme et classe sociale. Suivant la culture intellectuelle et politique dominante à l'époque, cet auteur a tendance à accorder une place marginale à la question du genre, comme tant de marxistes, mais aussi de théoriciens et de praticiens traditionnels. Dans les années 1980, cette question deviendra toutefois extrêmement importante dans la pensée critique en général et dans l'approche critique en études du développement en particulier, comme le signale Jane Parpart dans le module 28.

Dans le module 7, Ronaldo Munck observe que la culture est un concept fortement contesté dans les années 1980, mais qu'elle est devenue un facteur clé dans la gestion du développement et dans la critique radicale adressée au courant de pensée dominant. De nombreux théoriciens et praticiens ont alors relevé le défi, lancé par Worsley, d'élaborer le « concept manquant » de culture en proposant une approche de l'après-développement qui critique les approches dominantes et alternatives (Tucker, 1997). Parmi ces auteurs, Vincent Tucker soutiendra l'idée que « toute réflexion à propos du développement doit reposer sur une conceptualisation de la culture en tant que processus dynamique et conflictuel » (traduction libre ; Tucker, 1999, p. 17). Pour Munck, la meilleure façon d'interpréter ce changement d'orientation consiste à considérer qu'il a introduit les aspects politiques de la culture dans les théories critiques du développement, c'est-à-dire qu'il a proposé une critique culturelle du développement. Ainsi, ajoute Munck, « la critique culturelle du développement a rejoint le terrain de la théorie des mouvements sociaux qui offre une riche compréhension des "aspects culturels de la politique et des aspects politiques de la culture" » (traduction libre ; Alvarez, Dagnino et Escobar, 1998).

Dans le module 30, Aradhana Parmar note que la culture peut servir à trois grands usages : 1) comme moyen de différencier les diverses façons d'exprimer les croyances et les valeurs dominantes d'une société ; 2) comme condition, donc comme explication, du développement économique et social ; et 3) comme ressource pour le développement, donc comme outil pour mobiliser les individus et pour les inciter à passer à l'action en vue d'obtenir des changements progressistes ou radicaux.

En ce qui concerne la culture comme ressource pour le changement et le développement, une approche critique ne se préoccupe ni des valeurs ou croyances d'une société ni des actions inspirées de ces valeurs ou croyances pour expliquer pourquoi certaines sociétés « se développent, mais d'autres non ». L'approche critique s'intéresse plutôt au pouvoir des connaissances comme sources d'autonomisation. Dans le module 7, Munck note à ce sujet que les connaissances sont devenues importantes dans les années 1980, mais pas en raison de leur rôle dans le processus du développement en tant que sources et formes de capital humain. Elles ont plutôt pris de l'importance en raison de leur potentiel subversif comme source d'autonomisation, ressource pour l'action et outil pour un changement radical.

Fait intéressant, vers la fin des années 1980, « la connaissance pour le développement » est aussi devenue un thème important de l'approche dominante du développement. Cela ressort bien dans le *Rapport sur le développement dans le monde* de 1989-1990, où la Banque mondiale présente une analyse approfondie de l'éducation pour « l'économie du savoir » ; elle y signale que les connaissances sont une ressource productive et un actif pour le développement humain, social et économique. Cet intérêt croissant pour « l'économie du savoir » – de nombreux sociologues ont aussi parlé de « la société de l'information » – a incité la Banque mondiale à produire, en 2000, une étude poussée sur le domaine de la recherche et développement (l'application de la recherche scientifique à la production économique) et sur le rôle des technologies de l'information et des communications (TIC). Ces dernières années, l'Institut de la Banque mondiale a réalisé diverses études sur le rôle des TIC dans le développement mondial. Il en a publié les résultats sous la forme de livres, de multiples études de cas et d'une série de documents de travail. Les auteurs du module 31 passent en revue certains de ces résultats, puis ils analysent, à l'aide d'une approche critique, les problèmes notés.

Dans le module 32, l'auteur traite de l'éducation en tant que moyen de production de connaissances et d'acquisition de compétences. À ce titre, l'éducation a toujours été un facteur important du développement à la fois comme ressource productive et comme forme de capital (compétences) à exploiter pour assurer les développements économique et « humain ». Le concept du développement humain, que nous devons au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), désigne un moyen de renforcer les capacités d'épanouissement des sociétés et des individus, d'accroître la capacité des individus à réfléchir librement et à agir, donc à mieux vivre la transition vers le marché du travail et à élargir la diversité de choix et leurs perspectives d'avancement.

Cette approche où l'éducation est considérée sous l'angle de l'accumulation de capital humain transparait dans l'édition de 1980 du *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale et dans le concept de « développement humain » du PNUD. D'une manière plus générale, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'en inspire depuis des années pour mener son travail, dont elle fait état chaque année dans le *Rapport mondial de suivi*. Elle y précise que le développement signifie « l'éducation

pour tous», mais aussi que l'éducation est un facteur important du développement économique et social. Dans les éditions de 1980 et de 1990 du *Rapport sur le développement dans le monde*, toutes deux consacrées à la pauvreté, la Banque mondiale reprend le constat d'études antérieures soulignant le rôle de l'éducation comme source et condition du développement, notamment par rapport à ce qu'elle juge être un facteur sociologique essentiel du développement : la « transition de l'école au marché du travail ». D'après la Banque mondiale et le PNUD, cela signifie l'acquisition des compétences et l'élargissement des choix afin de permettre aux individus de mieux tirer parti des possibilités, ce qui aura en fin de compte pour résultat de stimuler le développement économique et social.

Module 30

La matrice culturelle du développement et du changement¹

Aradhana Parmar

Université de Calgary, Canada

La culture a-t-elle de l'importance pour le développement? Qu'est-ce que l'analyse culturelle peut offrir à l'étude du développement? La culture peut-elle servir de variable pour expliquer le processus du développement? La culture favorise-t-elle ou empêche-t-elle le développement? Peut-elle servir d'outil pour opérer des changements progressistes? Est-il possible d'élaborer une forme d'analyse culturelle pour l'étude du développement? Pourquoi vouloir maintenant intégrer la culture dans les théories du développement après l'avoir négligée pendant des années?

À l'origine, l'étude du développement se trouve sous l'emprise des perspectives économiques. Or, les économistes ont peu d'intérêt, voire aucun, pour des facteurs non économiques comme la culture (Crush, 1995). Durant 60 ans, les théories du développement ont vaguement mentionné divers facteurs comme la croissance économique, le colonialisme, la dépendance, l'environnement et les marchés mondiaux pour expliquer la présence ou non du développement. Vu l'échec de nombreux modèles explicatifs, il n'est guère surprenant que la culture ait été évoquée pour corriger des discours imprégnés d'eurocentrisme (Pieterse, 1996, p. 190). De plus en plus, les théoriciens et les praticiens du développement ne se tournent plus vers la culture comme une simple variable explicative, comme une affaire de valeurs et de technologies (le savoir endogène, par exemple). Ils considèrent désormais qu'elle est non seulement une ressource ou un outil pour opérer des changements progressistes profonds, mais aussi une composante « politique » (Alvarez, Dagnino et Escobar, 1998).

Selon le *Concise Oxford Dictionary*, le sens original du mot anglais « culture » désigne le travail du sol, l'élevage et la production (des abeilles, des huîtres, des poissons, de la soie, des bactéries). Aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles, le terme prend un sens figuré pour englober le fait de cultiver son esprit et son intelligence. Au *xx^e* siècle, la notion de culture a généralement acquis un sens anthropologique, à savoir « le mode de vie complet d'une société : ses valeurs, ses pratiques, ses symboles, ses institutions et ses rapports humains » (traduction libre; Clifford Geertz, 1983).

La culture attire l'attention sur les différences : la diversité des valeurs, des pratiques, des croyances et des « façons de faire ». En ce sens, elle n'est ni homogène ni statique ; elle constitue plutôt un phénomène multidimensionnel qui varie et évolue. La culture peut inspirer et enrichir l'action, servir de moyen de mobilisation et fournir des symboles pour les luttes

1. Alvarez, Dagnino et Escobar, 1998 ; Crush, 1995 ; Escobar, 1995 ; Pieterse, 1996 ; Sen, 2004 ; Radcliffe, 2006 ; Tucker, 1997.

contre l'hégémonie. Elle peut toutefois aussi diviser les populations, devenir un instrument d'oppression ou une source de conflits, comme dans le « choc des civilisations » décrit par Samuel Huntington (1993).

D'après Vincent Tucker (1997), la culture n'est ni un objet ni un domaine, mais plutôt une manière de voir, un moyen de savoir. La plus importante tâche consiste donc à réfléchir aux difficultés méthodologiques de l'analyse culturelle en ce qui concerne notamment la production du savoir, la construction du sens et la transformation du savoir en pouvoir (Pieterse, 1996). C'est ainsi qu'Amartya Sen (2004) envisage la culture comme une ressource pour l'étude et la pratique du développement dans son excellent article « How does culture matter ».

1. La culture et le développement : des perspectives théoriques²

Des auteurs ont signalé que la culture est une dimension relativement négligée, voire entièrement absente de l'analyse du développement. Pour combler cette lacune et pour éclairer les liens entre culture et développement, il importe d'abord de définir la notion même de développement. Il va sans dire que cela dépend de la perspective théorique et du contexte historique. Dans les années 1950 et 1960, le développement signifiait généralement la croissance économique, les gains matériels et la consommation. Dans les années 1970, l'entreprise du développement a été réorientée vers la satisfaction des besoins essentiels des populations et la réduction de la pauvreté absolue dans les pays en développement alors regroupés sous le vocable de « tiers monde ». Le sens et l'usage du terme « développement » sont vivement contestés, comme c'est le cas pour le terme « culture ».

Par exemple, la signification du mot « développement » pour un paysan pauvre au Mexique ou au Bangladesh sera totalement différente de celle d'un moine tibétain, d'un musulman au Moyen-Orient ou d'un fonctionnaire en Chine (Tucker, 1997, p. 4). Dans une perspective culturelle, le développement a trait aux êtres humains. Par conséquent, le fait de ne pas respecter les croyances, les idées, les valeurs, les sentiments et les façons de faire des individus rend impossible le développement humain, au sens strict de ce terme (Tucker, 1997 ; Escobar, 1995). En effet, les stratégies de développement reposent forcément sur la culture puisqu'il est impossible d'agir à l'extérieur de la culture (Pieterse, 1996, p. 185). Autrement dit, le développement est ancré dans la culture.

Que les théories du développement soient traditionnelles ou radicales, elles n'échappent pas au relativisme culturel. Par exemple, la théorie de la dépendance convient peut-être plus à l'Amérique latine qu'à d'autres pays et le Moyen-Orient continue de résister aux normes occidentales de la modernité. Selon Sardar (1996), l'idée même du développement est une construction culturelle de la civilisation occidentale et elle n'a, pour ainsi dire, aucun sens ni aucune pertinence pour les musulmans. De même, Samir Amin (2008) utilise la culture pour élargir son analyse marxiste des « modes de production » afin de remettre en question l'eurocentrisme présent dans l'étude du développement.

Constatant l'arrogance culturelle et l'eurocentrisme du paradigme de la modernisation élude toutefois la question fondamentale du pouvoir associé à la production du savoir. Escobar (1995) a étudié le développement comme système culturel en utilisant l'approche foucauldienne de l'analyse du discours. À son avis, le système de production des connaissances

2. Alvarez, Dagnino et Escobar, 1998 ; Escobar, 1995 ; Radcliffe, 2006 ; Tucker, 1997.

est divisé selon un axe Nord-Sud, tout comme c'est le cas pour le processus économique de la modernisation. La domination du Nord apparaît comme une expression du néocolonialisme qui a permis aux idéologies occidentales de créer un « mécanisme de contrôle » du développement dans le « tiers monde », ce dernier terme désignant un concept construit pour assurer la domination au sein d'un rapport de pouvoir. Lorsque la culture sert de mécanisme de contrôle, les individus sont dépouillés de leur identité et ils deviennent incapables de s'autodéterminer ; ils cessent d'être des acteurs autonomes et ils adoptent les projets, les rêves, les valeurs et les significations que leur proposent les autres. Aux yeux des responsables du développement, leurs sociétés semblent stagnantes, incapables d'orienter leur développement, et constituent même un obstacle au développement. De plus, le développement étant un concept normatif, il est inévitablement construit comme s'il était réalisé « pour le bien » de ces sociétés (Tucker, 1997, p. 6-7).

Pour que la culture devienne un outil de changement, il faut d'abord en déconstruire le concept à la fois dans la théorie et dans la pratique du développement. Cela signifie non seulement de déconstruire le concept de culture lorsqu'il sert de variable explicative dans la théorie du développement, mais aussi de révéler sa présence même lorsqu'il semble absent. Il devient alors essentiel d'aborder les questions épistémologiques et méthodologiques au lieu de se contenter « d'ajouter la culture et de remuer » (Tucker, 1997, p. 2 ; Pieterse, 1996, p. 184).

2. La modernisation et le changement : passer des valeurs de la modernisation à celles du capitalisme³

La modernisation, le paradigme dominant du développement, porte fortement l'empreinte de l'hégémonie capitaliste occidentale ; elle a hypnotisé « les pauvres avec la perspective d'une abondance de richesses et d'une lueur d'espoir » (traduction libre ; Williams, 2001). L'américanisation de la théorie de la modernisation a servi à séduire les gouvernements des pays du Sud afin qu'ils adhèrent à la combinaison ethnocentrique de la modernisation et du capitalisme, en plus d'accepter les valeurs et les institutions occidentales.

Ces dernières années, de nombreux économistes du développement se sont tournés vers l'étude classique des origines du capitalisme, du sociologue Max Weber, pour découvrir les conditions et les sources culturelles du développement économique. Le texte de Harrison (1985) ainsi que *Culture Matters: How Values Shape Human Progress* de Harrison et Huntington (2000) illustrent bien ce regain d'intérêt pour la dimension culturelle du développement économique. Fait intéressant, Harrison et ses collaborateurs situent l'origine du développement capitaliste non pas dans la culture occidentale, comme l'ont fait les théoriciens de la modernisation dans les années 1950 et 1960, mais plutôt dans les valeurs intrinsèques de la culture asiatique. Harrison (1985) explique de cette manière le succès relatif de nombreuses sociétés asiatiques qui, contrairement aux sociétés latino-américaines, ont réussi à atteindre des taux élevés de croissance économique et à faire leur entrée dans le monde moderne. Harrison, Huntington et leurs collègues insistent donc sur les facteurs culturels, et non sur les facteurs économiques ou politiques, pour expliquer pourquoi certains pays se développent et d'autres, pas. Dans ce cas, la culture sert d'outil explicatif, mais elle n'offre pas une source d'inspiration pour l'action, comme elle le fait dans l'approche

3. Harrison, 1985 ; Harrison et Huntington, 2000 ; Williams, 2001, p. 311-324.

critique du développement. D'après Harrison, si les Latino-Américains avaient eu une mentalité empreinte de culture asiatique, ils auraient pu se développer. Selon cette variante de la théorie de la modernisation, ce qui doit changer c'est la culture.

3. Le choc des civilisations et le rôle des conflits culturels⁴

Dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Max Weber n'établit pas de relation de causalité entre le calvinisme et le capitalisme, il se contente de démontrer leurs « affinités électives ». Pourtant, son ouvrage est souvent cité pour soutenir qu'une culture particulière constitue une condition du développement. Weber avance une thèse plus subtile, qui ne saurait conduire au diagnostic pratique selon lequel il suffit d'insuffler plus de valeurs calvinistes dans les cultures non occidentales pour améliorer leurs perspectives de croissance, comme l'affirment implicitement Harrison et Huntington, mais aussi d'autres auteurs. Selon une variante de l'hypothèse du « choc des civilisations » de Huntington, les règles et les normes défavorables à la mobilité et à l'investissement ont une grande incidence sur la pauvreté et sur les faibles taux de croissance. Le défi pour le développement consiste alors à réformer la culture en inculquant plus d'idées orientées vers la mobilité et la croissance, par l'intermédiaire de l'éducation ou par d'autres moyens permettant de transformer « les cultures toxiques ». Ainsi, comme l'affirment certains théoriciens de la modernisation, la culture non occidentale ou « traditionnelle » devient l'ennemie, car elle est une voix du passé empêchant les sociétés de fonctionner dans le monde moderne. Il va sans dire qu'il faut déconstruire toute cette approche et la rejeter totalement, malgré son effort louable pour ramener la culture dans l'analyse de la problématique du développement.

4. La culture et l'après-développement : savoir et pouvoir dans le processus du développement⁵

L'analyse culturelle s'intéresse particulièrement à la production des connaissances et à la construction du sens, mais elle intègre aussi les voix locales (Tucker, 1997, p. 11). Avec le « virage culturel », le discours du développement s'est ouvert à d'autres options que la modernité. Dans les années 1990, l'adoption explicite de la perspective de « l'après-développement » a permis de franchir un pas de plus. Les chercheurs affirment alors que les processus de changement structurel, voire de transformation, évoqués dans les discours modernistes sont littéralement sortis de l'imagination de leurs auteurs et servent de moyens de contrôle social.

Alors, où nous mènent les théoriciens de l'après-développement avec leur critique sociale du développement dominant ? En fait, des tendances très distinctes se dégagent de leurs travaux (pour un survol de diverses perspectives, voir Crush, 2005). Certaines versions de l'après-développement reprennent, sous de nombreux aspects, les critiques antimodernes classiques ou les critiques romantiques de la modernité. Même après un demi-siècle, le développement n'a pas rempli ses promesses optimistes initiales. Il devient donc parfaitement compréhensible que des théoriciens veuillent trouver une source d'inspiration en se tournant vers l'époque antérieure à la formulation du concept de développement. Mis à part un agréable sentiment de satisfaction, la théorie de l'après-développement apporte

4. Huntington, 1993, p. 22-49 ; Williams, 2001, p. 311-324.

5. Crush, 1995 ; Esteva, 1992 ; Pieterse, 2001 ; Tucker, 1997, introduction.

toutefois bien peu aux débats actuels sur la mondialisation et sur les moyens par lesquels les réseaux sociaux d'opposition peuvent en combattre, dans la pratique, les effets négatifs. Cette théorie n'offre certainement pas une stratégie de rechange plausible pour le développement (voir Pieterse, 2001, pour une critique constructive de l'après-développement).

5. Le passage du nationalisme postcolonial à la mondialisation et à l'impérialisme culturel⁶

Il est possible de conceptualiser et de théoriser les événements mondiaux et les changements marquants des 20 dernières années du développement capitaliste à partir de trois grands concepts : « le développement », « la mondialisation » et « l'impérialisme » (Petras et Veltmeyer, 2005a). Selon Tucker (1997), les théories du postmodernisme, du postcolonialisme et de la mondialisation sont toutes des manifestations d'un virage culturel qui conteste à la fois les théories traditionnelles et les théories radicales du développement. Chacune de ces théories propose un angle différent pour comprendre la dynamique de la culture.

Dans *The Lexus and the Olive Tree*, Thomas Friedman définit sa conception de la mondialisation ainsi : « la capacité d'une culture, lorsqu'elle rencontre d'autres cultures fortes, à absorber les influences qui cadrent naturellement avec elle et qui peuvent l'enrichir, à résister aux éléments vraiment étrangers et à séparer les éléments qui, tout en étant différents, peuvent néanmoins être appréciés et célébrés pour leur différence » (traduction libre ; Friedman, 2000, p. 295). Autrement dit, pour Friedman, la mondialisation positive signifie qu'une fillette japonaise peut se rendre dans un restaurant McDonald à Tokyo pour « goûter la nourriture et le mode de vie américains ». La mondialisation négative serait que cette fillette descende de l'avion à Los Angeles et s'étonne de voir « qu'il y a aussi des McDonald en Amérique ». Cette fillette devrait en effet savoir que ces restaurants ne font pas partie de la culture japonaise. Sinon, nous allons vers un monde très terne, rempli de Lexus, mais sans oliviers.

Robert Balfour (2007) adopte une approche postcoloniale pour explorer les ouvrages de fiction de V.S. Naipaul, dans lesquels la culture apparaît comme un « phénomène de la mondialisation », une « conséquence de l'impérialisme et de la décolonisation ». Pour Balfour, « la mondialisation se distingue du postcolonialisme dans les interactions qu'elle suscite entre les classes et les nations marginalisées et ceux qui, en vertu de leur classe, de leur pouvoir économique ou de leur race sont [...] au centre, au XXI^e siècle » (traduction libre ; Balfour, 2007).

L'idée principale des études économiques sur la mondialisation et des études sociologiques sur la modernisation est que l'éducation et le travail rémunéré sont des voies de mobilité sociale et d'avancement personnel. Balfour fait ainsi allusion aux romans *La moitié d'une vie* (2001) et *Semences magiques* (2004) de Naipaul, où les individus devenus chômeurs sont des migrants instruits et qualifiés. À son avis, cette situation réfute le mantra de la mondialisation selon lequel, peu importe la race, la classe ou le genre, l'éducation et le travail demeurent les principales voies d'avenir dans le contexte postcapitaliste postmoderne, c'est-à-dire qu'ils offrent des moyens d'échapper à la pauvreté ou de connaître la

6. Adams, Gupta et Mengisteab, 1999 ; Agyeman, 2007 ; Balfour, 2007, p. 1-21 ; Pieterse, 2004, p. 41-58 ; Friedman, 2000.

mobilité sociale. Toutefois, affirme Balfour en faisant allusion aux deux romans de Naipaul, mais en empruntant les mots d'Amin, dans le contexte postcolonial de la mondialisation néolibérale: «l'exclusion et la marginalisation sont devenues des aspects permanents du paysage» (traduction libre; Amin, 1999, p. 17).

La culture est donc une dimension essentielle du développement et de la mondialisation. Elle peut toutefois être aussi conceptualisée comme une forme d'impérialisme, c'est-à-dire le pouvoir qu'exerce un groupe ou une classe pour établir sa domination culturelle ou son hégémonie idéologique. Dans ce contexte, «l'impérialisme culturel» suppose deux facteurs importants: les effets sur une autre culture et le pouvoir coercitif nécessaire pour y parvenir. Cet impérialisme culturel étroitement lié au postcolonialisme et à l'orientalisme se manifeste à travers le rapport savoir-pouvoir dans la problématique du développement. Il s'exprime aussi par l'intermédiaire des forces du marché qui créent la demande de biens culturels. La consommation mondiale de produits américains comme la musique, les sports ou les émissions de télévision et, en particulier, la consommation des jeunes prouvent clairement le pouvoir de l'impérialisme culturel dans le processus du développement.

6. Le savoir endogène comme ressource pour un autre développement et pour le changement social⁷

Dans le contexte du développement, le terme «savoir endogène» apparaît pour la première fois en 1979; le groupe sur la Stratégie internationale du développement, dirigé par Robert Chamber, à l'Université du Sussex, a alors mis l'accent sur «les connaissances techniques traditionnelles» (Warren *et al.*, 1989). Selon D. Michael Warren et ses collaborateurs, la notion du savoir endogène désigne un «savoir unique, propre à une culture ou à une société particulière, qui diffère du système international des connaissances produites dans le réseau mondial des universités et des établissements de recherche» (traduction libre; Warren *et al.*, 1995, p. xv). Il est également connu sous diverses autres appellations: «savoir local», «savoir populaire», «savoir des populations rurales», «connaissances environnementales traditionnelles» et «savoir non occidental». Devant l'échec des modèles occidentaux de développement (le développement descendant ou la théorie de la dépendance), le mouvement en faveur de l'intégration du savoir endogène gagne sans cesse du terrain.

Selon Escobar (1995), le savoir occidental, combiné au régime et au discours du développement, favorise la suppression d'autres formes de savoir, y compris celui des peuples du «tiers monde». L'intérêt à l'égard des connaissances et des cultures locales atténué «l'ethnocentrisme» du savoir occidental en offrant un nouveau cadre pour analyser le développement, en particulier le développement durable. Fernando soutient toutefois que «l'usage du savoir endogène dans le développement durable [est] un autre exemple de la capacité du capitalisme à configurer le développement selon ses propres impératifs. Au lieu d'être un instrument de développement durable, le savoir endogène est devenu un moyen de discipliner et de gérer la diversité des systèmes de connaissances et les cultures dans lesquelles ces systèmes s'enracinent pour répondre au besoin d'expansion du capital» (traduction libre; Fernando, 2003, p. 54).

Le savoir endogène est considéré comme un savoir local en raison de son origine et de sa possibilité d'application dans les communautés locales. Il semble ainsi y avoir une

7. Briggs, 2005, p. 99-114; Briggs et Sharp, 2004, p. 661-676.

dichotomie entre le savoir endogène et les systèmes universels de connaissance, ce qui exige de les concilier. Toutefois, comme le signale Clifford Geertz, « dans le système solaire, la terre est locale ; dans la galaxie, le système solaire est local ; et dans l'univers, la galaxie est locale » (traduction libre ; Geertz, 1983). À l'intérieur des institutions transnationales, l'État est local ; à l'intérieur des États, la région est locale ; à l'intérieur de la région, la communauté est locale, et ainsi de suite. Toujours selon Geertz (1983, p. 132), ce qui est local se définit par rapport à ce qui ne l'est pas, donc par rapport à son opposé. Cette relation dichotomique (dont Geertz conteste l'utilité) ne se borne pas à l'opposition entre savoir local et savoir universel, elle concerne aussi les différentes formes de savoir local. Enfin, ajoute Geertz, toute forme de politique étant forcément locale, toute connaissance l'est forcément aussi. Personne ne peut tout connaître : cela vaut aussi bien pour le savoir rural et le savoir populaire (sous ses multiples formes) que pour le savoir occidental ou non occidental.

Quelques textes de référence en français

- ABOU, Selim (1981). *L'identité culturelle : relations interethniques et problèmes d'acculturation*, Paris, Anthropos.
- AMSELLE, Jean-Loup (1985). « Ethnies et espaces : pour une anthropologie topologique », dans Jean-Loup Amselle et Elikia M'Bokolo (dir.), *Au cœur de l'ethnie : ethnies, tribalisme et état en Afrique*, Paris, La Découverte, p. 11-48.
- CALOSCI, Alain (2008). « L'éducation informelle comme lien entre éducation et développement », dans Alain Calosci, *Éducation, culture, développement : quelles relations ? Exemple de la Guinée Conakry*, Paris, L'Harmattan, p. 245-275.
- EL OUANSAIDI, Naima (2010). *L'éducation de la femme rurale dans le processus de développement local, alphabétisation à Al Hoceima dans la région naturelle du Rif (Maroc)*, thèse de doctorat, Rimouski, Université du Québec à Rimouski.
- GAUTHIER, Roberto (2005). *Le rapport à l'institution scolaire chez les jeunes amérindiennes en fin de formation secondaire : contribution à la compréhension du cheminement scolaire chez les Autochtones*, thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal.
- GODELIER, Maurice (2009). *Communauté, société, culture : trois clefs pour comprendre les identités en conflits*, Paris, CNRS.
- HENRY, Paul-Marc et Basile KOSSOU (1985). *La dimension culturelle du développement*, Lomé, Nouvelles Éditions africaines.
- HERMET, Guy (2000). *Culture et développement*, Paris, Presses de Sciences Po.
- KELLERMANN, Luce (1992). *La dimension culturelle du développement. Bibliographie sélective et annotée 1985-1990*, Paris, L'Harmattan/Unesco.
- KHÖL, Lê Thành (1984). « Culture et développement », *Revue Tiers monde*, vol. xxv, n° 97, p. 9-28.

Module 31

Le savoir et la technologie pour le développement

Alexander Borda-Rodriguez
Université Saint Mary's, Canada

Sam Lanfranco
Université York, Canada

Le savoir sur le développement fait partie du patrimoine commun [...] Il faut toutefois un partenariat international pour pouvoir le cultiver et le diffuser. Les relations du Groupe de la Banque mondiale avec les gouvernements et les organisations sur toute la planète, et notre réservoir unique d'expériences de développement dans de multiples secteurs et pays nous permettent de jouer le rôle de chef de file dans ce nouveau partenariat mondial de connaissances. Nous sommes engagés depuis longtemps dans des activités de recherche et de diffusion à propos des leçons du développement. La révolution des technologies de l'information donne toutefois plus de valeur à ces efforts en élargissant de beaucoup leur portée. Nous devons devenir, en effet, la Banque du savoir (traduction libre; Wolfensohn, 1996, cité dans Lobe, 2001).

1. Le savoir, la science et la technologie dans le processus du développement¹

Une plus grande production est la clé de la prospérité et de la paix. Et la clé d'une plus grande production réside dans l'application plus large et plus vigoureuse des connaissances scientifiques et techniques modernes (traduction libre; Harry Truman, 1949).

La connaissance scientifique sert à inventer puis à développer de nouvelles technologies afin d'accroître la production dans l'agriculture et l'industrie. Elle constitue donc un aspect essentiel du développement. C'est aussi le mécanisme fondamental pour accroître la productivité: c'est-à-dire augmenter la production tout en réduisant l'apport de la main-d'œuvre, laquelle est la principale source de la valeur attribuée aux produits sur le marché et de la production à valeur ajoutée. En ce sens, la conversion technologique de la production a des effets révolutionnaires pour le développement, car elle entraîne un processus de transformation productive à long terme. Les deux textes proposés de Surendra Patel, ancien directeur de la Division de la technologie et du développement économique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, explorent la

1. Patel, 2005, 2007; Smith, 2002.

dynamique de la transformation technologique dans les pays en développement. Cette dynamique concerne la recherche, les investissements productifs, l'innovation, le transfert, l'adaptation et la conversion matérielle.

L'hypothèse selon laquelle les pays pauvres ne posséderaient pas de connaissances scientifiques a été l'une des principales raisons invoquées pour justifier les interventions en matière de développement depuis les années 1950. L'hypothèse « du manque de connaissances » a aussi été au cœur des débats au sujet de l'éradication de la pauvreté. Tarp (2000) et Degnbol-Martinussen et Engberg-Pedersen (2003) ont présenté une analyse historique du développement et de l'aide étrangère dans laquelle ils traitent des débats autour de cette question. Toutefois, leurs travaux omettent d'examiner, d'une manière critique, le rôle majeur que les connaissances jouent dans les interventions relatives au développement ou dans les objectifs du programme de développement international. Ce rôle a d'ailleurs récemment retenu l'attention avec le constat que la technologie, sous la forme de connaissances, est un facteur important, mais trop peu théorisé du développement. En fait, les connaissances peuvent même s'avérer plus importantes que les facteurs jugés prépondérants dans les théories traditionnelles du développement, à savoir le capital, le travail et la terre.

2. Le développement fondé sur le savoir et l'assistance technique²

Accélérer le développement des pays et de leurs peuples en investissant des ressources, en transférant des connaissances, en créant des possibilités et en favorisant des réformes (traduction libre; Objectif stratégique, USAID, 2004).

À la fin des années 1940, la coopération internationale pour l'aide étrangère concernait l'assistance financière et technique, c'est-à-dire le transfert Nord-Sud. À partir des années 1950, le principal objectif de « l'assistance technique » devient le transfert des connaissances et des technologies aux pays en développement (Buron, 1966; Bhouraskar, 2007). Il s'agit alors de « connaissances » scientifiques et de « technologies » au sens de connaissances appliquées³. Au début, les projets de développement visent un transfert de connaissances qui permettra aux pays pauvres d'expérimenter et d'utiliser les technologies (Degnbol-Martinussen et Engberg-Pederson, 2003; Tarp, 2000). Par la suite, ils conserveront le même objectif, mais au moyen de programmes de formation et de services consultatifs.

Durant les années 1960 à 1980, les connaissances demeurent associées au transfert des technologies des pays développés vers les pays en développement. Il devient toutefois de

2. Broad, 2007; Gumucio, 2006; Powell, 2006; Stone, 2000; Wilson, 2007, p. 183-199.

3. Les connaissances que produisent les pays développés ont tendance à être considérées comme scientifiques. La science, qui fait la gloire de la culture occidentale, désigne la méthode scientifique, les bibliothèques d'ouvrages scientifiques, les théories complexes qui nous guident du cœur de l'atome jusqu'aux confins de l'univers. En ce sens, les connaissances scientifiques signifient ce qui a été « découvert » en tant que vérité généralisable et applicable partout, d'où son qualificatif de connaissances « universelles ». Ce postulat s'accompagne de l'idée que les pays développés ont de « meilleures pratiques » parce que ces dernières sont « scientifiques » et que les pays en développement devraient les imiter. Cette idée vient alors justifier la diffusion de telles connaissances au moyen de l'assistance au développement pour les pays pauvres. Il existe divers modes de diffusion : « les communautés de pratique », « les partenariats de connaissances » (p. ex. le Portail pour le développement de la Banque mondiale), « l'assistance technique » et les projets de développement.

plus en plus évident que, pour transférer des idées et des connaissances d'une manière rapide ou utile, il faut tenir compte des barrières culturelles et scientifiques ou du fait « que la compréhension et l'utilisation des connaissances dans le domaine du développement sont généralement faibles [...] ce qui nuit fortement à l'efficacité des interventions » (traduction libre; Powell, 2006, p. 1). Il existe d'abondantes preuves que l'assistance technique n'a pas entraîné un développement soutenu et qu'une bonne partie de la technologie ou de l'assistance transférée était inadéquate. Dans les années 1980, les théories et les pratiques ont donc été réorientées vers une approche participative de production des connaissances et vers une intégration des connaissances endogènes dans les projets de développement. Les deux éléments clés de cette approche participative seront le respect des connaissances locales et la prise de conscience de la nécessité d'élaborer des connaissances pour le développement dans un contexte précis au lieu de se contenter d'adapter à ce contexte celles expérimentées ailleurs (Chambers, 1997). Ces dernières années, l'intérêt pour le renforcement des capacités a ramené les connaissances à l'avant-scène et a mis en évidence les liens entre développement et participation (Mohan et Hickey, 2004).

Après s'être repositionnée en tant que « Banque du savoir », la Banque mondiale reconnaît maintenant l'importance des processus de participation. Ce faisant, elle reconnaît aussi, du moins implicitement, le rôle des connaissances locales parallèlement à celui des connaissances « expertes ». Malgré son apparente conversion, la Banque mondiale se cramponne encore à l'idée selon laquelle les connaissances sont un produit à utiliser de manière instrumentale. Récemment, elle a donc exploré diverses façons d'appliquer les mécanismes du marché – l'offre et la demande – aux connaissances pour le développement. En invoquant les théories économiques classiques, elle a attribué les décennies d'échec du transfert des technologies ou de l'assistance technique au fait que les connaissances sont construites et fournies par les organisations donatrices dont elle fait partie (Ramalingam, 2005).

La Banque mondiale décourage pourtant les professionnels qui désirent produire des recherches critiques sur son mandat et ses activités de développement partout dans le monde. Comme le mentionne Robin Broad (2007, p. 704), les auteurs qui ne propagent pas son paradigme sont dépréciés, ostracisés ou considérés comme des inadaptés. Selon Broad, depuis 25 ans, l'information que produit la Banque mondiale remplit une fonction importante de légitimation du paradigme néolibéral du libre-échange. Son Département de recherche économique et de développement a d'ailleurs joué un rôle essentiel pour établir ce « régime de vérité ».

Broad demande pourquoi le travail des chercheurs du Département qui adhèrent au cadre dominant – du programme des politiques néolibérales – obtient autant d'attention et de fonds. L'auteure répond que la Banque mondiale met explicitement en œuvre son programme de recherche en encourageant les auteurs et les membres de son personnel qui produisent des travaux à l'appui de son programme politique. Elle cite à cet effet un ancien professionnel de la Banque mondiale qui a décrit la manière dont s'effectue le processus d'examen : « Cela dépend du sujet de l'article et de l'identité de l'auteur. Si vous êtes un économiste néoclassique respecté, alors [l'approbation] nécessite seulement une signature, celle de votre patron. Si le texte est critique, alors il passe par des examens sans fin, jusqu'à ce que l'auteur renonce » (traduction libre; Broad, 2007, p. 703).

Les connaissances jouent un rôle essentiel dans le développement (Girvan, 2007) et la Banque mondiale déploie des efforts afin d'en monopoliser la production (Broad, 2007).

De plus, le transfert des connaissances sert à défendre les puissants intérêts économiques des pays du Nord. Toutes ces raisons soulignent l'urgence de créer d'autres centres pour produire des connaissances sur le développement et d'orienter ces connaissances vers les changements sociaux profonds qui seront nécessaires pour favoriser le développement dans les pays du Sud.

Les théories dominantes du développement ont en effet pour but d'éviter des changements plus radicaux en continuant à orienter les connaissances vers la voie capitaliste. Dans ce cadre, les communautés sont d'importants réservoirs de connaissances utiles pour le développement, une situation où les connaissances deviennent une ressource productive, une forme d'actif à utiliser afin d'atténuer la pauvreté (Talisayon *et al.*, 2008). Selon l'économiste péruvien Hernando de Soto, auteur du livre *L'autre sentier*, ce résultat est toutefois uniquement possible si les pauvres acquièrent ou reçoivent le droit juridique de propriété sur leurs actifs pour transformer ces simples possessions en « propriété » (De Soto, 2000).

3. Le savoir, le pouvoir et le développement⁴

Historiquement, la domination du savoir a fait partie intégrante des relations Nord-Sud [...]. Le renouvellement des connaissances sert à interpréter les contradictions et les réalités changeantes, à réagir aux remises en question du discours hégémonique de manière à maintenir les hiérarchies du pouvoir. Les dispositifs utilisés à cette fin comprennent la cooptation linguistique, l'innovation et la révision, sur le plan conceptuel ou théorique, du programme politique (traduction libre; Girvan, 2007, p. 6-7).

Une autre question importante concerne le rôle des entreprises multinationales ou transnationales qui monopolisent la recherche et le développement, la propriété et le contrôle des technologies de production et de communication – pour protéger ou pour contester les droits de propriété intellectuelle, qui sont un enjeu majeur à la fois pour le mouvement altermondialiste et pour le programme corporatiste de l'Organisation mondiale du commerce. La biotechnologie et la nanotechnologie sont les nouveaux territoires à explorer. Beaucoup de recherches dans ces deux domaines soulèvent des questions techniques par rapport aux applications pratiques des recherches scientifiques. Elles comportent toutefois aussi une dimension politique claire: la question de la propriété et du pouvoir (McAfee, 2003). En ce qui concerne la biotechnologie, Invernizzi et Foladori (2005) signalent les incidences du développement de la nanotechnologie, un nouveau domaine de recherche en expansion rapide.

Surendra Patel (2005) explore une dimension différente du rapport entre le développement et les connaissances scientifiques. Il aborde ainsi le rôle de la « technologie sociale », c'est-à-dire les connaissances scientifiques que les détenteurs individuels de connaissances appliquent au processus du développement. Pour de nombreux auteurs, la technologie sociale est le plus important facteur de développement, car ce dernier exige des investissements productifs pour produire de nouvelles connaissances et pour concevoir de nouvelles technologies à partir de ces connaissances.

4. Girvan, 2007; McAfee, 2003, p. 203-219; Alampay, 2008.

4. Une transformation technologique sans équité⁵

Le développement capitaliste repose sur une transformation productive révolutionnaire qui consiste à remplacer la main-d'œuvre par des technologies matérielles et à assurer la conversion technologique de la production nationale ou mondiale. Cette transformation productive augmentera, à long terme, la « composition organique du capital ». Elle entraînera aussi un changement de la structure de production : l'économie précapitaliste ou agraire traditionnelle, à forte intensité de main-d'œuvre, qui repose sur la production directe des petits agriculteurs, cédera la place à une économie industrielle moderne, à forte intensité de capital, et à un système de production capitaliste. Dans cette transformation productive, le rôle fondamental de la technologie consistera à augmenter la productivité de la main-d'œuvre.

Il est possible de discerner différentes phases dans le développement technologique qui a transformé la production et la société au cours de trois révolutions technologiques successives. La première, la révolution industrielle du XIX^e siècle, sera marquée par une croissance spectaculaire de la capacité productive et de la productivité, c'est-à-dire l'innovation dans le domaine des technologies manufacturières, par exemple le moteur à vapeur et la machine à tisser le coton. La deuxième révolution industrielle sera stimulée par la production d'électricité, l'industrie lourde dans divers secteurs (par exemple la fabrication d'automobiles) et la gestion scientifique de la main-d'œuvre (le taylorisme et le fordisme) dans les milieux de production. D'après certains auteurs, une troisième révolution se serait amorcée avec la conception des nouvelles technologies de communication et de production grâce à la puce informatique, à l'électronique et à une nouvelle réglementation de la main-d'œuvre (le postfordisme), sans oublier les nouvelles technologies de l'information et des communications (TIC). Pour certains économistes de gauche spécialistes de l'économie politique (le réglemmentarisme français), il s'agit là d'une nouvelle forme de production mondiale. Pour d'autres, surtout des sociologues comme Manuel Castells (2000), il s'agit plutôt d'une « société de l'information » radicalement nouvelle. Toutes ces idées au sujet du changement technologique, de l'émergence d'une société postindustrielle riche en information et d'une forme de production mondiale postfordiste font l'objet de nombreuses analyses. Les travaux dans ce domaine constituent une vraie mine de renseignements pour alimenter les débats et les études critiques.

5. Les TIC, outils de changement⁶

La grande question à propos des nouvelles technologies de production concerne leurs effets révolutionnaires. Représentent-elles un nouvel ordre social technologique fondé et axé sur l'informatique ou une « troisième révolution technologique » ? Les débats des universitaires à ce sujet se poursuivent. Les nouvelles technologies de l'information et des communications ne suscitent pas de telles interrogations, car elles ont fait naître une « société riche en information » et entraîné les populations dans un processus de mondialisation, créant ainsi un véritable « village planétaire ».

L'expression « société de l'information » désigne une société où la création, la distribution, la diffusion, l'utilisation et la manipulation des informations sont des activités

5. Lipietz, 1982; Brenner et Glick, 1991, p. 45-120; Perez, 1985; Robles, 1994; Veltmeyer, 1999.

6. Norris, 2001; Dawson et Foster, 1998, p. 51-67; Castells, 2000, 2001; Garnham, 2004; Van Dijk, 2006; Cox, 2001, p. 3-28.

économiques, politiques et culturelles importantes. L'« économie du savoir », qui en est le pendant économique, signifie la création de richesse au moyen de l'exploitation financière des connaissances. La société de l'information, qui a succédé à la société industrielle, se caractérise par le rôle central qu'occupent les technologies de l'information dans la production, l'économie et l'ensemble de la société. Divers concepts lui sont étroitement associés : « le postfordisme », « la société postindustrielle », « la société postmoderne », « la société du savoir », « la société télématique », « la révolution de l'information » et « la société en réseau » (Castells, 2000).

Les effets révolutionnaires des TIC par rapport à l'émergence d'une nouvelle société de l'information ne font guère de doute. Toutefois, certaines questions persistent à ce sujet. Il faudra donc réaliser des recherches plus poussées afin de connaître les retombées des TIC pour le développement : les TIC et l'équité (l'égalité d'accès), la démocratie (la liberté de participer), mais surtout l'apparition possible d'un nouveau fossé du développement. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), qui relève des Nations Unies, a établi un programme⁷ pour faire avancer les recherches sur la société de l'information et sur d'autres enjeux du développement dans le contexte latino-américain et ailleurs. Ces recherches examinent les effets des TIC sur la société et sur le développement : une étude a pour thème « les TIC et l'équité, » et une autre, « les TIC, l'éducation et les jeunes » ; une étude effectue un suivi des politiques et des projets pour la mise en place des TIC dans la région (CEPALC, 2010). Toutefois, la CEPALC ne semble pas soulever de questions plus globales sur la possibilité qu'un nouveau fossé mondial se creuse entre les individus, les classes sociales et les sociétés qui disposent de ces technologies et les autres qui y ont peu ou aucunement accès. Pour une approche critique du développement, voilà le véritable enjeu qu'il convient d'examiner plus attentivement. Le Portail pour le développement de la Banque mondiale, lui-même un produit des TIC, est utile pour connaître les recherches en cours, même si ces dernières sont très traditionnelles.

6. Le capitalisme et le savoir pour le développement⁸

La Banque mondiale (1998-1999) a défendu et opérationnalisé la vision dominante en ce qui concerne le rapport entre connaissances et développement ; cette vision mérite, voire exige, un examen critique (voir la première partie du présent module). Son concept de « technologie pour le développement » a été repris dans l'édition de 2001 du *Rapport mondial sur le développement humain* du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) intitulé *Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain*. Le PNUD s'intéresse toutefois davantage aux « réseaux de technologie » et à la manière dont ces derniers « peuvent élargir les horizons des populations ». Dans ce cas, comme dans le *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale, le principal enjeu est le pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir des connaissances inscrit dans les droits de propriété intellectuelle et l'appropriation de ces droits par des entreprises capitalistes et d'autres organisations dans les pays du Nord.

D'une façon plus générale, de vastes études ont examiné le rapport entre *les connaissances et le développement capitaliste*, mais elles ont négligé d'examiner le pouvoir associé à

7. <<http://www.cepal.org/socinfo>>.

8. Girvan, 2007 ; Broad, 2007, p. 700-708 ; Kapur, 2006 ; Utting, 2006.

l'utilisation de la technologie. Elles ont surtout traité du domaine de la recherche et développement et des applications des nouvelles technologies. Vu l'abondance des études, il est possible d'adopter une approche critique pour distinguer les diverses écoles de pensée, puis de faire une recension des travaux réalisés dans une perspective critique. Le texte de Girvan (2007) offre un excellent point de départ pour entreprendre cette recension. Le texte d'Utting (2006) aborde aussi des questions importantes.

Une approche critique en études du développement doit examiner le virage amorcé, il y a 20 ans, vers le « développement fondé sur les connaissances » que Castells (2000) appelle la « société de l'information ». Elle doit aussi étudier la nouvelle « économie du savoir » apparue à l'échelle mondiale durant le dernier quart du xx^e siècle. Dans la vision traditionnelle, le développement économique dépend des ressources naturelles, de la main-d'œuvre et de l'accumulation du capital. L'économie du savoir dépend plutôt de la capacité à créer, à traiter et à intégrer des informations d'une manière efficace, puis à en gérer les applications pour favoriser le développement. L'évolution de la technologie a stimulé les capacités productives grâce à la création et à la diffusion rapide des informations à l'échelle mondiale. Avec ses partenaires stratégiques du « développement fondé sur les connaissances », la Banque mondiale (1999) soutient que l'avancement du savoir a contribué à améliorer le niveau de vie des populations dans de nombreuses régions. Toutefois, beaucoup de sociétés ont été incapables de tirer suffisamment parti des informations et des connaissances existantes pour ce faire. D'où la nécessité de construire des connaissances pour la réduction de la pauvreté. De telles connaissances permettront d'appliquer, dans le domaine du développement, des idées conçues afin d'aider les communautés locales à optimiser le repérage, le partage et l'usage des connaissances comme actifs fondamentaux pour construire et gérer leurs « actifs intangibles » (Talisayon *et al.*, 2008).

Le module 24 présente une critique de différentes « approches fondées sur les actifs » dans le domaine du développement communautaire. Ces approches sont en effet conçues de manière à démobiliser les mouvements qui réclament des changements plus fondamentaux.

Quelques textes de référence en français

- ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS – ASDEQ (1997). *Le progrès technologique : évolution ou révolution?*, Montréal, ASDEQ.
- DAVIS, Stanley et Christopher MEYER (1998). *Le paradigme du flou : vitesse, connectivité, immatérialité*, Paris, Village mondial.
- FORSÉ, Michel (1998). *Analyse du changement social*, Paris, Seuil.
- GUILHON, Bernard et Jean-Louis LEVET (2003). *De l'intelligence économique à l'économie de la connaissance*, Paris Economica.
- KLEIN, Juan-Luis et Denis HARRISSON (2007). *L'innovation sociale : émergence et effets sur la transformation des sociétés*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES – OCDE (2010). *Mesurer l'innovation : un nouveau regard*, Paris, OCDE.
- TESSIER, Roger ; Yvan TELLIER et François ALLAIRE (1973). *Changement planifié et développement des organisations : théorie et pratique*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

Module 32

L'éducation pour le développement

Gary Malcolm

Université de Calgary, Canada

La recherche sur les questions d'éducation à l'échelle mondiale prend de multiples formes. Dans une perspective critique, l'éducation peut avoir des incidences épistémologiques et méthodologiques qui varient selon l'objet de recherche. Épistémologiques parce que les connaissances sont partagées ou transférées entre professeurs et étudiants. Méthodologiques parce que différents types de connaissances exigent différentes méthodes d'enseignement et d'apprentissage. Le présent module offre une possibilité dialogique d'examiner, de manière critique, quels moyens nous utilisons pour connaître le monde social. Il fournit des outils critiques pour analyser les données sur la situation de l'éducation dans d'innombrables contextes.

Les lecteurs du présent recueil jouissent d'un certain privilège social. Ils ont sans doute atteint un degré élevé d'intégration économique, politique et culturelle par rapport à la population mondiale, car ils ont accès, sur le plan cognitif, à des connaissances abstraites. Les connaissances ainsi acquises auront probablement des répercussions pratiques, de sorte que l'opérationnalisation des idées aura un impact sur la vie quotidienne des individus. Comprendre comment un chercheur construit ces connaissances à propos du monde a donc une double fonction : valider les résultats des recherches, mais aussi fournir les outils intellectuels pour faire de la recherche objective sur le terrain. Quand ils adoptent une perspective critique, les chercheurs tentent d'atteindre un équilibre entre leur position objective et leur monde subjectif. L'éducation consiste alors à comprendre la place que l'on occupe dans le monde social en analysant la manière dont les autres prennent conscience de leur place dans leurs milieux sur les plans culturel, économique, politique et historique.

Cet objectif soulève toutefois une question. Quelle est la meilleure approche pour savoir comment s'appliquent les politiques d'éducation dans le monde entier ? La multiplicité des situations éducatives (éducation informelle, transformatrice, primaire, des adultes, etc.) et des contextes sociaux laissent penser qu'une recherche critique axée sur les concepts serait plus utile qu'une approche statistique axée sur le contenu. Il faut toutefois noter que la signification des concepts employés en éducation, comme celle de tous les concepts utilisés dans nos interactions avec le monde social, est fortement contestée. Une approche critique cherche donc à révéler les présupposés des concepts présents dans la recherche quantitative, mais aussi l'interprétation des concepts en usage dans un contexte social particulier. Le présent module examine certains concepts généraux de l'éducation pour le développement.

Les structures historiques¹

Faire une recherche historique sur l'éducation pour le développement consiste, dans une large mesure, à examiner les nombreux concepts formulés de la période coloniale à nos jours.

1. Archer, 1979 ; Bennett et LeCompte, 1990 ; Illich, 1970 ; Said, 1993.

Cela signifie notamment étudier la manière dont nous utilisons ou réutilisons ces concepts dans des situations contemporaines. À partir de la période coloniale, les missionnaires jésuites ont transposé les programmes d'éducation formelle (diffusant les valeurs propres à l'héritage européen) dans des contextes étrangers, où ils les ont présentés comme un prolongement de l'expérience des Lumières. Même s'il est impossible de confirmer avec certitude les intentions malveillantes des colonisateurs, il faut déterminer les conséquences sociales des changements radicaux qu'ils ont apportés aux méthodes et au contenu de l'apprentissage. Il convient également de s'interroger sur cette colonisation historique des esprits, dont les résidus structurels subtils persistent dans le contexte actuel de la mondialisation.

Avec l'émergence d'États indépendants libérés du joug colonial, maintenant connus sous l'appellation de « tiers monde », certains gouvernements ont établi des programmes publics plus ou moins poussés d'éducation formelle. Une perspective critique permet d'observer que cette éducation formelle répond à deux visées contradictoires : d'un côté, un projet « d'édification de la nation » ; et, de l'autre, un projet « d'assimilation » perpétuant la marginalisation et l'exclusion héritées du passé colonial. En ce qui concerne l'édification de la nation, l'éducation a continué à s'inspirer des courants de pensée occidentaux et des philosophies d'enseignement issues des modèles fonctionnalistes du développement social. Quiconque veut analyser l'émergence historique d'un programme d'éducation (Archer, 1979) doit comprendre la structure sociale de l'éducation formelle. Parmi les questions à explorer à ce sujet, mentionnons la nature du pouvoir à l'intérieur de l'État ainsi que les idées culturelles, économiques et politiques dominantes au moment où l'éducation publique a été instaurée.

Le revers de la médaille dialogique de l'éducation formelle est le concept de « l'assimilation ». Il s'agit en particulier des moyens qui servent à transformer socialement les individus pour assurer leur contribution à l'édification de la nation, dans le meilleur des cas, ou pour les exclure du développement de la société nationale, dans le pire des cas. Les conséquences sociales de l'assimilation sont profondes et diverses. Elles soulèvent plusieurs questions, par exemple : Quelles compétences culturelles, économiques et politiques l'État exige-t-il ? Dans quelle mesure l'apprentissage de ces compétences modifie-t-il les cultures locales : en les intégrant dans le courant dominant du développement du capital ou en les reléguant à une place marginale et silencieuse dans la société ? Pour répondre à ces questions, il faut imaginer comment les programmes publics d'éducation formelle produiront des changements épistémologiques et comment ils auront des retombées à la fois positives et négatives sur les sociétés traditionnelles.

2. La mondialisation des politiques d'éducation pour le développement²

Les modèles plus contemporains d'éducation publique que prônent des organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et la Banque mondiale peuvent faire l'objet d'un examen critique. Ces organisations servent en effet de référence pour l'élaboration de tous les programmes d'éducation – présents et futurs – dans de nombreux contextes, partout dans le monde. À titre d'exemple, « l'éducation pour tous » fixe des normes pour l'éducation primaire, tandis que « l'éducation pour l'économie du savoir »

2. Ashton et Green, 1996 ; Stiglitz, 1999.

viser le développement du capital humain pour assurer la croissance économique. Le financement que les organisations internationales accordent à des projets d'éducation répond aux principes de ces deux programmes et il est souvent étroitement lié à d'autres besoins sociaux comme la santé, l'égalité de genre et la capacité technologique. Plusieurs questions se posent à ce sujet, par exemple : Dans quelle mesure ces programmes d'éducation ont-ils soutenu ou détourné le développement social (économique, politique et culturel) dans les milieux qui ont appliqué les principes ainsi transmis ? Quels discours socioéconomiques se dégagent des politiques d'éducation des organisations internationales ? Est-il possible de relever des comparaisons ou de trouver des disparités entre divers milieux par rapport à l'application et aux répercussions des programmes d'éducation ?

3. L'éducation informelle et non institutionnelle³

Procéder à une analyse critique des programmes d'éducation formelle exige d'examiner ce que la recherche traditionnelle exclut souvent. Ces programmes sont des sujets de recherche qui viennent spontanément à l'esprit des chercheurs. Les méthodes d'apprentissage informel et non institutionnel précèdent toutefois les plans d'éducation formelle et elles coexistent avec eux. Ce constat soulève alors la question suivante : Dans quelle mesure l'apprentissage informel et non institutionnel a-t-il un effet sur l'apprentissage plus global dans un contexte donné ?

L'*éducation non institutionnelle* désigne l'apprentissage structuré, mais offert à l'extérieur du système public, aux enfants ou aux adultes (Coombs et Ahmed, 1974). Ses objectifs sont à la fois pratiques et adaptés à une culture donnée. Les projets d'éducation non institutionnelle sont des initiatives communautaires où une petite administration ne se borne pas à répondre aux objectifs d'intervenants étrangers.

Il existe trois grands types d'éducation non institutionnelle. Le premier type sert de *complément* au système d'éducation formelle. Il s'adresse aux individus pour lesquels ce système n'a pas atteint ses objectifs éducatifs, par exemple les décrocheurs et les adultes analphabètes. Le deuxième type offre une *alternative* au système d'éducation formelle. Il apparaît lorsque les administrateurs coloniaux de l'éducation refusent de reconnaître les structures et les processus d'apprentissage préexistants qui assurent la stabilité sociale des cultures endogènes. L'objectif de l'éducation alternative est alors d'établir ou de rétablir un lien entre apprentissage et culture. Le troisième type d'éducation non institutionnelle désigne des programmes qui servent de *supplément* au système d'éducation formelle. La nécessité d'apporter un tel supplément apparaît durant des périodes de changements rapides lorsque le système d'éducation formelle est trop lent à réagir ou lorsqu'il a été restreint à la suite d'ajustements structurels. Il en existe de nombreux exemples, dont les écoles d'anglais langue seconde disséminées sur toute la planète et les programmes communautaires sur des questions comme la santé ou la technologie que financent des organisations non gouvernementales (ONG).

L'*éducation populaire* est une stratégie courante d'éducation non institutionnelle. Elle répond aux besoins de groupes qui se considèrent en marge de la société et elle sert souvent d'outil pour construire des identités liées à l'origine ethnique ou à la classe sociale. Les programmes d'éducation populaire mis en place à titre d'apprentissage *alternatif* dans divers

3. Coombs et Ahmed, 1974 ; Hammond, 1999, p. 69-94.

milieux visent à offrir une forme d'éducation par et pour les individus, qui est organisée dans la communauté, mais qui échappe au contrôle du système éducatif officiel. Le matériel d'apprentissage, inspiré de la vie réelle, exprime alors une attitude politique et il incarne un esprit communautaire (Hammond, 1999).

Le concept anthropologique d'*éducation informelle* désigne les processus d'enculturation. Les milieux culturels, économiques et politiques sont des contextes où se produit cet apprentissage informel. Il devient ainsi possible d'analyser divers espaces et milieux d'apprentissage, par exemple le foyer, la communauté, l'école, le milieu de travail et même Internet. Cette perspective plus large permet de contester les hypothèses étroites de la vision traditionnelle et institutionnelle de l'éducation, donc de dépasser les notions hégémoniques que propagent les institutions. De plus, le fait d'adopter la perspective de l'éducation informelle encourage les chercheurs à examiner d'autres sources d'apprentissage – par exemple les mouvements sociaux, les ONG et les communautés tricotées serrées – et les cibles de l'apprentissage – qu'il s'agisse d'élèves du niveau primaire ou secondaire ou encore d'adultes.

4. Des pédagogies critiques – Partie 1⁴

Le terme «*pédagogies critiques*» désigne des méthodes d'enseignement et d'apprentissage proposant de multiples perspectives pour interpréter le sens des concepts sociaux. Soumettre les structures sociales à une critique des rapports de pouvoir révèle en effet les expériences des individus capables de profiter de leurs privilèges et celles des individus exclus des bienfaits de la production sociale. La notion de «*pédagogie critique*» est apparue dans les discours sur l'éducation après la publication de l'ouvrage *Pédagogie des opprimés* en 1974. Son auteur, Paolo Freire, prenait volontairement le parti d'aider les opprimés à prendre conscience de leur exploitation sociale et à acquérir des compétences pour entreprendre des actions politiques.

Les théories de Freire ont d'abord servi de méthodes d'apprentissage pour les adultes, surtout pour l'alphabétisation de base. Elles forment le cœur de la plupart des programmes d'éducation populaire, mais elles ont aussi été utilisées dans des cadres formels partout dans le monde. La pédagogie de Freire postule que l'exploitation culturelle, économique et politique extrême qui a été infligée à de nombreuses générations sur tous les continents a produit une forme de déshumanisation. Dans les communautés marginalisées, mais aussi dans les communautés privilégiées, la plupart des individus n'en ont toutefois pas conscience. Par conséquent, le premier pas à faire pour trouver un remède à cette vaste déshumanisation consiste à créer un espace où les individus historiquement opprimés pourront comprendre leur position sociale, apprendre à se servir d'outils comme l'alphabétisation et partager leurs connaissances en racontant leurs histoires à des défenseurs venus de l'extérieur de leurs communautés. Cela résume l'essence d'une pédagogie critique grâce à laquelle des individus confrontés au manque de ressources sociales acquièrent des compétences en alphabétisation pour faire entendre leurs voix et des compétences politiques pour régler leurs problèmes. Dans ce cas, il est possible de se demander ce que racontent les récits des individus utilisant la pédagogie critique comme stratégie pour réduire la pauvreté. Il est également possible de reprendre les questions de Thiong'o (1993) : À quels textes les individus

4. Freire, 1984 ; Freire et Shor, 1987 ; Thiong'o, 1993.

ont-ils accès pour connaître leur place sociale? Quels types de connaissances les apprenants peuvent-ils partager avec d'autres personnes vivant des situations semblables, mais dans des contextes sociaux différents et dans des contextes de développement différents?

5. Des pédagogies critiques – Partie 2⁵

Les pédagogies critiques appliquées dans des communautés historiquement marginalisées ont aussi servi dans les établissements d'éducation des pays historiquement dominants et dans les écoles de l'élite sociale des pays ayant des taux élevés de pauvreté et d'exclusion sociale. À en juger d'après l'expansion des programmes d'études en développement international dans les universités occidentales et du programme d'éducation internationale désormais offert dans les écoles primaires et secondaires, les pédagogies critiques ont fait leur entrée dans l'éducation occidentale. Les administrations et les autorités scolaires se préoccupent en effet d'aider leurs étudiants à se situer dans le cadre de la mondialisation contemporaine, ce qui les a notamment incitées à adopter une pédagogie critique.

Les programmes d'éducation internationale et la citoyenneté mondiale en émergence révèlent une approche transformatrice de l'éducation. La question centrale à analyser devient alors: Pourquoi, mais aussi comment, les écoles et les programmes scolaires offrent-ils la possibilité de réformer le programme d'études sur le plan local? En se concentrant sur le rôle des enseignants, des étudiants et des intervenants communautaires tels les ONG, il est possible de concevoir des programmes d'éducation sur mesure. De tels programmes visent à connaître, avec empathie, la réalité de divers groupes; ils situent l'apprentissage dans un contexte local et ils laissent entrevoir des possibilités d'action en faveur de la justice sociale. Une approche transformatrice de l'éducation consiste donc à repenser complètement les méthodes pédagogiques technocratiques et à produire une synthèse des valeurs nécessaires pour offrir une véritable éducation pour le développement (Mezirow, 1996).

Parmi les questions à se poser sur l'usage des pédagogies critiques dans des milieux privilégiés, mentionnons: Quelle est la nature de la justice sociale à l'intérieur de tels programmes? Quels types de connaissances le programme d'études et le matériel pédagogique inculquent-ils? Quels aspects de la culture et de la structure de l'éducation réduisent les possibilités d'examiner, de manière critique, les questions sociales à l'échelle mondiale et les questions de justice sociale à l'échelle locale?

6. La démocratisation du savoir⁶

Les lecteurs du présent recueil sont probablement surtout des enseignants et des étudiants; ils ont donc le privilège d'être des agents du transfert des connaissances. Dans une perspective critique dialogique et équilibrée, il faut éviter de privilégier les connaissances en soi plutôt que les méthodes utiles pour construire ou reconstruire ces connaissances et pour les partager. L'approche critique en études du développement est une démarche conceptuelle, mais cela ne signifie pas qu'il faut exclure de l'enseignement et de l'apprentissage les connaissances factuelles. Pour théoriser les phénomènes mondiaux, il faut recourir à la fois à des concepts et à des récits personnels; il faut pouvoir imaginer des expériences plus globales et y répondre avec empathie. S'inspirer d'une approche critique en études du

5. Kincheloe, 2004; Mezirow, 1996, p. 158-172; White, 2005.

6. Apple, 1995; Giroux, 1997.

développement exige de nommer les conditions qui produisent l'accumulation du profit ou qui causent la paupérisation sans égard aux cadres politiques (Apple, 1995).

Pour faire de l'éducation un objet d'études, nous devons comprendre comment les programmes éducatifs offerts dans les communautés historiquement marginalisées créent des connaissances; comment se font le partage et le transfert des connaissances; comment les méthodes d'enseignement et d'apprentissage sont utilisées dans les milieux privilégiés des pays occidentaux et des pays du Sud. Le « retour à la base » en éducation comporte une dimension herméneutique ou imaginative que la grande majorité des théoriciens occidentaux néglige pourtant. Le corpus des connaissances constituant l'approche critique du développement est vaste et il prend différentes formes. La capacité d'imagination et la participation à la construction des connaissances sont deux aspects essentiels d'une approche critique de l'éducation pour le développement.

Un texte de référence en français

EPENDA, Augustin (2002). *Les théories de développement qui mettent l'accent sur les facteurs intangibles*, Saguenay, Travaux et études en développement régional, Groupe de recherche et d'intervention régionale, Université du Québec à Chicoutimi.

Page blanche conservée intentionnellement

Section 11

La transformation de l'agriculture et le développement rural

Au sens large, le terme « développement » désigne un processus de changement progressiste, c'est-à-dire une amélioration des conditions de vie qui survient lorsqu'une société apporte les changements nécessaires à cette fin. Dans le système capitaliste, l'ensemble de ce processus dépend du développement des forces de production. Il est possible d'envisager les améliorations attribuables au développement de deux manières. Dans la perspective néolibérale, le progrès entraîne une prospérité générale lorsque le marché peut fonctionner librement de manière à répartir les rendements des divers facteurs de production. Ainsi perçue, toute expansion de la production conduit nécessairement au développement. Cette idée repose sur la thèse selon laquelle le gâteau économique devenant plus gros, il profite automatiquement ou inévitablement à une proportion toujours plus grande de la population, car les retombées de la croissance due à l'action des forces économiques libres finissent un jour par atteindre les pauvres. Dans la perspective structuraliste, le développement des forces de production ou la croissance économique ne produit pas automatiquement de meilleures conditions de vie. Pour obtenir ce résultat, il faut l'intervention active des gouvernements qui réglementent les marchés et qui assurent une répartition équitable du produit social. Il existe toutefois une troisième manière d'envisager le développement. Dans la vision de l'économie politique radicale, le capitalisme est un système utile pour accroître la production (développer les forces de production), mais il doit être remplacé pour que le progrès conduise à de meilleures conditions de vie. D'après les tenants de l'économie politique radicale, le développement humain ou social exige un système qui oriente la production vers la satisfaction des besoins essentiels, matériels et spirituels, des populations, mais aussi vers la réalisation du potentiel individuel – le développement des capacités de chaque personne en tant qu'être social.

La présente section examine la transformation productive et sociale qui est au cœur du processus d'accumulation du capital ou de croissance économique – le développement capitaliste, selon nous, mais la « question agraire », selon d'autres auteurs. Ce processus a marqué le passage d'une société agraire traditionnelle, dont les forces de production sont relativement peu développées, à une société industrielle moderne, dont le niveau de développement et de croissance économique est beaucoup plus poussé. Trois modules traitent des principales dimensions du processus en question.

Dans le module 33, A. Haroon Akram-Lodhi, spécialiste des changements agraires en Asie et des questions de genre et de développement, étudie les multiples systèmes locaux de la production alimentaire mondiale. Cette production constitue la base de tout développement puisqu'elle crée les conditions économiques et sociales nécessaires à la satisfaction d'un des besoins humains essentiels : une alimentation adéquate. Akram-Lodhi explore ce qu'il considère comme les six plus importantes dimensions du système mondial de production alimentaire dans le contexte du développement capitaliste.

Dans le module 34, Cristóbal Kay, spécialiste du développement rural et de la question agraire en Amérique latine, et rédacteur en chef du *Journal of Agrarian Change*, conceptualise

puis explore brièvement les principales dimensions de six grands problèmes du développement rural latino-américain. Il analyse aussi la question agraire dans le contexte de la mondialisation néolibérale : 1) les voies de transition ; 2) le régime foncier et la réforme agraire ; et 3) la disparition ou non de la paysannerie. Kay examine des dimensions importantes du développement rural : 1) les paradigmes ; 2) la pauvreté en milieu rural, à savoir ses facteurs, les luttes pour la réduire et les voies pour en sortir ; et 3) les stratégies de changement et de développement.

Dans le module 35, Saturnino M. Borras Jr., chercheur militant de Vía Campesina et rédacteur en chef du *Journal of Peasant Studies*, s'attarde à la question de la terre au cœur du développement capitaliste depuis toujours. Il examine les politiques publiques relatives à la propriété et la lutte des petits paysans contre les forces du changement (modernisation, industrialisation, prolétarianisation) qui menacent leurs communautés et leurs moyens d'existence. Dans cette lutte, les paysans nouent un rapport complexe avec l'État, détenteur fondamental du pouvoir politique – c'est-à-dire de la capacité de formuler des politiques et de prendre des décisions qui touchent directement les masses et une large partie de la population mondiale dont la subsistance dépend de l'agriculture. Dans la perspective critique de Borras, la question de la terre concerne maintenant les politiques publiques, la dynamique de l'élaboration de ces politiques et les luttes menées contre celles-ci.

Module 33

Une approche critique de l'étude du développement rural¹

A. Haroon Akram-Lodhi

Université Trent, Canada

Pendant une grande partie de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, il y a eu une baisse de la part relative que représentaient l'agriculture et la production alimentaire dans les circuits nationaux et internationaux d'accumulation du capital. L'agriculture a alors perdu beaucoup de sa pertinence, mais la situation est peut-être en train de changer. Depuis quelques années, l'émergence d'une crise mondiale qui touche la production et la consommation de nourriture inquiètent les acteurs et les agents du capitalisme international en raison de l'importance de la production agroalimentaire dans les circuits mondiaux d'accumulation (Bello, 2006).

Les changements climatiques et d'autres changements environnementaux en Australie, mais aussi ailleurs comme dans la plaine du Gange, ont fait chuter les stocks mondiaux de blé et grimper les prix. À titre d'exemple, en 2008, le prix a augmenté de 25 % en une seule journée. L'accroissement parallèle de la demande mondiale de maïs comme nouvelle source d'énergie (l'éthanol) a favorisé l'émergence puis l'essor du secteur fortement subventionné des biocarburants aux États-Unis. Dans ce pays, le gouvernement rembourse aux producteurs de maïs jusqu'à 40 % de leurs coûts de production ; cette situation a réduit les stocks mondiaux et causé une flambée des prix. Enfin, les mauvaises récoltes de soya en Amérique latine et la diversification des cultures ont provoqué de graves pénuries sur les marchés mondiaux. Or, le blé, le maïs et le soya sont trois intrants essentiels pour les grandes entreprises agroalimentaires qui en sont venues à dominer l'économie durant les années 1990. Les fluctuations des stocks agricoles et la dynamique des prix ont ainsi touché l'ensemble du système alimentaire mondial : les aliments de base, les cultures commerciales, le bétail et les intrants agro-industriels (Bello, 2006).

Les changements d'habitudes alimentaires chez les consommateurs privilégiés en Chine et en Inde ont accru la consommation de viande et d'aliments transformés. Les coûts du transport ont grimpé à la suite d'une hausse du prix du pétrole, qui a atteint un sommet de presque 150\$ le baril en 2008. Ces facteurs ont déclenché une inflation liée à l'agriculture, qui s'est peu à peu répandue dans le monde entier. En 2008, cette inflation a touché la Chine et l'Inde, où les prix des aliments constituent respectivement 35 % et 45 % de l'indice des prix à la consommation, mais elle a aussi atteint tous les pays du Sud. Les détenteurs du capital financier mondial craignent de plus en plus que la stagflation devienne un aspect structurel de l'économie. Fait important à noter, ces tendances récentes au sein du système agroalimentaire mondial ont des répercussions politiques. C'est du moins ce qu'ont révélé les manifestations de consommateurs et de paysans en Afghanistan, au Bangladesh, en Inde,

1. Bello, 2008b ; McMichael, 2005, 2007, 2010.

en Chine, en Indonésie, en Italie, au Mexique, au Viêt Nam et au Yémen. À ces protestations se sont ajoutées les mises en garde de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture quant aux graves menaces d'une telle situation pour la stabilité économique et sociale (Bello, 2006).

Devant la crise alimentaire et la crise de la production capitaliste à l'échelle mondiale (Bello, 2006), une approche critique en études du développement doit examiner comment le fonctionnement du système financier mondial provoque d'incessantes restructurations des moyens d'existence dans les communautés rurales des pays du Sud. La restructuration agraire néolibérale a en effet modifié la place qu'occupent la terre, le travail et le capital à l'intérieur du processus de production. Ce faisant, elle a miné la capacité des petits producteurs à soutenir leurs communautés et à assurer leur subsistance.

Dans certains cas, l'expansion des exportations de produits agricoles a détourné encore davantage l'objectif de la production, car les pays ont délaissé la fonction d'usage pour la fonction d'échange, contribuant ainsi à une marchandisation plus poussée du travail. Dans d'autres pays, la petite production marchande des paysans a conservé un rôle important dans la vie rurale. D'autres cas révèlent toutefois un processus de semi-prolétarianisation qui force les pauvres des milieux ruraux à s'adonner à une multitude d'activités rémunérées précaires, très saisonnières, tout en continuant à s'accrocher à leurs terres pour des raisons de sécurité, bien que ces terres ne garantissent plus leur subsistance. Les pauvres agissent ainsi, entre autres, parce que la précarisation croissante du travail rémunéré ne leur assure plus un salaire suffisant. Tous ces changements reflètent des transformations plus profondes des rapports de production en milieu rural. Ils ont aussi bouleversé le terrain politique sur lequel se livrent les luttes rurales pour la justice sociale et pour la démocratie économique.

Deux variables majeures influencent l'impact de la restructuration agraire néolibérale : 1) la répartition des actifs dans les campagnes ; et 2) les liens entre les exportations de produits agricoles et la production paysanne. Dans la plupart des cas, une mauvaise répartition des actifs et de faibles liens entre les exportations de produits agricoles et la production paysanne ont permis au régime agroalimentaire axé sur les acheteurs de resserrer l'emprise de la loi de la valeur à l'échelle mondiale. Cette situation a aggravé la crise de l'économie agraire dans une grande partie des pays du Sud et elle a augmenté simultanément les exportations de produits agricoles de ces pays vers les pays du Nord. Elle a en outre poussé à migrer un nombre croissant de petits producteurs marginalisés et de semi-prolétaires, provoquant ainsi le déplacement de la pauvreté des campagnes vers les villes et les mégapoles. Ce phénomène a produit une « planète de taudis », selon l'expression saisissante de Mike Davis (2006).

Une approche critique en études du développement doit saisir, puis expliquer les divers processus décrits. Dans la très grande majorité des cas, la pauvreté a encore un visage rural. Pour éradiquer le problème, il faut donc s'attaquer à la crise de l'économie agraire dans les pays du Sud. Le présent module a pour but de faciliter une compréhension critique des conséquences de la restructuration agraire néolibérale sur les économies rurales de ces pays.

1. Le système alimentaire mondial²

Cette partie du module examine les origines lointaines et les caractéristiques contemporaines du système alimentaire mondial. Ce système est le résultat du long processus du

2. McMichael, 2005 ; Friedmann, 2004.

développement capitaliste des forces de production, mais aussi du processus connexe de transformation sociale ou de « modernisation capitaliste ». Pour les économistes de la Banque mondiale, cette transformation désigne le passage d’une société précapitaliste fondée sur l’agriculture à une société capitaliste urbanisée fondée sur les rapports de production du travail salarié. La Banque mondiale traite de ce sujet dans le *Rapport sur le développement dans le monde 2008: l’agriculture au service du développement*.

2. La question agraire et les moyens d’existence³

Cette partie du module traite de la question agraire dans un contexte capitaliste. Les sujets abordés sont: 1) la persistance de la production agricole précapitaliste paysanne dans les pays pauvres à la périphérie du capitalisme mondial; 2) les caractéristiques et la dynamique de ce système de production; et 3) les manières dont le capital mondial pourrait reconfigurer les moyens d’existence en milieu rural.

3. Les filières des produits de base et le complexe agroalimentaire⁴

Un aspect important de la transformation accélérée des économies et des sociétés fondées sur l’agriculture est l’internationalisation de la production, c’est-à-dire la formation d’un complexe agroalimentaire mondial et de filières mondiales de produits de base pour commercialiser les produits agricoles et alimentaires. Sous l’angle économique et sociologique, ce type de développement soulève de graves questions au sujet des rapports complexes et changeants que les transnationales, les entreprises agroalimentaires et les entrepreneurs capitalistes, mais aussi les paysans riches et de classe moyenne, entretiennent avec les masses de petits producteurs. En effet, ces petits producteurs assurent encore la majeure partie du travail agricole et de la production alimentaire locale dans les pays du Sud.

4. La productivité agricole et la structure agraire⁵

Après avoir précisé la place de la paysannerie dans l’économie alimentaire mondiale, cette partie du module poursuit l’exploration du rapport entre la structure agraire et la productivité agricole. Elle examine aussi le rapport entre cette productivité et les changements biotechnologiques.

5. La productivité agricole et les changements biotechnologiques⁶

La technologie a été le moteur d’une transformation productive et sociale au cours de laquelle les économies et les sociétés agricoles précapitalistes sont passées à l’état du capitalisme avancé. La technologie est aussi le principal mécanisme pour augmenter la productivité de la main-d’œuvre agricole. Au fil du temps, la transformation technologique de l’agriculture et de la production alimentaire a pris des formes complexes. Les textes proposés explorent la dynamique des changements biotechnologiques qui stimulent la productivité et la transformation structurelle dans le contexte actuel du développement capitaliste néolibéral.

3. Akram-Lodhi et Kay, 2007, 2008a, 2008b; Bernstein, 2008.

4. Bernstein et Campling, 2006, p. 414-447; Akram-Lodhi et Kay, 2008a, 2008b.

5. Akram-Lodhi, Kay et Borras, 2008; Johnston et Le Roux, 2007, p. 355-371; Bernstein, 2004, p. 190-225.

6. McGiffen, 2005; Buckland, 2004.

6. La souveraineté alimentaire :

le droit de « clôture » et la reconstruction des systèmes alimentaires locaux⁷

Cette dernière partie du module examine comment la persistance de la « clôture » de la commune dans le contexte capitaliste contemporain, que certains conceptualisent comme une autre forme « d'accumulation primitive », a favorisé l'émergence de mouvements d'opposition à cette clôture. Ces mouvements cherchent à construire des systèmes alimentaires agroécologiques locaux pour parvenir à la souveraineté alimentaire. Ils tentent aussi, dans une certaine mesure, de protéger les communautés contre les vicissitudes du capital et du marché capitaliste.

Quelques textes de référence en français

CHONCHOL, Jacques (1986). *Paysans à venir: les sociétés rurales du tiers monde*, Paris, La Découverte.

CHONCHOL, Jacques (1987). *Défi alimentaire: la faim dans le monde*, Paris, Larousse.

DUFUMIER, Marc (2004). *Agriculture et paysanneries des tiers mondes*, Paris, Karthala.

KLATZMANN, Joseph (1998). *Aide alimentaire et développement rural*, Paris, Presses universitaires de France.

LAVIGNE DELVILLE, Philippe (1998). « À quoi servent les sciences sociales dans les projets de développement rural? Point de vue d'un agent double », *Bulletin de l'APAD*, n° 14, p. 79-107.

OAKLEY, Peter et David MARSDEN (1986). *Vers le développement rural*, Genève, Bureau international du travail.

PERRIER-CORNET, Philippe (2002). *Repenser les campagnes*, Paris, Éditions de l'Aube.

RAULIN, Henri et Edgar RAYNAUD (1980). *L'aide au sous-développement*. Paris, Presses universitaires de France.

THÉVENIAUT-MULLER, Martine (1999). *Le développement local: une réponse à la mondialisation*, Paris, Desclée de Brouwer.

7. Akram-Lodhi, 2007, p. 1437-1456; Patel, 2007, p. 87-93.

Module 34

Le développement rural dans une perspective latino-américaine

Cristóbal Kay

Institut d'études sociales, Pays-Bas

Le présent module expose certaines des principales explications avancées à propos des grandes transformations survenues dans le secteur rural en Amérique latine. Notre thèse est qu'une approche critique d'économie politique offre le meilleur moyen de comprendre la dynamique de ces transformations. Le débat, surtout marxiste, à propos de la question agraire en constitue un élément clé. Le module aborde, dans une perspective historique, les processus du changement agraire en Amérique latine; il compare la situation dans cette région et ailleurs. Il examine aussi les diverses trajectoires suivies durant le passage au capitalisme agricole et leurs répercussions sur les moyens d'existence des paysans et des travailleurs ruraux. Le module souligne le caractère inégal et inégalitaire de la transformation rurale en Amérique latine; il révèle la pauvreté et l'exclusion sociale persistantes dans les milieux ruraux. Enfin, il montre que certaines politiques et stratégies de rechange peuvent favoriser un développement rural plus équitable et plus inclusif qui pourrait éradiquer la pauvreté dans les campagnes.

1. La question agraire et les voies de transition vers le capitalisme agricole¹

Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, ce que l'on nomme désormais « la question agraire » est au cœur du développement capitaliste, c'est-à-dire du processus de transformation productive et sociale qui a fait passer une société agraire précapitaliste à un système industriel capitaliste moderne. Essentiellement, ce processus a entraîné une prolétarianisation de la paysannerie, car il a transformé les petits paysans en classe ouvrière urbaine et industrielle.

Au cours des années, le débat autour de la question agraire a pris différentes formes. Les textes proposés explorent l'évolution de ce débat dans divers contextes historiques. Le thème principal concerne les différentes « voies de transition » que les économistes de la Banque mondiale ont présentées comme des « voies possibles pour sortir de la pauvreté rurale » dans le *Rapport sur le développement dans le monde 2008: l'agriculture au service du développement* (voir l'examen critique qu'en propose Veltmeyer, 2009).

Après le débat autour de la question agraire et des différentes voies de transition, l'attention se tourne vers la situation actuelle en Amérique latine. Une approche critique en études du développement exige en effet une analyse comparative pour réfléchir aux changements survenus dans la structure agraire et à la transition opérée dans le domaine agricole.

1. Byres, 2004a, p. 54-83; De Janvry, 1981, p. 61-93, 141-181; Akram-Lodhi et Kay, 2008a, chap. 1.

2. Le régime foncier et le réforme agraire : perspectives historiques et contemporaines²

Au cœur de la question agraire en Amérique latine se trouve le régime foncier établi à l'époque de la « conquête » où les populations autochtones – c'est-à-dire la fraction qui n'avait pas été massacrée ou décimée par les maladies – ont été dépossédées de leur propriété communale. Le régime foncier latino-américain demeure d'ailleurs le plus inégalitaire au monde. Les études classiques de l'Agence canadienne de développement international retracent la formation de ce régime, mais sans toujours examiner la dynamique de lutte des classes qui l'accompagne.

Outre le régime foncier, la question agraire en Amérique latine concerne la lutte des classes pour la terre (voir à ce sujet le module 35 et le texte de Veltmeyer, 2005b). Il s'agit de la réforme agraire que les gouvernements ont amorcée après la Seconde Guerre mondiale dans le cadre du « projet de développement » lancé afin d'éviter « un autre Cuba ».

Au cours des années 1980, les gouvernements désirant faire leur entrée dans le nouvel ordre mondial du capitalisme de marché ont réduit, voire supprimé, les programmes publics de réforme foncière qu'ils avaient établis durant les deux décennies précédentes. En réaction aux actions directes des mouvements de travailleurs agricoles sans terre, comme le Mouvement des sans-terre au Brésil, la Banque mondiale a prôné, puis établi des programmes de « réforme foncière fondée sur le marché ».

Les textes proposés analysent, dans une perspective critique, les débats à propos des théories et des politiques formulées dans la foulée des événements suivants : 1) la réforme foncière obtenue par l'action directe populaire ; 2) les réformes menées par l'État durant les années 1960 et 1970 ; et 3) les programmes de « réforme foncière fondée sur le marché » durant les années 1990. Les textes mentionnent les arguments invoqués en faveur de la réforme agraire, mais ils en soulignent les succès, les limites et les contradictions. Par exemple, la redistribution des terres est-elle une condition suffisante pour atteindre une croissance équitable ? À qui devrait revenir la fonction d'assurer cette redistribution ? À quel point les réformes devraient-elles être radicales ou de grande envergure ? Lorsque le gouvernement bolivien du président Evo Morales a adopté la loi de la « réforme agraire », il a ramené dans l'actualité cette question qui avait soulevé de très vifs débats dans les années 1960 avec l'émergence de mouvements sociaux révolutionnaires.

3. La dynamique de l'économie paysanne et de la main-d'œuvre rurale³

En Amérique latine comme ailleurs, les changements que la transformation productive et sociale apporte à la structure des classes sociales en milieu rural constituent un aspect majeur de la question agraire. Cette question a d'ailleurs soulevé un vif débat entre les « *campesinistas* », qui défendent la viabilité et l'avenir de la paysannerie, et les « *proletarianistas* », qui croient que le processus du développement capitaliste peut entraîner la disparition des paysans. Ce débat concerne les transformations opérées dans les rapports sociaux de production, mais aussi la nature de la paysannerie. Qui sont les paysans dans ce contexte ? Sont-ils en train d'être relégués aux oubliettes de l'histoire, transformés au point de disparaître

-
2. Borras Jr., Kay et Akram-Lodhi, 2007, p. 1-40 ; Kay, 2001, p. 191-235 ; Byres, 2004b, p. 1-16 ; Lahiff, Borras Jr. et Kay, 2007, p. 1417-1436 ; Teubal, 2008, chap 6.
 3. Bryceson, 2000, chap. 1 ; Feder, 1979, p. 3-41 ; Barkin, 2004, p. 270-281 ; Bartra, 1993, p. 127-143, 144-167 ; Heynig, 1982, p. 113-139 ; Kay, 2008a, p. 24-48 ; Otero, 1999b, p. 11-32.

parce qu’ils ont migré ou qu’ils ont été prolétarisés? Se sont-ils reproduits, mais sous une forme différente? Vivent-ils un processus de différenciation et de polarisation – la division en petits, moyens et grands producteurs –, comme cela s’est produit durant le régime de Lénine et les années précédant la Révolution russe?

4. Les paradigmes du développement rural⁴

Après la Seconde Guerre mondiale, alors que la direction du développement revenait à l’État, diverses théories ont émergé pour expliquer le changement et le développement en milieu rural. Ces théories correspondent à trois paradigmes ou écoles de pensée: 1) le «noyau capitaliste en expansion» (la théorie de la croissance et de la modernisation, la Révolution verte); 2) «le structuralisme latino-américain» (le cépalisme); et 3) la théorie néoclassique et la contre-révolution néolibérale (la privatisation, la décollectivisation, la libéralisation et l’emprise du marché mondial).

Avec l’adoption de l’après-consensus de Washington, deux autres perspectives théoriques ont émergé: l’approche des «moyens d’existence durables en milieu rural» (pour une évaluation critique de cette approche, voir le module 25) et la «nouvelle ruralité», qui est apparue au cours de la dernière décennie.

Les textes proposés, en particulier celui de Kay (2008b), analysent les interprétations et les ambiguïtés des deux nouvelles perspectives, mais aussi les débats que celles-ci ont soulevés. Ils s’attardent aux quatre grandes transformations survenues dans l’économie et les sociétés des milieux ruraux. D’après les auteurs, ces transformations que les «nouveaux ruralistes» ont mises en évidence résultent du virage néolibéral en Amérique latine et de l’intégration plus étroite de cette région dans le système mondial. Ils établissent une distinction originale entre les propositions réformistes et les propositions communautaristes pour une nouvelle ruralité. Il faut toutefois examiner de manière critique les mérites et les limites de cette nouvelle approche des études rurales (Barkin, 2001).

5. La dynamique de la pauvreté rurale⁵

Quelles sont les causes et les conséquences de la pauvreté rurale? Qui sont les pauvres en milieu rural? Quelles dimensions de la pauvreté rurale sont associées au genre, à l’origine ethnique et à la classe sociale? Les textes proposés analysent plusieurs interprétations, parfois contradictoires, du problème de la pauvreté. Ces interprétations soulèvent des questions sur les rapports entre la pauvreté et la marginalité, l’exclusion sociale et le capital social (voir le module 24). Parmi les autres thèmes importants abordés figurent: 1) les politiques proposées et appliquées pour réduire la pauvreté rurale, qu’elles viennent de l’État promoteur ou du marché néolibéral; 2) les différentes expériences menées dans divers pays en Amérique latine; et 3) la persistance de la pauvreté rurale malgré les multiples stratégies et efforts mis en œuvre.

4. Bebbington, 2004, p. 173-192; Kay, 2008b, p. 915-943; Barkin, 2001, p. 21-40; Bartra, 2006, p. 177-323.

5. Kay, 2006a, p. 29-76; Berdegué et Schejtman, 2004, p. 45-74.

6. Les stratégies de développement et le développement rural : une exploration des solutions de rechange⁶

Cette dernière partie du module traite des nouvelles stratégies de développement rural proposées au cours des dernières années. Parmi les sujets abordés, mentionnons : 1) le rapport entre le développement rural et les stratégies de développement national ; 2) la dynamique des transnationales agroalimentaires, le néolibéralisme, la sécurité alimentaire et l'avenir de la paysannerie ; et 3) le défi de la mondialisation pour la paysannerie et le développement rural. Quelles leçons pouvons-nous tirer du succès relatif des stratégies et des expériences de développement rural en Amérique latine et, le cas échéant, dans d'autres pays ? Enfin, il est question des perspectives d'avenir des transformations rurales et d'une approche critique pour l'étude du développement rural.

Quelques textes de référence en français

- BRET, Bernard (1996). « L'Amérique latine : de la réforme agraire à l'agro-industrie », dans Jacqueline Bonnamour (dir.), *Agricultures et campagnes dans le monde*, Paris, SEDES, p. 139-162.
- CHONCHOL, Jacques (1995a). « Le problème de la terre et les sociétés rurales en Amérique latine », dans Chantal Blanc-Pamard et Luc Cambrézy (dir.), *Terre, terroirs, territoires : les tensions foncières. Dynamiques des systèmes agraires*, Paris, ORSTOM, p. 257-286.
- CHONCHOL, Jacques (1995b). *Systèmes agraires en Amérique latine : des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Paris, Institut des hautes études de l'Amérique latine – IHEAL.
- GROS, Christian (1997). *Pour une sociologie des populations indiennes et paysannes de l'Amérique latine*, Paris, L'Harmattan.
- HOFFMANN, Odile (2002). « De paysans à Indiens, les représentations de la paysannerie latino-américaine, de 1970 à 2000 », *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 79, p. 9-19.
- MORAES, Réginaldo C. et Claudenei COLETTI (2006). « Un autre monde est-il possible ? Le Mouvement des sans-terre au Brésil », *Critique internationale*, vol. 2, n° 31, p. 161-175.
- STAVENHAGEN, Rodolfo (1969). *Les classes sociales dans les sociétés agraires*, Paris, Anthropos.

6. Kay, 2006a, p. 21-52 ; Kay, 2009 ; Akram-Lodhi et Kay, 2008a, chap. 13.

Module 35

Les politiques foncières contemporaines et les luttes pour la terre

Saturnino M. Borrás Jr.
Université Saint Mary's, Canada

Les politiques foncières et les luttes pour la terre sont deux éléments majeurs des politiques et des discours contemporains à propos du développement international. Pourtant, d'importantes questions analytiques liées à ces deux thèmes demeurent peu explorées. Elles peuvent être envisagées sous deux angles : 1) la nécessité d'une compréhension critique plus systématique et plus cohérente des théories dominantes ; et 2) la nécessité d'une réflexion différente.

1. La terre : politiques foncières, moyens d'existence et développement rural¹

Les théories dominantes postulent que la terre est fondamentalement un bien économique rare. Les politiques adoptées en la matière devraient donc définir les moyens les plus rentables d'attribuer et d'utiliser la terre. D'après le cadre théorique dominant, les mécanismes du marché sont les principaux moyens de parvenir à cet objectif. Ce cadre inspire en grande partie la réflexion contemporaine sur les politiques foncières nationales et internationales.

Les textes proposés offrent une approche critique globale différente. Après avoir examiné le cadre dominant, ils présentent une analyse multidimensionnelle de la question de la terre, à savoir ses aspects économiques, sociaux, politiques, culturels et géographiques. Cette analyse capte mieux les conditions réelles découlant des rapports sociaux entre les groupes et entre les classes. Les textes établissent aussi un lien explicite entre les politiques foncières et les enjeux plus larges de la transformation agraire et de la dynamique du développement.

2. Les théories et les pratiques d'une réforme agraire redistributive²

Les théoriciens contemporains du courant dominant emploient le terme « réforme agraire » pour désigner les transactions entre vendeurs privés et acheteurs privés pour la vente directe de terrains. Cette « réforme agraire axée sur le marché » remonte au début des années 1990. C'est le modèle de politiques que propose aussi un autre courant dominant de revendications pour un loyer foncier et la copropriété. L'intégration de cette réflexion dans les discours politiques actuels a compliqué davantage les discussions, notamment parce que la réforme agraire conventionnelle rejette *a priori* la redistribution des terres publiques. Récemment, des revendications politiques vigoureuses pour une privatisation

1. Deininger et Binswanger, 1999, p. 247-276 ; Bernstein, 2004, p. 190-225 ; Akram-Lodhi, Borrás Jr. et Kay, 2007 ; Kay, 2002, p. 1073-2002.
2. Deininger, 1999, p. 651-672 ; Borrás, 2007, chap. 1-2 ; Bernstein, 2002, p. 433-463 ; Borrás, Kay et Lahiff, 2008, chap. 1 ; Sadoulet, Murgai et De Janvry, 2001, p. 196-229.

massive du reste des terres publiques à l'échelle mondiale ont compliqué encore davantage la situation.

Les textes proposés situent les diverses interprétations contradictoires de la réforme agraire. Ils permettent une discussion critique des approches de la réforme agraire néolibérale axée sur le marché, mais aussi des théories et des pratiques conventionnelles. Les textes examinent enfin certaines lacunes analytiques des études d'économie politique comparant les expériences menées dans divers pays.

3. Vers des politiques foncières vraiment « favorables aux pauvres » et une gouvernance démocratique de la terre³

La théorie contemporaine dominante à propos des politiques foncières a deux grandes caractéristiques. Premièrement, ces politiques sont, en principe, formulées et appliquées pour servir avant tout les intérêts des pauvres des milieux ruraux, d'où leur qualificatif habituel de « favorables aux pauvres ». Deuxièmement, les organismes traditionnels souhaitent fortement avoir de « bonnes politiques » et les « faire fonctionner », d'où la préoccupation récente à l'égard de la gouvernance, en particulier la « gouvernance foncière ». Ces dernières années, les organismes et les chercheurs du courant dominant préfèrent utiliser le terme plus neutre de « politiques foncières » au lieu de l'expression plus traditionnelle de « réforme agraire ». La gouvernance signifie également une efficacité technique qui est censée permettre un processus d'élaboration des politiques à l'abri du pouvoir et des influences politiques. Au cours des dernières années, les principaux organismes bilatéraux et multilatéraux ont tous formulé puis adopté leurs propres politiques foncières.

Les textes proposés abordent ce thème important dans une perspective critique. Il serait facile en effet de se perdre dans des discussions complexes à propos des politiques foncières, de la gouvernance foncière, et ainsi de suite. Il faut donc marquer un temps d'arrêt et s'interroger d'abord sur ce que signifient vraiment ces deux concepts. Pour ce faire, il convient d'utiliser une approche analytique différente qui tient compte de la perspective des paysans pauvres et de la main-d'œuvre rurale.

4. Les mouvements et les luttes pour la terre⁴

Les mouvements traditionnels de revendication considèrent les groupes de paysans et leurs organisations non gouvernementales (ONG) alliées comme des acteurs du processus d'élaboration des politiques foncières. Ils les voient non pas comme les acteurs d'un mouvement social complètement indépendant, mais plutôt comme des auxiliaires administratifs et des canaux commerciaux pour faire appliquer leurs politiques foncières axées sur le marché. Certains grands mouvements paysans et certaines ONG ont su profiter des occasions ainsi offertes.

Les textes proposés situent, dans une perspective critique, la vision dominante quant au rôle des ONG et des mouvements paysans dans l'élaboration des politiques foncières néolibérales. Ils décrivent les mouvements contemporains intéressés à la question de la terre et les groupes qui se situent à l'extérieur du réseau dominant ou qui s'y opposent. Des exemples d'expériences menées en Afrique, en Asie et en Amérique latine illustrent notamment la

3. Borras et Franco, 2008 ; Banque mondiale, 2003.

4. Deininger, 1999, p. 651-672 ; Greenberg, 2004 ; Kerkvliet, 2009 ; Franco, 2008.

nature et les caractéristiques des programmes, des stratégies politiques, des formes d’action collective, de la reddition des comptes et du travail d’alliance de ces mouvements.

5. La compréhension des mouvements agraires transnationaux de lutte pour le droit à la terre et à la citoyenneté⁵

Cette partie du module permet de lancer une discussion élargie sur les mouvements agraires transnationaux. Elle soulève des questions pertinentes pour les militants comme pour les chercheurs, par exemple à propos de l’échec de ces mouvements. Les citoyens des milieux ruraux commencent de plus en plus à invoquer ce qu’ils perçoivent comme un droit à la citoyenneté transnationale, de sorte que leur engagement pourrait donner un nouveau sens à ce droit. Le mouvement *Vía Campesina* a ainsi revendiqué, puis créé et occupé un espace citoyen qui n’existait pas auparavant sur le terrain de la gouvernance mondiale : un espace public distinct pour les paysans et les petits agriculteurs pauvres des pays du Sud et du Nord. La campagne transnationale de *Vía Campesina* contre les politiques foncières néolibérales l’illustre bien. Des citoyens ruraux de différents pays invoquent collectivement leur droit de définir ce que la terre et la réforme agraire signifient pour eux. Ils luttent pour défendre leur droit de reformuler les conditions dans lesquelles s’effectue l’élaboration des politiques. Ils exigent aussi une reddition de comptes de la part des institutions internationales de développement, dont les politiques foncières ont une incidence sur leur vie quotidienne et sur leurs moyens de subsistance.

Loin de réduire la place accordée à chaque acteur important de la société civile, l’entrée de *Vía Campesina* sur la scène de la gouvernance mondiale a au contraire élargi l’espace public que divers groupes avaient créé, puis occupé. Cet espace s’est aussi complexifié avec la mise en place de multiples strates d’interactions des mouvements de paysans ou de petits agriculteurs pauvres avec les ONG, avec les institutions intergouvernementales et avec les organismes donateurs. Or, ces différentes strates d’interactions dynamiques n’existaient pas sur la scène mondiale avant l’arrivée de *Vía Campesina*. Elles ont des répercussions importantes sur les luttes des pauvres des milieux ruraux pour le droit à la citoyenneté dans un contexte transnational.

Un texte de référence en français

BARRIL, Claudia, MARION CARREL, JUAN-CARLOS GUERRERO et ALICIA MARQUEZ (dir.) (2003). *Le public en action, usages et limites de la notion d’espace public en sciences sociales*, Paris, L’Harmattan.

5. Desmarais, 2002, p. 91-124 ; Borrás, Edelman et Kay, 2008 ; Borrás et Franco, 2009.

Page blanche conservée intentionnellement

Section 12

Le développement capitaliste et le marché du travail

Ces dernières années, la Banque mondiale, l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, d'autres organisations intergouvernementales, des décideurs et des chercheurs ont jugé nécessaire d'inciter la main-d'œuvre à s'adapter aux exigences du nouvel ordre économique en devenant plus flexible. Pour justifier cet objectif politique, ils affirment que la main-d'œuvre se trouve devant l'alternative suivante : s'adapter à ces exigences ou subir une détérioration de ses conditions de vie (chômage, insécurité financière, mauvais emplois, faibles revenus). De nombreuses organisations soutiennent alors une réforme du travail qui entraînera la restructuration – prescrite ou légiférée – des « relations industrielles » et du marché du travail.

Pour les tenants d'une approche critique en études du développement, toute cette réforme du travail et la démarche politique entreprise afin de persuader la main-d'œuvre d'accepter celle-ci font partie d'une offensive du capital contre le travail. La réforme s'inscrit dans un programme de restructuration dont le but est d'assurer l'intégration de toutes les économies dans le « nouvel ordre mondial » néolibéral. La Banque mondiale a d'ailleurs exposé cette vision dans l'édition de 1995 du *Rapport sur le développement dans le monde* dont le thème était *Workers in an Integrating World*. Dans cette publication, la Banque mondiale présente une sorte de « manifeste capitaliste » soulignant la nécessité de la mondialisation néolibérale.

La présente section déconstruit ce programme néolibéral à l'aide d'une approche critique, et il examine les dimensions importantes du rapport capital-travail dans le système capitaliste mondial. Pour ce faire, trois modules abordent les thèmes suivants : 1) le travail, le capitalisme et les classes sociales ; 2) la migration et le développement ; et 3) le développement urbain dans les pays du Sud.

Le travail en Amérique latine dans un contexte mondial

Selon la Banque mondiale (1995), environ 99 % de tous les travailleurs qui feront leur entrée sur le marché du travail d'ici 30 ans vivront et travailleront dans des pays à « revenus faible ou intermédiaire » en Afrique, en Asie, dans les Antilles et en Amérique latine. Cette dernière région compte environ 8,4 % de la population active du monde et elle assure 6,1 % de la production ; elle représente 3,9 % des exportations et 3,2 % des importations, alors qu'elle en représentait 12 % et 10,1 % en 1950. D'après la Banque mondiale, le programme concerté des politiques d'ajustement structurel a favorisé l'intégration et l'interdépendance croissantes des pays au sein d'une économie mondialisée. Jusqu'ici, toutefois, ni la forme ni les modalités de cette intégration ne laissent entrevoir les signes d'une évolution vers une plus grande égalité ou équité entre les pays, entre les riches et les pauvres ou entre le grand nombre de travailleurs relativement aisés et le nombre encore bien plus grand de travailleurs pauvres. La Banque mondiale signale d'ailleurs de graves « risques que les travailleurs des pays les plus pauvres accusent encore plus de retard » ; dans certains pays, notamment en Afrique subsaharienne, des groupes de travailleurs pourraient ainsi se retrouver de plus

en plus en marge du processus mondial de « prospérité générale à l'intérieur de pays qui profitent de la croissance » (traduction libre; Banque mondiale, 1995b, p. 6).

Pour la Banque mondiale, le seul moyen qui permettra à tous les pays d'échapper à cette situation consiste à adopter des politiques du travail favorisant une croissance à forte intensité de main-d'œuvre. De telles politiques, observe la Banque, supposent essentiellement « l'utilisation des marchés pour créer des occasions » et, plus précisément, des lois conçues de manière à obtenir une main-d'œuvre et un marché du travail plus flexibles. Pour les travailleurs, la flexibilité signifie une plus grande mobilité – la capacité de se déplacer, au besoin – et la volonté d'accepter n'importe quel emploi offert, même s'il est parfois moins bien rémunéré. Pour les employeurs, la flexibilité signifie une plus grande facilité à participer au processus de production, mais aussi à embaucher, à congédier, à déplacer et à utiliser les travailleurs nécessaires sur les lieux de production, puis à les payer en fonction des conditions du marché.

Pour promouvoir l'idée d'un marché du travail où l'offre et la demande s'équilibrent, donc favorisent l'attribution optimale des ressources (le rendement sur les facteurs de production), les fonctionnaires de la Banque mondiale ont arpenté les coulisses du pouvoir dans toute l'Amérique latine en quête de décideurs qui ont la volonté politique nécessaire pour présenter des réformes législatives ou constitutionnelles, au besoin. Cette idée s'accompagne de la notion selon laquelle, en général, les salaires sont trop élevés à cause de l'ingérence du gouvernement dans le marché du travail (en particulier avec les lois sur le salaire minimum) et à cause du prétendu monopole des syndicats. Appuyant ses dires avec un maximum de données et de soutien technique, la Banque mondiale affirme que les taux de salaires élevés, les avantages excessifs accordés aux travailleurs dans les programmes sociaux des gouvernements populistes antérieurs et le manque général de flexibilité de la main-d'œuvre ont incité les entrepreneurs du secteur privé à se retirer du processus de production. À son avis, cette situation a favorisé l'augmentation du chômage, de la pauvreté et du travail informel.

Comment les décideurs de l'Amérique latine ont-ils répondu aux conseils et aux pressions exercées? D'abord, presque tous les gouvernements ont mis en place un programme d'ajustement structurel afin d'établir un cadre institutionnel adéquat pour la nouvelle politique de réforme du travail dont les conditions ont été déterminées durant le processus de conversion technologique et de transformation de la production.

Dans les années 1990, les gouvernements qui ont jusque-là tardé à adopter un programme d'ajustement structurel emboîtent le pas. Prenant appui sur le cadre institutionnel des ajustements structurels et des réformes connexes, les entrepreneurs et les employeurs joignent leurs voix à celles des financiers et de la Banque mondiale. Ils exigent une réforme des lois du travail et des modifications constitutionnelles, au besoin (comme au Brésil), afin d'autoriser, voire de garantir, une plus grande flexibilité du marché du travail. Dans certains cas, le nouveau régime de travail sera établi à l'intérieur de l'enclave exportatrice d'une *maquiladora* en expansion. Dans d'autres cas (comme au Chili), il sera instauré au cours d'un processus de transformation de la production. Chaque fois, l'application des ajustements structurels et la transformation des capacités productives engendreront une lutte politique. Cette lutte aura pour but d'établir un mode de production et un régime de travail plus flexibles à l'aide d'une réforme législative, d'une autorisation administrative ou, plus souvent, d'un décret du pouvoir exécutif.

Module 36

Le travail, le capitalisme et les classes sociales

Rosalind Boyd

Université McGill, Canada

Par son caractère profondément dialectique, le concept du travail [...] considéré comme un processus simultanément créatif et aliénant, libérateur et asservissant, est directement lié au concept du développement (traduction libre; Paresh Chattopadhyay, cité dans Boyd, Cohen et Gutkind, 1987, p. 48-69).

Le présent module place les luttes des travailleurs au centre d'une approche critique du développement dans la phase actuelle d'un capitalisme mondial qui se caractérise par la pauvreté et des inégalités indécentes, surtout dans les régions du Sud. Depuis deux à trois décennies, il se produit une restructuration du capitalisme mondial dans la foulée du programme néolibéral adopté par les entreprises transnationales et les organisations financières internationales. Cette restructuration est en outre liée à un essor sans précédent du militarisme à l'intérieur du pouvoir hégémonique américain, un pouvoir qui a entraîné des changements catastrophiques partout dans le monde, en particulier pour les travailleurs. Il est d'ailleurs difficile de saisir exactement toute la complexité de ce phénomène. Pour pouvoir opérer une véritable transformation du système capitaliste et de ses institutions, il faut définir le contexte dans lequel ces changements surviennent.

Les transformations profondes apportées aux processus d'emploi et au marché du travail ont miné les gains acquis grâce aux organisations syndicales. Pour contrer les effets adverses indéniables du pouvoir capitaliste mondial, les travailleurs et leurs organisations s'efforcent de résister, de chercher des solutions de rechange et d'établir de nouvelles formes d'organisation démocratique.

Le présent module examine, dans une perspective critique, les théories et les concepts relatifs au rapport capital-travail, puis il les situe dans le contexte des sociétés contemporaines. Chaque thème abordé sert à remettre en question les paradigmes qui reflètent rarement avec exactitude les conditions socioéconomiques des travailleurs et qui reproduisent simplement la vision capitaliste étroite du travail à l'intérieur du cadre restreint de l'économie. Les textes proposés se concentrent sur la recherche critique engagée (Saul, 2006), dont le but est de stimuler la pensée créative et d'analyser les réalités sociales afin d'organiser non seulement l'éradication de la pauvreté, mais aussi la transformation du système mondial pour en arriver à un ordre mondial d'égalité et de compassion.

1. La théorie et la contestation des concepts du travail et du capital¹

Les textes proposés abordent divers sujets importants, dont la nature du travail dans un régime capitaliste et la dynamique sociale du rapport capital-travail dans l'économie mondiale. Ils traitent aussi de la transformation productive et sociale du travail au cours du processus d'accumulation du capital, à savoir la « multiplication du prolétariat » lorsque la main-d'œuvre agricole paysanne a été transformée en diverses formes de travailleurs salariés. Cette « prolétarianisation » est un phénomène endémique du capitalisme, mais durant la « brève histoire du néolibéralisme » (Harvey, 2005), c'est-à-dire depuis les années 1980, elle a pris des formes nouvelles qu'il faut étudier attentivement dans une perspective critique.

2. L'informalisation du travail et la désindustrialisation²

Une approche critique doit examiner les thèmes suivants : 1) la situation des travailleurs pauvres ; 2) les formes et les conditions du chômage et du sous-emploi ; 3) « le salaire de subsistance » ; 4) les conditions de travail des enfants ; 5) « le secteur informel », le travail précaire et la classe ouvrière informelle à l'échelle mondiale ; et 6) les problèmes d'exclusion sociale, de marginalisation et de sous-traitance.

Le terme « secteur informel » est une création récente. Il a d'abord désigné les conditions de travail apparues au cours de la soi-disant transition d'une société traditionnelle à une société moderne. Dans les années 1950 et 1960, la vision optimiste de la théorie de la modernisation incitera de nombreux chercheurs à croire que les formes traditionnelles de travail et de production disparaîtront avec les progrès économiques. Quand leur optimisme se révèle sans fondement, les chercheurs étudient plus attentivement ce que l'on appelait alors « le secteur traditionnel ». Ils constatent qu'il a persisté et même pris de l'expansion pour englober de nouveaux phénomènes. Ayant accepté que ces formes de production et de travail soient là pour rester, les chercheurs commencent à employer le terme « secteur informel », que l'anthropologue britannique Keith Hart avait utilisé dans une étude sur le Ghana, en 1973 et que l'Organisation internationale du travail (OIT) avait repris dans une étude sur le Kenya largement diffusée en 1972.

Le secteur informel est donc devenu un objet de recherche de plus en plus populaire non seulement pour les économistes, mais aussi pour les sociologues et les anthropologues. Avec le virage vers les formes postfordistes de production et de réglementation du travail dans les pays en développement avancés (voir à ce sujet Lipietz, 1982), de nombreux travailleurs ont été chassés du secteur formel, puis poussés vers le travail autonome dans un contexte d'informalisation. Dans leur célèbre recueil intitulé *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*, le sociologue Alejandro Portes et ses collaborateurs signalent l'existence d'une économie informelle dans tous les pays. Leurs études de cas en découvrent des signes aussi bien à New York et à Madrid qu'en Uruguay et en Colombie. Le terme « économie informelle » a alors remplacé celui de « secteur informel ».

L'ouvrage le plus influent sur l'économie informelle est sans doute *El Otro Sendero* (1986), d'Hernando de Soto, paru en français sous le titre *L'autre sentier* (1994). De Soto y soutient que la réglementation excessive des économies du Pérou et d'autres pays de

1. Bernstein, 2000, p. 25-51 ; Chattopadhyay, 1987, p. 27-60 ; Pillay, 2007 ; Munck, 2002.

2. Boyd, 2006, p. 487-502 ; Davis, 2004, p. 5-34 ; Koo, 2001 ; Lipietz, 1982 ; Munck, 2005.

L'Amérique latine a forcé de nombreux producteurs et travailleurs à nouer des rapports de travail informel, freinant ainsi le développement économique. Il accuse la classe dirigeante d'incarner le mercantilisme du xx^e siècle, mais il admire l'esprit d'entrepreneuriat des individus à l'œuvre dans l'économie informelle. À son avis, le manque de réglementation publique dans ce secteur est un atout, car il permet à cet esprit de s'épanouir et de créer des conditions propices au développement.

Le travail d'Hernando de Soto est populaire auprès des décideurs et des champions du libre marché. De nombreux chercheurs spécialistes de l'économie informelle l'ont toutefois critiqué pour ses lacunes méthodologiques et ses déformations idéologiques. Mike Davis (2004) propose une approche beaucoup plus utile et valable pour comprendre la dynamique de l'économie informelle dans les sociétés en développement. Il décrit comment l'économie informelle et la « planète de taudis » correspondante sont liées à la prolétarianisation endémique dans le développement capitaliste.

3. Le travail et la dimension du genre³

Les textes proposés abordent des sujets importants, notamment : 1) la féminisation du travail ; 2) les relations étroites du capitalisme et du patriarcat dans la subordination des femmes ; 3) la dynamique de la production de valeur dans le travail domestique, le travail non rémunéré et le travail reproductif ; et 4) le travail de production agricole.

L'expansion du commerce, les mouvements de capitaux et les progrès technologiques survenus durant le processus du développement capitaliste et de la mondialisation ont entraîné ce que les sociologues ont appelé une « féminisation du travail ». Pour les tenants de l'approche dominante du développement, ce phénomène a généralement été un facteur de libération pour les femmes. La participation des femmes au marché du travail a en effet allégé le poids des traditions et des pratiques opprimantes qui les enchaînaient. Elle a réduit leur dépendance à l'égard des hommes et leur a offert plus de possibilités d'épanouissement personnel. Elle a toutefois aussi entraîné dans son sillage des changements dont les conséquences ont été terribles : discrimination sexuelle, violence, harcèlement sexuel et ateliers de misère.

Avec l'expansion de l'économie mondiale, les multinationales cherchent à embaucher des femmes dans tous les pays parce qu'elles consentent, en général, à travailler pour des salaires moindres et qu'elles ont moins tendance à s'organiser. Elles sont également censées accepter et elles acceptent souvent un emploi moins rémunéré offrant peu de sécurité et aucune autonomie. En fait, les femmes sont plus « flexibles », donc plus capables de « s'adapter » aux exigences du marché du travail dans le nouvel ordre mondial.

4. Les manifestations du capitalisme mondial « sauvage⁴ »

Les textes proposés abordent divers aspects du capitalisme sauvage, notamment : 1) la nature et les dimensions de l'économie souterraine ; 2) la dynamique du travail transfrontalier et de la migration de la main-d'œuvre ; et 3) les travailleurs sans papiers et leur contribution à l'économie (en particulier aux États-Unis).

L'économie souterraine est un monde vibrant et mystérieux où le bouche-à-oreille permet de trouver des emplois ou des services et de faire des transactions commerciales, un

3. Mies, 1988, p. 67-95 ; Moghadam, 2005b, p. 50-77 ; Young, 2000, p. 315-328 ; Bakker, 1994 ; Sparr, 1994.

4. Shelley, 2007 ; Cohen, 2004.

monde où tout se paie comptant afin d'échapper au contrôle gouvernemental et d'éviter les taxes et les impôts. L'économie souterraine comprend une multitude d'activités qui se distinguent cependant des activités criminelles du monde interlope. Les autorités gouvernementales semblent très pressées d'associer le crime organisé et les narcotrafiquants avec les producteurs et les travailleurs autonomes de « l'économie informelle ». Les deux groupes violent sciemment les lois et les règlements ; ils défient tous deux les autorités politiques, mais ils jouent un rôle radicalement différent dans le processus du développement. Pour une approche critique en études du développement, il importe d'examiner les dynamiques du travail dans le secteur informel ou dans l'économie souterraine qui touchent la société et le développement.

La main-d'œuvre immigrante existe depuis toujours, mais elle a pris différentes formes dans divers contextes de développement. En général, elle se compose des membres d'une communauté paysanne rurale ou d'une société traditionnelle qui sont forcés de quitter leurs terres pour vendre leur force de travail en milieu urbain à cause des pressions du développement capitaliste. Certains chercheurs ont d'ailleurs qualifié ce phénomène de « migration forcée ». La Banque mondiale l'a toutefois considéré comme une « voie pour sortir de la pauvreté rurale » dans l'édition de 2008 du *Rapport sur le développement dans le monde*. Il convient donc d'examiner, dans une perspective critique, la dynamique nationale et internationale du processus de migration de la main-d'œuvre.

5. Les institutions du capital et du travail à l'échelle mondiale⁵

L'économie libérale considère que le *capital*⁶ et le *travail*⁷, tout comme la *terre*⁸ et la *technologie*⁹, sont des *facteurs de production*. La sociologie et l'économie politique envisagent

5. Munck, 2001, p. 8-25 ; Veltmeyer, 1997a, p. 226-259 ; Boyd, 1998.

6. Le terme « capital » désigne généralement la « somme totale de la richesse d'une société » ou, plus précisément, la source et les moyens de production de cette richesse, un investissement dans les ressources productives de la société, c'est-à-dire les revenus ou les actifs producteurs de richesse. En ce sens, le capital peut prendre différentes formes : d'abord, le capital financier (l'argent investi dans la production), le capital matériel (la technologie sous la forme de machinerie, d'équipement, d'ordinateurs, etc.), le capital naturel (la terre et ses ressources), le capital humain (l'éducation, les connaissances) et le capital social (les normes de réciprocité exprimées dans une culture de solidarité sociale). La plupart des théories du développement économique mettent l'accent sur le rôle du capital financier dans le processus du développement. Les tenants de l'approche des moyens d'existence durables et d'autres approches fondées sur les « actifs » voient toutefois le capital comme la matrice des cinq types d'actifs productifs. Récemment, les analyses et les pratiques inspirées d'un « nouveau paradigme du développement » ont souligné l'importance du capital social dans une approche centrée sur les individus qui vise à renforcer la capacité des pauvres à agir pour eux-mêmes.

7. Le terme « main-d'œuvre » signifie, en termes abstraits, « la force de travail » ou la capacité de travail et, plus concrètement, l'action de produire quelque chose, de transformer une ressource naturelle en un produit pour l'usage ou l'échange. Dans le contexte du développement capitaliste, la force de travail est considérée comme une marchandise, à savoir ce que le travailleur échange contre du capital pour un salaire de subsistance.

8. Dans les analyses du développement, le terme « terre » désigne non seulement le « sol », mais aussi le stock des ressources naturelles qui se trouvent sur ou sous la surface et qui peuvent être extraites et transformées en marchandises ou en produits pour l'usage.

9. La « technologie », dans son sens matériel ou social, est un important facteur de production. Lorsque le travail consacré à la production ajoute de la valeur au produit, la technologie détermine la productivité de ce travail, c'est-à-dire le résultat obtenu par rapport au travail et au capital utilisés.

le capital et le travail non pas comme des objets, mais plutôt comme des *rappports sociaux de production*¹⁰ qui constituent, ensemble, la base économique de la structure sociale. Pour ces deux disciplines, le concept de *classe sociale*¹¹ exprime le mieux les conditions objectives et subjectives de la structure sociale ainsi que la dynamique à l'œuvre à l'intérieur de cette structure (pour en savoir plus sur les aspects théoriques et méthodologiques de l'*analyse de classe*, voir les modules 17 et 27).

Parmi les sujets importants dont traitent les textes proposés, mentionnons les politiques du travail des principales institutions financières internationales comme l'OMC, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ainsi que les diverses conventions de l'Organisation internationale du travail en particulier son programme pour un travail décent. Les textes examinent aussi des accords commerciaux pertinents comme l'Accord de libre-échange nord-américain, l'accord de coopération économique de la zone Asie-Pacifique et le Marché commun du cône sud pour déterminer leurs effets sur le monde du travail. Ils traitent ainsi du code de conduite sur la responsabilité sociale des entreprises que les Nations Unies ont établi en 1989 dans le cadre d'une stratégie visant à intégrer le secteur privé dans le processus du développement. Les contributions et les limites de ce code par rapport au travail, à l'environnement et au développement durable soulèvent toutefois d'intenses débats où les positions correspondent à quatre grandes catégories : le bon ou le mauvais développement et le bon ou le mauvais capitalisme. Une sélection de cas représentatifs permet d'examiner l'effet du code de conduite sur les comportements réels des transnationales et des multinationales en matière de travail.

La formation de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, un modèle de commerce intrarégional inspiré des principes socialistes plutôt que capitalistes, est un autre événement susceptible d'avoir une incidence importante sur le travail en Amérique latine. D'abord proposée par le Venezuela (Hugo Chávez), la nouvelle alliance commerciale régionale unit maintenant ce pays, Cuba, la Bolivie, l'Équateur et plusieurs pays d'Amérique centrale, notamment le Honduras et le Nicaragua.

6. L'organisation des travailleurs et des forces de résistance¹²

Parmi les sujets importants dont traitent les textes proposés figurent : 1) la nécessité de ranimer les syndicats et le mouvement des travailleurs ; 2) les nouvelles formes de résistance

10. D'après Marx, au cours du processus de production, les individus entrent forcément dans des rapports « hors de leur volonté », des « rapports de production » qui confirment leur position de classe à l'intérieur de la structure sociale, c'est-à-dire la propriété des moyens de production. Les sociétés fondées sur le mode de production capitaliste comptent deux grandes classes sociales : la classe capitaliste propriétaire des moyens de production qui, dans un cadre capitaliste, prennent la forme du capital financier ; et la classe ouvrière, un prolétariat qui n'est pas propriétaire ou qui vit dans un état de dépossession l'obligeant à échanger sa force de travail avec le capital ou à travailler contre un salaire.
11. La conception marxiste des classes sociales définit les rapports d'un individu avec la production. Elle se distingue de la conception structuro-fonctionnaliste de la classe, qui définit les rapports d'un individu avec le travail et qui détermine les regroupements professionnels. La conception marxiste se distingue aussi de la conception wébérienne, qui définit la classe sociale par rapport aux « chances dans la vie » d'un individu, des chances déterminées par ses rapports avec le marché (sa capacité de consommation) plutôt qu'avec le mode de production. Dans la conception de Weber, les catégories d'analyse sont : la classe supérieure, la classe moyenne supérieure, la classe moyenne, la classe moyenne inférieure et la classe inférieure.
12. Bieler, Lundberg et Pillay, 2008 ; Lambert et Webster, 2001, p. 337-362 ; Eade et Leather, 2005 ; Waterman, 1999.

et le «syndicalisme de mouvement social»; et 3) le débat à propos du revenu minimum garanti. Les textes examinent aussi les expériences récentes ou passées de prise de contrôle et de gestion d'usines par des travailleurs. Ils analysent enfin les nouvelles formes d'organisation de la solidarité transnationale des travailleurs.

Quelques textes de référence en français

BRAVERMAN, Harry (1976). *Travail et capitalisme monopoliste: la dégradation du travail au XX^e siècle*, Paris, Maspero.

BRUNELLE, Dorval (1980). *La raison du capital: essai sur la dialectique*, Québec, Hurtubise.

COLLECTIF DE RECHERCHES EN SOCIOLOGIE DU TRAVAIL (1981). *La division en classes sociales*, Laval, Laboratoire de recherches sociologiques, Québec, Faculté des sciences sociales, Université de Laval.

DELAUNAY, Jean-Claude (1999). *La mondialisation en question*, Paris, L'Harmattan.

NESIC, Karl (1996). *Crise sociale: mythes et réalités, fragments d'analyse à l'usage des jeunes générations*, Paris, L'Harmattan.

Module 37

La migration et le développement

Le travail dans l'économie mondiale

Raúl Delgado Wise et Humberto Márquez Covarrubias

Université autonome de Zacatecas, Mexique

Sous la direction de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, certaines organisations internationales ont appliqué un programme politique international de migration et de développement. Selon leur postulat, les envois d'argent des migrants à leurs familles peuvent favoriser le développement local, régional et national de leurs pays d'origine. Par extension, ces envois sont considérés comme un apport indispensable de devises étrangères assurant la stabilité macroéconomique et atténuant les ravages de problèmes insidieux comme la pauvreté. Cette vision se confirme à la lumière du poids croissant des envois d'argent en tant que source de revenus de subsistance dont dépendent de nombreux ménages dans les pays sous-développés.

La Banque mondiale (2006) estime que 500 millions de personnes (8 % de la population mondiale) reçoivent les envois d'argent des migrants. Les envois aux pays sous-développés ont ainsi grimpé de 85 milliards de dollars américains en 2000 à 199 milliards en 2006. Les apports non enregistrés, qui s'effectuent au moyen de canaux informels, pourraient augmenter ces chiffres de 50 % ou plus. En tenant compte des apports non enregistrés, le montant total des envois d'argent a surpassé les investissements directs étrangers ; il représente aussi plus du double de l'aide officielle accordée aux pays du tiers monde. Dans de nombreux cas, ces envois d'argent sont devenus la source de devises étrangères la plus importante et la plus volatile.

La Banque mondiale a récemment adopté une position plus prudente sur les rapports entre la migration et les envois d'argent. Il est toutefois évident que les programmes d'ajustement structurel qu'elle a prônés, avec le Fonds monétaire international (FMI), sont la cause profonde de l'augmentation très marquée des mouvements migratoires du Sud vers le Nord et des envois d'argent des migrants. Loin de contribuer au développement des pays fournisseurs de migrants, les programmes d'ajustement structurel ont renforcé la dynamique du sous-développement en provoquant trois grands mouvements : 1) le démantèlement et la réorganisation de l'appareil productif pour répondre aux processus de restructuration du capital exigés par les pays du Nord ; 2) la création d'une énorme population excédentaire dépassant largement la notion traditionnelle d'*armée de réserve des chômeurs* ; et 3) l'accélération des mouvements de migration.

Le programme de migration-développement comporte toutefois un grand paradoxe. En effet, il ne modifie pas les principes sous-jacents de la restructuration du capital à l'échelle mondiale, ni la manière dont les politiques néolibérales s'appliquent dans les pays fournisseurs de migrants. Au mieux, il propose des stratégies superficielles comme réduire les coûts assumés pour le transfert d'argent des migrants et soutenir les infrastructures financières

nécessaires pour utiliser cet argent aux fins de microprojets qui auront, en fin de compte, une incidence très limitée sur le développement. Les politiques courantes en matière de migration et de développement sont incohérentes et mal adaptées au contexte. Elles ne sauraient donc faire partie d'un nouveau modèle de développement ou d'une nouvelle forme d'intégration économique régionale pour atténuer les disparités socioéconomiques entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Il est aussi peu probable qu'elles réussissent à restreindre ou à réduire les mouvements migratoires actuels et futurs.

Malgré la prolifération récente des recherches sur la migration et le développement, il existe une nette dissociation entre les théories sur le développement et les théories sur la migration. Un tel cloisonnement produit des études limitées qui empêchent de saisir le contexte dans lequel les migrations s'inscrivent, mais aussi les liens fondamentaux entre les processus du développement à l'échelle mondiale, nationale, régionale et locale. De plus, les recherches conceptuelles et théoriques accusent du retard par rapport aux discours et aux politiques des organisations internationales en ce qui concerne la migration et le développement. Les débats universitaires se sont donc bornés à reprendre les concepts présents dans ces discours ou, au mieux, à les examiner de manière critique.

La complexité des rapports entre migration et développement exige une approche analytique différente. Au lieu de se concentrer sur le phénomène migratoire, il faut s'attarder aux processus plus larges du développement et de la transformation sociale. Cela signifie d'adopter une approche critique du développement pour appréhender la migration internationale. Il devient alors essentiel de définir des objectifs théoriques au moyen d'un exercice interdisciplinaire, c'est-à-dire formuler des propositions adaptées au contexte, aux agents et aux processus d'un environnement multiterritorial.

Il faut aussi problématiser et contextualiser la notion de développement afin de briser les cadres normatifs qui omettent d'envisager la nécessité d'apporter des changements structurels et institutionnels. Ces cadres se limitent en effet à proposer, de façon abstraite, des améliorations socioéconomiques. Étant donné les vastes mouvements migratoires actuels, le problème du développement soulève d'autres défis qui concernent notamment : 1) les rapports asymétriques entre les pays ; 2) la reconfiguration des chaînes de production, qui entraîne une restructuration et une précarisation du marché du travail ; 3) les inégalités sociales transterritoriales et, plus précisément, la détérioration des conditions matérielles et subjectives, qui encourage une population à émigrer ; 4) les problèmes d'intégration dans les pays d'accueil où les conditions sociales et le marché du travail sont défavorables ; et 5) la préservation des liens avec les pays d'origine.

Pour comprendre ce phénomène complexe et certains aspects du rapport dialectique développement-migration, il faut étudier à la fois les pratiques stratégiques et les dynamiques structurelles.

1. *Les pratiques stratégiques.* Il s'agit de l'affrontement entre différents projets au service d'intérêts divergents qui, à leur tour, sous-tendent les structures du capitalisme contemporain et produisent des problèmes intrinsèques de développement. De nos jours, deux grands projets s'affrontent ainsi. Le premier, quasi hégémonique, vient des transnationales et des gouvernements des pays développés sous la direction des États-Unis, mais il profite de l'appui des élites alliées dans les pays sous-développés ; tous ces pays sont réunis sous la bannière de diverses organisations internationales et institutions financières internationales. Ce projet, proposé dans le cadre de

la mondialisation néolibérale, a toutefois perdu sa légitimité. C'est la raison pour laquelle il devient possible de remplacer le terme « hégémonie » par celui de « domination » pour souligner que la mise en œuvre du projet néolibéral résulte non pas d'un consensus, mais bien de l'usage de la force militaire et de l'imposition, par Washington, des politiques macroéconomiques nécessaires à son développement. Le second projet propose une solution de rechange au premier. Il englobe les actions sociopolitiques d'une multitude de classes sociales et de mouvements sociaux, mais aussi d'acteurs collectifs qui adhèrent au projet politique de transformer les structures, les institutions et les milieux politiques nuisant à l'application de stratégies de développement différentes à l'échelle mondiale, régionale, nationale et locale.

2. *Les dynamiques structurelles.* Il s'agit du développement asymétrique du capitalisme contemporain qui se déploie sur plusieurs plans et à plusieurs niveaux, par exemple : les sphères de la finance, du commerce, de la production et du marché du travail ; l'innovation technologique (une forme de contrôle stratégique) ; l'attribution et l'usage des ressources naturelles, et les conséquences environnementales. Ces divers facteurs créent différents rapports : entre les pays développés ; entre les pays développés et les pays sous-développés ; et entre les pays sous-développés. Ils délimitent aussi les terrains où se produisent les interactions entre les secteurs, les groupes, les mouvements et les classes sociales. Tous ces facteurs prennent différentes formes à l'échelle mondiale, régionale, nationale et locale.

Le présent module propose d'évaluer des études sur la migration et le développement à l'aide d'une approche critique qui considère l'explosion de la migration comme un élément du mécanisme complexe de restructuration du capital. Pour comprendre ce mécanisme, il faut redéfinir les paramètres des études en question. Cela signifie élargir le champ de la recherche et inverser les termes de la présente équation migration-développement de manière à placer les questions complexes du développement et de la transformation sociale au centre du cadre d'analyse : bref, envisager différemment la migration internationale. Les migrants ne devraient pas porter la responsabilité de promouvoir le développement dans leurs milieux d'origine. En même temps, il importe de souligner leur contribution directe au développement des pays d'accueil et leur incidence sur leurs pays d'origine dans le contexte de la restructuration mondiale du capital. Cette démarche fait partie d'une approche critique en études du développement. Elle exige de nouveaux outils théoriques et méthodologiques pour produire de nouvelles connaissances, de nouveaux concepts, de nouvelles catégories d'analyse, de nouveaux programmes de recherche et de nouveaux systèmes d'information.

1. Un aperçu critique des théories de la migration et du développement¹

Les théories de la migration et du développement rejoignent plusieurs écoles de pensée : 1) la théorie de la modernisation : le néo-classicisme, les nouvelles théories de la croissance, le néomalthusianisme, la croissance migratoire ; 2) les approches historico-structurelles : le marxisme, la théorie de la dépendance, les systèmes-monde, la causalité cumulative, la segmentation des marchés du travail ; 3) le néostructuralisme : le capital social, les réseaux sociaux, le transnationalisme ; et 4) l'évaluation générale du domaine d'études : la nature et les limites des rapports entre migration et développement.

1. Massey *et al.*, 1998 ; Massey *et al.*, 1993, p. 431-466 ; De Hass, 2007 ; Herrera, 2006.

Les théories de la migration correspondent en général à deux grands paradigmes. Le premier, positiviste, s'inspire d'une approche de la modernisation centrée sur les comportements économiques rationnels des individus qui tient compte d'un contexte social évoluant vers la convergence et la réduction des asymétries. Le second paradigme adopte une perspective plus critique qui, contrairement au positivisme, insiste sur les transformations et les contradictions sociales. Les approches néostructuralistes correspondent à une position intermédiaire, car elles tentent d'expliquer la dynamique de la migration en se centrant sur la capacité d'agir (*agency*²) des migrants. Malgré des racines paradigmatiques communes, les théories de la migration ont évolué d'une manière assez distincte des théories du développement. Vu leur horizon analytique restreint, les théories de la migration ont omis des aspects essentiels du contexte capitaliste actuel.

Une approche inspirée de l'économie politique, mais fondée sur un examen critique, historico-structurel, peut fournir l'appareil théorique et méthodologique nécessaire pour étudier le lien important entre la migration et le développement. Cette approche offre des outils essentiels pour analyser le capitalisme contemporain, son rôle dans la migration de la main-d'œuvre ainsi que divers facteurs historiques, structurels et stratégiques. L'approche de l'économie politique permet d'examiner de nombreux thèmes: 1) l'ampleur de la crise systémique et de la restructuration capitaliste (la mondialisation néolibérale); 2) la création de blocs économiques régionaux; 3) la transformation des processus de travail dans le système de production postfordiste; 4) l'hégémonie politique et militaire des États-Unis; 5) l'écart croissant entre pays développés et pays sous-développés; 6) l'internationalisation de la production; 7) la transnationalisation, la différenciation et la précarisation du marché du travail; et 8) l'aggravation des inégalités sociales à l'échelle mondiale et la création, dans les pays du Sud, d'une population excédentaire forcée d'émigrer dans les pays du Nord.

2. La migration et la mondialisation néolibérale : la restructuration capitaliste du travail³

Cette partie du module aborde divers thèmes: 1) le capitalisme contemporain: la mondialisation, le néolibéralisme, l'impérialisme et la restructuration du capital; 2) le néolibéralisme et la migration: les programmes d'ajustement structurel, l'intégration régionale et l'internationalisation de la production; 3) la transnationalisation et la précarisation des marchés du travail; et 4) la nouvelle dynamique migratoire: les phénomènes émergents de la migration forcée et des mouvements migratoires, les nouvelles modalités de l'innovation et de la migration d'une main-d'œuvre qualifiée, la précarisation du travail et l'exclusion sociale.

La crise de l'accumulation du capital et la perte de profitabilité qui ébranleront le système capitaliste mondial durant les années 1970 inciteront les pays développés à adopter une stratégie mondiale de restructuration capitaliste. Cette stratégie repose sur l'action combinée de trois mécanismes complémentaires: la mondialisation, le néolibéralisme et

2. Ndt: Le concept d'*agency* est très fréquent dans les textes en langue anglaise, mais à peu près absent dans les textes en langue française. Traduire ce terme pose donc un problème particulier. La solution adoptée s'inspire des articles de Jérôme Vidal (<<http://jeromevidal.blogspot.ca/2010/07/la-question-de-lagency-puissance-et.html>>) et Serge Proulx (<<http://pro.ovh.net/~iskofran/pdf/isko2009/PROULX.pdf>>), consultés le 17 décembre 2012.

3. Bello, 2006; Harvey, 2007, p. 21-44; Castles et Miller, 2008; Sassen, 1990.

la financiarisation. Dans les pays sous-développés, la stratégie de restructuration capitaliste générera trois grands problèmes. Premièrement, elle détruira les mécanismes nationaux d'accumulation et entraînera la réinsertion de ces pays dans la dynamique capitaliste dirigée par les grandes entreprises. Ce processus aura de nombreux effets : 1) le démantèlement de l'appareil de production national et du marché interne ; 2) la destruction des systèmes de subsistance et de sécurité sociale ; et 3) l'élargissement du fossé entre riches et pauvres. Deuxièmement, la restructuration capitaliste engendrera une population excédentaire à la suite de la libéralisation de vastes contingents de travailleurs séparés de leurs moyens de production et d'existence. Cette libéralisation augmentera le chômage et le sous-emploi, la pauvreté et la marginalisation, puis causera une expansion sans précédent du secteur informel. Ce climat d'instabilité sociale favorisera la violence, l'insécurité, les activités illícites et la répression étatique. Troisièmement, la restructuration capitaliste fera exploser la migration forcée attribuable à la destruction des modes de production et d'existence. Des millions de travailleurs et leurs familles devront quitter les campagnes afin de trouver du travail dans les villes, soit dans leurs pays, soit dans les pays développés.

3. Le nouveau mantra du développement : la migration, les envois d'argent et les politiques publiques⁴

Les textes proposés traitent de deux grands thèmes : 1) la notion, la mesure et la typologie des envois d'argent ; et 2) le programme international d'envois d'argent et le développement. Ils offrent une critique des théories et des pratiques du modèle de développement fondé sur les envois d'argent en signalant leurs répercussions et leurs limites sur les plans macro et micro. Les textes examinent aussi la dépendance socioéconomique à l'égard des envois d'argent et ils soulignent le caractère insoutenable de cette situation.

Les organisations internationales et les gouvernements des pays d'origine ou des pays d'accueil n'ont pas favorisé les changements structurels, institutionnels et politiques qui auraient miné les causes profondes de la migration forcée, donc les problèmes du sous-développement et de la dépendance. Ils ont plutôt proposé un programme de développement qui mise sur les envois d'argent et sur les retombées dans les régions d'origine. Dans cette vision, la migration est une source de développement, les envois d'argent en sont les véhicules et les migrants en sont les agents.

Ce modèle de développement appliqué dans les pays d'émigration repose sur l'exportation d'une main-d'œuvre bon marché. Il détériore les processus d'accumulation du capital, mais il entraîne aussi la formation de rapports asymétriques, de subordination, à l'intérieur du système d'intégration régionale des pays d'accueil.

4. Les organisations, la participation politique et les divers droits des migrants⁵

Parmi les sujets importants dont traitent les textes proposés, mentionnons : l'organisation sociale de la migration ; les organisations de migrants et les réseaux sociaux ; la participation

4. CMMI, 2005 ; BID-FMI, 2006 ; Fajnzylber et López, 2007 ; Ratha, 2003 ; Banque mondiale, 2006 ; Terry et Wilson, 2005 ; Nyberg-Sorensen, Van Hear et Engberg-Pedersen, 2002, p. 3-48 ; Delgado Wise et Márquez, 2008.

5. Schierup, Hansen et Castles, 2006 ; Fox et Brooks, 2003 ; Fox, 2005 ; Goldring, Henders et Vandergeest, 2003.

politique et sociale des migrants ; la citoyenneté transnationale ; l'évolution vers une société civile transnationale ; les modes d'intégration des migrants et les politiques d'asile ; l'intégration intergénérationnelle ; les tendances et les défis relatifs au transnationalisme et au développement.

Malgré leur contribution précieuse aux économies des pays développés importateurs de main-d'œuvre, les migrants font face à la précarisation de leur travail, à l'exclusion sociale et à la marginalisation politique. Les gouvernements des pays d'accueil adoptent diverses politiques afin de réglementer l'entrée, la résidence et l'expulsion des migrants. Ces politiques ont tendance non seulement à violer le droit du travail et les droits de la personne, mais aussi à criminaliser la migration tout en répondant aux besoins des entreprises capitalistes qui profitent d'une main-d'œuvre abondante, désorganisée, vulnérable, flexible et précarisée. Pour leur part, les migrants semblent peu enclins à se syndiquer ou à s'engager dans l'action politique pour défendre leurs intérêts. Les tentatives d'organisation et de mobilisation prennent certes de l'ampleur, mais elles n'ont pas encore réussi à produire un front politique organisé et capable d'influencer les conditions de vie et de travail des migrants. La plupart des organisations de migrants se divisent en multiples groupes identitaires d'une même nationalité ou, dans les cas extrêmes, d'un lieu d'origine particulier. De plus, elles se fragmentent souvent en fonction de différentes pratiques : la religion, les relations sociales et la solidarité avec les milieux d'origine.

Les gouvernements des pays d'émigration n'intercèdent pas au nom de leurs migrants. Au mieux, ils veulent uniquement établir des liens diplomatiques afin de « séduire la diaspora » et de garantir la réception des envois d'argent. Ils peuvent ainsi réduire les pressions extérieures sur leurs comptes nationaux tout en assurant la subsistance de millions de familles pauvres.

5. La migration et le développement : perspectives des pays du Sud⁶

Les textes proposés examinent diverses perspectives des pays du Sud par rapport aux liens entre migration et développement : une vue d'ensemble de ces liens ; une analyse comparative des principaux pays d'émigration dans des contextes d'intégration régionale ; les mouvements migratoires et la « diaspora moderne », y compris les envois d'argent et les politiques publiques d'intégration dans les pays d'accueil ; les répercussions de ces envois sur le développement ; et les « meilleures pratiques » en ce qui concerne la capacité d'agir des migrants.

Pour quiconque s'intéresse aux rapports entre la migration et le développement, la première difficulté vient de l'absence d'une base théorique satisfaisante. De plus, le thème de la migration n'est pas adéquatement intégré dans le champ des études du développement. Par ailleurs, une approche plus globale exige un cadre analytique plus complet qui, sans négliger les contributions de nombreux chercheurs, tient compte du contexte de l'intégration socioéconomique régionale et du problème du développement dans les pays d'origine des migrants. Un tel cadre permettra d'établir des liens précis, théoriques et pratiques entre migration et développement.

Une reconstruction critique des études sur la migration et sur le développement doit dépasser la vision partielle des pays développés importateurs de migrants, car cette vision

6. Castles et Delgado Wise, 2008 ; Rapoport et Docquier, 2004 ; UNESCO, 1999.

repose sur des concepts comme la réglementation des mouvements migratoires, le programme de sécurité, le codéveloppement et la criminalisation des migrants. Il est essentiel d'intégrer aussi les points de vue des pays sous-développés exportateurs de migrants. Pour ce faire, il faut avoir une compréhension globale du développement capitaliste actuel et des types de rapports asymétriques établis entre les pays exportateurs de migrants et les pays d'accueil. Théoriser à partir de la perspective des pays sous-développés n'a rien de neuf : de 1950 à 1970, les tenants de l'économie structuraliste et de la théorie de la dépendance ont élaboré une solide base théorique en ce sens. Ils ont même prévu l'émergence du transnationalisme lorsqu'ils ont réussi à se débarrasser d'un certain nationalisme méthodologique. En général, les théoriciens et les analystes des pays développés font toutefois encore preuve d'une grande ignorance au sujet des contributions théoriques des auteurs d'Amérique latine et d'autres régions sous-développées, ou alors ils les omettent volontairement de leurs travaux.

6. Vers une approche critique de la migration et du développement? ⁷

Quelle forme devrait prendre une approche critique de la migration et du développement? Dans le contexte de la mondialisation néolibérale, quel type de rapport dialectique unit la migration et le développement? De quels concepts et de quelles dimensions analytiques fondamentales faut-il tenir compte?

Pour adopter une approche critique en études du développement, il faut refuser les visions dominantes selon lesquelles la migration constitue une source de développement pour les milieux d'origine. L'économie politique permet ainsi de reconstruire les liens entre le développement, la migration et les envois d'argent dans une perspective historique, structurelle et stratégique. Cette perspective repose sur trois grands constats :

1. La restructuration capitaliste exacerbe le sous-développement et elle aggrave le problème de la migration forcée.
2. Les migrants contribuent directement aux processus d'accumulation du capital dans les pays développés.
3. Par leurs envois d'argent, les migrants contribuent à la stabilité précaire, macroéconomique et néolibérale de leurs pays d'origine, à la subsistance de leurs familles et à la réalisation de projets d'infrastructures sociales fondamentales.

La dépendance des milieux d'origine à l'égard des envois d'argent des migrants s'accompagne de divers processus de dégradation sociale : le dépeuplement, le manque de durabilité sociale, la dégradation écologique et le démantèlement de l'appareil productif.

Il devient donc essentiel de définir, de manière critique, les principaux concepts. Au lieu d'envisager la migration comme un mouvement de population attribuable à des décisions individuelles et familiales, il faut examiner le contexte du sous-développement et de la dépendance. Cela permet d'analyser les mécanismes actuels de la restructuration capitaliste et la manière dont ces mécanismes produisent une migration forcée en accélérant la détérioration des conditions de vie et de travail, mais aussi en augmentant la demande de main-d'œuvre flexible, inorganisée et bon marché. Il importe aussi de souligner la dimension sociale des envois d'argent qui révèlent les rapports sociaux au sein d'un système de production transnational caractérisé par la surexploitation, l'exclusion sociale et la dégradation de la qualité de vie des travailleurs. La production de ces envois d'argent suppose en

7. Delgado Wise et Márquez, 2008 ; Petras, 2007 ; Schierup, 1990 ; Munck, 2008 ; Castles, 2008.

effet le transfert de ressources humaines productives sans avoir à en assumer les coûts. Elle comporte en outre des coûts sociaux invisibles comme le dépeuplement, la séparation des familles et l'abandon d'activités productives.

Quelques textes de référence en français

ADELKHAH, Fariba et Jean-François BAYART (2007). *Voyages du développement : émigration, commerce, exil*, Paris, Karthala.

JOUBE, Bernard et Yann ROCHE (2006). *Des flux et des territoires : vers un monde sans État?*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

KEELEY, Brian (2009). *Les migrations internationales : le visage humain de la mondialisation*, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques – OCDE.

RIST, Gilbert (1997). *La mondialisation des anti-sociétés : espaces rêvés et lieux communs*, Paris, Presses universitaires de France.

Module 38

Le développement urbain dans les pays du Sud

Charmain Levy

Université du Québec en Outaouais, Canada

La théorie classique de la modernisation du développement formulée après la Seconde Guerre mondiale considère l'urbanisation comme un élément majeur du passage d'une société agraire traditionnelle à une société industrielle moderne. Les besoins en main-d'œuvre des complexes industriels urbains et le développement capitaliste dans les campagnes poussent la population paysanne vers les villes. Des années 1960 jusqu'aux années 1980, cette urbanisation rapide se produit dans la plupart des pays en développement, notamment en Amérique latine et en Asie, où une large partie de la population rurale migre dans les villes. Malgré l'importance de l'urbanisation pour la modernisation, l'État ne construit presque aucune infrastructure publique pour la population des centres urbains.

Obligée de se débrouiller pour survivre en ville, la population à faible revenu développe une réaction collective d'entraide. Dans de multiples pays et régions, elle tente de résoudre les problèmes attribuables à l'absence de réglementation foncière publique et aux lacunes des infrastructures urbaines (transport, logement, électricité, rues, écoles, garderies, centres de santé, installations sanitaires, etc.). Les associations de quartier servent de points de ralliement pour la mise sur pied de mouvements populaires urbains et d'organisations non gouvernementales (ONG). Une « société civile » florissante s'est alors formée afin de contester l'espace urbain et d'exiger des gouvernements qu'ils interviennent pour assurer des services publics.

Dans bien des grandes villes, l'un des moyens de survie développés par la classe ouvrière consiste à effectuer des occupations illégales. Cette situation entraîne la construction de taudis et de bidonvilles, qui deviennent rapidement une partie intégrante du paysage urbain dans les pays du Sud. Ce phénomène moderne offre à l'État une solution et une excuse lui évitant d'avoir à établir un programme universel de logements à prix modique. Les politiques macroéconomiques néolibérales et les programmes d'ajustement structurel adoptés depuis le milieu des années 1980 favorisent l'expansion de ces bidonvilles et donnent lieu à ce que des géographes qualifient de « ségrégation spatiale ». L'âge d'or du développement économique industriel a permis aux travailleurs spécialisés d'obtenir des emplois stables. À partir des années 1980, on assiste toutefois à « une urbanisation sans industrialisation » et, dans de nombreux cas, à une urbanisation sans développement. De nouvelles générations de travailleurs et de migrants alimentent maintenant l'économie informelle (légale et illégale), dont une bonne partie se déroule dans les immenses bidonvilles (Davis, 2006).

Pour comprendre la dynamique des nombreux processus d'urbanisation dans les pays du Sud, il faut d'abord les situer et les étudier dans le contexte de l'économie mondiale fondée sur une nouvelle division internationale du travail et sur de nouvelles formes de gouvernance. Il faut aussi tenir compte de différents facteurs : 1) les diverses théories pertinentes à propos du développement ; 2) les politiques sociales et macroéconomiques des

gouvernements ; et 3) les régimes politiques et l'évolution de l'État par rapport à son degré d'ouverture aux mouvements populaires urbains et à leurs revendications. Il est nécessaire de saisir les dynamiques mettant en jeu divers acteurs : une « société civile » composée d'ONG, une « société incivile » et des organismes multilatéraux. Il faut enfin comprendre les politiques destinées aux citoyens pauvres qu'adoptent ces organismes multilatéraux.

Les textes proposés ont pour but d'approfondir la réflexion sur les facteurs historiques, économiques, sociaux et politiques qui conditionnent les multiples formes et modèles d'urbanisation dans les pays du Sud. Ils accordent une attention particulière à trois grands thèmes : 1) la production urbaine en matière de capital et de travail ; 2) le développement urbain en ce qui concerne les dynamiques en jeu dans le développement de la main-d'œuvre et des conditions sociales qui en découlent, à savoir l'inégalité, la pauvreté et l'exclusion ; et 3) les formes de gouvernance et de politiques urbaines. Il faut distinguer, à divers moments de l'histoire contemporaine, les structures sociales et politiques, les acteurs sociaux, leurs interactions et les résultats de leurs interactions sous l'angle de la continuité, mais aussi sous celui des changements sociaux et politiques.

Les textes permettent d'examiner comment divers paliers de gouvernement et diverses organisations internationales (Banque mondiale, ONU Habitat) traitent les problèmes de la pauvreté et du développement urbain inégal. Ils analysent la gouvernance urbaine locale sous l'aspect du contrôle social. Les textes aident aussi à étudier la gestion urbaine en ce qui concerne le maintien de l'ordre, qui s'opère grâce à l'adoption de réformes sociales, à l'intégration sélective d'acteurs de la société civile dans les processus de gouvernance et à la répression d'une « société incivile ». Ils peuvent servir à étudier les mouvements sociaux, la contestation politique et l'action collective par rapport à des questions urbaines comme l'accès aux biens et services publics, sans oublier les décisions prises en matière de gouvernance urbaine.

1. L'urbanisation et la mondialisation néolibérale : perspectives théoriques du développement urbain¹

Au cours des deux dernières décennies, le développement urbain dans les pays du Sud s'est produit dans le contexte des changements qui ont transformé l'organisation sociale et économique. Il s'est inscrit dans le processus de mondialisation stimulé par le néolibéralisme, c'est-à-dire les réformes structurelles apportées aux politiques macroéconomiques pour privatiser les entreprises du secteur économique, libéraliser la finance et le commerce, déréglementer les marchés et décentraliser l'administration gouvernementale (Harvey, 2005).

Les études réalisées sur le sujet se distinguent nettement dans leur manière de représenter théoriquement la dynamique des politiques néolibérales. Elles s'entendent toutefois sur les divers cycles des réformes structurelles favorables au marché que prône le consensus de Washington. Pour les années 1990, les auteurs signalent les cycles suivants : 1) une nouvelle série de politiques formulées dans le cadre de l'après-consensus de Washington pour établir un « meilleur équilibre » entre l'État et le marché (Ocampo, 2007) ; 2) une « nouvelle politique sociale » pour protéger les groupes de pauvres les plus vulnérables ; 3) une forme décentralisée de gouvernance et de développement à l'échelle locale ; et 4) un cadre

1. Smith, 1996, p. 9-28 ; Dunford, 2007, p. 1-14 ; Douglass, 2000, p. 2315-2335 ; Gugler, 2004 ; Harvey, 1988 ; Jones et Visaria, 1997 ; McKeown, 1987.

de développement intégré accompagné d'un nouvel outil d'élaboration des politiques – le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté.

Malgré ce terrain d'entente, les perspectives théoriques et les prescriptions pour l'action politique divergent. Parmi les principales variantes, mentionnons : 1) les diverses combinaisons du « marxisme structuraliste » (Davis, Harvey) ; 2) les approches structuralistes et poststructuralistes de la sociologie urbaine (Castells) ; et 3) « l'économie politique internationale » et « l'économie du développement urbain » (une approche peu théorisée que partagent les économistes de la Banque mondiale et d'autres organisations connexes du système des Nations Unies). Avec le Portail pour le développement mondial², la Banque mondiale donne accès à un énorme corpus d'études inspirées des théories et des pratiques du développement urbain. Ces études se caractérisent par leur position favorable au cadre politique et institutionnel néolibéral de l'après-consensus de Washington.

2. La révolution urbaine, le secteur informel et le marché du travail urbain³

Les textes proposés examinent les liens entre les facteurs économiques et les conditions de production dans les villes. Ils montrent comment les changements opérés dans l'économie mondiale se répercutent sur le capital et le travail, mais aussi sur l'organisation sociale et spatiale des villes. Le processus de transformation productive et sociale au cours duquel une société agraire, précapitaliste et traditionnelle est devenue une société industrielle, capitaliste et moderne constitue un aspect important du développement capitaliste.

Durant la période des années 1950 jusqu'aux années 1970, le processus d'urbanisation et de changement structurel à la périphérie du système capitaliste mondial prend une forme différente de celle observée dans les pays au centre du système. La migration des populations des milieux ruraux vers les milieux urbains, l'urbanisation et l'expansion des villes constituent des phénomènes propres au développement capitaliste périphérique. La principale caractéristique de ce développement conduit à l'émergence d'une économie dualiste dont les deux secteurs ont leur propre marché du travail. D'un côté, un « secteur formel » au sein duquel les activités économiques sont structurées et le rapport capital-travail est soumis à une réglementation gouvernementale. De l'autre côté, un « secteur informel » non structuré où les activités économiques des travailleurs autonomes et des microentreprises familiales se situent en dehors du rapport capital-travail.

En d'autres termes, dans les économies capitalistes des pays développés, les migrants ruraux dépossédés de leurs terres ou forcés d'abandonner les campagnes sont absorbés dans l'économie urbaine, au sein de l'industrie moderne, où ils forment un prolétariat industriel ou une classe ouvrière. Dans les économies des pays du Sud, la transformation sociale (de paysans à travailleurs salariés) et la transformation productive (de l'agriculture à l'industrie) ont stagné et elles demeurent d'ailleurs inachevées.

2. <<http://www.developmentgateway.org>>.

3. Becker, Hamer et Morrison, 1994, p. 53-86 ; Davis, 2004, p. 5-34 ; Roberts, 1989, p. 665-691 ; Douglass, 2000, p. 2315-2335.

3. La pauvreté urbaine dans un contexte d'ajustement structurel : la dynamique sociale et de classe de la répartition des revenus⁴

Dans les villes des pays du Sud, la classe ouvrière, malgré sa diversité professionnelle et ses différences ethniques ou raciales, partage des conditions d'exclusion sociale et de ségrégation sociospatiale. Dans la plupart des villes, la pauvreté dépend d'un accès plus ou moins grand aux biens et services publics ; leur répartition et leur concentration influencent le degré d'inégalité et de pauvreté, mais aussi les comportements et les attitudes individuelles ou collectives par rapport au développement urbain.

Dans la plupart des villes du Sud, le nouveau modèle économique de politiques néolibérales favorables à la croissance aggravent les inégalités en matière de revenus, de conditions socioéconomiques et d'accès aux services essentiels, et ce, malgré l'ajout de politiques favorables aux pauvres dans les années 1990. Les inégalités sociales prennent la forme d'une forte polarisation avec une concentration excessive de la richesse à une extrémité et une croissance de la pauvreté à l'autre. D'ailleurs, la pauvreté touche même des secteurs de la classe moyenne dans certains contextes (Argentine). Cette situation entraîne ce que certains sociologues appellent un « nouveau dualisme » et que d'autres, par exemple Moser, Herbert et Makonnen (1993), qualifient de « pauvreté urbaine dans un contexte d'ajustement structurel ».

4. Les dimensions sociospatiales de l'exclusion et de la pauvreté urbaine⁵

Malgré l'augmentation du nombre de régimes démocratiquement élus et le renforcement de la société civile en Asie, en Afrique et en Amérique latine, les masses urbaines n'ont pas vu leurs conditions de vie s'améliorer. En fait, dans de nombreux pays, c'est plutôt le contraire. De toute évidence, les politiques néolibérales « favorables à la croissance » préconisées par les organisations internationales dans le « nouveau modèle économique » ne sont pas « favorables aux pauvres ». Résultat : une aggravation des inégalités sociales et une détérioration des conditions socioéconomiques. Si la classe moyenne et certains groupes de pauvres profitent des politiques favorables à la croissance, un bien plus grand nombre d'individus supportent tout le poids des coûts sociaux de ces politiques. La pauvreté urbaine connaît en effet une expansion indéniable dans la plupart des contextes de développement.

Parmi les manifestations de la pauvreté urbaine, mentionnons : 1) des logements inadéquats ; 2) des emplois précaires à faible salaire ; 3) le marché du travail informel ; et 4) des taux élevés de chômage, de violence, de crime et d'insécurité. Ces situations touchent non seulement les travailleurs pauvres et une sous-classe urbaine, mais aussi la classe moyenne. La plupart des études sociologiques sur les facteurs de pauvreté signalent la nécessité d'adopter des politiques plus inclusives sur le plan social et mieux ciblées afin de protéger les groupes les plus vulnérables contre le climat de concurrence attribuable aux politiques publiques favorables à la croissance (Lopez, 2004). Selon ces études, la vaste majorité des pauvres des milieux urbains comptent sur l'entraide pour obtenir un logement, de l'eau et de la nourriture. Ces pauvres ne trouvent pas d'« emplois décents » offrant des conditions de travail adéquates et ils souffrent d'une forte exclusion sociale. Dans de nombreuses mégapoles, notamment en Amérique latine et en Asie du Sud, ils s'adonnent à des activités

4. Harvey, 1997 ; Ravallion, 2007, p. 5-34 ; Moser, Herbert et Makonnen, 1993 ; Petras et Veltmeyer, 2007a, p. 180-209.

5. Aldrich et Sandhu, 1995 ; Caldeira, 2001 ; Davis, 2006 ; Durand-Lasserre et Royston, 2002 ; Portes, 1989.

économiques mal rémunérées dans le secteur informel (Portes, 1989). Ils habitent la « planète de taudis », pour reprendre l'expression de Davis (2006), qui trace un portrait sociologique des pauvres urbains où elle condamne les politiques publiques et le modèle économique dont s'inspirent ces politiques.

5. Les formes de gouvernance, les politiques de développement et l'action politique dans les villes du Sud⁶

Depuis 30 ans, la croissance produit des inégalités économiques et sociales ainsi qu'une violence urbaine dont les effets frappent non seulement la classe ouvrière, mais aussi la classe moyenne. Dans la plupart des pays, l'État réagit en resserrant les mesures de maintien de l'ordre ou en offrant des programmes sociaux palliatifs dans certains quartiers.

Les textes proposés exposent d'autres stratégies et politiques conçues pour atténuer et réduire la pauvreté urbaine, c'est-à-dire stimuler un processus de développement dans les zones urbaines des pays du Sud. De nombreuses études adoptent une approche critique par rapport aux problèmes de la pauvreté urbaine et du sous-développement (par exemple Davis, 2006). Toutefois, peu d'études se penchent sur les diverses politiques inspirées du cadre théorique dominant en matière de développement, dont le plus éloquent porte-parole est la Banque mondiale.

6. Les mouvements sociaux urbains :

la réaction des communautés locales, de la société civile et des peuples⁷

Avant les années 1980, les grands mouvements sociaux ont pris naissance dans les syndicats actifs en milieu urbain ou dans les luttes pour la terre en milieu rural. Dans les années 1980, les centres urbains de l'Amérique latine deviennent le théâtre de « nouveaux mouvements sociaux urbains » qui ne reposent plus sur la classe sociale et qui expriment des protestations ou des revendications plus hétérogènes. Ces protestations et ces revendications concernent des enjeux comme la dégradation de l'environnement, l'inégalité de genre, les violations des droits de la personne et diverses formes d'exclusion sociale. Dans les années 1990, cette vague de nouveaux mouvements sociaux se retirera avec la montée d'autres vagues nées sous l'impulsion des communautés autochtones et des paysans sans terre ou presque sans terre.

Quelques textes de référence en français

ALLOU, Serge, Philippe DI LORETO et PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN (2000). *Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique : pratiques en débat*, Paris, Éditions du GRET.

DAVIS, Mike et Jacques MAILHOS (2006). *Le pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte.

MASSIAH, Gustave et Jean-François TRIBILLON (1988). *Villes en développement : essai sur les politiques urbaines dans le tiers monde*, Paris, La Découverte.

6. Moser, 1998 ; Remenyi, 2000 ; Baud et Post, 2002 ; Leftwich, 1993 ; Rakodi, 1997.

7. Burgwal, 1990, p. 163-176 ; Miller, 2006, p. 207-211 ; Castells, 2006, p. 219-223.

Page blanche conservée intentionnellement

Section 13

La nature, l'énergie et le développement

L'écologie politique étudie non seulement la manière dont les facteurs politiques, économiques et sociaux affectent l'environnement, mais aussi la manière dont l'environnement conditionne, à son tour, le processus du développement économique. Dans ce domaine de l'approche critique en études du développement, la plupart des recherches analysent les dynamiques du rapport nature-société-développement à l'intérieur de l'économie capitaliste. Différents moyens permettent d'examiner quelles sont les dynamiques en question et d'évaluer quelle importance accorder à l'exploitation des ressources naturelles pour soutenir le développement. À titre d'exemple, l'établissement de parcs nationaux au Kenya et ailleurs en Afrique de l'Est afin de préserver l'environnement et l'habitat naturel des animaux a eu des effets imprévus. Cette mesure a aggravé, voire créé une incidence, la pauvreté chez les bergers massai en leur barrant l'accès aux routes traditionnelles de pâturage. Les politiques internationales relatives à la faune ont donc une incidence sur l'environnement, mais aussi sur la société et sur le développement local. Des variantes plus subtiles de l'écologie politique tiennent d'ailleurs compte des « acteurs non humains » dans la gouvernance et la prise de décisions relatives à l'environnement, ce qui revient à prendre en considération la capacité d'agir (*agency*¹) de la nature.

L'origine des termes « écologie politique » et « écosocialisme » remonte aux premiers travaux de l'anthropologue Eric Wolf (1974) et d'autres auteurs comme H. M. Enzensberger (1974). Certains tenants de l'écologie politique s'inspirent de l'économie politique pour analyser le rapport nature-société-économie et ses liens avec les dynamiques du développement. Dans son ouvrage populaire *The Political Economy of Soil Erosion* (L'économie politique de l'érosion des sols), Piers Blaikie (1985) a ainsi imputé la dégradation des sols en Afrique aux politiques coloniales d'appropriation foncière plutôt qu'à une surexploitation de ces sols par les agriculteurs africains.

L'écologie politique offre un cadre théorique utile pour comprendre les décisions que prennent les communautés à propos de leur milieu naturel en fonction de la réglementation, du contexte politique et des pressions économiques. Elle examine comment les rapports inégalitaires entre les sociétés se répercutent sur le milieu naturel, mais aussi comment les rapports de classe et les inégalités sociales ont une incidence sur l'environnement. L'écologie politique informe les décideurs et les organisations sur les questions complexes d'environnement et de développement, ce qui favorise une meilleure gestion environnementale. En fournissant des idées et des informations utiles aux organisations populaires et aux mouvements sociaux de la « société civile », l'écologie politique inspire aussi les pratiques et les politiques de développement.

1. Ndt : Le concept d'*agency* est très fréquent dans les textes en langue anglaise, mais à peu près absent dans les textes en langue française. Traduire ce terme pose donc un problème particulier. La solution adoptée s'inspire des articles de Jérôme Vidal (<<http://jeromevidal.blogspot.ca/2010/07/la-question-de-lagency-puissance-et.html>>) et Serge Proulx (<<http://pro.ovh.net/~iskofran/pdf/isko2009/PROULX.pdf>>), consultés le 17 décembre 2012.

L'écosocialisme – aussi appelé « socialisme vert » ou « écologie socialiste » – permet d'analyser le rapport nature-société-développement. Cette approche combine des aspects du marxisme, du socialisme, de l'écologie, de l'écologie politique et de l'altermondialisme. Les écosocialistes pensent que l'expansion du capitalisme, de la mondialisation et de l'impérialisme est la cause profonde de la pauvreté, de l'exclusion sociale et de la dégradation de l'environnement. Ils prônent l'abolition non violente de la propriété privée des moyens de production sociale et l'expansion de la « commune mondiale », c'est-à-dire la propriété collective des moyens de production, à l'échelle mondiale, grâce à la libre association des producteurs et à la gestion locale décentralisée des ressources naturelles et humaines.

Les quatre modules de cette section abordent ce thème dans une perspective critique. Dans le module 39, Darcy Victor Tetreault offre un aperçu critique des théories dominantes concernant le rapport nature et société, les ressources naturelles et la gestion de l'environnement, le développement durable, l'énergie et le développement capitaliste. Il s'agit d'un excellent point de départ pour explorer et approfondir diverses perspectives sur ces grandes questions. Dans le module 40, David Barkin examine ce qu'il considère comme les principaux enjeux du développement. Pour ce faire, il adopte une approche d'économie politique critique et il s'appuie sur la critique de Tetreault à l'égard des théories dominantes. Barkin évoque aussi un cadre philosophique et épistémologique distinct qui repose sur trois grands principes éthiques : l'équité intergénérationnelle, la justice sociale et la durabilité. Il s'inspire de ces principes pour conceptualiser le rapport nature-développement qu'il analyse dans la perspective du « développement populaire durable ». Dans le module 41, Anthony O'Malley et Michael Clow identifient plusieurs variantes d'une approche critique pour la conceptualisation et l'analyse des questions écologiques. Ils passent aussi en revue les principales écoles de pensée qui traitent du rapport nature-société-développement-politique. Les deux auteurs explorent ce rapport sous l'angle de l'écologie et du développement, mais ils examinent aussi diverses dynamiques à l'œuvre. Sur le plan politique, ces dynamiques concernent les différents courants du mouvement écologiste qui s'est formé afin de mobiliser les nombreuses forces de résistance envers le développement capitaliste des ressources naturelles et à la dégradation résultante. Pour beaucoup de personnes, y compris les militants écologistes, le milieu naturel constitue un patrimoine commun de l'humanité à préserver pour les générations futures. Dans le module 42, John Saxe-Fernández examine le rapport entre l'énergie et le développement, notamment les enjeux de l'extraction et de l'exploitation capitaliste du pétrole, un secteur stratégique de l'économie mondiale. Il évoque aussi le « secret » bien mal gardé du processus qu'a déclenché le développement capitaliste des forces de production mondiales.

Le courant dominant du développement durable¹

Darcy Victor Tetreault

Université de Guadalajara (Ocotlán), Mexique

Les questions environnementales sont restées à la périphérie des études du développement international jusqu'au début des années 1970. Le mouvement écologiste prend alors forme dans les pays du Nord et des inquiétudes néomalthusiennes commencent à s'exprimer par rapport à la surpopulation, à l'épuisement des ressources et à la contamination industrielle. Ces facteurs soulèvent des interrogations à propos des limites de la croissance économique et de la gravité des problèmes écologiques, mais aussi à propos du rapport entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement. D'ailleurs, ces débats demeurent d'actualité à cause des incertitudes des réponses scientifiques et des incidences politiques des problèmes écologiques. Durant 40 ans, plusieurs écoles de pensée écologistes sont apparues dans les sciences sociales : 1) le courant dominant du développement durable ; 2) l'économie de l'environnement ; 3) l'économie écologique ou l'écolo-économie ; 4) l'écologie politique ; et 5) l'écologie agricole ou l'agroécologie. Le présent module analyse, de manière critique, les discours sur le développement durable. Il juxtapose des paradigmes économiques concurrents, puis il explore les principaux débats sur la question de l'environnement.

1. La déconstruction du discours dominant sur le développement durable²

La définition courante du développement durable s'est élaborée sur la scène internationale durant les 35 dernières années. Au cours de cette période, trois conférences internationales sur l'environnement ont eu lieu : celle de Stockholm en 1972, celle de Rio de Janeiro en 1992 et celle de Johannesburg en 2002. Les principaux documents de référence sur la notion du développement durable sont le *Rapport Brundtland* (1987) et *Action 21*.

Au fond, le développement durable désigne un projet réformiste visant à concilier le développement avec les inquiétudes croissantes devant la détérioration des milieux naturels. Il appuie le principe du libre-échange comme moyen de maximiser la croissance économique jugée nécessaire pour vaincre la pauvreté, cette dernière étant à son tour considérée comme la cause fondamentale de la dégradation de l'environnement. À cet égard, le *Rapport Brundtland* a essuyé de vives critiques en mettant l'accent sur la relation causale réciproque entre pauvreté et destruction de l'environnement et en faisant abstraction de la destruction attribuable aux pratiques de production et de consommation des riches et de la classe moyenne.

Bien entendu, le développement durable a pour objectif principal de générer une forte croissance non seulement dans les pays en développement aux prises avec une grande pauvreté, mais aussi dans les pays développés, apparemment pour que ces derniers aident à

1. Harris, Wise, Gallagher et Goodwin, 2001 ; Robbins, 2004.

2. Wackernagel et Rees, 1996b, p. 31-40 ; Hildyard, 1993, p. 22-35 ; Shiva, 1993, p. 149-156.

stimuler l'économie mondiale. Pour atténuer les pressions que la croissance exerce sur l'environnement, les tenants du développement durable misent sur deux grands facteurs : l'innovation technologique et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles. En même temps, l'application de telles mesures à l'échelle internationale et nationale exige d'énormes investissements, ce qui vient confirmer la nécessité d'encourager la croissance économique mondiale.

Règle générale, le transfert de technologie est censé être une activité unidirectionnelle, des pays du Nord vers les pays du Sud ; le fait que le rôle principal revienne aux pays développés vient renforcer leur hégémonie sur la scène internationale. Le discours dominant du développement durable prétend favoriser la participation des organisations non gouvernementales et des groupes marginalisés. En fait, sa stratégie fondamentale confie le rôle principal aux détenteurs du pouvoir comme les transnationales, les organisations de développement international et les gouvernements nationaux (surtout ceux des pays développés). Sur ce point, les critiques ont comparé le programme du développement durable à une stratégie consistant à « confier au renard la garde du poulailler » (Hildyard, 1993). En d'autres termes, les premiers responsables de la crise écologique sont aussi les garants du développement durable. Grâce à leur position dominante dans les conférences internationales, ils ont pris leurs distances par rapport aux politiques destructrices antérieures et ils se sont présentés en sauveurs écologistes. Dans cet ordre d'idée, Vandana Shiva note ce qui suit :

Les problèmes environnementaux mondiaux ont été construits de manière à cacher le fait que la mondialisation de l'espace local est responsable de la destruction de l'environnement dont les populations locales asservies dépendent pour leur subsistance. Cette construction devient un outil politique permettant de décharger de toute responsabilité les forces destructrices dominantes à l'œuvre dans le monde entier, mais aussi de rejeter le blâme de toute la destruction sur les communautés qui n'ont aucun poids sur la scène internationale (traduction libre ; Shiva, 1993, p. 151).

Pour remplacer le développement durable, Shiva et d'autres critiques d'inspiration poststructuraliste proposent quelques solutions : réaffirmer le contrôle local sur les ressources naturelles ; ranimer ou revaloriser les connaissances traditionnelles et les systèmes de gestion des ressources. Les mouvements écologistes constitués dans les pays du Sud depuis 40 ans ont repris ces principes dans une large mesure. David Barkin propose une analyse détaillée des mouvements écologistes dans le module 40.

2. L'économie écologique : une critique de l'économie de l'environnement³

Si les termes « économie de l'environnement » et « économie écologique » paraissent synonymes, ils appartiennent en réalité à deux écoles de pensée totalement opposées.

L'économie de l'environnement est un domaine d'études où l'analyse des questions environnementales se fait dans une perspective économique néoclassique. Elle vise surtout à intégrer les considérations écologiques dans les processus servant à la prise des décisions économiques. À ce titre, elle est étroitement liée au courant dominant du développement

3. Daly, 1996, p. 45-60 ; Pearce, Markandya et Barbier, 1989, p. 51-81.

durable. L'économie de l'environnement comprend divers éléments : 1) des méthodes élaborées afin d'estimer la valeur monétaire des services environnementaux, généralement appelés « externalités environnementales » et « coûts environnementaux externes » ; 2) des mécanismes de marché inventés afin d'« internaliser » ces « externalités » ; et 3) le marché chargé d'assumer le rôle principal pour le contrôle des niveaux de contamination et du rythme d'exploitation des ressources naturelles.

Pour sa part, l'économie écologique se résume, dans une large mesure, à une critique de la théorie économique néoclassique et de son domaine dérivé, l'économie de l'environnement. Loin de traiter les services environnementaux comme des « externalités », l'économie écologique voit l'économie comme un sous-système de l'écosystème mondial, un sous-système limité en raison de la capacité limitée de la terre à fournir des ressources naturelles et à assimiler les déchets. Dans cette perspective, la taille de l'économie humaine est soumise à des limites absolues découlant de la deuxième loi de la thermodynamique.

Selon les tenants de l'économie écologique, il est impossible d'internaliser de façon probante les externalités environnementales pour diverses raisons. D'abord, les méthodes utilisées pour assigner une valeur monétaire aux services fournis par l'environnement comportent trop d'incertitudes. Ensuite, les marchés ne prévoient pas, et ne peuvent prévoir, les négociations avec les générations futures. Enfin, les signaux du marché ne peuvent détecter le point de bascule où les dommages écologiques deviennent irréversibles. Comme le déclaraient Mathis Wackernagel et William Rees :

En général, les prix du marché ne nous renseignent pas sur la quantité des stocks de capital naturel qui restent et ils ne nous disent pas s'il existe une quantité minimale critique du stock en deçà de laquelle la récupération serait impossible. Bref, les prix ne mesurent pas la quantité des stocks ni la fragilité des systèmes, mais uniquement la rareté immédiate d'un bien sur le marché (Wackernagel et Rees, 1999, p. 70).

Dans le même esprit critique, l'économie écologique signale diverses manières dont le libre-échange exacerbe les problèmes environnementaux : 1) la concurrence internationale encourage les entreprises à réduire leurs normes écologiques ; 2) le libre-échange permet aux industries très polluantes de se déplacer vers des pays qui adoptent des lois peu sévères en matière d'environnement et qui les appliquent de manière laxiste ; 3) le commerce international accroît la distance entre les lieux de production et de consommation, réduisant ainsi la probabilité que les consommateurs prennent conscience des dommages écologiques attribuables à la production des biens achetés ; et 4) le transport des marchandises, d'un bout à l'autre de la planète, consomme d'immenses quantités d'énergie. Enfin, comme le signalent Michael Redclift (1987) et d'autres auteurs, les ajustements structurels néolibéraux apportés dans les années 1980 et 1990 ont encouragé les pays en développement à intensifier l'exploitation de leurs ressources naturelles afin d'assurer le paiement de leur dette.

Comme solution de rechange au libre-échange, les économistes du courant de l'économie écologique soulignent la nécessité d'atteindre un degré plus poussé d'autosuffisance à tous les paliers (national, régional et local), sans toutefois se rendre jusqu'à l'autarcie complète. Cette solution exige à tout le moins une réorganisation économique et écosystémique. Parmi les autres principes directeurs nécessaires, les économistes de ce courant

proposent l'autonomie, la participation, l'équité, le commerce équitable, la diversification de la production et un processus participatif de prise des décisions. À cet égard, ils soulignent que les mouvements écologistes sont les véritables moteurs de « l'internalisation des externalités environnementales ». Il convient de signaler que les femmes jouent souvent un rôle de leaders à l'intérieur des mouvements écologistes.

3. La pauvreté et la dégradation de l'environnement⁴

Pour justifier la nécessité d'une forte croissance économique, les tenants de la théorie du développement durable ont tendance à mettre l'accent sur la destruction environnementale attribuable aux pauvres. D'après ces auteurs, le meilleur moyen d'atteindre la croissance serait le libre-échange. Dans une perspective critique, il est absurde de blâmer les pauvres pour la crise écologique. Même si ces derniers contribuent indéniablement, mais de diverses façons, à la dégradation environnementale, leur contribution ne se compare guère à la destruction écologique due à la surconsommation dans les pays du Nord.

Dans les années 1990, les tenants du paradigme du développement durable ont proposé la courbe environnementale de Kuznets pour expliquer le rapport entre la pauvreté et la dégradation environnementale à l'échelle nationale et internationale. Suivant l'hypothèse de Kuznets, la qualité du milieu naturel aurait tendance à se détériorer durant les premières étapes du développement économique, mais elle s'améliorerait par la suite. Plusieurs économistes du courant de l'économie de l'environnement ont tenté de le prouver à l'aide de données empiriques. Leur analyse a toutefois subi de vives critiques pour diverses raisons. D'abord, les défenseurs de la courbe environnementale de Kuznets ont tendance à choisir un sous-ensemble de problèmes environnementaux que les pays développés sont parvenus à résoudre en partie (par exemple, certains types de pollution de l'air), tout en omettant les problèmes qui se sont aggravés dans ces pays (par exemple les émissions de CO₂ et les déchets nucléaires). Ensuite, la courbe environnementale de Kuznets ne tient pas compte des effets du commerce international, en particulier le déplacement des industries très polluantes des pays riches vers les pays pauvres, ni des effets de la demande croissante des consommateurs dans les pays du Nord sur les ressources naturelles dans les pays du Sud. À ce point de vue, la courbe environnementale de Kuznets souffre du même défaut que la courbe de Kuznets initiale : elle présume que les pays pauvres peuvent suivre et vont suivre la même voie que les pays riches.

Avec leur notion d'« empreinte écologique », Wackernagel et Rees (1999) offrent un modèle de rechange pour analyser le rapport entre la richesse et la dégradation environnementale à l'échelle macro. Ce modèle aide à estimer la superficie du sol nécessaire pour soutenir la production de tous les biens et services pour une population donnée, mais aussi pour absorber tous ses déchets avec la technologie existante. L'analyse de l'empreinte écologique a ainsi permis de prouver que les pays développés exercent bien plus de pressions sur l'environnement que les pays pauvres. En d'autres termes, il ne faut pas imputer aux pauvres les problèmes environnementaux actuels – comme voudrait le laisser entendre le discours du développement durable – ; il faut plutôt les imputer à la minorité qui profite des niveaux de vie élevés propres à la société occidentale.

4. Ekins, 2000, p. 182-214 ; Wackernagel et Rees, 1999, p. 7-29.

4. Le débat sur les «limites de la croissance⁵»

Le débat entourant la question des «limites de la croissance» tire son origine des travaux de Thomas Malthus. En 1798, ce dernier postule que la population humaine, laissée à elle-même, tend à augmenter de façon géométrique, alors que la production de nourriture augmente seulement de façon arithmétique, surtout en raison de la quantité limitée de terres productives. À partir de cette analyse, Malthus conclut que la production de nourriture limitera la croissance démographique, que de larges segments de la population devront nécessairement vivre au bord de la famine et que toute tentative en vue d'atténuer l'extrême pauvreté aura, en fin de compte, des effets nuisibles sur les pauvres.

En rétrospective, Malthus a grandement sous-estimé la capacité des innovations technologiques à augmenter la production alimentaire mondiale. Depuis 200 ans, la population humaine a été multipliée par six, mais il y a aujourd'hui plus de nourriture par habitant que jamais auparavant. Le problème tient, bien sûr, à la répartition inéquitable de cette nourriture et des autres ressources. De plus, même si la Révolution verte a très bien réussi à accroître le rendement agricole global, elle a également entraîné une foule de problèmes environnementaux qui menacent la sécurité alimentaire. Devant ces divers problèmes et d'autres, la thèse malthusienne refait surface vers la fin des années 1960 et au début des années 1970. Elle répond aux craintes devant la pollution industrielle, l'épuisement des ressources non renouvelables, la forte croissance démographique et la production alimentaire limitée. Des livres à succès comme *La bombe «P»* (Ehrlich, 1971) et *Halte à la croissance* (Club de Rome, 1973) ont contribué à diffuser les idées malthusiennes et à sensibiliser le public aux problèmes environnementaux. Toutefois, comme l'ont signalé plusieurs critiques, ces livres sensationnalistes ne s'appuient pas sur une analyse scientifique rigoureuse.

Dans son livre *The Entropy Law and the Economic Process*, Nicholas Georgescu-Roegen (1971) avance une thèse plus complexe pour prouver l'existence de limites absolues à la croissance économique. À son avis, la société est devenue de plus en plus dépendante des stocks d'énergie à faible entropie disponibles sur la planète. Or, ces stocks sont limités et, en raison de la deuxième loi de la thermodynamique, ils sont impossibles à remplacer. Herman Daly (1996) et d'autres analystes reprendront la thèse de Goergescu-Roegen en soutenant qu'il y a vraiment des limites absolues. En même temps, l'inquiétude grandit devant la surexploitation des ressources renouvelables comme l'eau, la terre, les forêts et les ressources halieutiques. Selon l'analyse de l'empreinte écologique, le rythme d'exploitation de ces ressources dépasse de 30 % la capacité de la Terre à les renouveler (Wackernagel et Rees, 1999).

Malgré les preuves fournies, la théorie du développement durable ne reconnaît pas de limites absolues à la taille de l'économie, seulement des limites temporaires dues à l'état des technologies et de l'organisation sociale (Commission mondiale sur l'environnement et le développement – CMED, 1987, p. 43). Les défenseurs du développement durable mentionnent des moyens grâce auxquels l'humanité a pu, dans le passé, surmonter la rareté. Ils citent, par exemple, les innovations technologiques, la découverte de nouvelles réserves de ressources non renouvelables et la substitution des intrants. Toutefois, comme Richard Lecomber l'a déjà fait remarquer plus de 30 ans auparavant, cela «montre que si la croissance constante et illimitée est concevable sur le *plan logique*, elle n'est ni certaine, ni

5. Daly, 1996, p. 31-44; Ekins, 2000, p. 40-45; Goodland, 1996, p. 207-217.

probable, ni même possible dans la pratique » (traduction libre; Lecomber, cité dans Ekins, 2000, p. 41). Il semble donc pour le moins imprudent de parier sur la possibilité de soutenir une croissance économique géométrique, et ce, indéfiniment.

Comme solution de rechange, Herman Daly (1996) propose de s'efforcer d'atteindre « la croissance zéro ». Il entend par là une économie qui apporte des améliorations qualitatives constantes aux conditions de vie des êtres humains, mais sans une augmentation quantitative de la production et de la consommation. La croissance zéro implique évidemment la nécessité d'arriver un jour à stabiliser la population mondiale et à redistribuer la richesse entre les pays du Nord et ceux du Sud.

5. L'incertitude scientifique et les visées politiques de l'analyse environnementale⁶

En 2001, Bjorn Lomborg publie *L'écologiste sceptique*, un ouvrage qui connaît un succès international. Selon Lomborg, les problèmes environnementaux ne sont pas aussi graves que les écologistes le prétendent, la situation s'améliore dans les pays développés et la même chose devrait se produire dans les pays en développement. À partir des statistiques de diverses organisations de développement international, Lomborg avance quelques affirmations : le couvert forestier net a augmenté depuis 50 ans ; la pollution n'est pas en train de nuire à notre bien-être ; la disparition des espèces ne pose pas problème ; le réchauffement climatique ne produira pas une catastrophe mondiale ; et ainsi de suite. Sa vision contredit nettement celle de la plupart des organisations écologistes internationales, dont Greenpeace, le Worldwatch Institute et le Fonds mondial pour la nature. Comment des scientifiques peuvent-ils arriver à des conclusions aussi divergentes ?

La réponse à cette question est double. D'un côté, il reste beaucoup d'incertitudes scientifiques par rapport à différentes formes de dégradation environnementale. De l'autre côté, les discours sur l'environnement sont construits en fonction de certains objectifs politiques. À cet égard, dans un texte classique sur la dégradation des sols, Piers Blakie et Harold Brookfield (1987) formulent la remarque suivante :

Une bonne partie des travaux sur la dégradation des sols révèle une confusion théorique fondamentale. Les auteurs traitent de leurs travaux respectifs, mais, souvent, ils ne semblent absolument pas discuter des mêmes questions sous-jacentes. Ils n'examinent pas les hypothèses implicites à propos de la signification et de l'ampleur de la dégradation des sols. Ils ne parlent ni de « faits », ni d'idéologies, ni de croyances ; la pertinence et l'exactitude d'une grande partie de la base de données restent contestables (traduction libre ; Blakie et Brookfield, 1987, p. xvii).

Il va sans dire que le degré d'incertitude scientifique varie pour divers problèmes environnementaux. Toutefois, même lorsque l'incertitude est très faible, des visées politiques entrent en jeu pour créer de la confusion et pour galvaniser l'opinion populaire. Le réchauffement climatique mondial en offre peut-être la meilleure illustration. Malgré des preuves accablantes, certaines personnes nient encore la hausse des températures moyennes partout sur la planète. D'autres reconnaissent l'existence de cette hausse, mais prétendent que

6. Escobar, 1996, p. 325-343 ; Forsyth, 2003.

l'activité humaine n'y est pour rien ou que, si elle en est responsable, la meilleure solution consiste simplement à s'adapter au climat plus chaud. Les partisans de l'application de mesures correctives pour freiner le réchauffement climatique mondial adoptent toutefois diverses positions. Certains défenseurs du développement durable, comme Al Gore, soulignent la nécessité de conserver l'énergie et d'inventer de nouvelles technologies. Les tenants de l'écologie politique radicale insistent plutôt sur la nécessité de restructurer l'économie mondiale et ils placent leur espoir dans les mouvements écologistes comme l'écologie agricole.

6. La «tragédie de la commune» et la «tragédie de la clôture»⁷

En 1968, Garret Hardin a publié un article dans lequel il emploie sa célèbre métaphore de «la tragédie de la commune» pour accréditer l'idée que la propriété commune entraîne, de manière intrinsèque, une dégradation de l'environnement. Selon Hardin et ses partisans, il existe seulement deux moyens de prévenir cette tragédie: le contrôle de l'État ou la privatisation. Depuis la parution de l'article de Hardin, des éclaircissements conceptuels et des études empiriques ont discrédité sa métaphore. Elle continue néanmoins d'influencer les prescriptions politiques des défenseurs du développement durable, par exemple: 1) la privatisation des ressources en eau; 2) la libéralisation des marchés immobiliers; et 3) l'instauration de réserves de la biosphère gérées par l'État sur des territoires autochtones.

Un des problèmes de la métaphore de «la tragédie de la commune» c'est qu'elle confond les régimes de propriété commune avec les situations de libre accès. Comme Bromley et Cernea l'ont signalé:

Les régimes de propriété commune ne sont pas aussi désorganisés que le prétendent certaines descriptions; ce sont plutôt des arrangements de propriété structurés au sein desquels s'élaborent des règles de gestion; la taille des groupes est connue et respectée; des mesures incitatives encouragent les copropriétaires à se conformer aux arrangements institutionnels convenus et des sanctions servent à en assurer le respect (traduction libre; Bromley et Cernea, 1989, p. ii).

Elinor Ostrom (1990) a examiné des centaines de régimes de propriété commune qui ont fonctionné de manière efficace pendant de longues périodes sans détériorer le fonds des ressources naturelles. Par ailleurs, il existe une vaste dégradation environnementale partout sur la planète, aussi bien dans les propriétés privées que dans les régimes de propriété commune.

Devant cette situation, Raymond Bryant et Sinead Bailey (1997) proposent la métaphore de «la tragédie de la clôture» pour expliquer la destruction environnementale affligeant les régimes traditionnels de propriété commune. D'après ces deux auteurs, la propriété commune n'a pas intrinsèquement tendance à se dissoudre, mais elle est souvent minée par l'État et les acteurs privés, qui usurpent les ressources naturelles des communautés pour en faire une exploitation commerciale à large échelle.

Les auteurs qui critiquent la métaphore de «la tragédie de la commune» rejettent les solutions simplistes axées sur la privatisation ou le contrôle étatique. Ils soulignent la

7. Bromley et Cernea, 1989, p. 1-25; Bryant et Bailey, 1997, p. 159-168.

nécessité de ranimer ou de renforcer les régimes traditionnels de propriété commune là où ils existent encore. Ces auteurs proposent aussi d'instaurer de nouvelles institutions locales là où ces régimes n'existent pas. Ils mettent toutefois en garde contre toute idéalisation des régimes traditionnels de propriété commune et ils affirment qu'il faut établir des institutions complémentaires à l'échelle nationale et internationale (Bromley et Cernea, 1989; Bryant et Bailey, 1997; Ostrom, 1990).

Quelques textes de référence en français

- ARNAUD, Emmanuel et Christian DE PERTHUIS (2011). *Le développement durable*, Paris, Nathan.
- BADDACHE, Farid (2010). *Le développement durable*, Paris, Eyrolles.
- BRUNEL, Sylvie (2007). *Le développement durable*, Paris, Presses universitaires de France.
- LEBLOND, Jean-Philippe (2014). « Développement et environnement », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 123-138.

Module 40

La durabilité dans les sciences sociales¹

Une perspective critique du développement

David Barkin

Université autonome métropolitaine, Mexique

Les théoriciens du développement décrivent de nombreuses formes d'interpénétration des sociétés et des économies en présupposant la supériorité historique du capitalisme et l'inévitable progression vers la croissance économique, même si la plupart d'entre eux rejettent la vision manichéenne de Walter Rostow. Dans sa vision hégémonique de la pensée politique, économique et sociale, Rostow ne juge en effet jamais nécessaire de poser certaines questions, par exemple : Comment était le monde avant l'expansion coloniale ? Quelle était la nature des sociétés avant la conquête ? Quelles caractéristiques structurelles du système capitaliste produisent le sous-développement ?

Pourtant, des études approfondies prouvent que des forces complexes et puissantes sont à l'œuvre dans la *construction délibérée du sous-développement*. Cette situation a de graves répercussions sur le niveau de vie des populations et sur les ressources naturelles, mais également sur le tissu politique et culturel des sociétés. De toute évidence, cette « découverte » n'a rien de neuf : des théoriciens et des acteurs politiques honnêtes signalent ces vérités depuis des décennies, voire plus d'un siècle. Le présent module ne passe pas en revue ces travaux désormais classiques, mais il examine brièvement l'héritage occulté et les coûts flagrants du développement (Davis, 2002b ; Southern Peoples Ecological Debt Creditors Alliance – SPEDCA, 2003). Il mentionne ensuite les incidences de cet héritage sur l'élaboration de nouveaux outils d'analyse pour comprendre la situation actuelle dans les pays du Sud et les perspectives de changement.

Pour aborder ces thèmes, il est nécessaire d'adopter une nouvelle approche des sciences sociales. Il faut d'abord s'inspirer d'un cadre philosophique et épistémologique distinct qui fait ressortir explicitement des enjeux éthiques importants, mais généralement négligés. Nous débutons donc en réaffirmant trois principes fondamentaux qui guident notre enseignement et nos activités : l'équité intergénérationnelle, la justice sociale et la viabilité écologique.

Au point de vue méthodologique, cela suppose de nous engager à prodiguer notre enseignement et à effectuer nos recherches en combinant les outils de diverses sciences sociales et naturelles (la multidisciplinarité). Cela suppose de fonder nos travaux sur les hypothèses et les instruments de plusieurs paradigmes, mais aussi de respecter le savoir des générations passées et les besoins des générations futures.

Pour ce faire, chercheurs et praticiens doivent reconnaître les profondes contradictions résultant d'un modèle de développement destructeur qui, depuis des décennies, sinon des siècles, perturbe les écosystèmes et appauvrit les populations partout dans le monde, au

1. Davis, 2002b ; SPEDCA, 2003.

nom de la liberté et du progrès. Le présent module vient compléter l'analyse historique présentée dans les autres sections. Il décrit des mécanismes utiles pour progresser de manière constructive dans les sociétés prêtes à adopter une approche stratégique de « gestion durable des ressources régionales ». Cette forme de gestion vise à améliorer la qualité de vie des populations tout en favorisant la protection et la réhabilitation de leurs écosystèmes.

Le module relève ce défi de diverses manières : 1) il étudie les trois principes éthiques et méthodologiques mentionnés ; 2) il explore les fondements d'une stratégie de « gestion durable des ressources régionales » ; 3) il évoque les caractéristiques sociales et politiques nécessaires pour mettre en application cette stratégie ; 4) il décrit des propositions constructives pour accroître le bien-être matériel, pour améliorer les infrastructures et pour maintenir l'équilibre des écosystèmes ; 5) il s'interroge sur l'importance de produire des excédents et de trouver des moyens de les répartir entre les individus et les communautés pour promouvoir le bien-être à l'échelle régionale ; et 6) il précise comment l'approche proposée permettrait d'examiner l'un des problèmes les plus pressants pour toutes les sociétés : la gestion durable de l'eau.

1. L'éthique et la méthodologie²

Une manière utile d'amorcer la discussion sur ce thème consiste à présenter l'un des fondements de la recherche scientifique et de la formulation des politiques publiques : le principe de précaution. D'après ce principe moral et politique, si une action ou une politique peut causer des dommages graves ou irréversibles pour la population et qu'aucun consensus scientifique n'écarte la possibilité de tels dommages, le fardeau de la preuve revient aux personnes favorables à cette action ou à cette politique. Le principe de précaution vise à servir de guide pour protéger la santé publique et l'environnement contre des risques incertains. L'absence de certitude scientifique absolue ne doit donc pas justifier le report de mesures qui éviteraient les risques de dommages graves ou irréversibles pour la santé publique ou l'environnement. En termes plus prosaïques, « lorsqu'une personne entreprend une activité novatrice, elle devrait réfléchir très sérieusement afin de déterminer si cette activité est sécuritaire ou non et elle devrait s'y engager seulement lorsqu'elle est raisonnablement convaincue de son caractère sécuritaire » (traduction libre ; P. Saunders, *Wikipédia*).

Il y a de multiples façons de pousser la réflexion sur le principe de précaution. La plus facile consiste sans doute à consulter la série d'études de cas où l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) décrit comment les autorités ont négligé des alertes précoces à propos d'un danger imminent ou d'un dommage environnemental. Les cas signalés confirment la nécessité d'intégrer le principe de précaution dans la réglementation environnementale. Ils concernent entre autres la destruction de l'industrie de la sardine en Californie due à la surpêche, l'épidémie de mésothéliome due à l'exposition à l'amiante, la contamination de l'eau souterraine par l'additif à essence MTBE, les risques de cancer dus à l'exposition au benzène et la « maladie de la vache folle ».

Ces études de l'AEE montrent la difficulté fondamentale du débat politique, à savoir la participation d'acteurs ayant des intérêts financiers considérables à préserver dans la situation destructrice actuelle. Les économistes orthodoxes soutiennent qu'il suffirait de « trouver le juste prix », ce qui présuppose la possibilité d'accorder une valeur monétaire aux

2. Burkett, 2005, p. 117-152 ; Burkett et Aguiar, 2007 ; Foster, 1993.

ressources et aux processus naturels. Ces économistes proposent donc de laisser le marché fixer les prix et de punir les contrevenants en les forçant à payer les dommages causés. Cette approche pose problème parce qu'elle présume que tous les processus sont réversibles et que les amendes sont des moyens adéquats de corriger les erreurs commises. Le caractère fallacieux de ce raisonnement ressort clairement lorsqu'on examine certaines politiques suggérées, par exemple déménager les industries polluantes en Afrique du Sud, comme le proposait un ancien président de la Banque mondiale (Foster, 1993).

Ces débats remettent complètement en question les mécanismes actuels qui servent à formuler et à évaluer les mesures politiques. Avec le principe de précaution, l'analyse coûts/avantages devient inacceptable parce qu'elle examine les problèmes sous l'angle du moindre risque et qu'elle reconnaît la possibilité de voir les gagnants indemniser les perdants (même si cela se fait rarement dans la pratique). En général, les économistes négligent de tenir compte de l'avenir : ils supposent que, grâce à la croissance économique, la situation des générations futures sera toujours meilleure que celle des générations présentes. Or, la crise écologique mondiale montre que cette position est indéfendable. Un raisonnement similaire incite les analystes traditionnels à faire abstraction des conflits constants au sein de nos sociétés et de la forte valeur accordée aux rapports de marché à l'échelle locale, nationale ou internationale. Enfin, les économistes cherchent à défendre le processus d'accumulation sous le contrôle d'une poignée de puissants. Ils méritent des critiques pour l'optimisme incurable avec lequel ils affirment que la production sociale peut créer des biens et des technologies capables de compenser la dégradation de l'énergie (postulée dans la deuxième loi de la thermodynamique), la consommation des ressources naturelles non renouvelables et la contamination des écosystèmes (Burkett, 2005 ; Burkett et Aguiar, 2007).

2. Les principes de la durabilité : la gestion durable des ressources régionales³

La première partie du module a montré clairement qu'une organisation différente de la production exige des systèmes soumis à un contrôle local où priment des rapports sociaux non prolétariens. Les autorités doivent donc agir avec prudence pour élaborer des mécanismes assurant la production efficace de marchandises vendables sans créer des processus permettant à certaines personnes d'en exploiter d'autres. La communauté assume une grande responsabilité à cet égard. Elle doit en effet veiller à ce que la production s'effectue dans un strict respect de l'environnement et qu'elle crée des excédents pour améliorer le bien-être matériel de la population et pour enrichir constamment les institutions politiques et culturelles ainsi que les écosystèmes, dont tous dépendent.

Pour ce faire, la conception du processus de production et des mécanismes de contrôle social doit s'inspirer de quatre principes fondamentaux : l'autonomie régionale, l'autosuffisance, la diversification de la production et la gestion durable des écosystèmes.

3. La participation, l'équité et les alliances

Pour être efficace, le modèle de durabilité décrit ci-dessus doit favoriser une large participation de la communauté à la conception des fonctions de supervision. Ce modèle exige d'arriver à un consensus sur le mécanisme d'utilisation des excédents pour récompenser les

3. Barkin, 1998 ; Barkin et Rosas, 2006.

producteurs directs et pour améliorer les infrastructures collectives, que ces dernières soient matérielles, sociales, politiques ou écosystémiques. D'où la nécessité de repenser explicitement le caractère des infrastructures. L'utilisation des excédents implique une répartition des revenus (des niveaux de vie). Il faut donc établir des mécanismes internes afin de déterminer collectivement un modèle convenable pour assurer cette répartition sociale et pour régler les conflits éventuels.

La forme d'organisation sociale implicite dans le modèle de durabilité suppose le rejet collectif explicite du modèle d'intégration économique internationale, qui engendre une dynamique de prolétarianisation et d'appauvrissement. Sur le plan politique, le modèle de durabilité donne au gouvernement régional une forte autonomie. Il soulève d'importantes questions à propos des dimensions géographiques et politiques des formes d'organisation. Ce faisant, il place au cœur du débat la question des responsabilités et des droits, car il demande comment garantir les droits fondamentaux et créer des occasions pour une large partie de la communauté. Le modèle de durabilité exige un engagement sérieux sur le plan conceptuel: il faut, en effet, élaborer une analyse multicritères qui intégrera, dans le cadre universitaire, le processus de prise de décisions politiques et qui tiendra compte des compromis nécessaires en matière de participation. Il faut toutefois éviter les types de modèles qui ramènent cette approche démocratique à une simple question d'analyse des systèmes. Les textes offerts sur le site de SORAの唄⁴ servent d'excellents points de départ à cette fin.

4. La réorganisation de l'économie et de l'écosystème⁵

Cette partie du module explore différents modèles proposant des solutions de rechange pour le monde réel: 1) les modèles de production rurale de l'agroécologie (Altieri et Hecht, 1990); 2) le commerce équitable et l'économie solidaire; 3) les cadres divergents des « autres zapatistes »; et 4) l'approche du « renforcement de la tradition par l'innovation » (Barkin et Levins, 1998). Tous ces modèles impliquent l'idée d'une diversification de la base économique. Ils présupposent l'autosuffisance locale, le renforcement et le renouvellement des systèmes de production traditionnels, mais aussi la diversification de la production pour les marchés protégés et solidaires. Comme nous l'avons mentionné, cela exige de maintenir un rapport équilibré entre la gestion de l'écosystème et la réorganisation de l'économie. Les textes proposés décrivent des propositions constructives pour parvenir à une production qui favorisera le bien-être matériel, l'amélioration des infrastructures et la préservation de l'équilibre des écosystèmes.

5. Le contrôle local et l'attribution des excédents⁶

Appliquer les propositions constructives mentionnées dans la partie précédente suppose d'adopter un plan d'action radical pour assurer la participation populaire et la représentation équilibrée des hommes et des femmes. Ce plan doit s'accompagner de mécanismes clairs en ce qui concerne l'exercice du pouvoir et la ratification de l'autorité. Les discussions à propos des problèmes touchant les droits individuels et l'appropriation collective peuvent susciter des conflits ou servir, au contraire, à jeter des bases solides pour le progrès collectif. Le secret de la réussite de beaucoup d'expériences réside dans la façon dont une

4. <<http://www.latautonomy.org>>.

5. Altieri et Hecht, 1990; Barkin, 2006; Barkin et Levins, 1998, p. 53-61; Barkin et Paillés, 2000, p. 71-79.

6. Allard, Davidson et Matthaei, 2008; Burkett, 2006, p. 3-28; Swinton et Quiroz, 2003, p. 1903-1919.

communauté et ses leaders prévoient les problèmes et les amènent sur la place publique. Un processus de règlement des conflits s'avère donc essentiel, car le système organisationnel proposé se distingue du système des sociétés paysannes traditionnelles : il doit en effet produire des excédents afin d'assurer non seulement l'amélioration continue du niveau de vie, mais aussi la protection et la réhabilitation des écosystèmes dégradés par des siècles d'abus.

Le processus de production et de répartition des excédents pour répondre aux besoins individuels ou collectifs représente peut-être l'une des fonctions les plus délicates et les plus exigeantes du type de société évoqué (Burkett, 2006). Les textes proposés relatent de multiples expériences intéressantes. La meilleure approche consiste sans doute à partager les lectures, puis à discuter des mérites respectifs des divers sites et des diverses approches (Allard, Davidson et Matthaei, 2008 ; Swinton et Quiroz, 2003).

6. La gestion de l'eau : conflits et contrôle⁷

La gestion de l'eau peut devenir une source de conflits, de marginalisation et de maladies ou servir, au contraire, de mécanisme pour enrichir les communautés, pour créer des possibilités et pour inspirer des actions collectives. Les travaux publiés regorgent toutefois d'exemples de pénuries, de ravages écologiques et de situations d'exclusion. Les textes proposés traitent du contrôle public de l'eau et d'un nouveau paradigme de gestion de la ressource, c'est-à-dire « la nouvelle culture de l'eau » (Arrojo, 2008). Ils montrent comment ces deux facteurs peuvent inciter une communauté, une région ou une population à prendre le contrôle de ses ressources sans nier l'accès aux usagers légitimes qui sont prêts à respecter les droits et les besoins des individus tout en préservant l'environnement. Pour ce faire, il faut revoir, de manière radicale, les mécanismes du marché afin de trouver des moyens constructifs de faciliter, voire de renforcer, le contrôle social qu'exercent les principaux acteurs et d'assurer une gestion responsable de l'environnement.

Quelques textes de référence en français

GUILLAUD, Yann (2007). *Biodiversité et développement durable*, Paris, UNESCO.

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE – UICN (2003). *Renforcer la durabilité sociale des actions de lutte contre la désertification, un manuel pour la réflexion*, Genève, Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest, UICN.

7. Balanyá, Brennan, Hoedeman, Krishimoto et Terhorst, 2005 ; Johnston, Gismondi et Goodman, 2006

Module 41

L'écologie politique¹

L'écologisme pour le changement

Anthony O'Malley
Université Saint Mary's, Canada

Michael Clow
Université Saint Thomas, Canada

Pour explorer les rapports entre l'environnement et le développement, entre les questions relatives à l'environnement et celles relatives au développement, il faut d'abord définir ces deux concepts et ensuite préciser les liens matériels et sociaux qui les unissent.

Il existe de nombreuses définitions du développement. Pour les économistes libéraux, le sens fondamental de ce terme désigne l'expansion de la production (le produit intérieur brut) à l'intérieur de l'économie capitaliste, que leur tradition théorique représente sous la forme du marché. Pour beaucoup de personnes inquiètes de la pauvreté dans les pays du Sud, le développement signifie apporter des changements pour améliorer le niveau de vie des populations. Pour les marxistes, le développement capitaliste désigne l'expansion de la production et de la capacité de production sous l'égide des employeurs et des investisseurs, et ce, surtout à leur profit. La seule et unique quête des investisseurs consiste en effet à amasser de plus en plus de capitaux en enchaînant, sans arrêt, les étapes successives de la production, du profit et du réinvestissement, mais sans considérer le bénéfice direct des travailleurs ou de la société. Les marxistes et d'autres auteurs de gauche ont cherché à découvrir et à définir la base sociale qui pourrait donner une autre forme de développement économique: cet « autre développement » viserait un plus large éventail de buts plus utiles pour un plus grand nombre, d'une manière plus égalitaire et plus démocratique que le développement capitaliste.

Malgré leurs différences, toutes ces diverses significations du développement ont un lien direct avec l'activité économique. Elles concernent, toutes, la production de biens et services, soit pour créer du capital dans certains rapports sociaux, soit pour accorder des bienfaits humains plus larges dans d'autres rapports. La plupart des analystes ont ainsi intégré l'expansion de l'activité économique dans la notion du développement. Les rapports entre environnement et développement concernent alors le rôle de l'environnement dans l'activité économique et les conséquences de cette activité pour l'environnement.

L'environnement ou, plus exactement, le « milieu naturel » désigne ce que les biologistes nomment la *biosphère*: un réseau complexe qui comprend les communautés vivantes de plantes et d'animaux, mais aussi les cycles des éléments inorganiques de l'air, de l'eau et de la terre qui les nourrissent et les relient entre eux. Chacune des communautés

1. Clow, 1992; Daly, Cobb et Cobb, 1989; Raskin et Bernow, 1991, p. 87-103.

interdépendantes qui constituent la biosphère forme un *écosystème* : une combinaison symbiotique d'espèces particulières de plantes et d'animaux créant une communauté biotique distincte avec ses conditions particulières d'air, d'eau ou de sol, par exemple un pré, un marais, un récif de corail ou une forêt tropicale humide. La dégradation environnementale désigne toute perturbation que causent les activités humaines à un écosystème ou aux cycles de l'océan, de l'atmosphère et de la terre (Raskin et Bernow, 1991 ; CMED, 1987 ; Daly, Cobb et Cobb, 1989).

D'après le modèle classique des rapports entre l'environnement et l'activité économique, l'ensemble formé par la biosphère, le soleil et la croûte terrestre fournit toute la matière et toute l'énergie nécessaires à la poursuite de l'activité économique. Or, cette activité produit non seulement des biens et services, mais aussi des déchets. À la fin du processus, toutes les marchandises produites deviennent des déchets rejetés dans l'air, dans l'eau et sur la terre. L'économie dépend de la biosphère, car celle-ci fournit les principaux intrants matériels de la production et elle assure le « recyclage » naturel des déchets de la production ; ce recyclage recrée ensuite les matières, l'énergie et les conditions planétaires nécessaires à une nouvelle production. L'économie ne pourrait donc se poursuivre sans les ressources et la capacité de recyclage de la biosphère. Cela vaut également pour la vie humaine, car nous dépendons des conditions d'une biosphère saine, tout comme les animaux qui ont évolué à l'intérieur de celle-ci.

Malheureusement, l'activité économique peut avoir des effets très destructeurs. À titre d'exemple, la quantité de matière et d'énergie tirée de la biosphère peut facilement dépasser la capacité des écosystèmes locaux ou de l'ensemble de la biosphère. Cette exploitation excessive endommage alors les écosystèmes locaux, d'où proviennent les ressources naturelles, et aussi les écosystèmes environnants. Lorsque les processus naturels de la biosphère ne parviennent pas à recycler les quantités ou les types de déchets générés par l'activité économique, ces déchets perturbent et détruisent l'environnement. L'« exploitation excessive » et la pollution nuisent aux processus de la biosphère qui fournissent les ressources désirées et qui possèdent la capacité naturelle de « recycler » nos déchets. La dégradation environnementale altère toutefois la capacité de régénération des ressources *potentiellement* renouvelables et elle réduit cette capacité naturelle de la biosphère à retraiter les déchets. En effet, les ressources « renouvelables » ne peuvent se renouveler que si les habitats, les océans, l'atmosphère et les autres cycles physiques ou chimiques fonctionnent normalement. Le recyclage naturel des matières biodégradables survient seulement lorsque ces habitats et ces cycles sont capables de les « traiter à nouveau », puis de les retourner, sous forme d'éléments, dans la biosphère. En fait, si l'activité économique prend des formes inadaptées ou des proportions excessives, elle peut tuer « la poule aux œufs d'or », c'est-à-dire la biosphère, dont dépend toute production.

Lorsque la dégradation environnementale menace la santé humaine et la durabilité des activités économiques, les problèmes d'environnement se transforment en problèmes de développement. Puisque le développement a toujours été associé à la croissance économique, la capacité du milieu naturel à fournir les ressources nécessaires à cette croissance et à recycler la quantité grandissante de déchets ainsi produits pose la question cruciale de la durabilité de la croissance sur le plan biophysique. Les problèmes de développement deviennent des problèmes d'environnement lorsque les modèles ou les projets de développement menacent de bouleverser, à l'échelle mondiale, les écosystèmes, plus précisément

l'air, l'eau et les sols, dont dépend le fonctionnement normal de la biosphère. La question centrale des rapports entre l'environnement et le développement se pose donc ainsi : Quel type d'activité économique, réalisée en quelle quantité et de quelle manière, les écosystèmes locaux et la biosphère peuvent-ils soutenir et tolérer ?

Fait peu surprenant, de vifs débats sont en cours à savoir si un développement plus poussé s'avère compatible avec la préservation du milieu naturel. Ces débats concernent les inquiétudes à propos de divers enjeux : 1) les effets de la dégradation environnementale sur les populations et sur leurs activités de subsistance ; 2) les contraintes et les limites que la dégradation environnementale peut imposer au développement et à l'expansion économique ; et 3) les formes de développement les plus susceptibles de préserver la santé des écosystèmes et les cycles naturels de l'atmosphère, des océans, des sols et des systèmes d'eau douce.

En général, les écologistes ont prêté surtout attention aux symptômes de dégradation environnementale et aux aspects biophysiques des solutions proposées pour régler les problèmes environnementaux. Toutefois, les solutions doivent tenir aussi compte des dimensions sociales, économiques et politiques. Puisque la dégradation de l'environnement est attribuable aux activités humaines, seuls des changements dans nos activités et dans nos modes de fonctionnement pourront régler les problèmes que nous avons créés. Inévitablement, les questions indissociables de l'environnement et du développement incitent à s'interroger sur les processus sociaux qui causent les problèmes d'environnement et de développement, mais qui empêchent aussi de trouver des solutions. Pourquoi n'a-t-on pas appliqué des mesures de protection de l'environnement ? Pourquoi les entreprises et les gouvernements négligent-ils des problèmes urgents comme le réchauffement climatique mondial, qui bouleversera les pratiques en matière d'agriculture, de foresterie et de pêche ? Pourquoi poursuivons-nous, avec imprudence, une croissance économique supérieure ou contraire aux limites écologiques ? Pourquoi la plupart des entreprises s'opposent-elles à des actions et à des règles écologiques prudentes ? Combien de changements politiques et économiques faudra-t-il encore apporter pour trouver des solutions susceptibles de préserver la biosphère et de soutenir un modèle économique écologiquement durable pour accroître le bien-être des populations ? Quelles formes de vie sociale et économique seraient compatibles avec la durabilité écologique ? Dans la pratique, pour répondre à ces questions, il faut analyser les processus du développement capitaliste et les solutions de rechange au système capitaliste.

1. Le développement, l'environnement et la société : des perspectives théoriques critiques²

La notion du « développement durable », proposée pour la première fois dans le *Rapport Brundtland* (CMED, 1987), résume bien la vision dominante par rapport à l'environnement et au développement. Cette notion suppose qu'il est possible de concilier la croissance économique avec la sécurité de l'environnement grâce à des mesures prudentes de conservation et de gestion des ressources, mais aussi à des solutions technologiques (les technologies vertes) fournies par les recherches scientifiques. Parmi les écologistes, les sociologues et les économistes, la notion du « développement durable » suscite un certain débat quant aux

2. Foladori et Pierri, 2005 ; Shiva, 2005.

rôles respectifs de l'État (les politiques environnementales) et des communautés locales pour assurer une gestion plus efficace des ressources. Ils s'entendent toutefois sur l'utilité et l'importance de la technologie et des pratiques de conservation.

Les tenants d'une approche critique du développement envisagent ces questions bien différemment. Ils examinent les dynamiques globales du système capitaliste industriel et les conséquences négatives d'une industrialisation excessive résultant des conditions qu'engendrent les forces inexorables de l'accumulation du capital, c'est-à-dire faire passer les profits avant les besoins de l'environnement et des individus. Les principales écoles de pensée critiques ou radicales sont : 1) « l'écologie politique », dans son sens large ; et 2) « l'écologie marxiste », dont traitent les textes d'O'Connor (1998, 2001), de Redclift (1984) et de Foster (1999, 2002), mais aussi « l'écoféminisme » (Mies et Shiva, 1983) et des approches plus marginales comme le « biocentrisme de gauche », une forme d'« écologie profonde » (Orton, 2002).

Bien que l'écologie politique ait vu le jour dans les années 1970, elle a vraiment pris son envol seulement dans les années 1980 et 1990. De nos jours, elle inspire beaucoup de recherches novatrices sur les questions de pauvreté et d'environnement. L'écologie politique centre son analyse sur l'idée d'un « environnement politisé ». Elle s'intéresse donc aux principaux acteurs de la gestion de l'environnement et elle explore leurs intérêts, leurs buts, leurs normes et leurs récits. Cela soulève encore une fois des interrogations sur le pouvoir et sur les rapports de pouvoir dans la gestion de l'environnement.

L'écologie marxiste ou l'écomarxisme (Benton, 1989, 1996 ; O'Connor, 1998, 2001 ; Foster, 1999, 2002) s'intéresse davantage à l'économie politique ou aux dynamiques de classe dans le développement capitaliste et aux conséquences écologiques du développement. Il existe toutefois plusieurs facteurs de tension entre l'écologie et le marxisme. Le plus important est sans doute l'opinion courante selon laquelle Marx, dans sa conception de la société postcapitaliste, considérait que les conditions naturelles étaient illimitées. Il faisait en outre preuve d'une éthique antiécologique empreinte d'optimisme à l'égard de la technologie et d'une attitude dominatrice à l'égard de la nature. Cette interprétation de la vision de Marx (voir Foster, 2002, pour une version différente) vient du fait qu'on l'associe facilement avec l'expérience historique des dégâts écologiques en Union soviétique et dans d'autres pays socialistes. Elle vient aussi d'une lecture particulière de la théorie marxiste à propos du communisme. D'après Nove, Marx présume ainsi que « les ressources naturelles [sont] inépuisables » (traduction libre ; Nove, 1990, p. 230) et qu'il n'y a donc aucun besoin de promouvoir un « socialisme de préservation de l'environnement, écologiquement conscient [...] » (traduction libre ; *ibid.*, p. 237).

La principale caractéristique de l'écomarxisme est ce que Foster (2002) appelle « l'écologie contre le capitalisme », c'est-à-dire essentiellement une tentative visant à renouer avec la tradition perdue d'une réflexion écologiste au sein du marxisme. Dans son livre *The Vulnerable Planet*, Foster décrit et théorise les dynamiques écologiques du développement capitaliste. Comme la plupart des marxistes, il considère que la dégradation environnementale est un résultat inévitable de la recherche insatiable de profits dans le processus d'accumulation du capital.

Une autre perspective critique de l'environnement et du développement s'inspire du féminisme plutôt que du marxisme. Dans la version qu'en proposent Mies et Shiva (1993), l'écoféminisme établit un lien entre la nature, la société et le système de production

capitaliste. Ce courant examine aussi les dimensions relatives au genre, par exemple la santé des femmes.

Quant à l'écologie profonde, elle offre la critique la plus radicale à l'égard de l'union forcée entre le développement et l'environnement. Dans ce cadre, la question n'est pas le capitalisme ou la recherche des profits, mais bien l'industrialisme, le matérialisme, le consumérisme et l'obsession de la croissance économique. L'écologie profonde s'inspire (au moins en partie) de la philosophie bouddhiste ou antioccidentale sous la forme qu'elle a prise en Norvège (le principe de Gaia). Elle n'insiste donc pas sur la nécessité d'opérer un changement systémique (le socialisme), elle propose plutôt une réorientation radicale des théories et des pratiques du développement. La plupart des théoriciens de l'écologie profonde demeurent critiques ou sceptiques quant à la possibilité pour le socialisme d'offrir une solution à la crise écologique de la « civilisation occidentale ». Pourtant, ils éprouvent de la sympathie pour l'engagement socialiste en faveur de l'égalité, de l'action politique et de l'abolition des classes sociales. Dans *Wisdom in the Open Air*, de Reed et Rothenberg (1993), Arne Naess, célèbre partisan norvégien de l'écologie profonde, note que la politique des Verts appuie l'élimination des différences de classe à l'échelle locale, régionale, nationale et mondiale. Naess ajoute donc une perspective de classe à ses travaux écologistes. David Orton, un Canadien partisan de l'écologie profonde ou du « biocentrisme de gauche », est fortement influencé par le marxisme. Selon Orton (2002), cette perspective écologique « révolutionnaire » s'exprime rarement dans les travaux nord-américains. Dans un texte sur l'écologie profonde et l'action politique, il soutient que « la révolution politique ne fait pas partie du vocabulaire des membres du mouvement à long terme de l'écologie profonde » (traduction libre ; Orton, 2002).

2. Le capitalisme et l'environnement : la nature en état de siège³

Le développement durable est devenu un objectif politique à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement qui a été suivie de la publication du rapport de la commission Brundtland (CMBD, 1987). Ce concept concerne les rapports entre l'environnement et le développement économique. Il s'agit plus précisément de savoir si les pays peuvent poursuivre leur développement sans menacer « la capacité de régénérescence » de la planète en dépassant les limites de la croissance, ce qui mettrait en péril les possibilités de développement et de subsistance des générations futures, voire la survie de l'espèce humaine.

Cette idée des « limites de la croissance » ou, plus exactement, des limites par rapport à la quantité et aux types de production que peut soutenir la biosphère a été largement adoptée dès le début du débat environnemental (*The Ecologist*, 1972). Les capitalistes ont néanmoins rejeté l'idée d'imposer des contraintes à la production. D'autres personnes en ont fait autant, car elles croient que des innovations technologiques pourront accroître l'abondance naturelle des ressources renouvelables, créer de nouvelles sources d'énergie, améliorer l'efficacité de la production et du recyclage, et contenir la pollution d'une économie en expansion. Les efforts déployés afin de « faire plus avec moins », d'obtenir « des technologies plus propres » et d'assurer une « meilleure » gestion des ressources pourront-ils empêcher une dégradation plus poussée de la biosphère malgré une production croissante ?

3. Clow, 1994 ; Foladori, 2001 ; O'Connor, 1998.

Pour beaucoup de personnes, cette foi en la possibilité d'une expansion sans fin de la production semble déraisonnable. En effet, seul un miracle permettrait de tirer toujours plus de produits de la même quantité de matière, toujours plus d'effets de la même quantité d'énergie, toujours plus de ressources renouvelables de la terre, toujours moins de déchets des processus industriels et des déchets toujours plus intégrés dans les circuits naturels d'échange d'énergie et de matière au sein de la biosphère. Pour les partisans de l'application de règles écologiques, les lois de la thermodynamique rendent impossibles une amélioration sans fin de l'efficacité technologique et une adaptation sans fin des écosystèmes de manière à ce qu'ils livrent plus de ressources et absorbent plus de déchets.

Les limites de l'activité économique soulèvent l'importante question du mode de fonctionnement du système économique, à savoir le capitalisme. Elles incitent à se demander si les dynamiques du système capitaliste et les lois du développement capitaliste – qui répondent à une logique d'accumulation, de recherche du profit et de stimulation de la croissance – entrent fondamentalement en conflit avec la nature. Les textes proposés explorent les principales dimensions des liens entre le capitalisme, le développement et l'environnement mondial. La plupart des études sur le sujet attribuent la crise écologique aux dynamiques du développement économique: 1) l'industrialisation rapide; 2) l'utilisation de technologies et d'hydrocarbures fossiles dommageables pour l'environnement; et 3) la recherche du profit dans le contexte du capitalisme ou de la mondialisation économique (Clow, 1994; Foster, 2002).

3. La crise écologique et la gouvernance néolibérale⁴

À l'origine, le développement durable était censé sauver la société capitaliste des conséquences involontaires du succès de l'expansion de la production. Or, les problèmes écologiques et la dégradation environnementale ne cessent de s'aggraver depuis la formulation du concept du développement durable il y a une vingtaine d'années (CMED, 1987). L'industrie forestière continue de raser les derniers peuplements de forêts naturelles; les pratiques de l'agriculture industrielle détruisent la fertilité des sols; la surpêche et la pollution des océans exterminent les stocks de poissons; les nouveaux mégaprojets hydroélectriques se poursuivent dans des zones sensibles; et les gouvernements renouvellent leur soutien à l'industrie nucléaire. Les sociétés n'avancent pas vers une réduction systématique de la demande d'énergie, qui serait possible en appliquant des mesures de conservation d'énergie et d'efficacité énergétique. L'obsolescence planifiée et la rotation rapide des biens de consommation durables demeurent les moteurs de l'économie. Le changement climatique bouleverse l'Arctique et cause des sécheresses ici, des inondations là: il s'agit donc d'un problème contemporain et non d'un problème lointain.

Les tenants du développement durable affirmaient que les problèmes environnementaux pourraient être réglés et que la croissance économique pourrait devenir écologiquement durable. Ce message était profondément séduisant pour cette minorité de capitalistes et d'autorités gouvernementales qui entrevoyait la dégradation environnementale susceptible de balayer la société capitaliste. Les défenseurs du développement durable ont toutefois échoué dans leur tentative d'obtenir l'adhésion des grandes entreprises qui dominent

4. Agrawal, 2005; Altvater, 1990, p. 10-34; Clapp et Dauverge, 2005; Grove, 1995, p. 1-15, 474-486; McCarthy et Prudham, 2004, p. 275-283; Roberts et Thanos, 2003.

l'économie mondiale ou des gouvernements qui déterminent les politiques économiques internationales. Pour parvenir à un développement durable, les gouvernements doivent adopter des politiques pour modifier le fonctionnement des marchés et pour créer les conditions qui inciteront les entreprises à changer leurs pratiques et leurs modes de production afin d'atteindre les objectifs environnementaux fixés.

Le « développement durable » s'oppose donc directement à toute l'orientation néolibérale dont le « fondamentalisme de marché » vise à libérer les entreprises afin qu'elles puissent poursuivre leur recherche de profit et de croissance sans relâche, sans entrave et sans réglementation (McCarthy et Prudham, 2004). Aux yeux des néolibéraux, la réglementation, les taxes et même les mesures incitatives en matière d'environnement représentent toutes une « ingérence » inacceptable dans le monde des affaires. La plupart des entreprises et de leurs valets politiques n'ont pas de temps à accorder aux « Cassandre » qui tentent de les sauver des conséquences à plus long terme du régime mondial de la « libre entreprise ». Les accords commerciaux internationaux ont été conçus précisément pour empêcher l'État de s'adonner à de telles activités (McCarthy et Prudham, 2004). Certains biens environnementaux comme l'eau ont déjà été privatisés ou ils sont sur le point de l'être (Shiva, 2005 ; Barlow, 2007).

L'écologisme a donc fourni l'une des bases les plus solides pour s'opposer aux politiques et aux solutions néolibérales, mais il a aussi inspiré des tentatives en vue de concilier les intérêts commerciaux avec les impératifs écologiques (McCarthy et Prudham, 2004). Le transfert de l'autorité gouvernementale à la gouvernance des entreprises et des transnationales est d'ailleurs l'un des traits marquants du néolibéralisme. Avec ce transfert, les revendications en faveur de la justice sociale et des priorités environnementales (Wolford, 2005) qui nuisent aux intérêts des milieux d'affaires ont perdu leur efficacité.

4. La vie en accord avec la nature et la survie au capitalisme : la pauvreté, les moyens d'existence et les mouvements sociaux⁵

« Quels liens y a-t-il entre la pauvreté et les pratiques environnementales, entre ces pratiques et l'effroyable pauvreté et les inégalités présentes dans les pays de l'Amérique latine et d'autres pays du Sud ? » (traduction libre ; Roberts et Thanos, 2003). À cette question, Roberts et Thanos offrent la réponse suivante : « les pauvres sont beaucoup plus touchés par les mauvaises pratiques environnementales et ils ont beaucoup moins de ressources pour se protéger. Certaines des interactions les moins adaptées sur le plan écologique sont aussi attribuables à des situations économiques désespérées » (traduction libre ; Roberts et Thanos, 2003). Dans une perspective sociologique, ajoutent les deux auteurs, les rapports des humains avec la nature et l'économie s'expriment à travers la structure des rapports sociaux, c'est-à-dire l'organisation de la société en différentes sortes de groupes sociaux. « Les pays [en développement] doivent lutter contre la pauvreté et les inégalités en même temps qu'ils règlent les problèmes environnementaux. Or, nous ne pouvons régler les problèmes environnementaux sans régler les problèmes de pauvreté et d'inégalité » (traduction libre ; Roberts et Thanos, 2003).

5. Anderson, 1994, chap. 1 ; Cederlöf et Sivaramakrishnan, 2005, p. 1-40 ; Foladori, 2007 ; Peet et Watts, 2004.

5. Les conflits environnementaux, la migration forcée et le développement⁶

Les effets sociaux des bouleversements écologiques croissants soulèvent beaucoup d'inquiétude. L'avenir paraît ainsi peuplé de réfugiés environnementaux qui se retrouvent sans ressources naturelles pour assurer leur subsistance et qui doivent fuir les régions submergées par la montée du niveau de la mer ou frappées par de longues périodes de sécheresse. De telles situations sont toutefois déjà une réalité. Pénurie de biens environnementaux essentiels, réclamations insistantes pour obtenir l'eau des pays voisins et détermination à s'emparer des ressources pétrolières des pays qui en possèdent, voilà autant de situations de mauvais augure pour la paix et la sécurité à l'échelle internationale. Les impacts de la dégradation environnementale et de la pénurie des ressources non renouvelables nécessaires à l'économie mondiale pourraient faire éclater des conflits nationaux et internationaux. Ces conflits ajouteraient alors leur dimension particulière à la spirale des problèmes écologiques dus au développement humain.

6. Que faut-il faire ? Des politiques environnementales pour le développement et le changement⁷

Si beaucoup de « rouges » ont abouti chez les « verts », c'est d'abord parce qu'ils avaient quitté les mouvements des rouges et rompu avec le « socialisme », même dans sa forme idéale. C'est aussi parce qu'ils ont trouvé dans les mouvements de l'écologie politique une certaine « parenté » avec leurs expériences passées, une certaine similarité de paradigmes. D'une manière schématique, ils y ont redécouvert le matérialisme, l'historicisme, la dialectique et une orientation « progressiste » (traduction libre ; Lipietz, 2000, p. 1).

La grande faiblesse des chercheurs dans le domaine de l'environnement vient du fait qu'ils tentent de déterminer quels seront les leaders à l'avant-garde du changement pour parvenir à la durabilité écologique et comment ces leaders pourront susciter le changement social nécessaire pour sortir du statu quo. Les personnes en quête d'une solution pour stopper la dégradation écologique mettent souvent leur foi dans la sensibilisation à l'environnement comme principal moyen d'action. Cela signifie, par exemple : 1) informer les individus des faits et de la nécessité du changement ; 2) inviter les consommateurs à agir de manière responsable ; et 3) exhorter les chefs d'entreprises et les autorités gouvernementales à régler la crise écologique. Pourtant, les efforts que le mouvement écologiste déploie en ce sens depuis plus de 40 ans ont donné peu de résultats concrets. Un thème d'analyse évident, mais encore trop peu étudié, est donc de savoir où se trouve la base sociale d'un mouvement efficace qui pourra remettre en question le développement capitaliste et sortir la société de la course à l'épuisement des ressources écologiques.

Dans *The Enemy of Nature*, Joel Kovel (2008) traite de cette nouvelle conscience environnementale qui pourrait apporter une solution à la crise écologique. Il signale aussi un moyen radical de progresser, comme les auteurs du recueil colligé par Peet et Watts (2004).

6. Homer-Dixon, 1999, p. 3-27, 133-168 ; Le Billon, 2006, p. 778-801 ; Watts, 2005, p. 373-407.

7. Bello, 2007b ; Castree, 2006 ; Harter, 2004 ; Kovel, 2008 ; Lipietz, 2000 ; Peet et Watts, 2004 ; Sachs, 1999.

Un texte de référence en français

DUMAS, Brigitte, Camille RAYMOND et Jean-Guy VAILLANCOURT (dir.) (1999). *Les sciences sociales de l'environnement: analyses et pratiques*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Module 42

L'énergie et le développement

Le pétrole en eaux troubles

John Saxe-Fernández

Université nationale autonome de Mexico, Mexique

1. L'importance économique et stratégique des énergies à base d'hydrocarbures¹

L'économie capitaliste mondiale dépend des sources non renouvelables de combustibles fossiles ou d'hydrocarbures comme le pétrole, le charbon et le gaz naturel qui fournissent 80 % de toute l'énergie. En fait, les combustibles fossiles font tourner toute l'économie industrielle moderne. Le pétrole représente à lui seul 33 % de l'approvisionnement total d'énergie et 90 % de l'énergie utilisée dans le secteur des transports. C'est l'ingrédient essentiel à la production des fertilisants, des plastiques, des produits médicaux modernes et d'autres produits chimiques. Les forces armées ne sauraient fonctionner sans pétrole. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, assurer un approvisionnement fiable de pétrole brut et d'autres combustibles fossiles est donc devenu une affaire de sécurité énergétique et non plus seulement une source importante d'accumulation de capital. Cet objectif primordial de la politique étrangère des États-Unis dicte d'ailleurs la dynamique de ses rapports internationaux et de ses ambitions impérialistes. L'épuisement rapide des combustibles fossiles est bien plus qu'un problème environnemental, car il a contribué à déclencher la « guerre impériale ». Selon certains auteurs, les motifs de la guerre en Iraq avaient trait aux intérêts et à la politique étrangère des États-Unis dans la région du Golfe et de l'Eurasie, où se déroule le « Grand Jeu » du pétrole et du gaz.

L'approvisionnement stable de combustibles fossiles non renouvelables (pétrole, charbon et gaz naturel) cause donc des problèmes stratégiques, mais la production mondiale de ces combustibles cause d'immenses problèmes environnementaux. C'est la raison pour laquelle un aspect important du développement consiste à chercher des solutions de rechange stratégiques grâce à des formes d'énergie renouvelables plus saines pour la société et pour l'environnement. Dans ce contexte, la production d'agrocultures à partir du maïs et d'autres formes de biomasse est devenue populaire. La biomasse constitue en effet l'unique source d'énergie renouvelable susceptible de remplacer le stock mondial de combustibles fossiles en diminution. Aux États-Unis, le gouvernement accorde aux producteurs de maïs une subvention représentant 40 % de leurs frais de production pour transformer le maïs en biomasse.

Cette stratégie entraîne toutefois une foule de problèmes. Les agrocultures sont une source d'énergie très inefficace, car leur production est restreinte en raison des quantités limitées de terres productives et d'eau douce. De plus, le fait de transformer une source de

1. Barnes, Hayes, Jaffe et Victor, 2006; Christensen, 2006, p. 81-126; Jorgenson et Kick, 2006; Yergin, 2003.

nourriture en source d'énergie (la production d'éthanol) entraînera forcément une pénurie alimentaire qui aggravera la faim dans les pays du Sud. Enfin, la production de biomasse à large échelle va probablement causer d'autres graves problèmes environnementaux et accélérer la course du capitalisme vers la catastrophe écologique mondiale.

2. La géopolitique de la production énergétique mondiale²

Par son insatiable demande de ressources et d'énergie, la Chine est un moteur de l'économie mondiale. Elle alimente toutefois aussi une vaste guerre pour accaparer les ressources de la planète et elle accélère la catastrophe écologique mondiale imminente. La dynamique de ce mode de développement représente donc un objet d'analyse important pour une approche critique en études du développement. Les textes proposés explorent cette dynamique sous l'angle de la recherche théorique et empirique.

3. Les entreprises, les gouvernements et les consommateurs : le marché et la politique³

Cette partie du module aborde des questions importantes : 1) les dynamiques mondiales de l'offre et de la demande de ressources stratégiques comme le pétrole et le gaz naturel ; 2) l'élaboration des cadres stratégiques réglementant la production et la commercialisation du pétrole et du gaz naturel ; 3) les activités mondiales de certaines des plus grandes multinationales dans ces deux secteurs ; 4) les interventions des gouvernements pour soutenir les activités des multinationales et les objectifs de leur politique étrangère en matière de sécurité énergétique ; 5) « les dangers et les conséquences de la dépendance croissante de l'Amérique à l'égard du pétrole importé » ; 6) les comportements et les actions des consommateurs en réaction aux dynamiques du marché ; et 7) les dimensions politiques des dynamiques du marché. Pour les consommateurs, la principale réaction individuelle et collective consiste à s'adapter de la meilleure manière possible : en réduisant l'utilisation de ces ressources énergétiques pour les conserver et pour diminuer la consommation des combustibles fossiles en forte demande sur le marché, mais dommageables pour l'environnement. Il existe toutefois aussi des problèmes du côté de l'offre dont l'objectif est d'augmenter la production et d'encourager la consommation pour assurer le commerce très lucratif d'un bien précieux. Il ne s'agit pas uniquement d'une question de production, mais aussi de politiques dont les enjeux sont graves, car il s'agit d'impérialisme, pour dire les choses simplement.

4. Le nationalisme des ressources et le pouvoir du marché⁴

Cette partie du module examine également des questions importantes : 1) l'étude de l'économie politique internationale, surtout l'action collective et la coopération internationale ; 2) les tentatives passées de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour coordonner les décisions des grands producteurs ; 3) le nationalisme des ressources et le pouvoir du marché en Iran et en Iraq, mais aussi la production future d'hydrocarbures dans la région du Golfe persique, en Russie, en Asie (Chine, Inde, Japon) et en Amérique latine (Venezuela) ; 4) des cadres d'analyse différents pour comprendre comment se comportent, sur la scène internationale, les entreprises nationales d'énergie des pays à marché émergent

2. Bunker et Ciccantell, 2005, chap. 2-3 ; Jorgenson et Kick, 2003, p. 195-203.

3. Crandall, 2006 ; Klare, 2004.

4. Cordesman et al-Rodhan, 2006 ; Marcel, 2006, p. 106-223.

d'Asie et quels sont les rapports de ces entreprises avec les gouvernements nationaux; et 5) le contrôle de l'État et le retour à l'étatisation des ressources en hydrocarbures (l'annulation des mesures de privatisation).

5. L'impérialisme américain, la mondialisation néolibérale et l'économie politique du développement énergétique⁵

Pour une approche critique en études du développement, la principale question sur ce thème concerne les dynamiques politiques de la guerre, des conflits et de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale par rapport à la production et à l'approvisionnement de pétrole et de gaz. Elle touche aussi les répercussions des guerres pour les ressources sur le développement économique et politique des pays du Sud.

Parmi toutes les guerres livrées pour obtenir des ressources naturelles, un nombre croissant de conflits s'inscrivent dans une forme d'« impérialisme pétrolier ». Dans son livre *Resource Wars*, Michael Klare (2002) offre une analyse frappante du rôle majeur que joue le pétrole dans la politique étrangère des États-Unis et dans les actions de ce pays sur la scène internationale. Il évalue aussi, d'une façon plus générale, le rôle des ressources dans de nombreux conflits survenus après la guerre froide. Avec son livre *Blood and Oil*, Klare (2004) poursuit sa réflexion en précisant les dynamiques de l'impérialisme pétrolier et en prévenant les Américains de la nécessité pour leur gouvernement de modifier ses politiques énergétiques avant qu'il soit trop tard, c'est-à-dire avant que plusieurs générations aux États-Unis et de multiples générations dans d'autres pays ne soient forcées de passer les prochaines décennies à payer le pétrole avec du sang.

Parmi les sujets connexes figurent les dimensions politiques des guerres pour l'énergie et les ressources ainsi que les dynamiques des politiques de réforme structurelle, en particulier la politique néolibérale de privatisation du secteur stratégique de l'énergie. Cette partie du module examine les efforts de l'État néolibéral (par exemple, le Mexique) afin de privatiser les ressources énergétiques nationales avec la conviction, réelle ou imaginaire, que cela réglera la crise financière et la crise de la production. Pour Saxe-Fernández (2002), il s'agit d'une vision volontairement erronée qui cache un plan d'action. Quoi qu'il en soit, dans les conditions existant au Mexique et ailleurs, soutient Saxe-Fernández, privatiser les ressources énergétiques du pays revient à les dénationaliser *de facto*. En Bolivie, la privatisation a provoqué une série de « guerres du gaz » qui ont suscité une forte mobilisation des populations autochtones et qui ont produit les conditions nécessaires à la prise du pouvoir d'Evo Morales, un leader aymara du « Mouvement vers le socialisme ». Saxe-Fernández (2002, 2008) expose en détail le cas de Pemex, au Mexique, où le gouvernement néolibéral s'est engagé à apporter une réforme structurelle (la privatisation) dans le secteur stratégique du pétrole.

Selon certains chercheurs, l'Amérique latine a servi de rampe de lancement pour le programme des réformes néolibérales. Elle a aussi fourni le meilleur laboratoire pour mettre à l'essai ces diverses politiques durant 20 ans. Le néolibéralisme – l'idéologie économique dominante du capitalisme mondial depuis les années 1980 – s'avère maintenant dysfonctionnel sur le plan économique, mais aussi insoutenable sur les plans social et politique. Depuis l'année 2000, de nombreux gouvernements en Amérique latine se sont éloignés du

5. Federici, 2002, 1992; Klare, 2004; Livergood, 2001; Petras et Veltmeyer, 2005b, chap. 8-9.

néolibéralisme à cause des pressions populaires et de la conviction de plus en plus répandue de la nécessité du changement. Ils ont annulé des mesures politiques importantes, comme la privatisation, afin de réorienter la politique nationale vers le populisme radical ou le socialisme. Deux pays servent d'exemples à cet égard : le Venezuela, dirigé par le président Hugo Chávez ; et la Bolivie, dirigée par le président Evo Morales, premier politicien autochtone du monde moderne ou postmoderne à avoir pris la tête d'un État. Ces deux cas sont utiles pour examiner les dynamiques politiques en jeu et le rôle de l'État pour transformer le pétrole et le gaz en outils de développement.

6. Les guerres pour les ressources naturelles et les champs de bataille de l'énergie :

l'impérialisme pétrolier et la « bataille future » pour le droit à l'eau⁶

Les champs de bataille de l'énergie sont des endroits où les intérêts concurrents et les programmes contradictoires des entreprises et des principaux États producteurs entrent en conflit avec les efforts des communautés autochtones, des travailleurs et des consommateurs pour protéger leurs intérêts. Ces grands champs de bataille se trouvent en Extrême-Orient, en Eurasie (l'Asie centrale, la mer Caspienne et l'Iran) et dans les Amériques (l'hémisphère occidental) où les États-Unis, en particulier, font face à des producteurs d'énergie de plus en plus fermes, comme le Venezuela sous la présidence d'Hugo Chávez.

En ce qui concerne le développement des pays du Sud, les enjeux touchent les dynamiques politiques des réformes structurelles, en particulier les mesures de privatisation dans le secteur de l'énergie. Un enjeu majeur concerne la dénationalisation *de facto* des ressources stratégiques et l'incapacité des gouvernements d'élaborer des politiques et de protéger les intérêts nationaux. Les efforts de l'État néolibéral en Bolivie, en Équateur, au Mexique et ailleurs pour appliquer le programme néolibéral de réformes structurelles ont en effet suscité, et ils continuent de le faire, diverses formes de résistance très vives. Le programme néolibéral devient alors un site important de luttes dans plusieurs pays en développement. Les récentes « guerres du gaz » en Bolivie (en 2003 et en 2005) offrent le plus bel exemple des dynamiques et des forces en jeu (Kohl et Farthing, 2006).

Quelques textes de référence en français

- CHEVALIER, Jean-Marie, Patrice GEOFFRON et Marie-Claire AOUN (2011). *Les nouveaux défis de l'énergie : climat, économie, géopolitique*, Paris, Economica.
- LEFEBVRE, Jean-François, Nicole MOREAU et Jonathan THÉORÊT (2010). *Énergies renouvelables : mythes et obstacles, de la réhabilitation de l'hydroélectricité au développement énergétique durable*, Québec, Multimondes.
- MAPUNZU, Mozambe (2005). *La problématique de la biométhanisation en République démocratique du Congo*, Saguenay, Université du Québec à Chicoutimi – UQAC, coll. « Les classiques des sciences sociales ».
- MONS, Ludovic (2008). *Les enjeux de l'énergie : pétrole, nucléaire et après?*, Paris, Larousse.
- RIFKIN, Jeremy (2012). *La troisième révolution industrielle : comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde*, Paris, LLL Les liens qui libèrent.

6. Klare, 2002 ; Dangl, 2007 ; Barlow, 2007 ; Kohl et Farthing, 2006.

Section 14

Le développement en marge¹

Dans les années 1960, après des décennies de « développement par la coopération internationale », le monde se divise en trois : 1) une poignée de pays capitalistes avancés (20, pour être exact) ou d'« États fondateurs » qui établissent, en 1961, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), essentiellement un club de pays riches de « l'Occident » capitaliste, au produit intérieur brut (PIB) et au revenu par habitant relativement élevés ; 2) un groupe plus restreint de pays de « l'Est » (Union soviétique et Europe de l'Est), à revenu moyen, qui partagent un engagement commun envers le socialisme ou la planification centralisée comme forme d'organisation économique ; et 3) un groupe bien plus large de pays du « tiers monde » relativement en retard sur le plan économique ou « en voie de développement », au PIB et au revenu par habitant beaucoup plus faibles ; la plupart d'entre eux forment un bloc à l'intérieur des Nations Unies (le « Groupe des 77 » à l'époque, des 120 maintenant) et font partie du « mouvement des pays non alignés » par rapport à la division idéologique Est-Ouest.

De nos jours, après quatre autres décennies de développement, le monde est devenu plus compliqué et beaucoup plus hétérogène, donc plus difficile à catégoriser. Différents indicateurs mesurant différents aspects structurels et matériels permettent tout de même de classer et de grouper les pays d'après leur niveau de développement économique ou humain. La Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) publient chacun un rapport annuel à cette fin. Il s'agit respectivement du *Rapport sur le développement dans le monde* et du *Rapport mondial sur le développement humain* où les pays des trois mondes du développement sont classés en trois grandes catégories. La Banque mondiale utilise des catégories de revenu par habitant : élevé, moyen et faible. Pour sa part, le PNUD utilise l'indice de développement humain (IDH), composé de trois séries d'indicateurs du développement économique et social. Ainsi, en 2008, selon une extrapolation établie à partir des données de 2006, la Banque mondiale et le PNUD ont classé respectivement 34 et 63 pays dans la catégorie à revenu élevé, 96 et 82 pays dans la catégorie à revenu moyen, et 53 et 33 dans la catégorie à faible revenu².

1. PNUD, 2003b ; Banque mondiale, 1978-2008.

2. La Banque mondiale a établi un regroupement régional et une catégorisation selon le revenu par habitant, qu'elle publie dans son édition annuelle du *Rapport sur le développement dans le monde*. [...] Outre ces deux classifications, la Banque mondiale place 34 pays dans la catégorie « autre pays (en dehors de l'OCDE) à revenu élevé ». Cette catégorie comprend cinq petites îles des Antilles, les seuls pays à revenu élevé dans la région de l'Amérique latine et des Antilles, et les trois nouveaux pays industriels asiatiques (Hong Kong, Singapour et Corée du Sud), qui figurent aussi dans la catégorie des pays « à revenu élevé » de la Banque mondiale. Dans la typologie de la Banque mondiale, les catégories régionales « Amérique latine et Antilles », « Asie de l'Est » et « Asie du Sud » ne comprennent donc aucun pays « à revenu élevé ». Selon cette classification, le « revenu supérieur » correspond aux pays « développés », le « revenu moyen » correspond aux pays « en développement » et le « revenu faible » correspond aux pays « moins développés ». De part et d'autre du fossé du développement, 34 pays font partie du « Nord », mais 149 font partie du « Sud ». Toutefois, le discours sur le développement ou l'analyse des pays « riches » par opposition aux pays « pauvres » concerne, en général, les deux extrêmes de la répartition mondiale des revenus : 34 pays à revenu élevé et 53 pays à revenu faible.

Comme le montre l'écart entre le nombre de pays dans chacune de ces trois catégories (34-63; 96-82; 53-33), les regroupements de la Banque mondiale et ceux du PNUD ne coïncident pas. Pourtant, la plupart des théoriciens présument encore qu'il existe une corrélation entre le niveau de développement économique et le niveau de développement social. Aux deux extrémités des échelles de la Banque mondiale et du PNUD, les pays de l'OCDE³ obtiennent des résultats élevés et bien des pays de l'Afrique subsaharienne se retrouvent dans la catégorie à faible revenu. Il existe donc un recoupement entre les deux classements, qui distinguent, dans les trois mondes du développement, les pays ayant un revenu par habitant élevé, intermédiaire ou faible. Toutefois, les taux moyens de croissance et les progrès du « développement humain » enregistrés chaque année varient selon les pays et selon les régions. Il devient néanmoins possible de former cinq grandes régions : 1) l'Europe de l'Ouest ; 2) l'Amérique latine et les Antilles ; 3) l'Asie (du Sud, du Sud-Est et de l'Est) ; 4) l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ; et 5) l'Afrique subsaharienne. Au sein de ces régions, il demeure possible de regrouper des pays et de distinguer de nouvelles sous-régions en fonction du fossé Nord-Sud.

Pour les théoriciens du développement, la grande controverse est de savoir si le fossé Nord-Sud s'élargit. Y a-t-il ou non une convergence entre les pays et les régions de part et d'autre de ce fossé ? À cet égard, les preuves fournies sont mitigées ou empreintes d'idéologie. D'après des théoriciens et des analystes qui adhèrent aux théories et aux pratiques dominantes du développement, il y a des signes de convergence des revenus et le fossé Nord-Sud rétrécit. D'après de nombreux autres théoriciens et analystes qui appartiennent au courant critique du développement, les inégalités ne cessent de s'aggraver à l'échelle internationale. Le fossé s'élargit, et ce, malgré le rythme extraordinairement rapide et soutenu de la croissance économique en Chine, malgré les progrès apparents des dernières années vers la réalisation de l'un des Objectifs du millénaire pour le développement (réduire de 50 % l'extrême pauvreté) et même sans tenir compte des répercussions de la crise mondiale sur l'économie réelle. Le fossé du développement se creuse davantage en ce qui concerne les structures – l'opposition entre pays du centre et pays de la périphérie – et les conditions – les disparités en matière de qualité de vie.

La présente section offre, en quatre modules, une analyse régionale de la problématique du développement capitaliste dans le passé récent et dans le contexte actuel. Le module 43 traite de l'Afrique subsaharienne, qui se trouve du côté Sud du fossé du développement et qui se compose en grande partie de pays dans la catégorie à faible revenu selon l'IDH. Le module 44 examine la région de l'Amérique latine et des Antilles, un regroupement hétérogène de 33 pays dont la plupart font partie de la catégorie à revenu moyen ou « en voie de développement » selon l'IDH. Le module 45 porte sur l'Asie, une vaste région formée de

3. La catégorisation de l'OCDE comprend tous les pays d'Europe de l'Ouest (21), ceux d'Amérique du Nord (États-Unis et Canada), l'Australie et la Nouvelle-Zélande ainsi que le Japon et deux nouveaux pays industriels asiatiques (Singapour et Corée du Sud). Dans le regroupement régional de la Banque mondiale, publié dans le *Rapport sur le développement dans le monde* de 2008, le Mexique, qui est techniquement membre de l'OCDE, figure dans la même catégorie que l'Amérique latine et les Antilles. De façon similaire, les pays d'Europe de l'Est membres de l'OCDE sont regroupés avec les pays de l'Asie centrale sous l'appellation « Eurasie » ; le Japon fait partie de la catégorie « à revenu élevé de l'OCDE », tandis que Singapour et la Corée du Sud font partie de la catégorie « autre pays (en dehors de l'OCDE) à revenu élevé ». Cela signifie que les regroupements régionaux de la Banque mondiale appelés « Asie de l'Est » et « Asie du Sud » ne comprennent aucun pays dans la catégorie « à revenu élevé ».

quatre composantes: 1) la Chine et l'Inde, les deux pays les plus peuplés au monde, mais dont la croissance économique est la plus rapide; 2) plusieurs pays du Sud dans la catégorie des «pays moins développés»; 3) un groupe plus hétérogène de pays en développement regroupés au sein du bloc régional de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est et qui, pour la plupart, font partie de la catégorie à revenu moyen de la Banque mondiale; et 4) le Japon, la deuxième économie mondiale et certainement pas un pays du «Sud». Enfin, le module 46 est entièrement consacré à la Chine, en raison du poids de ce pays dans l'économie mondiale et de son émergence au rang de puissance mondiale grâce au taux de croissance le plus rapide de la planète. Ce dernier module aborde aussi le rôle de la Chine dans le processus du développement mondial.

Module 43

L'Afrique en développement

Dennis Canterbury

Université d'État de l'Est du Connecticut, États-Unis

Le présent module aborde le grand problème du développement et du changement en Afrique. Il s'agit d'un problème dont la complexité dépasse l'entendement de la plupart des individus, et les chercheurs ne font certainement pas exception à cet égard. Le module déconstruit d'abord l'idée erronée selon laquelle le développement, comme objet d'études et comme but des États-nations, est apparu après la Seconde Guerre mondiale avec l'effondrement du système colonial, l'émergence de nouveaux États indépendants en Afrique, en Asie et dans les Antilles, et le lancement du programme en « quatre points » du président Truman annoncé dans le discours inaugural de 1949. À partir d'une analyse historique, le module explore une idée différente: le développement est la seule et unique vision du progrès que poursuivent les États-nations en accumulant de la richesse par eux-mêmes ou par l'intermédiaire des individus ou des classes sociales en leur sein. L'économie politique mercantiliste ou classique considérait l'accumulation de richesse comme le but des États-nations et elle en a d'ailleurs fait un objet d'études. Depuis les années 1940, les théories du développement tentent simplement d'atteindre ce but au lieu de viser à transformer le système. Ces théories ont donc uniquement élargi le débat de l'économie politique mercantiliste ou classique. Tant que les États-nations existeront, le problème du développement restera donc celui de l'accumulation de la richesse dans les entités économiques et politiques.

Pour avoir une approche différente du développement et du changement en Afrique, il faut sortir du cadre de l'économie politique mercantiliste ou classique que les pionniers du développement ont élargi par la suite. En substance, cela signifie transformer l'État-nation qui a été arbitrairement créé en Afrique comme forme principale d'organisation économique et politique. Cela signifie aussi de trouver une manière différente de comprendre l'histoire et les perspectives d'avenir du développement africain. Il est en effet courant d'attribuer le manque de développement en Afrique à un manque de leadership et de « bonne gouvernance », à la prolifération des « États défailants » en proie à la corruption, au rentiérisme et aux conflits ethniques ou tribaux pour l'appropriation des ressources naturelles. C'est la raison pour laquelle les chercheurs, les décideurs, la communauté internationale et les organisations de développement se concentrent sur la question de la gouvernance. La Fondation Mo Ibrahim a d'ailleurs conçu l'Index de gouvernance africaine avec l'aide de la Kennedy School of Government, d'un conseil consultatif d'éminents chercheurs africains et des travaux de la Banque mondiale sur le sujet. L'Index permet d'évaluer tous les pays d'Afrique subsaharienne par rapport à un ensemble de 58 indicateurs « objectifs » de la bonne gouvernance.

Pour les tenants d'une approche critique en études du développement, il faut changer de perspective et d'outil pour trouver une solution aux problèmes de développement sur

le continent africain. Cela exige une compréhension critique du passé de l'Afrique, mais aussi de son héritage colonial et néocolonial. Cela signifie faire une évaluation critique des changements à apporter aux structures, aux ressources et aux politiques de la société pour pouvoir échapper à cet héritage.

Les économies africaines font certes des progrès. Cette bonne nouvelle économique marque un tournant dans l'histoire de l'Afrique, car elle dissipe la vision courante selon laquelle un climat général de misère et de désespoir règne sur ce continent. Cela prouve aussi que l'Afrique amorce une nouvelle période – qui pourrait, si les conditions nécessaires sont en place, apporter un changement durable [...] un changement très nécessaire. Près de 300 millions de personnes sur le continent vivent dans la pauvreté et elles ont peu accès, voire aucun accès, aux ressources les plus élémentaires. Durant le dernier quart de siècle, 500 millions de personnes ont réussi à échapper à la pauvreté dans le monde, mais le nombre de pauvres en Afrique subsaharienne a presque doublé (traduction libre; Joaquim Chissano, président du Mozambique, de 1986 à 2005, et récipiendaire, en 2007, du premier Prix Mo Ibrahim récompensant les réalisations d'un leader africain).

1. La théorie, le développement et le changement en Afrique¹

Étant donné sa géographie et ses traditions culturelles, le continent africain est complexe. Il l'est toutefois devenu davantage à la suite: 1) des conquêtes par les musulmans arabes et les chrétiens européens; 2) du développement inégal entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne; et 3) de la faible lueur d'espoir qui pointe dans certains pays comme le Kenya, le Nigeria, le Ghana et l'Afrique du Sud. Théoriser le développement et le changement en Afrique se révèle encore plus complexe en raison de ces facteurs et de bien d'autres difficultés. Il est néanmoins possible de le faire en distinguant diverses régions: 1) le Nord musulman; 2) l'Afrique du Sud; 3) l'Afrique de l'Est; 4) l'Afrique de l'Ouest; et 5) l'Afrique subsaharienne, région qui comprend tous les pays subsahariens à l'exclusion du nord musulman. Le présent module se concentre sur cette dernière région, qui se compose de pays nés essentiellement de la conquête européenne.

Durant la conquête par les pouvoirs européens, la théorie du développement ne s'applique pas à l'Afrique; elle concerne uniquement l'Europe, qui commence à peine à créer ses propres États-nations. Dans sa forme la plus rudimentaire, la première théorie du développement reprend la vision mercantiliste selon laquelle l'État-nation doit accumuler le maximum de métaux précieux (comme l'or et l'argent) afin de s'enrichir. Cette vision persiste jusqu'à ce que l'économie politique classique lance l'idée d'une meilleure façon pour les pays de s'enrichir: s'engager dans le libre-échange. En substance, le développement concerne donc les activités ou les luttes d'un pays pour améliorer son sort. Dans cette perspective, le problème du développement se pose seulement pour les pays ou les États-nations et non pour les colonies, car ces dernières sont des milieux où les États-nations puisent ce dont ils ont besoin pour assurer leur richesse grâce à des politiques mercantilistes ou de libre-échange. C'est uniquement lorsque les colonies se transforment en États-nations qu'elles font face au problème du développement, car elles doivent alors entrer dans l'arène avec d'autres États-nations afin d'amasser des richesses pour elles-mêmes.

1. Kendie et Martens, 2008, chap. 1; Leys, 1975; Rodney, 1973, chap. 2-6; Todd, 2007.

La théorisation du développement de l'Afrique est donc un phénomène récent qui est associé à la création d'États-nations sur le continent africain. Elle s'est produite dans le contexte des problèmes de développement que les économistes politiques mercantilistes et classiques ont légués aux présentes générations. Elle entre dans la catégorie générale de la modernisation.

2. La trajectoire du développement en Afrique²

Le problème du développement et la trajectoire du développement sont deux questions distinctes lorsqu'il s'agit de l'Afrique. Le problème du développement a surgi avec l'indépendance politique, alors que la trajectoire du développement concerne les conditions sociales, politiques et économiques qui ont prévalu en Afrique durant trois périodes historiques: 1) avant les conquêtes par les Arabes musulmans et les Européens chrétiens; 2) après la conquête jusqu'à l'indépendance politique; et 3) après l'indépendance. La première période a été marquée par un développement inégal au sein des empires africains, entre les empires africains, mais aussi entre les empires africains et les groupes de chasseurs-cueilleurs sur le continent. C'est dans ces divers contextes qu'apparaissent des interrogations sur l'émergence des formes d'État et sur les rapports impérialistes.

Après la conquête et jusqu'à l'indépendance politique, le développement reste inégal. Cette période a en outre été vécue sous le signe de l'impérialisme, du colonialisme et du nationalisme. L'Afrique est devenue un espace géographique où des États-nations européens, certains émergents, mais d'autres bien établis, ont puisé des richesses grâce à des politiques mercantilistes et de libre-échange. La théorie de la dépendance, la théorie du développement et du sous-développement, le socialisme et d'autres propositions théoriques du même type ont peu à peu gagné du terrain. L'éclosion du nationalisme en Afrique aura deux grands effets. D'un côté, il incitera les Africains à faire pression sur les pouvoirs européens pour qu'ils démantèlent le système colonial et qu'ils accordent l'indépendance politique aux colonies, ce qui leur permettra d'entrer dans la bagarre du développement afin d'accumuler des richesses pour elles-mêmes. De l'autre côté, le nationalisme africain poussera les pouvoirs coloniaux européens à envisager d'améliorer les conditions sociales et économiques dans leurs colonies, puis à mettre en œuvre des programmes à cette fin.

C'est après l'indépendance que ces deux tendances se combinent de manière concrète. Le développement apparaît sur le continent africain lorsque les États-nations se fixent un objectif explicite d'accumulation de richesse. La formation de ces États-nations à la poursuite du développement comporte toutefois une contradiction majeure. D'un côté, les pouvoirs européens doivent continuer à se développer, donc à accumuler des richesses et de l'autre côté, l'Afrique, où puisent les États-nations européens pour s'enrichir, tente de se développer à son tour. Bref, les États-nations européens veulent continuer à utiliser les ressources de l'Afrique pour se développer, mais l'Afrique veut se servir de ses propres ressources pour se développer à son tour. Il s'agit là d'un véritable dilemme pour les deux parties en cause. La période qui suit l'indépendance permettra à l'Afrique d'expérimenter diverses expériences: le néocolonialisme, le socialisme, le radicalisme et le néolibéralisme (libéralisme économique, démocratisation et gouvernance) qui toutes tentent de résoudre ce dilemme.

2. Amin, 1973; Davidson, 1969; Arrighi et Saul, 1973; Hochschild, 1998; Harris, 1998; Kendie et Martens, 2008, chap. 1; Nkrumah, 1969; Rodney, 1973, chap. 2; Sender et Smith, 1986.

3. Le désengagement ou la dissociation du capitalisme : des perspectives radicales pour l'Afrique³

Devant le manque de développement sous la forme d'accumulation de richesse en Afrique, des chercheurs soutiennent que le continent doit se désengager du capitalisme. Cette thèse s'inscrit dans le débat sur le développement par accumulation de richesse qui a surgi après l'indépendance. Renommée par la suite « dissociation », la proposition prend différentes formes. Le débat sur le désengagement se déroule en bonne partie à l'Université de Dar es-Salaam, en Tanzanie, à l'intérieur d'un petit groupe marxiste organisé autour de *Cheche*, l'organe officiel du mouvement radical étudiant, l'University Students' African Revolutionary Front. Le nom de cette publication s'inspire de *L'étincelle* de Kwame Nkrumah et de *l'Iskra* de Lénine. Le gouvernement de Tanzanie a interdit *Cheche* en invoquant le fait qu'il subit l'influence d'idées communistes étrangères. Ses rédacteurs se sont alors regroupés pour faire connaître leurs idées dans *Maji Maji*, le journal officiel de la Ligue des jeunes au sein du parti au pouvoir en Tanzanie, la Tanganyika African National Union. Dans son article « Some implications of the question of the disengagement from imperialism », Walter Rodney (1971) décrit brièvement la position des rédacteurs de *Cheche*, qui précise que l'Afrique doit se désengager de l'impérialisme et du capitalisme mondial. Selon ces derniers, le désengagement se distingue de l'isolement, mais il suppose « de réduire la dépendance économique, de mettre fin à la sortie des excédents, d'utiliser ces excédents pour la construction d'économies nationales intégrées, d'établir une coopération équitable avec des pays socialistes amis et de mobiliser les masses pour accélérer le développement et la défense » (traduction libre; Rodney, 1971).

L'œuvre d'Amilcar Cabral reflète l'esprit du désengagement en ce sens que cet auteur invite les pays africains à se tourner vers leur histoire parce que la rupture produite à la suite du contact avec l'Europe a interrompu les processus économiques, politiques et sociaux traditionnels propres à l'Afrique. Ce retour à l'histoire suppose que les pays africains se désengagent de l'impérialisme.

Selon Samir Amin (1990), le plus éminent défenseur de la dissociation pour les pays en développement, l'Afrique doit se dissocier du système capitaliste mondial afin d'ouvrir la voie au socialisme. Cette idée n'implique toutefois pas de poursuivre un développement autarcique. Elle suppose que les pays africains ne suivent pas aveuglément la logique du système capitaliste mondial et qu'ils tentent plutôt de créer un système économique fondé sur leurs propres valeurs.

Les critiques à l'égard de la théorie de la dépendance ou du système-monde considèrent que l'idée de se dissocier du capitalisme est irréalisable, irréaliste et utopique. Ils confondent le désengagement et la dissociation sous la notion générale de « dissociation », une idée qu'ils jettent ensuite aux poubelles de l'histoire.

4. Les théories et les pratiques du socialisme africain⁴

La période qui suivra l'indépendance verra naître ce que l'on appellera plus tard le « socialisme africain », une expérience qui fait partie des luttes de libération nationale pour

3. Amin, 1990; Cabral, 1974; Gordon, 1996, chap. 3; Rodney, 1971, 1973; Mahjoub, 1990; Nkrumah, 2001; Sandbrook, Edelman, Heller et Teichman, 2006, p. 53, 276-283.

4. Clapham, 1992, p. 13-25; Cliffe et Saul, 1972; Drew, 1969, p. 53-92; Fitzgerald, 1985, p. 5-14; Friedland et Rosberg Jr., 1964; Klinghoffer, 1969; Zeilig, 2009; Mohiddin, 1981; Nkrumah, Senghor et Kilson, 1966; Nyerere, 1968; Senghor et Cook, 1964; Shivji, 1976; Ottaway et Ottaway, 1981.

secouer le joug du colonialisme européen en Afrique subsaharienne. Pour les tenants d'une approche critique du développement, l'histoire de ces expériences représente un important objet d'études, surtout pour comprendre l'échec du socialisme africain sous ses diverses formes et pour en tirer des leçons.

Il existe deux versions distinctes du socialisme africain. La première est un mélange de marxisme et d'idées au sujet de la modernisation et de la transformation sociale de l'Afrique. Cette version du socialisme africain a offert aux leaders africains une inspiration philosophique et pratique qu'ils considèrent comme une solution possible aux problèmes d'identités politique et spirituelle du continent. Parmi ces partisans figurent des communistes pro-Moscou et pro-Beijing, mais aussi des socialistes humanistes pro-occidentaux et des «afromarxistes» (Klinghoffer, 1969). Les socialistes africains ne sont pas eux-mêmes des prolétaires, mais ils tentent d'appliquer divers aspects du programme fixé par Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*. Ils contestent la propriété privée des terres, instituent des banques nationales dotées du contrôle total sur le crédit, confient à l'État le contrôle des transports et des communications, augmentent le contrôle étatique des moyens de production, tentent de fournir une éducation publique gratuite, croient en l'obligation pour tous de travailler et forment des armées de main-d'œuvre agricole (Klinghoffer, 1969).

Pour toutes ces raisons, il est permis de penser que le socialisme africain a beaucoup de traits en commun avec le marxisme et le communisme soviétique, à cette différence, toutefois, qu'il n'est pas considéré comme une étape vers le communisme. Il offre simplement un programme en réponse aux besoins des populations africaines. Il est aussi perçu comme un retour à la structure socialiste qui était censée exister en Afrique avant la colonisation européenne. Le socialisme africain ne répond à aucune des lois universelles du développement prévues dans la méthode historique marxiste. Il n'a donc pas repris à son compte la tradition marxiste-léniniste selon laquelle il existe des lois de l'histoire objectives universelles et le socialisme véritable doit être scientifique.

La seconde version du socialisme africain ne comprend aucune définition précise du socialisme; elle se contente d'une vague allusion à la tradition africaine. Même les leaders africains réunis à Dakar, au Sénégal, en 1962, pour étudier la question n'ont pu donner une définition claire du concept (Friedland et Rosberg Jr., 1964). En effet, le socialisme africain n'est pas l'œuvre d'un seul auteur, mais plutôt un assemblage d'idées sur le socialisme qu'avancent différents leaders politiques africains. Il ne propose pas une orientation idéologique ou un guide pour l'action qui exprimerait, de manière précise et unifiée, un raisonnement unique. Si la présence de théoriciens individuels associés à des mouvements idéologiques est une caractéristique historique essentielle du socialisme, alors le socialisme africain n'a rien de tel. Il est donc possible de penser qu'il représente une tentative de formulation d'une idéologie adaptée au contexte précis de la décolonisation économique et politique dans certains États africains. Plusieurs thèmes traversent ainsi le socialisme africain: «le problème de l'identité continentale; la crise du développement économique; et les dilemmes du contrôle et de la formation des classes sociales» (traduction libre; Friedland et Rosberg Jr., 1964).

Quelques raisons plausibles expliquent l'échec du socialisme africain: il ne s'appuie pas sur les principes du socialisme scientifique et il adopte seulement de manière sélective des aspects du marxisme. En d'autres termes, il lui manque peut-être une idéologie cohérente de la libération prolétarienne. L'Afrique ne dispose peut-être pas des classes sociales

développées nécessaires (dont une classe ouvrière et une classe bourgeoise) pour créer les conditions d'une réelle lutte des classes. Par ailleurs, la paysannerie africaine ne compte pas dans ses rangs des leaders inspirés d'une idéologie socialiste claire qui pourraient organiser une révolution, comme ce fut le cas au cours de la Révolution chinoise.

5. L'Afrique à l'heure de la mondialisation néolibérale : politiques et initiatives de développement⁵

Le virage néolibéral opéré à l'échelle mondiale a fortement contrecarré l'impulsion du développement de l'Afrique, c'est-à-dire l'accumulation et la répartition du capital fondées sur des visions radicales au sujet du désengagement par rapport à l'impérialisme, mais inspirées aussi du socialisme africain et d'autres formes de nationalisme africain. Dans le contexte néolibéral, les États africains ont dû abandonner leurs positions nationalistes à l'égard du désengagement et du socialisme pour adopter les ajustements structurels. Il s'est alors produit un nouvel appel à la mise sur pied d'une Union africaine hiérarchique, sous influence européenne, et des programmes économiques comme le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et d'autres accords semblables. Ces événements signalent une résurgence de l'impérialisme européen sur le continent africain. L'échec du modèle néolibéral que révèle la présente crise financière et économique mondiale ouvre la porte à des solutions de rechange comme le socialisme et certaines approches étatiques.

L'échec du néolibéralisme et la multiplication des crises – crise alimentaire, crise des carburants, crise financière et crise économique – sont autant d'éléments concrets laissant penser que le modèle chinois de développement en Afrique promet des changements fondamentaux, pour le meilleur et pour le pire. Pour le meilleur, car la Chine noue avec les pays africains des rapports économiques beaucoup plus favorables que ceux possibles dans le cadre néolibéral. Pour le pire, car l'expérience de la Chine en matière de travail et d'environnement en Afrique ainsi que ses véritables intentions sont discutables. Malgré ses lacunes, le modèle chinois appliqué en Afrique diffère concrètement des modèles en place et il représente une solution de rechange viable.

6. Le développement futur de l'Afrique⁶

Les leaders politiques actuels de l'Afrique partagent actuellement le sentiment que le développement futur du continent repose entre les mains des pays africains et que ces derniers doivent s'unir économiquement et politiquement au sein de l'Union africaine (UA). Le problème demeure toutefois de savoir comment il faudrait concevoir et mettre en œuvre l'UA. Dans sa présente version, il s'agit d'une organisation hiérarchique qui adhère à l'approche néolibérale discréditée et qui tente visiblement de copier le modèle de l'Union européenne. Toutefois, l'idée d'unir les pays africains n'a rien de neuf, puisque des générations précédentes de leaders africains avaient reconnu l'importance de l'unité africaine pour assurer le développement du continent. L'approche populaire et panafricaine de Kwame Nkrumah a sans doute été l'expression la plus radicale d'une position marxiste pragmatique et moins doctrinaire. L'unification de l'Afrique comme condition de son développement soulève

5. Adésinà, Graham et Olukoshi, 2006 ; Bond, 2006 ; Ferguson, 2006, p. 69-88 ; Kinyanjui et Kiruthu, 2007 ; Obi, 2007 ; Pomerantz, 2004 ; Teton, 2008 ; Todd, 2007.
6. Ayittey, 2004 ; Brown, 1995 ; Ferguson, 2006, p. 69-88 ; Guerrero et Manji, 2008 ; Lewis, 1998 ; Munck et O'Hearn, 1999 ; Yansané, 1996.

néanmoins des questions à propos de la transformation des États-nations, qui y ont été construits par l'Europe, et du démantèlement des frontières. Il faut aussi examiner des sujets comme l'analyse de classe, le rôle des institutions traditionnelles africaines et les modèles de rechange pour le développement.

Quelques textes de référence en français

- AMIN, Samir, Alexandre FAIRE et Daniel MALKIN (1980). *L'avenir industriel de l'Afrique, Agence de coopération culturelle et technique*, Paris, L'Harmattan.
- ASSOGBA, Yao (2008). *Développement communautaire en Afrique: comprendre la dynamique des populations*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- BÉBBÉ-NJOH, Étienne (2002). *Mentalité africaine et problématique du développement*, Paris, L'Harmattan.
- DANGA, Didier Désiré (2003). *La mondialisation à l'heure de la mutation démocratique*, Montréal, UQAM/Chaire UNESCO de philosophie, <http://classiques.uqac.ca/contemporains/danga_didier_desire/mondialisation_democratie/mondialisation_mutation_democr.pdf>.
- DUPUIS, Xavier (1991). *Culture et développement: de la croissance à l'évaluation*, Paris, Institut culturel africain, Programme des Nations Unies pour le développement, UNESCO.
- ETOUNGA-MANGUELLE, Daniel (1991). *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel?*, Ivry-sur-Seine, Nouvelles du Sud.
- GODONG, Serge Alain (2011). *Implanter le capitalisme en Afrique: bonne gouvernance et meilleures pratiques de gestion face aux cultures locales*, Paris, Karthala.
- HAUBERT, Maxime et Pierre-Philippe REY (dir.) (2000). *Les sociétés civiles face au marché, le changement social dans le monde postcolonial*, Paris, Karthala.
- HUGON, Philippe (2003). *Les économies en développement à l'heure de la régionalisation*, Paris, Karthala.
- IZARD, Michel (1992). *L'Odyssée du pouvoir: un royaume africain: état, société, destin individuel*, Paris, École des Hautes Études en sciences sociales.
- KÄ, Mana (1991). *L'Afrique va-t-elle mourir? Bousculer l'imaginaire africain: essai d'éthique politique*, Paris, Éditions du Cerf.
- KODJO, Edem (2010). *Lettre ouverte à l'Afrique*, Paris, Gallimard.
- RHAZAOUI, Ahmed, Luc-Joël GRÉGOIRE et Soraya MELLALI (2005). *L'Afrique et les objectifs du millénaire pour le développement*, Paris, Economica.
- TERRAY, Emmanuel (dir.) (1986). *Afrique plurielle, Afrique actuelle, hommage à Georges Balandier*, Paris, Karthala.
- TOURNEUX, Henry (dir.) (2008). *Langues, cultures et développement en Afrique*, Paris, Karthala.

Module 44

Le développement et le changement en Amérique latine et dans les Antilles

Ferneto I. Leiva

Université d'État de New York à Albany, États-Unis

1. La nécessité d'une économie politique critique¹

Comment peut-on évaluer la trajectoire présente et future du développement en Amérique latine après plus de 30 ans de restructuration néolibérale? À la lumière des modules précédents, le présent module répond à cette question en affirmant que l'économie politique critique offre la meilleure perspective pour comprendre les dynamiques fondamentales du développement latino-américain contemporain. Cette perspective, en cours de renouvellement et de formulation, nécessite un cadre qui permettra entre autres: 1) de tenir compte des rapports de pouvoir pour analyser les économies et les formations sociales; 2) de réintroduire, dans l'analyse initiale, les classes sociales ainsi que les questions relatives à la production, à l'appropriation et à la répartition des excédents; 3) d'historiciser l'analyse économique et sociale en la resituant dans le contexte du développement général du capitalisme; et 4) d'examiner les rapports de pouvoir dans les sphères de la production et de la reproduction sociale ainsi que les interactions de ces deux sphères à un moment précis de l'histoire.

Durant 60 ans, divers courants ont vu le jour à l'intérieur des théories du développement: théories de la modernisation, structuralisme, théories de la dépendance, néolibéralisme et, plus récemment, néostructuralisme, pour ne nommer que les plus importantes. Il faut en déduire qu'une perspective renouvelée d'économie politique critique doit aussi prendre conscience, sur le plan théorique, de la manière dont les discours sur le développement interagissent avec les pouvoirs sociaux en place. Plutôt qu'un récit normatif figé, le module propose une boussole fiable pour explorer le paysage politico-économique en évolution rapide et pour naviguer à l'intérieur de la périphérie latino-américaine. Deux raisons justifient d'adopter un tel esprit d'exploration. Premièrement, l'ampleur et le rythme des transformations structurelles dans les rapports de classe ne cessent de changer; chaque pays vit une expérience suffisamment différente pour justifier l'adoption d'une approche flexible. Deuxièmement, comme ce fut le cas dans le passé, il faut maintenant donner vie à l'économie politique critique exposée ici en procédant à une « analyse de la réalité ». Les textes proposés soulignent les principaux éléments communs dans l'expérience historique des pays latino-américains de la périphérie.

1. Leiva, 2008, chap. 1-2; Girvan, 2006, p. 327-350; Petras et Veltmeyer, 2003; St Cyr, 2005.

2. La structure et la restructuration du capitalisme latino-américain²

Les politiques néolibérales de l'État, les forces du marché libéralisées et les stratégies capitalistes au sein des entreprises pour assurer l'autovalorisation du capital ont fonctionné de concert. Elles ont réussi à détruire les fondements économiques et institutionnels du modèle de développement « introverti » qui avait dominé en Amérique latine à partir de la fin des années 1930. Les politiques néolibérales de libéralisation, de déréglementation et de privatisation jointes aux interventions initialement violentes de l'État ont radicalement réaligné les forces de classe dans cette région. De la fin des années 1970 jusqu'à la fin des années 1990, presque tous les pays latino-américains ont été poussés à opérer une transition durant laquelle ils ont abandonné le modèle de l'industrialisation par substitution des importations et ils ont adopté un modèle d'accumulation capitaliste axé sur les exportations. Selon la Banque mondiale, cette transition a nécessité trois étapes : 1) la stabilisation ou le « traitement de choc », par exemple mettre fin à l'intervention du gouvernement dans les marchés ; 2) des réformes structurelles profondes, par exemple intégrer la logique du marché dans toutes les institutions grâce à la privatisation des services d'éducation, de santé et de sécurité sociale ; et 3) la consolidation des réformes. Les pays latino-américains n'ont pas tous suivi ces étapes de manière uniforme, mais ils ont tous adhéré aux idées et aux politiques néolibérales afin de relancer l'accumulation capitaliste sur de nouvelles bases.

3. La structure profonde du capitalisme latino-américain contemporain³

Les transformations attribuables au néolibéralisme et au capital mondial ont profondément restructuré le capitalisme latino-américain. Elles lui ont donné une physionomie et une dynamique distinctes. Pour tracer le portrait structurel des sociétés latino-américaines contemporaines, il faut explorer cinq grandes caractéristiques : 1) le rôle changeant de l'Amérique latine dans la nouvelle division internationale du travail ; 2) la transnationalisation accélérée de l'économie, de l'État et des classes sociales ; 3) la financiarisation croissante des économies latino-américaines, c'est-à-dire l'augmentation des profits par l'intermédiaire des circuits financiers ; 4) la précarisation et l'informalisation des rapports capital-travail ; et 5) la réorganisation des dispositions relatives à la reproduction sociale des individus et des classes sociales en redéfinissant la division sexuelle du travail et les responsabilités de l'État, des capitalistes et des ménages. Il est évidemment possible d'analyser séparément chacune des transformations citées, mais il faut se rappeler qu'elles se renforcent mutuellement. Elles modifient profondément les rapports de pouvoir entre le capital et le travail, entre le capital transnational et le capital local, mais aussi les rapports constitutifs de la division sexuelle du travail à l'échelle macro et à l'échelle micro (par exemple les ménages, les communautés et les milieux de travail).

2. Green, 2003 ; Kay et Gwynne, 2004 ; Harris et Nef, 2008 ; Leiva, 2008, chap. 3-4 ; Petras et Veltmeyer, 2001, chap. 1.

3. Abassi et Lutjens, 2002 ; Leiva, 2006, p. 337-359 ; Bose et Acosta-Belén, 1995 ; Cravey, 1998.

4. Les dynamiques de la mondialisation et de l'altermondialisme en Amérique latine et dans les Antilles⁴

Dans les années 1980, l'Amérique latine a ouvert la voie au « nouvel ordre mondial » néolibéral dans le contexte d'une dette extérieure frappant tous les pays de la région, d'un processus de redémocratisation et du consensus de Washington sur la réforme des politiques macroéconomiques (Williamson, 1990). Le « nouveau modèle de développement » a jeté les bases théoriques de l'idéologie de la mondialisation néolibérale (Bulmer-Thomas, 1986). À partir de différentes perspectives théoriques, les textes proposés analysent les principaux aspects des ajustements politiques et économiques qui ont été nécessaires pour s'intégrer dans ce nouveau monde où les « agents de la liberté économique » – le secteur privé, c'est-à-dire les entreprises capitalistes, les multinationales et le libre marché – sont affranchis des contraintes réglementaires de l'État-providence et de l'État promoteur.

5. La résistance, les mouvements sociaux et la reconstruction du pouvoir populaire⁵

Diverses formes de résistance populaire ont surgi pour s'opposer à la restructuration néolibérale du capitalisme latino-américain. Les mobilisations, d'abord organisées à l'échelle locale pour contrer les politiques de choc néolibérales, ont ensuite inspiré des soulèvements sectoriels généralisés dans les villes. Les classes populaires de l'Amérique latine ont ainsi fait preuve d'une résilience remarquable et d'une forte capacité d'opposition au projet du capital transnational. Elles ont pu rebâtir leur pouvoir de contestation de l'ordre établi, malgré les profondes transformations opérées dans les structures professionnelles, mais aussi dans les rapports géographiques et sectoriels de production. Les classes populaires y sont parvenues, malgré la décomposition ou la recomposition, plus ou moins poussée, des classes sociales ainsi que des identités politiques et culturelles.

Il ne faut guère se surprendre que la gauche latino-américaine ait pris la direction de cette lutte contre le néolibéralisme et qu'elle ait amorcé un processus qui l'a conduite à imaginer le socialisme du XXI^e siècle. En avril 2009, dans la foulée du cinquième Sommet des Amériques réunissant les chefs des États membres de l'Organisation des États américains, deux documents remarquables exposent ce processus politique. Tous deux offrent un important contrepoids au Sommet où le président Obama, des États-Unis, et le premier ministre Harper, du Canada, ont fait de leur mieux pour soutenir l'hégémonie nord-américaine dans la région et le projet néolibéral pour l'hémisphère.

Le premier document est la déclaration signée par six des sept membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique avant le Sommet. L'Équateur est alors absent, mais il critiquera avec virulence les politiques financières néolibérales au moment du Sommet. La déclaration expose une approche nettement différente par rapport à la crise et au développement économique; elle formule aussi une vaste critique du capitalisme. Il y a très longtemps qu'une alliance formée de gouvernements élus n'a publié un tel document. La déclaration pourrait donc marquer un important jalon historique.

-
4. Bowles, Veltmeyer *et al.*, 2007 (textes de Dierckxsens et Vizontini, de De Oliveira et Leda Paulani, de Cypher et Delgado Wise); CEPALC, 2006; Grandin, 2007; Petras et Veltmeyer, 2005b, p. 89-106; Saxe-Fernandez, Petras, Nuñez et Veltmeyer, 2001.
 5. Almeida, 2007, p. 123-139; Dangl, 2007; Petras et Veltmeyer, 2005b, 2009; Della Buono et Bell Lara, 2007; Harris, 2003, p. 365-426; Kohl et Farthing, 2006; Spronk et Webber, 2007, p. 31-47.

Le second document émane du quatrième Sommet des peuples des Amériques. Il rejette, lui aussi, le modèle néolibéral de développement et il attribue la crise financière aux inégalités sociales extrêmes que produit ce modèle. Le document propose toute une gamme de solutions de rechange qui permettraient de bâtir un nouveau modèle de développement égalitaire et durable.

Ces deux documents radicaux illustrent l'opposition large et croissante à l'ordre mondial actuel qui s'exprime au sein des peuples, de la société civile et de certains États. Ils soulignent le fait que des solutions de rechange sont possibles, mais qu'elles doivent être mises à l'essai dès maintenant et non dans quelque avenir lointain.

6. Des voies postnéolibérales? La recherche de solutions de rechange⁶

Devant la débâcle néolibérale, la pauvreté persistante et l'agitation populaire croissante, quatre voies de développement ont émergé pour transcender le néolibéralisme: 1) le développement local et communautaire; 2) la défense du statu quo au moyen d'une «mondialisation à visage humain» et plus holistique; les gouvernements de centre gauche au Chili, au Brésil et en Uruguay ont suivi cette voie que proposent les néostructuralistes latino-américains et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes; 3) le néo-développementalisme pour une transformation du statu quo, par exemple le «socialisme du XXI^e siècle» au Venezuela et le «capitalisme andin» en Bolivie, qui visent tous deux à assurer l'intervention de l'État pour affecter les excédents économiques au développement national; et 4) la transformation révolutionnaire de la société et la construction du socialisme. Chacune de ces solutions de rechange «postnéolibérales» incarne différents intérêts sociaux et elle a atteint différents degrés d'expression. Il est essentiel d'en analyser les forces et les faiblesses, les contradictions et les perspectives d'avenir pour envisager les orientations futures du développement dans les pays de la périphérie latino-américaine.

Quelques textes de référence en français

HAVET, José (dir.) (1987). *L'étude du développement international au Canada*, Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, coll. «Les cahiers scientifiques».

OCAMPO, José Antonio, Rolando FRANCO, Pedro SAINZ et Arturo LEON (2004). *Une décennie de développement social en Amérique latine: 1990-1999*, Santiago, CEPAL/IHEAL/Nations Unies.

THEDE, Nancy (1987). *Politique étrangère et aide publique du Canada envers l'Amérique latine et les Antilles*, Montréal, Groupe de travail sur l'Amérique latine et les Caraïbes, Centre de documentation d'Amérique latine, Association québécoise des organismes de coopération internationale – AQOCI.

6. Borón, 2007; Petras et Veltmeyer, 2003, 2009; Chávez, 2005; Chibber, 2005, p. 226-246; García Linera, 2006; Leiva, 2008, chap. 10-11.

Module 45

Le développement et le changement en Asie

Jos Mooij

Institut des études sociales, Pays-Bas

L'Asie est sans conteste le plus important continent au monde à cause non seulement de sa taille, mais aussi de sa population. Il s'agit en outre d'un continent extrêmement diversifié puisqu'il compte: 1) des pays aux taux de croissance élevés et soutenus, mais avec des poches de pauvreté et de dénuement extrêmes; 2) de grandes villes de calibre mondial, mais aussi des sociétés tribales; et 3) des exemples de trajectoires de développement capitaliste, mais aussi socialiste. Vu la taille et la diversité de l'Asie, il est impossible d'effectuer un survol systématique de son développement en seulement six thèmes. Le présent module aborde donc quelques grands sujets et débats pertinents. D'autres modules couvrent différents autres aspects du développement de l'Asie (par exemple le module 46 sur la Chine).

D'entrée de jeu, il convient de signaler qu'une approche critique en études du développement se distingue des autres approches, car elle scrute explicitement les idées reçues et les grandes vérités qui forment notre compréhension courante du monde. Le module tente donc de remettre en question de nombreux mythes au sujet de l'Asie et d'offrir des interprétations différentes. Une approche critique ne se borne toutefois pas uniquement à comprendre le monde; elle cherche aussi à le transformer. Le dernier thème concerne donc la résistance et les mouvements progressistes.

De nos jours, l'attention du monde entier est tournée vers l'Asie, notamment en raison de la croissance économique de la région et de son rôle grandissant à l'intérieur de l'économie mondiale. La crise financière de 2008-2009 a probablement accentué davantage ce rôle. Cependant, l'Asie demeure également un continent où plus d'un milliard de personnes vivent dans une extrême pauvreté. D'une certaine manière, le drame asiatique décrit par Myrdal (1968) reste d'actualité: « Les nobles aspirations des acteurs clés sont séparées de la réalité abyssale par un large fossé, y compris le manque de volonté des leaders, des partisans et des masses plus inertes d'accepter les conséquences des efforts nécessaires pour réaliser ces aspirations. Et le fossé ne cesse de s'élargir » (traduction libre; Myrdal, 1968, p. 34). Le fossé continue en effet de se creuser, car, même si la proportion de pauvres a diminué dans la plupart des pays asiatiques, les inégalités, elles, continuent de s'aggraver.

1. L'Orient et l'Occident:

la longue histoire des relations de l'Asie avec le reste du monde¹

La mondialisation n'a pas commencé en Asie à l'arrivée des marchands européens, au xvi^e siècle. Durant l'époque du Haut Empire romain, il y avait déjà un important commerce maritime entre l'Inde et l'Europe. Lorsque ces relations commerciales avec l'Occident ont cessé, un grand nombre d'itinéraires et de relations économiques ont continué, de loin en

1. Frank, 1998; Ghosh, 1992; Said, 1978.

loin, d'exister. Au cours des siècles précoloniaux, de vastes régions de l'Asie ont atteint des degrés bien plus poussés de richesse et de développement que l'Europe médiévale. Dans son étude détaillée sur la science et la civilisation chinoises, Needham (1954) montre à quel point la Chine est plus avancée que l'Europe sur le plan technologique. Beaucoup d'anciennes sociétés paysannes sont ainsi dotées de structures sociales, idéologiques et politiques complexes. Au Japon, en Inde et en Chine, de puissantes dynasties règnent sur d'immenses empires, s'appuient sur des cultures de cour très développées et administrent des systèmes complexes d'appropriation des excédents.

Selon Frank (1998), on assistera à un système commercial et une division du travail à l'échelle mondiale de 1400 à 1800. Les auteurs ont tendance à examiner de manière isolée les trajectoires historiques de l'Europe et de l'Asie jusqu'au ^{xvi}^e ou ^{xvii}^e siècle. Pourtant, affirme Frank, ces trajectoires sont étroitement liées. D'ailleurs, dans le système mondial, l'Asie a longtemps été la partie plus forte, et l'Europe, la partie plus faible. En fait, l'essor de l'Occident au ^{xviii}^e siècle a pu se produire justement parce que l'Europe s'est hissée sur « les épaules de l'Asie » et cet essor tient bien moins aux efforts des Européens pour favoriser le développement que l'interprétation eurocentrique ne le laisse croire. Le regain récent de croissance en Asie fait partie du même processus mondial de développement et il porte davantage la marque de la continuité que de la rupture. Dans son texte *In an Antique Land*, où il combine informations factuelles, fiction, histoire, autobiographie, anthropologie et récit de voyage, Ghosh (1992) illustre certains de ces rapports économiques et culturels de longue distance.

Pendant longtemps, l'Occident a eu globalement une perception favorable de l'Orient. Les Européens voulaient connaître l'Orient, qu'ils considéraient comme plus avancé que l'Europe à de nombreux égards. Durant le ^{xviii}^e et le ^{xix}^e siècle, toutefois, des travaux savants ont fait ressortir la différence de l'Europe, mais en insistant sur la supériorité européenne et la stagnation asiatique. Cette interprétation a offert, bien entendu, une idéologie utile pour légitimer les rapports de pouvoir coloniaux. Dans son ouvrage *Reorient*, Frank (1998) analyse cette réinvention soudaine de l'histoire. Dans son célèbre ouvrage intitulé *L'Orientalisme*, Said (1978) examine la manière dont « l'Occident » regarde « l'Orient » et la manière dont les conceptions orientalistes font partie intégrante de l'expansion de l'Europe.

2. La terre et le travail : développement et sous-développement de l'Asie coloniale et postcoloniale²

L'Asie demeure un continent surtout rural, puisque les deux tiers de sa population vivent dans des zones rurales et que la majorité travaille dans le domaine agricole. Les paysans assurent en grande partie cette production agricole, mais ce sont les propriétaires fonciers, l'État, les marchands, les prêtres ou d'autres qui s'approprient leur force de travail ou leurs produits. Lorsque les colonisateurs européens arrivent, la culture du sol existe déjà depuis des millénaires. Ils trouvent donc une paysannerie déjà assujettie et intégrée dans les réseaux plus larges de production et d'appropriation des excédents. Durant les premières étapes du colonialisme, les pouvoirs européens collaborent avec les dirigeants locaux et concluent des accords pour obtenir les marchandises (surtout des épices) qu'ils désirent « acheter ». Par la suite, ils s'engagent plus directement dans les rapports de production. À

2. Agarwal, 1985, p. 67-114 ; Breman, 2000, p. 231-246 ; Putzel, 2000.

titre d'exemple, en Asie du Sud, le gouvernement colonial britannique impose un nouveau système de propriété foncière. Il convertit ainsi en propriétaires fonciers les *zamindars*, ces chefs de lignée qui avaient le droit de recevoir un tribut. En général, ces *zamindars* devenus propriétaires fonciers ne cultivaient pas eux-mêmes les terres, ils tiraient plutôt un revenu des locataires de ces terres. En Indonésie, le gouvernement colonial hollandais instaure un système d'agriculture forcée. Breman (2000) décrit ces politiques qui ont accentué la différenciation sociale en favorisant, d'une part, la concentration de la richesse et, de l'autre, l'augmentation du nombre de paysans sans terre et leur appauvrissement.

Durant la seconde moitié du xx^e siècle, après le retrait ou l'expulsion des puissances coloniales, les pays asiatiques empruntent différentes voies de développement rural. Certains profitent dans une large mesure des réformes foncières réalisées. Comme le soutient Putzel (2000), la croissance économique accélérée en Corée du Sud, à Taïwan, en Chine et au Viêt Nam est fortement attribuable à la réforme foncière au cours de laquelle ces pays procèdent à une redistribution des terres. Aucune réforme semblable n'a toutefois lieu en Asie du Sud, ce qui contribue à la formation d'un prolétariat sans attache, presque toujours en mouvement, à la recherche d'un emploi temporaire (Breman, 2000). La Révolution verte apparaît donc comme un événement majeur dans de nombreuses régions de l'Asie. Elle nécessite l'application d'un ensemble de mesures : 1) des nouvelles semences de riz et de blé à haut rendement ; 2) des mécanismes d'irrigation ; 3) un crédit à faible taux d'intérêt ; et 4) des fertilisants et des pesticides chimiques pour stimuler la production agricole. Pour beaucoup d'observateurs, ces mesures semblent apporter une solution technologique aux gigantesques problèmes d'insécurité alimentaire, de pauvreté et de dénuement des paysans. En Asie du Sud et en Indonésie où il n'y a eu aucune réforme pour redistribuer les terres, les stratégies adoptées transforment l'agriculture traditionnelle, mais sans régler les inégalités et les problèmes dus aux rapports de propriété foncière. Ces stratégies entraînent néanmoins d'importants changements dans les rapports entre les classes sociales et dans les rapports hommes-femmes (Agarwal, 1985 ; Breman, 2000).

3. Les dynamiques de l'impérialisme américain en Asie³

Peu après la Seconde Guerre mondiale, l'époque coloniale prend fin et les pouvoirs européens perdent en grande partie leur emprise sur l'Asie. Les États-Unis parviennent au rang de superpuissance et ils exercent une influence considérable sur les pays asiatiques. Ils ont agressivement défendu ce rang et livré des guerres à cette fin, d'abord en Corée, puis au Viêt Nam.

4. Le « miracle de l'Asie de l'Est » et la crise asiatique⁴

L'expression « miracle de l'Asie de l'Est » désigne la croissance soutenue de plusieurs pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est durant les années 1960 à 1990. Les quatre « tigres » (Hong Kong, la Corée du Sud, Singapour et Taïwan), mais aussi le Japon, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande, ont alors connu la croissance économique et les transformations sociales les plus rapides de toute l'histoire humaine. C'est la raison pour laquelle ces pays se retrouvent au cœur de nombreux débats sur le développement économique.

3. Tariq Ali, 2008.

4. Chang, 2003a, p. 107-121 ; Page, 1994, p. 615-625 ; Wade, 1990.

Le « miracle de l'Asie de l'Est » est aussi le titre d'un rapport de recherche stratégique publié en 1993. La Banque mondiale y explique cette réussite économique par diverses interventions gouvernementales importantes, notamment : 1) les subventions à des industries ciblées ; 2) les investissements publics stratégiques ; 3) la protection d'industries choisies ; et 4) le soutien institutionnel aux exportations. Lorsque Page (1994), chef de l'équipe de recherche de la Banque mondiale, a résumé les principales leçons à tirer du miracle asiatique, son message s'est toutefois borné à reprendre la doctrine du consensus de Washington : construire sur une base solide. Une autre interprétation tient beaucoup plus compte du rôle stratégique des gouvernements dans le développement. L'ouvrage *Governing the Market*, de Wade (1990), en donne un bon exemple.

Dans les années 1990, la première récession frappe le Japon, puis une crise financière secoue plusieurs économies en Asie de l'Est et du Sud-Est. Ces événements soulèvent des débats au sujet de cette crise attribuée à la corruption, aux prétendues inefficacités institutionnelles, aux interventions excessives de l'État, aux mesures pour soutenir les gouvernements, etc. Chang (2003a) conteste toutefois cette interprétation. À son avis, les pays dont les économies sont les plus axées sur le marché subissent plus durement les répercussions de la crise que les pays qui ont appliqué le « modèle de l'Asie de l'Est ».

5. La religion, l'identité et le développement⁵

Dans plusieurs pays asiatiques, la religion et la politique sont étroitement liées. La partition de l'Inde britannique, qui a causé une catastrophe humaine, en offre un grand exemple historique. Elle a entraîné des affrontements violents entre hindous et musulmans, qui ont fait environ un demi-million de morts et un nombre encore plus grand de réfugiés. Ce conflit a donné naissance à l'État indépendant et laïc de l'Inde et à la République islamique du Pakistan.

Malheureusement, après l'époque coloniale, la religion est demeurée une force majeure en politique. Plusieurs nouveaux États-nations ont été incapables de promouvoir ou d'imposer de nouvelles identités nationales inclusives et durables. Au contraire, dans certains pays, les partis ou les leaders politiques ont utilisé la religion pour séduire des groupes au sein de la population, pour créer un dénominateur commun et, souvent, pour fournir un cadre de référence simpliste autorisant à pointer du doigt « les méchants ».

Les textes proposés examinent quelques cas importants qui illustrent ces phénomènes. L'Inde a ainsi été témoin de la montée en force de l'*hindutva*, une forme virulente de nationalisme hindou. Par conséquent, la laïcité demeure menacée, comme le décrit Sen (2005). Au Sri Lanka, le nationalisme bouddhiste singhalais joue un rôle important dans le conflit ethnique entre Cinghalais et Tamouls. Enfin, l'islamisme radical refait surface dans plusieurs régions de l'Asie, souvent dans un contexte marqué par l'échec du développementalisme et la présence de régimes autoritaires corrompus (Rahnema, 2008).

5. Rahnema, 2008, p. 483-496 ; Sen, 2005, p. 294-316 ; Tambiah, 1992.

6. Les mouvements sociaux et la résistance : les luttes pour un développement plus inclusif⁶

Bien des régions de l'Asie sont aux prises avec des protestations constantes contre la répartition inégale des ressources et le manque de droits démocratiques. En général, les travailleurs industriels ou les syndicats jouent un rôle peu important dans ces luttes. En fait, cela n'a rien de surprenant vu le caractère autoritaire de certains régimes asiatiques et la faible proportion de travailleurs dans le secteur formel. Par contre, les mouvements paysans et d'autres mouvements ruraux ont une influence plus prépondérante, par exemple aux Philippines.

Dans certains pays démocratiques, les insatisfactions et les protestations s'expriment par l'intermédiaire des partis politiques et d'autres mouvements sociaux organisés. Un exemple bien connu en Inde est le mouvement d'opposition au projet Narmada, qui prévoit la construction d'une série de barrages dans l'ouest du pays. Cette construction répond à une conception particulière du développement qui privilégie les grands projets, à forte intensité de capitaux, dont la planification est centralisée, au lieu des petits projets décentralisés. La population tribale vivant dans la vallée de Narmada résiste aux barrages parce qu'ils menacent ses moyens d'existence. Par la suite, ces luttes seront reprises par d'autres acteurs, y compris des militants des villes. Elles seront réorganisées au sein d'un mouvement bien plus vaste qui présente le « mode de vie tribal » comme une voie plus écologiquement durable que le développement dirigé par l'État. Même si le mouvement d'opposition se fait connaître dans le monde entier et même s'il « laisse son empreinte sur les futurs grands barrages partout » (Baviskar, 2006, p. 259), il perd la bataille. Le projet ne sera pas stoppé.

Dans bien des pays asiatiques, les organisations non gouvernementales (ONG) sont devenues d'importantes agentes de changement. Si certaines jouent encore un rôle d'opposition, beaucoup se sont transformées en « partenaires du développement » et elles collaborent avec les gouvernements, souvent avec l'aide des donateurs internationaux. Les ONG sont souvent considérées comme une force positive, mais il reste à savoir dans quelle mesure elles contribuent à apporter des changements sociaux progressistes. À cette fin, Feldman (2003) examine la situation du Bangladesh et conclut que les ONG y servent de tampon entre les citoyens et l'État. À ce titre, elles ont tendance à désamorcer l'action politique au lieu d'aider les individus à se mobiliser.

Quelques textes de référence en français

BERGUERAND, Jacques, Julie DUCHATEL et Florian ROCHAT (2008). *Produire de la richesse autrement: usines récupérées, coopératives, micro-finance: les révolutions silencieuses*, Genève, Centre Europe – tiers monde.

BHALLA, A.S. (dir.) (1998). *Mondialisation, croissance et marginalisation*, Ottawa, Centre de recherches pour le développement international.

DE KONINCK, Rodolphe et Christine VEILLEUX (1997). *L'Asie du Sud-Est face à la mondialisation: les nouveaux champs d'analyse*, Québec, Groupe d'études et de recherches sur l'Asie contemporaine, Institut des hautes études internationales, Université Laval.

KOHL, Richard (dir.) (2003). *Mondialisation, pauvreté et inégalité*, Paris, Centre de développement, OCDE.

6. Baviskar, 2006 ; Feldman, 2003, p. 5-26.

- LANDY, Frédéric, Basudeb CHAUDHURI et Véronique ALARY (2002). *De la mondialisation au développement local en Inde : questions d'échelles*, Paris, CRNS.
- RÉGNIER, Philippe (2007). « Histoire de l'industrialisation et succès asiatiques de développement : une rétrospective de la littérature scientifique francophone », *Mondes en développement*, vol. 3, n° 139, p. 73-96.

Module 46

La réémergence de la Chine

Une approche critique du développement

Paul Bowles

Université du nord de la Colombie-Britannique, Canada

En 1800, la Chine produisait 33 % de tous les biens manufacturés, soit environ l'équivalent de la production actuelle combinée des pays du centre maintenant développés. Durant le XIX^e siècle, la révolution industrielle s'est étendue à l'ensemble des pays du centre, de sorte qu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la part de la Chine dans la production manufacturière totale avait chuté à seulement 3,6 %, tandis que celle des pays développés du centre avait grimpé à 92,5 %. À la fin du XX^e siècle, après 30 ans de réformes économiques, la Chine redevient une grande puissance économique mondiale. Cette réémergence incite invariablement les analystes à prévoir qu'elle se hissera au premier rang d'ici le milieu du XXI^e siècle (PNUD, 2008).

Pour une approche critique en études du développement, la question fondamentale est de savoir comment interpréter la réémergence de la Chine. En effet, il s'agit là d'un nouveau phénomène. D'un côté, une économie dynamique apparaît dans des pays en développement qui connaissent une croissance fulgurante soutenue. De l'autre côté, les États-Unis, première économie capitaliste et principal marché mondial, vacillent au bord de la récession avec la crise des prêts hypothécaires à risque. Chose certaine, ce phénomène ébranle la théorie conventionnelle de la dépendance.

Jusqu'ici, il était possible de concilier la théorie de la dépendance avec l'émergence des nouveaux pays industriels dans les années 1970 et 1980 en reconnaissant leur place particulière dans le contexte géopolitique de la guerre froide et les privilèges dont ils bénéficiaient ainsi. La Chine met toutefois cette théorie à rude épreuve. Selon ses dirigeants, le pays suit une voie qui suppose simultanément la participation au processus de la mondialisation et la préservation de son autonomie nationale. Cette intégration mondiale, doublée du maintien de l'autonomie politique nationale, touche les fondements mêmes de la théorie de la dépendance. Elle frappe aussi au cœur les partisans de la mondialisation néolibérale, selon lesquels la convergence vers un modèle anglo-américain de libéralisation du marché est nécessaire pour participer avec succès à l'économie mondiale. La voie actuelle qu'emprunte la Chine remet donc en question ces deux interprétations. C'est la raison pour laquelle certains auteurs considèrent que le cas de ce pays correspond mieux aux théories de « l'industrialisation récente » formulées par Gershenkron. Il est donc essentiel de saisir les dynamiques du développement capitaliste chinois pour comprendre non seulement les dynamiques du capitalisme mondial au XXI^e siècle, mais aussi les possibilités et les limites des pays en développement dans ce contexte.

Les répercussions de la réémergence de la Chine sur d'autres pays en développement sont toutefois complexes. Peut-on appliquer ailleurs les principaux éléments du « modèle

chinois»? Si tel est le cas, s'agit-il d'un modèle à imiter? Peut-il favoriser l'émergence d'une nouvelle configuration des politiques publiques pour forger un consensus différent à propos du développement? Les pays en développement ou du Sud formeront-ils une coalition autour de cet autre consensus, qui servira alors de base à un nouvel ordre mondial? La Chine semble-t-elle plutôt menacer les aspirations des autres pays en développement? Est-elle une concurrente gigantesque capable de rivaliser avec eux pour la production de marchandises à tous les échelons de l'échelle technologique? Telles sont les principales questions théoriques et pratiques dont traite le présent module.

1. La réémergence de la Chine – Partie I :

le capitalisme autoritaire néolibéral ou le capitalisme de copinage¹

Cette partie du module analyse, sur le plan systémique, les débats à propos des caractéristiques et des dynamiques du développement de la Chine après 1978. Tous les auteurs acceptent l'hypothèse fondamentale selon laquelle ce pays est capitaliste à de nombreux égards et que son capitalisme est sous la direction du Parti communiste chinois. Pour tout le reste, les auteurs diffèrent dans leur choix des éléments mis en évidence et dans leurs évaluations du phénomène. Les textes proposés adoptent diverses perspectives pour examiner une vision surtout négative de la Chine. Certains auteurs soulignent ainsi le rôle de l'État autoritaire engagé dans un processus d'accumulation primitive dont les bénéficiaires sont les autorités gouvernementales, les entrepreneurs privés et le capital étranger. Le démantèlement du socialisme d'État en Chine, depuis 1978, a provoqué de nouvelles configurations des classes sociales, mais il a aussi fait surgir de nouvelles classes et de nouveaux conflits (Hart-Letsberg et Burkett, 2005).

Les « capitalistes rouges » ont façonné le système chinois contemporain et ils en ont profité. Ils l'ont cependant fait aux dépens d'un nouveau prolétariat : des travailleurs urbains désormais privés des anciens privilèges qu'ils recevaient de l'État, c'est-à-dire le « bol de riz en fer ». Plus de 100 millions de migrants ruraux ont ainsi afflué dans les villes côtières axées sur les exportations où ils sont venus grossir les rangs de ce nouveau prolétariat. Suivant cette lecture, la réémergence de la Chine reproduit l'expérience du capitalisme du XIX^e siècle dans les pays du centre : 1) la création délibérée d'un prolétariat ; 2) les processus de formation des classes sociales ; et 3) les liens organiques entre l'État et le capital national ou international. La nouvelle élite chinoise comprend les cadres de l'État, les technocrates et les gestionnaires des entreprises dans les secteurs public et privé (Blecher, 2005). Toutefois, la ligne de partage entre les secteurs public et privé est floue. Les alliances entre l'État et les entreprises s'appuient en effet sur un réseau de liens et d'obligations réciproques favorisant une corruption généralisée. Les perdants de cette économie politique sont l'environnement et le nouveau prolétariat.

Suivant cette lecture de l'expérience chinoise, les pays qui veulent et qui peuvent entrer dans l'orbite du capitalisme mondial sont capables d'y arriver en exploitant leurs réserves illimitées de main-d'œuvre. Or, la Chine est unique à cet égard puisqu'elle dispose d'une réserve gigantesque et illimitée de travailleurs. Toutefois, elle n'est pas forcément unique en ce qui concerne la suppression des droits du travail et les incidences de cette voie de maldéveloppement sur la répartition des ressources.

1. Hart-Landsberg et Burkett, 2005 ; Blecher, 2005.

2. La réémergence de la Chine – Partie II : l'État promoteur de l'Asie de l'Est²

Pour d'autres auteurs, le point de référence historique à utiliser aux fins de comparaison n'est pas l'industrialisation capitaliste du XIX^e siècle dans les pays du centre, mais plutôt le développement enregistré après 1945 dans les pays de l'Asie de l'Est voisins de la Chine. Suivant cette lecture, l'élite de la Chine se compare avec celle d'autres pays d'Asie de l'Est puisqu'elle est nationaliste et développementaliste. Vue sous cet angle, la situation de la Chine ressemble davantage à la voie suivie auparavant par le Japon et la Corée du Sud. Elle se caractérise, elle aussi, par un « État promoteur » qui intervient délibérément pour guider le marché dans les domaines clés de la technologie, des finances, du commerce et du travail. L'industrialisation rapide de la Chine, ses résultats historiques en matière de développement et l'augmentation généralisée des revenus de sa population sont autant de preuves de réussite. Le pays obtient par ailleurs ce résultat tout en parvenant à réduire la pauvreté. Les auteurs qui avancent cette interprétation examinent surtout les diverses formes de l'État promoteur et ils se demandent dans quelle mesure elles reproduisent les formes présentes dans d'autres pays d'Asie de l'Est ou s'en écartent. Bref, ces auteurs cherchent à déterminer si un modèle commun de développement peut expliquer une réussite commune.

Les débats en cours concernent l'étendue des similitudes notées et la capacité de l'État central chinois à jouer le même rôle que les États d'autres pays au développement tardif en Asie de l'Est. Selon Pearson (2005), il n'y a pas un seul et unique « modèle en l'Asie de l'Est », mais plutôt diverses variations sur le même thème. Après avoir analysé les éléments à l'appui de cette thèse générale, cette auteure met en garde contre une vision selon laquelle les réformes chinoises convergent vers un « modèle mondial ». Pour Pearson, il existe plutôt des variations chinoises distinctes qui sont attribuables à la capacité de l'État central, entre les mains du Parti communiste, de contrôler l'économie depuis les « hautes sphères ». Pour sa part, Howell (2006) remet même en question la réussite du gouvernement central. Il considère en effet que les conditions préalables d'un véritable État promoteur sont absentes en Chine à cause du pouvoir omniprésent des gouvernements locaux et de la concurrence extérieure intense.

3. Les contours du développement chinois : travail et migration³

Les deux premières parties du module ont exposé, à grands traits, certains débats à propos des stratégies de développement adoptées en Chine. Il en ressort des sujets importants qu'il faut soumettre à une analyse plus poussée, notamment le contexte de travail et la capacité de l'État à appliquer une politique industrielle efficace.

La présente partie traite des conditions de travail en Chine et des façons dont celles-ci ont été intégrées dans les stratégies nationales de développement. Les deux premières parties du module ont signalé les grandes tendances en ce qui concerne les niveaux de revenus, les inégalités de revenus et la réduction de la pauvreté. Il est maintenant question des conditions de travail qui sous-tendent le miracle de la manufacture chinoise. Dans ce cas, les catégories de genre jouent un rôle important. Les villes côtières exportatrices de biens manufacturés comptent en effet beaucoup sur la main-d'œuvre des jeunes migrantes des régions rurales. Pun Ngai (2005) s'est inspirée de l'expérience qu'elle a vécue dans ce type

2. Pearson, 2005, p. 296-322; Howell, 2006, p. 273-297.

3. Blecher, 2005; Ngai, 2005.

d'usine, pendant huit mois, pour rédiger son livre *Made in China*, dans lequel elle documente la vie et les points de vue des jeunes ouvrières.

Cette discussion soulève des interrogations à propos notamment de la possibilité du changement et des agents du changement. Par exemple, Ngai (2005) tente de déterminer si les travailleuses migrantes pourraient jouer un tel rôle. Parmi les chercheurs chinois et les chercheurs spécialistes de la Chine, Blecher (2005) se demande si la Fédération chinoise des syndicats, le seul syndicat reconnu juridiquement, pourrait être un agent de changement. Au cours des trois derniers siècles, les transformations capitalistes ont engendré la résistance des travailleurs, organisés ou non, mais avec un degré de réussite très variable. Les textes proposés examinent diverses expériences de résistance en Chine.

5. Les contours du développement chinois : commerce, technologie et investissements directs étrangers⁴

Il est maintenant question de la thèse selon laquelle la Chine donne l'exemple d'un pays qui a réussi son « industrialisation tardive » et qui a suivi la voie d'autres pays industrialisés de l'Asie de l'Est. Pour savoir si tel est bien le cas, il faut examiner les conditions de l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale. Sa dépendance à l'égard des investissements directs étrangers, son vaste commerce de retransformation basée sur les faibles salaires et sa croissance dépendante des marchés extérieurs sont autant de facteurs typiques d'un développement enclavé, axé sur les exportations. D'autres indicateurs évoquent toutefois un développement plus autonome. Zeng et Williamson (2007) soutiennent ainsi que la Chine a pu bâtir ses propres entreprises mondiales bien avant ses voisins d'Asie de l'Est. Ce fait signale un degré de complexité technologique propre à une puissance industrielle émergente. La composition globale des exportations chinoises (Rodrik, 2006) et celle de secteurs précis comme les télécommunications (Harwit, 2007) illustrent bien cette complexité attribuable à des politiques ciblées. Il importe ici de comprendre que beaucoup de nouvelles entreprises chinoises mondiales appartiennent à l'État et qu'elles ont été constituées durant la période du régime socialiste. Dans les années 1990, la Chine adopte aussi la politique voulant « garder les grandes, laisser aller les petites ». Les grandes entreprises demeurent ainsi dans l'orbite de l'État et elles sont encouragées à « se lancer sur les marchés mondiaux ». Elles bénéficient d'un soutien continu de l'État grâce à la propriété publique ou à des directives gouvernementales. Ces faits montrent que la position actuelle de la Chine résulte de la voie qu'elle a empruntée pour assurer son développement.

6. Les incidences pour le développement dans le Sud – Partie I : un modèle chinois⁵ ?

Dans les deux dernières parties du module, la discussion se tourne vers les incidences des stratégies de développement de la Chine pour les autres pays du Sud. Selon certains analystes, les politiques macroéconomiques et sectorielles de la Chine peuvent servir de guides pour élaborer un cadre stratégique « hétérodoxe » pratique. L'intérêt pour un tel cadre incite à s'interroger sur l'émergence possible d'un nouveau consensus politique – le « consensus de Beijing » – en opposition au « consensus de Washington » de plus en plus discrédité,

4. Rodrik, 2006 ; Harwit, 2007, p. 311-332 ; Zeng et Williamson, 2007.

5. Flassbeck, 2005 ; Ramo, 2004.

mais encore dominant. Cette situation laisse entrevoir l'apparition d'un nouveau pôle de pouvoir par lequel les pays du Sud pourraient user de leur influence pour remodeler l'architecture économique et financière internationale afin d'obtenir une plus grande marge de manœuvre pour l'élaboration des politiques. Cette possibilité confirme l'importance de l'espace politique national à l'intérieur de l'économie mondiale. Elle offre ainsi une version de la mondialisation qui ne repose pas sur le modèle anglo-américain et qui présente même certains grands parallèles avec les propositions en faveur d'une « démondialisation » (Bello, 2004).

7. Les incidences pour le développement dans le Sud

– Partie II: une menace chinoisex⁶ ?

La réémergence de la Chine a aussi été perçue non pas comme un modèle, mais plutôt comme une « menace » pour les aspirations des pays du Sud désireux de se développer. Le risque d'une « course vers le bas » en ce qui concerne les normes du travail est l'un des aspects de cette menace pour la main-d'œuvre de ces pays. Le poids économique de la Chine sur la scène mondiale soulève d'autres questions complexes. D'après Kaplinsky (2006), la croissance chinoise contribue fortement à renverser la tendance à long terme qui entraîne une détérioration des termes de l'échange pour certains producteurs de biens primaires. Du fait que la Chine fabrique, à faible coût, des biens manufacturés et qu'elle demande des produits primaires (comme les minerais et le pétrole), elle renverse les tendances historiques en matière de prix. Cette situation est de bon augure pour certains pays en développement qui exportent des biens primaires, car ils profitent de prix supérieurs ou stables pour leurs exportations; elle met toutefois à rude épreuve les pays plus industrialisés du Sud. Les pays latino-américains font également face à des défis particuliers à cet égard. En fait, les pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est sont peut-être les plus durement confrontés au dilemme « de l'occasion ou du défi » à cause de leur proximité géographique avec la Chine et de leurs marchés d'exportation semblables. Les auteurs des textes proposés se demandent si les avantages attribuables à la croissance, à la demande de biens primaires et à la chaîne d'approvisionnement de la Chine l'emportent sur les inconvénients attribuables à la concurrence pour les investissements et les marchés tiers.

Quelques textes de référence en français

- BANGUI, Thierry (2009). « La Chine, un nouveau partenaire de développement de l'Afrique », dans Thierry Bangui, *Vers la fin des privilèges européens sur le continent noir?*, Paris, L'Harmattan, p. 2-81.
- FAURE, Sophie (2008). *Mettez du chat dans votre management, savoir bouger, sauter, atterrir et se relever*, Paris, Eyrolles.
- RAMONET, Ignacio (2006). *Jusqu'où ira la Chine: Confucius, Mao, le marché*, Paris, Le monde diplomatique.
- SALAMA, Pierre (2014). « Les pays émergents sont-ils une alternative? », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 345-360.

6. Kaplinsky, 2006; Gallagher et Porzecanski, 2008.

Page blanche conservée intentionnellement

Section 15

Un regard dans le rétroviseur, puis en avant !

Le néolibéralisme est gravement malade, sinon mort, dans l'arène politique et dans le domaine des politiques publiques. Quant au capitalisme, il se débat avec une crise multidimensionnelle dont les effets débordent le secteur financier et ébranlent profondément la production mondiale, voire menacent jusqu'aux fondements du système mondial. L'aggravation des inégalités sociales et l'élargissement du fossé en matière de richesse et de revenu mettent en péril l'ensemble du projet du développement.

Au milieu de cet effroyable paysage de crises, de développement inégal et d'injustices flagrantes où la classe dirigeante mondiale cherche à s'enrichir et à exercer son pouvoir dans un contexte d'oppression impérialiste, il y a peu de signes encourageants à l'horizon. En fait, les seules lueurs d'espoir viennent de la résilience des pauvres et du refus des travailleurs, partout dans le monde, de baisser les bras ou de « s'ajuster » aux forces capitalistes lancées contre eux. L'une des grandes leçons du passé, c'est justement qu'à chaque attaque et qu'à chaque avancée du pouvoir de classe correspondent des réponses stratégiques et politiques de la part des classes subordonnées. Comme le note Marx dans le *Manifeste du Parti communiste*, l'histoire est, en fait, l'histoire de la lutte des classes, et cette lutte est le moteur du changement social. D'ailleurs, le changement ne résulte pas seulement des effets du système économique : l'histoire se tisse à partir des gestes des individus qui résistent activement aux forces déployées contre eux. Comme l'observait Marx : « Les hommes [les êtres humains] font leur propre histoire, mais ils ne la font pas de leur propre mouvement. » Les individus font donc l'histoire dans des conditions qu'ils aident à faire naître par leurs actions collectives. Le changement social suppose, en effet, un rapport dialectique entre des conditions objectives et des conditions subjectives, entre les structures et la capacité d'agir (*agency*¹) des acteurs.

En ce qui concerne ce rapport dialectique, il est possible d'analyser et de comprendre le « développement » ou le « changement progressiste » sous deux aspects. Sous l'*angle structurel*, il résulte du fonctionnement d'un système économique et social qui a des effets différents sur les individus et sur les pays selon la position que ceux-ci occupent. Sous l'*angle stratégique*, le développement ou le changement progressiste résulte d'une activité socialement déterminée ou socialement orientée vers des buts, mais porteuse d'une signification subjective, c'est-à-dire des actions consciemment dirigées vers un but précis. Il est évidemment possible de mettre davantage l'accent sur l'aspect structurel ou sur l'aspect stratégique et d'envisager le développement comme le résultat de l'un ou de l'autre de ces deux aspects.

Dans la pratique, toutefois, le développement est à la fois un processus et un projet ; il prend une forme à la fois structurelle et stratégique ; il comporte des conditions à la fois

1. Ndt : Le concept d'*agency* est très fréquent dans les textes en langue anglaise, mais à peu près absent dans les textes en langue française. Traduire ce terme pose donc un problème particulier. La solution adoptée s'inspire des articles de Jérôme Vidal (<<http://jeromevidal.blogspot.ca/2010/07/la-question-de-lagency-puissance-et.html>>) et Serge Proulx (<<http://pro.ovh.net/~iskofran/pdf/isko2009/PROULX.pdf>>), consultés le 17 décembre 2012.

subjectives et objectives. Les théories du développement devraient donc préciser les forces structurelles et les facteurs stratégiques à l'œuvre – les actions prises dans certains contextes particuliers où se trouvent réunies des conditions subjectives et objectives. C'est la raison pour laquelle l'analyse devrait poser, entre autres, les questions suivantes : Quelles sont les forces motrices du changement social ? Quels sont les acteurs du développement ou du changement progressiste ? Quelle stratégie particulière ou efficace emploient ces acteurs ? Dans cette stratégie, quelles mesures prennent-ils pour atteindre le but souhaité ou prévu ? Dans quelle conjoncture et dans quel contexte le font-ils ? Quelles forces structurelles agissent sur les acteurs du développement et du changement pour restreindre ou bloquer leur capacité d'atteindre leurs buts ? Est-il possible de venir à bout de ces restrictions ou de ces obstacles ? Par quels moyens ?

Les textes proposés dans cette dernière section répondent à ces questions de différentes façons et ils traitent de la problématique sous-jacente du développement. Le module 47 examine les nouvelles formes de régionalisme que des gouvernements « progressistes » dans les pays en développement ont adoptées comme réponses stratégiques aux dynamiques de la mondialisation néolibérale. Ces gouvernements désirent favoriser l'avènement d'un « autre monde », c'est-à-dire un développement national plus équitable, plus inclusif sur le plan social et plus durable sur le plan écologique. Le module 48 aborde les questions associées à l'option socialiste ou à la voie du développement orientée vers un changement plus systémique ou radical. À cet égard, il serait possible d'affirmer que l'ensemble du « projet du développement » présuppose un capitalisme institutionnel, car il dépend du capitalisme comme système opérationnel. Le principal problème se pose alors ainsi : Comment réformer le système ? Quels changements faut-il apporter pour obtenir les améliorations désirées dans les conditions socioéconomiques ? Le module 49 remet en question la prémisse idéologique du projet du développement. Il postule la possibilité et la nécessité d'un changement systémique. Puisque le capitalisme est « le problème », il ne peut faire partie de la solution. Le développement exige d'apporter des changements ou des réformes progressistes au système capitaliste, mais il demande aussi une réorganisation fondamentale de ce système – donc une « transformation sociale » – ou la mise en place du socialisme avec l'abolition de la propriété privée des moyens de production. À la fin des années 1980, le socialisme tel qu'il a existé dans les pays de l'Est (Union soviétique et Europe de l'Est) s'est effondré. En Afrique, l'idée du socialisme a été évoquée, mais les conditions qui auraient permis de lui donner une certaine forme africaine ne se sont jamais matérialisées. C'est seulement à Cuba que le socialisme du xx^e siècle a survécu, mais après l'adoption de réformes politiques qui ont mis en péril le système socialiste lui-même. Au début du xxi^e siècle, une grave crise secoue le capitalisme mondial et elle ébranle le modèle économique à la source des politiques adoptées depuis 25 ans. Ce contexte redonne un élan au socialisme, sous l'impulsion des actions entreprises au Venezuela pour réaliser le « socialisme du xxi^e siècle ». Le module 48 et les textes proposés examinent les dynamiques du projet socialiste.

Enfin, le module 49 passe en revue les voies possibles pour assurer le changement et le développement dans les conditions actuelles. Ces voies correspondent à six grandes stratégies : 1) apporter des réformes au système capitaliste en incitant les États à s'inspirer de l'après-consensus de Washington, qui signale la nécessité de mettre en place un néolibéralisme plus inclusif sur le plan social, mais aussi un développement plus humain et plus durable grâce à un « meilleur équilibre entre le marché et l'État » ; 2) orienter les

gouvernements vers des positions progressistes ou de centre gauche et faire pression sur les autorités afin qu'elles rétablissent une certaine forme d'État-providence ou d'État promoteur et une politique de souveraineté nationale sur les ressources naturelles; 3) mobiliser les forces populaires de résistance, à l'intérieur des mouvements sociaux, pour prendre la direction de l'appareil étatique ou pour forcer le gouvernement en place à appliquer un programme politique de changements radicaux; 4) faire un développement local reposant sur une décentralisation administrative, une culture de solidarité et des rapports d'échanges réciproques; 5) appliquer l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, un mécanisme différent de commerce régional qui permet l'intégration des individus de la base et qui s'inspire de la notion de la « vie bonne » et des principes de la Révolution bolivarienne; et 6) réaliser une forme de socialisme, c'est-à-dire nationaliser et socialiser les moyens de production sociaux, assurer le contrôle des travailleurs sur leurs milieux de travail et le contrôle des communautés sur leurs milieux de vie, et établir un mécanisme socialiste de distribution du produit social, donc la socialisation de la consommation.

Module 47

La modification des dynamiques régionales

Des solutions de rechange à la mondialisation néolibérale ?

Paul Bowles

Université du nord de la Colombie-Britannique, Canada

Le régionalisme est un concept caméléon. Cet arrangement politique a en effet servi à poursuivre différents buts à différents moments. Dans les années 1930, il a pris la forme des « tarifs préférentiels impériaux » comme mesure défensive lorsque le système commercial international s'est effondré. Depuis les années 1950, le régionalisme fait partie des initiatives d'intégration européenne. Durant les années 1950 et 1960, il a été populaire dans de nombreux pays en développement qui voulaient favoriser des liens Sud-Sud afin de faciliter les stratégies d'industrialisation par substitution des importations. Dans les années 1990, toutefois, un « nouveau régionalisme » surgit avec l'intensification de la mondialisation néolibérale, qu'il a en grande partie soutenue. Le présent module demande donc si le régionalisme – défini ici sur le plan macrorégional – pourrait avoir changé ou changer encore à l'avenir et offrir une solution de rechange à la mondialisation néolibérale des premières décennies du *xxi*^e siècle.

Sur le plan économique, le nouveau régionalisme des années 1990 entraîne l'adoption successive et rapide de multiples accords de commerce régionaux; cette situation produit un enchevêtrement de règles qui cadrent souvent mal avec les accords multilatéraux. Il s'agit d'un « régionalisme ouvert » parce qu'il comprend des accords régionaux conçus afin d'accroître l'intégration dans l'économie mondiale. Des expressions comme « les régions mondiales » et « la mondialisation continentale » tentent de communiquer l'idée selon laquelle le régionalisme et la mondialisation suivent des trajectoires complémentaires. Ses partisans en donnent pour preuve le fait que des accords régionaux sont appliqués sans tenir compte du traditionnel fossé Nord-Sud afin d'assurer la libre circulation des biens et des capitaux (en général, sous la forme des investissements directs étrangers) sans égard aux frontières nationales. Mis à part ces traits communs, les accords de libre-échange régionaux varient fortement par leurs buts, leurs formes et leurs contenus.

Ces accords économiques, dont la mise en application incombe aux États, s'accompagnent de formes nouvelles ou renouvelées d'interactions régionales non étatiques, aussi connues sous l'appellation générale de « régionalisation ». Il s'agit d'une intégration fondée sur une division régionale du travail, qui prend entre autres la forme des chaînes d'approvisionnement des grandes multinationales. En même temps, les diverses diasporas accroissent les flux financiers par leurs envois d'argent à leurs pays d'origine. Souvent, les États encouragent des liens plus étroits avec leurs ressortissants « à l'étranger ».

Les résultats de ce nouveau régionalisme sont toutefois maintenant remis en question. Des mouvements sociaux ont ainsi vu le jour sur le plan régional pour s'opposer au régionalisme et à la mondialisation sous leurs formes néolibérales, mais aussi pour promouvoir

des projets régionaux différents. Certains États ont entendu l'appel de ces mouvements, comme l'illustre bien la mise sur pied récente de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) réunissant le Venezuela, la Bolivie, Cuba et d'autres pays. Ailleurs, d'autres signes laissent penser que le régionalisme sert de site de résistance à la mondialisation néolibérale. Il en existe des exemples en Asie de l'Est et du Sud-Est, où des pays rejettent l'orthodoxie du Fonds monétaire international (FMI) au sortir de la crise financière asiatique et établissent une forme de coopération monétaire régionale. Le présent module examine dans quelle mesure le régionalisme est, ou pourrait être, mis à profit dans un nouveau cadre de développement qui ne serait pas néolibéral.

1. Un aperçu historique du régionalisme¹

Dresser un tableau des dynamiques historiques du régionalisme n'est pas une chose aisée. En fait, même la définition du régionalisme constitue un sous-domaine d'analyse. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une forme institutionnelle digne d'étude, car le régionalisme a servi à la fois de moyen d'adaptation aux changements mondiaux et de moyen de résistance à ces mêmes changements. Les États, les multinationales et les groupes de la société civile l'ont ajouté à l'éventail de leurs stratégies plus globales. Comprendre les multiples niveaux et dimensions du régionalisme dans une perspective historique permet donc d'amorcer, sur une base solide, une analyse des possibilités et des pièges que représentent les versions présentes et futures du régionalisme.

2. Le nouveau régionalisme dans le contexte de la mondialisation contemporaine²

Le nouveau régionalisme des années 1990 entraîne une augmentation spectaculaire du nombre d'accords de commerce régionaux. Ces accords reflètent en partie une régionalisation croissante de la production, sous la direction des multinationales, à mesure que les chaînes d'approvisionnement deviennent de plus en plus régionales. Des approches centrées sur l'État viennent compléter le tout, car les pays du Nord, comme ceux du Sud, adhèrent à des accords de commerce visant à assurer aux capitaux une plus grande mobilité pour favoriser la concurrence mondiale. Ce « régionalisme ouvert » s'accompagne de liens régionaux grandissants entre les organisations non gouvernementales, dont beaucoup proposent des formes différentes de régionalisme susceptibles de servir de moyens de défense contre la mondialisation néolibérale plutôt que de moyens d'intégration dans cette mondialisation.

3. Le régionalisme et le développement : les possibilités et les pièges³

La prémisse du nouveau régionalisme stipule que les accords régionaux offrent aux pays du Sud un instrument censé les rendre plus efficaces sur la scène mondiale, donc améliorer leur performance en matière de développement. Cette idée sera toutefois graduellement battue en brèche. À titre d'exemple, Shadlen (2005) soutient que les accords de commerce régionaux conclus avec les États-Unis imposent des carcans encore plus restrictifs pour le développement que ceux de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les avantages

1. Hettne, 2005, p. 543-571 ; Väyrynen, 2003, p. 25-51.

2. Soderbaum, 2004 ; Breslin *et al.*, 2002 ; Hettne, Inotai et Sunkel, 1999 (surtout les chapitres de Mittelman, d'Amin et de Mistry).

3. Sumner, 2008, p. 239-253 ; CNUCED, 2007, chap. 3-5 ; Shadlen, 2005.

du « nouveau régionalisme » Nord-Sud des années 1990 apparaissent donc très limités. La justification des pays en développement – attirer plus d’investissements directs étrangers (IDE) – est aussi devenue plus problématique pour beaucoup d’accords régionaux. Malgré un afflux record d’IDE au milieu des années 2000, les États du Nord comme du Sud ont en effet resserré de plus en plus les conditions d’usage. À titre d’exemple, les pays du Sud ont réduit l’étendue des avantages fiscaux et des exonérations (y compris celles touchant les lois du travail) qu’ils offraient aux multinationales afin d’attirer des IDE (Sumner, 2008). Les bienfaits d’un régionalisme néolibéral sont maintenant de plus en plus contestés. Ces changements servent de point de départ pour analyser les événements dans trois régions afin de voir dans quelle mesure les nouveaux projets régionaux offrent une solution de rechange à la mondialisation néolibérale.

4. Des expériences régionales – Partie I : une nouvelle voie pour l’Asie de l’Est⁴?

En Asie de l’Est, la crise financière de 1997-1998 a fait naître de nouvelles formes de coopération monétaire régionale. Le cadre de l’ANASE+3 a ainsi vu le jour. Comme son nom l’indique, il comprend les 10 pays de l’Association des Nations de l’Asie du Sud-Est plus la Chine, le Japon et la Corée du Sud. Il a pour but d’assurer une coopération monétaire plus étroite et des accords bilatéraux de crédit réciproque pour éviter que les économies de la région soient forcées de compter sur le FMI en cas de futures crises financières régionales. Dans la sphère monétaire, l’Asie de l’Est s’est détournée du FMI et a refusé le train de mesures politiques du consensus de Washington que le FMI a utilisé durant les années de crise (Bowles, 2002). Au-delà de cet aspect, les structures régionales plus vastes restent embryonnaires en Asie de l’Est. Elles sont également contestées à la lumière des débats au sujet des incidences d’une intégration économique plus poussée avec la Chine. Ce pays a en effet signé beaucoup d’accords bilatéraux de commerce comportant toutefois des différences notables. Les incidences de l’accord de libre-échange Chine-ANASE continuent de soulever de l’opposition. La question demeure de savoir s’il est possible de bâtir un régionalisme plus large à partir de cet accord et, dans l’affirmative, quelles en seraient alors les caractéristiques (Bello, 2007a; Focus on the Global South, 2006).

5. Des expériences régionales – Partie II : des contradictions en Afrique australe⁵

En Afrique australe, les possibilités d’une autre forme de régionalisme restent limitées pour le moment. Formée en 1992, la Communauté pour le développement de l’Afrique australe est la principale initiative régionale, mais elle a adopté une orientation néolibérale (Thompson, 2007). Les dynamiques politiques dans la région, en particulier le rôle de l’Afrique du Sud, rendent les accords régionaux problématiques. Il se pourrait néanmoins que ces dynamiques soulèvent des contre-réactions pouvant créer de nouvelles occasions régionales (Taylor, 2003).

4. Bello, 2007a, p. 169-188; Focus on the Global South, 2006; Bowles, 2002, p. 230-256.

5. Thompson, 2007, p. 18-134; Taylor, 2003, p. 310-330.

6. Des expériences régionales – Partie III : des solutions de rechange en Amérique latine⁶

L'Amérique latine est la scène d'une foule d'initiatives d'intégration régionale. Parmi elles, le Marché commun du cône sud et l'Union des nations sud-américaines offrent une solution de rechange à la Zone de libre-échange des Amériques dirigée par les États-Unis; ces mécanismes misent en effet sur la coopération régionale pour assurer un transfert de technologie et pour définir des politiques industrielles (Harris, 2005). Leurs principes organisationnels et leurs dispositions connexes suivent toutefois étroitement les règles normales du commerce au sein de l'ordre néolibéral mondial. Tel n'est pas le cas de l'ALBA. Cette nouvelle série d'accords de commerce régionaux a d'abord été proposée par Hugo Chávez, président du Venezuela, mais elle comprend maintenant neuf pays, dont Cuba, la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua et plusieurs pays du Marché commun des Caraïbes (Caricom). L'ALBA représente certes un grand défi, mais elle offre aussi une solution de rechange à l'intégration régionale dans l'ordre néolibéral mondial. Il s'agit d'un modèle totalement neuf d'intégration régionale. À l'opposé du modèle de l'OMC, qui repose sur une simple réciprocité où chaque partie accepte exactement les mêmes règles de commerce, l'ALBA comprend une série d'accords de commerce bilatéraux différents afin de tenir compte de la situation et des besoins particuliers de chaque pays en matière de développement. Dans le cadre de l'ALBA, le Venezuela a donc signé un accord avec la Bolivie et avec Cuba où il n'exige pas l'abolition réciproque de tous les obstacles au commerce. De même, les accords régionaux conclus entre les gouvernements ne visent pas à libéraliser le commerce ni à fonder le commerce sur les prix des marchés mondiaux (Kellogg, 2007). L'intégration régionale réalisée avec l'ALBA a été explicitement conçue de manière à promouvoir les priorités de développement particulières et différentes de chaque pays; tout accord bilatéral ou multilatéral est ainsi rédigé en fonction des exigences propres à chaque pays, ce qui est une façon de reconnaître l'asymétrie du développement économique et social (Girvan, 2009).

Le modèle tout à fait novateur d'intégration régionale de l'ALBA exprime la pensée et la vision du monde des communautés autochtones dans la région. Il reflète un engagement commun envers les valeurs et les principes de la Révolution bolivarienne.

Quelques textes de référence en français

- BACH, Daniel (1998). « Régionalisme et mondialisation en Afrique subsaharienne: le retournement d'un paradigme », dans Daniel Bach, *Régionalisation, mondialisation et fragmentation en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, p. 13-24.
- CANOVAS, Julie (2008). « Mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine », dans Julie Canovas, *Des alternatives à un système globalisé?*, Paris, L'Harmattan, p. 14-37.
- CASTEL, Odile (2002). *Le Sud dans la mondialisation: quelles alternatives?*, Paris, La Découverte.
- CHOQUET, Catherine (1997). *États, politiques publiques et développement en Asie de l'Est*, Paris, Karthala, coll. « Cahiers du GEMDEV », n° 23.
- COMBLIN, José (2001). *Le néolibéralisme, pensée unique*, Paris, L'Harmattan.
- ROLLAND, Denis (2002). « La crise exemplaire d'un modèle européen en Amérique latine: les racines anciennes du retrait du modèle politique et culturel français », dans Daniel

6. Girvan, 2009; Kellogg, 2007, p. 187-209; Harris, 2005, p. 403-428.

Van Eeuwen (dir.), *L'Amérique latine et l'Europe à l'heure de la mondialisation, dimensions des relations internationales*, Aix-en-Provence, CREALC, coll. « Hommes et sociétés », p. 183-226.

SERFATI, Claude (2006). « Finance et militarisme: qu'avons-nous appris du passé? », dans Claude Serfati (dir.), *Mondialisation et déséquilibres Nord-Sud*, Bruxelles, Peter Lang, p. 53-76.

Module 48

Le socialisme et le développement

Jeffery R. Webber

Université de Toronto, Canada

Au début des années 1990, lorsque le système socialiste « réellement existant » s'effondre en Union soviétique et en Europe de l'Est, les grands médias et les chercheurs annoncent la victoire du capitalisme et la défaite cinglante du socialisme. Ils soutiennent que cet événement marque la « fin de l'histoire », c'est-à-dire le début d'un nouvel ordre libéral. Le socialisme est ironiquement jeté aux poubelles du xx^e siècle. Il existe toutefois une tradition socialiste vibrante et profonde, aux antipodes du stalinisme et du modèle des États bureaucratiques autoritaires à parti unique. Pour de nombreux théoriciens et militants socialistes, le socialisme n'a donc pas disparu avec le morcellement de l'Union soviétique et du bloc de l'Est. Depuis le début de la « fin de l'histoire » annoncée, les guerres impérialistes, la crise écologique, la famine, la pauvreté, les inégalités, l'exploitation et l'oppression n'ont pas cessé. La nécessité du renouvellement du socialisme à l'échelle mondiale est ainsi devenue plus urgente que jamais. Au lieu de se borner à un simple exercice intellectuel, la recherche de solutions de rechange socialistes exige, aujourd'hui, de renouveler les idées anticapitalistes et de s'inspirer des expériences des mouvements sociaux populaires au cours des 20 dernières années.

De la rébellion zapatiste dans le sud du Mexique jusqu'aux manifestations dans les rues de Seattle, de Québec ou de Genève, le mouvement anticapitaliste gagne une nouvelle crédibilité, durant les années 1990, à l'intérieur d'un mouvement naissant pour la justice mondiale : le mouvement « altermondialiste ». Au cours de cette décennie, de vastes mouvements radicaux urbains et ruraux apparaissent en Amérique latine, sans oublier une « vague rose » de gouvernements se proclamant de « centre gauche » et de « gauche » qui arrivent au pouvoir.

Ce contexte permet au président du Venezuela, Hugo Chávez, de lancer un appel à réaliser le « socialisme du xxi^e siècle », lors du Forum social mondial de 2005. Ce faisant, il aide à ramener le « socialisme », « l'anticapitalisme » et « la révolution » dans le vocabulaire des luttes politiques et sociales latino-américaines. Aujourd'hui, partout dans le monde, la gauche a les yeux tournés vers les luttes en cours afin d'apporter des changements structurels qui vont transformer les États, les économies et les sociétés, entre autres au Venezuela, en Bolivie, en Équateur et en Argentine.

Le présent module fournit des informations solides sur les principaux débats susceptibles d'alimenter la recherche d'un socialisme du xxi^e siècle. Il soulève des questions théoriques utiles à propos du Nord et du Sud. Il se concentre toutefois sur les difficultés et les possibilités, pour les pays du Sud, de promouvoir des politiques socialistes. Le module examine six thèmes essentiels du rapport entre « socialisme et développement » dans le monde contemporain.

1. Le socialisme et la démocratie¹

Le socialisme du XXI^e siècle sera radicalement démocratique ou il ne sera pas vraiment socialiste. Les textes proposés explorent la manière dont les conceptions de la démocratie socialiste cherchent à étendre les pratiques démocratiques afin qu'elles débordent de la sphère politique limitée à l'intérieur du libéralisme pour englober toutes les sphères de la vie économique et sociale. La démocratie socialiste s'enracine dans la notion de l'autogestion populaire libre, active et directe, dans les communautés et les milieux de travail, par opposition à une simple représentation passive.

2. Le socialisme et le marché dans les pays du Sud²

Après l'effondrement des régimes stalinistes, à la fin des années 1980, certains secteurs de la gauche socialiste commencent à prôner diverses formes de « marché socialiste » afin d'apporter une réponse « réaliste » aux problèmes de la planification économique dans toute future société socialiste. D'autres, au sein de la gauche socialiste, y ont vu une concession indéfendable accordée au capitalisme. Les théoriciens de ce dernier camp laissent entendre que les socialistes de marché abandonnent, en fait, toute idée d'offrir une solution de rechange authentique au capitalisme. Ils affirment que la transition vers le socialisme doit se faire par une lutte constante contre le marché.

Ce désaccord connaît un regain de vigueur avec les récents débats sur les théories du développement qui concernent notamment la remarquable croissance de la Chine au cours des dernières décennies. Dans les milieux du développement, certains auteurs de gauche embrassent le virage de la Chine vers le marché qui, selon eux, offre un exemple de développement économique possible si les pays en développement adoptent des politiques semblables de « socialisme de marché ». Pour d'autres auteurs, le modèle de développement chinois est une illustration méprisante de la dépravation et des contradictions du développement inégal et combiné du capitalisme. Ces auteurs signalent les coûts sociaux du virage autoritaire du marché chinois depuis la fin des années 1970, notamment les effets sur l'environnement et sur les conditions de vie de la paysannerie et de la classe ouvrière.

Les textes proposés explorent la question du développement économique contemporain de la Chine et, de manière plus générale, les grandes notions théoriques avancées dans le débat sur le marché socialiste. Ce faisant, ils posent la question suivante : Une économie socialiste peut-elle reposer sur les principes du marché ?

3. Le socialisme, le contrôle des travailleurs et la coordination sociale démocratique³

Pour sortir du capitalisme et opérer une transition vers le socialisme, il faut remplacer la propriété privée des ressources économiques par la propriété collective. Un travail désaliéné exige que les travailleurs assurent eux-mêmes la gestion et le contrôle de leurs milieux de travail et de leurs méthodes de travail. Dans les communautés locales et dans la société, un socialisme radicalement démocratique nécessite une planification démocratique de la

1. Foster, 2007, p. 2-18 ; Roman et Arregui, 2007 ; Saul, 1997, p. 219-236 ; Wood, 1995.

2. Hart-Landsberg et Burkett, 2005, chap. 1, 5 ; Lebowitz, 2006, chap. 1 ; McNally, 1993, chap. 6 ; Colburn et Rahmato, 1992, p. 159-173 ; Leftwich, 1992, p. 27-42 ; Clapham, 1992, p. 13-25.

3. Atzeni et Ghigliani, 2007, p. 653-671 ; Boeger, 1997 ; Brown, 1997 ; Hyman, 1974 ; Mandel, 1970, p. 3-9.

production au moyen de processus participatifs afin que cette production réponde aux besoins humains collectifs plutôt qu'à la recherche de profit des capitalistes individuels.

Par conséquent, le contrôle et l'autogestion des milieux de travail par les travailleurs se trouvent au cœur du projet socialiste. Les principaux problèmes théoriques et pratiques surviennent lorsque les travailleurs luttent pour exercer ce contrôle et pour mettre en place l'autogestion alors que la logique de la concurrence du marché prévaut partout ailleurs dans la société. Les occupations d'usines et la mise sur pied de coopératives peuvent aider à construire de nouvelles valeurs sociales et à imaginer de nouvelles formes organisationnelles au cours des luttes de la classe ouvrière. Par ces expériences de contrôle, les travailleurs peuvent modifier, de manière positive, leur image de soi et découvrir que le capital n'est pas nécessaire à la production sociale.

En même temps, du fait que les coopératives de travailleurs fonctionnent à l'intérieur d'un système encore capitaliste, elles vont, en fin de compte, reproduire les caractéristiques structurelles de la logique du marché propre à ce système. Ces problèmes complexes sont au centre des processus historiques concrets qui se déroulent en Argentine, où des travailleurs occupent des usines dans divers secteurs de l'économie et en prennent le contrôle. Au début du xx^e siècle, en Bolivie, des mineurs ont aussi tenté d'établir le contrôle et l'autogestion des travailleurs, mais ils ne sont pas parvenus à pousser la Révolution nationale de 1952 vers le socialisme.

Les textes proposés examinent le cas des travailleurs argentins aujourd'hui et celui des mineurs boliviens dans les années 1950. Ils explorent, sur le plan théorique, les liens entre le contrôle des travailleurs et la théorie révolutionnaire. Ce faisant, ils aident à préciser les principaux éléments de ce thème incontournable de la théorie et de la praxis socialistes.

4. Le socialisme et l'écologie⁴

Le théoricien écosocialiste Joel Kovel (2007) a signalé une tendance dominante du capitalisme qui lui semble être l'une des principales causes de la crise écologique. Cette tendance laisse entrevoir que tout mouvement viable en faveur d'un avenir durable doit être anticapitaliste :

Le capitalisme exige une croissance continue du produit économique et, puisque cette croissance se fait dans l'intérêt du capital et non dans celui des besoins humains réels, il provoque une déstabilisation continue des rapports solidaires avec la nature. La raison essentielle de cette situation réside dans la différence qui distingue le capitalisme de tous les autres modes de production, à savoir le fait qu'il est organisé autour de la production du capital lui-même : cette entité numérique purement abstraite, sans aucune limite interne. Ainsi, le capitalisme entraîne forcément le monde matériel naturel dans sa quête folle de valeur et de plus-value. Or, le monde matériel a des limites très nettes (traduction libre ; Kovel, 2007).

La crise écologique qui secoue la planète menace la civilisation telle que nous la connaissons. Si les tendances mondiales du réchauffement et du changement climatiques ne sont pas renversées, la dévastation et les souffrances vont se déchaîner de plus en plus. Bien que

4. Foster, 2005 ; Li et Wen, 1996 ; Löwy, 1996 ; McMichael, 2007 ; Moore, 1996.

les effets ne soient prévisibles qu'en partie, une chose est déjà certaine : ces effets vont frapper avec plus de férocité les plus pauvres dans les pays du Sud.

Les textes proposés analysent la crise écologique dans le contexte du capitalisme mondial contemporain. Ils soulèvent des questions importantes sur divers sujets, notamment : 1) « l'hyperdéveloppement » de la Chine et ses répercussions écologiques ; 2) les luttes environnementales dans les hauts plateaux de l'est du Zimbabwe ; 3) la situation de l'agriculture et la crise alimentaire à l'échelle mondiale ainsi que leurs incidences sur le développement et l'écologie ; et 4) les défis complexes à relever pour apporter une solution révolutionnaire à la crise écologique, une solution combinant les principes de l'écocialisme et de la planification démocratique.

5. Le socialisme, la religion, les luttes de libération nationale et les luttes politiques contre l'oppression⁵

Depuis sa naissance, le système capitaliste se caractérise par l'oppression fondée sur le genre, le sexe, la nationalité, la race et la religion ainsi que par ses liens avec l'exploitation de classe. Une théorie et une praxis socialistes utiles ne peuvent donc se borner à la dimension des classes sociales.

Les textes proposés abordent diverses questions : 1) la religion et l'émancipation socialiste ; 2) la politique de libération sexuelle dans les pays du tiers monde et son rapport avec le socialisme ; 3) les luttes de libération nationale en Afrique australe et la nécessité d'une « nouvelle lutte de libération » pour raviver la lutte en faveur du socialisme dans cette région ; et 4) l'émancipation autonome des femmes dans le contexte du récent virage à gauche de l'Amérique latine.

6. Le socialisme, l'État et la stratégie révolutionnaire : des perspectives venues de l'Amérique latine⁶

Les idées de John Holloway (2002) pour changer le monde sans prendre le pouvoir ont acquis une certaine notoriété dans les débats théoriques à l'intérieur et à propos de la gauche latino-américaine au début du XXI^e siècle. Holloway insiste sur la notion du « contre-pouvoir » et il nie à l'État son rôle de cible principale de la contestation populaire. Les théoriciens socialistes et ceux de la gauche populiste remettent toutefois de plus en plus en question cette vision, car ils considèrent le contre-pouvoir comme une impasse pour une stratégie socialiste. Les nouveaux travaux marxistes sur le contexte latino-américain replacent l'État au cœur de l'analyse. Ils abordent des problèmes importants pour l'avenir de la stratégie révolutionnaire dans la région, mais aussi dans l'ensemble des pays du Sud.

Les textes proposés exposent les perspectives de théoriciens inspirés de toutes ces traditions. Ils offrent des outils pour arriver à une compréhension équilibrée des principaux débats en cours dans les mouvements populaires latino-américains.

Quelques textes de référence en français

AMIN, Samir (1973). *Le développement inégal : essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Éditions de Minuit.

5. Achcar, 2007 ; Saul, 2005, chap. 2, 12 ; Fernandes, 2007, p. 97-127.

6. Dinerstein, 2002, p. 5-38 ; Ellner, 2005, p. 160-190 ; Katz, 2007 ; Petras et Veltmeyer, 2005b, 2009.

- AMIN, Samir (1976). *L'impérialisme et le développement inégal*, Paris, Éditions de Minuit.
- AMIN, Samir (1986). *La déconnexion : pour sortir du système mondial*, Paris, La Découverte.
- AMIN, Samir, Alexandre FAIRE, Mahmoud HUSSEIN ET Gustave MASSIAH (1975). *La crise de l'impérialisme*, Paris, Éditions de Minuit.
- DACHEUX, Éric (2007). *Communiquer l'utopie : économie solidaire et démocratie*, Paris, L'Harmattan.
- DUMONT, René (1983). *Finis les lendemains qui chantent*, Paris, Seuil.
- KORMAI, Janos (1990). *Du socialisme au capitalisme : l'exemple de la Hongrie*, Paris, Gallimard.
- LÖWY, Michael (2011). *Écosocialisme : l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Mille et une nuits.
- PETRAS, James et Henry VELTEMEYER (2002). *La face cachée de la mondialisation : l'impérialisme au xx^e siècle*, Paris, Paragon.
- PICARD, Jacky (2003). *Le Brésil de Lula : les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Paris, Karthala.
- PIOTTE, Jean-Marc (2003). « Un socialisme possible », *Interventions économiques pour une alternative sociale*, n° 1, p. 69-68, <http://classiques.uqac.ca/contemporains/piotte_jean_marc/socialisme_possible/socialisme_possible.pdf>.
- QUENTIN-RADLE, Pol (1977). *La Chine, demain : bilan d'une économie socialiste*, Paris, Calmann-Levy.
- VAN CAMPEHOUDT, Luc et Joëlle KWASCHIN (2011). *Aide au développement, au cœur des controverses*, Bruxelles, Revue nouvelle ASBI.

Module 49

Des voies pour un changement progressiste et pour un autre développement

Henry Veltmeyer

Université autonome de Zacatecas, Mexique; Université Saint Mary's, Canada

Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer (Marx, 11^e thèse, Thèses sur Feuerbach, 1845).

Il [Marx] veut insister sur le fait que nous pouvons utiliser nos expériences quotidiennes pour comprendre les complexités invisibles du monde et, de surcroît, que les révolutions mondiales se produisent lorsque nous transformons ces expériences au lieu de simplement inventer de nouveaux concepts abstraits [...] sans tenir compte de ce que nous percevons. *Le Capital* est un texte révolutionnaire non pas parce que Marx a pris conscience de quelque chose avant quiconque. Son impact vient de la manière dont Marx nous fournit un langage essentiel pour décrire ce que nous savons déjà, même si ce n'est que d'une manière vague et incohérente, pour ensuite rediriger cette nouvelle compréhension vers l'action sociale et politique (traduction libre; Shapiro, 2008, p. 5).

La crise de la civilisation occidentale capitaliste nous oblige à inventer des options différentes pour concilier la nature et la société, mais aussi la démocratie, l'État et les habitudes de consommation. Cette crise révèle la nécessité d'adopter de nouveaux modes de vie. Elle souligne qu'un « autre monde est possible », mais avant tout qu'il est urgent de le réaliser. Dès le moment où les premières victimes ont subi les formes les plus barbares de la violence capitaliste, à l'époque coloniale, elles ont commencé à construire de nouveaux mondes. En fait, elles n'ont jamais cessé de les construire jusqu'à l'époque moderne et contemporaine, comme l'exprime bien le préambule de la *Déclaration des peuples autochtones* :

Nous, peuples et communautés autochtones, premières nations, paysans, communautés riveraines, Quilombolas, d'ascendance africaine, Garífunas, Caboclos, dalits et autres, et nos enfants qui ont migré vers les ghettos des villes, et tous les autres exclus, invisibles et « intouchables » de la planète qui continuent à résister, à renforcer et à renouveler les formes d'organisation sociale, technologique, éthique, politique, économique, culturelle et spirituelle pour l'existence humaine [...] (traduction libre; Déclaration des peuples autochtones, Forum social mondial de 2009, Belém).

1. Comment imaginer l'avenir¹ ?

Pour opérer un changement en profondeur et pour parvenir à un progrès véritable, le premier pas consiste à imaginer les grands contours d'un autre avenir, puis à proposer les moyens de le construire : bref, à s'embarquer dans le « développement de l'après-mondialisation », selon l'expression de John Saul (2006). Il faut donc réfléchir sérieusement aux acteurs, aux stratégies et aux conditions objectives du changement. Toutefois, une chose *est* claire : il est peu probable que la simple répétition des ajustements, des adaptations et des autres stratégies du même type puisse conduire à un progrès véritable reposant sur une base solide et permettant d'apporter des améliorations systémiques en réponse aux changements attribuables aux dynamiques du système capitaliste actuel.

Les conditions réelles qu'engendrent les dynamiques du système capitaliste ont bel et bien des effets « objectifs ». Depuis des générations, c'est ce que soutiennent divers théoriciens et analystes, qu'ils soient de tendance « structuraliste » ou qu'ils adoptent la théorie et l'analyse de « l'économie politique », comme de nombreux praticiens d'une approche critique du développement. Si les idées ne peuvent en elles-mêmes changer le monde (comme aimeraient le croire les idéalistes), elles ne sont pas un simple reflet des forces structurelles sous-jacentes « plus réelles » (comme aimeraient le croire certains matérialistes historiques réductionnistes).

Le développement est plutôt un processus dialectique – et dialogique, pourrions-nous ajouter – qui naît des rapports entre les conditions subjectives (imaginées et souhaitées) et les conditions objectives (données et déterminées). Un « autre développement » exige donc une analyse structurelle, mais aussi une action sur le plan des idées : il faut une idéologie ou un imaginaire politique, c'est-à-dire l'action socialement consciente d'individus capables d'imaginer un avenir différent et d'organiser collectivement la poursuite déterminée d'une stratégie conçue de manière à atteindre le but désiré qui a été défini sur le plan idéologique.

2. Des voies pour sortir de la pauvreté dans le nouveau millénaire²

Dans l'édition de 2008 du *Rapport sur le développement dans le monde*, la Banque mondiale se concentre sur l'agriculture et elle choisit comme thème « les voies de sortie de la pauvreté ». Fidèle à l'héritage de la modernisation classique, elle considère que la société rurale fondée sur des systèmes de production « traditionnels » ou prémodernes est le principal site de la pauvreté. La Banque mondiale souligne que, dans le contexte de la transformation à long terme de la production et de la société (le développement capitaliste), le développement offre trois « voies de sortie de la pauvreté rurale » : 1) l'*agriculture* (dans le contexte de la modernisation capitaliste) ; 2) la *migration* (le déplacement vers les centres urbains dans le pays ou à l'étranger) ; et 3) le *travail salarié* (sous une forme ou une autre). Chacune de ces voies nécessite de s'ajuster au système de production et au système social sans y apporter aucun changement substantif ou structurel. En fin de compte, les trois voies proposées laissent intacte la structure systémique. Elles s'avèrent donc inutiles si les sources fondamentales de la pauvreté rurale sont, en fait, d'ordre structurel.

Pour les tenants d'une approche critique en études du développement, un véritable mouvement progressiste ne viendra jamais d'un ajustement, mais plutôt de diverses formes

1. Amin, 2008 ; Saul, 2006, chap. 3-6.

2. Petras et Veltmeyer, 2005b ; Veltmeyer, 2007a, p. 100-118.

de résistance. Dans la plupart des contextes de développement, cela signifie mobiliser les forces de résistance et bâtir des mouvements sociaux. Dans le contexte de la mondialisation néolibérale, les mouvements d'opposition, sous une forme ou une autre, sont issus des milieux populaires ou de « la société civile », à savoir les communautés autochtones, les organisations paysannes et autres qui dominent le paysage politique dans les pays du Sud depuis 20 ans. Beaucoup d'auteurs (dont Petras et Veltmeyer, 2005b) signalent que les mouvements sociaux sont les forces de résistance les plus dynamiques devant le capitalisme mondial, donc devant les structures qui le soutiennent.

Pour les analystes contemporains, il est toutefois moins clair de déterminer si ces forces de résistance sont capables d'opérer une véritable transformation sociale et de faire naître un « autre développement ». Il semblerait, du moins selon les travaux théoriques de certains sociologues politiques, que le principal enjeu soit le contrôle étatique ou la prise du pouvoir, car l'État demeure, aux yeux de la plupart des individus, le plus important dépositaire ou instrument du pouvoir politique. Il reste à savoir quel moyen politique est le plus efficace ou le plus pratique pour accéder au pouvoir étatique : la réforme (l'adaptation graduelle) ou la révolution (un changement structurel en profondeur). En d'autres termes, le choix semble se présenter comme une alternative. D'un côté, accepter les formes politiques de la structure capitaliste actuelle en s'engageant dans des activités centrées sur le mécanisme électoral démocratique. De l'autre côté, organiser la mobilisation sociale des forces de résistance et de soulèvement pour lesquelles cette acceptation offre seulement un faux sentiment de pouvoir, car elle laisse la structure sous-jacente à peu près intacte (Petras et Veltmeyer, 2005b ; Veltmeyer, 2007a).

3. Les acteurs du changement social et d'un autre développement³

L'étude du changement social et d'un autre développement pose la question de la capacité d'agir de divers acteurs : 1) l'État, dépositaire fondamental du pouvoir politique nécessaire à l'élaboration des politiques publiques ; 2) la société civile, sous la forme de diverses organisations sociales apolitiques ; 3) les mouvements sociaux de classe en lutte contre le système, une forme d'organisation servant à mobiliser les forces de résistance aux politiques du gouvernement, au système en place et aux forces sociales qui appuient ce système ; et 4) la société civile mondiale et le mouvement altermondialiste, qui font de la mobilisation afin d'opérer un changement fondamental ou graduel dans la structure de l'économie mondiale et des rapports internationaux.

Les chercheurs militants et les organisations populaires favorables au changement s'entendent sur un point fondamental : la nécessité de trouver une solution de rechange à la mondialisation néolibérale et à l'impérialisme dans ses différentes manifestations. Les tenants d'un changement progressiste sont toutefois divisés par rapport à la mondialisation et au capitalisme : certains veulent les éliminer, alors que d'autres veulent les réformer. En général, ils conviennent toutefois de la nécessité d'offrir une solution de rechange au moteur actuel de la mondialisation et du capitalisme, à savoir la vision du néolibéralisme. À ce sujet, John Saul (2006) prône un engagement intellectuel qui combine la lutte des classes avec un appui aux mouvements progressistes porteurs de diverses revendications, par exemple l'égalité de genre, l'identité politique progressiste, la mondialisation sociale-démocrate

3. Berberoglu, 2003 ; Bond, 2004 ; Morris, 2003 ; Anheier, Glasius et Kaldor, 2001-2007 ; Peet et Watts, 2004.

antinéolibérale, mais aussi la lutte contre le capitalisme et contre l'impérialisme. Certains chercheurs progressistes ont préconisé diverses formes d'actions: 1) le militantisme écologiste pour assurer la protection de l'environnement et réclamer des technologies plus vertes; 2) l'encadrement de la recherche de profit des grandes entreprises; 3) la réglementation du marché; et 4) des pratiques plus durables en matière d'environnement et de développement. Walden Bello (2007b) souligne le rôle déterminant du militantisme écologiste dans les pays du Sud. Bello et d'autres auteurs adressent des critiques virulentes à la mondialisation néolibérale. Ils insistent sur l'importance d'un mouvement altermondialiste à l'intérieur duquel se combinent les diverses formes de résistance dans les pays du Sud et du Nord. Malgré un large consensus quant à la nécessité du changement, les théoriciens sont divisés quant à la nature, aux possibilités et aux dynamiques politiques d'un tel mouvement mondial. Bref, ils sont aussi divisés que le mouvement lui-même.

Dans une perspective anarchiste, Chuck Morris (2003) voit l'énorme potentiel de changement radical que recèle le mouvement altermondialiste. Petras (2007), parmi d'autres analystes marxistes, établit toutefois une nette distinction entre les militants du Nord et les militants du Sud au sein de ce mouvement. Selon Petras, les premiers sont de classe moyenne et ils se préoccupent seulement ou principalement de créer une forme plus éthique et plus humaine de mondialisation à l'intérieur du système capitaliste existant (c'est essentiellement le but de théoriciens comme Jeffery Sachs). Dans cette perspective, le mouvement altermondialiste dans le Sud recèle un plus grand potentiel de changement en profondeur parce qu'il ne s'enracine pas dans une « société civile mondiale » émergente (une préoccupation favorite du Nord), mais plutôt dans le secteur populaire des mouvements sociaux d'opposition. Entre ces deux perspectives, il existe toute une gamme de points de vue sur les moyens de progresser. Les moyens envisagés vont des mouvements sociaux progressistes et des formes alternatives de développement capitaliste (assistancialisme social, libéralisme social, etc.) jusqu'à la démondialisation et au socialisme.

4. Des modèles pour un changement progressiste ou radical et pour un progrès véritable⁴

Certains intellectuels engagés, comme Joseph Stiglitz, font partie de l'establishment de l'ordre mondial actuel (après plus de 20 ans de néolibéralisme, ce n'est plus guère un « nouvel » ordre). Ces intellectuels proposent des solutions de rechange afin de régler les problèmes de la mondialisation néolibérale tout en soutenant le système, c'est-à-dire des solutions conçues pour sauver le capitalisme en le changeant. En général, voici les solutions envisagées: 1) humaniser le capitalisme ou le développement; 2) concevoir une forme de mondialisation plus durable, plus équitable et plus éthique; et 3) établir un système plus démocratique, mais qui préserverait, en fin de compte, les structures et les politiques macroéconomiques inspirées du néolibéralisme. Pour bien des chercheurs plus critiques, il est nécessaire d'opérer un changement plus radical. Au minimum, il faut établir une réglementation stricte pour restreindre la liberté de la classe capitaliste d'exploiter la main-d'œuvre, de créer des profits aux dépens des autres et de s'approprier une part indue du produit social.

4. Berberoglu, 2007; Lebowitz, 2006; Desmarais, 2007; Sandbrook, Edelman, Heller et Teichman, 2007; Saul, 2007.

Selon certains auteurs, il faut établir un système mixte, c'est-à-dire opérer une transformation radicale du système actuel vers le socialisme, ce qui peut mener à l'abandon du capitalisme. Dans le même sens, beaucoup de chercheurs dans le domaine du développement avancent de nouvelles propositions pour concevoir une meilleure forme de société. Cet autre avenir, dans un autre monde, reposerait sur les grands principes suivants :

1. Une forme plus radicale de social-démocratie et de planification keynésienne, un régime qui combine un marché réglementé et un développement social dirigé par l'État et financé par le secteur public ; un État fort, mais décentralisé qui entretient des relations plus démocratiques avec une société civile vibrante et activement participative (Sandbrook *et al.*, 2007).
2. Une réforme ou une transformation radicale du système capitaliste qui s'opère en mobilisant les forces de résistance des milieux populaires, en leur donnant une orientation progressiste et en ouvrant des espaces locaux et régionaux au sein du système capitaliste pour susciter de nouvelles formes autonomes de développement local ou communautaire. Cette solution reprendrait les propositions de Vía Campesina en faveur d'un système de production rurale et de moyens d'existence fondés sur l'agriculture à petite échelle et sur la production pour les marchés locaux (Desmarais, 2007).
3. Le socialisme, c'est-à-dire la socialisation des moyens de production grâce au pouvoir organisé de la classe ouvrière mobilisée contre le système capitaliste et contre le pouvoir de la propriété privée, dans un contexte de crise et de recherche du pouvoir étatique ; et le recours à la capacité d'agir de l'État pour transformer la structure économique afin de l'orienter vers la liberté et l'égalité, vers une société qui abolira la propriété privée comme moyen institutionnel permettant à une classe d'exploiter le travail d'autrui pour son profit privé et son enrichissement personnel (Berberoglu, 2007).
4. Une solution de rechange systémique à l'intérieur du socialisme, c'est-à-dire le socialisme qui a réellement existé en Union soviétique et en Europe de l'Est au xx^e siècle, une solution de rechange que le président vénézuélien Hugo Chávez a appelée le « socialisme du xxi^e siècle » et John Saul (2007), le « socialisme développementaliste » réinventé et appliqué avec la participation active des organisations populaires. Le socialisme sous cette forme est celui du « développement humain » (Lebowitz, 2006). Il repose sur « la conviction que les individus peuvent régler les tensions économiques et politiques ou les éventuelles contradictions d'une manière collective et démocratique, au lieu de miser sur la concurrence et la cupidité entrepreneuriale d'une minorité comme moyens ultimes d'assurer le bien-être de tout le reste de la population » (traduction libre ; Saul, 2007, p. 14). Ce socialisme prend forme grâce à « l'action publique » : les actions des individus (des actions venues de l'intérieur et de la base de la société civile), mais aussi les actions de l'État (un pouvoir populaire qui viserait et réaliserait la prise de contrôle, par les travailleurs, de leurs milieux de travail et de leurs communautés) (Lebowitz, 2006).

5. Une « *minga* de résistance » : l'élaboration des politiques à partir de la base⁵

L'Association des conseils municipaux indigènes (ACIN) est une alliance régionale établie en Bolivie. Elle regroupe divers mouvements sociaux, notamment les paysans, les communautés autochtones et les sans-terre des milieux ruraux. Le 28 février 2009, l'ACIN a convoqué une « *minga* de résistance » avec « d'autres peuples et processus » dans la région⁶ (Abya Yala, 2009). Le terme quechua *minga*, qui signifie « action collective » ou « projet collectif », est très courant chez les populations autochtones et métisses pauvres des Andes. La force de cet appel de l'ACIN à se joindre à une *minga* à la fois locale et mondiale vient de ses références culturelles et historiques, qui renvoient à une expérience partagée de subjugation. En nommant leur mouvement une *minga*, les participants autochtones attirent l'attention sur la nécessité du travail politique et de l'action collective.

Dans les milieux populaires de différents pays latino-américains, la réflexion et l'action se poursuivent en vue de trouver une solution de rechange au développement capitaliste et à la philosophie sous-jacente du néolibéralisme, source incontestable de la crise mondiale. La Convocation des mouvements sociaux de l'Amérique du Sud, au Forum social mondial de Belém, le 20 janvier 2009, en fournit un exemple. Après avoir posé un diagnostic de la « crise profonde » du capitalisme – que les acteurs et les agents du capitalisme et de l'impérialisme tentent de refile à « nos peuples » –, les représentants d'une vaste coalition régionale de mouvements sociaux latino-américains ont annoncé leur intention d'établir une forme populaire d'« intégration régionale à partir de la base ». Cette forme de « solidarité sociale pour contrer l'impérialisme » qu'ils jugent nécessaire sera plus tard appelée l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique⁷.

Dans cette perspective populaire, la crise mondiale n'est pas une simple affaire de marchés financiers. Elle concerne la production et la société, les emplois et les moyens d'existence durables, mais aussi le prix des aliments en augmentation rapide dans un contexte de crise mondiale et locale. Selon le secrétaire général de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, José Luis Machinea, les hausses abruptes et persistantes des prix internationaux des aliments frappent fortement les plus pauvres dans cette région et elles aggravent les écarts de revenus. Sans des mesures urgentes pour atténuer les effets de ces hausses, la pauvreté et l'indigence vont s'accroître : près de 10 millions de personnes pourraient devenir indigentes et augmenter d'autant les rangs des pauvres. Ce chiffre ne tient même pas compte de la détérioration des conditions de vie des personnes qui étaient déjà pauvres ou indigentes avant la flambée des prix et la crise mondiale.

Le Mexique offre un autre exemple d'actions populaires contre la crise de la production mondiale, la crise financière et la crise alimentaire – une crise du capital. Dans ce pays, une

5. Abya Yala, 2009 ; Petras et Veltmeyer, 2005, 2009.

6. L'alliance comprend : la Coordination andine des organisations autochtones (Coordinadora andina de organizaciones indígenas) ; la Coordination des organisations autochtones du bassin amazonien (Coordinadora de organizaciones indígenas de la cuenca amazónica) ; le Conseil autochtone de l'Amérique centrale (Consejo indígena de Centro América) ; le Mouvement des paysans sans terre du Brésil (Movimiento sin tierra del Brasil) ; Vía Campesina ; les organisations du Pacte de l'unité (Pacto de unidad) de la Bolivie ; et diverses organisations autochtones de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou. Une réunion de ces organisations a eu lieu le 26 février 2009, dans la municipalité du Pacte de l'unité, à La Paz.

7. <<http://www.alianzabolivariana.org>>.

alliance de paysans et de travailleurs s'est formée afin de fournir de la nourriture abordable aux travailleurs urbains (*La Jornada* en ligne, 24 février 2009). Devant l'augmentation fulgurante du prix des tortillas de maïs, la nourriture mexicaine de base, des porte-parole de cette alliance ont annoncé que leurs producteurs livreraient des produits aux travailleurs et à leurs familles au prix coûtant ou à 20 % de moins que le prix dans les entreprises commerciales, sans exiger de taxes (pour une analyse des dynamiques de prix, voir Bello, 2008a). Efraín García Bello, directeur de la Confédération nationale des producteurs de maïs du Mexique (Confederación nacional de productores agrícolas de maíz de México), un des organismes signataires de l'alliance de production, a déclaré que des actions de ce type soutiendraient l'économie des travailleurs en milieu urbain, mais aussi des populations des campagnes.

Différentes organisations du mouvement paysan mexicain, y compris celles établies par le gouvernement ou proches de ce dernier, se sont inspirées de cette action populaire de soutien. Elles ont proposé à l'État d'intégrer dans son plan de lutte contre la crise des politiques de production locale de maïs, de riz, de lait, de légumes, d'huile, de produits du porc, etc. Les organisations ont aussi demandé à l'État de mettre fin aux politiques de libéralisation des importations de produits agricoles prévues dans l'Accord de libre-échange nord-américain, qui est responsable de la crise de la production agricole, comme l'avait prévu le mouvement zapatiste. Le président de la Commission du développement rural du Sénat mexicain a signalé que, dans le cas de la production locale et des importations d'huile végétale, la politique adoptée pour éliminer les tarifs sur les importations a mis en péril jusqu'à 10 000 emplois directs dans ce secteur en plus de 30 000 emplois indirects.

L'action du secteur populaire mexicain et d'autres actions semblables (voir l'encadré) incitent à se demander si la gauche politique et intellectuelle est en mesure de relever le défi annoncé par Abya Yala (2009). La gauche veut-elle et peut-elle soutenir activement les forces du changement révolutionnaire, voire en prendre la direction? Ces forces, qui se forment dans le milieu populaire, sont à l'œuvre sur le terrain, derrière les lignes d'une lutte des classes en cours sur toute la planète.

6. Quelques leçons de l'histoire: «Oui, nous le pouvons!»

Un examen critique de l'histoire récente du changement social et du développement livre beaucoup de leçons quant à la manière de progresser et de construire un avenir meilleur et un autre monde, plus juste.

Une première leçon est que la voie à suivre passe par le pouvoir étatique: faire naître un nouveau monde exige l'action de l'État qui demeure, à notre époque, le dépositaire fondamental du pouvoir politique et l'instrument de l'action publique en matière de développement. Aucune amélioration significative de la qualité de vie et des dynamiques du développement n'a été réalisée à l'extérieur de l'État. À titre d'exemple, en Amérique latine, des mouvements sociaux se sont formés dans les années 1980 pour mobiliser les forces de résistance au néolibéralisme, à l'impérialisme et à la domination de classe. Aucun de ces mouvements n'a toutefois pu soutenir de manière durable les forces du changement ou laisser en héritage des changements substantiels, sauf lorsqu'il a – comme en Bolivie – combiné la stratégie de mobilisation sociale avec la lutte pour le pouvoir étatique. En Équateur, l'échec de la Confédération des nationalités autochtones de l'Équateur (CONAIE) offre toutefois un avertissement. Ce puissant mouvement social en lutte contre le système regroupe

des paysans autochtones pauvres. Il a réussi à mobiliser les forces de résistance et à freiner les priorités néolibérales du gouvernement. Par la suite, la CONAIE obtient la destitution de plusieurs présidents se montrant comme de fervents partisans du programme néolibéral. En fin de compte, elle n'est parvenue à opérer aucun changement fondamental. Cette tâche reviendra à Rafael Correa, un leader politique « socialiste » qui émergera à la suite du retrait de la CONAIE du pouvoir étatique. Démoralisée et divisée, la CONAIE a échoué dans sa tentative d'obtenir un changement substantiel en agissant à l'extérieur du système : elle a donc battu en retraite. Dans la région de l'Amérique latine, le Venezuela est à l'avant-garde de la recherche d'une solution de rechange au néolibéralisme. Le mouvement social dans ce pays a mobilisé les forces de résistance du secteur populaire et les a orientées dans une direction progressiste. En réalité, ce mouvement est un reliquat de l'État, un instrument du pouvoir étatique qui a servi à consolider l'appui populaire à la Révolution bolivarienne.

Une deuxième leçon de l'histoire est qu'il existe deux grandes voies pour accéder au pouvoir étatique : d'un côté, les élections démocratiques, par l'intermédiaire du mécanisme des partis politiques ; et, de l'autre, la mobilisation sociale, par l'intermédiaire des mouvements sociaux en lutte contre le système. De ces deux voies pour la prise du pouvoir étatique, l'histoire a montré que la première est moins susceptible d'assurer un progrès véritable. Il se révèle en effet difficile d'apporter des changements lorsqu'on se trouve à l'intérieur du système et lorsqu'on doit avoir recours à la capacité d'agir de la classe politique. Le système en place peut corrompre ou absorber les individus qui cherchent à apporter, de l'intérieur, des changements substantiels. Il peut aussi leur offrir des solutions de rechange à l'intérieur des structures établies. Dans un cas comme dans l'autre, cela ne répond en rien au but, qui est d'opérer un changement structurel en profondeur. Les régimes de centre gauche qui ont pris le pouvoir dans la région latino-américaine depuis six ans, portés par la vague du sentiment antinéolibéral, en fournissent une bonne illustration (Petras et Veltmeyer, 2009). À l'exception du régime bolivarien de Chávez, qui a été formé auparavant et dans d'autres conditions, tous ces régimes n'ont pas su profiter des conditions économiques et politiques exceptionnellement favorables pour instaurer des changements véritables. Malgré leurs caractéristiques et leurs politiques teintées de néopopulisme ou de populisme radical, tous les régimes de centre gauche ont, au mieux, adopté un néolibéralisme pragmatique dans leurs pratiques politiques et leurs actions publiques.

Une troisième leçon des récents événements économiques et politiques en Amérique latine est qu'il y a deux solutions de rechange systémiques pour apporter des changements en profondeur. D'un côté, le développement à partir de l'intérieur pour opérer une réforme radicale (une transformation sociale) du capitalisme au sein de l'État, de la société et de l'économie. De l'autre côté, le développement socialiste pour opérer une restructuration radicale du système économique afin de s'éloigner de la propriété privée des moyens de production et de diriger le pays vers la socialisation de la production et de la consommation, la nationalisation des ressources naturelles et l'annulation des politiques de privatisation propres au modèle néolibéral.

En ce moment, en Amérique latine, seuls deux pays poursuivent leur développement national en suivant une voie socialiste : Cuba et le Venezuela. Malgré de graves difficultés et ce que certains nomment un « déficit démocratique » (le manque de participation populaire aux actions publiques), Cuba se démarque de tous les pays latino-américains par son degré relativement élevé de « développement humain » et par son intégration de l'objectif

d'un progrès véritable dans sa croissance économique. Il y parvient grâce à des politiques et à des perspectives conçues de manière à satisfaire les besoins essentiels de toute la population en assurant un degré substantiel d'égalité et d'équité dans la distribution du produit social. Plusieurs pays en Amérique latine obtiennent un résultat supérieur à celui de Cuba par rapport à l'indice de développement humain (IDH). Cela tient surtout au poids que l'algorithme de l'IDH accorde au revenu par habitant.

Le Venezuela donne peut-être une dernière leçon à tirer de l'histoire. Ce pays poursuit également une voie socialiste de développement, même si, selon toute probabilité, le résultat final sera une économie mixte combinant le meilleur (et sans doute le pire) du capitalisme et du socialisme. D'où notre dernière conclusion : les deux extrêmes des théories et des pratiques n'apportent aucun développement véritable. Le développement nécessite des actions (la capacité d'agir) et un cadre institutionnel facilitant (des structures), mais aussi un pouvoir étatique et une mobilisation sociale pour susciter la participation populaire. De manière similaire, le véritable progrès vers un autre monde nécessitera peut-être de combiner capitalisme et socialisme, c'est-à-dire un système mixte sous une forme ou une autre.

La nécessité d'une telle combinaison n'induit nullement de rayer la révolution sociale de la liste des priorités politiques. Le besoin crucial d'un « autre développement » exigera sans doute un changement radical et une transformation des classes sociales à grande échelle : bref, une révolution sociale. Pour imaginer la forme de ce changement révolutionnaire et pour créer les conditions nécessaires à cette fin, il faudra procéder à un examen critique plus attentif et plus poussé des luttes comme celle relatée dans l'encadré. Il faudra aussi entreprendre une forme d'action collective guidée par la théorie, inspirée par l'idéologie et fondée sur la classe. Une « action publique » dirigée vers ce but, qui combinera des politiques gouvernementales et des actions populaires, devra s'inspirer d'une réflexion critique et se réaliser au moyen d'un travail politique. Il est toutefois possible d'en établir déjà certains principes directeurs :

1. Les peuples et les gouvernements doivent : *i*) orienter leurs politiques vers le « développement humain », c'est-à-dire la création d'une société composée d'êtres libres et égaux, une société où chaque individu peut développer pleinement son potentiel ; *ii*) reconnaître les êtres humains comme des forces productives, mais reconnaître en même temps que ces « forces productives » doivent être mobilisées pour satisfaire les besoins matériels et spirituels de la collectivité et non pour créer des profits pour une poignée d'individus ; et *iii*) mobiliser les forces progressistes au sein de la société afin non seulement de contrer l'inévitable réaction de ceux qui profitent de l'ordre social actuel, mais aussi de défendre des politiques visant à développer les capacités des individus et à répondre à leurs besoins plutôt qu'à donner des moyens d'accumuler du capital pour un profit privé.
2. L'État doit subir une transformation profonde sous plusieurs aspects. *i*) L'État doit devenir véritablement démocratique et pleinement représentatif, donc être une démocratie économique et sociale en profondeur et non pas simplement une démocratie politique formelle. Il doit être structuré et agir dans les intérêts du peuple (de l'humanité), mais aussi être contrôlé par les individus dans leurs communautés et leurs milieux de travail ainsi que par leurs représentants politiques au sein de l'appareil gouvernemental. *ii*) L'État doit se libérer de la domination idéologique du capital, sortir d'une culture de l'individualisme possessif centré sur l'intérêt personnel et

s'affranchir de la foi dans la supériorité du marché pour se libérer de la dépendance politique envers le capital. *iii*) L'État doit rompre, idéologiquement et politiquement, avec les forces du capital, avec les privilèges réels ou imaginaires de la propriété privée des moyens de production. *iv*) L'État doit progresser avec les individus et la communauté mondiale activement mobilisés pour appuyer le progrès véritable vers un autre monde, plus juste et plus équitable; bref, plus humain.

3. Des changements progressistes pour faire naître un « autre monde » sont à la fois nécessaires et possibles. La plus grande ressource pour ce « développement » des forces du changement réside dans la résilience et l'action collective des communautés à la base (voir à ce sujet le récit dans l'encadré). La gauche intellectuelle et politique, mais aussi les chercheurs et les praticiens d'une approche critique en études du développement, devraient, espérons-le, prendre position aux côtés des forces du changement.

**Oui, nous le pouvons !
Des villageois de l'Amazonie remportent la lutte
contre les agrocarburants**

(mais la menace des barons du pétrole persiste)

Il leur fallut un moment pour comprendre la nouvelle. Les villageois, des fermiers autochtones quechua vivant au cœur de la jungle amazonienne du Pérou, se regardaient les uns les autres en silence. Était-ce bien vrai? Quelques sourires hésitants, puis un éclat de rire suivi de cris de joie. Ils avaient bel et bien gagné⁸.

Leur victoire s'étalait dans tous les journaux transportés par bateaux sur le fleuve Napo jusqu'à leur ville, Copal Urco. « Le gouvernement révoque les décrets », titrait un journal en manchette. « García humilié », clamait un autre à propos du président, Alan García. « N'est-ce pas un grand jour ? » lança Roger Yume, l'*apu* (chef) du village. Des douzaines de voix répondirent en chœur : « Oui ! »

La population autochtone de l'Amazonie péruvienne, cette petite minorité marginalisée et pauvre, venait de vaincre l'État dans sa bataille contre l'exploitation économique de la forêt tropicale. Le gouvernement avait découpé 70 % de la jungle en parcelles pour réaliser des projets d'exploitation de pétrole, de gaz ou de mines et de production d'agrocarburants. Les recettes profiteraient à 28 millions de Péruviens, avait déclaré le président García, et des agitateurs autochtones « ignorants » qui réclament l'Amazonie comme étant leur terre ancestrale ne pourraient pas empêcher ces projets. Durant les mois d'avril à juin, des groupes autochtones

8. Ils ont obtenu des législateurs péruviens la suspension de deux décrets controversés (1090 et 1964/06-11-2009) qui avaient déclenché un important soulèvement des communautés autochtones dans l'Amazonie péruvienne et une série d'affrontements violents avec les forces policières. Ce geste du gouvernement a permis de désamorcer temporairement la crise, qui durait depuis deux semaines, et il a convaincu les protestataires autochtones de cesser le blocage de routes et de voies navigables. Les décrets avaient pour but de faciliter le développement de terres de l'Amazonie par des intérêts étrangers, ce qui menaçait de détruire des millions d'hectares de forêt tropicale et de nuire aux droits ancestraux des autochtones sur l'usage des terres.

ont donc bloqué des routes, des oléoducs et des voies navigables. Lorsque la police de la ville de Bagua tenta de faire lever les barricades, ce fut un véritable enfer. Selon les chiffres officiels, 23 policiers et 11 protestataires ont perdu la vie. Les chefs autochtones affirment toutefois qu'il y a eu des douzaines d'autres morts parmi les protestataires.

Ébranlé, le gouvernement péruvien a battu en retraite et, le mois dernier, il a révoqué les décrets 1090 et 1064, qui auraient ouvert la forêt aux plantations pour la production d'agrocultures, en particulier l'huile de palme. Le premier ministre, Yehude Simón, a déclaré qu'il démissionnait et le président García a admis les erreurs commises.

Des groupes autochtones ont célébré partout en Amazonie. Dans la capitale, Lima, des délégations coiffées de plumes et aux visages ornés de peinture ont envahi, en triomphe, les corridors du congrès péruvien. Les groupes ont ensuite mis fin aux protestations.

La lutte n'est toutefois pas terminée. D'autres décrets, toujours en vigueur, permettent l'exploration pour trouver des hydrocarbures. Le gouvernement et les entreprises pétrolières ou gazières sont déterminés à poursuivre dans cette voie.

Depuis 35 ans, il se fait du forage pour le pétrole en Amazonie. Cette exploitation est toutefois infime par comparaison aux travaux à venir. Le nombre de concessions est ainsi passé de 27 en 2003 à plus de 100 maintenant. On craint donc que la pollution qui a défiguré le fleuve Corrientes, par exemple, ne réserve le même sort à la forêt tropicale.

«La plus grande peur est que les secteurs les plus reculés, donc les plus intacts, de l'Amazonie péruvienne soient bientôt remplis d'îlots de plateformes de forage et, pis encore, de nouveaux réseaux de routes et d'oléoducs», déclare Matt Finer, coauteur d'une étude de l'Université Duke sur les projets pétroliers et gaziers en Amazonie.

Le gouvernement a divisé la forêt en «lots» qu'il a ensuite répartis entre des entreprises péruviennes et des multinationales de l'Argentine, du Brésil, de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Les tests sismographiques sont terminés et des barges attendent l'arrivée des premiers barils de pétrole brut plus tard cette année.

Les chefs autochtones peuvent-ils alors s'appuyer sur leur victoire et freiner la ruée vers le pétrole? «Le vent a tourné. Ils sont énergisés; ils ont vu ce qu'ils peuvent faire», lance Paul McAuley. Ce missionnaire laïc catholique d'origine britannique de 61 ans fait campagne pour défendre les droits des autochtones, avec l'association civile Red Ambiental Loretana.

Selon Wagner Musoline Acho, leader étudiant de 23 ans qui vit dans la ville d'Iquitos, au cœur de la jungle, les militants sont mobilisés pour poursuivre leurs actions. «Nous avons appris à avoir confiance en nous. Nous sommes prêts pour les prochaines étapes.» Les gens de sa génération, dit-il, sont plus instruits que leurs parents et ils vont influencer le destin de l'Amazonie. Avec l'aide de groupes de revendication et d'organismes d'aide, mais aussi grâce à la couverture plus large des téléphones cellulaires, les communautés autochtones du Pérou sont en train de rattraper leurs frères mieux organisés du Brésil et de l'Équateur.

Il est toutefois peu probable que cela suffise à freiner la ruée vers l'or noir. Les pressions sont fortes – et la remontée constante du prix du baril n'est pas la moindre – pour transformer le pétrole dont regorge l'Amazonie afin de faire tourner les économies occidentales et asiatiques, et de fournir des revenus au Pérou.

Le gouvernement péruvien trépigne d'impatience devant la perspective d'investissements de 13 milliards de dollars. Pour l'élite de Lima, la révocation de deux décrets sur les agrocarburants a été un simple soubresaut plutôt qu'une volte-face. « Nous pensons que tous ces projets [pétroliers] vont se réaliser », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, José Antonio García Belaúnde. S'il a raison, il faudra voir quelle sera l'incidence du forage sur les villageois et sur l'écosystème amazonien. Il faudra également voir si les recettes seront dépensées pour alléger l'écrasante pauvreté de la population du Pérou ou si elles serviront à remplir les poches d'une poignée d'individus, à Lima.

Dans la ville de Copal Urco, les habitants s'inquiètent que leur victoire reste sans lendemain. « Le gouvernement veut nous vendre », a déclaré Heyner Tangoa, un fermier aux pieds nus de 40 ans. « Nous voulons qu'on laisse le pétrole dans la terre. Nous voulons qu'on nous laisse en paix. » La lutte ne fait donc que commencer.

(Traduction libre ; Rory Carrol, « Peru Diary », *The Guardian*, 7 juillet 2009)

Quelques textes de référence en français

- AMIN, S. Amin Samir, (2002), « Mondialisation ou apartheid à l'échelle mondiale? », *Actuel Marx*, vol. 1, n° 31, p. 13-40.
- BALTHAZARD, Bernard Louis (2005). *Le développement durable face à la puissance publique*, Paris, L'Harmattan.
- BEN HAMMOUDA, Hakim (1999). *Afrique: pour un nouveau contrat de développement*, Paris, L'Harmattan.
- HUGON, Philippe (s/d), *Le post ajustement et l'après « consensus de Washington » ou le quatrième temps de la pensée francophone en économie du développement*, <<http://www.gemdev.org/publications/etatdessaivours/pdf/hugon.pdf>>.
- MUNRO, Lauchlan (2014). « La recherche sur et pour le développement », dans Pierre Beaudet et Paul Haslam (dir.), *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 435-462.
- ROSANVALLON, André (2011). *La gestion des opérations d'aide au développement, entre critiques et réalisme*, Paris, L'Harmattan.

Page blanche conservée intentionnellement

Bibliographie

- ABASSI, Jennifer et Sheryl LUTJENS (2002). *Rereading Women in Latin America and the Caribbean: The Political Economy of Gender*, Lanham, Rowan and Littlefield.
- ABYA YALA – Movimientos indígenas, campesinos y sociales (2009). *Diálogo de alternativas y alianzas, Minga informativa de movimientos sociales*, La Paz, 26 février.
- ACHCAR, Gilbert (2007). « Religion and politics today from a Marxian perspective », dans Leo Panitch et Colin Leys (dir.), *Socialist Register 2008: Global Flashpoints, Reactions to Imperialism and Neoliberalism*, New York, Monthly Review Press, p. 55-76.
- ADAMS, Francis, Satya GUPTA et Kindane MENGISTEAB (dir.) (1999). *Globalization and the Dilemmas of the State in the South*, Basingstoke, Macmillan.
- ADAMS, William M. (1990). *Green Development: Environment and Sustainability in the Third World*, Londres et New York, Routledge.
- ADEBAJO, Adekeye (2002). *Liberia's Civil War: Nigeria, Ecomog and Regional Security in West Africa*, Boulder, Lynne Rienner.
- ADELMAN, Irima (1986). « A poverty focused approach to development policy », dans John Prior Lewis et Valeriana Kallab (dir.), *Development Strategies Reconsidered*, New Brunswick, Transaction Books, p. 49-65.
- ADÉSINÀ, Jimí O., Yao GRAHAM et Adebayo OLUKOSHI (dir.) (2006). *Africa and Development Challenges in the New Millennium: The NEPAD Debate*, Londres, Zed Books.
- AGARWAL, Bina (1985). « Women and technological change in agriculture: The Asian and African experience », dans Iftikhar Ahmed (dir.), *Technology and Rural Women: Conceptual and Empirical Issues*, Londres, Allen and Unwin, p. 67-114.
- AGARWAL, Bina (1997). « “Bargaining” and gender relations: Within and beyond the household », *Feminist Economics*, vol. 3, n° 1, p. 1-51.
- AGARWALA, R. et P.N. SCHWARTZ (1994). « Sub-Saharan Africa: A long-term perspective study », dans Banque mondiale, *Learning Process on Participatory Development*, Washington, D.C., World Bank, p. 1-32.
- AGLIETTA, Michel (1976). *A Theory of Capitalist Regulation: The US Experience*, Londres, New Left Books.
- AGRAWAL, Arun (2005). *Environmentality: Technologies of Government and the Making of Subjects*, Durham, Duke University Press.
- AGUILLON, Rowil, Ivonne YÁNEZ, Louise FINER et Elizabeth BRAVO VELÁSQUEZ (2003). *No More Looting and Destruction! We the Peoples of the South Are the Ecological Creditor*, Quito, Southern Peoples Ecological Debt Creditors Alliance/Alliance des peuples du Sud créditeurs de la dette écologique – SPEDCA, <<http://hdl.handle.net/1928/11864>>.
- AGYEMAN, Opoku (2007). « Pan-Africanism vs. Pan-Arabism », *Nigerian Village Square*, vol. 2, juin, <<http://www.nigeriavillagesquare.com/articles/chinweizu/arab-colonization-series-pan-africanism-vs-pan-arabism.html>>.
- AHOOJA-PATEL, Krishna (1982). « Another development with women », *Development Dialogue*, vol. 1, n° 2, p. 17-28.
- AHOOJA-PATEL, Krishna (2007). *Development Has a Woman's Face: Insights from Within the United Nations*, New Delhi, APH Publishers.
- AKRAM-LODHI, Haroon (2007). « Land, markets and neoliberal enclosure: An agrarian political economy perspective », *Third World Quarterly*, vol. 28, n° 8, p. 1437-1456.
- AKRAM-LODHI, Haroon, Saturnino BORRAS Jr. et Cristóbal KAY (dir.) (2007). *Land, Poverty and Livelihoods in an Era of Neoliberal Globalization: Perspectives from Developing and Transition Countries*, Londres, Routledge.

- AKRAM-LODHI, Haroon et Cristóbal KAY (2008a). «The agrarian question: Peasants and rural change», dans Haroon Akram-Lodhi et Cristóbal Kay (dir.), *Peasants and Globalization: Political Economy, Rural Transformation and the Agrarian Question*, Londres, Routledge, p. 3-34.
- AKRAM-LODHI, Haroon et Cristóbal KAY (2008b). «Neoliberal globalization, the character of rural accumulation and rural politics: The agrarian question in the 21st Century», dans Haroon Akram-Lodhi et Cristóbal Kay (dir.), *Peasants and Globalization: Political Economy, Rural Transformation and the Agrarian Question*, Londres, Routledge, p. 315-338.
- AKRAM-LODHI, Haroon, Cristóbal KAY et Saturnino BORRAS Jr. (2008c). «The political economy of land and the agrarian question in an era of neoliberal globalization», dans Haroon Akram-Lodhi et Cristóbal Kay (dir.), *Peasants and Globalization: Political Economy, Rural Transformation and the Agrarian Question*, Londres, Routledge, p. 214-238.
- ALAMPAY, Erwin (2008). «Technology, information and development», dans Paul Haslam, Jessica Schafer et Pierre Beaudet (dir.), *Introduction to International Development: Approaches, Actors and Issues*, Oxford, Oxford University Press.
- ALAVI, Hamza (1982). «State and class under peripheral capitalism», dans Hamza Alavi et Teodor Shanin (dir.), *Sociology of Developing Societies*, New York, Monthly Review Press, p. 289-307.
- ALDRICH, Brian C. et Ravinder S. SANDHU (1995). *Housing the Urban Poor*, Londres, Zed Books.
- ALLARD, Jenna, Carl DAVIDSON et Julie MATTHAEI (2008). *Solidarity Economy: Building an Economy for People and Planet*, Papers and Reports from the U.S. Social Forum 2007, Amherst, Centre for Popular Economics.
- ALMEIDA, Paul (2007). «Defensive mobilization: Popular movements against economic adjustment policies in Latin America», *Latin American Perspectives*, vol. 34, n° 3, p. 123-139.
- ALTIERI, Miguel A. et Susanna HECHT (1990). *Agroecology and Small Farm Development*, Boca Raton, CRC Press.
- ALTVATER, Elmar (1990). «The foundations of life (nature) and the maintenance of life (work). The relations between ecology and economics in the crisis», *International Journal of Political Economy*, vol. 20, p. 10-34.
- ALVAREZ, Sonia, Evelina DAGNINO et Arturo ESCOBAR (dir.) (1998). *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*, Boulder, Westview Press.
- AMALRIC, Frank (1998). «Sustainable livelihoods, entrepreneurship, political strategies and governance», *Development*, vol. 41, n° 3, p. 31-44.
- AMIN, Samir (1972). *Unequal Development*, New York, Monthly Review Press.
- AMIN, Samir (1973). *Neo-Colonialism in West Africa*, Harmondsworth, Penguin Books.
- AMIN, Samir (1990). *Delinking: Towards a Polycentric World*, Londres, Zed Books.
- AMIN, Samir (1997). *Capitalism in the Age of Globalization*, Londres, Zed Books.
- AMIN, Samir (1999). «For a progressive and democratic new world order», dans Francis Adams *et al.* (dir.), *Globalization and the Dilemmas of the State in the South*, Basingstoke, Macmillan.
- AMIN, Samir (2008). *The World We Wish to See: Revolutionary Objectives in the 21st Century*, New York, Monthly Review Press.
- AMSDEN, Alice (2005). «Promoting industry under wto law», dans Kevin Gallagher (dir.), *Putting Development First*, Londres, Zed Books.
- AMSDEN, Alice (2007). «Gift of the Gods and the light of the moon», dans Alice Amsden, *Escape From Empire*, Cambridge, MIT Press.
- ANAND, Sudhir et Amyrtya K. SEN (2000). «Human development and economic sustainability», *World Development*, vol. 28, n° 12, p. 2029-2049.
- ANDERSEN, Regine (2000). «How multilateral development assistance triggered the conflict in Rwanda», *Third World Quarterly*, vol. 21, n° 3, p. 441-456.
- ANDERSON, Leslie (1994). *The Political Ecology of the Modern Peasant: Calculation and Commodity*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

- ANHEIER, Helmut, Marlies GLASIUS et Mary KALDOR (2001-2007). *Global Civil Society*, Yearbook series.
- ANNAN, Kofi A. (2000). *We the People: The Role of the United Nations in the 21st Century*, New York, United Nations.
- ANTROBUS, Peggy (1995). « Third world women challenge the given », PCD Forum, vol. 75, 6 mars.
- APPLE, Michael (1995). *Education and Power*, New York, Routledge.
- ARCE, A. et N. LONG (1992). « The dynamics of knowledge: Interfaces between bureaucrats and peasants », dans Norman Long et Ann Long (dir.), *Battlefields of Knowledge: The Interlocking of Theory and Practice in Social Research and Development*, Londres, Routledge.
- ARCHER, Margaret (1979). *Social Origins of Educational Systems*, Londres, Sage Publications.
- ARRIGHI, Giovanni et John S. SAUL (dir.) (1973). *Essays on the Political Economy of Africa*, New York, Monthly Review Press.
- ASHTON, David et Francis GREEN (1996). *Education, Training and the Global Economy*, Cheltenham, Edward Elgar.
- ATRIA, Raúl, Marcelo SILES, Irma ARRIAGADA, Lindon ROBISON et Scott WHITEFORD (dir.) (2004). *Social Capital and Poverty Reduction in Latin America and the Caribbean: Towards a New Paradigm*, Santiago, ECLAC.
- ATZENI, Maurizio et Pablo GHIGLIANI (2007). « Labour process and decision-making in factories under workers' self-management: Empirical evidence from Argentina », *Work, Employment and Society*, vol. 21, n° 4, p. 653-671.
- AYITTEY, George B.N. (2004). *Africa Unchained: The Blueprint from Africa's Future*, Londres, Palgrave Macmillan.
- BAIOCCHI, Gianpaolo (2005). *Militants and Citizens: The Politics of Participatory Development in Porto Alegre*, Palo Alto, Stanford University Press
- BAKKER, Isabella (dir.) (1994). *The Strategic Silence: Gender and Economic Policy*, Londres, Zed Books.
- BALANYÁ, Belén, Brid BRENNAN, Olivier HOEDEMAN, Satoko KRISHIMOTO et Philipp TERHORST (dir.) (2005). *Reclaiming Public Water: Achievements, Struggles and Visions from Around the World*, Amsterdam, Transnational Institute.
- BALFOUR, Robert (2007). « Naipaul's half a life, magic seeds and globalization », *Literator*, vol. 28, n° 1, avril, p. 1-21.
- BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT – BID (2006). *Las remesas como instrumento del Desarrollo*, Washington, D.C., BID.
- BANQUE MONDIALE (1978-2008). *World Development Report*, New York, Oxford University Press.
- BANQUE MONDIALE (1979). *Recognizing the « Invisible » Women in Development: The World Bank's Experience*, Washington, D.C., World Bank.
- BANQUE MONDIALE (1982). « Sociologists: Putting people first in projects », *Report*, mars-avril, Washington, D.C., World Bank.
- BANQUE MONDIALE (1994a). *Governance and Development*, Washington, D.C., World Bank.
- BANQUE MONDIALE (1994b). *Learning Process on Participatory Development*, Washington, D.C., World Bank.
- BANQUE MONDIALE (1995a). *World Development Report: Workers in an Integrating World*, Oxford, Oxford University Press.
- BANQUE MONDIALE (1995b) *Policy Research Bulletin*, vol. 6, n° 4, août-octobre.
- BANQUE MONDIALE (1996). « A stronger, more agile and more effective World Bank », *World Bank Report*, 26 septembre, Washington, D.C., World Bank.
- BANQUE MONDIALE (1998). *Indigenous Knowledge for Development: A Framework for Action, Knowledge and Learning Centre*, Africa Region, Washington, D.C., World Bank.
- BANQUE MONDIALE (1999). *Knowledge for Development. World Development Report 1998/1999*, Washington, D.C., World Bank.

- BANQUE MONDIALE (2001). *Development Cooperation and Conflict: OP 2.30*, Washington, D.C., World Bank.
- BANQUE MONDIALE (2003). *Land Policies for Growth and Poverty Reduction*, Washington, D.C., World Bank.
- BANQUE MONDIALE (2006). *Global Economic Prospects. Economic Implications of Remittances and Migration*, Washington, D.C., World Bank.
- BANQUE MONDIALE (2007). *Meeting the Challenges of Global Development*, Washington, D.C., World Bank, 12 octobre
- BANQUE MONDIALE (2008). *Rapport sur le développement dans le monde: l'agriculture au service du développement*, Washington, D.C., Banque mondiale.
- BARAN, Paul (1957). *The Political Economy of Growth*, New York, Monthly Review Press.
- BARDHAN, Pranab (1993). *Democracy and Development: A Symposium. Journal of Economic Perspectives*, vol. 7, n° 3, p. 40-86.
- BARDHAN, Pranab (2005). «History, Institutions and Underdevelopment», dans Pranab Bardhan, *Scarcity, Conflicts and Cooperation: Essays in the Political and Institutional Economics of Development*, Cambridge/Londres, MIT Press, p. 1-26.
- BARKIN, David (1998). *Wealth, Poverty, and Sustainable Development*, México, Editorial Jus/Centro de ecología y desarrollo/Centro Lindavista.
- BARKIN, David (2001). «La nueva ruralidad y la globalización», dans Edelmira Pérez et María Adelaida Farah (dir.), *La nueva ruralidad en América Latina: Maestría de desarrollo rural 20 años*, Bogotá, Pontificia Universidad Javeriana, p. 21-38.
- BARKIN, David (2004). «Who are the peasants?», *Latin American Research Review*, vol. 39, n° 3, p. 270-281.
- BARKIN, David (2006). «Building a future for rural Mexico», *Latin American Perspectives*, vol. 33, n° 2, p. 132-140.
- BARKIN, David et Richard LEVINS (1998). «The eco-social dynamics of rural systems», dans David Rapport (dir.), *Ecosystem Health*, Malden, Basil Blackwell.
- BARKIN, David et Carlos PAILLÉS (2000). «Water and forests as instruments for sustainable regional development», *International Journal of Water*, vol. 1, n° 1, p. 71-79.
- BARKIN, David et Mara ROSAS (2006). «¿Es posible un modelo alterno de acumulación?», *Revista Polis*, vol. 5, n° 15, <<http://www.revistapolis.cl/13/>>.
- BARLOW, Maude (2007). *The Global Water Crisis and the Coming Battle for the Right to Water*, Toronto, McClelland and Stewart.
- BARLOW, Maude (2008). *Vers un pacte de l'eau*, Montréal, Écosociété.
- BARNES, Joe, Mark HAYES, Amy JAFFE et David VICTOR (2006). «Introduction to the study», dans David Victor, Amy Jaffe et Mark Hayes (dir.), *Natural Gas and Geopolitics: From 1970 to 2040*, New York, Cambridge University Press, p. 3-26.
- BARTRA, Armando (2006). «Los campesinos del capital: su papel en la acumulación y su racionalidad inmanente», dans Armando Bartra, *El Capital en su laberinto: de la renta de la tierra a la renta de la vida*, Mexico, Universidad autónoma de la Ciudad de México, p. 101-109.
- BARTRA, Roger (1993). «And if the peasants become extinct... and... an impossible, ongoing annihilation», dans Roger Bartra, *Agrarian Structure and Political Power in Mexico*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- BATES, Robert H. (1981). *Markets and States in Tropical Africa: The Political Basis of Agricultural Policies*, Berkeley, University of California Press.
- BAUD, Isa et Johan POST (dir.) (2002). *Realigning Actors in an Urbanizing World: Governance and Institutions from a Development Perspective*, Aldershot, Ashgate Publishers.
- BAUER, Peter T. (1982). *Equality, The Third World and Economic Delusion*, Cambridge, Harvard University Press.

- BAVISKAR, Amita (2006). *In the Belly of the River: Tribal Conflicts over Development in the Narmada Valley*, New Delhi, Oxford University Press.
- BAYLIS, John, Steve SMITH et Patricia OWENS (dir.) (2008). *The Globalization of World Politics: An Introduction to International Relations*, Oxford, Oxford University Press.
- BEAMS, Nick (1998). *The Significance and Implications of Globalization: A Marxist Assessment*, Southfield, Mehring Books.
- BEAUDET, Pierre et Paul HASLAM (dir.) (2014). *Enjeux et défis du développement international*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- BEBBINGTON, Anthony (1999). «Capitals and capabilities: A framework for analysing peasant viability, rural livelihoods and poverty», *World Development*, vol. 27, n° 12, p. 2021-2044.
- BEBBINGTON, Anthony (2001). «Development alternatives: Practice, dilemmas and theory», *Area* vol. 33, n° 1, p. 7-17.
- BEBBINGTON, Anthony (2004). «Livelihood transitions, place transformations: Grounding globalization and modernity», dans Robert N. Gwynne et Cristóbal Kay (dir.), *Latin America Transformed: Globalization and Modernity*, Londres, Arnold, p. 173-192.
- BEBBINGTON, Anthony et al. (2006). *The Search for Empowerment: Social Capital as Idea and Practice at the World Bank*, Sterling, Kumarian Press.
- BEBBINGTON, Anthony, Samuel HICKEY et Diana C. MITLIN (dir.) (2008). *Can NGOs Make a Difference: The Challenge of Development Alternatives*, Londres, Zed Books.
- BECKER, Charles, Andrew HAMER et Andrew MORRISON (1994). «African city systems and urban growth», dans Charles Becker, Andrew Hamer et Andrew Morrison, *Beyond Urban Bias in Africa*, New Hampshire, Heinemann.
- BELLO, Walden (2004). *Deglobalization: Ideas for a New World Economy*, Londres, Zed Books.
- BELLO, Walden (2005). *Dilemmas of Domination*, New York, Metropolitan Books.
- BELLO, Walden (2006). «The capitalist conjuncture: Overaccumulation, financial crises, and the retreat from globalization», *Third World Quarterly*, vol. 27, n° 8, p. 1345-1368.
- BELLO, Walden (2007a). «A roller coaster ride: A perspective from Southeast Asia», dans Paul Bowles et al. (dir.), *Regional Perspectives on Globalization*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- BELLO, Walden (2007b). «Environmental movement in the global South: The pivotal agent in the fight against global warming», *Alternatives International*, vol. 2, novembre.
- BELLO, Walden (2008a). «Crisis and the retreat from globalization in Asia», dans Henry Veltmeyer (dir.), *Globalization/Antiglobalization*, Aldershot, Ashgate Publishers, p. 93-112.
- BELLO, Walden (2008b). «Globalization, development and democracy: A reflection on the global food crisis», *Keynote Address*, CASID, Vancouver, University of British Columbia, 3 juin.
- BELLO, Walden (2009). «The global collapse: A non-orthodox view», *Mrzine*, 20 février, <<http://mrzine.monthlyreview.org/2009/bello200209.html>>.
- BELLO, Walden, Shea CUNNINGHAM et Bill RAU (1994). *Dark Victory: United States, Structural Adjustment and Global Poverty*, Londres, Pluto Press.
- BENERÍA, Lourdes (2003). *Gender, Development, and Globalization: Economics as If All People Mattered*, Londres, Routledge.
- BENERÍA, Lourdes et Savitri BISNATH (dir.) (2003). *Global Tensions: Challenges and Opportunities in World Economy*, Londres, Routledge.
- BENN, Dennis et Kenneth HALL (dir.) (2000). *Globalization: A Calculus of Inequality. Perspectives from the South*, Kingston, Ian Randle Publishers.
- BENNETT, K. et M. Lecompte (1990). *The Way Schools Work: A Sociological Analysis of Education*, White Plains, Longman.
- BENTON, Ted (1989). «Marxism and natural limits: An ecological critique and reconstruction», *New Left Review*, vol. 178, p. 51-86.

- BENTON, Ted (1996). « Marxism and natural limits: An ecological critique and reconstruction », dans Ted Benton (dir.), *The Greening of Marxism*, New York, Guilford, p. 157-186.
- BERBEROGLU, Berch (1987). *The Internationalization of Capital: Imperialism and Capitalist Development on a World Scale*, New York, Praeger.
- BERBEROGLU, Berch (1992). *The Political Economy of Development*, Albany, State University of New York Press.
- BERBEROGLU, Berch (2003). *Globalization of Capital and the Nation-State: Imperialism, Class Struggle, and the State in the Age of Global Capitalism*, Lanham, Rowman and Littlefield.
- BERBEROGLU, Berch (dir.) (2005). *Globalization and Change: The Transformation of Global Capitalism*, Lanham, Lexington Books.
- BERBEROGLU, Berch (2007). *The State and Revolution in the Twentieth Century: Major Social Transformations of Our Time*, Lanham, Rowman and Littlefield.
- BERBEROGLU, Berch (2009). *Class and Class Conflict in the Age of Globalization*, Lanham, Lexington Books.
- BERDEGUÉ, Julio et Alexander SCHEJTMAN (2004). « Pobreza y desarrollo social rural », dans Clarisa Hardy (dir.), *Equidad y protección social: desafíos de políticas sociales en América Latina*, Santiago, LOM Ediciones.
- BERGER, Mark et Mark BEESON (2007). « Miracles of modernisation and crises of capitalism: The World Bank, East Asian development and liberal hegemony », dans David Moore (dir.), *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press, p. 317-342.
- BERIK, Günseli et Yana VAN DER MEULEN RODGERS (2007). *The Debate on Labor Standards and International Trade: Lessons from Cambodia and Bangladesh*, Department of Economics Working Paper n° 2007-03, Salt Lake City, University of Utah.
- BERNSTEIN, Henry (2000). « "The peasantry" in global capitalism: Who, where and why? », dans Leo Panitch et Colin Leys (dir.), *Socialist Register 2001*, Londres, Merlin Press, p. 25-51.
- BERNSTEIN, Henry (2002). « Land reform: Taking a long (er) view », *Journal of Agrarian Change*, vol. 2, n° 4, p. 433-463.
- BERNSTEIN, Henry (2004). « Changing before our very eyes: Agrarian questions and the politics of land in capitalism today », *Journal of Agrarian Change*, vol. 4, n° 1-2, p. 190-225.
- BERNSTEIN, Henry (2005). « Development studies and the Marxists », dans Uma Kothari (dir.), *A Radical History of Development Studies*, Londres, Zed Press.
- BERNSTEIN, Henry (2007). « Structural adjustment and African agriculture », dans David Moore (dir.), *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press.
- BERNSTEIN, Henry (2008). « Agrarian questions from transition to globalization », dans Haroon Akram-Lodhi et Cristóbal Kay (dir.), *Peasants and Globalization: Political Economy, Rural Transformation and the Agrarian Question*, Londres/New York, Routledge.
- BERNSTEIN, Henry et Liam CAMPLING (2006). « Commodity studies and commodity fetishism II: Profits with principle? », *Journal of Agrarian Change*, vol. 6, n° 3, p. 414-447.
- BERNSTEIN, Henry, Ben CROW et Hazel JOHNSON (dir.) (1992). *Rural Livelihoods: Crises and Responses*, Oxford, Oxford University Press.
- BERRY, Albert et John SERIOUX (2004). « World Economic growth and income distribution 1980-2000 », dans K.S. Jomo et Jacques Baudot (dir.), *Key Issues in Development*.
- BESSELL, Sharon (2001). « Social capital and conflict management: Rethinking the issues using a gender-sensitive lens », dans N. Colletta, T. Ghee Lim et A. Kelles-Viitanen (dir.), *Social Cohesion and Conflict Prevention in Asia*, Washington, D.C., World Bank, p. 183-218.
- BHAVNANI, K., J. FORAN et P. KURIAN (dir.) (2003). *Feminist Futures: Re-imagining Women, Culture and Development*, New York, Zed Books.

- BHOURASKAR, Djambar (2007). *United Nations Development Aid: A Study in History and Politics*, New Delhi, Academic Foundation.
- BIEKART, Kees (1996). «Strengthening intermediary roles in civil society: Experiences from Central America», dans Andrew Clayton (dir.), *NGOs, Civil Society and the State: Building Democracy in Transitional Societies*, Oxford, International NGO Training and Research Centre (INTRAC), p. 141-156.
- BIEL, Robert (2000). *The New Imperialism: Crisis and Contradictions in North/South Relations*, Londres, Zed Books.
- BIELER, Andreas, Ingemar LUNDBERG et Devan PILLAY (dir.) (2008). *Labour and the Challenges of Globalization: What Prospect for Transnational Solidarity?*, Londres, Pluto Press.
- BIENEFELD, Manfred (1988). «In defence of “nationalism” from a trade union perspective», dans R. Southall (dir.), *Trade Unions and the New Industrialisation of the Third World*, Londres, Zed Books.
- BIENEFELD, Manfred (1991). «Karl Polanyi and the contradictions of the 1980s», dans M. Mendell et D. Salée (dir.), *The Legacy of Karl Polanyi*, New York, St. Martin's.
- BIENEFELD, Manfred (1993a). «Financial liberalization : Disarming the Nation State», dans M. Bienefeld, J. Jenson et R. Mahon (dir.), *Production, Space, Identity*, Toronto, Canadian Scholars Press.
- BIENEFELD, Manfred (1993b). «The new world order: Echoes of a new imperialism», *Third World Quarterly*.
- BIENEFELD, Manfred (1994). «Capitalism and the Nation State», dans Leo Panitch et Colin Leys (dir.), *The Globalization Decade*, Halifax, Fernwood Publishing.
- BIENEFELD, Manfred (2000). *Globalization and Social Change: Drowning in the Icy Waters of Commercial Calculation*, Development Research Series Working Paper n° 80, Aalborg, Research Centre on Development and International Relations, Aalborg University.
- BIRDSALL, Nancy (1997). «On growth and poverty reduction: Distribution matters», Remarks at the Conference on Poverty Reduction, Harvard Institute for International Development, février, <<http://www.famousquotes.me.uk/speeches/Nancy-Birdsall/index.htm>>.
- BLACKBURN, Robin (1998). *The Making of New World Slavery*, Londres, Verso.
- BLAIKIE, Piers (1985). *The Political Economy of Soil Erosion*, Boston, Methuen.
- BLAKIE, Piers et Harold BROOKFIELD (1987). *Land Degradation and Society*, Boston, Methuen.
- BLECHER, Marc (2005). «Inequality and capitalism in China», Paper prepared for the American Political Science Association Task Force, Conference on Inequality and Difference in the Third World.
- BOEGER, Andrew (1997). «Struggling for emancipation: Tungsten miners and the Bolivian revolution», dans Jonathan C. Brown (dir.), *Workers' Control in Latin America, 1930-1979*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- BOISIER, Sergio (2005). «Is there room for local development in a globalized world?», *CEPAL Review*, vol. 86, août, p. 45-60.
- BOISIER, Sergio et al. (1992). *La descentralización: el eslabón perdido de la cadena transformación productiva con equidad y sustentabilidad*, Santiago, Cuadernos de CEPAL.
- BOLIVIA (1994). Ley No. 1551 de Participación Popular, La Paz.
- BOND, Patrick (2004). «Decommodification and deglobalization: Strategic challenges for African social movements», *Afrique e Oriente*, vol. 7, n° 4.
- BOND, Patrick (2006). *Looting Africa: The Economics of Exploitation*, Londres, Zed Books.
- BOND, Patrick (2007). «Civil society and Wolfowitz's World Bank: Reform or rejection?», dans David Moore (dir.), *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press, <http://cadtm.org/spip.php?page=imprimer & id_article=2371>.
- BORÓN, Atilio (2007). «El mito del desarrollo capitalista nacional en la nueva coyuntura política de América Latina», *Rebelión*, 18 février, <<http://www.rebellion.org/noticia.php?id=46854>>.

- BORRAS, Saturnino Jr. (2007). *Pro-Poor Land Reform: A Critique*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- BORRAS, Saturnino Jr. (2009). *Transnational Agrarian Movements Struggling for Land and Citizenship Rights*, IDS Working Paper Series n° 323, Brighton, Institute of Development Studies (IDS), University of Sussex.
- BORRAS, Saturnino Jr., Marc EDELMAN et Cristóbal KAY (dir.) (2008). *Transnational Agrarian Movements Confronting Globalization*, New York, Wiley.
- BORRAS, Saturnino Jr. et Jennifer C. FRANCO (2008). *Democratic Land Governance: A Framework for Analysis*, Oslo, UNDP-Oslo Governance Centre.
- BORRAS, Saturnino Jr., Cristóbal KAY et A. Haroon AKRAM-LODHI (2007). «Agrarian reform and rural development: Historical overview and current issues», dans A. Haroon Akram-Lodhi, Saturnino Borras Jr. et Cristóbal Kay (dir.), *Land, Poverty and Livelihoods in an Era of Globalization: Perspectives from Developing and Transition Countries*, Londres, Routledge.
- BORRAS, Saturnino Jr., Cristóbal KAY et Edward LAHIFF (dir.) (2008). *Market-Led Agrarian Reform: Critical Perspectives on Neoliberal Land Policies and the Rural Poor*, Londres, Routledge.
- BOSE, Christine E. et Edna ACOSTA-BELÉN (dir.) (1995). *Women in the Latin American Development Process*, Philadelphie, Temple University Press.
- BOWLES, Paul (2002). «Asia's post-crisis regionalism: Bringing the State back in, keeping the (United) States out», *Review of International Political Economy*, vol. 9, n° 2, p. 230-256.
- BOWLES, Paul (2008). «Globalization: A taxonomy of theoretical approaches», dans Henry Veltmeyer (dir.), *New Perspectives on Globalization and Antiglobalization: Prospects for a New World Order*, Aldershot, Ashgate Publishers, p. 13-34.
- BOWLES, Paul, Henry VELTMEYER *et al.* (dir.) (2007a). *National Perspectives on Globalization*, New York, Palgrave Macmillan.
- BOWLES, Paul, Henry VELTMEYER *et al.* (dir.) (2007b). *Regional Perspectives on Globalization*, New York, Palgrave Macmillan.
- BOWMAN, Betsy (2007). *Can Grameen-Style Microcredit Eliminate Poverty?*, San Miguel de Allende, Global Justice Centre.
- BOWMAN, Betsy et Bob STONE (2005). *Cooperativization as Alternative to Globalizing Capitalism*, San Miguel de Allende, Global Justice Centre.
- BOYD, Rosalind (dir.) (1998). «Workers and borders in the context of regional blocs: NAFTA, APEC and EU», *Labour, Capital and Society*, vol. 31, n°s 1-2.
- BOYD, Rosalind (2006). «Labour's response to the informalization of work in the current restructuring of global capitalism: China, South Korea et South Africa», *Canadian Journal of Development Studies*, vol. 27, n° 4, p. 487-502.
- BOYD, Rosalind, Robin COHEN et Peter C.W. GUTKIND (dir.) (1987). *International Labour and the Third World: The Making of a New Working Class*, Aldershot, Avebury.
- BOYER, Roger et Daniel DRACHE (1996). *States Against Markets: The Limits of Globalization*, Londres, Routledge.
- BRATTON, Michael et Nicholas CAN DE WALLE (1997). *Democratic Experiments in Africa: Regime Transitions in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BRECHER, Jeremy et Tim COSTELLO (1994). *Global Village or Global Pillage*, Boston, South End Press.
- BREMAN, Jan (2000). «Labour and landlessness in South and South-East Asia», dans Deborah Bryceson, Cristóbal Kay et Jos Mooij (dir.), *Disappearing Peasantries? Rural Labour in Africa, Asia and Latin America*, Londres, Intermediate Technology Publications, p. 231-247.
- BREMAN, Jan (2001). «An informalized labour system: End of labour market dualism», *Economic and Political Weekly*, vol. 36, n° 52, p. 4804-4021.
- BRENNER, Robert et Mark GLICK (1991). «The regulation school and the West's economic impasse», *New Left Review*, vol. 188, p. 45-119.

- BRESLIN, Shaun *et al.* (dir.) (2002). *New Regionalisms in the Global Political Economy*, Londres, Routledge.
- BRESLIN, Shaun (2007). *China and the Global Political Economy*, Londres, Palgrave Macmillan.
- BRIGGS, John (2005). « The use of indigenous knowledge in development : Problems and challenges », *Progress in Development Studies*, vol. 5, n° 2, p. 99-114.
- BRIGGS, John et Joanne SHARP (2004). « Indigenous knowledges and development : A postcolonial caution », *Third World Quarterly*, vol. 25, n° 4, p. 661-676.
- BROAD, Robin (2007). « Knowledge management : A case study of the World Bank's research department », *Development in Practice*, vol. 17, n° 4-5, p. 700-708.
- BROAD, Robin (2008). « Development wars : Market fundamentalism meets the alter-globalization movement », San Francisco, ISA Meeting, <http://citation.allacademic.com/meta/p_mla_apa_research_citation/2/7/1/1/3/pages271135/p271135-1.php>.
- BROCKLESBY, Mary Ann et Eleanor FISHER (2003). « Community development in sustainable livelihoods approaches : An introduction », *Community Development Journal*, vol. 38, n° 3, p. 185-197.
- BROMLEY, Daniel et Michael CERNEA (1989). « Introduction : The growing interest in common property », dans Daniel Bromley et Michael Cernea, *The Management of Common Property Natural Resources : Some Conceptual and Operational Fallacies*, Washington, D.C., World Bank, p. 1-4.
- BROWN, Jonathan C. (1997). « What is workers' control? », dans Jonathan C. Brown (dir.), *Workers' Control in Latin America, 1930-1979*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- BROWN, Lester (1981). *Building a Sustainable Society*, New York, W.W. Norton.
- BROWN, Michael B. (1995). *Africa's Choices After Thirty Years of the World Bank*, Harmondsworth, Penguin Books.
- BRYANT, Raymond et Sinead BAILEY (1997). « Access, livelihoods and enclosure », dans Raymond Bryant et Sinead Bailey, *Third World Political Ecology*, Londres/New York, Routledge.
- BYCESON, Deborah (2000). « Peasant theories and smallholder policies : Past and present », dans Deborah Bryceson, Cristóbal Kay et Jos Mooij (dir.), *Disappearing Peasantries? Rural Labour in Africa, Asia and Latin America*, Londres, ITDG Publishing and Practical Action Publishing, p. 1-36.
- BUCKLAND, Jerry (2004). « The technology treadmill », dans Jerry Buckland, *Ploughing Up The Farm : Neoliberalism, Modern Technology and the State of The World's Farmers*, Black Point et Winnipeg, Fernwood Publishing.
- BUCKLEY, Ross P. (2002-2003). « The rich borrow and the poor repay : The fatal flaw in international finance », *World Policy Journal*, vol. XIX, n° 4, p. 59-64.
- BUDLENDER, Debbie (2000). « The political economy of women's budgets in the South », *World Development*, vol. 28, n° 7, p. 1365-1378.
- BUDLENDER, Debbie, Diane ELSON, Guy HEWITT et Tanni MUKHOPADHYAY (2002). *Gender Budgets Make Cents*, Ottawa, International Development Research Centre.
- BULMER-THOMAS, Victor (1986). *The New Economic Model in Latin America and its Impact on Income Distribution and Power*, New York, St. Martin's Press.
- BULMER-THOMAS, Victor (2005). « The wider Caribbean in the 20th Century : A long developmental perspective », dans Dennis Pantin (dir.), *The Caribbean Economy : A Reader*, Kingston, Ian Randell Publishers, p. 257-303.
- BUNKER, Stephen et Paul CICCANTELL (2005). *Globalization and the Race for Resources*, Baltimore, Johns Hopkins Press.
- BURGWAL, Gerrit (1990). « An introduction to the literature on urban movements in Latin America », dans Willem Assies, Gerrit Burgwal et Ton Salman (dir.), *Structures of Power, Movements of Resistance*, Amsterdam, CEDLA, p. 163-175.
- BURKETT, Paul (1990). « Poverty crisis in the Third World : The contradictions of World Bank policy », *Monthly Review*, vol. 42, n° 7 (décembre), p. 20-31.

- BURKETT, Paul (2005). «Entropy in ecological economics: A Marxist intervention», *Historical Materialism*, vol. 13, n° 1, p. 117-152.
- BURKETT, Paul (2006). «Two stages of ecosocialism? Implications of some neglected analyses of ecological conflict and crisis», *International Journal of Political Economy*, vol. 35, n° 3, p. 3-28.
- BURKETT, Paul et Joao AGUIAR (2007). «Capital and nature: An interview with Paul Burkett», *Monthly Review MRZine*, 24 avril, <<http://mrzine.monthlyreview.org/aguiar240407.html>>.
- BURKEY, Stan (1993). *People First: A Guide to Self-Reliant, Participatory Rural Development*, Londres, Zed Books.
- BURON, Robert (1966). «Some basic realities of development assistance», *International Affairs*, vol. 42, n° 1, p. 55-60.
- BURRIS, Val (1988). «New directions in class analysis», dans Erik O. Wright (dir.), *The Debate on Classes*, Londres, Verso, p. 157-168.
- BYRES, Terence J. (2004a). «Neoclassical neopopulism 25 years on: Déjà vu and déjà passé. Towards a critique», *Journal of Agrarian Change*, vol. 4, n°s 1-2, p. 17-44.
- BYRES, Terence J. (2004b). «Introduction: Contextualizing and interrogating the GKI case for redistributive land reform», *Journal of Agrarian Change*, vol. 4, n°s 1-2, p. 1-16.
- BYRNE, Bridget (1996). *Gender, Conflict and Development*, Vol. I-II, Report prepared for the Netherlands Ministry of Foreign Affairs, Brighton, Institute of Development Studies.
- CABRAL, A. (1974). *Return to the Source: Selected Speeches of Amilcar Cabral*, New York, Monthly Review Press.
- CALDEIRA, Teresa (2001). *City of Walls: Crime, Segregation, and Citizenship in São Paulo*, Berkeley, University of California Press.
- CALLÈDE, Jean-Paul et François AYMÉ (2002). *Métamorphoses de la culture: pratiques et politiques en périphéries*, Paris, Mine Safety and Health Administration – MSHA.
- CALLINICOS, Alex (1987). *Making History: Agency, Structure and Change in Social Theory*, Cambridge, Polity Press.
- CAMBRIDGE REVIEW OF INTERNATIONAL AFFAIRS (2000). Numéro spécial sur la «mondialisation», Articles de Meghdad Desai, Sklair Gen, Petras Lal et Henry Veltmeyer.
- CAMMACK, Paul (2002). «Neoliberalism, the World Bank and the new politics of development», dans Uma Kothari et Martin Minogue (dir.), *Development Theory and Practice: Critical Perspectives*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- CAMMACK, Paul (2006). «UN Imperialism: Unleashing entrepreneurship in the developing world», dans C. Mooers (dir.), *The New Imperialists: Ideologies of Empire*, Oxford, Oneworld Publications.
- CARDOSO, F.H. (1972). «Dependency and development in Latin America», *New Left Review*, vol. 74.
- CARDOSO, F.H. et E. FALETTO (1979). *Dependency and Development in Latin America*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press.
- CARINGELLA-MACDONALD, Susan et Drew HUMPHRIES (1991). «Battering women and battering Central Americans: A peacemaking synthesis», dans Harold E. Pepinsky et Richard Quinney (dir.), *Criminology as Peacemaking*, Bloomington, Indiana University Press.
- CARROUÉ, Laurent (2007). *Géographie de la mondialisation*, Paris, Armand Colin.
- CARROTHERS, Thomas (1999). *Aiding Democracy Abroad*, Washington, D.C., Brookings Institution (critical assessment of U.S. democracy assistance).
- CARTLEDGE, Paul (2006). *Thermopylae: The Battle that Changed the World*, New York, Overlook Press.
- CASANOVA, González P. (1965). «Internal colonialism and national development», *Studies in Comparative International Development*, vol. 1, n° 4, p. 27-37.
- CASTELLS, Manuel (2000). *The Rise of the Network Society. The Information Age: Economy, Society and Culture*, vol. 1, Malden, Blackwell.
- CASTELLS, Manuel (2001). *The Internet Galaxy: Reflections on the Internet Business and Society*, Oxford, Oxford University Press.

- CASTELLS, Manuel (2006). «Changer la ville: A rejoinder», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 30, n° 1, p. 219-223.
- CASTLES, Stephen (2008). «Development and migration – Migration and development: What comes first?», Social Science Research Council Conference: Migration and Development: Future Directions for Research and Policy, 28 février-1^{er} mars, New York.
- CASTLES, Stephen et Raúl DELGADO WISE (dir.) (2008). *Migration and Development: Perspectives from the South*, Genève, IOM.
- CASTLES, Stephen et Mark MILLER (2008). *The Age of Migration*, 4^e éd., Basingstoke, Palgrave MacMillan.
- CASTREE, Noel (2006). «Commentary: From neoliberalism to neoliberalisation. Consolations, analytical and political tools for building survivable futures», dans Noel Castree et Bruce Braun (dir.), *Remaking Reality: Nature at the Millennium*, Londres, Routledge.
- CAVANAGH, John et Jerry MANDER (2004a). *Alternatives to Economic Globalization*, San Francisco, Brett Koehler Publishers.
- CAVANAGH, John et Jerry MANDER (dir.) (2004b). «“New International structures” global governance», dans John Cavanagh et Jerry Mander, *Alternatives to Economic Globalization*, San Francisco, Berrett Koehler.
- CEDERLÖF, G. et K. SIVARAMAKRISHNAN (dir.) (2005). *Ecological Nationalisms: Nature, Livelihoods and Identities*, Florham Park, Washington Press.
- CHAMBERS, Robert (1987). *Sustainable Rural Livelihoods: A Strategy for People, Environment and Development*, Brighton, IDS, University of Sussex.
- CHAMBERS, Robert (1988). *Poverty in India: Concepts, Measurement and Reality*, Working Paper n° 241, Brighton, IDS.
- CHAMBERS, Robert (1997). *Whose Reality Counts? Putting the First Last*, Londres, ITDG Publishing.
- CHAMBERS, Robert et Gordon CONWAY (1998). «Sustainable rural livelihoods: Some working definitions», *Development*, vol. 41, n° 3.
- CHAN, Yu Ping (2001). «Democracy or bust? The development dilemma», *Harvard International Review*, automne.
- CHANDRA, Bipan (1975). «The Indian capitalist class and imperialism before 1947», *Journal of Contemporary Asia*, vol. 5, n° 3.
- CHANG, Ha-Joon (1998). «Globalization, transnational corporations and economic development», dans D. Baker, G. Epstein et R. Pollin (dir.), *Globalization and Progressive Economic Policy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CHANG, Ha-Joon (2003a). «The East Asian development experience», dans Ha-Joon Chang (dir.), *Rethinking Development Economics*, Londres, Anthem.
- CHANG, Ha-Joon (2003b). «The market, the state and institutions in economic development», dans Ha-Joon Chan (dir.), *Rethinking Development Economics*, Londres, Anthem Press.
- CHANG, Ha-Joon (2006). *Kicking Away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective*, Londres, Anthem Press.
- CHANG, Ha-Joon (2007a). «Is free trade always the answer?», dans Ha-Joon Chang, *Bad Samaritans: Rich Nations, Poor Policies, and the Threat to the Developing World*, Londres, Random House.
- CHANG, Ha-Joon (2007b). «Man exploits man-private enterprise good, public enterprise bad?», dans Ha-Joon Chang, *Bad Samaritans: Rich Nations, Poor Policies, and the Threat to the Developing World*, Londres, Random House.
- CHANG, Ha-Joon (2008). *Bad Samaritans: The Myth of Free Trade and the Secret History of Capitalism*, New York, Bloomsbury Press.
- CHANG, Ha-Joon et Ilene GRABEL (2001). *Reclaiming Development: An Alternative Policy Manual*, Londres, Zed Books.
- CHASE-DUNN, Christopher (2007). *The World Revolution of 20xx*, Riverside, Institute for Research on World-Systems, University of California, <<http://www.irows.ucr.edu>>.

- CHASE-DUNN, Christopher et B. GILLS (2005). «Waves of globalization and resistance in the capitalist world-system», dans Richard Applebaum et William Robinson (dir.), *Critical Globalization Studies*, New York et Londres, Routledge.
- CHATTERJEE, Partha (2004). *The Politics of the Governed: Reflections on Popular Politics in Most of the World*, Princeton et Oxford, Princeton University Press.
- CHATTOPADHYAY, Paresh (1987). «Labour and development», dans Boyd *et al.* (dir.), *International Labour and the Third World: The Making of a New Working Class*.
- CHÁVEZ, Hugo (2005). *Understanding the Venezuelan Revolution: Hugo Chávez Talks to Marta Harnecker*, New York, Monthly Review Press.
- CHE GUEVARA, Ernesto (1970). *Ernesto Che Guevara. Obras (1957-1967)*, vol. II, Havane, Casa de las Américas.
- CHE GUEVARA, Ernesto (2007). «El socialismo y el hombre en Cuba», dans Néstor Kohan (dir.), *Introducción al pensamiento socialista*, Bogota, Ocean Sur.
- CHIBBER, Vivek (2005). «Reviving the developmentalist state? The myth of the national bourgeoisie», *Socialist Register*.
- CHILCOTE, Ronald H. (dir.) (1982). *Dependency and Marxism: Toward a Resolution of the Debate*, Boulder, Westview Press.
- CHOMSKY, Noam (1998). *Profit over People: Neoliberalism and Global Order: Doctrine and Reality*, Londres, Seven Stories Press.
- CHOMSKY, Noam (2003). *Hegemony or Survival: America's Quest for Global Dominance*, Londres, Hamish Hamilton.
- CHOPRA, K., G. KADEKODI et M. MURTY (1990). *Participatory Development*, Londres, Sage.
- CHOSSUDOVSKY, Michel (1997). *The Globalization of Poverty: Impacts of IMF and World Bank Reforms*, Londres, Zed Books.
- CHOSSUDOVSKY, Michel (1998). *La mondialisation de la pauvreté: la conséquence des réformes du FMI et de la Banque mondiale*, Montréal, Écosociété.
- CHRISTENSEN, Thomas (2006). «Fostering stability or creating a monster? The rise of China and US Policy toward East Asia», *International Security*, vol. 31, n° 1 (été), p. 81-126.
- CHRONIC POVERTY RESEARCH CENTRE (2004). *The Chronic Poverty Report 2004/5*, University of Manchester, Chronic Poverty Research Centre <<http://www.chronicpoverty.org>>.
- CLAPHAM, Christopher (1992). «The collapse of socialist development in the Third World», *Third World Quarterly*, vol. 13, n° 1, p. 13-25.
- CLAPP, Jennifer et Peter DAUVERGE (2005). *Paths to a Greener World: The Political Economy of the Global Environment*, Cambridge/Londres, MIT Press.
- CLEAVER, Frances (2002). «Men and masculinities», dans I.F. Cleaver (dir.), *Masculinities Matter: Men, Gender and Development*, Londres, Zed Books.
- CLIFFE, Lionel et John S. SAUL (1972). *Socialism in Tanzania: An Interdisciplinary Reader*, Nairobi, East African Publishing House.
- CLOW, Michael (1992). «Ecological exhaustion and the crisis of global capitalism», *Our Generation*, vol. 23, n° 1.
- CLOW, Michael (1994). «Making red and green complementary», dans Jessie Vorst, Ross Dobson et Ron Fletcher (dir.), *Green on Red: Evolving Ecological Socialism*, Halifax, Fernwood Publishing.
- CLUB OF ROME (1972). *The Limits to Growth*, New York, Universe Books.
- CLUB OF ROME (1973). *Halte à la croissance*, Rapport sur les limites de la croissance, Paris, Fayard.
- COHEN, J.M. et N.T. UPHOFF (1977). *Rural Development Participation: Concepts and Measure for Project Design, Implementation and Evaluation*, Ithaca, Cornell University, Centre for International Studies.
- COHEN, Robin (2004). «Chinese cockle-pickers, the Transnational turn and everyday cosmopolitanism: Reflections on the new global migrants», *Labour, Capital and Society*, n°s 1-2.

- COLBURN, F.D. et D. RAHMATO (1992). «Rethinking socialism in the Third World», *Third World Quarterly*, vol. 13, n° 1, p. 159-173.
- COLLIER, Paul (2003). «Breaking the conflict trap: Civil War and development policy», *World Bank Policy Research Reports*, Washington, D.C., World Bank.
- COLLIER, Paul (2004). «Aid, policy and growth in post-conflict situations», *European Economic Review*, vol. 48, p. 1125-1145.
- COLLIER, Paul (2007). *The Bottom Billion*, Oxford, Oxford University Press.
- COLLINS, Chuck, Chris HARTMAN et Holly SKLAR (1999). *Divided Decade: Economic Disparity at the Century's Turn*, Boston, Economic Policy Institute Report, United for a Fair Economy, 15 décembre.
- COOMBS, P.H. et M. AHMED (1974). *Attacking Rural Poverty: How Non-formal Education Can Help*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- CORBRIDGE, Stuart (2007). «The (im)possibility of development studies», *Economy and Society*, vol. 36, n° 2, p. 179-211.
- CORDESMAN, Anthony et Khalid AL-RODHAN (2006). *The Global Oil Market: Risks and Uncertainties*, Washington, D.C., Centre for Strategic and International Studies – CSIS Press.
- CORNIA, Andrea (2003). «Globalization and the distribution of income between and within countries», dans Ha-Joon Chang (dir.), *Rethinking Development Economics*, Londres, Anthem Press.
- CORNIA, Andrea, Richard JOLLY et Frances STEWART (dir.) (1987). *Adjustment with a Human Face*, Oxford, Oxford University Press.
- CORNIA, Giovanni et Sampsa KIISKI (2001). «Trends in income distribution in the post-World War II period evidence and interpretation», Working Papers UNU-WIDER Research Paper, World Institute for Development Economic Research (UNU-WIDER).
- COWEN, Michael et R. SHENTON (1995). *Doctrines of Development*, Londres, Routledge.
- COX, Robert W. (1987). *Production, Power, and World Order: Social Forces in the Making of History*, New York, Columbia University Press.
- COX, Robert W. (2001). «Civil society at the turn of the millennium: Prospects for an alternative world order», *Review of International Studies*, vol. 25, n° 1, p. 3-28.
- CRAIG, David et Doug PORTER (2006). *Development Beyond Neoliberalism? Governance, Poverty Reduction and Political Economy*, Londres, Routledge.
- CRANDALL, Maureen (2006). *Energy, Economics, and Politics in the Caspian Region: Dreams and Realities*, Westport, Praeger Security International.
- CRAVEY, Altha (1998). *Women and Work in Mexico's Maquiladoras*, Lanham, Rowan and Littlefield.
- CREWE, Emma et Elizabeth HARRISON (2002). *Whose Development? An Ethnography of Aid*, Londres, Zed Books.
- CROUCH, Collin et Alessandro PIZZORNO (1978). *Resurgence of Class Conflict in Western Europe Since 1968*, Londres, Holmes and Meier.
- CRUSH, Jonathan (dir.) (1995). *Power of Development*, Londres, Routledge.
- CULPEPER, Roy (2002). «Approaches to Globalization and inequality within the international system», Genève, UNRISD <<http://www.nsi-ins.ca>>.
- CYPHER, James (2007). «Shifting developmental paradigms in Latin America: Is neoliberalism history?», dans Esteban Pérez et Matias Vernengo (dir.), *Ideas, Policies and Economic Development in the Americas*, Londres, Routledge.
- CYPHER, James et Raúl DELGADO WISE (2007). «Subordinate Economic integration through the labour-export model: A perspective from Mexico», dans Paul Bowles, Henry Veltmeyer et al. (dir.), *National Perspectives on Globalization*, New York, Palgrave Macmillan.
- CYPHER, James et James DIETZ (2008a). «Transnational corporations and economic development», dans James Cypher et James Dietz, *The Process of Economic Development*, 3^e éd., Londres, Routledge.

- CYPHER, James et James DIETZ (2008b). « The State as a potential agent of transformation: From Neoliberalism to embedded autonomy », dans James Cypher et James Dietz, *The Process of Economic Development*, 3^e éd., Londres, Routledge.
- DALY, Herman (1996). *Beyond Growth*, Boston, Beacon Press.
- DALY, Herman E., John B. COBB et Clifford W. COBB (1989). *For the Common Good: Redirecting the Economy toward Community, the Environment, and a Sustainable Future*, Boston, Beacon Press
- DANGL, Benjamin (2007). *The Price of Fire: Resource Wars and Social Movements in Bolivia*, Oakland, AK Press.
- DASGUPTA, Biplab (1998). *Structural Adjustment, Trade and the New Political Economy*, Londres, Zed Books.
- DAVIDSON, Basil (1969). *Africa in History: Themes and Outlines*, Londres, Macmillan.
- DAVIRON, Benoit et Stefano PONTE (2005). *The Coffee Paradox: Global Markets, Commodity Trade and the Elusive Promise of Development*, Londres, Zed Books.
- DAVIS, Mike (2002a). *The Late Victorian Holocaust*, Londres, Verso.
- DAVIS, Mike (2002b). *The Origins of the Third World: Markets, States and Climate*, Dorset, The Corner House (Cornerhouse Briefing Papers, n° 27). <<http://www.thecornerhouse.org.uk/pdf/briefing/27origins.pdf>>.
- DAVIS, Mike (2004). « Planet of slums: Urban involution and the informal proletariat », *New Left Review*, vol. 26, p. 5-34.
- DAVIS, Mike (2006). *Planet of Slums*, New York, Verso.
- DAWSON, Michael et John BELLAMY FOSTER (1998). « Virtual capitalism », dans Robert W. McChesney, Ellen Meiksins Wood et John Bellamy Foster (dir.), *Capitalism and the Information Age*, New York, Monthly Review Press.
- DEATON, Angus et Valerie KOZEL (dir.) (2005). *The Great Indian Poverty Debate*, Delhi, Macmillan India.
- DEGNBOL-MARTINUSSEN, John et Poul ENGBERG-PEDERSEN (2003). *Aid: Understanding International Development Cooperation*, Londres, Zed Books.
- DE HASS, Hein (2007). « Migration and development: A theoretical perspective », Paper at the Conference Transnationalisation and Developments; Towards a North-South Perspective, Bielefeld University, Bielefeld, Allemagne, 31 mai-1^{er} juin.
- DEININGER, Klaus (1999). « Making negotiated land reform work: Initial experience from Colombia, Brazil and South Africa », *World Development*, vol. 27, n° 4, p. 651-672.
- DEININGER, Klaus et Hans BINSWANGER (1999). « The evolution of the World Bank's land policy: Principles, experience and future challenges », *The World Bank Research Observer*, vol. 14, n° 2, p. 247-276.
- DEININGER, Klaus et Lyn SQUIRE (1998). « New ways of looking at old issues: Inequality and growth », *Journal of Development Economics*, vol. 57, n° 2, p. 259-287.
- DE JANVRY, Alain (1981). *The Agrarian Question and Reformism in Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- DELGADO WISE, R. et H. MÁRQUEZ (2008). « Towards a new theoretical approach to understanding the relationship between migration and development », *Social Analysis*, numéro spécial dirigé par Nina Glick-Schiller.
- DELLA BUONO, R.A. et José BELL LARA (dir.) (2007). *Imperialism, Neoliberalism and Social Struggles in Latin America*, Leiden/Boston, Brill.
- DERCON, S. (2006). « Poverty measurement », dans D. Clark (dir.), *The Elgar Companion to Development Studies*, Cheltenham, Edward Elgar.
- DESAI, Meghdad (2000). « Globalization: Neither ideology nor utopia », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. XI, n° 1, automne-hiver.

- DESMARAIS, Annette (2002). « La Vía Campesina : Consolidating an International peasant and farm movement », *Journal of Peasant Studies*, vol. 29, n° 2, p. 91-124.
- DESMARAIS, Annette (2007). *La Vía Campesina: Globalization and Power of Peasants*, Halifax et Londres, Fernwood Publishing et Pluto Books.
- DE SOTO, Hernando (1989). *The Other Path: The Invisible Revolution in the Third World*, Londres, Harper Collins.
- DE SOTO, Hernando (1994). *L'autre sentier*, Paris, La Découverte.
- DE SOTO, Hernando (2000). *The Mystery of Capital: Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*, New York, Basic Books.
- DETIENNE, Marcel (2007). *The Greeks and Us: A Comparative Anthropology of Ancient Greece*, Cambridge, Polity Press.
- DEVELOPMENT ALTERNATIVES WITH WOMEN FOR A NEW ERA – DAWN (1995). « Rethinking social development: DAWN's vision », *World Development*, vol. 23, n° 11, p. 2001-2004.
- DINERSTEIN, Ana Cecelia (2002). « The battle of Buenos Aires: Crisis, insurrection and the reinvention of politics in Argentina », *Historical Materialism*, vol. 10, n° 4, p. 5-38.
- DONER, R. et al. (2005). « Systemic Vulnerability and the origins of developmental states: Northeast and Southeast Asia in comparative perspective », *International Organization*, vol. 59, n° 2, p. 327-361.
- DOUGLASS, Mike (2000). « Mega-urban regions and world city formation: Globalization, the economic crisis and urban policy issues in Pacific Asia », *Urban Studies*, vol. 37, n° 12, p. 2315-2335.
- DREW, Allison (1969). « The theory and practice of the agrarian question in South African socialism, 1928-1960 », dans Henry Bernstein (dir.), *The Agrarian Question in South Africa*, Londres, Frank Cass and Co.
- DREZE, Jean et Amartya SEN (2002). *India: Development and Participation*, Oxford, Oxford University Press.
- DUFFIELD, Mark (2001). *Governance and the New Wars: The Merging of Development and Security*, Londres, Zed.
- DUMÉNIL, Gérard et D. LÉVY (2002). « The nature and contradictions of neoliberalism », dans Leo Panitch et Colin Leys (dir.), *The Globalization Decade*, Halifax, Fernwood Publishing.
- DUNFORD, Michael (2007). « Structuralist marxism, urban sociology and geography: Reflections on urban sociology. Critical essays », <<http://www.geog.susx.ac.uk/research/eggd/egge/pdf/URBANSOC.pdf>>.
- DURAND-LASSERVE, Alain et Lauren ROYSTON (dir.) (2002). *Holding their Ground: Secure Land Tenure for the Urban Poor in Developing Countries*, Londres, Earthscan.
- DURSTON, J. (1998). « Building social capital in rural communities (where it doesn't exist): Theoretical and policy implications of peasant empowerment in Chiquimula Guatemala », Santiago, ECLAC.
- DURSTON, J. (2001). « Social capital – Part of the problem, part of the solution: Its role in the persistence and overcoming of poverty in Latin America and the Caribbean », Santiago, ECLAC.
- DYER, Gwynne (2004). *Future Tense: The Coming World Order*, Toronto, McClelland and Stewart.
- DYER, Gwynne (2005). *Futur imparfait: l'avenir du monde après l'invasion américaine de l'Irak*, Outremont, Lanctôt éditeur.
- EADE, Deborah et Alan LEATHER (dir.) (2005). *Development, NGOs and Labor Unions: Terms of Engagement*, Bloomfield, Kumarian Press.
- EASTERLY, William (2002). « The failure of economic development », *Challengem*, janvier-février, p. 88-103.
- EASTERLY, William (2006). *The White Man's Burden: Why the West's Efforts to Aid the Rest Have Done So Much Ill and So Little Good*, Harmondsworth, Penguin Books.
- ECONOMIC COMMISSION FOR LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN – ECLAC (1990). *Productive Transformation with Equity*, Santiago, United Nations.

- ECONOMIC COMMISSION FOR LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN – ECLAC (2006). *Globalization and Development*, Santiago, United Nations.
- ECONOMIC COMMISSION FOR LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN – ECLAC (2010). *Public Policies for the Information Society: A Shared Vision?*, Santiago, ECLAC, Programme for the Information Society in the Caribbean.
- EDELMAN, M. (2003). « Transnational peasant and farmer movements and networks », dans M. Kaldor, H. Anheier et M. Glasius (dir.), *Global Civil Society*, Oxford, Oxford University Press.
- EDWARDS, Michael (1993). « The irrelevance of development », dans Frans Schuurman (dir.), *The Development Impasse*, Londres, Zed Books.
- EDWARDS, Michael (2006). « Enthusiasts, tacticians and sceptics: Social capital and the structures of power », dans Anthony Bebbington *et al.*, *The Search for Empowerment: Social Capital as Idea and Practice at the World Bank*, Sterling, Kumarian Press, p. 91-110.
- EGAN, D. et L. CHORBAJIAN (dir.) (2005). *Power: A Critical Reader*, Upper Saddle River, Prentice Hall.
- EHRlich, R. Paul (1968). *The Population Bomb*, New York, Sierra Club-Ballantine Book.
- EHRlich, R. Paul (1971). *La bombe « P », 7 milliards d'hommes en l'an 2000*, Paris, Les Amis de la terre.
- EKINS, Paul (2000). « The limits to growth debate », dans Paul Ekins, *Economic Growth and Environmental Sustainability: The Prospects for Green Growth*, Londres/New York, Routledge.
- ELLIS, F. (2000). *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*, Oxford, Oxford University Press.
- ELLNER, Steve (2005). « Revolutionary and non-revolutionary paths of radical populism: Directions of the Chavista movement in Venezuela », *Science and Society*, vol. 69, n° 2, avril, p. 160-190.
- ELLWOOD, Wayne (2001). *The No-Nonsense Guide to Globalization*, Oxford, New Internationalist.
- ELSON, Diane (dir.) (1990). *Male Bias in the Development Process*, Manchester, Manchester University Press.
- ELSON, Diane (2004). « Engendering government budgets in the context of globalization(s) », *International Feminist Journal of Politics*, vol. 6, n° 4, p. 623-642.
- ELSON, Diane et Nilüfer CAGATAY (2000). « The social content of macroeconomic policies », *World Development*, vol. 29, n° 7, p. 1347-1364.
- ELSON, Diane et Ruth PEARSON (1981). « Nimble fingers make cheaper workers: An analysis of women's employment in Third World export manufacturing », *Feminist Review*, vol. 7, p. 87-108.
- ENGDAHL, William (2004). *A Century of War: Anglo-American Politics and the New World Order*, Londres, Pluto Press.
- ENGDAHL, William (2007). « Seeds of destruction: The hidden agenda of genetic manipulation », *Global Research*, 10 juillet, <<http://www.globalresearch.ca>>.
- ENZENSBERGER, H.M. (1974). « A critique of political ecology », *New Left Review*, vol. 1, n° 84.
- ESCOBAR, A. (1995). « Imagining a postdevelopment era », dans J. Crush (dir.), *The Power of Development*, Londres, Routledge.
- ESCOBAR, A. (1996). « Construction nature: Elements for a post-structuralist political ecology », *Futures*, vol. 28, n° 4, p. 325-343.
- ESCOBAR, A. (1997). « Unmasking development », dans M. Rahnama et V. Bawtree (dir.), *The Postdevelopment Reader*, Londres, Zed Books.
- ESCOBAR, A. (1998). « Whose knowledge, whose nature? Biodiversity, conservation, and the political ecology of social movements », *Journal of Political Ecology*, vol. 5, p. 53-82.
- ESCOBAR, A. et Moe ESPEN (2006). « War and development », Paper presented at the annual meeting of ISA, San Diego, 22 mars.
- ESPING-ANDERSON, GØSTA (1994). *After the Golden Age: The Future of the Welfare State in the New Global Order*, Genève, UNRISD.
- ESTEVA, Gustavo (1985). « Beware of participation, and development: Metaphor, myth, and threat », *Development: Seeds of Change*, vol. 3, p. 77-79.

- ESTEVA, Gustavo (1987). «Regenerating people's space», dans Saul H. Mendlovitz et R.B.J. Walker (dir.), *Towards a Just World Peace*, Londres, Butterworths.
- ESTEVA, Gustavo (1992). «Development», dans W. Sachs (dir.), *The Development Dictionary: A Guide to Knowledge as Power*, Londres, Zed Books.
- ESTEVA, Gustavo et Madhu SURI PRAKASH (1998). *Grassroots Post-Modernism*, Londres, Zed Books.
- EVANS, P. (1992). «The State as problem and solution: Predation, embedded autonomy and structural change», dans Stephan Haggard et Robert Kaufman (dir.), *The Politics of Economic Adjustment: International Constraints, Distributive Conflicts and the State*, Princeton, Princeton University Press.
- EVANS, P. (1995). *Embedded Autonomy: States and Industrial Transformation*, Princeton, Princeton University Press.
- FAJNZYLBER, P. et H. LÓPEZ (2007). *Close to Home: The Development Impact of Remittances in Latin America*, Washington, D.C., World Bank.
- FAUX, Jeffrey (2005). *The Global Class War*, Hoboken, Wiley.
- FEDER, Ernest (1979). «Regeneration and degeneration of the peasants: Three views about the destruction of the countryside», *Social Scientist*, vol. 7, n° 7, p. 3-41.
- FEDERICI, Silvia (1992). «The debt crisis, Africa and the new enclosures», dans Midnight Notes Collective (dir.), *Midnight Oil: Work, Energy, War, 1973-1992*, New York, Autonomedia, p. 303-317.
- FEDERICI, Silvia (2002). «War, globalization, and reproduction», <<http://www.nadir.org>>.
- FELDMAN, Shelley (2003). «Paradoxes of institutionalisation: The depoliticization of Bangladeshi NGOs», *Development in Practice*, vol. 13, n° 1, p. 5-26.
- FERGUSON, James (1991). *The Anti-Politics Machine: Development, Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- FERGUSON, James (2006). *Global Shadows: Africa in the Neoliberal World Order*, Durham, Duke University Press.
- FERNANDES, L. (2006). «Liberalization, democracy and middle class Politics», dans L. Fernandes, *India's New Middle Class*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- FERNANDES, Sujatha (2007). «Barrio women and popular politics in Chávez's Venezuela», *Latin American Politics and Society*, vol. 49, n° 3, automne, p. 97-127.
- FERNANDO, Judel (2003). «NGOs and the production of indigenous knowledge under the condition of post-modernity», *The Annals of American Academy of Political and Social Science*, novembre.
- FERREIRA, Francisco H.G. et Michael WALTON (2005). «The inequality trap: Why Equity must be central to development policy», *Finance and Development*, vol. 42, n° 4, décembre, p. 34-37.
- FFORDE, Adam (2009). *Coping with Facts: A Skeptic's Guide to the Problem of Development*, Herndon, Kumarian Press.
- FINE, Ben (2006). «The new development economics», dans K.S. Jomo et Ben Fine (dir.), *The New Development Economics*, Londres, Zed Books.
- FINE, Ben (2007). «The developmental state is dead: Long live social capital?», *Development and Change*, vol. 30, n° 1, p. 121-144.
- FITZGERALD, E. (1985). «The problem of balance in the peripheral socialist economy», *World Development*, vol. 13, n° 1, p. 5-14.
- FLASSBECK, Heiner (2005). «China's spectacular growth since the mid-1990s: Macroeconomic conditions and economic policy changes», dans United Nations, *China in a Globalizing World*, New York et Genève, <http://www.unctad.org/en/docs/gdsmdpb20051_en.pdf>.
- FLYVBERG, Bent (2001). *Making Social Science Matter: Why Social Inquiry Fails and How It Can Succeed Again*, Cambridge, Cambridge University Press.
- FOCUS ON THE GLOBAL SOUTH (2006). «Revisiting Southeast Asia Regionalism», <<http://www.focusweb.org/pdf/ASEAN%20dossier2006-full.pdf>>.

- FOCUS ON THE SOUTH (2004). *The Transfer of Wealth: Debt and the Making of the Global South*, Bangkok, Focus on the South.
- FOLADORI, G. (2001). *Controversias sobre sustentabilidad: la coevolución sociedad-naturaleza*, México, Miguel Ángel Porrúa.
- FOLADORI, G. (2007). «Environmental changes and the perception of society: The case of climate change», dans Pedro Leite da Silva Dias, Wagner Costa Ribeiro et Luc Hidalgo Nunes (dir.), *A Contribution to Understanding the Regional Impacts of Global Change in South America*, São Paulo, Instituto de Estudos Avançados da Universidade de São Paulo.
- FOLADORI, G. et N. PIERRI (2005). *¿Sustentabilidad? Desacuerdos sobre el desarrollo sustentable*, México, Miguel Ángel Porrúa.
- FOLBRE, Nancy (1995). «Holding hands at midnight: The paradox of caring labor», *Feminist Economics*, vol. 1, p. 73-92.
- FORSYTH, Tim (2003). «Political ecology and the politics of environmental science», *Critical Political Ecology: The Politics of Environmental Science*, Londres, Routledge.
- FOSTER, John Bellamy (1993). «Let them eat pollution: Capitalism and the world environment», *Monthly Review*, vol. 44, n° 8.
- FOSTER, John Bellamy (1999). *The Vulnerable Planet*, New York, Monthly Review Press.
- FOSTER, John Bellamy (2002). *Ecology Against Capitalism*, New York, Monthly Review Press.
- FOSTER, John Bellamy (2005). «Organizing ecological revolution», *Monthly Review*, vol. 57, n° 5, <<http://www.monthlyreview.org/1005jbf.htm>>.
- FOSTER, John Bellamy (2007). «The renewing of socialism: An introduction», *Monthly Review* vol. 57, n° 3, p. 2-18.
- FOSTER, John Bellamy et Fred MAGDOFF (2008). *The Great Financial Crisis: Causes and Consequences*, New York, Monthly Review Press.
- FOX, J. (2005). «Mapping Mexican migrant civil society», Presented at Mexican Migrant Civic and Political Participation, Woodrow Wilson International Centre for Scholars, co-sponsored by Latin American and Latino Studies Department, Santa Cruz, University of California.
- FOX, J. et D. BROOKS (dir.) (2003). *Cross-Border Dialogues: Mexico-US Social Movement Networking*, La Jolla et San Diego, University of California et Centre for US-Mexican Studies.
- FRANCO, Jennifer (2008). «Making land rights accessible: Social movement innovation and political-legal strategies in the Philippines», *Journal of Development Studies*, vol. 44, n° 7, p. 991-1022.
- FRANK, André Gunder (1967). *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*, New York, Monthly Review Press.
- FRANK, André Gunder (1971). *The Sociology of Development and the Underdevelopment of Sociology*, Londres, Pluto Press.
- FRANK, André Gunder (1998). *Reorient: Global economy in the Asian Age*, Berkeley, University of California Press.
- FREEDMAN, J. (dir.) (2000). *Transforming Development*, Toronto, University of Toronto Press.
- FREEMAN, Carla (2001). «Is local: Global as feminine: Masculine? Rethinking the gender of globalization», *Signs*, vol. 26, n° 4, p. 1007-1037 [e-journal].
- FREIRE, P. (1970). *The Pedagogy of the Oppressed*, New York, Continuum.
- FREIRE, P. (1974). *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspéro.
- FREIRE, P. (1984). *Pedagogy of the Oppressed*, New York, Seabury Press.
- FREIRE, P. et I. SHOR (1987). *A Pedagogy for Liberation*, Massachusetts, Bergin and Garvey Publishers.
- FRIDELL, Gavin (2007). *Fair Trade Coffee: The Prospects and Pitfalls of Market-Driven Social Justice*, Toronto, University of Toronto Press.
- FRIEDEN, Jeffrey (2006). *Global Capitalism: Its Fall and Rise in the 20th Century*, New York, W.W. Norton.
- FRIEDLAND, W.H. et C.G. ROSBERG Jr. (1964). *African Socialism*, Stanford, Stanford University Press.

- FRIEDMAN, Milton (1962). *Capitalism and Freedom*, Chicago, Chicago University Press.
- FRIEDMAN, Thomas (2000). *The Lexus and the Olive Tree*, New York, Random House.
- FRIEDMANN, H. (2004). «Feeding the Empire: The pathologies of globalized agriculture», dans Leo Panitch et Colin Leys (dir.), *Socialist Register 2005: The Empire Reloaded*, Londres, Merlin Press.
- FRIEDMANN, John (1992). *Empowerment: The Politics of Alternative Development*, Oxford, Blackwell.
- FUKUDA-PARR, Sakiko (2003). «The Human development paradigm: Operationalizing Sen's ideas on capabilities», *Feminist Economics*, vol. 9, n° 2, p. 301-317.
- FUKUDA-PARR, Sakiko et A.K. SHIVA KUMAR (dir.) (2004). *Readings in Human Development Concepts, Measures and Policies for a Development Paradigm*, Oxford, Oxford University Press.
- FUNG, A et E.O. WRIGHT (2003). *Deepening Democracy: Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance*, Londres, Verso.
- FURTADO, C. (1964). *Development and Underdevelopment: A Structural View of the Problems of Developed and Underdeveloped Countries*, Berkeley, University of California Press.
- GALLAGHER, Kevin P. et Roberto PORZECANSKI (2008). *Climbing Up the Technology Ladder? High-Technology Exports in China and Latin America*, Working Paper n° 20, Berkeley, Centre for Latin American Studies, <<http://escholarship.org/uc/item/5027r0fb?pageNum=28#page-28>>.
- GARCÍA LINERA, Alvaro (2006). «El capitalismo andino-amazónico», *Le Monde diplomatique*, <<http://www.lemondediplomatique.cl/El-capitalismo-andino-amazonico.html>>.
- GARNHAM, Nicholas (2004). «Information society theory as ideology», dans Frank Webster (dir.), *The Information Society Reader*, Londres, Routledge.
- GEERTZ, Clifford (1983). *Local Knowledge: Further Essays in Interpretive Anthropology*, New York, Basic Books.
- GEORGE, Susan (1998). *A Fate Worse than Debt*, Harmondsworth, Penguin Books.
- GEORGESCU-ROEGER, Nicholas (1999). *The Entropy Law and the Economic Process*, New York, Universe Books.
- GHAI, Dharam P. (dir.) (2000). *Social Development and Public Policy: A Study of Some Successful Experiences*, New York, St. Martin's Press.
- GHOSH, Amitav (1992). *In an Antique Land: History in the Guise of a Traveler's Tale*, New York, Vintage.
- GILL, Stephen (1995). «Theorising the interregnum: The double movement and global politics in the 1990s», dans B. Hettne (dir.), *International Political Economy: Understanding Global Disorder*, Halifax, Fernwood Publishing.
- GILLS, Barry (1999). «American power, neoliberal globalization and low intensity democracy: An unstable trinity?», dans Michael Cox, Takashi Inoguchi et John Ikenberry (dir.), *US Democracy Promotion*, Oxford, Oxford University Press.
- GILLS, Barry (dir.) (2000). *Globalization and the Politics of Resistance*, Londres, Macmillan Press.
- GILLS, Barry (dir.) (2008). *The Global Politics of Globalization: «Empire» versus «Cosmopolis»*, Londres, Routledge.
- GILLS, Barry K., Joel ROCAMORA et Richard WILSON (dir.) (1993). *Low Intensity Democracy: Political Power in the New World Order*, Londres, Pluto.
- GIROUX, H.A. (1997). *Pedagogy and the Politics of Hope: Theory, Culture and Schooling*, Boulder, Westview Press.
- GIRVAN, Norman (2006). «Caribbean dependency thought revisited», *Canadian Journal of International Studies*, vol. xxvii, n° 3, p. 327-350.
- GIRVAN, Norman (2007). «Power imbalances and development knowledge», Theme Paper for the Wilton Park Conference on Southern Perspectives on Reform of the International Development Architecture, Ottawa, North-South Institute.
- GIRVAN, Norman (2009). «ALBA: A work in progress», Paper presented at the symposium on «Transformations: Latin America on the Move», Halifax, 3 octobre.

- GLOBAL COMMISSION ON INTERNATIONAL MIGRATION – GCIM (2005). «Migration in an interconnected world: New directions for action», Report for the Global Commission on International Migration, octobre, <<http://www.gcim.org/attachements/gcim-complete-report-2005.pdf>>.
- GLYNN, A., A. HUGHES, A. LIPIETZ et A. SINGH (1990). «The rise and fall of the golden age», dans Stephen Marglin et Juliet Schor (dir.), *The Golden Age of Capitalism: Re-interpreting the Post-War Experience*, Oxford, Clarendon Press.
- GOLDRING, L., S. HENDERS et P. VANDERGEEST (2003). «The politics of transnational ties: Implications for policy, research, and communities», Report submitted to the Department of Foreign Affairs and International Trade, <http://www.yorku.ca/ycar/workshop/workshop_final_report.pdf>.
- GOODLAND, Robert (1996). «Growth has reached its limit», dans Jerry Mander et Edward Goldsmith (dir.), *The Case Against the Global Economy*, San Francisco, Sierra Club Books.
- GOODY, Jack (2006). *The Theft of History*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GORDON, A.A. (1996). *Transforming Capitalism and Patriarchy: Gender and Development in Africa*, Boulder, Lynne Rinner Publishers.
- GORE, C. (2000). «The rise and fall of the Washington consensus as a paradigm for developing countries», *World Development*, vol. 28, n° 5, p. 789-804.
- GOUDGE, P. (2003). *The Whiteness of Power: Racism in Third World Development and Aid*, Londres, Lawrence and Wishart.
- GOULET, Denis (1989). «Participation in development: New avenues», *World Development*, vol. 17, n° 2, p. 185-178.
- GOWAN, Peter (1999). *The Global Gamble: Washington's Faustian Bid for World Dominance*, Londres, Verso.
- GOWAN, Peter (2003). «The American campaign for global sovereignty», dans Leo Panitch et Colin Leys (dir.), *Socialist Register 2002: The Empire Reloaded*, Londres, Merlin Press.
- GRAMSCI, A. (1953). *Lettres de la prison (1926-1937)*, <<http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.gra.let>>.
- GRAMSCI, A. (1971). *Selections from the Prison Notebooks*, Londres, Lawrence & Wishart.
- GRANDIN, Greg (2006). *Empire's Workshop*, New York, Metropolitan Books.
- GRANDIN, Greg (2007). *Empire's Workshop: Latin America, the United States and the Rise of the New Imperialism*, Chicago, Holt Paperbacks, coll. «American Empire Project».
- GREEN, Duncan (2003). *Silent Revolution: The Rise and Crisis of Market Economies in Latin America*, New York, Monthly Review Press.
- GREENBERG, Stephen (2004). *The Landless People's Movement and the Failure of Post-Apartheid Land Reform*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press.
- GRESH, Alain (2009a). «La mémoire refoulée de l'Occident», *Le Monde diplomatique*, janvier, p. 22-23.
- GRESH, Alain (2009b). «The West's selective reading of Eastern history and values: From thermopylae to the twin towers», *The Asia-Pacific Journal: Japan Focus*, 1^{er} janvier, <<http://www.japan-focus.org>>.
- GROVE, R. (1995). *Green Imperialism*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GUERRERO, Dorothy et Firoze MANJI (dir.) (2008). *China's New Role in Africa and the South: A Search for a New Perspective*, Oxford et Nairobi, Pambazuka Press.
- GUGLER, Josef (2004). *World Cities Beyond the West: Globalization, Development and Inequality*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GULBENKIAN COMMISSION (1996). *Open the Social Sciences: Report of the Gulbenkian Commission on the Restructuring of the Social Sciences*, Stanford, Stanford University Press.
- GUMUCIO, A. (2006). «Knowledge, communication, development: A perspective from Latin America», *Development in Practice*, vol. 16.
- HAHNEL, Robin (2008). «Against the market economy: Advice to Venezuelan friends», *Monthly Review*, vol. 59, n° 8, janvier, p. 11-28.

- HALL, Thomas et Christopher CHASE-DUNN (2006). « Global social change in the long run », dans Christopher Chase-Dunn et Salvatore J. Babones (dir.), *Global Social Change: Historical and Comparative Perspectives*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- HALLWARD, Peter (2007). *Damning the Flood: Haiti, Aristide and the Politics of Containment*, Londres, Verso.
- HAMMOND, J. (1999). « Popular education as community organizing in El Salvador », *Latin American Perspectives*, vol. 26, n° 4, p. 69-94.
- HAN, Dongfang (2005). « Chinese labour struggles », *New Left Review*, vol. 34, juillet-août, p. 65-85.
- HANIEH, Adam (2009). « Making the World's poor pay: The economic crisis and the global South », *The Bulletin*, vol. 155, <<http://www.socialistproject.ca/bullet/bullet155.html>>.
- HAQUE, Shamsul (1999). *Restructuring Development Theories and Policies: A Critical Study*, Albany, State University of New York Press.
- HARDT, Robert et Antonio NEGRI (2000). *Empire*, Cambridge, Harvard University Press.
- HARMAN, Chris (2008). *A People's History of the World*, Londres, Verso.
- HARRIS, J., T. WISE, K. GALLAGHER et N. GOODWIN (dir.) (2001). *A Survey of Sustainable Development: Social and Economic Dimensions*, Washington, Island Press.
- HARRIS, Joseph (1998). *Africans and their History*, 2^e éd., Los Angeles, Meridian.
- HARRIS, Richard (2003). « Popular resistance to globalization and neoliberalism in Latin America », *Journal of Developing Societies*, vol. 19, n°s 2-3, p. 365-426.
- HARRIS, Richard (2005). « Resistance and alternatives to Washington's Agenda for the Americas », *Journal of Developing Societies*, vol. 21, n°s 3-4, p. 403-428.
- HARRIS, Richard et Jorge NEF (dir.) (2008). *Capital, Power and Inequality in Latin America and the Caribbean*, Lanham, Rowan and Littlefield.
- HARRISON, Graham (2007). « The World Bank and the construction of governance states in Africa », chap. 12, dans David Moore (dir.), *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press.
- HARRISON, Lawrence (1985). *Underdevelopment is a State of Mind*, Aurora, Madison.
- HARRISON, Lawrence et Samuel HUNTINGTON (dir.) (2000). « Introduction », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (dir.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books.
- HARRISS, John (2003). « Do political regimes matter? Poverty Reduction and regime differences across India », dans M. Moore et P. Houtzager (dir.), *Changing Paths: International Development and the New Politics of Inclusion*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- HARRISS, John (2005). « Great promise, hubris and recovery: A participant's history of development studies », dans U. Kothari (dir.), *A Radical History of Development Studies, Individuals, Institutions and Ideologies*, Londres, Zed Books.
- HARRISS, John (2006). « Social capital », dans K.S. Jomo et Ben Fine (dir.), *The New Development Economics after the Washington Consensus*, Londres, Zed Books.
- HARRISS, John (2007). « Antinomies of empowerment: Civil Society, politics and urban governance », *Economic and Political Weekly*, vol. 42, n° 26, p. 2716-2724.
- HART-LANDSBERG, Martin et Paul BURKETT (2005). *China and Socialism: Market Reforms and Class Struggle*, New York, Monthly Review Press.
- HARTER, John-Henry (2004). « Environmental justice for whom? Class, new social movements, and the environment: A case study of Greenpeace Canada, 1971-2000 », *Labour/Le Travail*, vol. 54.
- HARVEY, David (1988). *Social Justice and the City*, Londres, Basil Blackwell.
- HARVEY, David (1997). « Contested cities: Social process and spatial form », dans N. Jewson et S. McGregor (dir.), *Transforming Cities: Contested Governance and New Spatial Divisions*, Thousand Oaks, Sage.
- HARVEY, David (2005). *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press.

- HARVEY, David (2007). « Neoliberalism as creative destruction », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 610, p. 21-44.
- HARWIT, Eric (2007). « Building China's Telecommunications Network: Industrial policy and the role of state-owned, foreign and private domestic enterprises », *The China Quarterly*, vol. 190, p. 311-332.
- HAYEK, F.A. (1944). *The Road to Serfdom*, Chicago, University of Chicago Press.
- HAYTER, Teresa (1971). *Aid as Imperialism*, Harmondsworth, Penguin Books.
- HELD, David (2004). *Global Covenant*, Cambridge, Polity Press.
- HELD, David et A. MCGREW (dir.) (2002). *Governing Globalization: Power, Authority and Global Governance*, Cambridge, Polity Press.
- HELLEINER, Eric (1994). *States and the Reemergence of Global Finance*, Ithaca, Cornell.
- HELLER, P. (2001). « Moving the State: The politics of decentralisation in Kerala, South Africa and Porto Alegre », *Politics and Society*, vol. 29, n° 1, p. 131-163.
- HELMORE, Kristen et Naresh SINGH (2001). *Sustainable Livelihoods: Building on the Wealth of the Poor*, West Hartford, Kumarian Press.
- HENDERSON, Hazel (1996). « Changing paradigms and indicators: Implementing equitable, sustainable and participatory development », dans Jo Marie Griesgaber et Bernard Gunter (dir.), *Development: New Paradigms and Principles for the 21st Century*, Londres, Pluto Press.
- HERRERA, R. (2006). *La perspectiva teórica en el estudio de las migraciones*, Mexico, Siglo XXI.
- HETTNE, Björn (1995). *Development Theory and the Three Worlds*, 2^e éd., Londres, Longman.
- HETTNE, Björn (2005). « Beyond the "new" regionalism », *New Political Economy*, vol. 10, n° 4, p. 543-571.
- HETTNE, Björn, András INOTAI et Osvaldo SUNKEL (dir.) (1999). *Globalism and the New Regionalism*, Londres, Palgrave Macmillan.
- HEWARD, C. et S. BUNWAREE (dir.) (1998). *Gender, Education and Development: Beyond Access to Empowerment*, Londres, Palgrave Macmillan.
- HEYNIG, Klaus (1982). « The principal schools of thought on the peasant economy », *CEPAL Review*, vol. 16, p. 113-139.
- HILDYARD, Nicholas (1993). « Foxes in charge of the chickens », dans W. Sachs (dir.), *Global Ecology*, Londres, Zed Books.
- HIRSCH, John (2001). *Sierra Leone: Diamonds and the Struggle For Democracy*, Boulder, Lynne Rienner Publishers Inc.
- HIRSCHMAN, Albert O. (1981). « The rise and decline of development economics », dans Albert O. Hirschman, *Essays in Trespassing – Economics to Politics and Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 1-24.
- HIRSHMAN, Mitu (1995). « Women and development: A critique », dans Marianne H. Marchand et Jane L. Parpart (dir.), *Feminism/Postmodernism/Development*, Londres, Routledge.
- HIRST, P. et G. THOMPSON (1996). *Globalization in Question*, Cambridge, Polity Press.
- HOBSON, John M. (2004). *The Eastern Origins of Western Civilisation*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HOCHSCHILD, Adam (1998). *King Leopold's Ghost: A Story of Greed, Terror and Heroism in Colonial Africa*, New York, Houghton Mifflin.
- HOLLNSTEINER, M.R. (1977). « People power: Community participation in the planning of human settlements », *Assignment Children*, vol. 40, octobre-décembre.
- HOLLOWAY, John (2002). « What labour debate? », dans Ana Dinerstein et Neary Mike (dir.), *The Labour Debate: An Investigation into the Theory and Reality of Capitalist Work*, Londres, Ashgate.
- HOMER-DIXON, T.F. (1999). *Environment, Scarcity and Violence*, Princeton et Oxford, Princeton University Press.

- HOOGVELT, Ankie (2008). « Globalization and post-modern imperialism », dans Barry K. Gills (dir.), *Globalization and the Global Politics of Justice*, Londres, Routledge.
- HOUNIE, Adela, Lucia PITTALUGA, Gabriel PORCILE et Fabio SCATOLIN (1999). « ECLAC and the New Growth Theory », *CEPAL Review*, vol. 68, août.
- HOWE, Gary Nigel (1982). « Dependency theory, imperialism, and the production of surplus value on a world scale », dans Ronald H. Chilcote (dir.), *Dependency and Marxism*, Boulder, Westview Press.
- HOWELL, Jude (2006). « Reflections on the Chinese State », *Development and Change*, vol. 37, n° 2, p. 273-297.
- HULME, D. (2006). « Chronic poverty », dans D. Clark (dir.), *The Elgar Companion to Development Studies*, Cheltenham, Edward Elgar.
- HULME, David et Michael EDWARDS (1997). *NGOs, States and Donors: Too Close for Comfort?*, New York, St. Martin's Press.
- HUMPHREY, John et D. MESSNER (2006). « China and India as emerging governance actors: Challenges for developing and developed countries », *IDS Bulletin*, vol. 37, n° 1, p. 107-114.
- HUNT, Diane (1989). *Economic Theories of Development: An Analysis of Competing Paradigms*, Hertfordshire, Harvester Wheatsheaf.
- HUNTINGTON, Samuel (1993). « The clash of civilizations », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 3, p. 22-49.
- HYMAN, Richard (1974). « Workers' control and revolutionary theory », dans Ralph Milliband et John Saville (dir.), *Socialist Register 1975*, Londres, Merlin Press.
- ILLICH, Ivan (1970). *Deschooling Society*, New York, Harper and Row.
- ILLICH, Ivan (1971). *Celebration of Awareness*, Londres, Calder and Boyars.
- ILLICH, Ivan (1998). « Development as Planned Poverty », dans M. Rahnama et V. Bawtree (dir.), *The Postdevelopment Reader*, Londres, Zed Books.
- INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE – IFPRI (2007). « Taking Action for the world's poor and hungry people », Beijing, 17-19 octobre, <<http://www.ifpri.org/2020ChinaConference>>.
- INTERNATIONAL LABOR ORGANIZATION – ILO (1994). « Defending values. Promoting change: Social justice on a global economy: An ILO Agenda », *Report of the Director-General*, 81st session, Genève, International Labor Organization.
- INTERNATIONAL LABOR ORGANIZATION – ILO (2003). *A Fair Globalization: Creating Opportunities for All*, Genève, World Commission on the Social Dimension of Globalization.
- INTERNATIONAL MONETARY FUND – IMF (1994). « International trade policies: The Uruguay Round and beyond », *World Economic and Financial Surveys*, vol. I, Washington, D.C., IMF.
- INTERNATIONAL MONETARY FUND – IMF (2009). *World Economic Outlook 2009: Crisis and Recovery*, avril, <<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2009/01/>>.
- INVERNIZZI, Noela et Guillermo FOLADORI (2005). « Nanotechnology and the developing world: Will nanotechnology overcome poverty or widen disparities? », *nanotech. L and B*, vol. 2, n° 3, <<http://www.nanoandsociety.com/ourlibrary/documents/NanotechBusiness.pdf>>.
- ISAAK, Robert (2005). *The Globalization Gap: How the Rich Get Richer and the Poor Get Left Further Behind*, Upper Saddle River, Prentice Hall.
- JABU-LUGHOD, Janet (1991). *Before European Hegemony: The World System A.D. 1250-1350*, Oxford, Oxford University Press.
- JAMES, Paul (2006). *Globalism, Nationalism, Tribalism: Bringing Theory Back In*, Londres, Sage Publications.
- JAMES, Paul et Tom NAIRN (dir.) (2006). *Globalizing Empires: Old and New*, Thousand Oaks, Sage Publications.
- JOHNSON, Chalmers (1995). *Japan: Who Governs? The Rise of the Developmental State*, New York, W.W. Norton.
- JOHNSON, Chalmers (2001). « Blowback », *The Nation*, 15 octobre.

- JOHNSON, Chalmers (2004). *The Sorrows of Empire*, New York, Henry Holt & Co.
- JOHNSON, Craig et Daniel START (2001). *Rights, Claims and Capture: Understanding the Politics of Pro-Poor Policy*, Londres, Overseas Development Institute, <http://www.odi.org.uk/rights/Publications/WP145_RightsClaimsCapture.pdf>.
- JOHNSTON, D. et H. LE ROUX (2007). «Leaving the household out of family labour? The implications for the size-efficiency debate», *The European Journal of Development Research*, vol. 19, n° 3, p. 355-371.
- JOHNSTON, J., M. GISMONDI et J. GOODMAN (2006). *Nature's Revenge: Reclaiming Sustainability in an Age of Corporate Globalization*, Toronto, Broadview Press.
- JOLLY, R. (2004). «Human development and neoliberalism: Paradigms compared», dans Sakiko Fukuda-Parr et A.K. Shiva Kumar (dir.), *Readings in Human Development Concepts, Measures and Policies for a Development Paradigm*, Oxford, Oxford University Press.
- JOLLY, R., L. EMMERIJ, D. GHAI et F. LAPEIRE (2004). *UN Contributions to Development Thinking and Practice*, Bloomington, Indiana University Press.
- JOLLY, R. et S. MEHROTRA (2000). *Development with a Human Face: Experiences in Social Achievement and Economic Growth*, Oxford, Oxford University Press.
- JOMO, K.S. avec la collaboration de Jacques BAUDOT (2007). *Flat Worlds, Big Gaps*, Londres, Orient Longman/Zed Books/Third World Network.
- JOMO, K.S. et Ben FINE (dir.) (2006). *The New Development Economics after the Washington Consensus*, Londres/New York, Zed Books.
- JONES, Gavin et Pravin VISARIA (dir.) (1997). *Urbanization in Large Developing Countries: China, Indonesia, Brazil and India*, Oxford, Clarendon Press.
- JORGENSEN, Andrew et Edward KICK (dir.) (2003). «Globalization and the environment», *Journal of World-System Research*, vol. 9, n° 2, p. 195-203.
- JORGENSEN, Andrew et Edward KICK (dir.) (2006). *Globalization and the Environment*, Leiden, Brill.
- KABEER, Naila (1994). *Reversed Realities: Gender Hierarchies in Development Thought*, Londres, Verso.
- KABEER, Naila (1999). «Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment», *Development and Change*, vol. 30, n° 3, p. 435-464 [e-journal].
- KABEER, Naila (2001). «Conflicts over credit: Re-evaluating the empowerment potential of loans to women in rural Bangladesh», *World Development*, vol. 29, n° 1.
- KABEER, Naila (2003). *The Power to Choose: Bangladeshi Women and Labour Market Decisions in Londres et Dhaka*, Londres, Verso.
- KABEER, Naila (2004). «Globalization, labor standards, and women's rights: dilemmas of collective (in) action in an interdependent world», *Feminist Economics*, vol. 10, n° 1, p. 3-35.
- KABEER, Naila (2006). «Poverty, social exclusion and the MDGs: The Challenge of "durable inequalities" in the Asian context», *IDS Bulletin*, vol. 37, n° 3, p. 64-78.
- KALDOR, Mary (1999). *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, Cambridge, Polity.
- KANDIYOTI, Deniz (1998). «Gender, power and contestation», dans Cecile Jackson et Ruth Pearson (dir.), *Feminist Visions of Development*, Londres/New York, Routledge.
- KAPLINSKY, Raphael (2006). «Revisiting the revisited terms of trade: Will China make a difference?», *World Development*, vol. 34, n° 6, p. 981-995.
- KAPLINSKY, Raphael et Dirk MESSNER (dir.) (2008). «The impact of Asian drivers on the developing world», *World Development*, vol. 36, n° 2, p. 197-344.
- KAPSTEIN, Ethan (1996). «Workers and the world economy», *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 3.
- KAPUR, Devesh (2006). «The "Knowledge" Bank», dans Nancy Birdsall (dir.), *Rescuing the World Bank*, Washington, D.C., Centre for Global Development, <http://www.cgdev.org/doc/books/rescuing/Kapur_Knowledge.pdf>.
- KARL, Marilee (1995). *Women and Empowerment: Participation and Decision-making*, Londres, Zed Books.

- KARL, T.L. (2000). « Economic inequality and democratic instability », *Journal of Democracy*, vol. XI, n° 1, p. 149-156.
- KATZ, Claudio (2007). « Socialist strategies in Latin America », *Monthly Review*, vol. 59, n° 4, septembre, <<http://www.monthlyreview.org/0907katz.php>>.
- KAY, Cristóbal (1989). *Latin American Theories of Development and Underdevelopment*, Londres, Routledge.
- KAY, Cristóbal (1993). « For a renewal of development studies: Latin American theories and neoliberalism in the era of structural adjustment », *Third World Quarterly*, vol. 14, n° 4, p. 691-702.
- KAY, Cristóbal (2001). « Agrarian reform and rural development in Latin America: Lights and shadows », dans Horacio R. Morales Jr. et James Putzel (dir.), *Power in the Village: Agrarian Reform, Rural Politics, Institutional Change and Globalization*, Quezon City, University of the Philippines Press.
- KAY, Cristóbal (2002). « Why East Asia overtook Latin America: Agrarian reform, industrialization and development », *Third World Quarterly*, vol. 23, n° 6, p. 1073-1102.
- KAY, Cristóbal (2005). « Celso Furtado: Pioneer of structuralist economic theory », *Development and Change*, vol. 26, n° 6, p. 1201-1207.
- KAY, Cristóbal (2006a). « East Asia's success and Latin America's failure: Agrarian reform, industrial policy and State capacity », dans Richard Boyd, Benno Galjart et Tak-Wing Ngo (dir.), *Political Conflict and Development in East Asia and Latin America*, Londres et New York, Routledge.
- KAY, Cristóbal (2006b). « Rural poverty and development strategies in Latin America », *Journal of Agrarian Change*, vol. 6, n° 4, p. 455-508.
- KAY, Cristóbal (2008a). « Latin America's rural transformation: Unequal development and persistent poverty », dans Richard L. Harris et Jorge Nef (dir.), *Capital, Power, and Inequality in Latin America and the Caribbean*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers.
- KAY, Cristóbal (2008b). « Reflections on Latin American rural studies in the neoliberal globalization period: A new rurality? », *Development and Change*, vol. 39, n° 6, p. 915-943.
- KAY, Cristóbal (2009). « Development strategies and rural development: Exploring synergies, eradicating poverty », *Journal of Peasant Studies*, vol. 36, n° 1, p. 103-137.
- KAY, Cristóbal et Robert N. GWYNNE (2000). « Relevance of structuralist and dependency theories in the neoliberal period: A Latin American perspective », *Journal of Developing Societies*, vol. 16, n° 1, p. 49-69.
- KAY, Cristóbal et Robert N. GWYNNE (2004). *Latin America transformed: Globalization and modernity*, Londres, Arnold.
- KELLOGG, Paul (2007). « Regional integration in Latin America: Dawn of an alternative to neoliberalism? », *New Political Science*, vol. 29, n° 2, p. 187-209.
- KENDIE, Stephen B. et Pim MARTENS (dir.) (2008). *Governance and Sustainable Development*, Cape Coast, Marcel Hughes Publicity Group.
- KEPING, Yu (2007). « From Sino-West to globalization: A perspective from China », dans P. Bowles, Henry Veltmeyer et al. (dir.), *National Perspectives on Globalization*, New York, Palgrave Macmillan.
- KERKVLiet, Benedict (2009). « Everyday Politics in peasant societies (and ours) », *Journal of Peasant Studies*, vol. 36, n° 1.
- KHAN, Mushtaq (2004). « State Failure in developing countries and strategies of institutional reform », dans B. Tungodden, N. Stern et I. Kolstad (dir.), *Annual World Bank Conference on Development Economics, Europe 2003: Toward Pro-Poor Policies-Aid, Institutions, and Globalization*, Oxford, Oxford University Press/World Bank.
- KHAN, Mushtaq (2005). « Markets, States and democracy: Patron-client networks and the case for democracy in developing countries », *Democratization*, vol. 12, n° 5, p. 704-724.
- KIELY, Ray (2005). *Empire in the Age of Globalization: US Hegemony and Neoliberal Disorder*, Londres, Pluto.

- KIELY, Ray (2007). *The New Political Economy of Development: Globalization, Imperialism, Hegemony*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- KINCHELOE, J.L. (2004). *Critical Pedagogy*, New York, Peter Lang Publishing.
- KINYANJUI, Mary et Felix KIRUTHU (2007). « Super-imperialism: A perspective from East Africa », dans P. Bowles *et al.* (dir.), *Regional Perspectives on Globalization: A Critical Reader*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- KLARE, Michael (2002). *Resource Wars: The New Landscape of Global Conflict*, New York, Owl Books.
- KLARE, Michael (2004). *Blood and Oil: The Dangers and Consequences of America's Growing Dependency on Imported Petroleum*, New York, Metropolitan Books.
- KLASEN, S. (2003). « In search of the holy grail: How to achieve pro-poor growth », dans L. Kolstad, B. Tungodden et N. Stern (dir.), *Proceedings from the ABCDE Europe Conference*, Washington, D.C., World Bank.
- KLEIN, Naomi (2007). *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*, New York, Metropolitan Books/Henry Holt.
- KLEIN, Naomi (2008). *La stratégie du choc: la montée d'un capitalisme du désastre*, Montréal, Leméac/ Actes Sud.
- KLIKSBERG, B. (1999). « Social Capital and Culture: Master Keys to Development », *CEPAL Review*, vol. 69, décembre, p. 83-102.
- KLINGHOFFER, Arthur J. (1969). *Soviet Perspective on African Socialism*, Cranbury, Associated University Presses.
- KOHL, Benjamin et Linda FARTHING (2006). *Impasse in Bolivia: Neoliberal Hegemony and Popular Resistance*, Londres, Zed Books.
- KOHLI, Atul (2004). *State Directed Development. Political Power and Industrialization in the Global Periphery*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KOO, Hagen (2001). *Korean Workers: The Culture and Politics of Class Formation*, Ithaca, Cornell University Press.
- KORTEN, David et Rudi KLAUS (dir.) (1984). *People-Centred Development: Contributions Toward Theory and Planning Frameworks*, West Hartford, Kumarian Press.
- KOTHARI, Uma (2005). « From colonial administration to development studies: A post-colonial critique of the history of development studies », dans U. Kothari (dir.), *A Radical History of Development Studies*, Londres et New York, Zed Books.
- KOTHARI, Uma et Martin MINOGUE (2001). *Development Theory and Practice: Critical Perspectives*, Londres, Macmillan.
- KOTHARI, Uma et Martin MINOGUE (dir.) (2002). *Development Theory in Practice: Critical Perspectives*, Londres, Palgrave.
- KOVEL, Joel (2007). « Why ecosocialism today », *New Socialist*, <<http://www.newsocialist.org/index.php?id=1321>>.
- KOVEL, Joel (2008). *The Enemy of Nature: The End of Capitalism or the End of the World?*, 2^e éd., Londres, Zed Books.
- KRASNO, Jean (dir.) (2004). *The United Nations: Confronting the Challenges of a Global Society*, Boulder, Lynne Rienner.
- KRUEGER, Anne O. (1974). « The political economy of the rent-seeking society », *The American Economic Review*, vol. 64, n° 3.
- KUHN, Thomas (1970). *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, Chicago University Press.
- KUMAR, K. (2000). *Women and Women's Organizations in Post-Conflict Societies: The Role of International Assistance*, Washington, D.C., USAID.
- KUONQUI, Christopher (2006). « Is human development a new paradigm for development? Capabilities approach, neoliberalism and paradigm shifts », Paper presented at the August 2006

- International Conference "Freedom and Justice" of the HD and HDCA, Groningen, Netherlands, <http://www.capabilityapproach.com/pubs/6_3_Kuonqui.pdf>.
- KUZNETS, Simon (1953). «Economic growth and income inequality», *The American Economic Review*, mars.
- LACOSTE, Yves (1984). *Les pays sous-développés*, Paris, Presses universitaires de France, coll. «Que sais-je».
- LAHIFÉ, Edward, Saturnino M. BORRAS JR. et Cristóbal KAY (2007). «Market-led agrarian reform: policies, performance and prospects», *Third World Quarterly*, vol. 28, n° 8, p. 1417-1436.
- LAIRAP-FONDERSON, Josephine (2002). «The disciplinary power of micro-credit: Examples from Kenya and Cameroon», dans Jane Parpart, Shirin Rai et Kathleen Staudt (dir.), *Rethinking Empowerment: Gender and Development in a Global/Local World*, Londres, Routledge.
- LAL, Deepak (1983). *The Poverty of Development Economics*, Londres, Institute of Economic Affairs.
- LAMBERT, Rob et Eddie WEBSTER (2001). «Southern unionism and the new labour internationalism», *Antipode*, vol. 33, n° 3, p. 337-362.
- LANGDON, Steven (1999). «Debt, downturns and crisis», dans Steven Langdon, *Global Poverty, Democracy and the North-South Divide*, Toronto, Garamond Press.
- LAWSON, H. et L. APPIGNANESI (1989). *Dismantling Truth: Reality in the Post-Modern World*, New York, St. Martin's Press.
- LE BILLON, P. (2001). «The political ecology of war: Natural resources and armed conflicts», *Political Geography*, vol. 20, n° 5, p. 561-584.
- LE BILLON, P. (2006). «Fatal transactions: Conflict diamonds and the (anti)terrorist consumer», *Antipode*, vol. 38, n° 4, p. 778-801.
- LEBOWITZ, Michael (2006). *Build It Now: Twenty-First Century Socialism*, New York, Monthly Review Press.
- LEBOWITZ, Michael (2007). «Human development and practice», Opening comments at conference on *Participation, Change and Human Development* at Centro Internacional Miranda in Caracas, Venezuela, 27 mars.
- LE CARRÉ, John (2008). *Un homme très recherché*, Paris, Seuil.
- LEFTWICH, Adrian (1992). «Is there a socialist path to socialism?», *Third World Quarterly*, vol. 13, n° 1, p. 27-42.
- LEFTWICH, Adrian (1993). «Governance. Democracy and development in the Third World», *Third World Quarterly*, vol. 14, n° 3.
- LEFTWICH, Adrian (2000). «The meanings of development: Post-war developments», dans A. Leftwich, *States of Development: On the Primacy of Politics in Development*, Cambridge, Polity.
- LEIVA, Fernando Ignacio (2006). «Neoliberal and neostructuralist perspectives on labour flexibility, poverty and inequality: A critical appraisal», *New Political Economy*, vol. 11, n° 3, p. 337-359.
- LEIVA, Fernando Ignacio (2008). *Latin American Neostructuralism: The Contradictions of Post-Neoliberal Development*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- LENIN, V.I. (1969). *Imperialism: The Highest Stage of Capitalism*, Londres, International Publishing Co.
- LEVITT, Kari (2005). «Reclaiming economics for development», dans K. Levitt, *Reclaiming Development: Independent Thought and Caribbean Community*, Kingston, Ian Rundle Publishers.
- LEVITT, Kari (2009). «Mercantilist roots of capitalist development and underdevelopment», *Estudios críticos del desarrollo*, vol. I, n° 1, p. 51-87.
- LEWIS, P. (dir.) (1998). *Africa: Dilemmas of Development and Change*, Boulder, Westview Press.
- LEWIS, W. Arthur (1963). «Economic development with unlimited supplies of labour», dans A.N. Agarwala et S.P. Singh (dir.), *Economics of Underdevelopment*, New York, Oxford.
- LEYS, Colin (1975). *Underdevelopment in Kenya: The Political Economy of Neo-Colonialism 1964-1971*, Berkeley, University of California Press.

- LI, Minq et Dale WEN (1996). «China: Hyper-development and environmental crisis», dans Colin Leys et Leo Panitch (dir.), *Socialist Register 2007: Coming to Terms With Nature*, New York, Monthly Review Press.
- LIAMZON, Tina *et al.* (dir.) (1996). *Towards Sustainable Livelihoods*, Rome, Society for International Development.
- LIPIETZ, Alain (1982). «Towards global Fordism», *New Left Review*, vol. 132, mars-avril.
- LIPIETZ, Alain (1987). *Mirages and Miracles: The Crisis in Global Fordism*, Londres, Verso.
- LIPIETZ, Alain (2000). «Political ecology and the future of Marxism», *Capitalism, Nature Socialism*, vol. 39, mars.
- LITTLE, D. (2003a). «Concepts of growth, inequality and poverty», dans D. Little, *The Paradox of Wealth and Poverty: Mapping the Ethical Dilemmas of Global Development*, Boulder, Westview Press.
- LITTLE, D. (2003b). «Welfare, well-being and needs», dans D. Little, *The Paradox of Wealth and Poverty: Mapping the Ethical Dilemmas of Global Development*, Boulder, Westview Press.
- LITTLE, R. et M. SMITH (dir.) (2005). *Perspectives on World Politics*, Londres, Routledge.
- LIVERGOOD, Norman (2001). «The new U.S.-British Oil imperialism», <<http://www.hermes-press.com/impintro1.htm>>.
- LOBE, Jim (2001). «Learn from Cuba, says World Bank», *Inter Press Services*, 30 avril.
- LOMBORG, Bjorn (2001). *The Skeptical Environmentalist*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LOMBORG, Bjorn (2014). *L'écologiste sceptique, Le véritable état de la planète*, Paris, Le cherche midi.
- LONGWE, Sara (1998). «Education for Women's empowerment or schooling for women's subordination?», *Gender and Development*, vol. 6, n° 2, p. 19-26.
- LOPEZ, H. (2004). «Pro-poor growth, pro-poor: Is there a trade-off?», *Policy Research Working Papers*, vol. 3378, avril, The World Bank.
- LOVE, J. (1980). «Raúl Prebisch and the origins of the doctrine of unequal exchange», *Latin American Research Review*, vol. 15, n° 3, p. 45-72.
- LÖWY, Michael (1996). «Eco-socialism and democratic planning», dans Colin Leys et Leo Panitch (dir.), *Socialist Register 2007: Coming to Terms With Nature*, New York, Monthly Review Press.
- LUXEMBOURG, Rosa (1913). «La reproduction du capital et son milieu», dans Rosa Luxembourg, *L'accumulation du capital*, <http://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/rl_accu_k_26.htm>.
- MACPHAIL, Fiona et Xiao-Yuan DONG (2007). «Women's market work and household status in rural China: Evidence from Jiangsu and Shandong in the late 1990s», *Feminist Economics*, vol. 13, n° 3-4, p. 93-124.
- MACWILLIAM, Scott (2007). «Plenty of poverty or the poverty of plenty», dans David Moore (dir.), *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press.
- MAHJOUB, A. (dir.) (1990). *Adjustment or Delinking: The African Experience*, Londres, Zed Press.
- MAHMUD, Simeen (2003). «Actually how empowering is microcredit?», *Development and Change*, vol. 34, n° 4, p. 577-605.
- MALIK, K., C. LOPES et S. FUKUDA-PARR (2002). *Capacity for Development: New Solutions to Old Problems*, Londres, Earthscan Publications.
- MALLON, Florencia (1994). «The promise and dilemma of subaltern studies: Perspectives from Latin American history», *American Historical Review*, vol. 99, n° 5, p. 1491-1915.
- MANCHANDA, R. (dir.) (2001). *Women, War and Peace in South Asia: Beyond Victimhood to Agency*, New Delhi, Sage Productions.
- MANDEL, Ernest (1970). «Self-management: Dangers and possibilities», *International*, vol. 2, n° 4, p. 3-9.
- MARCEL, Valerie (2006). *Oil Titans: National Oil Companies in the Middle East*, Baltimore, Brookings Institution Press.

- MARCHAND, Marianne et Jane PARPART (dir.) (1994). *Feminism/Postmodernism/Development*, Londres et New York, Routledge.
- MARGLIN, Stephen et Juliet SCHOR (1990). *The Golden Age of Capitalism: Reinterpreting the Post-War Experience*, Oxford, Clarendon Press.
- MARX, Karl (1845). Thèses sur Feuerbach. Archives Internet Marx-Engels <<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450001.htm>>.
- MARX, Karl (1976). « On primitive accumulation », dans Karl Marx, *Capital: A Critique of Political Economy*, vol. 1, Harmondsworth, Penguin Books.
- MARX, Karl (1993). « Original accumulation of capital », dans Karl Marx, *Grundrisse: Foundations of the Critique of Political Economy*, Harmondsworth, Penguin Books.
- MASSEY, Douglas S., Joaquin ARANGO, Graeme HUGO, Ali KOUAOUCI, Adela PELLEGRINO et J. Edward TAYLOR (1993). « Theories of international migration: A review and appraisal », *Population and Development Review*, vol. 19, n° 3, p. 431-466.
- MASSEY, Douglas S., Joaquin ARANGO, Graeme HUGO, Ali KOUAOUCI, Adela PELLEGRINO et J. Edward TAYLOR (1998). *Worlds in Motion: Understanding International Migration at the End of the Millennium*, Oxford, Clarendon Press.
- MASSIS, Henri (1927). *Défense de l'Occident*, Paris, Plon.
- MATHIE, A. et G. CUNNINGHAM (2004). « Who [or what] is driving development? Reflections on the transformative potential of asset-based community development », *Canadian Journal of Development Studies*, vol. xxvi, n° 1.
- MAYHEW, Anne (2000). « Review of Karl Polanyi: *The great transformation: The political and economic origins of our time* », *EH.Net, Economic History Services*, 1^{er} juin, <<http://eh.net/bookreviews/library/polanyi>>.
- MCAFEE, K. (2003). « Neoliberalism on the molecular scale: Economic and genetic reductionism in biotechnology battles », *Geoforum*, vol. 34, p. 203-219.
- MCCARTHY, James et Scott PRUDHAM (2004). « Neoliberal nature and the nature of neoliberalism », *Geoforum*, vol. 35, p. 275-283.
- MCGIFFEN, S. (2005). *Biotechnology: Corporate Power vs. the Public Interest*, Londres, Pluto Press.
- McKAY, Ailsa (2007). « Why a citizens' basic income: A question of gender equality or gender bias », *Work, Employment and Society*, vol. 21, n° 2, p. 337-348.
- McKEOWN, Kieran (1987). *Marxist Political Economy and Marxist Urban Sociology*, Londres, Macmillian Press.
- McMICHAEL, Philip (2005). « Global development and the corporate food regime », dans F.H. Buttel et P. McMichael (dir.), *New Directions in the Sociology of Global Development: Research in Rural Sociology and Development*, vol. 11, Oxford, Elsevier.
- McMICHAEL, Philip (2006). « Reframing Development: Global peasant movements and the new agrarian question », Prepared for RC02 (Economy and Society) Panel-Workers, *Peasants and Development*, ISA World Congress, Durban, juillet.
- McMICHAEL, Philip (2007). « Feeding the world: Agriculture, development and ecology », dans Colin Leys et Leo Panitch (dir.), *Socialist Register: Coming to Terms With Nature*, New York, Monthly Review Press.
- McMICHAEL, Philip (2010). « The agrofuels project at large », dans Henry Veltmeyer (dir.), *The Enduring Verities of Capitalism*, Leiden/Boston, Brill.
- McNALLY, David (1993). *Against the Market: Political Economy, Market Socialism and the Marxist Critique*, Londres, Verso.
- McNALLY, David (2002). *Another World is Possible: Globalization and Anti-Capitalism*, Winnipeg, Arbeiter Ring Publishing.
- McNALLY, David (2008). « From financial crisis to world slump: Accumulation, financialization, and the global slowdown », Paper, 2 décembre, <<http://www.yorku.ca/gradpols/faculty/mcnally.html>>.

- MEHTA, L. (2001). «The World Bank and its emerging knowledge empire», *Human Organisation*, vol. 60, n° 2, p. 189-196.
- MEIER, Gerald et Dudley SEERS (dir.) (1984). *Pioneers in Development*, New York, Oxford University Press.
- MELLER, Patricio (dir.) (1991). *The Latin American Development Debate: Neo-structuralism, Neo-Monetarism and Adjustment Processes*, Boulder, Westview Press.
- MEZIROW, J. (1996). «Contemporary paradigms of learning», *Adult Education Quarterly*, vol. 46, n° 3, p. 158-172.
- MIES, Maria (1988). «Social origins of the sexual division of labour», dans M. Mies et V. Shiva, *Ecofeminism*, Halifax et Londres, Fernwood Publishing et Zed Books.
- MIES, Maria et Vandana SHIVA (1993). *Ecofeminism*, Halifax et Londres, Fernwood Publishing et Zed Books.
- MILANOVIC, Branko (2004). «Global income inequality: What is it and why it matters?», dans K.S. Jomo et Jacques Baudot (dir.), *Key Issues in Development*.
- MILLER, Byron (2006). «Castell's the city and the grassroots: 1983 and today», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 30, n° 1, mars, p. 207-211.
- MILWARD, A.S. (1984). *The Reconstruction of Western Europe 1945-1951*, Londres, Methuen.
- MINDRY, Deborah (2001). «Nongovernmental organizations, "grassroots" and the politics of virtue», *Signs*, vol. 26, n° 4, p. 1187-1211 [e-journal].
- MIROWSKI, P. et D. PLEHWE (2009). *The Road from Mont Pelerin: The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MITTELMAN, James et Norani OTHMAN (dir.) (2000). «Capturing Globalization», *Third World Quarterly*, vol. 21, n° 6.
- MOGHADAM, Valentine (2005a). «Female labor, regional crises and feminist responses», dans V. Moghadam, *Globalizing Women: Transnational Feminist Networks*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- MOGHADAM, Valentine (2005b). *Globalizing Women: Transnational Feminist Networks*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- MOHAN, G. et S. HICKEY (2004). *Participation: From Tyranny to Transformation? Exploring New Approaches to Participation in Development*, Londres, Zed Books.
- MOHANTY, Chandra T. (2002). «"Under Western Eyes" Revisited: Feminist Solidarity through Anti-Capitalist Struggles», *Signs*, vol. 28, n° 2, p. 499-536 [e-journal].
- MOHIDDIN, Ahmed (1981). *African Socialism in Two Countries*, Londres, Croom Helm.
- MOORE, David (2007a). «Sail on the ship of state: Neoliberalism, globalization and the governance of Africa», dans David Moore (dir.), *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press.
- MOORE, David (dir.) (2007b). *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville, The University of KwaZulu-Natal Press.
- MOORE, D.S. (1996). «Marxism, culture, and political ecology: Environmental struggles in Zimbabwe's Eastern Highlands», dans Richard Peet et Michael Watts (dir.), *Liberation Ecologies: Environment, Development, Social Movements*, Londres, Routledge.
- MOORE, Mick (2001). «Political underdevelopment: What causes "bad governance"?», *Public Management Review*, vol. 3, n° 3, p. 385-418, <<http://www.welppolitik.net/>>.
- MORRIS, Chuck (2003). «The antiglobalization movement», *New Formulation*, vol. 3, n° 1, février.
- MORRISON, David (1998). *Aid and Ebb Tide: A History of cida and Canadian Development Assistance*, Ottawa, Wilfrid Laurier University Press.
- MOSEDALE, Sarah (2005). «Assessing women's empowerment: Towards a conceptual framework», *Journal of International Development*, vol. 17, n° 2, p. 243-257 [e-journal].
- MOSER, Caroline (1993). *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*, Londres/ New York, Routledge.

- MOSER, Caroline (1998). «The asset vulnerability framework: Reassessing urban poverty reduction strategies», *World Development*, vol. 26, n° 1.
- MOSER, Caroline (2001). «Gender and social capital in contexts of political violence: Community perceptions from Colombia and Guatemala», dans C.O. Moser et F. Clark (dir.), *Victims, Perpetrators or Actors? Gender, Armed Conflict and Political Violence*, Londres/New York, Zed Books.
- MOSER, Caroline, Alicia HERBERT et Roza MAKONNEN (1993). «Urban poverty in the context of structural adjustment: Recent evidence and policy responses», Discussion Paper, Washington, D.C., World Bank.
- MOSSE, D. (2005). *Cultivating Development: An Ethnography of Aid Policy and Practice*, Londres, Pluto Press.
- MUKHERJEE REED, Ananya (2008). *Human Development and Social Power*, Londres et New York, Routledge.
- MUNCK, Ronaldo (1999a). «Deconstructing development discourses of impasses, alternatives and politics», dans R. Munck et D.O. O'Hearn (dir.), *Critical Development Theory*, Londres, Zed Books.
- MUNCK, Ronaldo (1999b). «Dependency and imperialism in the new times: A Latin American perspective», *European Journal of Development Research*, vol. 11, n° 1, p. 56-74.
- MUNCK, Ronaldo (2001). «Globalization, regionalism and labour: The case of Mercosur», *Labour, Capital and Society*, vol. 34, n° 1, p. 8-25.
- MUNCK, Ronaldo (2002). *Globalization and Labour: The New «Great Transformation»*, Londres, Zed Books.
- MUNCK, Ronaldo (2005). *Globalization and Social Exclusion: A Transformationalist Perspective*, Bloomfield, Kumarian Press.
- MUNCK, Ronaldo (2007). *Globalization and Contestation: The New Great Counter-Movement*, Londres, Routledge.
- MUNCK, Ronaldo (2008a). *Globalization and Migration: New Issues, New Politics*, Londres, Routledge.
- MUNCK, Ronaldo (2008b). *Globalisation and the Labour Movement: Challenges and Responses*, Special Conference, «Trade union and social movements: What is in it for us?», Oslo, Global Labour Institute, 16-17 octobre, <http://www.globallabour.info/en/2009/12/globalisation_and_the_labour_m.html>.
- MUNCK, Ronaldo et D. O'HEARN (dir.) (1999). *Critical Development Theory: Contributions to a New Paradigm*, Londres, Zed Books.
- MURPHY, Craig (1998). «Globalization and governance: A historical perspective», dans R. Axtman (dir.), *Globalization and Europe: Theoretical and Empirical Investigations*, Londres, Pinter.
- MYRDAL, Gunnar (1968). *Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations*, New York, Twentieth Century Fund.
- NATIONAL ACADEMY OF SCIENCES (2006). *The Fundamental Role of Science and Technology in International Development: An Imperative for the US Agency for International Development*, Washington, D.C., National Academy of Sciences.
- NATIONS UNIES (2005). *Rapport sur la situation sociale dans le monde: la crise de l'inégalité*, <<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=10953&Cr=rapport&Cr1>>.
- NAYYAR, Deepak (2006). «Globalization and development in the long 20th Century», dans K.S. Jomo (dir.), *Globalization Under Hegemony*, Oxford, Oxford University Press.
- NEEDHAM, J. (1954). *Science and Civilization in China*, Cambridge, Cambridge University Press.
- NGAI, Pun (2005). *Made in China: Women Factory Workers in a Global Workplace*, Durham, Duke University Press.
- NIXSON, Frederick (2006). «Rethinking the political economy of development: Back to basics and beyond», *Journal of International Development*, vol. 18, n° 7, p. 967-981.

- NKRUMAH, Kwame (1965). «Neocolonisation as the last stage of capitalism», dans K. Nkrumah, *Neocolonialism: The Highest Stage of Imperialism*, Londres, Thomas Nelson and Sons.
- NKRUMAH, Kwame (1969). *Neocolonialism: The Highest Stage of Imperialism*, Londres, Thomas Nelson and Sons.
- NKRUMAH, Kwame (2001). *Conscientism: Philosophy and Ideology for De-Colonization*, Londres, Panaf Books.
- NKRUMAH, Kwame, Léopold Sédar SENGHOR et Martin KILSON (1966). *African Socialism*, New York, The American Society of African Culture.
- NOEL, Alain (1987). «Accumulation, Regulation, and Social Change: An essay on French political economy», *International Organization*, vol. 41, n° 2.
- NORRIS, P. (2001). *Digital Divide, Civic Engagement, Information Poverty and the Internet Worldwide*, Cambridge, Cambridge University Press.
- NORTON, A. et M. FOSTER (2001). *The Potential of Using Sustainable Livelihoods Approaches in Poverty Reduction*, Working Paper n° 148, juillet, Londres, Overseas Development Institute (ODI).
- NOVE, Alec (1990). «Socialism», dans J. Eatwell, M. Milgate et P. Newman (dir.), *Problems of the Planned Economy*, New York, Norton.
- NUSSBAUM, Martha C. (2003). «Capabilities as fundamental entitlements: Sen and social justice», *Feminist Economics*, vol. 9, n°s 2-3, p. 33-59.
- NYBERG-SORENSEN, N., N. VAN HEAR et P. ENGBERG-PEDERSEN (2002). «The migration development nexus: Evidence and policy options state of the art review», *International Migration*, vol. 40, n° 5, p. 3-48.
- NYERERE, Julius K. (1968). «Socialism and rural development», dans J. Ké Nyerere, *Freedom and Socialism*, Dar es Salaam, Oxford University Press.
- OAKLAND INSTITUTE (2009). «The food crisis and Latin America: Framing a new approach», *Policy Brief*.
- OBI, Cyril (2007). «The struggle for resource control in a petro-state: A perspective from Nigeria», dans Paul Bowles *et al.* (dir.), *National Perspectives on Globalization: A Critical Reader*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- O'BRIEN, R., A.M. GOETZ, J.A. SCHOLTE et M. WILLIAMS (2000). *Contesting Global Governance: Multilateral Institutions and Global Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press.
- OCAMPO, José Antonio (1998). «Beyond the Washington consensus: An ECLAC perspective», *CEPAL Review*, vol. 66, décembre, p. 7-28.
- OCAMPO, José Antonio (2004). «Social capital and the development agenda», dans R. Atria *et al.* (dir.), *Social Capital and Poverty Reduction in Latin America and the Caribbean: Towards a New Paradigm*, Santiago, ECLAC.
- OCAMPO, José Antonio (2007). «Markets: Social cohesion and democracy», dans José Antonio Ocampo, K.S. Jomo et S. Kahn (dir.), *Policy Matters: Economic and Social Policies to Sustain Equitable Development*, Londres, Zed.
- O'CONNOR, A. (2001). *Poverty Knowledge: Social Science, Social Policy and the Poor in Twentieth Century US History*, Princeton et Oxford, Princeton University Press.
- O'CONNOR, J. (1998). *Natural Causes: Essays in Ecological Marxism*, New York, Guilford Press.
- O'LAUGHLIN, B. (2004). «Review of seven livelihoods books», *Development and Change*, vol. 35, n° 2, p. 385-392.
- O'LEARY, Brendan (2004). «Building Inclusive States», Background Paper for the UNDP's – HDR-04.
- O'MALLEY, A. et Henry VELTMAYER (2006). «Banking on poverty», *Canadian Journal of Development Studies*, vol. xxvi, n° 3.
- ONIS, Ziya (2006). «Varieties and crises of neoliberal globalization: Argentina, Turkey, and the IMF», *Third World Quarterly*, vol. 27, n° 2, p. 239-263.
- ORTON, David (2002). *Deep ecology and political activism*, Salt Springs, Green Web Publications.

- OSTROM, Elinor (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, New York, Cambridge University Press.
- OSTRY, Silvia (1990). *Government and Corporations in a Shrinking World: Trade and Innovation Policies in the US, Europe and Japan*, New York, Council on Foreign Relations.
- OTERO, Gerardo (1999a). « The Mexican debate and beyond: Class, state, and culture », dans G. Otero, *Farewell to the Peasantry?*, Boulder, Westview Press.
- OTERO, Gerardo (1999b). *Farewell to the Peasantry? Political Formation in Rural Mexico*, Boulder, Westview Press.
- OTTAWAY, Marina et David B. OTTAWAY (1981). *Afrocommunism*, Teaneck, Holmes and Meier.
- OVERTON, John (2000). *Development in Chaos?*, Londres, Institute of Development Studies (IDS), <<http://www.devnet.org.nz/conf/Papers/Overton.pdf>>.
- OWEN, D. (1950). « The United Nations program of technical assistance », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 270, p. 109-117.
- PAGDEN, Anthony (2008). *Worlds at War: The 2,500-Year Struggle Between East and West*, New York, Random House.
- PAGE, John M. (1994). « The East-Asian miracle: An introduction », *World Development*, vol. 22, n° 4, p. 615-625.
- PAKENHAM, Thoma (1992). *The Scramble for Africa: White Man's Conquest of the Dark Continent from 1876 to 1912*, New York, Avon Books.
- PALMA CARVAJAL, Eduardo (1995). « Decentralization and democracy: The new Latin American municipality », *CEPAL Review*, vol. 55, p. 39-53.
- PALMA, Gabriel (1978). « Dependency: A Formal theory of underdevelopment or a methodology for the analysis of concrete situations of underdevelopment? », *World Development*, vol. 6, n°s 7-8, p. 881-924.
- PALMA, Gabriel (1981). « Dependency and development: A critical overview », dans D. Seers (dir.), *Dependency Theory: A Critical Reassessment*, Londres, Frances Pinter.
- PANITCH, Leo (1994). « Globalization and the state », dans Leo Panitch et Colin Leys (dir.), *The Globalization Decade*, Halifax, Fernwood Publishing.
- PARAYIL, Govindan (dir.) (2000). *Kerala: The Development Experience*, Londres, Zed Books.
- PARKER, John et Richard RATHBORNE (2007). *A Very Short Introduction to African History*, Oxford, Oxford University Press.
- PARPART, Jane (2002). « Lessons from the field: Rethinking empowerment, gender and development from a post-(post?) development perspective », dans K. Saunders (dir.), *Feminist Postdevelopment Thought*, Londres, Zed Books.
- PARPART, Jane, Patricia CONNELLY et Eudine BARRITEAU (dir.) (2000). *Theoretical Perspectives on Gender and Development*, Ottawa, IDRC.
- PARPART, Jane et M. MARCHAND (1995). « Feminism/postmodernism/development introduction: Exploding the canon », dans M. Marchand et Jane Parpart (dir.), *Feminism/Postmodernism/Development*, Londres, Routledge.
- PARPART, Jane, Shirin RAI et Kathleen STAUDT (dir.) (2002). *Rethinking Empowerment: Gender and Development in a Global/Local World*, Londres, Routledge.
- PARPART, Jane et Henry VELTMAYER (2004). « The Dynamics of development theory and practice: A review of its shifting dynamics », *Canadian Journal of Development Studies*, vol. xxv, n° 1, numéro spécial.
- PATEL, R. (2007). « Transgressing rights: La Vía Campesina's call for food sovereignty », *Feminist Economics*, vol. 13, n° 1, p. 87-93.
- PATEL, Surendra (2005). « Development and technological transformation: The historic process », dans S. Patel, *Technological Transformation of the Third World*, New Delhi, APH Publishing.
- PATEL, Surendra (2007). *Technological Transformation and Development in the South*, New Delhi, APH Publishing.

- PATOMÄKI, H. et T. TEIVAINEN (2004). *A Possible World: Democratic Transformation of Global Institutions*, Londres, Zed Books.
- PAUL, James et Katarina WAHLBERG (2008). « A New Era of World Hunger? The global food crisis analyzed », *Dialogue on Globalization Briefing Paper*, New York, FES.
- PEARCE, David, Anil MARKANDYA et Edward BARBIER (1989). *Blueprint for a Green Economy*, Londres, Earthscan Publications.
- PEARCE, Jenny (1981). *Under the Eagle: U.S. Intervention in Central America and the Caribbean*, Londres, Latin American Bureau.
- PEARSON, Margaret (2005). « The business of governing business in China: Institutions and norms of the emerging regulatory state », *World Politics*, vol. 57, n° 2, p. 296-322.
- PEET, Richard et Michael WATTS (2004). *Liberation Ecologies: Environment, Development, Social Movements*, Londres, Routledge.
- PERELMAN, M. (2000). *The Invention of Capitalism: Classical Political Economy and the Secret History of Primitive Accumulation*, Durham, Duke University Press.
- PEREZ, C. (1985). « Microelectronics, long waves and structural change: New perspectives for developing countries », *World Development*, vol. 13, n° 1.
- PETRAS, James (1978). *Critical Perspectives on Imperialism and Social Class in the Third World*, New York, Monthly Review Press.
- PETRAS, James (1981). *Class, State and Power in the Third World*, Montclair, Allanheld, Osmun.
- PETRAS, James (2005). « Latin American strategies: Class-Based direct action versus populist electoral politics », *Science and Society*, vol. 69, n° 2, 152-159.
- PETRAS, James (2007). *Rulers and Ruled in the US Empire: Bankers, Zionist, Militants*, Atlanta, Clarity Press.
- PETRAS, James et Henry VELTMEYER (2001). *Unmasking Globalization: The New Face of Imperialism*, Halifax et Londres, Fernwood Publishing et Zed Books.
- PETRAS, James et Henry VELTMEYER (2002). « The age of reverse aid: Neoliberalism as a catalyst of regression », *Development and Change*, vol. 33, n° 2.
- PETRAS, James et Henry VELTMEYER (2003). *System in Crisis: The Dynamics of Free Market Capitalism*, Halifax et Londres, Fernwood Publishing et Zed Books.
- PETRAS, James et Henry VELTMEYER (2004). « Capitalism in Latin America at the end of the millennium », *Monthly Review*, vol. 51, n° 3, p. 31-52.
- PETRAS, James et Henry VELTMEYER (2005a). « Development and globalization as imperialism », *Canadian Journal of Development Studies*, vol. xxvi, n° 1, p. 89-106.
- PETRAS, James et Henry VELTMEYER (2005b). *Social Movements and the State: Argentina, Bolivia, Brazil, Ecuador*, Londres, Pluto Press.
- PETRAS, James et Henry VELTMEYER (2005c). *Empire with Imperialism*, Halifax et Londres, Fernwood Publishing et Zed Books.
- PETRAS, James et Henry VELTMEYER (2007a). « The standard of living debate in development policy », *Critical Sociology*, vol. 3, p. 180-209.
- PETRAS, James et Henry VELTMEYER (2007b). *Multinationals on Trial: Foreign Investment Matters*, Londres, Ashgate.
- PETRAS, James et Henry VELTMEYER (2009). *What's Left in Latin America*, Londres, Ashgate. In Spanish as *Espejismos de la izquierda en América Latina*, Buenos Aires, Editorial Lumen.
- PETRAS, James et M. ZEITLIN (1968). *Reform or Revolution: Politics and Social Structure in Latin America*, New York, Fawcett.
- PIETERSE, Jan Nederveen (1996). « The cultural turn in development: Question of power », *The European Journal of Development Research*.
- PIETERSE, Jan Nederveen (2000). « Trends in development theory », dans R. Palan (dir.), *Global Political Economy: Contemporary Theories*, Londres, Routledge.

- PIETERSE, Jan Nederveen (2001). *Development Theory: Deconstructions/Reconstructions*, Londres, Sage.
- PIETERSE, Jan Nederveen (2004). « Globalization and culture : Three paradigms », dans Jan Nederveen Pieterse, *Globalization and Culture*, Lanham, Rowman and Littlefield.
- PILGER, John (2002). *The New Rulers of the World*, Londres, Verso.
- PILGER, John (2005). « As the workings of foreign aid in Cambodia demonstrate, behind the charade of “loans”, “assistance” and “partnerships” lies systematic western plunder and corruption », *New Statesman*, vol. 134, n° 4742, p. 5-30.
- PILLAY, Devan (dir.) (2007). « Globalization and the challenges to labour and development », *Labour, Capital and Society*, vol. 40, p. 1-2.
- PINCUS, J. et J. SENDER (2006). « Quantifying poverty in Vietnam : Who counts ? », Paper presented at the Annual Meeting of the Association of Asian Studies, San Francisco.
- PITHOUSE, Richard (2007). « Producing the poor : The World Bank’s new discourse of domination », chap. 14, dans David Moore (dir.), *The World Bank : Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press.
- POCHMANN, Marcio et al. (2004). *Atlas da exclusão no mundo*, cinq volumes, Sao Paulo, Cortez Editora.
- POLANYI, Karl (1968). *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*, Boston, Beacon Press.
- POMERANZ, Kenneth (2000). *The Great Divergence: China, Europe and the Making of the World Modern Economy*, Princeton, Princeton University Press.
- POMERANTZ, Phyllis (2004). *Aid Effectiveness in Africa: Developing Trust Between Donors and Governments*, Lanham, Lexington Books.
- PORTES, A. (dir.) (1989). *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- PORTES, A. et K. HOFFMAN (2003). « Latin American Class Structures: Their composition and change during the neoliberal era », *Latin American Research Review*, vol. 38, n° 1.
- POWELL, Mike (2006). « Which knowledge? Whose Reality? An Overview of knowledge used in the development sector », *Development in Practice*, vol. 16, n° 6, p. 518-532.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT – PNUD (2001). *Rapport sur le développement humain : mettre les nouvelles technologies au service du développement humain*, New York, <<http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2001/>>.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT – PNUD (2003). *Les Objectifs du Millénaire pour le développement : un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine*, New York, PNUD, <<http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2003/>>.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT – PNUD (2007-2008). *Rapport sur le développement humain : la lutte contre le changement climatique, un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, New York, PNUD, <<http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2007-8/>>.
- PUTZEL, James (2000). *Land Reforms in Asia: Lessons from the Past for the 21st Century*, Destin Working Papers n° 4, <<http://www.lse.ac.uk/collections/DESTIN/pdf/WP04.pdf>>.
- RACIOPPI, L. et K. O’SULLIVAN (2000). « Ulsterman and loyalist ladies on parade », , vol. 2, n° 1.
- RADCLIFFE, Sarah (dir.) (2006). *Culture and Development in a Globalizing World: Geographies, Actors and Paradigms*, Londres, Routledge.
- RAHMAN, Anisur (1991). « Towards an alternative development paradigm », *IFDA Dossier*, vol. 81, avril-juin, p. 17-27.
- RAHNEMA, M. (1990). « Participatory Action Research: The last temptation of saint development », *Alternatives*, vol. xv, p. 199-226.
- RAHNEMA, M. (1998). « Towards postdevelopment: Searching for signposts, a new language and new paradigms », dans M. Rahnema et V. Bawtree (dir.), *The Postdevelopment Reader*, Londres, Zed Books.
- RAHNEMA, M. et V. BAWTREE (dir.) (1998). *The Postdevelopment Reader*, Londres, Zed Books.

- RAHNEMA, Saeed (2008). « Radical islamism and failed developmentalism », *Third World Quarterly*, vol. 29, n° 3, p. 483-496.
- RAI, Shirin (2002). « Political representation, democratic institutions and women's empowerment », dans Jane Parpart, Shirin Rai et Kathleen Staudt (dir.), *Rethinking Empowerment: Gender and Development in a Global/Local World*, Londres, Routledge.
- RAI, Shirin (2005). « Gender and development », dans J. Haynes (dir.), *Palgrave Advances in Development Studies*, Houndmills, Palgrave.
- RAKODI, Carole (dir.) (1997). *The Urban Challenge in Africa: Growth and Management of Its Large Cities*, Tokyo, Unites Nations University Press.
- RAMALINGAM, B. (2005). *Implementing Knowledge Strategies: Lessons from International Development Agencies*, Working Paper, Londres, Overseas Development Institute.
- RAMO, Joshua Cooper (2004). *The Beijing Consensus*, Londres, The Foreign Policy Centre, <<http://fpc.org.uk/fsblob/244.pdf>>.
- RAMOS, Joseph et Osvaldo SUNKEL (1993). « Towards a neostructuralist synthesis », dans Osvaldo Sunkel (dir.), *Development from Within: Toward a Neostructuralist Approach for Latin America*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.
- RAMPHELE, M. (2006). « Characteristics of poverty », dans D. Clark (dir.), *The Elgar Companion to Development Studies*, Cheltenham, Edward Elgar.
- RAPLEY, John (2004). *Globalization and Inequality: Neoliberalism's Downward Spiral*, Londres, Lynne Rienner Publishers.
- RAPOPORT, Hillel et Frederic DOCQUIER (2004). « The economics of migrant remittances », *IZA Discussion Paper*, n° 1531.
- RASKIN, P.D. et S.S. BERNOW (1991). « Ecology and marxism: Are red and green complementary? », *Rethinking Marxism*, vol. 4, n° 1, p. 87-103.
- RATHA, D. (2003). « Workers' remittances: An important and stable source of external development finance », dans D. Ratha, *Global Development Finance 2003: Striving for Stability in Development Finance*, Washington, D.C., World Bank.
- RATHGEBER, Eva (1990). « WID, WAD, GAD », *Journal of Developing Areas*, 24 juillet, p. 489-502.
- RAVALLION, Martin (2003). « The debate on globalization, poverty and inequality: Why measurement matters », *International Affairs*, vol. 79, n° 4, p. 739-753.
- RAVALLION, Martin (2006). « Poverty and growth », dans D. Clark (dir.), *The Elgar Companion to Development Studies*, Cheltenham, Edward Elgar.
- RAVALLION, Martin (2007). « Urban poverty », *Finance and Development*, vol. 44, n° 3, p. 15-19.
- RAZETO, L. (1993). *De la economía popular a la economía de solidaridad en un proyecto de desarrollo alternativo*, Santiago, Programa de Economía del Trabajo (PET).
- REDCLIFT, M. (1984). *Development and the Environmental Crisis: Red or Green Alternatives?*, Londres et New York, Routledge.
- REDCLIFT, M. (1987). *Sustainable Development: Exploring the Contradictions*, Londres, Methuen.
- REDDY, Sanjay et Thomas POGGE (2002). « How not to count the poor », New York, Barnard College, <<http://www.columbia.edu/~sr793/count.pdf>>.
- REED, Peter et David ROTHENBERG (dir.) (1993). *Wisdom In the Open Air: The Norwegian Roots of Deep Ecology*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- REGALADO, Roberto (2007). *América Latina Entre Siglos: Dominación, Crisis, Luchas Sociales y Alternativas Polticas*, Melbourne, Ocean Sur.
- REMENYI, Joe (2000). « Poverty reduction and urban renewal through urban agriculture and micro-finance: A case study of Dhaka, Bangladesh », <<http://www.devnet.org.nz/conf/Papers/remenyi.pdf>>.
- REUVENY, Rafael et William THOMPSON (2007). « The North-South Divide and international studies: A symposium », *International Studies Review*, vol. 9, n° 4, p. 556-564.

- RIST, Gilbert (2002). *The History of Development: From Western Origins to Global Faith*, Londres, Zed Books.
- ROBBINS, Paul (2004). *Political Ecology*, Oxford, Blackwell Publishing.
- ROBERTS, Bryan R. (1989). «Urbanization, migration and development», *Sociological Forum*, vol. 4, n° 4, p. 665-691.
- ROBERTS, J. Timmons et Nikki Demetria THANOS (2003). *Trouble in Paradise: Globalization and Environmental Crises in Latin America*, Londres, Routledge.
- ROBEYNS, Ingrid (2003). «Gender inequality. A capability perspective», thèse de doctorat, Cambridge, Faculty of Economics and Politics, Cambridge University.
- ROBEYNS, Ingrid (2007). «Some thoughts on basic income from a feminist perspective», Paper presented at workshop at the Heinrich Böll Stiftung, Berlin, 5 juillet.
- ROBINSON, William (2003). «The dialectics of globalization and development», dans William Robinson, *Transnational Conflicts: Central America, Social Change and Globalization*, Londres, Verso.
- ROBLES, Alfredo (1994). *French Regulation Theories of Regulation and Conceptions of the International Division of Labour*, Londres et Basingstoke, Macmillan.
- ROCHA, Maria Geisa (2007). «Celso Furtado and the resumption of construction in Brazil: Structuralism as an alternative to neoliberalism», *Latin American Perspectives*, vol. 34, p. 132-161.
- RODNEY, Walter (1971). *Some Implications of the Question of the Disengagement from Imperialism*, Maji Maji, Dar es Salaam.
- RODNEY, Walter (1973). *How Europe Underdeveloped Africa*, Londres et Dar-Es-Salaam, Bogle-L'Ouverture Publications/Tanzanian Publishing House.
- RODRÍGUEZ, O. (1977). «On the conception of the centre-periphery system», *CEPAL Review*, vol. 3, p. 195-239.
- RODRIK, Dani (1990). «How should structural adjustment programs be designed?», *Development*, vol. 18, n° 7, p. 933-947.
- RODRIK, Dani (1997). *Has Globalization Gone Too Far?*, Washington, D.C., Institute for International Economics, Harvard University.
- RODRIK, Dani (2002). *Feasible Globalizations*, Working Paper, Cambridge, Harvard University, juillet.
- RODRIK, Dani (2006). *What's So Special about China's Exports?*, Working Paper Series n° 11947, janvier, Cambridge, National Bureau of Economic Research, <<http://www.nber.org/papers/w11947>>.
- RODRIK, Dani (2007). «Industrial policy for the Twenty-first Century», dans Dani Rodrik, *One Economics, Many Recipes*, Princeton, Princeton University Press.
- ROLPH-TROUILLOT, Michel (1995). *Silencing the Past: Power and the Production of History*, Londres, Beacon Press.
- ROMAN, Peter (2003). *People's Power: Cuba's Experience with Representative Government*, Londres, Rowman and Littlefield.
- ROMAN, Richard et Edur Velasco ARREGUI (2007). *Mexico's Oaxaca Commune: The Other Indigeneous Rebellion in Mexico*, Mexico, Socialist Project, coll. «Socialist Interventions Pamphlet Series», <<http://www.socialistproject.ca/documents/OaxacaCommune.pdf>>.
- RONDINELLI, D.A. (1989). «Implementing decentralization programs in Asia: A comparative analysis», *Public Administration and Development*, vol. 3, n° 3, p. 181-207.
- RONDINELLI, D.A., J. McCULLOUGH et W. JOHNSON (1989). «Analyzing decentralization policies in developing countries: A political economy framework», *Development and Change*, vol. 20, n° 1, p. 57-87.
- ROSTOW, Walt (1960). *The Stages of Economic Growth*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ROWBOTHAM, Sheila et Stephanie LINKOGLE (dir.) (2001). *Women Resist Globalization: Mobilizing for Livelihood and Rights*, Londres, Zed Books.
- ROWLANDS, Jo (1997). *Questioning Empowerment*, Oxford, Oxfam Publications.

- RÜCKERT, Arne (2007). «Producing neoliberal hegemony? A neo-Gramscian analysis of the poverty reduction strategy paper (PRSP) in Nicaragua», *Studies in Political Economy*, vol. 70, printemps.
- RUESCHEMEYER, Dietrich *et al.* (1992). *Capitalist Development and Democracy*, Cambridge, Polity Press.
- SAAD-FILHO, Alfredo (2003). *Anti-Capitalism: A Marxist Introduction*, Londres, Pluto Press.
- SAAD-FILHO, Alfredo (2005). «From Washington to post-Washington Consensus», dans Alfredo Saad-Filho et Debra Johnston (dir.), *Neoliberalism: A Critical Reader*, Londres, Pluto Press.
- SAAD-FILHO, Alfredo et Debra JOHNSTON (dir.) (2005). *Neoliberalism: A Critical Reader*, Londres, Pluto Press.
- SACHS, J. (1999). «Twentieth-Century political economy: A brief history of global capitalism», *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 15, p. 90-101.
- SACHS, J. (2005). *The End of Poverty*, Harmondsworth, Penguin Books.
- SACHS, Wolfgang (1990). «The archaeology of the development idea», *The Ecologist*, vol. 20, n° 2.
- SACHS, Wolfgang (1992). *The Development Dictionary: A Guide to Knowledge as Power*, Londres, Zed Books.
- SACHS, Wolfgang (1999a). *Planet Dialectics: Explorations in Environment and Development*, Londres et New York, Zed Books.
- SACHS, Wolfgang (dir.) (1999b). *Global Ecology: Conflicts and Contradictions*, Londres, Zed Books.
- SADOULET, Elisabeth, Rinku MURGAI et Alain DE JANVRY (2001). «Access to Land via land rental markets», dans A. de Janvry, G. Gordillo, J.P. Platteau et E. Sadoulet (dir.), *Access to Land, Rural Poverty, and Public Action*, Oxford, Oxford University Press.
- SAGUIER, M. (2007). «The Hemispheric social alliance and the free trade area of the Americas process: The challenges and opportunities of transnational coalitions against neo-liberalism», *Globalizations*, vol. 4, n° 2, p. 251-265.
- SAID, Edward W. (1978). *Orientalism: Western Conceptions of the Orient*, Harmondsworth, Penguin Books.
- SAID, Edward W. (1993). *Culture and Imperialism*, New York, Vintage Books.
- SAID, Edward W. (2003). *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil.
- SAITH, Ashwani (2005). «Poverty lines versus the poor, method versus meaning», *Economic and Political Weekly*, vol. XL, n° 43, p. 4601-4610.
- SALBUCHI, Adrian (2000). *El cerebro del mundo: la cara oculta de la globalización*, Córdoba, Ediciones del Copista.
- SALOP, Joanne (1992). «Reducing poverty: Spreading the word», *Finance and Development*, vol. 29, n° 4, décembre.
- SANDBROOK, Richard, Marc EDELMAN, Patrick HELLER et Judith TEICHMAN (2006). «Can social democracies survive in the global South?», *Dissent Spring*, vol. 53, n° 2, p. 76-83.
- SANDBROOK, Richard, Marc EDELMAN, Patrick HELLER et Judith TEICHMAN (2007). *Social Democracy on the Periphery*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SANEY, Isaac (2004). *Cuba: A Revolution in Motion*, Halifax, Fernwood Publishing.
- SARDAR, Ziauddin (1996). *Decolonising the 21st Century*, Londres et Kuala Lumpur, Grey Seal et Institute for Policy Research.
- SASSEN, S. (1990). *The Mobility of Labour and Capital: A Study in International Investment and Labour Flow*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SAUL, John S. (1997). «Liberal democracy vs. Popular democracy in Southern Africa», *Review of African Political Economy*, vol. 24, n° 72, p. 219-236.
- SAUL, John S. (2005). *The Next Liberation Struggle: Capitalism, Socialism and Democracy in Southern Africa*, New York, Monthly Review Press.
- SAUL, John S. (2006). *Development after Globalization: Theory and Practice for the Embattled South in a New Imperial Age*, Londres, Zed Books.

- SAUL, John S. (2007). « Development and resistance to the empire of capital », *Developmental Socialism*, <http://www.socialistproject.ca/relay/relay16_saul.pdf>.
- SAXE-FERNÁNDEZ, John (2002). *La Compra Venta de México*, México, Plaza James.
- SAXE-FERNÁNDEZ, John (2008). « Denationalization of Mexico: The World Bank in action », dans Henry Veltmeyer (dir.), *New Perspectives on Globalization and Antiglobalization: Prospects for a New World Order*, Londres, Ashgate Publishing.
- SAXE-FERNÁNDEZ, John et Omar NÚÑEZ (2001). « Globalización e imperialismo: La transferencia de excedentes de América Latina », dans J. Saxe-Fernández et al., *Globalización, Imperialismo y Clase Social*, Buenos Aires/México, Editorial Lúmen.
- SAXE-FERNANDEZ, John, J. PETRAS, Omar NÚÑEZ et Henry VELTMEYER (2001). *Globalización, imperialismo y clase social*, Buenos Aires et Mexico City, Editorial Lumen.
- SCHECH, Susanne et Sanjuga VAS DEV (2007). « Governing through participation? The World Bank's new approach to the poor », chap. 2, dans David Moore (dir.), *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press.
- SCHIERUP, Carl-Ulrik (1990). *Migration, Socialism and the International Division of Labour*, Londres, Avebury.
- SCHIERUP, Carl-Ulrik, Peo HANSEN et Stephen CASTLES (2006). *Migration, Citizenship and the European Welfare State: A European Dilemma*, Oxford, Oxford University Press.
- SCHMITZ, Hubert (2007). « The rise of the East: What does it mean for development studies? », *IDS Bulletin*, vol. 38, n° 2, p. 51-58.
- SCHUURMAN, Frans (dir.) (1993). *Beyond the Impasse: New Directions in Development Theory*, Londres, Zed Books.
- SCHUURMAN, Frans (2000). « Paradigms lost, paradigms regained? Development studies in the 21st Century », *Third World Quarterly*, vol. 21, n° 1, p. 7-20.
- SEERS, Dudley (1979). « The birth, life and death of development economics », *Development and Change*, vol. 10, n° 4, p. 707-719.
- SELASSIE, Bereket (2001). « Peace, conflict and development », Conference on Sustainable Development, Governance and Globalization, an African Forum on Strategic Thinking and Acting Towards the Earth Summit 2002 and Beyond, Nairobi, 17-20 septembre.
- SEN, Amartya (1989). « Development as capability expansion », *Journal of Development Expansion*, vol. 19, p. 41-58.
- SEN, Amartya (1999a). « The importance of democracy », dans Amartya Sen, *Development as Freedom*, New York, Alfred A Knopf.
- SEN, Amartya (1999b). *Development as Freedom*, New York, Alfred A. Knopf.
- SEN, Amartya (2004). « Culture matters », dans Michael Walton (dir.), *Culture and Public Action: A Cross-Disciplinary Dialogue on Development Policy*, Washington, D.C., World Bank Publications.
- SEN, Amartya (2005). « Secularism and its discontents », dans Amartya Sen, *The Argumentative Indian: Writings on Indian Culture, History and Identity*, Harmondsworth, Penguin Books.
- SEN, G. et C.I. GROWN (1988). *Development, Crises and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives*, Londres, Earthscan.
- SENDER, J. et S. SMITH (1986). *The Development of Capitalism in Africa*, New York, Methuen.
- SENGHOR, Léopold Sédar et Mercer COOK (1964). *On African Socialism*, Westport, Praeger.
- SHADLEN, Kenneth (2005). « Exchanging development for market access? Deep integration and industrial policy under multilateral and regional-bilateral trade agreements », *Review of International Political Economy*, vol. 12, n° 5, p. 750-775.
- SHAHNAZ, Khan (1998). « Muslim women: Negotiations in the Third Space », *Signs*, vol. 23, n° 2, p. 463-494 [e-journal].
- SHAIK, Anwar (2005). « The economic mythology of neoliberalism », dans Alfredo Saad-Philo et Debora Johnston (dir.), *Neoliberalism: A Critical Reader*, Londres, Pluto Press.

- SHAPIRO, Stephen (2008). *Marx's Capital*, Londres, Pluto Press.
- SHEHABUDDIN, Elora (1999). «Contesting the illicit : Gender and the politics of fatwas in Bangladesh », *Signs*, vol. 24, n° 4, p. 1011-1044 [e-journal].
- SHELLEY, Toby (2007). *Exploited: Migrant Labour in the New Global Economy*, Londres, Zed Books.
- SHIVA, Vandana (1993). «The greening of the global reach», dans W. Sachs (dir.) *Global Ecology*, Londres, Zed Books.
- SHIVA, Vandana (2005). *Globalization's New Wars: Seed, Water and Life Forms*, New Delhi, Women Unlimited.
- SHIVJI, Issa (1976). *Class Struggles in Tanzania*, New York, Monthly Review Press.
- SMART, Barry (1983). «Genealogy, critique and the analytic of power», dans Barry Smart, *Foucault, Marxism and Critique*, Londres, Routledge and Kegan.
- SMITH, David A. (1996). *Third World Cities in a Global Perspective*, Boulder, Westview Press.
- SMITH, Keith (2002). «What is the knowledge economy? Knowledge intensity and distributed knowledge bases », Discussion Paper Series, United Nations University, Maastricht, Institute for New Technologies.
- SO, Alvin Y. (1990). «How to conduct class analysis in the world economy? », *Sociological Perspectives*, vol. 33.
- SODERBAUM, Fredrik (2004). «Introduction: Theories of the new regionalism», dans Fredrik Soderbaum et Timothy Shaw (dir.), *Theories of New Regionalism: A Palgrave Reader*, Londres, Palgrave Macmillan.
- SOLIMANO, Andrés, Osvaldo SUNKEL et Mario BLEJER (dir.) (1993). *Rebuilding Capitalism: Alternative Roads after Socialism and Dirigisme*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- SPARR, Pamela (dir.) (1994). *Mortgaging Women's Lives: Feminist Critiques of Structural Adjustment*, Londres, Zed Books.
- SPRONK, S. et J. WEBBER (2007). «Struggles against accumulation by dispossession: The political economy of natural resource contention », *Latin American Perspectives*, vol. 34, n° 2, p. 31-47.
- STAMBACH, Amy (1998). «Education is my husband: Marriage, gender and reproduction in Northern Tanzania », dans M. Bloch, J. Beoku-Betts et R. Tabachnick (dir.), *Women and Education in Sub-Saharan Africa*, Boulder, Westview.
- STAVENHAGEN, R. (1965). «Classes, colonialism, and acculturation. Essay on a system of inter-ethnic relations in Mesoamerica », *Studies in Comparative International Development*, vol. 1, n° 6, p. 53-77.
- STAVENHAGEN, R. (1968). «Seven fallacies about Latin America », dans J. Petras et M. Zeitlin (dir.), *Latin America: Reform or Revolution? A Reader*, Greenwich, Fawcett.
- ST-CYR, Eric (2005). «Some fundamentals in the theory of caribbean economy », dans Dennis Pantin (dir.), *The Caribbean Economy: A Reader*, Jamaica, Ian Randle Publishers.
- STEHR, N. et V. MEJA, (2005). *Society and Knowledge: Contemporary Perspectives in the Sociology of Knowledge and Science*, New Brunswick, Transaction Publishers.
- STEWART, Francis (2008). «Human development as an alternative development paradigm », New York, UNDP, <<http://hdr.undp.org/en/media/Stewart.pdf>>.
- STEWART, Francis, C. HUANG et M. WANG (2001). «Internal wars in developing countries: An empirical overview of economic and social consequences », dans Francis Stewart et V. Fitzgerald (dir.), *War and Underdevelopment*, vol. 1, Oxford, Oxford University Press.
- STIEFEL, Matthias et Marshall WOLFE (1994). *A Voice for the Excluded: Popular Participation in Development: Utopia or Necessity?*, Londres et Atlantic Highlands, Zed Books and UNRISD.
- STIGLITZ, J.E. (1998). «More instruments and broader goals: Moving beyond the Post-Washington Consensus », *WIDER Annual Lectures*, vol. 2, Helsinki, WIDER.
- STIGLITZ, J.E. (1999). «Knowledge as a global public good », dans I. Kaul, I. Grunberg et M. Stern (dir.), *Global Public Goods: International Cooperation in the 21st Century*, New York, Oxford University Press.

- STIGLITZ, J.E. (2002). *Globalization and its Discontents*, New York, Norton Press.
- STIGLITZ, J.E. (2003). *La grande désillusion*, Paris, Fayard.
- STIGLITZ, J.E. (2005). «Development policies in a world of globalization», dans Kevin Gallagher (dir.), *Putting Development First*, Londres, Zed Books.
- STIGLITZ, J.E. (2006). *Making Globalization Work*, New York, W.W. Norton.
- STIGLITZ, J.E. (2008). *Un autre monde: contre le fanatisme du marché*, Paris, Fayard.
- STONE, D. (2000). *Banking on Knowledge: The Genesis of the Global Development Network*, Londres, Routledge.
- STREETEN, Paul (1984). «Basic needs: Some unsettled questions», *World Development*, vol. 12, n° 9.
- STRUCTURAL ADJUSTMENT PARTICIPATORY REVIEW INTERNATIONAL NETWORK – SAPRIN (2001). «The policy roots of economic crisis and poverty», Washington, D.C., SAPRIN, <http://www.saprin.org/SAPRIN_Findings.pdf>.
- SUMNER, Andrew (2008). «Foreign direct investment in developing countries: Have we reached a policy “tipping point”?», *Third World Quarterly*, vol. 29, n° 2, p. 239-253.
- SUNKEL, Osvaldo (1990). «Structuralism, dependency and institutionalism: An exploration of common ground and disparities», dans James Dietz et Dilmus James (dir.), *Progress Toward Development in Latin America*, Boulder, Lynne Rienner.
- SUNKEL, Osvaldo (1993). *Development from Within: Toward a Neo-Structuralist Approach for Latin America*, Boulder, Lynne Rienner.
- SUNKEL, Osvaldo (2010). *Towards Inclusive Development*, Boulder, Lynne Rienner.
- SUTCLIFFE, Bob (2006). «Imperialism old and new: A comment on David Harvey’s The New Imperialism and Ellen Meiksins Wood’s Empire of Capital», *Historical Materialism*, vol. 14, n° 4, p. 59-78, <<http://www.brill.nl>>.
- SWINTON, Scott M. et Roberto QUIROZ (2003). «Is poverty to blame for soil, pasture and forest degradation in Peru’s Altiplano?», *World Development*, vol. 31, n° 11, p. 1903-1919.
- TABB, William K. (2004). «Neoliberalism and anticorporate globalization as class struggle», dans Michael Zweig (dir.), *What’s Class Got to Do With It? American Society in the Twenty-first Century*, Ithaca, ILR Press.
- TALISAYON, S.J. et al. (2008). *Community Wealth Rediscovered: Knowledge for Poverty Alleviation*, Center for Conscious Living Foundation and Peace Equity Access for Community Empowerment Foundation.
- TAMBAIAH, Stanley Jeyaraja (1992). *Buddhism Betrayed: Religion, Politics and Violence in Sri Lanka*, Chicago, University of Chicago Press.
- TANDON, Yash (2008). *Ending Aid Dependence*, Oxford, Fahamu Books.
- TARIQ, Ali (2008). «Afghanistan: Mirage of the good war», *New Left Review*, vol. 50.
- TARP, F. (2000). *Foreign Aid and Development, Lessons Learnt and Directions for the Future*, Londres, Routledge.
- TAYLOR, Ian (2003). «Globalization and regionalization in Africa: Reactions to attempts at neoliberal regionalism», *Review of International Political Economy*, vol. 10, n° 2, p. 310-330.
- TENDLER, J. (1997). *Good Government in the Tropics*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- TERRY, D. et S. WILSON (dir.). 2005 *Remesas de inmigrantes. Moneda de cambio económico y social*, Washington, D.C., Banco Interamericano de Desarrollo.
- TEUBAL, Miguel (2008). «Peasant struggles for land and agrarian reform in Latin America», dans A. Haroon Akram-Lodhi et Cristóbal Kay (dir.), *Peasants and Globalization: Political Economy, Rural Transformation and the Agrarian Question*, Londres et New York, Routledge.
- THARAMANGALAM, Joseph (dir.) (2006). *Kerala: The Paradoxes of Public Action and Development*, India, Orient Longman.
- THARAMANGALAM, Joseph (2008). «Human development as transformative practice: Lessons from Kerala and Cuba», presented at the annual HDCA Conference, New Delhi, 11-14 septembre.

- THIONG'O, Ngũgĩ wa (1993). *Moving the Centre: The Struggle for Cultural Freedoms*, Nairobi, East African Educational Publishers.
- THOMPSON, Grahame (2004). « Global inequality, economic globalization and technological change », [sections 1-5], dans W. Brown, S. Bromley et S. Athreye (dir.), *Ordering the International: History, Change and Transformation*, Londres et Ann Arbor, Pluto Press et Open University.
- THOMPSON, Lisa (2007). « The contradictions between globalization and development? A perspective from Southern Africa », dans P. Bowles *et al.* (dir.), *Regional Perspectives on Globalization*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- THORBECKE, Eric et M. NISSANKE (dir.) (2006). « The impact of globalization on the world's poor », *World Development*, vol. 34, n° 8, numéro spécial.
- TODD, Moss (2007). « The complexities and uncertainties of development », dans T. Moss, *African Development: Making Sense of the Issues and Actors*, Boulder, Lynne Rienner.
- TODOROV, Tzvetan (1998). *On Human Diversity: Nationalism, Racism, and Exoticism in French Thought*, Cambridge, Harvard University Press.
- TODOROV, Tzvetan (2008). *La peur des barbares. Au-delà du choc des civilisations*, Paris, Robert Laffont.
- TORRES, M. (2000). « Knowledge-based international aid: Do we want it, do we need it? », dans W. Gmelin, K. King et S. McGrath (dir.), *Development Knowledge, National Research and International Cooperation, Scotland, Germany et Switzerland*, Centre of African Studies et German Foundation for International Development.
- TOYE, John (1987). *Dilemmas of Development: Reflections on the Counter-Revolution in Development Theory and Policy*, Oxford, Basil Blackwell.
- TSEJARD, Bouta, Georg FRERKS et Ian BANNON (2005). *Gender, Conflict and Development*, Washington, D.C., World Bank.
- Tucker, V. (dir.) (1997). *Cultural Perspectives on Development*, Londres, Frank Cass.
- TUCKER, Vincent (1999). « The myth of development: A critique of Eurocentric discourse », dans Ronaldo Munck et Denis O'Hearn (dir.), *Critical Development Theory*, Londres, Zed Books.
- TULCHIN, Joseph et Allison GARLAND (dir.) (2000). *Social Development in Latin America*, Boulder, Lynne Rienner.
- TURTON, C. (2000a). *Sustainable Livelihoods and Project Design in India*, Working Paper n° 127, Londres, Overseas Development Institute, février.
- TURTON, C. (2000b). *The Sustainable Livelihoods Approach and Programme Development in Cambodia*, Working Paper n° 130, Londres, Overseas Development Institute, février.
- UK, MINISTRY OF DEFENCE (2007). *Global Strategic Trends 2007-2036*, Londres, Development, Concepts and Doctrine Centre (DCDC).
- UL HAQ, Mahbub (1995). *Reflections on Human Development*, New York, Oxford University Press.
- UNITED NATIONS (1995). *World Summit for Social Development: The Copenhagen Declaration and Programme of Action*, New York, United Nations.
- UNITED NATIONS (1998). *The UN and Business: A Global Partnership*, New York, Department of Public Information, United Nations, <<http://www.un.org/news/facts/business.htm>>.
- UNITED NATIONS (2000). *Millennium Declaration*, New York, Millennium Summit, United Nations, 6-8 septembre.
- UNITED NATIONS (2005). *The Inequality Predicament*, New York, United Nations.
- UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT – UNCTAD (1998). *Trade and Development Report 1998*, Genève, UNCTAD, chap. 3, p. 83-110, <http://www.unctad.org/en/docs/tdr1998_en.pdf>.
- UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT – UNCTAD (2007). *Trade and Development Report 2007: Regional Cooperation for Development*, chap. 3-5. <http://www.unctad.org/en/docs/tdr2007_en.pdf>.

- UNITED NATIONS DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS – UNESCO (1999). *Globalization and international Migration in Latin America and the Caribbean: Trends and Prospects of the 21st Century*, Migration Studies Network for Latin America and the Caribbean.
- UNITED NATIONS DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS – UNESCO (2005). *The World Social Situation: The Inequality Predicament*, New York, UNESCO.
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME – UNDP (1990, 1993, 1995, 1996, 2002, 2008). *Human Development Report*, New York, Oxford University Press.
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME – UNDP (1997a) *Governance for Sustainable Human Development*, Policy document, New York, UNDP.
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME – UNDP (1997b). *Participatory Local Governance*, Policy Document, New York, UNDP.
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME – UNDP (1997c). « Report on the Third International Conference of the New and Restored Democracies on Democracy and Development », Bucarest, Roumanie, 2-4 septembre, <<http://www.undp.org>>.
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME – UNDP (1997d). *The Shrinking State: Governance and Sustainable Human Development*, Policy Document, New York, UNDP.
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME – UNDP (1997e). *Capacity Development*, New York, Management Development and Governance Division, UNDP.
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME – UNDP (2003a). *Gender Approaches in Conflict and Post-Conflict Situations*, New York, UNDP.
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME – UNDP (2003b). *Human Development Report. Millennium Development Goals: A Compact among Nations to End Human Poverty*, New York, Oxford University Press.
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME – UNDP (2006a). *Governance for the Future: Democracy and Development in the Least Developed Countries*, New York, UNDP.
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME – UNDP (2006b). *Gender in Sustainable Livelihoods: Issues, Guidelines and a Strategy for Action*, New York, UNDP.
- UNITED NATIONS RESEARCH INSTITUTE FOR SOCIAL DEVELOPMENT – UNRISD (1995). *States in Disarray: An Overview*, Genève, UNRISD.
- U.S. AID FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT – USAID (2004). *Strategic Plan: Fiscal Years 2004-2009*, Washington, D.C., USAID.
- UTTING, Peter (dir.) (2006). *Reclaiming Development Agendas: Knowledge, Power and International Policy Making*, Londres, Palgrave Macmillan et UNRISD.
- VAN DIJK, Jan (2006). *The Network Society*, 2^e éd., Londres, Sage.
- VAN WAEYENBERGE, Elisa (2006). « From Washington to post-Washington Consensus », dans K.S. Jomo et Ben Fine (dir.), *The New Development Economics*, Londres, Zed Books.
- VÄYRYNEN, Raimo (2003). « Regionalism: Old and new », *International Studies Review*, vol. 5, n° 1, p. 25-51.
- VELTMEYER, Henry (1997a). « Challenging the World Bank's agenda to restructure labour in Latin America », *LCS*, vol. 30, n° 2, p. 226-259.
- VELTMEYER, Henry (1997b). « Decentralisation as the institutional basis for participatory development: The Latin American perspective », *Canadian Journal of Development Studies*, vol. xviii, n° 2.
- VELTMEYER, Henry (1999). « Labour and the world economy », *Canadian Journal of Development Studies*, numéro spécial, décembre.
- VELTMEYER, Henry (2002). « The politics of language: Deconstructing postdevelopment discourse », *Canadian Journal of Development Studies*, vol. xxii, n° 3, p. 597-624.
- VELTMEYER, Henry (2005a). « Development and globalization as imperialism », *Canadian Journal of Development Studies*, vol. xxvi, n° 1, p. 89-106.

- VELTMEYER, Henry (2005b). «The dynamics of land occupation in Latin America», dans Sam Moyo et Paris Yeros (dir.), *Reclaiming the Land: The Resurgence of Rural Movements in Africa, Asia, and Latin America*, Londres, Zed Books.
- VELTMEYER, Henry (2007a). *Illusions and Opportunities: Civil Society in the Quest for Social Change*, Halifax, Fernwood Publishing.
- VELTMEYER, Henry (2007b). «Civil society and development», dans Paul Haslam, Pierre Beaudet et Jessica Schafer (dir.), *Introduction to International Development Studies: Approaches, Actors and Issues*, Toronto, Oxford University Press Canada.
- VELTMEYER, Henry (dir.) (2008). *New Perspectives on Globalization and Antiglobalization: Prospects for a New World Order*, Londres, Ashgate.
- VELTMEYER, Henry (2009). «The World Bank on “agriculture for development”: A failure of imagination or the power of ideology?», *The Journal of Peasant Studies*, vol. 36, n° 2, p. 391-408.
- VELTMEYER, Henry (dir.) (2010). *Imperialism, Crisis and Class Struggle: The Verities of Capitalism*, Leiden, Brill.
- VELTMEYER, Henry et A. O'MALLEY (2001). *Beyond Neoliberalism: Community-Based Development in Latin America*, Londres, Ashgate.
- VELTMEYER, Henry et J. PETRAS (1997). *Economic Liberalism and Class Conflict in Latin America*, Londres, MacMillan Press.
- VELTMEYER, Henry et J. PETRAS (2005a). «Foreign aid, neoliberalism and imperialism», dans Alfredo Saad-Filho et Deborah Johnston (dir.), *Neoliberalism: A Critical Reader*, Londres, Pluto Press.
- VELTMEYER, Henry et J. PETRAS (2005b). «Latin America's Social structure and the dynamics of change», dans Jan Kuiper Black (dir.), *Latin America: its Problems and its Promise*, 4^e éd., Boulder, Westview Press.
- VON MEIJENFELDT, Roel (2001). *Comprehensive Development Framework and Conflict-Affected Countries*, Wahsington, D.C., CDF Secretariat, The World Bank.
- WACKERNAGEL, Mathis et William REES (1996a). «Ecological footprints for beginners», dans Mathis Wackernagel et William Reese, *Our Ecological Footprint: Reducing Human Impact on the Earth*, Gabriola Island, New Society Publishers.
- WACKERNAGEL, Mathis et William REES (1996b). «The sustainability debate», dans Mathis Wackernagel et William Reese, *Our Ecological Footprint: Reducing Human Impact on the Earth*, Gabriola Island, New Society Publishers.
- WACKERNAGEL, Mathis et William REES (1999). *Notre empreinte écologique. Comment réduire les conséquences de l'activité humaine sur la Terre*, Montréal, Écosociété.
- WADE, Robert (1990). *Governing the Market: Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization*, Princeton, Princeton University Press.
- WADE, Robert (2002). *Out of the Box: Rethinking the Governance of International Financial Markets*, Destin Working Paper Series n° 02-24, février, p. 1-15.
- WADE, Robert (2007). «Japan, the World Bank and the art of paradigm maintenance», dans David Moore (dir.), *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press.
- WALLERSTEIN, Immanuel (1979). *The Capitalist World Economy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WALLERSTEIN, Immanuel (2006). *European Universalism: The Rhetoric of Power*, New York, The New Press.
- WANNER, Thomas (2007). «The Bank's Greenspeak, the Power of Knowledge and Sustain development», dans David Moore (dir.), *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press.
- WARREN, Bill (1980). *Imperialism: Pioneer of Imperialism*, Londres, Verso.
- WARREN, D. Michael, L. Jan SLIKKERVEER et David BROKENSHA (1995). *The Cultural Dimension of Development: Indigenous Knowledge Systems*, Londres, Intermediate Technology.

- WARREN, D. Michael, L. Jan SLIKKERVEER et S. Oguntunji TITILOLA (1989). « Indigenous knowledge systems: Implications for agriculture and international development », *Studies in Technology and Social Change*, vol. 11.
- WATERMAN, Peter (1999). « The new social unionism: A New union model for a new world order », dans R. Munck et P. Waterman (dir.), *Labour Worldwide in the Era of Globalization: Alternative Union Models in the New World Order*, Londres, Palgrave.
- WATTS, Michael J. (2005). « Righteous oil? Human Rights, the oil complex, and corporate social responsibility », *Annual Review of Environment and Resources*, vol. 30, p. 373-407.
- WEBER, Heloise (2002). « Global governance and poverty reduction: The case of microcredit », dans Rorden Wilkinson et Steve Hughes (dir.), *Global Governance: Critical Perspectives*, Londres et New York, Routledge.
- WEISBROT, M. et al. (2000). « Growth may be good for the poor – but are IMF and policies good for growth? », Washington, D.C., Centre for Economy and Policy Research, <http://www.cepr.net/documents/publications/econ_growth_2001_05.pdf>.
- WEISS, Linda (2000). « Developmental States in transition: Adapting, dismantling, innovating, not normalising », *Pacific Review*, vol. 13, n° 1, p. 21-55.
- WELCH, Gita et Zahra NURU (2006). « Governance for the future: Democracy and development in the least developed countries work », New York, UNDP, <<http://www.undp.org/governance/docs/Policy-Pub-LDCReport.pdf>>.
- WHITE, Cameron et Roger OPENSHAW (2005). *Democracy at the Crossroads: International Perspectives on Critical Global Citizenship*, Lanham, Lexington Books.
- WHITEHEAD, Ann (1981). « I'm hungry, mum: The politics of domestic budgeting in North East Ghana », dans Kate Young et al. (dir.), *Of Marriage and the Market*, Londres, CSE Books.
- WHITEHEAD, Ann (2005). « The gendered impacts of liberalisation policies on African agricultural economies and rural livelihoods », dans Shahra Razavi (dir.), *The Gender Impacts of Liberalization: Towards « Embedded Liberalism »?*, Genève, UNRISD, p. 37-62.
- WHITE HOUSE (2008). « Declaration of the [G-20] Summit on Financial Markets and the World Economy », Communiqué de presse, 15 novembre.
- WILBER, Charles et Kenneth JAMESON (1975). « Paradigms of economic development and beyond », dans Charles Wilber (dir.), *Political Economy of Development and Underdevelopment*, 4^e éd., New York, Random House.
- WILLIAMS, David (2007). « Constructing the economic space: The World Bank and the making of homo economicus », dans David Moore (dir.), *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press.
- WILLIAMS, Eric (1944). *Capitalism and Slavery*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- WILLIAMS, Horatio (2001). « Hindsight after cold war: Samuel Huntington, the Social sciences and development paradigms », *Dialectic Anthropology*, vol. 26, p. 311-324.
- WILLIAMSON, John (dir.) (1990). *Latin American Adjustment. How Much Has Happened?*, Washington, D.C., Institute for International Economics.
- WILPERT, Gregory (2007). *Changing Venezuela by Taking Power: The History and Policies of the Chávez Government*, Londres et New York: Verso.
- WILSON, Gordon (2007). « Knowledge, Innovation and re-inventing technical assistance for development », *Progress in Development Studies*, vol. 7, n° 3, p. 183-199.
- WOLF, Eric (1974). *The Hidden Frontier: Ecology and Ethnicity in an Alpine Valley*, Londres, Academic Press.
- WOO-CUMINGS, Meredith (dir.) (1999). *The Developmental State*, Ithaca, Cornell University Press.
- WOOD, Ellen Meiksins (1994a). « From opportunity to imperative: The history of the market », *Monthly Review*, juillet-août, p. 14-40.
- WOOD, Ellen Meiksins (1994b). (1995). *Democracy against Capitalism: Renewing Historical Materialism*, Cambridge, Cambridge University Press.

- WOODS, Ngaire (2006). *The Globalizers: The IMF, the World Bank, and their Borrowers*, Ithaca, Cornell University Press.
- WOOLCOCK, Michael et Deepa NARAYAN (2000). « Social capital: Implications for development theory, research and policy », *World Bank Research Observer*, vol. 15, n° 2, p. 225-249.
- WORLD COMMISSION ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT – WCED (1987). *Our Common Future*, Oxford, Oxford University Press.
- WORSLEY, Peter (1984). *The Three Worlds: Culture and World Development*, Chicago, University of Chicago Press.
- WRIGHT, Erik Olin (2005). *Approaches to Class Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WRIGHT, Ronald (1993). *Stolen Continents: 500 Years of Conquest and Resistance in the Americas*, Harmondsworth, Penguin Books.
- YANSANÉ, Aguibou Y. (dir.) (1996). *Development Strategies in Africa: Current Economic, Socio-Political and Institutional Trends and Issues*, Londres, Greenwood Press.
- YERGIN, Daniel (2003). *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money, and Power*, New York, Free Press.
- YOUNG, Brigitte (2000). « The “mistress” and the “maid” in the globalised economy », dans Leo Panitch et Colin Leys (dir.), *Socialist Register 2008: Global Flashpoints, Reactions to Imperialism and Neoliberalism*, New York, Monthly Review Press, p. 315-328.
- YOUNG, Tom et David WILLIAMS (2007). « The World Bank and the liberal project », dans David Moore (dir.), *The World Bank Development Poverty Hegemony*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press.
- ZAYAGO LAU, Edgar (2006). « The proposed World Bank scientific millennium initiatives and nanotechnology in Latin America », dans A. Barrañón (dir.), *Research in Nanotechnology Developments*, New York, Nova Science.
- ZEILIG, Leo (dir.) (2009). *Class Struggle and Resistance in Africa*, Chicago, Haymarket.
- ZENG, Ming et Peter WILLIAMSON (2007). *Dragons at Your Door: How Chinese Cost Innovation Is Disrupting Global Competition*, Boston, Harvard Business School Press.
- ZUCKERMAN, Elaine (2003). « Engendering PRSPs: The track record and key entry points », Nairobi, GTZ Regional Workshop.
- ZWEIG, Michael (dir.) (2004). *What's Class Got to Do With It? American Society in the Twenty-first Century*, Ithaca, ILR Press.

Pour consulter d'autres sources :

<http://www.presses.uottawa.ca/autres-sources-veltmeyer>

Collection *Études en développement international et mondialisation*

sous la direction de Charmain Levy

La collection *Études en développement international et mondialisation* propose de nouvelles perspectives sur une gamme de sujets en lien avec le développement et la mondialisation – entre autres, les peuples autochtones, les femmes, les mouvements sociaux et les enjeux liés au travail, à l'agriculture, à la gouvernance et aux migrations – révélant les tensions et les conflits liés au développement ainsi que la quête de justice sociale dans un contexte global.

Ont paru dans la même collection

Stephen Brown, Molly den Heyer et David R. Black (dir.), *Rethinking Canadian Aid*, 2015.

Pierre Beaudet et Paul Haslam, *Enjeux et défis du développement international*, 2014.

Andrea Martinez, Pierre Beaudet et Stephen Baranyi (dir.), *Haïti aujourd'hui, Haïti demain. Regards croisés*, 2011.

Daniel C. Bach et Mamoudou Gazibo (dir.), *L'État néopatrimonial. Genèse et trajectoires contemporaines*, 2011.

Jacques Fisette et Marc Raffinot (dir.), *Gouvernance et appropriation locale du développement. Au-delà des modèles importés*, 2010.

Pierre Beaudet, Jessica Schafer et Paul Haslam (dir.), *Introduction au développement international. Approches, acteurs et enjeux*, 2008.

Isabelle Beaulieu, *L'État rentier. Le cas de la Malaysia*, 2008.

Saturnino M. Borrás, *Pro-Poor Land Reform. A Critique*, 2007.